















HISTOIRE  
DE L'ÉGLISE.

BIBLIOTHECA

FF. PRÆDICATORUM

CONVENTUS

**CIVIT. BENITIÆ**

Lit. 270

Pl. R

BR  
145  
R43  
1840  
V.8  
1847  
GTU  
Storage

*PROPRIÉTÉ DE L'ÉDITEUR.*

# HISTOIRE DE L'ÉGLISE

DEPUIS SON ÉTABLISSEMENT

JUSQU'AU PONTIFICAT DE GRÉGOIRE XVI,

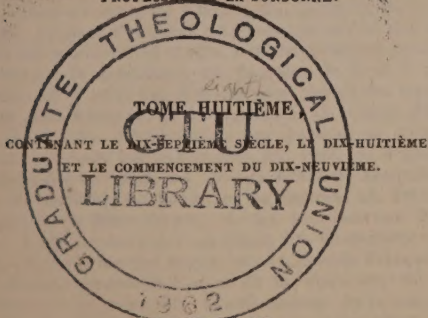
CONTENANT

L'EXPOSITION SUIVIE ET DÉTAILLÉE DE TOUS LES FAITS IMPORTANS,  
AVEC LES RÉFLEXIONS ET LES ÉCLAIRCISSEMENTS NÉCESSAIRES  
POUR EN FACILITER L'INTELLIGENCE.

PAR

M. L'ABBÉ RECEVEUR,

PROFESSEUR A LA SORBONNE.



A PARIS,

MAISON MÉQUIGNON JUNIOR,

J. LEROUX, JOUBY ET C<sup>ie</sup>, SUCCESSEURS,

Libraires de la Faculté de Théologie,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 9.





---

# TABLE DES PRINCIPALES MATIÈRES.

---

## LIVRE QUARANTE-TROISIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE JUSQU'À LA  
NAISSANCE DU JANSÉNISME.

Considérations générales sur le dix-septième siècle, page 1. Ecrivains ecclésiastiques, 2. Jubilé, 4. Livres de Duplessis-Mornai sur l'Eucharistie et contre la papauté, 5 et suiv. Synode calviniste de Gap, 7. Troubles causés en Allemagne par l'hérésie, 7 et suiv. Persécutions en Angleterre, 9. Tentative pour le rétablissement de la religion catholique en Suède, 10. Commencemens de saint François de Sales, 11. Missions dans le Chablais, 12 et suiv. Episcopat de saint François de Sales, 18 et suiv. Entreprises des parlemens sur la juridiction ecclésiastique, 21 et suiv. Rappel des jésuites en France, 23 et suiv. Discours de Henri IV à ce sujet, 26. Plaintes du clergé sur les appels comme d'abus, 27. Mort de Clément VIII, 28. Election de Paul V, 30. Disputes sur la grâce, 30 et suiv. Livre de Molina, 32. Contestations qu'il fait naître, 33 et suiv. L'affaire est évoquée à Rome, 34. Congrégations *De auxiliis*, 36 et suiv. Le pape s'abstient de prononcer et fait une défense d'écrire sur ces matières, 44 et suiv. Réclamations des dominicains, 45. Réflexions sur le molinisme, 46. Démêlés de Paul V avec le sénat de Venise, 46 et suiv. Les jésuites sont bannis des terres de la république, 48. Divers écrits de Fra Paolo, 48 et suiv. Fin de ces démêlés, 50 et suiv. Conspiration des poudres en Angleterre, 52. Persecutions contre les catholiques, 53. Serment d'allégeance, 53. Contestations à ce sujet, 54. Divers écrits de Jacques I<sup>er</sup>, de Bellarmin, de Barklay, de Becan et de Suarez, 55. Institution de la congrégation de Notre-Dame, 56. Le bienheureux Pierre Fourier, 57. Etablissement des ursulines, 58. Carmélites réformées en France, 59. Réforme des augustins, 61. Sainte Françoise de Chantal, 62. Etablissement de l'ordre de la Visitation, 63. Travaux de saint François de Sales, 65. Etablissement de la congrégation de l'Oratoire en France, 67. Troubles en Allemagne, 68 et suiv. Union évangélique, 70. Trêve entre l'Espagne et la Hollande, 71. Assassinat de Henri IV, 72. Arrêts du parlement contre des écrits de Mariana et de Bellarmin, 74 et suiv. Procès de l'université contre les jésuites, 75 et suiv. Missions dans le Canada, 77. Missions de Constantinople, 78. Commencemens des missions de la Chine, 80 et suiv. Progrès du christianisme dans le Japon, 82 et suiv. Commencement des persecutions dans cet empire, 85. Courage admirable des chrétiens, 89 et suiv. Exécution de plusieurs martyrs, 91 et suiv. Horribles cruautés des persécuteurs, 97 et

suiv. Extinction du christianisme dans le Japon, 113 et suiv. Disputes sur l'autorité du pape, 116. Condamnation des doctrines de Richer, 118. Erreurs d'Antoine de Dominis, 119 et suiv. Assemblée des états-généraux, 121. Contestations sur l'indépendance du pouvoir temporel, 122 et suiv. Vœux exprimés par le clergé, 124 et suiv. Commencement de la secte des arminiens, 127. Synode de Dordrecht, 128. Edits de Jacques I<sup>er</sup> contre le puritanisme, 130. Supplice de Vanini, 131. Mort de Paul V, 132. Réformes des monastères en France, 134 et suiv. Congrégation de Saint-Vannes et de Saint-Maur, 134 et suiv. Réforme de Port-Royal, 135. Réforme des chanoines réguliers, 138. Congrégation des filles du Calvaire, 139. Commencemens de saint Vincent de Paul, 140 et suiv. Établissement des lazaristes, 142. Mort de saint François de Sales, 142 et suiv. Divers décrets d'Urbain VIII touchant les religieux, 145. Illuminés de Picardie, 147. Missions en Ethiopie et dans l'Amérique, 147 et suiv. Révolte des calvinistes en France, 149. Troubles en Allemagne, 151 et suiv. Guerre de trente ans, 152 et suiv. Libelles contre le cardinal de Richelieu, 157. Arrêt du parlement contre un livre de Santarelli, 158 et suiv. Synode calviniste de Charenton, 160. Jugement de l'inquisition contre Galilée, 162. Affaire d'Urbain Grandier et des ursulines de Loudun, 163. Contestations en Angleterre entre les religieux et le clergé séculier, 165. Livre de *Petrus Aurelius*, 166. L'abbé de Saint-Cyran, 168 et suiv. Erreurs dont on l'accuse, 171 et suiv. Histoire de Jansenius, 173. Projet de Bourg-Fontaine, 176. Condamnation de Cyrille Lucar, 178. Craintes d'un schisme en France, 180. Travaux de saint Vincent de Paul; sœurs de la charité, 182 et suiv. Hospice des enfants trouvés, 184. Claude Bernard, dit le Pauvre prêtre, 185.

### LIVRE QUARANTE-QUATRIÈME.

#### DEPUIS LA NAISSANCE DU JANSÉNISME JUSQU'A LA MORT DE CLÉMENT IX.

Erreurs de Jansenius, 189 et suiv. Publication de l'*Augustinus*, 193 et suiv. Décret de l'inquisition pour en défendre la lecture, 196. L'université de Louvain refuse de publier ce décret, 196. Bulle d'Urbain VIII contre le livre de Jansenius, 198. Opposition qu'elle éprouve dans les Pays-Bas, 198 et suiv. Députation à Rome, 199. Mesures prises pour la publication de la bulle, 201. L'opposition continue, 201 et suiv. Soumission de l'université de Douai, 202. Publication de la bulle dans les Pays-Bas, 203. Elle est acceptée dans toute l'Église, 204. Écrits du docteur Arnaud en faveur de Jansenius, 205. Divers écrits sur le jansénisme, 206. Disputes sur le livre de la fréquente communion, 209 et suiv. Solitaires et écrivains de Port-Royal, 213 et suiv. Accusations contre les religieuses de Port-Royal, 215 et suiv. Travaux de M. Olier, 217. Institution des séminaires, 218. Commencemens du séminaire de Saint-Sulpice, 220. Adrien Bourdoise, 222. Congrégation des eudistes, 223. Troubles en Angleterre, 224. Guerre civile, 226. Mort de Charles I<sup>er</sup>, 229. Traité de Westpha-

lie, 230. Prodigueuse charité de saint Vincent de Paul, 231. Troubles de la fronde, 234 et suiv. Le cardinal de Retz, 236. Continuation des disputes sur le jansénisme, 238 et suiv. Les évêques de France écrivent au pape pour lui déferer les cinq propositions, 241 et suiv. Zèle de saint Vincent de Paul contre le jansénisme, 242. Divers écrits sur les matières de la grâce, 246 et suiv. Congrégation pour l'examen des cinq propositions, 248. Bulle d'Innocent X pour les condamner, 252. Elle est publiée en France et reçue dans toute l'Église, 254 et suiv. Divers écrits pour ou contre le jansénisme, 256 et suiv. Mesures prises par les assemblées du clergé de France, 259 et suiv. Distinction entre le fait et le droit, 262. Bulle d'Alexandre VII contre les cinq propositions, 265. Consultation sur la signature du formulaire, 266 et suiv. Condamnation du docteur Arnaud, 268 et suiv. Lettres provinciales de Pascal, 274. Condamnation de plusieurs casuistes, 276 et suiv. Mesures contre Port-Royal, 280. Commencement des disputes sur les cérémonies chinoises, 281 et suiv. Progrès du christianisme dans la Chine, 285 et suiv. Missions en Syrie et en Égypte, 288 et suiv. Missions dans le Paraguay, 291 et suiv. Missions dans le Canada, 296. Mort de saint Vincent de Paul, 298. Conversion de la reine Christine de Suède, 298. Origine des quakers, 299. Continuation des disputes sur le jansénisme, 300 et suiv. Divisions sur la signature du formulaire, 303. Conférences avec les jansénistes, 304 et suiv. Déclaration de la Sorbonne sur l'autorité du pape, 308. Discussions sur la foi humaine, 310 et suiv. Nouvelles mesures contre les religieuses de Port-Royal, 311 et suiv. Formulaire d'Alexandre VII, 314. Opposition de quatre évêques, 315. Décret sur l'attrition, 316. Nouveau Testament de Mons, 318. Négociations touchant l'affaire des quatre évêques, 320 et suiv. P. ix de Clément IX, 326. Réforme de la Trappe, 327. Église de Portugal, 329. Mort de Clément IX.

## LIVRE QUARANTE-CINQUIÈME.

DEPUIS LA MORT DE CLÉMENT IX JUSQU'À LA FIN DU  
DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

Pontificat de Clément X, 331. Disputes sur l'auteur de l'Imitation, 332. Décret de l'université d'Angers sur la signature du formulaire, 333 et suiv. Divisions dans la congrégation de l'Oratoire, 335. Divers decrets d'Innocent XI, 337 et suiv. Affaire de la regale, 339 et suiv. Réclamations d'Innocent XI, 343. Affaire du monastère de Charonne, 344. Démêles avec le pape; assemblée du clergé de France à ce sujet, 345 et suiv. Déclaration de 1682 sur l'autorité du pape, 351. Divers écrits à ce sujet, 353. Ordonnances contre les réformés, 354. Revocation de l'édit de Nantes, 357 et suiv. Persécutions contre les catholiques en Angleterre, 361. Conversion de Jacques II, 363. Son exclusion du trône, 364. Nouveaux démêles entre Louis XIV et Innocent XI, 366. Condamnation de Molinos, 368 et suiv. Bulle d'Alexandre VIII contre la déclaration de 1682; divers decrets du même pape, 371. Fin des démêlés

avec la France, 373. Fourberie de Douai, 375. Bref d'Innocent XI sur le jansénisme, 378. Mort du docteur Arnaud, 379. Condamnation de plusieurs livres jansénistes, 380 et suiv. La religion chrétienne autorisée à la Chine, 382. Affaire du quietisme, écrits de madame Guyon, 385 et suiv. Conférences d'Issy, 390. Soumission de madame Guyon, 392. Instruction de Bossuet sur les états d'oraison, 394. Explication des Maximes des saints par Fénelon, 396. Condamnation de cet ouvrage, 400. Mort de Bossuet et ses écrits, 404. Autres écrivains célèbres, 405 et suiv. Ouvrages de Bayle, de Spinoza et de plusieurs autres incrédules, 409 et suiv. Secte des piétistes, 411. Missions du Paraguay, 412 et suiv. Missions dans le Canada et dans les Indes, 415.

### LIVRE QUARANTE-SIXIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE JUSQU'AU  
PONTIFICAT DE BENOIT XIV.

Nouvelles disputes sur les cérémonies chinoises, 418 et suiv. Divers écrits à ce sujet, 421 et suiv. Le cardinal de Tournon envoyé comme légat en Chine, 423. Condamnation des rites malabares, 425 et suiv. Persécution contre le cardinal de Tournon, 428. Condamnation des cérémonies chinoises, 429. Disputes sur le jansénisme; cas de conscience, 430. Bulle *Vineam Domini* contre le silence respectueux, 433. Procès du père Quesnel, 435. Progrès du jansénisme en Hollande, 437 et suiv. Schisme d'Utrecht, 440. Fanatiques des Cévennes, 440 et suiv. Destruction du monastère de Port-Royal, 444 et suiv. Réflexions morales de Quesnel, 446. Négociations pour engager le cardinal de Noailles à les condamner, 450. Le pape nomme une congrégation pour l'examen de ce livre, 452. Bulle *Unigenitus*, 454. Assemblée du clergé de France pour la réception de cette bulle, 456. Opposition du cardinal de Noailles, 457. La bulle est publiée en France, 458. Mort de Fénelon, 461. Démêlés au sujet du tribunal de la monarchie de Sicile, 463. Mort de Louis XIV, 465. La Sorbonne rétracte son acceptation de la bulle *Unigenitus*. 467. Tentatives d'accommodement, 468. Appel de quatre évêques au futur concile, 470. Bulle de Clément XI contre les opposans, 472. La bulle est reçue par toute l'Église, 474. Nouvelles tentatives pour ramener les appelans, 476 et suiv. Peste de Marseille, 478. Concile en Pologne, 479. Église d'Allemagne, 480 et suiv. Persécutions en Angleterre, 481. Progrès de l'incrédulité, 484 et suiv. Persécutions en Chine et à Tong-king, 488 et suiv. Archevêque schismatique d'Utrecht, 491 et suiv. Concile à Rome, 494. Concile d'Embrun pour juger l'évêque de Senez, 496 et suiv. Condamnation du père le Courrayer, 498 et suiv. Réclamations contre l'office de Grégoire VII, 502. Le parlement de Paris protège les appelans, 504 et suiv. Journal janséniste, 509. Prétendus miracles du diacre Paris, 510 et suiv. Fanatisme des convulsionnaires, 513 et suiv. Divisions parmi les jansénistes au sujet des convulsions, 518. Système des figuristes, 520.

Pontificat de Clément XII, 524 et suiv. Ouvrages impies de Voltaire, 527 et suiv. Société des francs-maçons, 531.

## LIVRE QUARANTE-SEPTIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU PONTIFICAT DE BENOÎT XIV JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Bulles de Benoît XIV contre les cérémonies chinoises et contre les rites malabares, 527. Persécutions dans la Chine et au Tongking, 538 et suiv. Diverses bulles de Benoît XIV touchant le mariage, 541. Écrits impies du marquis d'Argens, 543; de la Métrie, 546; de Toussaint, 548. Rétractation de Buffon, 548. Remontrances du clergé contre la circulation impunie des mauvais livres, 550. Divers écrits censurés par le clergé de France, 552 et suiv. Erreurs des pères Pichon et Berruyer, 553 et suiv. Persécution en Angleterre, 557. Brefs de Benoît XIV, 559 et suiv. Entreprises des parlements au sujet des refus de sacrements, 561 et suiv. Commission nommée à ce sujet, 564. Déclaration du roi qui prescrit le silence, 565. Exil de l'archevêque de Paris, 567. Arrêt contre le chapitre d'Orléans, 568. Remontrances de l'assemblée du clergé, 570. Bref de Benoît XIV et déclaration du roi sur la bulle *Unigenitus*, 572 et suiv. Thèse de l'abbé de Prades, 575 et suiv. Encyclopédie, 577. Arrêts contre des ouvrages irréligieux, 580. Les jésuites expulsés du Portugal, 583. Poursuites et arrêts rendus contre eux en France, 584 et suiv. Représentations du clergé en leur faveur, 586. Les jésuites expulsés d'Espagne et de Naples, 591. Progrès de l'incrédulité, 592. Écrits irréligieux de Rousseau, 593 et suiv. Remontrances du clergé, 597 et suiv. Livre de Febrousius, 600. Édits concernant les religieux, 602. Troubles en Pologne, 604. Ouvrages impies et communions sacrilèges de Voltaire, 606 et suiv. Autres ouvrages impies, 609. Entreprises des parlements, 611 et suiv. Suppression des jésuites, 613. Divers apologistes de la religion, 616. Mort de Voltaire, 617 et suiv. Église catholique d'Angleterre, 618. Société secrète des illuminés, 620. Entreprises de Joseph II sur les droits et la discipline de l'Église, 621 et suiv. Voyage de Pie VI à Vienne, 623. Entreprises de quelques évêques d'Allemagne, 624. Troubles dans les Pays-Bas, 625. Erreurs et condamnation du synode de Pistoie, 627 et suiv. Entreprises de la cour de Naples sur les droits du saint-siège, 629 et suiv. Remontrances du clergé de France au sujet des mauvais livres, 630. Saint Alphonse de Liguori, 633.

## LIVRE QUARANTE-HUITIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'AU PONTIFICAT DE GRÉGOIRE XVI.

Décret sur les biens ecclésiastiques, 636 et suiv. Constitution civile du clergé, 637. Évêques constitutionnels, 639. Brefs de Pie VI, 640. Persécution contre le clergé, 641 et suiv. Massacres de septem-

bre, 643 et suiv. Mort de Louis XVI, 645. Déportation des prêtres, 646. Apostasie de plusieurs évêques constitutionnels, 648. Décret de mort contre les prêtres, 649. Ralentissement de la persécution, 649 et suiv. Nouvelles poursuites, 650 et suiv. Concil des évêques constitutionnels, 652. Exil et mort de Pie VI, 653 et suiv. Eglise des États-Unis, 655. Eglise d'Angleterre, 656. Troubles d'Irlande, 658. Election de Pie VII, 659. Concordat avec la France, 660. Réclamations des anciens évêques, 661. Articles organiques, 662. Eglise d'Allemagne, 663. Voyage de Pie VII en France, 663 et suiv. Premières entreprises de Bonaparte contre le pape, 664. Mesures en faveur du clergé, 665. Envahissement des états romains. 665. Violences contre le pape, 666. Excommunication de Bonaparte, 667. Enlèvement et captivité de Pie VII, 668 et suiv. Commission d'évêques sur les affaires de l'Eglise, 670. Bref du pape au cardinal Maury, 672 et suiv. Emprisonnement de plusieurs cardinaux, 673. Violences contre un grand nombre d'ecclésiastiques, 673 et suiv. Nouvelle commission d'évêques, 675. Députation à Pie VII, 675 et suiv. Concile national de France, 676 et suiv. Pie VII transféré à Fontainebleau, 680. Délivrance de Pie VII, 681. Divers concordats avec les souverains, 682 et suiv. Election de Léon XII, 684. Election et mort de Pie VIII, 684.



# TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PAPES , DES EMPEREURS , DES ROIS DE FRANCE , DES  
ÉCRIVAINS ECCLÉSIASTIQUES, DES CONCILES, ET DES PRINCIPAUX  
SECTAIRES.

## PAPES.

NOMS.	DATE DE LEUR ÉLECTION.	DATE DE LEUR MORT.
Léon XI.	1 <sup>er</sup> avril 1605	27 avril 1605
Paul V.	16 mai 1605	28 janvier 1621
Grégoire XV.	9 février 1621	8 juillet 1623
Urbain VIII.	6 août 1623	29 juillet 1644
Innocent X.	15 septembre 1644	7 janvier 1655
Alexandre VII.	7 avril 1655	22 mai 1667
Clément IX.	30 juin 1667	9 décembre 1669
Clément X.	29 avril 1670	22 juillet 1676
Innocent XI.	21 septembre 1676	12 août 1689
Alexandre VIII.	6 octobre 1689	1 <sup>er</sup> février 1691
Innocent XII.	12 juillet 1691	27 septembre 1700
Clément XI.	23 septembre 1700	19 mars 1721
Innocent XIII.	8 mai 1721	7 mars 1724
Benoît XIII.	29 mai 1724	21 février 1730
Clément XII.	12 juillet 1730	6 février 1740
Benoît XIV.	17 août 1740	3 mai 1758
Clément XIII.	6 juillet 1758	3 février 1769
Clément XIV.	19 mai 1769	22 septembre 1774
Pie VI.	15 février 1775	20 août 1799
Pie VII.	14 mars 1800	22 août 1823
Léon XII.	27 septembre 1823	10 février 1829
Pie VIII.	31 mars 1829	30 novembre 1830
Grégoire XVI.	2 février 1831	1 <sup>er</sup> juin 1846
Pie IX.	16 juin 1846	

## EMPEREURS.

Rodolphe II, mort en	1612	Charles VI, mort en	1740
Mathias,	1619	Charles VII,	1745
Ferdinand II,	1637	François 1 <sup>er</sup> ,	1765
Ferdinand III,	1657	Joseph II,	1790
Léopold 1 <sup>er</sup> ,	1705	Léopold II,	1792
Joseph I <sup>er</sup> ,	1711		

## ROIS DE FRANCE.

Henri IV, mort en	1610	Louis XV, mort en	1774
Louis XIII,	1643	Louis XVI,	1793
Louis XIV,	1715		

## ÉCRIVAINS ECCLÉSIASTIQUES.

Baronius, mort en	1607	Duguet, mort en	1733
Du Perron,	1618	Ma-sillon,	1743
Bellarmin,	1621	De Vence,	1749
Saint François de Sales,	1622	Muratori,	1750
Petau,	1651	Orsi,	1761
Arnaud,	1694	Ceillier,	1761
Thomassin,	1695	Butler,	1773
Nicole,	1695	De Pressy,	1789
Le Bouthillier de Rancé,	1700	Lefranc de Pompignan,	1790
Bossuet,	1704	Bergier,	1790
Bourdaloue,	1704	Mamachi,	1792
Mabillon,	1707	Gerdil,	1802
Fénelon,	1715	La Luzerne,	1818
Huet,	1721		

## PRINCIPAUX CONCILES.

Concile d'Avignon sur la discipline,	1606	Concile de Bordeaux,	162
Concile de Malines,	1607	Concile de Constantinople, contre Cyrille Lucar,	1638
Concile de Narbonne,	1609	Concile d'Avignon,	1665
Concile de Sens, contre Richer,	1612	Concile de Rome,	1725
		Concile de Paris,	1811

## PRINCIPAUX SECTAIRES.

Arminiens,	1603	Quakers,	1655
Jansénistes,	1642	Quietistes, vers	1686

# HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

---

## LIVRE QUARANTE-TROISIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE JUSQU'À LA  
NAISSANCE DU JANSÉNISME.

DE 1600 A 1640.

L'importance des événemens religieux et les chefs-d'œuvre produits sous l'influence des inspirations chrétiennes pendant le dix-septième siècle, doivent le faire regarder sans contredit comme une des époques les plus brillantes de l'histoire de l'Église. On y remarque d'une part tout ce qu'il y a de plus admirable et de plus éclatant dans les triomphes de la foi, le courage des martyrs, les travaux infatigables et les glorieux succès de l'apostolat, les prodiges du zèle et de la charité, les austérités de la vie monastique, la réforme des anciennes communautés religieuses et une foule d'institutions nouvelles destinées à répandre la piété parmi les fidèles, ou à ranimer dans le clergé les vertus sacerdotales. D'un autre côté, jamais siècle peut-être n'offrit un plus grand nombre d'hommes éminens par les talens ni des ouvrages plus remarquables sous le rapport du génie ou de l'érudition. La théologie, la philosophie, l'éloquence, l'histoire, la critique, la controverse, le droit canonique, l'interprétation de l'Écriture sainte, en un mot toutes les sciences ecclésiastiques, furent cultivées avec un éclat prodigieux et un succès incomparable. Depuis longtemps les circonstances préparaient ces brillans résultats. On a vu les

travaux de saint Charles pour le rétablissement de la discipline, les conciles tenus en différens endroits pour le même objet, les réformes établies depuis un demi-siècle dans plusieurs ordres religieux, et les vertus éminentes dont tous les âges et tous les états offraient à cette époque tant d'admirables modèles. Saint Louis de Gonzague avait renoncé à toutes les grandeurs du siècle pour embrasser l'institut des jésuites, où il fit admirer comme dans le monde sa ferveur et ses austérités, et mourut dans la fleur de sa jeunesse en 1591, victime de sa charité et de son zèle, après une maladie épidémique dont il fut atteint en servant les malades dans un hôpital. Saint Félix de Cantalice et saint Pascal Baylon, qui moururent vers le même temps, avaient donné l'exemple de la perfection religieuse dans l'humble condition de frère convers, le premier chez les capucins en Italie, et l'autre en Espagne chez les cordeliers déchaussés. Les sciences ecclésiastiques faisaient aussi chaque jour de nouveaux progrès. Le bienheureux Jean d'Avila, mort en 1569, célèbre par les succès de ses travaux apostoliques dans l'Andalousie, Louis Blossius ou de Blois, abbé d'un monastère de bénédictins dans les Pays-Bas, et Louis de Grenade, dominicain espagnol, avaient publié chacun d'excellens ouvrages de piété, où les confesseurs et les prédicateurs aussi bien que les simples fidèles trouvaient un fonds en quelque sorte inépuisable de solides instructions. On doit au dernier, entre autres écrits, la Guide des pécheurs, un Traité de l'oraison et un Catéchisme, qui sont encore aujourd'hui généralement estimés. Laurent Surius, chartreux de Cologne, mort en 1578, avait également contribué aux progrès de la science et de la piété par un recueil des conciles, par les Vies des saints, et par la traduction de plusieurs ouvrages ascétiques. Le pieux Barthélemy des Martyrs, archevêque de Brague, mort en 1590, avait tracé dans ses écrits comme dans sa conduite des instructions pour les pasteurs, et développé dans

plusieurs traités solides les règles de la vie chrétienne. Enfin un grand nombre d'auteurs avaient publié dans le même temps des ouvrages pleins d'érudition sur le droit canonique, sur l'Écriture sainte et sur les diverses parties de la théologie. On doit citer entre autres Covarruvias, évêque de Ségovie, et Antoine Augustin, archevêque de Tarragone, dont l'un était mort en 1577, et l'autre en 1586, tous deux célèbres par de nombreux et savans traités sur le droit canonique, et le dernier surtout par sa correction du décret de Gratien; le dominicain Melchior Cano, évêque des Canaries, qui se fit une brillante réputation par son traité des *lieux* théologiques; Martin Azpilcueta, surnommé Navarre, mort en 1586, et regardé comme un des plus savans théologiens et canonistes de son temps; Jansénius, évêque de Gand, dont on a une excellente concorde des évangélistes et des commentaires estimés sur les Psaumes et sur d'autres livres de l'Écriture sainte; Claude d'Espence, célèbre docteur de Paris, auteur d'un traité des mariages clandestins et de plusieurs autres ouvrages sur le dogme ou sur la discipline; les jésuites Salmeron et Maldonat, dont le premier publia des dissertations sur les Évangiles, et le second des commentaires et des notes sur plusieurs livres de l'Écriture sainte, et divers traités de controverse et de théologie; Génébrard, docteur de Paris, professeur d'hébreu au collège royal, puis archevêque d'Aix, qui s'est rendu célèbre par une savante Chronologie sacrée, par un excellent commentaire sur les Psaumes, et par d'autres écrits sur différentes matières (1); enfin le cardinal Tolet, à qui on

(1) Ce savant docteur avait été nommé par Grégoire XIV à l'archevêché d'Aix; mais son attachement à la ligue ne lui permit pas de le posséder longtemps. Le parlement de Provence le condamna au bannissement, et fit brûler par la main du bourreau un traité qu'il avait publié en faveur des élections et contre le droit attribué au roi de nommer aux évêchés. Il mourut en 1597.

doit aussi de savans commentaires sur quelques livres du Nouveau Testament, et une Somme de théologie morale sous le titre d'Instruction des prêtres. Il faut ajouter à tant de travaux remarquables ceux de Baronius, de Bellarmin et de quelques autres, qui moururent dans les premières années du dix-septième siècle, et que la suite de l'histoire fera connaître davantage. Nous indiquerons seulement ici Guillaume Estius, célèbre professeur de l'université de Douai, mort en 1613, dont on a des commentaires solides et érudits sur les Épîtres de saint Paul, avec une Théologie estimée sous le titre de Commentaires sur le Maître des sentences, et les jésuites Vasquez et Suarez, qui moururent, l'un en 1604, l'autre en 1617, et qui ont mérité par la profondeur et l'étendue de leur savoir d'être nommés par Benoît XIV les deux lumières de la théologie.

On eut lieu d'admirer les triomphes de la religion et la piété des peuples à l'occasion du jubilé séculaire de l'an 1600. Le concours des pèlerins fut si prodigieux qu'à l'hôpital de la Trinité on en reçut plus de cinq cent mille, et ce nombre était loin d'égaler la multitude de ceux qui logeaient dans d'autres hospices, dans les monastères ou dans les maisons particulières. Il y eut plus de trois cent mille Français qui firent ce pèlerinage. On vit arriver de tous les pays des personnages de la plus haute distinction, entre autres le duc de Bavière, déguisé en pèlerin du commun, le duc de Bar et celui de Parme, et le cardinal André d'Autriche, qui fit les stations confondu dans la foule. La curiosité attira un grand nombre d'hérétiques et d'infidèles dont les préjugés ne résistèrent point au spectacle imposant de la dévotion des fidèles et des vertus de la cour romaine. Le pape Clément VIII fit distribuer des aumônes immenses aux pèlerins ; il les visitait dans les hospices, malgré son grand âge, leur lavait les pieds, les servait à table, et passait une partie des jours à entendre les confessions, comme aurait pu faire



un simple prêtre. Les cardinaux et les autres prélats romains imitèrent son exemple, et montrèrent pendant tout le cours du jubilé une incroyable émulation de zèle et de bonnes œuvres. Plusieurs Turcs, frappés d'admiration, demandèrent et reçurent le baptême. Un grand nombre de protestans abjurèrent l'hérésie et rentrèrent dans le sein de l'Église. On remarque entre autres Étienne Calvin, parent de l'hérésiarque. Le pape lui administra lui-même le sacrement de confirmation, et quelque temps après le nouveau converti entra dans l'ordre des Carmes déchaussés, où il se fit remarquer par sa piété.

La paix, rétablie en France par le seul effet de la lassitude des partis, avait remis les choses, comme on l'a vu, à peu près dans le même état qui avait amené les guerres civiles. La bourgeoisie, entraînée d'abord par l'enthousiasme populaire dans toutes les résolutions de la ligue, avait fini comme à l'ordinaire par sacrifier l'ardeur de ses convictions au désir de la tranquillité, et bientôt de nombreuses défections avaient réduit à l'impuissance le parti qui persistait, suivant le décret d'union, à ne pas vouloir souffrir l'établissement de l'hérésie. Les sectaires, de leur côté, quoique vivement blessés de la conversion de Henri IV, ne se virent plus en état de remuer. Le fameux du Plessis-Mornay, pour témoigner son dépit, quitta la cour, et publia bientôt après un livre contre la doctrine de l'Église sur l'Eucharistie. Il y avait rassemblé une foule de passages des saints pères, la plupart tronqués, altérés ou cités à contresens. Ce livre ne fut pas plus tôt mis au jour que les docteurs catholiques se récrièrent contre la mauvaise foi des citations, et Davy du Perron, évêque d'Évreux, se fit fort de démontrer qu'il s'y trouvait plus de cinq cents textes falsifiés de la sorte. Mornay accepta le défi, et présenta une requête au roi pour obtenir une conférence à ce sujet devant des arbitres choisis dans les deux partis. Mais dès qu'il vit sa demande accueillie, il laissa voir par les difficultés qu'il éleva sur la forme et

l'objet de cette conférence, combien il se défiait du succès. Elle eut lieu à Fontainebleau l'an 1600, en présence du roi et d'une nombreuse assemblée. Du Perron, dans une première discussion, qui dura près de six heures, montra clairement par la confrontation des passages avec les ouvrages des Pères, que les uns leur étaient faussement attribués, d'autres tronqués ou entendus à contresens, et que l'on avait même quelquefois pris des objections pour des réponses. Mornay ne crut pas devoir continuer l'épreuve, et se retira bientôt après dans son gouvernement de Saumur. On ne laissa pas de publier un écrit où les calvinistes s'attribuaient la victoire ; mais les actes de la conférence, qui furent publiés par ordre du roi, et le récit qu'on en voit dans les Mémoires de Sully, ont fait justice de ce vain triomphe. L'hérésie fut si bien confondue que le président Dufresne, un des arbitres, rendit hommage à la vérité par une abjuration du calvinisme. Cette victoire fit beaucoup d'honneur à du Perron, qui fut élevé peu de temps après au cardinalat. Il était né lui-même de parens calvinistes, et, après de brillantes études, il abjura ses erreurs et embrassa l'état ecclésiastique. Ses talens le firent connaître de Henri III, qui lui témoigna beaucoup d'estime. Il gagna aussi la confiance de Henri IV et ne contribua pas peu à sa conversion. Il ramena à l'Église catholique par la solidité de ses raisonnemens un grand nombre de protestans, entre autres Henri Sponde, depuis évêque de Pamiers, et célèbre par un abrégé avec une continuation des Annales de Baronius. Les services de du Perron le firent nommer en 1593 à l'évêché d'Évreux, et plus tard il fut transféré à l'archevêché de Sens.

Du Plessis-Mornay voulut apparemment effacer la honte de sa défaite, par un livre qu'il publia en 1611, sous le titre de *Mystère d'iniquité ou Histoire de la papauté*, et qui fut condamné la même année par une censure de la Sorbonne, comme hérétique, séditionnaire et rempli de men-

songes et de calomnies. Il y ramassait toutes les injures vomies par les sectaires contre le saint-siège, et s'attachait à prouver que le pape était l'Antechrist. Il avait mis au frontispice de ce livre une gravure où l'Église romaine était représentée par une tour bâtie sur pilotis, à laquelle on mettait le feu, et dont la ruine prochaine était annoncée par deux vers qu'on lisait au-dessous. Ces ridicules prophéties, tant de fois renouvelées depuis Luther et toujours démenties, furent mises vers ce temps au nombre des articles de foi par deux synodes calvinistes de France. Le synode de Gap, tenu en 1603, crut devoir ajouter aux anciennes confessions de foi, un article fondamental portant que le pape était l'Antechrist et la bête vêtue d'écarlate que le Seigneur *devait déconfire comme il l'a promis et comme il commençait déjà*. Mais le roi fit écrire à l'assemblée pour ordonner la suppression de cet article. Toutefois le synode de la Rochelle ordonna en 1607, qu'il serait imprimé à l'avenir dans toutes les confessions de foi, comme très-véritable et conforme à ce qui était prédit dans l'Écriture, et dont on voyait déjà l'accomplissement. Une nouvelle défense du roi vint encore empêcher l'exécution de ce décret. Le synode de Gap s'occupa aussi, mais inutilement, de la réunion des calvinistes et des luthériens, et condamna quelques opinions particulières de Jean Piscator sur la justification. Mais nous n'entrerons pas dans le détail fastidieux de ces querelles frivoles ou inintelligibles, qui furent encore l'objet de plusieurs autres synodes.

On voyait renaître sans cesse en Allemagne des dissensions et des troubles occasionnés par l'hérésie. Les luthériens, qui dominaient dans la Saxe, avaient fait publier en 1592, dans une assemblée des états, un décret pour interdire aux calvinistes le gouvernement des églises, l'éducation de la jeunesse ou toute autre fonction publique, et l'on continuait d'employer des vexations pour faire souscrire le livre de la Concorde, et d'exiger des

rétractations par écrit de tous ceux qui étaient suspects. Mais ils firent de vains efforts pour faire adopter la doctrine de ce livre dans le Palatinat , où l'électeur avait introduit le calvinisme ; toutes leurs instances furent rejetées par les états, et l'empereur, à qui ils s'adressèrent pour faire exécuter les résolutions des diètes contre les sacramentaires, ne réussit pas mieux et ne fut peut-être pas fâché de ces dissidences, qui avaient pour résultat d'affaiblir le parti protestant. En effet, l'électeur palatin craignant de se voir disputer la tolérance accordée seulement par les lois de l'empire à ceux qui suivaient la confession d'Augsbourg, mit tout en œuvre pour unir les princes protestans par la communauté des intérêts politiques, et parvint à former une ligue qui prétendit se soustraire à la juridiction de la chambre impériale. Mais l'électeur de Saxe et quelques autres princes refusèrent d'y prendre part. L'évêché de Strasbourg était disputé depuis 1592 par deux prétendants , dont l'un était Georges de Brandebourg , élu par les chanoines luthériens, et l'autre le cardinal de Lorraine, élu par les chanoines catholiques. Il en résulta une guerre civile qui ne se termina qu'en 1604, et qui assura la possession de cet évêché au cardinal de Lorraine. Les protestans avaient aussi causé des troubles à Aix-la-Chapelle et chassé les magistrats catholiques ; mais ils furent mis au ban de l'empire et obligés de se soumettre et de payer les frais de la guerre. Ces troubles de l'Allemagne favorisèrent les attaques des Turcs, qui s'emparèrent de quelques places dans la Hongrie. Heureusement leurs progrès furent arrêtés par la guerre qu'ils eurent à soutenir en Orient, et le fameux Schah-Abbas, roi de Perse, surnommé le Grand, qui les attaquait du côté de l'Euphrate, envoya une ambassade aux princes chrétiens, l'an 1602, pour leur proposer de se liguier avec lui contre leur ennemi commun. Les ambassadeurs, conduits par un Anglais, nommé Antoine Sirley, se rendirent auprès de l'empereur, puis à

Rome, où l'Anglais disparut après avoir dérobé une grande partie des présens destinés aux princes chrétiens. Cette circonstance déterminâ les envoyés persans à reprendre le chemin de l'Orient, et l'ambassade n'eut pas de suite. Trois de ces étrangers demeurèrent à Rome et y reçurent le baptême.

Les persécutions continuaient en Angleterre contre les catholiques. La reine Élisabeth, sous prétexte des conspirations que le roi d'Espagne ne cessait, disait-on, d'entretenir dans les îles britanniques, avait fait publier une loi en 1591, pour ordonner à toutes personnes de dénoncer les individus qui s'étaient fixés à Londres depuis quatorze mois, de faire connaître leurs occupations, et de déclarer s'ils assistaient exactement au service divin, selon les lois. Tous ceux qu'on découvrit furent interrogés, et la moindre hésitation dans leurs réponses suffisait pour les livrer aux commissaires chargés de les faire punir. Il en coûta la vie à tous les prêtres qu'on put surprendre, et même à beaucoup de laïques. Trois ans plus tard, un juif, nommé Lopez, médecin d'Élisabeth, fut accusé avec quelques autres personnes d'avoir reçu de l'argent des Espagnols pour l'empoisonner, et cette accusation, fondée ou non, occasionna encore un redoublement de persécution. Des prétextes semblables firent aussi publier par les états d'Écosse un édit rigoureux contre les catholiques. Le comte de Bothwel, accusé d'un complot avec les Espagnols pour attenter à la vie du roi, fut arrêté et déclaré traître à la patrie ; d'autres seigneurs furent bannis du royaume, et l'on ordonna la confiscation des biens contre tous ceux qui ne suivraient pas la religion nationale. Peu de temps après parut un écrit pour combattre les droits de Jacques, roi d'Écosse, à la couronne d'Angleterre, et montrer la nécessité d'élire un roi catholique. On invoquait tout à la fois les anciennes lois fondamentales, et les dernières volontés de la reine Marie-Stuart, qui, dans une lettre écrite peu de temps avant sa



mort au pape Sixte V, déclarait que si Jacques, son fils, refusait de se convertir, elle remettait tous ses droits au trône d'Angleterre à la disposition du saint-siège et du roi d'Espagne. Mais cet ouvrage ne servit qu'à faire exécuter les édits avec plus de rigueur. La reine Elisabeth mourut au mois d'avril 1603, après un règne d'environ quarante-cinq ans, dont l'éclat fut dû bien plus aux circonstances qu'à son habileté. Elle sut obéir aux préjugés de la nation, profiter de la servilité du parlement, joindre la dissimulation et l'hypocrisie à la cruauté, et ne reculer devant aucun moyen pour parvenir à ses fins. Les progrès de l'industrie, l'extension du commerce, l'origine des colonies anglaises, et quelques mesures de police dictées par l'intérêt, furent les principales causes qui contribuèrent à l'illustration de son règne. Du reste, elle montra toutes les petitesse de la vanité et de la jalousie de son sexe. Elle voulut soumettre à la religion anglicane l'Irlande, demeurée presque tout entière catholique, et les rigueurs qu'elle employa firent naître des soulèvemens qu'on ne réprima qu'en versant des flots de sang. Ses derniers momens furent troublés par le souvenir ou le remords de ses crimes. Elle refusa tous les remèdes, et répondit aux instances des médecins, que la vie lui était insupportable, et qu'elle était résolue à mourir. Elle eut pour successeur Jacques I<sup>er</sup>, qui réunit ainsi les trois couronnes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande (1).

On a vu précédemment l'inutilité des tentatives faites en Suède, par le roi Jean, pour le rétablissement de la religion catholique. Sigismond, son fils, qui fut appelé à lui succéder en 1594, reprit le même dessein avec plus de zèle, et ne réussit pas mieux. Ce prince, qui était déjà roi de Pologne, s'était fait accompagner en Suède par le nonce du pape pour se faire couronner par lui ; mais les

(1) Spond. *Annal.* — Cambden, *Vit. Elisab.* — Lingard.



états du royaume s'y montrèrent tellement opposés , qu'après bien des contestations, il se vit contraint de recevoir la couronne des mains de l'archevêque luthérien d'Upsal , et de promettre solennellement qu'il n'y aurait point d'autre religion en Suède que celle de la confession d'Augsbourg. Toutefois, les sectaires ne lui pardonnèrent pas son attachement à la religion catholique. Ils intriguerent si bien que sa déposition fut prononcée par les états du royaume en 1604, et la couronne déferée au duc Charles, son oncle, qui professait le luthéranisme. Sigismond pendant vingt-huit ans qu'il vécut encore eut trop d'embarras en Pologne pour songer à reconquérir ses droits. Ce fut cette même année 1604 que mourut le fameux Fauste Socin, qui était venu à bout de réunir les différentes sectes d'anti-trinitaires, désignés dans la suite sous le nom de sociniens. Mais comme l'impiété de leur doctrine avait rendu ce nom odieux , ils crurent devoir prendre celui de frères polonais. Un décret de la diète générale les bannit de Pologne en 1658, et la plupart se retirèrent en Transylvanie, en Prusse et dans la Hollande.

Une multitude d'hérétiques avaient été convertis depuis quelques années dans les environs de Genève par saint François de Sales, dont le zèle et les vertus triomphèrent de tous les obstacles. Il était né en Savoie, l'an 1567, de parens aussi distingués par leur piété que par leur noblesse. Il fit ses études dans l'université de Paris, où il eut pour maître dans les langues le savant Génébrard , et apprit la philosophie au collège des jésuites sous Maldonat. Il fut envoyé ensuite à Padoue, pour y étudier le droit sous Pancirole. Il eut occasion de connaître dans cette ville le célèbre Possevin , jésuite , qui se fit le directeur de ses études aussi bien que de sa conscience, et qui n'hésita pas à sacrifier chaque jour une partie de son temps pour l'instruction d'un sujet dont les heureuses dispositions faisaient concevoir pour l'Eglise de si brillantes espérances. L'innocence du jeune François fut

exposée souvent à des tentations dangereuses ; mais la prière, la retraite, les saintes lectures, les mortifications, et surtout la fréquentation des sacremens, furent les moyens qu'il employa pour les combattre et se préserver de toutes les séductions. Il se lia de bonne heure par le vœu de virginité, et se mit sous la protection spéciale de la reine des vierges, afin d'obtenir par son intercession l'abondance des grâces et la force nécessaire. Dès qu'il eut fini ses études, son père sollicita pour lui une place de sénateur au sénat de Chambéry, et lui ménagea l'alliance d'une famille noble et riche dont on voulait lui faire épouser l'héritière. Mais François, qui avait résolu d'embrasser l'état ecclésiastique, fit connaître cette résolution à ses parens par son cousin Louis de Sales, ecclésiastique pieux et prudent qui s'était assuré de sa vocation. Il soutint ensuite cette démarche avec une persévérance et une fermeté qui firent voir que toute opposition serait inutile. On voulut au moins lui faire accepter la dignité de sénateur comme n'étant pas incompatible avec l'état ecclésiastique ; mais il conjura son père de trouver bon qu'il se consacrat tout entier aux fonctions du saint ministère. Ce ne fut même pas sans peine qu'on lui fit accepter la prévôté du chapitre de Genève, que Louis de Sales lui avait obtenue à son insu de la cour de Rome. Il fut élevé quelque temps après aux ordres sacrés, et dès qu'il fut prêtre, il exerça son zèle dans les villages voisins d'Annecy, et se dévoua bientôt à une mission plus difficile.

Le duc de Savoie venait de reconquérir le Chablais, le bailliage de Gex et quelques autres, dont le canton de Berne et la république de Genève s'étaient emparés. Il voulut y rétablir la religion catholique, et demanda pour cet objet des missionnaires à l'évêque de Genève, avec promesse de les soutenir de toute son autorité. L'évêque Claude de Granier assembla son clergé, lui fit sentir l'importance d'une si bonne œuvre, et offrit de s'y employer

lui-même à la tête de ceux qui voudraient le suivre. Mais les difficultés et les périls de l'entreprise étaient si redoutables, que François de Sales et Louis, son cousin, furent les seuls qui ne s'en montrèrent pas effrayés. Ils engagèrent l'évêque à ne pas s'exposer inutilement à des fatigues au-dessus des forces de son âge, et lui représentèrent qu'il devait ménager sa vie et ses soins pour la partie fidèle de son troupeau, et qu'il serait temps pour lui de venir prendre part à cette mission quand ils auraient aplani les voies et sondé les dispositions des peuples. Tous leurs parens et leurs amis, quand ils les virent ainsi disposés à partir seuls, leur témoignèrent en vain les plus vives alarmes. François n'ayant pu dissiper par ses discours les inquiétudes de sa famille, prit son cousin par la main et lui dit : Allons où Dieu nous appelle. Ses parens étonnés ne pensèrent plus à le retenir. Les deux missionnaires partirent en 1594, et dès qu'ils furent au moment d'entrer dans le Chablais, François se mit à genoux, fit une prière fervente, et proposa à son compagnon de renvoyer leurs chevaux, de faire toutes leurs courses à pied, et de se contenter, comme les apôtres, du pur nécessaire. Ils se rendirent, un bâton à la main et suivis d'un seul domestique, au fort des Allinges, où se trouvait une bonne garnison. C'était pour eux le seul lieu de sûreté, et pendant longtemps ils furent obligés d'y revenir toutes les nuits, tant pour y trouver un asile que pour célébrer tranquillement la messe. Il y avait néanmoins deux grandes lieues de ce fort à Thonon, capitale du Chablais, où ils commencèrent leur mission.

Quand François se présenta dans cette ville avec les lettres patentes du duc de Savoie, les magistrats le reçurent avec une apparence de respect, mais ils firent des défenses secrètes d'aller l'entendre ni d'avoir aucun commerce avec lui. Le peuple n'était que trop disposé à s'y conformer. On disait hautement que c'était un envoyé de l'Antechrist, et qu'il fallait le traiter de manière à lui

ôter l'envie de revenir. Les sectaires de Genève opinaient à reprendre les armes, à implorer le secours des Suisses, et à ne rien négliger pour éloigner sans délai ce missionnaire papiste. On décida même qu'il était permis de le tuer si l'on ne pouvait arrêter autrement son entreprise. Il ne laissa pas de se rendre tous les jours à Thonon, sans être jamais découragé ni par l'inutilité de ses travaux, ni par les difficultés des chemins ou l'intempérie des saisons. Un jour qu'il en revenait plus tard que de coutume, par un froid rigoureux, il s'égara pendant la nuit, et arrivant au milieu d'un village calviniste, il frappa vainement à toutes les portes sans que personne voulût le recevoir. Il était exposé à périr de froid, si la Providence ne lui eût fait rencontrer le four du village qui était encore chaud, où il s'abrita jusqu'à ce que le jour lui permit de rechercher sa route. Une autre fois, les deux missionnaires, retardés par un paysan qui avait désiré se faire instruire, furent surpris dans une forêt par une nuit si obscure, qu'on ne voyait pas où mettre le pied. Ils errèrent ainsi parmi toutes sortes de dangers jusqu'au moment où la lune se levant, leur fit découvrir les ruines d'une église, dont la voûte les mit à couvert des plus grosses injures du temps.

Enfin tant de fatigues et de persévérance longtemps stériles furent récompensées par des fruits abondans. La douceur et la modestie de saint François de Sales, les changemens que son zèle avait produits dans les mœurs des officiers et des soldats de la garnison, et surtout la patience admirable avec laquelle il supportait les mépris ou les injures du peuple et des ministres protestans, lui concilièrent insensiblement l'estime générale; et pour dissiper les préjugés répandus contre l'Église romaine, dont on ne cessait de calomnier la doctrine par l'odieuse accusation d'idolâtrie, il fit une exposition claire et précise des dogmes catholiques sur le culte des saints, sur la vénération des reliques et des images, sur la nécessité

des bonnes œuvres, et offrit de répondre, par écrit ou dans des conférences, à toutes les objections des ministres. Mais ils ne jugèrent pas à propos d'accepter le défi, et se contentèrent de publier que la vanité de faire des conversions l'avait conduit à déguiser la véritable doctrine de l'Église romaine. Une circonstance favorable, qui était le résultat de son zèle, lui avait fourni l'occasion de faire des instructions suivies. Ayant appris que deux gentilshommes étaient sortis de la ville pour se battre en duel, il courut sur le lieu du combat, et leur parla si efficacement, qu'il leur fit tomber les armes des mains et vint à bout de les réconcilier. Ils lui firent ensuite une confession générale, et l'un d'eux surtout fut si touché de la grâce, qu'il rompit avec le monde pour s'occuper uniquement de son salut, et se retira dans une maison de campagne près de Thonon. Comme les principaux de la ville et les seigneurs du voisinage lui rendaient de fréquentes visites, et que François lui-même le voyait souvent pour le soutenir dans la vertu, ces réunions donnèrent lieu à des entretiens sur la religion, qui devinrent ensuite des conférences réglées où se rendaient un certain nombre de personnes qui désiraient se faire instruire. Bientôt ce nombre augmenta, et quand on vit les ministres refuser d'entrer en discussion avec le saint missionnaire, les habitans de la ville et des campagnes accoururent en foule à ses instructions devenues enfin publiques. Son éloquence était si entraînante et les conversions si nombreuses, qu'un jour après un discours sur l'eucharistie et la présence réelle, il y eut, dit-on, jusqu'à six cents personnes qui demandèrent à faire leur abjuration. Les intrigues des ministres pour soulever contre lui la populace ne servirent qu'à décrier leur doctrine, et l'on ne tarda pas à dire publiquement que s'ils avaient recours à la violence ce n'était qu'à défaut de raison, et qu'en refusant la discussion, ils montraient évidemment la faiblesse de leur cause. Un ministre moins obstiné que



les autres vint conférer avec lui, reconnut la vérité, et n'hésita pas à se convertir. Ses collègues ayant fait d vains efforts pour le ramener, résolurent sa perte. On l'imputa des crimes, on suscita contre lui de faux témoins et l'on parvint ainsi à le faire condamner à mort. Cette iniquité révolta tellement les calvinistes eux-mêmes qu'un avocat célèbre, nommé Poncet, commençant alors à se défier d'une religion que l'on cherchait à soutenir par de tels moyens, vint trouver François, dont il admirait depuis longtemps les vertus; et après de longues conférences pour éclaircir ses doutes, fit profession de la foi catholique. Il fut imité par un des premiers seigneurs du pays, qui ne se rendit qu'après avoir discuté de vive voix ou par écrit chaque point de controverse, et s'étant adressé aux plus savans ministres de Genève et de Berne pour voir s'il n'en recevrait pas des solutions plus satisfaisantes que les siennes. Mais dès que sa conscience fut éclairée, il fit son abjuration en présence d'une foule immense, et exhorta tout le monde à suivre son exemple.

Depuis quelque temps saint François de Sales, malgré les dangers qu'il pouvait courir, avait pris le parti de résider à Thonon, où l'on vit bientôt une nombreuse Église catholique, dont la piété fervente et surtout la charité envers les pauvres et les malades faisait l'admiration des hérétiques les plus obstinés. Comme il ne pouvait plus suffire seul à cette abondante moisson, d'autres missionnaires vinrent s'adjoindre à lui; et malgré les cabales de ministres et quelques mouvemens séditionnels de la populace, la religion catholique continua de se répandre avec une étonnante rapidité dans la ville et dans le Chablais. Le pape, informé de tant de succès inattendus, donna commission à François d'aller conférer à Genève avec Théodore de Bèze, successeur de Calvin, et de faire tous ses efforts pour le ramener dans le sein de l'Église. Ce ministre le reçut avec les plus grands témoignages de considération et de franchise; et après un premier en-

trétien, où, malgré les reproches ordinaires de corruption et d'idolâtrie contre l'Église romaine, il ne put s'empêcher de reconnaître qu'on pouvait y faire son salut, il pria lui-même le saint missionnaire de revenir. François revint en effet jusqu'à trois fois ; mais quoique Bèze, dans la dernière entrevue, fit voir assez par son silence et sa tristesse qu'il reconnaissait la vérité, il n'eut pas le courage de s'élever au-dessus du respect humain et de sacrifier aux lumières de sa conscience la gloire frivole d'être chef de secte.

Le nombre des catholiques étant devenu enfin à Thonon plus grand que celui des calvinistes, le premier syndic, converti lui-même, écrivit au pape pour lui rendre hommage au nom de la ville, comme au père commun des fidèles. L'évêque de Genève se rendit vers le même temps à la mission, avec un grand nombre de jésuites, de capucins et d'autres ecclésiastiques destinés au gouvernement des paroisses ; car ce n'étaient plus seulement des particuliers, mais des villages entiers qui venaient faire leur abjuration. Le duc de Savoie voulut assister lui-même à un si touchant spectacle ; et, pour consolider les résultats d'une mission qui avait eu de si heureux succès, il publia un édit portant qu'on ne souffrirait plus dans le Chablais ni dans les bailliages l'exercice public du calvinisme, que tous les ministres en seraient bannis, et les habitants qui persisteraient dans l'hérésie, exclus de toutes les charges, et qu'on ferait une recherche exacte des biens ecclésiastiques usurpés, afin de les employer à leur destination. Mais avant de procéder à l'exécution de cet édit, il donna ordre à tous les protestans de se rendre à l'hôtel de ville, où il leur adressa les plus pressantes exhortations, après quoi il leur signifia qu'ils eussent à déclarer sur-le-champ leurs dispositions, et que ceux qui voudraient embrasser la religion catholique se rangeassent à sa droite et les autres à sa gauche. Le plus grand nombre prit le premier parti, et le duc, après



leur avoir témolgné toute sa bienveillance, se tourna avec indignation vers les autres et leur déclara qu'il les dépouillait de leurs charges et les bannissait à perpétuité de ses états. J'aime mieux, ajouta-t-il, n'avoir point de sujets que d'en avoir qui vous ressemblent. François de Sales, qui était présent, les suivit pour faire un dernier effort; et avant la fin du jour la plupart, vaincus par sa douceur et par les charmes de son éloquence vive et insinuante, se déterminèrent à faire leur abjuration. Un petit nombre d'opiniâtres se retirèrent sur les terres de Genève, où l'on ne tarda pas à leur faire sentir qu'ils étaient à charge. Ils eurent alors recours à François de Sales pour le prier de ménager leur rétablissement aux conditions qu'on leur avait imposées; ce que le duc accorda volontiers. C'est ainsi qu'en moins de quatre ans ces provinces furent presque entièrement converties à la foi catholique (1).

L'évêque de Genève, plein d'admiration pour le zèle et les vertus de saint François de Sales, voulut l'avoir pour coadjuteur; et, par un rare désintéressement qui ne fait pas moins son éloge que celui du saint prêtre, il lui donna la préférence sur son propre neveu, qui était depuis longtemps son vicaire général, et très-digne lui-même de l'épiscopat. On ne saurait exprimer l'étonnement et la frayeur où la proposition de l'évêque jeta François. Il put à peine répondre, et protesta que jamais il ne consentirait à se laisser charger d'un si redoutable fardeau. Ce fut en vain que l'évêque employa l'intervention de toutes les personnes qu'il croyait capables d'exercer sur lui quelque influence. Comme il ne gagnait rien, il fit prier le duc d'expédier le brevet de nomination, et le fit parvenir à François avec un ordre formel d'accepter, sous peine de désobéissance grave. Le saint ne laissa pas de faire encore quelques tentatives pour essayer de flé-

(1) Marsollier, *Vie de saint François de Sales*.

chir le prélat ; mais voyant qu'elles étaient infructueuses et craignant de résister à l'ordre de la Providence , il se soumit enfin avec une douloureuse résignation. La violence qu'il fut obligé de se faire lui causa une fièvre qui pendant quelques jours fit craindre pour sa vie. Dès que l'évêque eut obtenu son consentement, il le fit partir pour Rome en 1599, et le fit accompagner par son neveu, qui sacrifiant au bien de l'Eglise les espérances qu'il pouvait avoir lui-même, se chargea de poursuivre l'affaire auprès du saint-siège ; François ne manqua pas d'alléguer toutes les raisons possibles et de prétexter surtout son incapacité, pour engager le pape à le relever d'un engagement auquel il avait été forcé. Mais Clément VIII, qui le connaissait parfaitement de réputation, lui répondit qu'il n'y avait plus à revenir sur une affaire définitivement conclue. Il voulut assister à l'examen prescrit par les canons, pour être témoin lui-même de ce que tant d'autres publiaient de sa capacité ; et , transporté d'admiration, il l'embrassa tendrement et le nomma évêque de Nicopolis et coadjuteur de Genève avec future succession. Quelque temps après, saint François de Sales fut obligé de venir à la cour de France pour les intérêts de la religion. Il s'y fit tellement admirer par les succès de son zèle, que le cardinal du Perron disait qu'il pouvait bien lui-même convaincre tous les hérétiques ; mais que pour les convertir il fallait les envoyer au coadjuteur de Genève. Henri IV voulut le retenir en France, et lui offrit une pension avec promesse du premier évêché vacant. Mais François répondit que la Providence l'ayant appelé malgré lui à l'évêché de Genève, il se croyait obligé de suivre sa vocation et de ne point le quitter. Il refusa également une pension de mille écus , dont le roi lui fit expédier le brevet.

Saint François de Sales en retournant à Annecy apprit la mort de l'évêque, et devint ainsi, en 1602, titulaire de l'évêché de Genève, qu'il gouverna pendant

vingt ans. La dignité de l'épiscopat ne servit qu'à faire éclater davantage son zèle, sa modestie et sa charité. Il ne changea rien à la simplicité de ses vêtemens et de ses meubles. Il n'avait point d'équipage et faisait à pied la visite de son diocèse. Il n'avait qu'un petit nombre de domestiques, et tous d'une conduite édifiante. Sa table était très-frugale, et pendant une partie du repas on faisait la lecture de l'Écriture sainte. Il se dépouillait quelquefois de ses habits en faveur des pauvres ; il les visitait fréquemment dans les hôpitaux , et regardant tous ses diocésains comme ses enfans, il entraînait dans tous leurs besoins, prenait part à leurs peines et les assistait de tout son pouvoir. Un jour quelques députés d'une vallée vinrent le trouver à trois lieues de là , et lui apprirent que des rochers s'étant détachés des montagnes avaient écrasé plusieurs villages et un grand nombre d'habitans , avec quantité de troupeaux qui faisaient toute la ressource du pays , et que, se trouvant ainsi hors d'état de payer les impôts, ils n'avaient pu néanmoins obtenir d'en être déchargés. Ils le suppliaient d'envoyer sur les lieux pour vérifier toutes choses et d'écrire en leur faveur. Le charitable pasteur offrit de partir à l'heure même pour aller leur rendre tous les services qui dépendraient de lui. Comme ils lui représentèrent que le chemin était impraticable, il leur demanda si eux-mêmes n'étaient pas venus. Ils répondirent qu'ils étaient de pauvres gens accoutumés à de pareilles fatigues. Et moi, répliqua le saint évêque, je suis votre père, obligé de pourvoir à vos besoins. Il partit avec eux à pied, et il lui fallut une journée entière pour faire les trois lieues. Il trouva des gens dans une misère affreuse, les consola par la tendresse de ses paroles et de ses soins, leur distribua l'argent qu'il avait apporté, et écrivit en leur faveur au duc de Savoie, de qui il obtint tout ce qu'il demanda. Le zèle du saint évêque ne se bornait pas à son diocèse ; il prêcha dans plusieurs villes de France avec des succès extraor-

dinaires, et contribua au bien général de l'Église par ses écrits pleins d'onction, et surtout par l'institution des religieuses de la Visitation, dont nous parlerons plus tard.

Henri IV, après une dangereuse maladie, qui avait fait craindre de voir la France plongée dans de nouveaux troubles, parce qu'il n'avait point d'enfans, songea, par le conseil de ses ministres, à faire rompre son mariage avec Marguerite de Valois, qui ne fit pas difficulté de consentir à cette séparation. On alléguait, pour faire déclarer ce mariage invalide, le défaut de consentement libre de la part de Marguerite et un empêchement de parenté au troisième degré, dont la dispense fut réputée nulle comme n'ayant pas été demandée au nom des deux parties. Le divorce fut prononcé, en 1599, par des commissaires délégués par le pape, et peu de temps après Henri IV épousa Marie de Médicis. Il fit travailler vers le même temps à réformer les abus qui s'étaient introduits, à la faveur des troubles de la ligue, dans l'université de Paris. Il nomma pour cet effet une commission dont faisaient partie plusieurs membres du parlement, et l'on dressa quelques nouveaux statuts qui furent adoptés dans une assemblée de l'université et confirmés par l'autorité royale. On ordonna, entre autres choses, que ceux qui voudraient prendre des grades feraient serment d'obéir aux anciennes lois du royaume, et de ne jamais parler contre les libertés de l'Église gallicane. Mais comme ces libertés n'étaient pas définies et que les parlemens couvraient de ce nom toutes leurs entreprises contre les privilèges ou les droits de l'Église, un pareil statut était moins propre à prévenir les dissensions qu'à en faire naître.

On vit s'élever l'année suivante une grave contestation entre l'archevêque d'Aix et le parlement de Provence, à l'occasion d'un crime énorme commis par un ecclésiastique. L'official s'était d'abord saisi de l'affaire; mais le parlement fit arrêter le coupable, et prononça contre lui

une condamnation à mort qui fut exécutée. L'archevêque prétendit qu'on avait ainsi violé les immunités ecclésiastiques ou la défense faite aux laïques de juger les clercs, et par ce motif il refusa de procéder à la dégradation de l'ecclésiastique condamné, et déclara que les juges avaient encouru les censures portées par les lois canoniques. Il envoya cette sentence d'excommunication dans toutes les églises, avec défense de les admettre à la participation des sacremens. Le parlement, de son côté, après avoir fait citer l'archevêque, qui ne comparut point, déclara les censures abusives, et lui ordonna de les révoquer dans trois jours, sous peine d'amende et de confiscation de son temporel. Deux conseillers qu'on lui députa le trouvèrent d'abord inflexible; mais il finit par céder et révoqua les censures. Le parlement de Toulouse, peu de temps auparavant, avait aussi condamné l'évêque de Castres à dix mille livres d'amende pour avoir excommunié deux conseillers; et l'an 1602, le parlement de Bordeaux, pour un motif semblable, rendit un arrêt contre le cardinal de Sourdis, archevêque de cette ville, pour lui enjoindre de révoquer l'excommunication sous peine d'amende, avec défense, sous la même peine, à tous les évêques d'employer les censures contre les juges pour ce qui regardait les fonctions de leurs charges. Mais le roi évoqua l'affaire au conseil, et l'arrêt demeura sans exécution. Toutefois, le même parlement rendit encore, l'an 1606, un arrêt semblable contre le même cardinal, pour avoir prononcé des censures contre les auteurs d'un arrêt qui déclarait nulle et abusive une ordonnance de ce prélat.

On a vu dans le cours de cette histoire que les lois canoniques ayant pour objet de soustraire les clercs à la juridiction laïque avaient été reçues et suivies pendant longtemps en France comme dans les autres pays; mais on ne tarda pas à se plaindre des abus qui en résultaient, soit par la négligence des juges ecclésiastiques et l'im-



punité des crimes, soit par l'insuffisance et l'inefficacité des peines canoniques, et les parlemens s'arrogèrent peu à peu le droit de poursuivre et de juger les clercs coupables de crimes énormes qui devaient entraîner la peine de mort, et en général de tout crime qui portait atteinte à l'ordre public. Ce droit fut consacré insensiblement par la coutume et par les lois civiles. On désigna sous le nom de cas privilégiés les crimes dont le jugement était attribué aux juges laïques; mais la nature et le nombre de ces cas ne furent jamais bien déterminés. D'un autre côté, les rois de France avaient obtenu du pape le privilège de ne pouvoir être excommuniés ni soumis à aucune censure par les évêques ou les ordinaires, et ils alléguèrent en outre l'indépendance de leur couronne pour se prétendre à l'abri de toute censure de la part même du saint-siège, au moins pour leur conduite dans le gouvernement du royaume. On vit quelques évêques courtisans faire valoir cette prétention en faveur d'Henri III après l'assassinat du cardinal de Guise. Ce fut par une extension de ces privilèges et de ces prétentions que les parlemens eux-mêmes, comme représentant la personne du roi pour rendre la justice en son nom, se regardèrent aussi comme à l'abri des censures ecclésiastiques pour tout ce qui tenait à l'exercice de leurs fonctions, et ils se servirent de leur autorité, comme on vient de le voir, pour faire consacrer ou du moins établir en fait cette exemption.

Les jésuites, bannis du royaume, après l'attentat de Châtel, par un arrêt du parlement de Paris, ne s'étaient maintenus que dans les provinces de Guienne et de Languedoc, dont les parlemens s'étaient déclarés en leur faveur. Le pape sollicitait vivement leur rétablissement, et dans toutes les audiences qu'il donnait au cardinal d'Ossat, chargé des affaires de France à Rome, il ne cessait de revenir sur ce sujet et de représenter que leur expulsion était un triomphe pour les hérétiques. Le roi

avait pris, dit-on, avant son absolution l'engagement de les rétablir, et c'est peut-être par ce motif que les jésuites de Rome et en particulier le cardinal Tolet, avaient agi si efficacement auprès du pape pour hâter cette absolution. Quoi qu'il en soit, le roi fut si persuadé et si reconnaissant des bons offices qu'il en avait reçus, qu'après la mort du cardinal Tolet, il fit célébrer pour lui un service solennel dans la cathédrale de Paris. Il est probable qu'il songea dès lors à s'attacher par des bienfaits une société si puissante qui recherchait elle-même ses bonnes grâces, et dans une lettre de l'an 1601, adressée au cardinal d'Ossat, il faisait connaître son projet de fonder un collège à la Flèche, et de le mettre entre les mains des jésuites, comme les estimant, disait-il, plus capables que les autres d'instruire la jeunesse. Mais il avait des ménagemens à garder pour laisser affaiblir l'opposition du parlement. Enfin dans un voyage qu'il fit à Metz, les jésuites de Lorraine, appuyés par le duc d'Épernon, s'étant présentés au roi pour demander leur rappel, il leur répondit avec bienveillance, et dit au provincial de venir le trouver à Paris avec le père Coton, célèbre prédicateur dont le duc de Lesdiguières, quoique protestant, avait fait à la cour le plus grand éloge. Ce jésuite par son esprit et par la politesse de ses manières gagna si bien l'estime et la faveur de Henri IV, que le rétablissement de la société fut bientôt décidé. Le roi soumit cette affaire aux délibérations du conseil, dont presque tous les membres étaient favorables aux jésuites. Cependant Sully n'oublia rien pour inspirer des préventions au roi, et représenta surtout les jésuites comme entièrement dévoués à la cour d'Espagne. Mais Henri IV lui répondit qu'il n'ignorait pas cette disposition des jésuites, et que c'était pour cela même qu'il voulait leur témoigner la même bienveillance que le roi d'Espagne, afin de se les attacher par la reconnaissance. Cette réponse fit voir qu'on s'opposerait inutilement à la résolution du roi. Il publia au mois de sep-



tembre 1603 un édit de rappel , portant que les jésuites rentreraient dans leurs anciennes maisons, sans pouvoir en établir de nouvelles à moins d'une permission expresse, que les supérieurs seraient Français , et qu'il y en aurait toujours un auprès de sa majesté , pour répondre de la conduite des autres. Mais ce ne fut pas sans une vive opposition qu'il parvint à le faire enregistrer au parlement. Plusieurs ordres réitérés ne produisirent que des remontrances, et quoique le roi eût fait voir son mécontentement et même adressé des paroles fort dures à l'avocat-général Servin , qui se déclarait fortement contre les jésuites, le premier président, Achille de Harlai, se rendit au Louvre, à la tête d'une députation nombreuse, pour faire une dernière tentative. Sa harangue, préparée avec beaucoup d'art, offrait un résumé de toutes les accusations et de tous les préjugés répandus contre la société. Il représenta que les jésuites faisaient profession de ne reconnaître d'autre autorité souveraine que celle du pape, à qui ils attribuaient le droit de déposer les rois ; qu'à leurs yeux le prince excommunié et déposé qui voulait se maintenir n'était plus qu'un tyran, dont il était permis de se défaire ; qu'ils regardaient jusqu'aux moindres clercs comme exempts de la juridiction des tribunaux séculiers, et qu'ainsi d'après leurs principes, tout ecclésiastique pouvait impunément attenter à la sûreté de l'état ou à la vie du prince ; qu'on pouvait aisément prévoir tout ce qu'il y aurait à craindre, si de telles maximes venaient à prévaloir dans le royaume ; qu'elles avaient déjà pénétré en Sorbonne, et qu'au moyen de l'éducation de la jeunesse, ils ne tarderaient pas à les répandre partout et jusque dans les parlemens ; qu'on frémissait encore au souvenir des attentats inspirés et justifiés par la doctrine des jésuites ; que leur conduite passée et leur refus de reconnaître le roi même après son abjuration , ne pouvaient laisser aucun doute sur leurs véritables sentimens ; qu'ils seraient toujours disposés à favoriser les

révoltes, et qu'on en avait un exemple déplorable dans le Portugal, où Philippe II avait établi son pouvoir bien moins par la force des armes que par les intrigues de ces religieux. Enfin il conjura le roi de se rendre à des observations inspirées par le dévouement de ses plus fidèles sujets, qui n'avaient pu se taire sur les dangers auxquels il exposait sa personne et son royaume. Mais ces remontrances demeurèrent sans effet. Le roi répondit qu'il n'ignorait rien de tout ce qu'on venait de lui dire, qu'il avait déjà pesé toutes ces considérations, et qu'il savait mieux que personne en quoi elles devaient influencer sur les résolutions à prendre ; mais que l'on ne connaissait pas ses motifs. Dès que j'ai commencé, ajouta-t-il, à parler du rétablissement des jésuites, j'ai observé que deux sortes de personnes s'y opposaient, ceux de la prétendue réforme, et les catholiques d'une vie peu édifiante. On leur reproche d'attirer à eux des gens d'esprit et de s'attacher la jeunesse ; c'est de quoi je les estime. On les implique dans le crime de Châtel ; mais il ne les a jamais chargés, et quand même un jésuite aurait pris part à cet attentat, dont je ne veux me souvenir que pour bénir Dieu de m'avoir humilié et sauvé, faudrait-il que tous les jésuites fussent punis pour le crime d'un seul ? Il ne faut pas davantage leur reprocher la ligue ; c'était la contagion du temps ; ils croyaient bien faire, et bien d'autres se sont trompés comme eux. On dit que le roi d'Espagne s'en sert, et moi je veux aussi m'en servir. Il discuta successivement avec la même force et la même précision tous les points de la harangue, et finit en ordonnant d'enregistrer l'édit. Le parlement, forcé d'obéir, voulut y apporter quelques modifications ; mais elles furent rejetées et l'édit enregistré purement et simplement. Le roi retint auprès de lui le père Coton, dont il fit son confesseur, et depuis ce moment les jésuites furent maintenus dans cette fonction à la cour de France. L'année suivante, ils obtinrent la démolition d'une pyramide

où l'on avait gravé l'arrêt de leur bannissement avec la condamnation de Jean Châtel, et plusieurs inscriptions très-injurieuses pour leur société. Ils ne laissèrent pas d'être en butte à de nombreuses attaques ; on eut même recours à l'assassinat, et le père Coton, attaqué un soir par un inconnu, reçut une blessure qui heureusement ne fut pas mortelle. Il publia quelques années plus tard pour justifier la doctrine des jésuites, un écrit auquel on répondit par une satire virulente, sous le titre d'*Anti-Coton* (1).

Le clergé de France, dans l'assemblée de 1605, adressa de nouvelles plaintes au roi sur les désordres et les vexations qui affligeaient l'Église de France, particulièrement sur le trafic des bénéfices, sur les pensions payées aux laïques, sur les appels comme d'abus, et demanda comme à l'ordinaire pour remédier à ces maux la publication du concile de Trente, avec un règlement pour prévenir les entreprises sur la juridiction ecclésiastique. Il ajouta que c'était une chose aussi triste qu'étrange de voir la France seule entre les pays catholiques refuser de se soumettre aux ordonnances d'un concile reconnu pour œcuménique. Le roi, qui avait en quelque sorte promis, ou du moins fait espérer depuis longtemps cette publication, se contenta de répondre qu'il la désirait lui-même vivement, et qu'il était fâché de voir qu'elle rencontrât de si grandes difficultés. Quant aux appels comme d'abus, il déclara qu'il ne lui paraissait pas possible de rien statuer de nouveau sur une matière de cette importance ; enfin à l'égard des bénéfices, il prit les évêques à témoin de l'attention qu'il apportait à ne les conférer qu'à des sujets dignes. Les plaintes du clergé n'empêchèrent pas les entreprises des parlemens, qui étendaient leur autorité sur toutes sortes de matières, et cherchaient à restreindre chaque jour davantage la juridiction ecclésiastique. Comme on se servait encore dans quelques Églises des missels imprimés

(1) De Thou. — Matthieu. — Dupleix. — *Mémoire de Viller.*

du temps de la ligue, et dans lesquels la prière pour le roi avait été supprimée, le parlement de Toulouse, par un arrêt de l'an 1606, défendit de s'en servir, et ordonna de réciter à la messe les prières pour le roi. Des mesures semblables furent prises à Rouen, à Lyon et en d'autres endroits où l'on avait fait les mêmes suppressions. Le parlement de Paris fit défense à l'évêque d'Angers, qui voulait introduire le bréviaire romain dans son diocèse, de rien changer dans la célébration de l'office divin sans la permission du roi. Un arrêt du conseil fit la même défense pour le diocèse de Rouen. Quelques années plus tard, l'évêque d'Angers ayant excommunié son archidiacre, pour avoir, au mépris des lois canoniques, interjeté appel comme d'abus des procédures faites contre lui, le parlement lui enjoignit par un arrêt de révoquer cette excommunication et d'anéantir toutes les procédures, sous peine de confiscation de ses revenus.

Le pape Clément VIII était mort au mois de mars de l'an 1605, après treize ans d'un pontificat remarquable par de nombreux témoignages de zèle, de prudence et de piété. Sa sollicitude pastorale s'étendait à tous les besoins, et ni les années, ni les infirmités de l'âge ne lui firent jamais rien relâcher de son travail. Il eut soin de maintenir à Rome, par la fermeté de son gouvernement, l'observation des lois, et publia un grand nombre de bulles pour la réforme des abus et le maintien de la discipline. Il était plein de charité envers les pauvres et de zèle pour la propagation de l'Évangile, pour la conversion des hérétiques et la réunion des Grecs schismatiques. Il menait une vie austère, jeûnait souvent, se confessait tous les soirs au cardinal Baronius, et disait tous les jours la messe avec une dévotion si tendre qu'on lui voyait souvent tomber les larmes des yeux. On lui reproche néanmoins d'avoir cédé à la tentation malheureusement si commune d'agrandir sa famille en nommant deux de ses neveux cardinaux ; mais il conféra cette dignité à des

hommes éminens, parmi lesquels on remarque Baronius, Bellarmin, d'Ossat, du Perron, et Marzat, le premier des capucins qui ait été revêtu de la pourpre romaine. C'est à Clément VIII qu'on doit la publication de la Vulgate, corrigée suivant le décret du concile de Trente. Deux évêques de Russie étaient venus à Rome, dans les premières années de son pontificat, pour abjurer le schisme et se soumettre à l'obéissance du saint-siège. Mais quand ils furent de retour dans leurs diocèses, ils trouvèrent le clergé et le peuple obstinément attachés aux erreurs des Grecs. Le patriarche jacobite d'Alexandrie, par les exhortations de quelques missionnaires, envoya de son côté une députation à Rome pour le même objet. Les députés firent au nom des Égyptiens et des Éthiopiens une abjuration de leurs erreurs, souscrivirent au concile de Trente et reconnurent l'autorité du souverain pontife sur toute l'Église. Clément VIII réunit au domaine ecclésiastique le duché de Ferrare, qui était réclamé par César d'Est, cousin-germain d'Alphonse, mort sans enfants. Comme la mère de César n'était pas d'une famille princière, il fut déclaré incapable de succéder. Il tenta vainement de soutenir ses prétentions par les armes, et fut obligé d'en venir à un accommodement et de se contenter du duché de Modène. Nous devons citer encore du pape Clément VIII, une décision rendue au mois de juillet 1602, pour condamner comme téméraire, faux et erroné, le sentiment de ceux qui prétendaient qu'on pouvait se confesser et recevoir l'absolution par lettre ou par le moyen d'un tiers. Quelques théologiens scholastiques avaient soutenu ce sentiment, qu'ils appuyaient sur quelques textes des saints pères où il ne s'agit que de l'absolution des censures et non de l'absolution sacramentelle.

Les cardinaux, réunis en conclave au nombre de soixante et un après la mort de Clément VIII, furent longtemps sans pouvoir tomber d'accord sur le choix de son successeur. Un nombreux parti dévoué à la France vou-

lait faire élire le cardinal Baronius, qui eut jusqu'à trente-sept voix ; mais les Espagnols s'opposèrent vivement à son élection, parce qu'il avait publié dans le onzième tome de ses Annales ecclésiastiques, sous le titre de Monarchie de Sicile, une dissertation pour soutenir les anciens droits du saint-siège sur les bénéfices de ce royaume, contre les prétentions du roi d'Espagne, et qu'il était à craindre qu'étant pape, il ne voulût revendiquer les droits dont il s'était constitué le défenseur. Enfin après bien des intrigues, on élut le 1<sup>er</sup> avril le cardinal Octavien de Médicis, qui prit le nom de Léon XI. Il avait été légat en France après l'absolution de Henri IV, et n'avait pas peu contribué par sa prudence et son habileté à la paix conclue par le traité de Vervins, entre la France et l'Espagne. Il était d'ailleurs recommandable par ses vertus et par son zèle pour le bien de l'Église. Mais il n'occupa le saint-siège que peu de jours, et mourut le 27 avril, âgé de soixante-dix ans. On lui donna pour successeur le cardinal Camille Borghèse, d'une famille siennoise, établie à Rome. Il fut élu le 15 mai, et prit le nom de Paul V. Il n'était âgé que de cinquante-trois ans, et joignait à beaucoup de piété un caractère ferme et une grande habileté dans les matières de droit, avec l'expérience acquise par une longue pratique des affaires.

Ce fut sous le pontificat de Clément VIII que commencèrent les fameuses congrégations *de auxiliis*, sur les matières de la grâce, à l'occasion d'un livre publié à ce sujet par le jésuite Molina. Comme elles ne furent terminées que sous Paul V, nous n'avons pas cru devoir en parler plus tôt, afin d'en présenter la suite sans interruption. Mais quoiqu'elles aient duré plusieurs années et fait beaucoup de bruit, nous croyons inutile d'entrer à ce sujet dans de longs détails, soit parce qu'elles n'eurent aucun résultat, soit parce que l'on n'en possède pas des actes authentiques. Nous nous contenterons d'en exposer l'objet avec un résumé des principales circonstances,



c'est-à-dire à peu près tout ce qu'il y a de certain, et tout ce qui est nécessaire pour en donner au lecteur une idée complète. Depuis que Luther et Calvin, pour établir la puissance de la grâce, avaient rejeté le libre arbitre et soumis toutes les actions humaines aux décrets absolus d'une prédestination nécessitante, les théologiens ne s'étaient pas bornés à développer les preuves de la liberté, ils avaient aussi cherché des explications pour la concilier avec l'efficacité de la grâce. De là résultèrent dans les écoles deux systèmes principaux, dont les auteurs ou les partisans, bien que d'accord sur le dogme catholique, différaient néanmoins sur la manière de l'expliquer. Les uns admettaient une prédestination gratuite, c'est-à-dire indépendante de la prévision des mérites, et une grâce efficace par elle-même, c'est-à-dire de telle nature qu'elle produit infailliblement la détermination de la volonté, sans détruire toutefois le libre arbitre ou le pouvoir d'y résister ; les autres regardaient la prédestination comme subordonnée pour les adultes à la prévision des mérites, et l'efficacité de la grâce comme résultant du consentement de la volonté. Ainsi les uns accordaient plus à la grâce, les autres plus au libre arbitre, mais tous étaient d'accord sur ces deux points essentiels : que l'homme qui pèche a toujours le pouvoir de ne pas pécher ; et que celui qui fait le bien demeure toujours libre de ne pas le faire. Le concile de Trente s'était abstenu de prononcer sur ces questions débattues dans les écoles. Elles avaient été néanmoins soumises à son jugement par suite d'une accusation dirigée contre le patriarche d'Aquilée pour des opinions de ce genre. L'affaire avait d'abord été portée à Rome et examinée devant l'inquisition ; elle fut ensuite renvoyée au concile, qui se contenta de nommer une nombreuse commission composée des plus savants prélats pour la terminer, et cette commission déclara que les propositions reprochées au patriarche, et qui renfermaient le système de la prédestina-



tion gratuite et de la grâce efficace par elle-même, n'étaient ni hérétiques ni suspectes d'hérésie.

On a vu les disputes qui s'élevèrent sur ces questions, en 1587, entre les jésuites et l'université de Louvain, et le silence imposé aux deux partis par Sixte V, avec défense, sous peine d'excommunication, de flétrir d'aucune censure l'un ou l'autre sentiment jusqu'à la décision du saint-siège. Mais vers le même temps le livre de Molina, intitulé *Concorde de la grâce et du libre arbitre*, souleva en Espagne des discussions qu'il ne fut pas aussi facile d'apaiser. Ce jésuite entra dans la société en 1553, professa la théologie pendant vingt ans dans l'université d'Evora, et mourut en 1601. Son système, exposé dans un commentaire sur saint Thomas et développé plus longuement dans son livre devenu si fameux, se réduit à quelques principes fondamentaux sur la nature de la grâce et de la prédestination. Il enseigne sur le premier point que l'efficacité de la grâce ne dépend pas d'une action spéciale de Dieu qui déterminerait infailliblement la volonté à consentir, ce qui est désigné par quelques théologiens sous le nom de *prémotion physique*; mais que cette efficacité dépend du consentement de la volonté, en sorte que Dieu donnant à tous les hommes des grâces suffisantes, elles demeurent sans effet ou deviennent efficaces, selon que la volonté y résiste ou y consent. La grâce n'aurait donc pour effet que d'exciter la volonté, de la fortifier, et de coopérer avec elle, et non pas proprement de la déterminer; de sorte que rien ne serait plus facile alors que de la concilier avec le libre arbitre. Quant à la prédestination, Molina enseigne qu'elle est à l'égard des adultes une suite de la prévision de leurs mérites, c'est-à-dire que Dieu prédestine à la gloire ceux qu'il prévoit par sa prescience devoir coopérer aux grâces qu'il leur donnera pour parvenir au salut; mais cette prévision n'est pas le motif qui le détermine à donner ses grâces; il les accorde gratuitement

et ne les mesure pas à la coopération du libre arbitre, ou, en d'autres termes, au bon ou mauvais usage que les hommes devront en faire. La prescience par laquelle Dieu connaît cette coopération future du libre arbitre, et qui précède les décrets de sa providence, est désignée par Molina sous le nom de science moyenne, ou science des futurs conditionnels, parce qu'elle forme une troisième espèce de science qui tient comme le milieu entre la science des choses simplement possibles et celle des choses non conditionnelles que Dieu voit comme une suite de ses décrets. On ne saurait disconvenir que ce système de Molina ne soit propre à lever bien des difficultés ; mais on ne voit pas trop comment le concilier avec les passages de l'Écriture sainte où il est dit que Dieu opère en nous le vouloir et le faire, et qu'il détermine la volonté comme il lui plaît ; ni surtout avec la doctrine de saint Augustin, qui ne cessa de soutenir contre les pélagiens la nécessité d'une grâce qui nous fasse vouloir ; de sorte que l'efficacité de la grâce, selon la remarque de Bellarmin, semble dépendre de la volonté divine, et non pas de la volonté humaine. Aussi la plupart des jésuites modifièrent la doctrine de Molina par le congruisme, qui admet la prédestination gratuite avec un choix de grâces auxquelles Dieu prévoit que la volonté consentira. Molina n'hésite pas à reconnaître que son système est nouveau, quoiqu'il s'efforce de le concilier avec la doctrine de saint Thomas et de saint Augustin.

Il s'était déjà élevé, en 1584, des contestations sur ces matières entre les jésuites et les dominicains à l'occasion d'une thèse soutenue à Salamanque par le jésuite Prudence de Montemajor, pour établir la prescience des futurs conditionnels, indépendamment de tout décret absolu, et combattre en même temps la prédestination gratuite et la prémotion physique. Dominique Bannez, savant jacobin, s'éleva fortement contre la doctrine de cette thèse, et fit censurer par quelques théologiens de Sala-

manque plusieurs propositions qui furent ensuite déferées à l'inquisition de Valladolid; mais on reconnut qu'elles étaient différentes de celles qui avaient été soutenues. Cette dispute s'apaisa ou du moins fit peu de bruit jusqu'à la publication du livre de Molina, qui fut imprimé en 1588 à Lisbonne, avec l'approbation de Barthélemi Ferreira, dominicain, qui avait été chargé de l'examiner. Il était dédié au cardinal Albert d'Autriche, grand inquisiteur de Portugal; et malgré toutes les démarches de Bannez et de ses confrères pour en empêcher la publication, il parut bientôt après en Espagne avec un privilège du conseil de Castille, et il s'en fit dans l'espace de quelques années plusieurs éditions en différents endroits. Le système de Molina fut adopté non-seulement par les jésuites, mais par des cordeliers et des augustins qui le soutinrent dans des thèses à Tolède, à Grenade et en d'autres endroits. Mais on vit aussi des jésuites combattre ce livre, entre autres, le père Henriquez, qui l'attaqua, en 1593, dans un traité de la fin de l'homme, et, l'année suivante, dans une censure où il accuse Molina de s'élever contre la doctrine de l'Église et des Pères.

Les dominicains surtout combattirent vivement ce nouveau système. Ils déférèrent à l'inquisition d'Espagne le livre de Molina, qui de son côté déféra au même tribunal quelques propositions tirées des écrits de Bannez. Comme les disputes s'échauffaient de plus en plus, le cardinal Quiroga, archevêque de Tolède et grand inquisiteur d'Espagne, crut devoir en écrire au souverain pontife et le prier d'interposer son autorité pour les apaiser. En conséquence, le pape Clément VIII adressa deux brefs, en date du mois de juillet 1594, l'un au nonce d'Espagne, l'autre au grand inquisiteur, pour se réserver la connaissance de cette affaire et défendre aux théologiens des deux partis de se condamner mutuellement, jusqu'à ce que le saint-siège eût porté son jugement définitif. Ces brefs ordonnaient, en outre, de faire rédiger

par les théologiens des deux ordres une déclaration précise de leurs sentiments, avec un exposé de leurs principales preuves, et de consulter sur ce sujet les universités, les évêques et les plus savants théologiens. La plupart de ces avis furent peu favorables au livre de Molina; mais quelques-uns condamnèrent aussi les opinions des dominicains. Le pape envoya peu de temps après un nouveau bref pour défendre absolument de disputer publiquement sur ces matières, ou de les traiter dans les écoles ou dans des écrits. Enfin, au mois de janvier 1596, il fit une nouvelle défense à l'inquisition de Castille de prononcer sur ces contestations, avec ordre d'envoyer à Rome les mémoires fournis de part et d'autre et les consultations des universités et des évêques. Porto-Carrero, qui fut nommé vers ce temps grand inquisiteur, envoya toutes ces pièces dans le mois d'octobre, et écrivit au pape que les deux partis avaient promis d'observer la défense qui leur était faite, et de se soumettre sans réserve au jugement du saint-siège. Toutefois les disputes continuèrent, et plusieurs dominicains, entre autres le père Avendano, qui ne cessait de déclamer contre les jésuites dans ses sermons, furent accusés devant l'inquisition et condamnés comme infracteurs de la défense du pape et calomnieux des jésuites. Ceux-ci, de leur côté, ne ménageaient guère plus les dominicains. Philippe II manda les provinciaux des deux ordres et leur enjoignit de ne confier l'enseignement de la théologie qu'à des professeurs attachés à la doctrine de saint Thomas et étrangers à toutes ces contestations, et de prendre des mesures sévères pour empêcher ou réprimer les qualifications réciproques d'erreur ou d'hérésie, et surtout les libelles contenant des attaques contre les mœurs des particuliers. Cet ordre servit à modérer les disputes sans les terminer entièrement. Comme les dominicains d'Aragon ne se croyaient pas soumis aux mesures prises pour la Castille, ils continuèrent de traiter comme par le passé les matières

de la grâce. Enfin le nonce et le général même de l'ordre leur firent une défense absolue d'agiter ces questions; mais ils ne se rendirent pas encore. Lanuza, provincial d'Aragon, présenta, en 1597, une requête au roi d'Espagne et aux inquisiteurs, où il représentait les inconvéniens de cette défense et la difficulté de l'observer, puisque les matières de la grâce et de la prédestination tiennent aux questions les plus importantes de la théologie, et que par conséquent il n'était guère possible de l'enseigner convenablement sans toucher aux discussions interdites, ni d'exhorter les chrétiens à la pénitence, à la prière, à l'observation des commandemens et à la pratique des vertus, sans les instruire des secours dont ils ont besoin, et risquer à tout moment de tomber dans le cas de la défense. Il ajoutait que depuis plus de trois cents ans les dominicains étaient en possession d'enseigner la doctrine de saint Thomas sur les secours de la grâce, avec l'approbation de toute l'Église, et que pour finir toutes ces disputes il fallait imposer le silence à ceux qui se vantaient d'introduire une doctrine nouvelle. Il déclama ensuite avec peu de ménagement contre les jésuites, et leur reprochait de violer leurs constitutions, qui leur ordonnaient de suivre la doctrine de saint Thomas: Enfin il les accusait d'insinuer partout leurs nouvelles opinions à la faveur du silence prescrit, et de faire tous leurs efforts pour empêcher une décision, parce qu'ils sentaient bien qu'elle devait proscrire le livre de Molina. Le roi ayant reçu cette requête, renvoya l'affaire au pape, qui, par un bref du mois de février 1598, permit de traiter les matières de la grâce dans les écoles, mais avec défense de les discuter dans les sermons, et de noter par des censures l'une ou l'autre opinion.

Cependant les dominicains avaient envoyé à Rome Didace Alvarez, un de leurs plus célèbres théologiens, pour y défendre leur cause. Il présenta une requête au pape pour demander l'examen du livre de Molina, et fit re-

mettre en même temps, par le cardinal d'Alexandrie, protecteur de l'ordre des dominicains, une apologie de leur doctrine avec une censure de plusieurs propositions extraites de ce livre. Le pape ayant reçu ces pièces, les fit communiquer au cardinal Bellarmin et au père Arrubal, jésuites, pour avoir leurs réponses; puis il nomma, au mois de novembre 1597, pour l'examen de cette affaire, une congrégation de dix consultants, sous la présidence du cardinal Madrucce, chef de la congrégation du saint-office, et qui avait paru avec éclat au concile de Trente. Les consultants étaient trois évêques franciscains, le vicaire général des carmes, le procureur général des cordeliers, celui des augustins, avec Grégoire Coronel, théologien du même ordre, et Louis de Creil, docteur de la faculté de théologie de Paris. Le pape leur adjoignit peu de temps après un bénédictin, docteur de la même faculté, et un évêque, ancien religieux servite, avec Bovio, régent du collège des carmes, à Rome, qui remplaça le vicaire général. Les consultants commencèrent à s'assembler le 2 janvier 1598, et après avoir examiné dans onze séances, tenues jusqu'au 12 mars, les points principaux de la doctrine de Molina, ils les jugèrent dignes de censure, comme opposés à la doctrine de l'Écriture sainte et des Pères, et conclurent à défendre la lecture de son livre, au moins jusqu'à ce qu'il fût corrigé et purgé de toutes nouveautés. Le pape, ne voulant rien précipiter dans une affaire de cette importance, ordonna aux consultants de recommencer leur examen, de revoir et de discuter les censures et autres pièces envoyées d'Espagne, et de donner leur avis par écrit. Ils continuèrent donc de s'assembler tous les vendredis jusqu'au 22 septembre, et, persistant dans leur premier jugement, ils chargèrent Grégoire Coronel, secrétaire de la congrégation, de dresser une censure, qui fut, dit-on, approuvée de tous, excepté Bovio, dans une séance du 12 mars 1599.

Mais vers la fin de l'année précédente, plusieurs jé-



suites espagnols étaient arrivés à Rome avec quelques décisions en leur faveur et des lettres de l'impératrice et de l'archiduc d'Autriche, qui suppliaient le pape de permettre l'éclaircissement et la discussion de cette affaire dans des conférences entre les deux partis. Le pape y consentit, et leur donna pour arbitres, avec le cardinal Madrucce, les cardinaux Bellarmin, jésuite, et d'Ascoli, dominicain. Les conférences commencèrent le 22 février 1599, et se prolongèrent jusqu'à l'année suivante. Mais il n'y eut qu'un petit nombre de séances, dont les intervalles furent employés de part et d'autre à rédiger des mémoires ou des répliques sur les questions controversées. Les jésuites, s'occupant peu de défendre le livre de Molina, s'attachèrent surtout à combattre la doctrine des dominicains. Ils en firent rédiger et signer une longue censure par les théologiens de leur collège de Rome, entre lesquels on remarque Azor, Vitteleschi et Grégoire de Valentia; puis ils l'envoyèrent à l'université de Pont-à-Mousson, en Lorraine, à celle de Vienne en Autriche, et à quelques autres universités d'Allemagne presque entièrement composées de jésuites, afin de la faire souscrire par un grand nombre de docteurs, et d'opposer leur jugement à celui des universités d'Espagne. Les dominicains prétendirent qu'on avait dénaturé leur doctrine; ils se plaignirent, en outre, qu'on voulût changer l'objet de la discussion, et le pape, pour terminer tout différend sur ce point, proposa huit questions sur lesquelles les deux partis auraient à s'expliquer. On tomba d'accord, après quelques explications, sur sept articles; mais quant au huitième, concernant l'efficacité de la grâce et la promotion physique, les contestations et les écrits se multiplièrent sans résultat. Enfin, le cardinal Madrucce étant mort au mois d'avril 1600, les conférences furent rompues, et le pape, pressé par le roi d'Espagne de terminer cette affaire, ordonna aux consultants de procéder à un nouvel examen, et de conférer soigneusement les pro-

positions jugées dignes de censure avec le livre de Molina. Ils s'assemblèrent deux fois par semaine, depuis le 27 avril jusqu'au 9 septembre 1600, et remirent au pape, le 12 octobre, une censure de vingt propositions dont chacune était notée comme hérétique, erronée ou téméraire. Cette censure fut signée par tous les consultants, à l'exception de Bovio et de Piombino, procureur général des augustins. Le pape, si l'on en croit les auteurs partisans des dominicains, la reçut très-favorablement, et parla longtemps avec beaucoup de force contre les nouveautés de Molina. Les jésuites assurent, au contraire, qu'elle lui inspira peu de confiance, à cause des variations des consultants, qui avaient d'abord condamné soixante et une propositions, et qui en réduisirent successivement le nombre à quarante-neuf, puis à quarante et une, puis enfin à vingt. Quoi qu'il en soit, comme les jésuites se plaignirent qu'on avait mal compris le sens de Molina, ou censuré des opinions communément reçues dans les écoles, le pape ayant adjoint aux consultants l'archevêque de Trani, franciscain, avec un autre religieux du même ordre, qui fut depuis évêque de Bitonte, ordonna un quatrième examen où l'on entendrait les théologiens des deux partis. Il y eut trente-sept assemblées, depuis le 25 janvier 1601 jusqu'au 31 juillet; et après avoir entendu toutes les raisons alléguées de part et d'autre pour défendre ou attaquer les propositions de Molina, les consultants persistèrent dans leurs sentiments, c'est-à-dire, qu'à l'exception de Bovio et de Piombino, ils maintinrent leur censure, qui fut présentée au pape, le 5 décembre, avec un mémoire pour la justifier.

Cependant les jésuites renouvelèrent leurs plaintes, et n'oublièrent rien pour infirmer le jugement des consultants. Le pape résolut donc de faire procéder à un nouvel examen en sa présence; il y fit assister aussi plusieurs cardinaux, et adjoignit encore quatre nouveaux consultants aux précédents, savoir, l'archevêque d'Armach,

l'évêque d'Aquila, le général des capucins et un religieux de l'ordre de Saint-Benoit. Ce fut le 20 mars 1602 qu'il se tint la première séance ou congrégation en présence du pape; il y en eut jusqu'à soixante-huit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1605. Le général des jésuites, Aquaviva, et quelques dominicains y assistèrent avec quelques théologiens chargés de soutenir la discussion. Ce furent Didaque Alvarez et Thomas de Lemos du côté des dominicains, du côté des jésuites, Grégoire de Valentia, Pierre Arrubal, Ferdinand Bastida et Jean de Salas. La fatigue des disputes épuisa bientôt Valentia, qui, dès le 30 septembre de la première année, tomba en défaillance pendant la onzième congrégation, et mourut bientôt après. On voit dans les actes de Lemos qu'il se trouva mal parce qu'il fut convaincu d'avoir falsifié un passage de saint Augustin, et que le reproche amer que lui en fit le souverain pontife fut comme un coup de foudre qui le fit tomber évanoui. Mais il n'est nullement parlé de cette falsification et de ce reproche, ni dans les actes de Coronelli, secrétaire des congrégations, ni dans les relations de Pegna, qui se montre néanmoins fort ennemi des jésuites, ni enfin dans celle de l'abbé de Farfe. Arrubal, qui prit la place de Valentia, se trouva lui-même épuisé au mois de novembre de l'année suivante, et ce fut Bastida qui soutint la dispute. Le dominicain Lemos, qui joignait beaucoup d'érudition une poitrine infatigable, fut cependant obligé de se faire remplacer pendant quelque temps par Alvarez.

Le pape ouvrit les congrégations par un discours où il déclara qu'on devait prendre pour règle la doctrine de saint Augustin sur la grâce et sur le libre arbitre, et qu'il s'agissait uniquement d'examiner si les opinions de Molina étaient conformes ou non à cette doctrine. On disputa donc successivement plusieurs propositions de Molina sur les forces du libre arbitre, sur l'efficacité de la grâce, sur la persévérance, sur la prédestination, et tou

les consultants, excepté Bovio et l'évêque d'Aquila, furent d'avis que ses opinions reproduisaient ou favorisaient les erreurs des pélagiens et des semi-pélagiens, et qu'elles étaient contraires à la doctrine de saint Augustin. Piombino lui-même, qui, dans l'examen précédent, s'était déclaré contre la censure, opina, dit-on, dans celui-ci sur plusieurs points contre Molina. Voici l'ordre suivi dans ces discussions : le pape proposait lui-même le sujet des disputes ou les questions à examiner ; les secrétaires de la congrégation les communiquaient aux consultants et aux théologiens quelques jours avant l'assemblée, et les théologiens mettaient leur réponse par écrit, puis la liaient dans la congrégation, et disputaient ensuite pour soutenir leur opinion ou combattre celle de leurs adversaires ; après quoi les parties se retiraient, et les consultants donnaient leur avis sur la question débattue. Mais comme les disputes se prolongeaient trop longtemps, le pape fut obligé de prendre d'autres jours que ceux de la discussion pour entendre les consultants. Il restait encore à discuter quelques articles proposés par le pape sur la nature de la grâce efficace, lorsqu'il fut attaqué, au mois de février 1605, de la maladie dont il mourut peu de jours après. On convient généralement que Clément VIII inclinait du côté des dominicains, et l'on prétend qu'il avait résolu de publier une bulle pour condamner les opinions de Molina, et qu'il déclara positivement cette résolution au cardinal Monopoli, en qui il avait une confiance particulière. On rapporte que le cardinal du Peron, pour l'en détourner, lui dit un jour que si l'on publiait un décret en faveur de la prémotion physique, il se faisait fort d'y faire souscrire tous les protestans de l'Europe. Ce cardinal, qui assista à la soixantième-septième congrégation, venait d'être envoyé à Rome pour agir au nom de Henri IV en faveur des jésuites, que ce prince voulait ainsi attacher davantage aux intérêts de la France, tandis que le roi d'Espagne, mécontent de l'affection

qu'ils montraient pour Henri IV, faisait agir fortement de son côté en faveur des dominicains.

Les cardinaux, dans le conclave qui suivit la mort de Clément VIII, avaient promis que celui d'entre eux qui serait élu terminerait ces disputes par un jugement définitif. Mais Léon XI survécut trop peu de temps pour s'en occuper. Paul V, qui avait assisté comme cardinal aux congrégations tenues sous Clément VIII, crut devoir avant de les continuer prendre l'avis de plusieurs évêques ou docteurs jusqu'alors étrangers à ces contestations. Il consulta notamment saint François de Sales, aussi renommé pour sa science que pour ses vertus ; mais son avis comme celui de tous les autres a toujours été tenu fort secret. Le nouveau pape était pressé par l'ambassadeur d'Espagne de porter une décision. Du Perron, de son côté, représentait qu'une affaire de cette importance méritait une plus mûre délibération, qu'il fallait consulter les universités dont on n'avait pas encore pris l'avis, et qu'il serait même à propos d'assembler un concile général, ou qu'autrement, il serait à craindre que la décision ne fût pas reçue partout. Le cardinal Bellarmin remit un mémoire au pape, où il proposait vingt articles que le saint-siège pouvait définir sans prononcer sur le livre de Molina ; mais les dominicains jugèrent ces articles insuffisants. Les jésuites présentèrent une requête où ils reprochaient aux consultants d'être trop favorables aux dominicains, et priaient le pape de renoncer à l'examen de ces questions difficiles qui n'appartenaient pas à la foi, et quant au livre de Molina, d'en remettre le jugement à la congrégation de l'index, qui le censurerait comme les autres livres suspects, si elle le jugeait à propos. D'un autre côté, les consultants pressaient le pape de consommer l'œuvre de son prédécesseur, et l'archevêque d'Armach présenta en leur nom un long mémoire, où il s'attachait à faire voir l'importance de ces matières et la nécessité de les définir pour empêcher le scandale et mettre un

terme à des disputes où l'on s'accusait réciproquement d'hérésie.

Enfin , après quelque hésitation , Paul V se décida à poursuivre l'examen commencé : il y eut encore dix-sept congrégations tenues depuis le 14 septembre 1605 jusqu'au mois de mars 1606 , en présence du pape et de quatorze cardinaux. On lut dans la première un abrégé des actes de toutes les congrégations précédentes, avec les articles proposés par Clément VIII sur la nature de la grâce efficace. Ces articles, la plupart tirés textuellement de saint Augustin , étaient au nombre de quinze , dont l'un portait que la grâce tire son efficacité de la toute-puissance de Dieu, et de l'empire qu'il a sur les volontés des hommes, comme sur toutes les choses créées. Ce fut le point principal sur lequel roulèrent les disputes , et Paul V, pour les réduire à un objet précis, crut devoir proposer la question dans les termes mêmes des scholastiques, et faire examiner si quelques-uns ont eu raison de dire que la grâce efficace agit par une prémotion physique. Les jésuites combattirent vivement cette opinion , comme inconciliable avec le libre arbitre et conforme aux erreurs de Calvin. Lemos s'efforça de la soutenir par un grand nombre d'autorités ou d'argumens plus ou moins concluans, et répondit aux objections des jésuites par des distinctions qui, sans rendre son opinion plus intelligible, servaient à montrer qu'on ne devait pas la confondre avec le fatalisme établi par les hérétiques. On comprend bien qu'il ne saurait entrer dans notre plan d'exposer le détail fastidieux de cette controverse, où l'on discuta successivement la question d'après l'Écriture sainte, d'après les décisions du concile de Trente, et par l'autorité des pères et des théologiens, principalement de saint Augustin et de saint Thomas. Les consultants, à l'exception de Bovio, prononcèrent, dit-on, que la doctrine de la grâce efficace par elle-même était conforme à l'Écriture sainte et à la tradition, et que le terme de



prémotion physique, tel qu'on l'expliquait dans les écoles, ne faisait qu'exprimer une vérité reconnue de tout temps.

Le pape Paul V, après cette conclusion des consultants, délibéra le 8 mars 1606 avec les cardinaux sur la question de savoir s'il était à propos de porter un jugement sur ces matières. Il y en eut dix pour l'affirmative; Belarmin et du Perron furent les seuls qui jugèrent qu'il fallait s'abstenir de prononcer. Le pape ordonna aux consultants de travailler chacun en particulier à donner par écrit leur avis motivé sur les questions de la grâce, avec défense sous peine d'excommunication d'en rien communiquer à personne. Ils remirent vers la fin d'août leur avis cacheté. Tous, excepté Bovio, condamnaient les propositions de Molina; mais ils se trouvèrent si peu d'accord dans l'exposé de leurs motifs ou sur d'autres points, que le pape leur ordonna de conférer ensemble pour donner un avis commun, dont il ne fut guère plus satisfait; car ils avaient à peine touché au point capital qu'il leur avait recommandé, savoir : de marquer précisément et d'une manière claire la différence entre la doctrine catholique et celle des hérétiques sur la matière de la grâce et du libre arbitre. Le pape eut donc recours au cardinal du Perron, qu'il chargea de faire un rapport sur ce sujet, afin de voir s'il s'accorderait avec celui des consultants, et il lui fit remettre à cet effet tous les actes manuscrits du concile de Trente. Cependant l'archevêque d'Armach fut chargé, dit-on, de dresser un projet de bulle, d'après l'avis des consultants; mais ils ne purent tomber d'accord sur la rédaction de cette bulle, et signèrent seulement une censure de quelques propositions de Molina.

Enfin le pape Paul V, après avoir communiqué aux cardinaux l'avis des consultants, tint une assemblée le 28 août 1607, pour délibérer sur cette affaire. On ignore ce qui s'y passa et quel fut l'avis des cardinaux. Mais trois jours après, le pape fit venir les généraux des deux or-

dres, et leur remit un décret portant que les consultants et les théologiens chargés de la discussion pouvaient s'en retourner chez eux ; qu'il publierait sa décision quand il le jugerait à propos , et que cependant il défendait aux parties de censurer mutuellement leurs opinions sur ces matières. Ainsi finirent ces disputes, sans avoir rien éclairci. On répandit vers le milieu du dix-septième siècle, la copie d'une bulle qu'on prétendait avoir été dressée par Paul V contre la doctrine de Molina ; mais outre que les différentes copies de cette bulle ne s'accordent point sur le nombre des propositions condamnées et qu'elle en censure quelques-unes qui sont les contradictoires des propositions frappées d'anathème dans les décrets contre Baius, le pape Innocent X , par un décret du 23 avril 1654, déclara qu'on ne devait ajouter aucune foi à cette prétendue bulle ni aux écrits qu'on avait publiés, comme contenant les actes des congrégations *de auxiliis*. Le pape Paul V, non content d'avoir interdit aux deux partis la censure réciproque de leurs opinions sur la grâce, fit publier un décret de l'inquisition, en date du 1<sup>er</sup> décembre 1611, portant défense de rien imprimer sur ces matières sans une approbation des inquisiteurs romains. Ce décret fut renouvelé en 1625 par Urbain VIII , et en 1654 par Innocent X ; mais il a été mal observé.

Comme il restait quelque mésintelligence entre les deux ordres, surtout en Espagne, le duc de Lerme , premier ministre de Philippe III, rassembla leurs supérieurs en 1612, et les fit convenir d'un accommodement dont les principales conditions furent qu'ils s'inviteraient réciproquement aux thèses , qu'ils s'abstiendraient de toutes qualifications injurieuses, et se joindraient ensemble pour demander la décision du saint-siège sur ces matières. Le chapitre général des dominicains, assemblé la même année, fit présenter au pape à ce sujet une requête qui fut appuyée par le roi d'Espagne. Ils renouvelèrent encore leurs instances en 1622 ; mais toujours sans succès. Nous

ajouterons pour terminer ce qui regarde ces discussions que le général des jésuites, Aquaviva, fit en 1613 un décret pour ordonner à tous les membres de la société d'enseigner la prédestination gratuite, en leur permettant toutefois de conserver les opinions qu'ils avaient soutenues sur l'efficacité de la grâce (1).

Les jansénistes, à l'exemple des protestans, n'ont cessé de reprocher à l'Église romaine la tolérance des opinions de Molina et de les flétrir comme semi-pélagiennes. Ils ont affecté, en outre, de donner le nom de molinisme à toute doctrine qui n'est pas conforme à leurs erreurs sur la grâce. Mais il suffit de leur opposer la réponse faite sur ce sujet par Bossuet au ministre Jurieu dans le second avertissement aux protestans : « Si le ministre, dit-il, avait seulement ouvert les livres des molinistes, il aurait appris qu'ils reconnaissent pour tous les élus une préférence gratuite de la divine miséricorde, une grâce toujours prévenante, toujours nécessaire pour toutes les œuvres de piété, et dans ceux qui les pratiquent une conduite spéciale qui les y conduit. C'est ce qu'on ne trouvera jamais dans les semi-pélagiens. »

Paul V dès le commencement de son pontificat eut avec les Vénitiens un démêlé dont les suites pouvaient être déplorables. Le sénat de Venise avait publié en 1597 un décret, portant que les biens possédés par des laïques sous la dépendance des églises ne seraient point sujets aux droits de prélation ni de déshérence, c'est-à-dire que les églises n'auraient pas le droit de les réclamer par préférence, en cas de vente ou à titre de succession. Il fit un autre décret en 1603, pour défendre de bâtir des églises, des hôpitaux ou des couvents sans sa permission ; puis un troisième en 1605, pour interdire l'aliénation perpétuelle des biens immeubles en faveur des ecclésiastiques, avec cette restriction toutefois qu'ils pourraient exiger le prix

(1) D'Avrign. *Mém. chron.* — Dupin, *Hist. eccl. du dix-septième siècle*

des immeubles qui leur seraient légués par testament. Il fit arrêter vers le même temps l'abbé de Nervèze et un chanoine de Vicence, accusés l'un et l'autre de crimes énormes, et attribua le jugement de ces causes à la justice séculière. Paul V, sous prétexte que les immunités et les droits de l'Église étaient violés, fit demander au sénat que les décrets fussent révoqués et les coupables remis aux juges ecclésiastiques, et menaça d'interdire en cas de refus les états de la république. Le sénat répondit au nonce, le 1<sup>er</sup> décembre 1605, que les crimes des prisonniers étaient de la compétence des tribunaux séculiers, et d'autre part, qu'il tenait de Dieu le pouvoir de faire des lois, et qu'il avait jugé nécessaires au bien de l'état celles dont on demandait la révocation. Il envoya ensuite un ambassadeur extraordinaire au pape pour lui faire les mêmes observations. Mais le pape persista dans ses demandes et les réitéra sous peine d'excommunication ; puis voyant les Vénitiens décidés à ne pas obéir, il assembla un consistoire où tous les cardinaux, à l'exception d'un seul, furent d'avis qu'on ne pouvait user de ménagements sans trahir les intérêts de l'Église, après quoi, le 17 avril 1606, il déclara le doge et le sénat de Venise excommuniés et tout l'État mis en interdit, si dans vingt-quatre jours depuis la publication de ce monitoire, les décrets n'étaient pas révoqués et les prisonniers remis entre les mains du nonce.

Dès que le sénat eut connaissance du monitoire, il publia une protestation où il le déclarait nul et abusif comme blessant les droits de l'autorité temporelle, avec défense à tous les ecclésiastiques de le publier et d'observer l'interdit. Un grand vicaire de Padoue, à qui le podestat intimait cette défense, ayant répondu qu'il ferait ce que le Saint-Esprit lui inspirerait, le magistrat lui répliqua que le Saint-Esprit avait déjà inspiré au sénat de faire pendre tous ceux qui n'obéiraient pas. Tout le clergé séculier et la plupart des ordres religieux promi-

rent d'obéir et de continuer l'office divin. Mais les jésuites témoignèrent qu'il leur était impossible de ne pas observer l'interdit, et que si on voulait les y obliger, ils aimaient mieux sortir de Venise. Le sénat leur répondit qu'ils pouvaient donc partir sur-le-champ, mais sans rien emporter; puis il publia un décret pour ordonner à tous ceux qui ne voudraient pas célébrer l'office divin comme à l'ordinaire, de sortir des terres de la république. Les théatins et une partie des capucins prirent comme les jésuites le parti de se retirer. Ces événemens occasionnèrent des troubles en quelques endroits, et le sénat les attribuant aux suggestions des jésuites, qui avaient donné l'exemple de la désobéissance aux ordres du gouvernement, rendit contre eux, au mois de juin 1606, un décret de bannissement portant qu'ils ne pourraient plus être reçus à l'avenir dans les états de Venise, et que ce décret ne pourrait être révoqué sans qu'on eût revu auparavant toute l'affaire en présence de tout le sénat, et qu'il y eût les cinq sixièmes des voix pour la révocation.

Ce démêlé donna lieu à une multitude d'écrits où l'on invoquait, d'une part, en faveur des immunités ecclésiastiques et pour la défense de l'interdit, les lois canoniques, l'autorité du saint-siège et la puissance donnée au souverain pontife par Jésus-Christ sur toute l'Église; et d'autre, en faveur des Vénitiens, les droits de l'autorité temporelle. Le sénat obtint des avis favorables des plus célèbres jurisconsultes et de quelques universités; il se fit rendre compte des lois publiées et des usages suivis dans d'autres états sur les mêmes matières, et choisit pour théologien de la république Paul Sarpi, religieux servite, connu sous le nom de fra Paolo, qu'il chargea de soutenir et de défendre ses droits. Ce moine et fra Fulgentio, son confrère, firent paraître successivement plusieurs ouvrages où ils alléguaient que les décrets du sénat se bornaient à confirmer d'anciennes lois, contre

lesquelles on n'avait jamais protesté, qu'ils étaient d'ailleurs une suite de l'autorité souveraine des gouvernemens sur les terres et sur la police de leurs états; qu'il y avait des lois et des réglemens semblables en Espagne, en Portugal et ailleurs; et quant au jugement des ecclésiastiques par l'autorité séculière, qu'il y avait aussi dans tous les états chrétiens et même en Italie des restrictions aux immunités des clercs, et que malgré leurs privilèges ils demeuraient toujours justiciables de l'autorité temporelle pour tous les crimes énormes qui intéressaient l'état; que par conséquent l'interdit était nul et injuste pour le fond; qu'il était également nul quant à la forme pour défaut de citation, et qu'enfin quand on le croirait juste, les ecclésiastiques seraient dispensés de l'observer, à cause des scandales et des suites fâcheuses qui en résulteraient. Ces écrits ne demeurèrent pas sans réponse. Les cardinaux Baronius, Bellarmin, et d'autres docteurs, publièrent des traités pour défendre les immunités de l'Eglise et montrer la validité de l'interdit. Il y eut une foule de répliques de part et d'autre, et l'on vit même en France et ailleurs des jurisconsultes et des théologiens prendre part à cette controverse. Nous devons remarquer, du reste, que fra Paolo, qui montra tant de chaleur pour la défense du sénat, n'était, comme le dit Bossuet, qu'un protestant déguisé en moine, dont les principes hérétiques ont été mis hors de doute par les sarcasmes impies et calomnieux répandus dans son Histoire du concile de Trente et par les lettres qu'il écrivait alors aux ministres de Genève, et qui ont été depuis rendues publiques. Henri IV fut instruit des secrets sentimens de fra Paolo par une lettre interceptée d'un ministre, où l'on annonçait que bientôt on recueillerait les fruits des peines que ce moine et fra Fulgentio prenaient pour introduire la réforme à Venise; que le doge et plusieurs sénateurs avaient déjà ouvert les yeux à la vérité, et qu'il ne restait plus qu'à prier Dieu que le pape s'obstinât contre



les Vénitiens. Le roi fit communiquer cette lettre au sénat, qui fit défense à Fulgentio de prêcher ; mais fra Paolo, plus habile et surtout plus nécessaire, en fut quitte pour se tenir un peu plus sur ses gardes.

Le pape voulut joindre aux censures les armes temporelles, et sollicita le secours des princes d'Italie. Les Vénitiens, de leur côté, soutenus par les promesses secrètes de plusieurs princes, firent des préparatifs pour se défendre ; mais ces démonstrations de guerre n'eurent pas de suite, et le pape comprenant qu'il ne pouvait pas espérer des secours efficaces, et que la plupart des souverains se déclareraient au contraire pour la république, comme soutenant leur cause commune, prêta enfin les mains à un accommodement. Le roi d'Espagne, le duc de Savoie et d'autres princes interposèrent leur médiation ; mais ce fut le roi très-chrétien qui entreprit le premier et qui eut la gloire de terminer ce différend. Les ambassadeurs de France à Rome et à Venise entamèrent la négociation, et proposèrent successivement différentes conditions sans pouvoir les faire accepter, de sorte que l'année 1606 se passa sans qu'il y eût rien de conclu. Le cardinal de Joyeuse, que le roi envoya au commencement de l'année suivante en Italie pour cette affaire, ne parvint qu'avec beaucoup de peine et d'habileté à surmonter tous les obstacles. Il y eut d'abord une difficulté au sujet du rétablissement des jésuites, et le sénat se montra si ferme à n'y pas consentir, que le pape fut obligé de se relâcher sur cet article ; il y fut surtout déterminé par l'assurance que lui donnèrent l'ambassadeur de France et le cardinal du Perron, qu'après l'accommodement le roi très-chrétien emploierait tout son crédit en leur faveur auprès de la république. Henri IV tint sa parole et ne gagna rien. Ce ne fut que cinquante ans après qu'ils furent enfin rétablis, à la prière d'Alexandre VII. Une autre difficulté regardait le lieu où devait se faire la révocation des censures ; il était de l'honneur

du pape qu'elle se fit à Rome, et les Vénitiens, qui d'ailleurs refusaient de la demander pour ne point paraître convenir qu'elles étaient justes, voulaient qu'elle se fit dans leur capitale. On régla sur ce point que l'ambassadeur de France demanderait la révocation au nom du roi, et qu'elle serait faite à Venise par le cardinal de Joyeuse. Enfin, comme il était presque impossible que la forme du bref ne blessât pas l'honneur du pape ou celui des Vénitiens, on convint que tout se ferait seulement de vive voix ; et les choses étant ainsi réglées, l'accommodement fut conclu le 21 avril 1607, et ratifié peu de jours après par le pape. Les prisonniers furent remis à l'ambassadeur de France, avec la réserve expresse que cela ne pourrait préjudicier au droit qu'avait la république de juger les ecclésiastiques ; l'ambassadeur les remit à un commissaire nommé par le pape ; ensuite le cardinal de Joyeuse leva les censures, et le sénat révoqua sa protestation ; mais les décrets furent maintenus. Quelques auteurs, entre autres Matthieu et Sponde, assurent que le cardinal de Joyeuse, au nom du pape, donna l'absolution des censures au doge et au sénat, et Mézerai ajoute même que l'on en dressa un acte authentique ; d'Avrigny prétend, au contraire, que le sénat ne voulut pas même recevoir la bénédiction du cardinal, pour ne pas donner lieu de croire que ce fût une absolution. Il est certain, en effet, que le sénat rejeta cette condition proposée par le cardinal ; mais peut-être voulut-il bien laisser faire en secret ce qu'il refusait d'accepter publiquement. Toutefois, il est permis de croire, d'après toutes les circonstances, que les auteurs dont nous avons parlé ont pris pour une absolution l'acte par lequel on déclara les censures levées. Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que si Paul V avait montré d'abord trop de vivacité, il fit preuve dans cet accommodement d'une modération et d'une condescendance qu'on ne saurait trop admirer.

Le pape n'était pas sorti de cet embarras, qu'il fit un nouvel acte d'autorité à l'occasion d'un serment exigé des catholiques d'Angleterre. L'avènement de Jacques I<sup>er</sup> à la couronne leur avait fait concevoir l'espérance qu'on cesserait d'exécuter contre eux les lois sévères du règne précédent, et le roi s'y était engagé par une sorte de promesse solennelle. Mais, placé en quelque sorte sous la tutelle du parti protestant, il commença son règne par confirmer la loi qui prononçait le bannissement contre les religieux et spécialement contre les jésuites, sous peine de mort. Les catholiques murmurèrent, et on ne manqua pas de leur imputer la fameuse conspiration des poudres, qui fut découverte au mois de novembre 1605. Elle avait pour objet de faire sauter la salle du parlement le jour où le roi devait s'y trouver avec les pairs et les membres des communes pour l'ouverture de la session. Un des conjurés loua pour cet effet une maison voisine, dont la cave s'étendait sous la grande chambre des lords, et l'on y mit secrètement trente-six barils de poudre cachés sous des matières inflammables, auxquelles on devait mettre le feu. Le gouvernement découvrit cette conjuration par une lettre adressée à un seigneur pour le détourner d'assister à la séance ; et, après quelques recherches, les barils furent trouvés dans la cave la veille de la séance. Les chefs de la conspiration étaient deux seigneurs catholiques, Percy et Catesby, poussés l'un et l'autre par des motifs personnels où la religion n'avait aucune part. On fit les recherches les plus rigoureuses pour découvrir leurs complices, et l'on n'en trouva pas plus d'une douzaine, dont quelques-uns même étaient protestans. Ils avaient réuni, sous prétexte d'une chasse et dans l'intention de profiter des événemens, environ quatre-vingts personnes, que l'on punit de mort pour avoir été trouvées les armes à la main avec les conjurés, mais qui n'avaient aucune connaissance de la conspiration. Le roi lui-même, dans ses discours au parle-

ment, déclara en propres termes que ce n'était qu'un complot de huit ou neuf désespérés. On ne pouvait donc, sans une calomnie manifeste, l'imputer aux catholiques en général, qui formaient encore au moins un cinquième de la nation. Bien des indices firent soupçonner Cécil, secrétaire d'état, et quelques autres courtisans d'avoir été les agens provocateurs de ce complot, pour rendre les catholiques odieux au roi, que l'on soupçonnait de leur être favorable.

Quoi qu'il en soit, cette conspiration servit de prétexte à un redoublement de persécutions. Deux jésuites, Oidcorne et Garnet, que l'on prétendait avoir eu connaissance du complot par la confession, furent punis du dernier supplice pour ne l'avoir pas révélé. On ordonna l'exécution rigoureuse des lois publiées contre les catholiques. Un grand nombre furent mis en prison, et l'on compte plus de trente prêtres, religieux ou séculiers, qui moururent dans les tourmens pour avoir exercé leurs fonctions en Angleterre. Le roi fit dresser, en outre, et confirmer par le parlement une formule de serment d'*allégeance* ou de fidélité, que tous les catholiques seraient obligés de prêter. Cette formule, rédigée par Bancroft, archevêque de Cantorbéry, contenait en substance qu'on reconnaissait Jacques pour roi légitime d'Angleterre; que le pontife romain n'avait aucun droit de le déposer ni d'absoudre ses sujets du serment de fidélité; qu'on lui obéirait nonobstant toute sentence d'excommunication et de déposition; qu'on ferait connaître sans délai toutes les conspirations dont on aurait connaissance; qu'on détestait comme impie et hérétique la doctrine de ceux qui enseignent que les princes excommuniés et privés de leur droit à la couronne par sentence du pape peuvent être légitimement déposés ou mis à mort; enfin, qu'on croyait sincèrement que le pape ni personne autre ne pouvait absoudre de ce serment, et qu'on reconnaissait qu'il était demandé légitimement par une au-

torité souveraine qui en avait le droit. Les catholiques anglais se trouvèrent partagés d'opinions au sujet de ce serment; les uns le condamnèrent, comme renouvelant sous des termes équivoques le serment de suprématie; les autres jugèrent qu'il n'exprimait qu'une simple promesse de fidélité ou d'obéissance politique, dont il n'est pas permis à un sujet de se dispenser. L'archiprêtre Blakwel, qui depuis quelques années gouvernait l'Église catholique d'Angleterre, déclara qu'on pouvait et qu'on devait prêter ce serment. Quelques prêtres anglais furent du même avis; mais beaucoup d'autres s'y opposèrent. Paul V, instruit de ces contestations, adressa un bref aux catholiques, en date du 22 septembre 1606, dans lequel il déclarait qu'on ne pouvait prêter le serment d'allégeance sans blesser la foi. Ce bref ne réunit pas les esprits; l'archiprêtre refusa de le publier, et soutint qu'il était supposé ou qu'il avait été donné sur un faux énoncé, et qu'en tout cas il ne renfermait qu'un conseil et non pas un précepte. Ayant été arrêté l'année suivante, il déclara qu'il avait toujours cru et croyait encore qu'on pouvait prêter le serment; il le signa lui-même dans sa prison, et écrivit aux prêtres catholiques pour les exhorter à suivre son exemple. Le cardinal Bellarmin, qui le connaissait depuis longtemps, lui adressa une lettre dans laquelle il lui représentait vivement sa faute, et le conjurait de la réparer. Le pape adressa en même temps un second bref aux catholiques, en date du 23 août 1607, pour confirmer le premier et leur enjoindre de l'observer exactement; puis, l'année suivante, il déposa l'archiprêtre Blakwel, parce qu'il persistait à soutenir le serment. Ceux qui refusèrent de le prêter furent traités avec d'autant plus de rigueur, que la diversité de sentiment servit de prétexte pour les représenter comme traîtres envers l'état, et faire croire que la religion n'était pas le seul motif de leur refus.

Le roi Jacques, ambitionnant la réputation d'auteur,

fit une réponse aux deux brefs du pape et à la lettre de Bellarmin, sous le titre bizarre de *Triple coin pour le triple nœud*, ou apologie du serment de fidélité, et soutint dans cet écrit que le serment n'exigeait qu'une obéissance civile. Bellarmin en fit paraître une réfutation sous le nom de Matthæus Tortus, son chapelain. Il y faisait voir que le serment d'allégeance, où le roi était qualifié de souverain maître, selon le style et l'usage de l'anglicanisme, lui attribuait implicitement la suprême autorité dans les choses spirituelles comme dans les choses temporelles; qu'il donnait ainsi atteinte à l'autorité du saint-siège sur toute l'Église; et qu'enfin la suprématie du roi se révélait encore mieux en ce que le serment condamnait une opinion comme hérétique, sans attendre le jugement de l'Église, et que cependant on ne laissait pas de déclarer, malgré cette décision en matière de foi, qu'il était exigé par une autorité souveraine et qui avait le droit de le prescrire. Jacques fit réimprimer son apologie avec une préface adressée à tous les princes chrétiens, où il s'efforçait de prouver que le pape est l'Antechrist. Il publia ensuite une réplique à Bellarmin sous le titre de *Tortura Torti*. Le cardinal y fit une réponse adressée à l'empereur et aux princes catholiques, et publia peu de temps après un traité sur la puissance du souverain pontife dans les choses temporelles. Cet ouvrage fut supprimé, en 1610, par arrêt du parlement de Paris; mais, sur les plaintes du nonce, un arrêt du conseil d'état ordonna que celui du parlement demeurerait provisoirement sans exécution. Le traité de Bellarmin était une réponse à un ouvrage de Guillaume Barklai, catholique écossais, sur la puissance du pape, ouvrage qui avait pour but de réfuter l'opinion des ultramontains, qui attribuent au pape un pouvoir direct sur le temporel des rois, et celle des autres qui, comme Bellarmin, lui attribuent seulement un pouvoir indirect. Jean Barklai, qui avait publié ce traité de son père à l'occasion des



disputes sur le serment d'allégeance, composa lui-même une réplique à Bellarmin, où il soutient avec beaucoup de force l'indépendance de l'autorité temporelle. D'un autre côté, le jésuite Martin Bécán, dans un livre imprimé à Mayence sous le titre de Controverse anglicane sur la puissance du roi et du pape, attaqua les droits des souverains avec si peu de ménagemens, que Paul V fit condamner ce livre, en 1613, par l'inquisition, comme renfermant plusieurs propositions téméraires, scandaleuses et séditieuses. Enfin, parmi quelques autres ouvrages publiés au sujet de cette controverse, nous devons citer encore un livre de Suarez intitulé Défense de la foi contre les erreurs anglicanes, qui fut condamné, en 1614, par arrêt du parlement de Paris, comme tendant à autoriser les attentats contre les souverains (1).

Le pape Paul V approuva, par une bulle de l'an 1607, la congrégation de Notre-Dame, fondée par madame de l'Estonnac, veuve du marquis de Montferrand, pour l'éducation des jeunes personnes du sexe. Cette vertueuse femme, issue d'une famille distinguée de Bordeaux, s'était retirée au couvent des feuillantines de Toulouse, après la mort de son mari, pour y embrasser la vie religieuse ; mais après six mois de noviciat, la faiblesse de sa santé, totalement épuisée par les austérités de cet institut, l'obligea d'en sortir. Elle revint alors à Bordeaux, où elle forma le projet d'établir une congrégation nouvelle, dont les circonstances faisaient sentir le besoin pressant. Car l'hérésie, qui avait fait tant de ravages dans les provinces du Midi, travaillait avec un ardent prosélytisme à séduire la jeunesse dans les écoles, dont la plupart étaient tenues par des maîtresses calvinistes. Deux prédicateurs jésuites, les pères Bordes et Raymond, célèbres par les succès de leur zèle pour la conversion des hérétiques, cherchant eux-mêmes les moyens de

(1) Sponde, *Annal.* — D'Avrigny, *Mém. chron.* — Dupin, *Hist. eccl. du xvi<sup>e</sup> siècle.*

pourvoir à l'éducation chrétienne des jeunes personnes, s'adressèrent à madame de l'Estonnac, lui firent part de leur dessein, et l'engagèrent à poursuivre cette bonne œuvre. Elle eut bientôt réuni un certain nombre de pieuses filles disposées à la seconder, et l'on ne songea plus qu'à obtenir l'approbation de l'autorité ecclésiastique. Le cardinal de Sourdis, qui occupait alors le siège de Bordeaux, se faisait admirer par ses vertus pastorales, surtout par sa piété fervente, par l'abondance de ses aumônes et par son zèle pour le rétablissement de la discipline. Il voulut d'abord engager la marquise à rétablir une communauté d'ursulines qui dépérissait à Bordeaux; mais, cédant aux raisons de madame de l'Estonnac, il signa enfin, au mois de mars 1606, l'approbation du nouvel institut; puis il écrivit au pape pour le faire confirmer par une bulle, et, au mois de mai 1608, il donna le voile à la fondatrice et aux filles qu'elle s'était associées. Cette congrégation fut autorisée l'année suivante par lettres patentes du roi. Cependant le cardinal de Sourdis revint à son projet de la réunir aux ursulines, et déclara formellement qu'il ne permettrait la profession des novices qu'à cette condition. Mais peu de temps après il abandonna cette résolution, et dès lors l'institut de Notre-Dame se répandit promptement dans la Guyenne, dont les principales villes s'adressèrent à la fondatrice pour en obtenir des religieuses. Il s'étendit plus tard dans les autres provinces de France et même en Espagne. Les constitutions de ce nouvel ordre étaient analogues à celles des jésuites, qui furent chargés de sa direction.

Quelque temps après, le bienheureux Pierre Fourrier, chanoine régulier et curé de Matincourt, en Lorraine, institua dans cette province, sous le même titre de Notre-Dame, une congrégation de religieuses également destinée à l'instruction des jeunes personnes, et qui fut approuvée, en 1615, par une bulle de Paul V. Il réforma

aussi la congrégation des chanoines réguliers de Saint-Sauveur dont il était membre, leur fit adopter en partie les constitutions des jésuites, et les destina aussi à l'instruction de la jeunesse. Ce pieux curé mourut, en 1640, dans une réputation de sainteté qui l'a fait mettre au nombre des bienheureux. La congrégation de la doctrine chrétienne perdit, en 1607, son fondateur, César de Bus, qui mourut dans la maison d'Avignon, chef-lieu de cet institut. Il était entré dans l'état ecclésiastique après quelques écarts de jeunesse, et devenu chanoine de Cavaillon, il donna l'exemple de toutes les vertus sacerdotales, montra le plus grand zèle pour le salut des âmes, et s'appliqua surtout à instruire les peuples par des catéchismes et des instructions familières. Plusieurs ecclésiastiques s'étant associés à ses travaux, il institua, pour continuer cette œuvre, une congrégation, qui fut approuvée, en 1592, par l'archevêque d'Avignon, et confirmée ensuite par Clément VIII. Paul V la réunit, en 1616, à la congrégation des somasques; mais elle en fut séparée plus tard par Innocent X, et redevint une congrégation séculière soumise à un supérieur général français.

On doit encore au vénérable César de Bus le premier établissement des ursulines en France. Cet institut avait commencé à Brescia, où sainte Angèle réunit, en 1537, un certain nombre de filles et de femmes vertueuses, qu'elle mit sous la protection de sainte Ursule, et dont l'occupation était d'instruire la jeunesse, de visiter les malades et de porter des secours dans les hôpitaux et dans les prisons. Elles se répandirent promptement dans plusieurs provinces de l'Italie, et saint Charles Borromée en attira un grand nombre dans son diocèse. Paul III avait approuvé, en 1544, cette institution, dont la règle fut plus tard modifiée par Grégoire XIII. César de Bus établit une congrégation de cet ordre en Provence pour l'instruction des jeunes personnes; de là les ursulines se répandirent en différentes provinces; puis, en 1604, elles

furent introduites à Paris par Madeleine Lhuillier, dame de Sainte-Beuve, qui leur fonda une maison au faubourg Saint-Jacques. Cette dame vertueuse, pour consolider cet établissement, s'occupa de le faire ériger en ordre religieux. Elle obtint, en 1612, par le crédit de l'évêque de Paris, une bulle de Paul V et des lettres patentes du roi, qui permettait aux ursulines de s'établir dans tout le royaume; après quoi celles de Paris firent les vœux solennels. Madeleine Lhuillier embrassa elle-même cet institut, et mourut seize ans plus tard en odeur de sainteté. Les ursulines de Paris formèrent, en 1639, un établissement dans le Canada, où elles secondèrent, par l'instruction des personnes de leur sexe, les travaux apostoliques des missionnaires.

Les carmélites réformées furent introduites en France dans le même temps que les ursulines. Ce fut après une apparition de sainte Thérèse qu'une femme célèbre par sa piété, madame Acarie, veuve d'un maître des comptes, forma le dessein de les établir à Paris. Elle fut secondée par quelques personnes illustres, et notamment par Catherine d'Orléans, princesse de Longueville, qui obtint pour ce nouvel établissement le prieuré de Notre-Dame des Champs, où il ne restait plus que trois ou quatre religieux. On commença par obtenir une bulle de Clément VIII, qui déclarait le couvent de Paris chef de tous ceux qu'on fonderait en France; et Pierre de Bérulle, qui fut depuis cardinal, fut envoyé en Espagne pour en amener quelques religieuses destinées à former celles qui embrasseraient cet institut. Il n'obtint qu'après bien des difficultés six carmélites, qui arrivèrent à Paris en 1604. On sait quelles étaient les austérités de cette réforme, dont les carmélites de France ne se relâchèrent point jusqu'à leur suppression. L'abstinence perpétuelle de la viande, hors le cas de maladie grave, l'observance du jeûne presque toute l'année, de longues veilles, une simple paillasse pour lit, des habits grossiers avec des

cilices et d'autres instrumens de pénitence, telles étaient les mortifications de ces saintes filles, dont plusieurs avaient été élevées délicatement dans le monde. La première prieure française du couvent de Paris fut Madeleine Dubois, nièce du chancelier de Silleri, connue sous le nom de mère Madeleine de Saint-Joseph. Madame Acarie, connue sous le nom de Marie de l'Incarnation, devint prieure du couvent de Pontoise, où elle mourut en odeur de sainteté. Plusieurs couvens du même ordre s'établirent en peu de temps à Bordeaux, à Bourges, à Limoges et en d'autres endroits. Pierre de Bérulle en fut nommé supérieur ou visiteur général en 1614 par un bref du pape Paul V; mais une partie des carmélites désiraient pour supérieurs des religieux de leur ordre, et celles de Bordeaux furent déclarées soumises au général des carmes par une sentence du cardinal de Sourdis. Cependant le bref du pape fut confirmé par un autre de la même année, puis en 1620 par Grégoire XV, et trois ans plus tard par Urbain VIII. Le doyen de Nantes fut chargé de soumettre les carmélites récalcitrantes, dont la plupart étaient des religieuses venues des Pays-Bas. N'ayant pu les faire obéir, il les excommunia, et comme l'évêque de Saint-Paul de Léon les favorisait dans son diocèse, il interdit sa cathédrale et le suspendit de ses fonctions, ce qui détermina l'assemblée du clergé de France à prononcer, en 1625, un blâme sévère contre le doyen pour cette espèce d'outrage à la dignité épiscopale. Enfin le cardinal Barberin, légat du pape, renvoya en Flandre les carmélites récalcitrantes après les avoir relevées des censures, et les autres demeurèrent soumises au général de l'Oratoire.

L'ordre des carmélites fut illustré en Italie par les éclatantes vertus de sainte Madeleine de Pazzi, qui devint surtout célèbre par ses austérités et par la sublimité de ses contemplations. Elle était née à Florence et avait embrassé fort jeune la vie religieuse, dans un couvent de

cette ville, où elle mourut en 1607, âgée seulement de quarante et un ans. Un grand nombre de miracles opérés de son vivant ou à son tombeau manifestèrent sa sainteté. Elle fut béatifiée vingt ans après sa mort et canonisée en 1669 par Alexandre VII. Les carmes réformés ou déchaussés, qui avaient déjà un grand nombre de couvens en Italie et en d'autres endroits, furent établis à Paris cinq ou six ans après les carmélites sur la demande du pape, qui écrivit au roi pour l'engager à les recevoir dans son royaume. La réforme des augustins, commencée en Portugal et en Espagne vers la fin du dernier siècle, faisait chaque jour des progrès. Le pape Clément VIII permit à ces religieux réformés, nommés aussi déchaussés, de choisir des supérieurs et un provincial de leur réforme. Le roi Philippe III en envoya quelques-uns dans les Indes en 1605; ils fondèrent bientôt après plusieurs couvens dans les îles Philippines, et entrèrent au Japon, où plusieurs reçurent la couronne du martyre. Cette congrégation d'Espagne fut ensuite divisée en plusieurs provinces. Une autre congrégation, formée en Italie sur ce modèle, se répandit dans le royaume de Naples, dans la Lombardie et le Piémont. Enfin cette réforme s'introduisit en France au commencement du dix-septième siècle, et y compta bientôt plus de trente couvens. Toutes ces congrégations eurent chacune leur vicaire général, indépendant du général de l'ordre. Une autre réforme d'augustins, commencée à Bourges vers le même temps, compta aussi plusieurs maisons, gouvernées dans la suite par un provincial particulier. Les augustins réformés furent désignés en France sous le nom de petits pères ou de petits augustins, pour les distinguer des autres que l'on nomma les grands augustins, soit parce que leur habit était plus long, soit parce que leur ordre était plus étendu.

Saint François de Sales travaillait lui-même avec un zèle infatigable au rétablissement de la discipline monas-



tique dans son diocèse. Il fonda plusieurs nouvelles maisons religieuses; il institua une congrégation d'ermites et rétablit la régularité dans les abbayes de Six, de Talloires et dans plusieurs autres. Il songea en même temps à instituer une congrégation en faveur des personnes du sexe que leur âge avancé, leurs infirmités ou la délicatesse de leur complexion rendaient incapables de supporter les austérités corporelles des anciens ordres, et qui par cette raison ne pouvaient suivre l'attrait qu'elles éprouvaient pour la vie religieuse. Comme il prêchait le Carême à Dijon en 1604, il eut occasion de connaître la piété et les vertus éminentes de Jeanne-Françoise Frémiot, veuve du baron de Chantal, et fut bientôt persuadé que la Providence la destinait à devenir sa coopératrice pour la grande œuvre qu'il méditait. Elle avait été dès sa jeunesse le modèle des jeunes personnes par la tendresse de sa piété, par sa modestie et par l'innocence de ses mœurs; elle ne se fit pas moins admirer durant son mariage par la régularité de sa conduite et par son application à tous ses devoirs; puis étant devenue veuve à l'âge de vingt-huit ans, elle fit vœu de ne jamais se remarier, distribua toutes ses parures en aumônes, et s'appliqua tout entière à l'éducation de ses enfans, à la prière et à d'autres bonnes œuvres. Dès qu'elle eut entendu le saint prélat, elle résolut de le prendre pour directeur, et de se soumettre avec docilité à tous ses avis. Saint François de Sales, à qui elle manifesta bientôt le désir de quitter le monde pour embrasser l'état religieux, lui proposa successivement d'entrer chez les claristes, chez les sœurs hospitalières de Beaune, enfin chez les carmélites; et voyant qu'elle était disposée à tout ce qui pouvait tendre à la gloire de Dieu, il lui exposa ses vues quelque temps après pour l'établissement d'une nouvelle congrégation. Elle fut transportée de joie à cette première ouverture, et ne songea plus qu'à mettre ordre aux affaires de sa maison et à prendre des mesures pour

assurer l'avenir de ses enfans. Ce ne fut pas sans une peine extrême qu'elle obtint l'agrément de son père, qui la conjura avec des sanglots de ne pas l'abandonner dans sa vieillesse et d'attendre qu'il fût mort pour exécuter sa résolution. Cependant après un dernier entretien, qui eut lieu en présence du saint évêque de Genève et de l'archevêque de Bourges, craignant de s'opposer à la volonté de Dieu, il se résigna au douloureux sacrifice d'une séparation. Madame de Chantal eut un assaut plus terrible encore à soutenir au dernier moment quand il fallut quitter ses enfans, ses parens et ses amis, qui tous l'environnèrent fondant en larmes et se jetant à ses genoux pour s'efforcer de la retenir. Saint François de Sales, de son côté, eut besoin de beaucoup de temps pour prendre les dispositions nécessaires et surmonter tous les obstacles.

Enfin, le 6 juin 1610, jour de la sainte Trinité, madame de Chantal, arrivée à Annecy, commença son noviciat avec les demoiselles Faure et Bréchat, qui étaient venues la joindre. Le saint évêque, après les avoir établies dans une maison où l'on avait pratiqué une chapelle avec tous les lieux réguliers nécessaires à une communauté, leur donna des règles fort simples, mais pleines de sagesse, et conformes au but qu'il se proposait; car il n'eut pas d'abord le projet au moins bien arrêté de fonder un ordre religieux, mais seulement une congrégation de filles qui ne seraient liées que par des vœux simples, et qui pourraient sortir après le noviciat pour servir les malades ou pour d'autres œuvres de charité. C'est pourquoi il leur laissa l'habit séculier et se contenta d'ordonner qu'il serait noir et modeste; il leur imposa peu d'austérités corporelles, mais il leur ordonna surtout la mortification intérieure, le recueillement, l'abnégation de soi-même et la plus exacte régularité. Tels furent les humbles commencemens du pieux institut de la Visitation, qui devait avoir de si brillans accroissemens. Les vertus admirables de ces saintes filles leur attirèrent bientôt un

grand nombre de compagnes. La mère de Chantal, que le saint prélat avait établie supérieure, en reçut dix dans l'année de son noviciat ; et peu de temps après le nombre en augmenta tellement, que la maison se trouva trop étroite. Plusieurs villes voisines demandèrent des religieuses de ce nouvel institut , et l'an 1615 la mère de Chantal se rendit à Lyon pour y fonder une maison. Le cardinal de Marquemont, archevêque de cette ville, craignant que la ferveur ne s'affaiblît insensiblement si l'ordre ne prenait soin d'opposer une barrière au relâchement par la clôture et par des vœux solennels, crut devoir en écrire à l'évêque de Genève ; il alla même le trouver à Annecy , et après quelques conférences il le fit consentir à ériger l'institut de la Visitation en ordre religieux.

Saint François de Sales choisit d'abord la règle de saint Augustin, comme la plus convenable à un ordre où il voulait qu'on eût plus égard à la ferveur de l'esprit qu'aux forces du corps, et que l'âge et les infirmités ne fussent pas un titre d'exclusion. Il travailla ensuite aux constitutions, en se réglant particulièrement sur celles de la compagnie de Jésus, et la sagesse qu'on y remarque fait voir que jamais homme ne sut mieux l'art de conduire les personnes du sexe à une éminente vertu par des voies d'autant plus efficaces, qu'elles paraissent d'abord moins dures et moins pénibles. Obéissance, abnégation, charité, assujétissement de l'esprit et du cœur, voilà surtout ce qui caractérise l'esprit de la Visitation. Le saint fondateur rappelle d'abord l'objet de son institution, qui est de procurer la sanctification des personnes du sexe, veuves, infirmes ou avancées en âge et que l'on ne recevait point dans les autres ordres ; mais il veut que leurs infirmités ne les rendent pas absolument incapables de suivre les exercices réguliers, que leurs maladies surtout ne soient point contagieuses, et qu'enfin le nombre des personnes âgées ou infirmes soit restreint de manière qu'il y ait avec elles assez de personnes jeunes et robustes pour les

servir, afin que les unes aient le mérite de la charité pendant que les autres auront celui de la patience. Il crut devoir dispenser les religieuses de la récitation du grand office, et ne les obliger qu'au petit office de la sainte Vierge. Il veut qu'elles ne possèdent rien en propre, même quant à l'usage, et que tous les ans elles changent de chambres, de livres, de croix, de chapelets et généralement de toutes les choses dont elles se servent. Ayant ainsi tracé les règles de son institut, il écrivit à Rome pour en obtenir la confirmation. Ses démarches furent appuyées par l'ambassadeur de France et par la duchesse de Mantoue, et le pape Paul V, par une bulle de l'an 1618, érigea la Visitation en ordre religieux. Le nouvel institut se répandit avec tant de rapidité, que la mère de Chantal eut la consolation, avant sa mort, de voir quatre-vingt-sept maisons fondées en France et en Savoie. Il pénétra bientôt après en Italie, en Allemagne et en Pologne, et l'on y comptait dans le dix-huitième siècle environ cent cinquante monastères et plus de six mille religieuses. La sainte fondatrice, Françoise de Chantal, mourut en 1641, et fut béatifiée en 1751 par Benoît XIV et canonisée ensuite par Clément XIII.

La sollicitude et les travaux de saint François de Sales s'étendaient à tous les besoins de son vaste diocèse. Il en visita jusqu'aux endroits les plus écartés, marchant souvent à pied dans les montagnes, au milieu des neiges, des glaces et des précipices, et ne trouvant quelquefois d'autre nourriture que du pain ou des légumes grossiers avec de l'eau pour boisson. Partout il fit refleurir la foi et la piété; il remit en vigueur la discipline ecclésiastique, et institua des conférences pour la maintenir et entretenir la science dans le clergé. Il se faisait un devoir de prêcher aussi souvent qu'il le pouvait; il remplissait jusqu'aux plus modestes fonctions du saint ministère, faisait le catéchisme, et passait quelquefois des journées entières au confessional. Il avait pris pour règle de se lever tous les

jours à quatre heures du matin, de faire une heure de méditation, de réciter ensuite une partie de l'office et de lire l'Écriture sainte jusqu'à sept heures; après quoi, il étudiait jusqu'à neuf; puis il célébrait la messe et s'occupait ensuite des affaires du diocèse. Le reste du temps était partagé entre l'étude, les saintes lectures et la prière. Il ne prenait après le dîner qu'une courte récréation; il jeûnait tous les vendredis et les samedis; il vivait avec son clergé comme un père avec ses enfans, et sa maison était celle de tous les prêtres qui n'en avaient point dans la ville. Enfin, quoique son revenu fût très-modique, ses aumônes étaient prodigieuses; il se dépouillait lui-même pour fournir aux besoins des pauvres et des malades; il sacrifiait quelquefois jusqu'aux meubles de sa chapelle, et il fit vendre dans une circonstance imprévue des burettes d'argent pour secourir un malheureux, et une autre fois deux chandeliers aussi d'argent, afin de procurer des ornemens à une paroisse indigente. Telles étaient les vertus et les œuvres de zèle qui faisaient admirer si justement le saint évêque de Genève.

Un institut dont l'esprit était analogue à celui de la Visitation avait été fondé quelque temps auparavant par une sainte veuve de Gênes, nommée Marie-Victoire Fornari. C'était l'ordre des annonciades célestes, ainsi appelées de la couleur de leur habit. Une entière séparation du monde était en quelque sorte le caractère distinctif de ces religieuses et l'objet principal de leur règle, qui du reste leur prescrivait peu d'austérités extraordinaires. Elles ne pouvaient parler à personne qu'à leurs proches parens et seulement six fois l'année. Il leur était interdit formellement de recevoir des pensionnaires. Cette congrégation, approuvée d'abord par Clément VIII et ensuite par Paul V, se répandit en Italie, en France et en Allemagne; elle fut établie à Paris en 1622, et quelques années plus tard, le maréchal de Rantzau eut la dévotion d'aller lui-même fonder une maison pour ces religieuses en Danemark.



Nous avons fait connaître précédemment la congrégation de l'Oratoire, établie à Rome vers la fin du quinzième siècle par saint Philippe de Néri. C'était une association de prêtres dont l'emploi principal consistait à faire tous les jours dans leur oratoire ou église des instructions aux fidèles. Ils n'étaient engagés par aucun vœu, et un article de leur règle défendait d'écouter ceux qui proposeraient d'en faire, quand même ils formeraient le plus grand nombre. Le saint fondateur avait été nommé supérieur général et perpétuel ; mais on décida en même temps qu'après lui les généraux ne seraient élus que pour trois ans, mais qu'ils pourraient être continués. Une congrégation analogue fut établie en France et sous le même nom, par le célèbre cardinal de Bérulle. Il était fils d'un conseiller au parlement et de Louise Séguier, tante du chancelier de ce nom. Ayant achevé ses études et embrassé l'état ecclésiastique, il s'occupa de toutes sortes de bonnes œuvres, et fut lié d'amitié avec les plus saints personnages de son temps, particulièrement avec le bienheureux César de Bus et avec saint François de Sales, qui lui conseillèrent d'établir en France une congrégation de prêtres pour travailler à l'instruction des peuples et à la réforme du clergé. Il s'associa d'abord cinq ecclésiastiques vertueux, presque tous docteurs en théologie, avec lesquels il s'établit en 1611 dans une maison du faubourg Saint-Jacques. La reine Marie de Médicis fit autoriser ce nouvel institut par des lettres patentes du roi, et se joignit à l'évêque de Paris pour en demander au pape la confirmation. Paul V par une bulle du mois de mai 1613 approuva cette institution sous le titre de congrégation de l'Oratoire de France, et confirma Pierre de Bérulle dans la qualité de supérieur général qui lui avait été conférée par les prêtres associés à son dessein. Cet établissement eut bientôt les plus grands succès. Plusieurs prêtres se joignirent successivement au Père de Bérulle, et une multitude de jeunes clercs vin-



rent se soumettre à sa conduite et se former sous sa direction aux vertus et aux fonctions sacerdotales. Ces ecclésiastiques, la plupart aussi distingués par la science que par le zèle et la piété, furent employés ensuite par les évêques, soit à faire des missions, soit à fonder des séminaires ou des collèges pour l'instruction de la jeunesse. Le cardinal de Gondi, évêque de Paris, fit donner à la nouvelle congrégation l'abbaye de Saint-Magloire pour y fonder un séminaire qui fut autorisé par lettres patentes de l'an 1618. Ce fut le premier séminaire établi à Paris. Vers le même temps, les oratoriens achetèrent près du Louvre une maison qui devint le chef-lieu de l'institut. Ils fondèrent quelque temps après une troisième maison à Paris, pour servir en quelque sorte de noviciat. Les pères de l'Oratoire de France, comme ceux de Rome, n'étaient unis par aucun vœu. Cette congrégation ne voulut point, selon les termes de Bossuet, d'autre esprit que l'esprit même de l'Église, d'autres règles que les saints canons, d'autres vœux que ceux du baptême et du sacerdoce, ni d'autres liens que ceux de la charité. Elle était gouvernée par un général perpétuel avec le conseil de trois assistans. Elle compta bientôt, soit en France, soit dans les Pays-Bas, un grand nombre de maisons, soit séminaires, soit collèges ou autres établissemens. Elle a produit une foule de savans dans tous les genres, des théologiens, des philosophes, des écrivains distingués, et surtout des prédicateurs célèbres. Pierre de Bérulle fut employé dans la suite par Louis XIII à plusieurs négociations importantes, et récompensé par le chapeau de cardinal des services qu'il avait rendus à l'Église et à l'État (1).

Les troubles se renouvelaient sans cesse en Allemagne, où les sectaires devenaient chaque jour plus puissans et plus audacieux. Les princes de la maison de Battenberg

(1) Spond. *Annal. eccl.* — D'Avrigny.

avaient établi les jésuites dans la Transylvanie en 1579 pour opposer une digue aux progrès de l'hérésie ; mais ces religieux, chassés en 1588 par les hérétiques, puis rétablis sept ans après, furent enfin définitivement bannis en 1607 par les états de la province. Leur maison de Clusembourg avait été détruite en 1603 par les sociniens. L'empereur Rodolphe tenta de soumettre la Transylvanie, et ses troupes obtinrent d'abord quelques succès ; mais Étienne Botskai, seigneur protestant, se rendit maître de cette principauté, où l'hérésie devint alors dominante. Gabriel Battori, qui lui succéda en 1608, acheva de ruiner la religion catholique. Elle ne fut rétablie que vers la fin du dix-septième siècle, par l'empereur Léopold, qui vint à bout de reconquérir la Transylvanie. Le luthéranisme avait fait aussi depuis longtemps d'immenses progrès dans la Hongrie, et l'archiduc Mathias, après avoir contraint l'empereur Rodolphe son frère à lui céder ce royaume en 1608, fut obligé, avant de monter sur le trône, d'accorder aux états le libre exercice de la confession d'Augsbourg dans toutes les villes, même dans celle où il choisirait sa résidence. Il accorda l'année suivante, mais avec quelques restrictions, la même tolérance aux protestans d'Autriche, qui s'étaient révoltés. Enfin l'empereur Rodolphe fit de son côté la même concession aux protestans de Bohême et de Silésie, mais ces ménagemens ne les empêchèrent pas de se révolter.

Les princes protestans renouvelaient sous le moindre prétexte la ligue qu'ils avaient conclue pour leur défense mutuelle, et ils convinrent en 1603 à Heidelberg, de tourner leurs armes contre un prince de leur communion qui embrasserait la religion catholique. Quelques mesures dont ils croyaient avoir à se plaindre devinrent l'occasion d'une confédération plus redoutable : comme les protestans avaient causé des troubles en 1606 à Donavert, ville libre de Souabe, l'empereur la mit au ban de l'empire, et commit l'exécution de la sentence au duc de

Bavière, qui se rendit maître de cette ville et se l'appropriâ pour se dédommager des frais de l'expédition. La ligue protestante en fit plusieurs fois des plaintes à l'empereur et ne fut pas écoutée. Quelque temps après, le duc de Clèves et de Juliers étant mort sans enfans, sa succession fut disputée par les deux maisons de Saxe par l'électeur de Brandebourg et par le comte palatin de Neubourg. L'empereur Rodolphe évoqua la cause à son tribunal, et ordonna que les terres du défunt seraient mises provisoirement en séquestre entre les mains de l'archiduc Léopold. L'électeur de Saxe y consentit ; mais l'électeur de Brandebourg et les autres princes protestans s'y opposèrent, et conclurent en 1609 une nouvelle ligue sous le nom d'*Union évangélique*, dont l'électeur palatin fut déclaré le chef. La plupart des villes impériales entrèrent dans cette ligue, qui se vit encore fortifiée bientôt par l'accession de la France et des états de Hollande. D'un autre côté, les princes catholiques, assemblés l'année suivante à Wurtzbourg, opposèrent à cette union séditieuse une ligue où entrèrent avec les électeurs ecclésiastiques, le duc de Bavière, les archiducs d'Autriche, et même deux princes protestans, savoir l'électeur de Saxe, qui espérait que l'empereur prononcerait en sa faveur, et le landgrave de Hesse-Darmstadt, qui avait un procès avec le landgrave de Hesse-Cassel pour la succession du comté de Marbourg, et qui cherchait à se rendre l'empereur favorable. Le duc de Bavière fut déclaré chef de cette ligue catholique, à laquelle accédèrent le pape et le roi d'Espagne. Il y eut d'abord quelques actes d'hostilité ; mais ensuite on convint d'une trêve qui se prolongea quelques années. Toutefois les troubles continuèrent en Bohême, où l'archiduc Léopold et Mathias se disputaient la couronne. Le premier était soutenu par l'empereur Rodolphe, qui voulait aussi lui faire obtenir la couronne impériale au préjudice de Mathias. Les deux partis en vinrent aux armes, et tandis que l'armée impériale rava-

geait les villes et les campagnes, pour se venger de l'opposition des Bohémiens, les hérétiques, de leur côté, se livraient à tous les excès du fanatisme contre le clergé et contre les choses saintes. Enfin Mathias fut couronné roi de Bohême en 1611, puis l'année suivante il fut élu empereur pour succéder à Rodolphe II, mort sans enfans. Cependant l'électeur de Brandebourg et le palatin de Neubourg, qui s'étaient réunis pour se saisir en commun des duchés de Clèves et de Juliers, se divisèrent bientôt pour le partage ; le premier s'assura les secours des Hollandais en se déclarant calviniste, et le second abjura l'hérésie et se fit catholique en 1614, pour se procurer l'appui des Espagnols et de la ligue de Wurtzbourg. La guerre se fit quelque temps entre les deux compétiteurs, ou plutôt entre leurs alliés, dont les troupes occupèrent de part et d'autre plusieurs places dans les domaines de la succession disputée.

Une trêve conclue en 1609 entre le roi d'Espagne et les états de Hollande avait assuré enfin après une guerre de quarante ans l'indépendance de cette république. Comme les deux partis se trouvaient également épuisés d'hommes et d'argent, ils en étaient venus à des négociations auxquelles prirent part le roi de France et d'autres princes de l'Europe. On ne put amener le roi d'Espagne à renoncer pour toujours à la souveraineté des provinces unies ; mais on conclut une trêve de douze ans qui eut tout l'effet d'une paix définitive. La république était reconnue provisoirement comme indépendante, elle demeurait en possession des villes qu'elle occupait, et ce qui n'était pas moins important, elle était libre de continuer le commerce des Indes, dont le roi d'Espagne, comme souverain du Portugal, avait prétendu jusqu'alors conserver seul le privilège. Henri IV, qui n'avait pas peu contribué à cette trêve, ne put cependant obtenir pour les catholiques de Hollande le libre exercice de leur religion. Les états de la république accordèrent seulement

de vive voix et sans en faire mention dans le traité , qu'ils ne seraient plus recherchés , ni inquiétés , pourvu que tout se passât dans leurs maisons , et se bornât aux gens de leurs familles. Vers le même temps, Philippe III, roi d'Espagne, publia un édit pour bannir de son royaume tous les Maures, que l'on distinguait des anciens Espagnols par le nom de nouveaux chrétiens. Quelques seigneurs qui se voyaient ainsi privés d'une grande partie de leurs vassaux , firent quelques représentations ; mais elles ne produisirent aucun effet. L'édit fut exécuté avec une grande rigueur, et tous les Maures furent chassés au nombre d'environ neuf cent mille, même ceux qui étaient prêtres, religieux , officiers du roi ou alliés des anciens chrétiens. On les accusait de pratiquer secrètement les superstitions de leurs pères, en sorte qu'ils furent maltraités partout où ils voulurent se retirer.

Henri IV avait fait de grands préparatifs de guerre, dont le but n'a jamais été bien connu, mais qui avaient probablement pour objet de soutenir la ligue protestante contre la maison d'Autriche, et comme il se disposait à se mettre en campagne, voulant confier le gouvernement à la reine, il la fit couronner à Saint-Denis, le 13 mai 1610, par le cardinal de Joyeuse. Mais le lendemain en se rendant à l'Arsenal pour conférer avec le duc de Sully, grand-maitre de l'artillerie, le roi fut assassiné par un scélérat , natif d'Angoulême et nommé Ravaillac. Ce monstre, profitant d'un embarras qui avait arrêté la voiture à l'entrée d'une rue étroite, monta sur une des roues et porta au roi deux coups de poignard , dont le dernier lui perça le cœur. Quelques gardes se jetèrent sur l'assassin pour le mettre en pièces ; mais le duc d'Épernon, qui se trouvait dans la voiture, parvint à les contenir et fit garder le scélérat pour le mettre entre les mains de la justice. La nouvelle de la mort du roi répandit partout la consternation. Le pape l'ayant apprise versa des larmes, et dit au cardinal d'Ossat : Vous avez perdu un bon



maître, et moi j'ai perdu mon bras droit. Tout le monde fut persuadé que cet horrible parricide était le résultat d'une conspiration, où l'on impliquait toutes sortes de personnes et même jusqu'aux courtisans qui étaient le plus en faveur. On fit bientôt courir le bruit que la mort du roi avait été annoncée à Naples, à Bruxelles et à Prague, plusieurs jours avant l'assassinat. Les ennemis des jésuites ne manquèrent pas surtout de les accuser comme complices, et selon quelques auteurs connus par leur haine contre cette société, Ravaillac aurait déposé qu'il avait dit en confession au père d'Aubigni, en lui montrant un couteau, qu'il était décidé à faire un grand coup. Mais il est certain par des preuves authentiques et par des témoignages irrécusables que dans tous ses interrogatoires comme dans les tortures, l'assassin persista constamment à soutenir qu'il n'avait aucun complice, qu'il n'avait jamais parlé de son dessein à personne, et qu'il s'était déterminé seul, dans la persuasion que le roi était toujours hérétique et fauteur de l'hérésie, et qu'en lui ôtant la vie on servirait également la France et la religion.

Comme Louis XIII, fils et successeur de Henri IV, était seulement dans sa neuvième année, la reine Marie de Médicis eut la tutelle du jeune roi et fut déclarée régente du royaume par arrêt du parlement le jour même de l'assassinat. Ce fut le duc d'Épernon qui obtint cet arrêt par des moyens qui ne laissèrent pas la liberté des suffrages. Il fit entourer par des troupes le couvent des Augustins, où le parlement s'était assemblé par ordre du chancelier, et il exposa les intentions de la reine en termes si menaçans, qu'on jugea bien qu'il n'y avait d'autre parti à prendre que celui d'obéir. Du reste, l'incapacité de la reine égalait son ambition, en sorte qu'on vit bientôt éclater des mécontentemens qui amenèrent enfin des guerres civiles. L'assassinat de Henri IV réveilla le zèle du parlement contre les maximes détestables qui pouvaient entretenir le fanatisme et compromettre la sûreté des rois. La



faculté de théologie eut ordre de s'assembler prochainement pour renouveler son décret rendu en 1413, et confirmé par le concile de Constance, contre la doctrine du tyrannicide, et le 4 juin, elle publia une censure où l'opinion de ceux qui enseignaient qu'il était permis en certains cas d'attenter à la vie des rois, était condamnée comme séditeuse, hérétique et impie. Quelques jours après, le livre latin de Mariana, intitulé *De rege et regis institutione*, fut condamné au feu par arrêt du parlement, comme renfermant des outrages contre le roi Henri III, et des maximes exécrables contre la sûreté et les droits des souverains. Ce jésuite espagnol soutient en effet qu'il est quelquefois permis de tuer les tyrans, quoiqu'il enseigne d'ailleurs qu'aucun particulier ne peut de son autorité privée mettre à mort un prince légitime. Cette restriction parut suffisante à quelques personnes pour entreprendre la défense de ce livre dans des écrits qui furent même approuvés par le docteur Duval et par quelques autres; tant il est difficile d'échapper entièrement à l'influence des préjugés de parti. L'arrêt du parlement portait que la censure prononcée le 4 juin par la Sorbonne serait lue tous les ans à pareil jour dans l'assemblée de la faculté, et publiée le dimanche suivant aux prônes de toutes les paroisses de la ville et des faubourgs. Mais l'évêque de Paris regarda cette dernière clause comme une entreprise sur ses droits, et en appela au conseil, où elle fut supprimée. Il donna en même temps aux jésuites une attestation dans laquelle il déclarait que tous les bruits injurieux qu'on faisait courir contre eux à l'occasion de la mort de Henri IV étaient de pures calomnies dictées par la haine aveugle de certaines gens contre un ordre que sa science et sa vertu rendaient également utile à l'Église et à l'État. D'un autre côté, pour mettre un frein à la témérité des particuliers, qui pouvaient ainsi par leurs écrits compromettre tout l'ordre, Aquaviva, général des jésuites, défendit, le 8 juillet, sous peine d'ex-

communication, à tous les sujets de la société de rien dire ou écrire qui pût autoriser d'aucune manière et sous aucun prétexte le parricide des rois.

Le parlement ordonna par un arrêt du 26 novembre de la même année 1610, la suppression du livre de Bellarmin, jésuite, sur la puissance du souverain pontife dans les choses temporelles. Ce cardinal y soutenait les mêmes principes qu'il avait déjà établis dans son traité du pontife romain, où il enseigne que le pape n'a pas reçu de Jésus-Christ, comme le prétendaient quelques théologiens ultramontains, une puissance directe et absolue sur les choses temporelles, mais seulement un pouvoir indirect qui a pour objet propre le bien de l'Église et de la religion, et qui donne au pape le droit de prononcer souverainement sur tout ce qui a rapport à cette fin, en sorte qu'il peut, quand il le juge nécessaire au salut des âmes et au bien de la religion, déposer les rois, abroger leurs ordonnances et casser leurs jugemens. Il s'efforce de prouver cette doctrine par un grand nombre de raisons et d'exemples, et soutient que si les chrétiens ne déposèrent pas autrefois Néron, Dioclétien, Julien l'Apostat, Valens et d'autres princes impies et hérétiques, c'est qu'ils n'étaient pas encore assez puissans pour exécuter un pareil dessein. Toutefois Sixte V, jugeant que Bellarmin restreignait trop la puissance du pape, avait fait mettre ce traité du pontife romain à l'*index*, d'où il ne fut tiré qu'après sa mort. Le parlement regarda, au contraire, la doctrine de Bellarmin comme tendant à favoriser la révolte, à autoriser les attentats contre la personne des souverains et à troubler la tranquillité des états.

Cependant, malgré toutes les attaques contre les jésuites, ils obtinrent la même année des lettres patentes qui les autorisaient à faire des leçons publiques sur toutes sortes de sciences, dans leur collège de Paris. Henri IV, en les rétablissant, avait cru devoir, par égard pour l'université, ajourner cette permission; mais la régente

s'empessa de la leur accorder. L'université forma opposition à l'enregistrement des lettres patentes, et l'affaire fut plaidée l'année suivante devant le parlement. Pierre de la Martelière, célèbre avocat chargé de parler pour l'université, fit un long plaidoyer où il reproduisit les accusations tant de fois renouvelées contre les jésuites, et enchérit encore sur tout ce qui avait été dit contre leur doctrine et leur conduite ; son discours excita de vifs applaudissemens, et fut imprimé quelques jours après et répandu avec profusion ; mais dans plusieurs provinces les magistrats le supprimèrent comme un libelle diffamatoire. L'avocat général Servin, en appuyant l'opposition de l'université, attaqua aussi les jésuites avec une extrême violence et demanda qu'on leur fit signer les quatre articles suivans : 1<sup>o</sup> que le concile est au-dessus du pape ; 2<sup>o</sup> que le pape n'a aucun pouvoir sur le temporel des rois et ne peut les priver de leurs droits par l'excommunication ; 3<sup>o</sup> qu'un prêtre qui sait par la voie de la confession un projet d'attentat ou une conjuration contre le roi ou contre l'état, doit le révéler au magistrat ; 4<sup>o</sup> que les ecclésiastiques sont sujets du prince et soumis à l'autorité séculière. Le parlement rendit un arrêt qui défendait aux jésuites de se livrer à l'instruction de la jeunesse dans la ville de Paris, sous peine de déchéance de leur rétablissement, avec injonction de souscrire à la doctrine de la Sorbonne concernant la sûreté des rois, le maintien de leur autorité et les libertés de l'Église gallicane, conformément aux quatre articles énoncés dans l'arrêt. Le nonce du pape se plaignit vivement de ces articles, et représenta surtout que le troisième était contraire à la doctrine de l'Église sur le secret de la confession, et que bien loin de contribuer à la sûreté de la personne des rois, il ne servirait qu'à ôter aux confesseurs le moyen de prévenir peut-être les attentats par la force de leurs remontrances ; car on conçoit bien qu'un pénitent n'ira pas s'accuser d'un attentat projeté,

s'il peut craindre la révélation du confesseur. La régente n'osa pas néanmoins pour le moment casser l'arrêt; mais elle obtint du parlement qu'on ne ferait pas mention des quatre articles, et qu'en parlant des libertés de l'Eglise gallicane on ajouterait : de tout temps gardées et observées dans le royaume. Il fut convenu de plus qu'on n'obligerait pas les jésuites à signer malgré eux; enfin l'an 1618, un arrêt du conseil leur permit définitivement d'ouvrir leur collège, qui devint bientôt un des plus célèbres de l'Europe.

Les jésuites commencèrent en 1611 des missions dans le Canada, où les Français avaient fait depuis quelques années des établissemens de commerce. Henri IV, sur le rapport d'un gentilhomme de Saintonge qui avait parcouru le grand fleuve Saint-Laurent et remarqué la situation avantageuse où fut bâtie la ville de Québec, encouragea ces établissemens, leur promit sa protection, et demanda au père Coton des missionnaires pour travailler à l'instruction des sauvages. Deux jésuites qui furent désignés pour ces fonctions apostoliques se disposaient à partir lorsque le roi mourut. Mais des calvinistes associés au commerce du négociant qui devait les conduire, protestèrent qu'ils ne souffriraient point l'embarquement des jésuites. Il fallut qu'une dame pieuse et zélée, la marquise de Guercheville, fit rompre l'association, en dédommageant les calvinistes qui avaient contribué à l'équipement du vaisseau. Les deux missionnaires partirent aussitôt, et malgré les obstacles que leur zèle rencontrait dans cette terre inculte, ils ne laissèrent pas de faire quelques catéchumènes et de baptiser un assez grand nombre d'enfans. Deux ans après on leur adjoignit deux autres jésuites; mais les Anglais, qui s'étaient établis depuis quelque temps dans la Virginie, ne voulant pas souffrir les Français si près d'eux, vinrent les attaquer, et les forcèrent tous à se rembarquer pour l'Europe. Cependant quelques années plus tard le duc de Ventadour

voulut procurer de nouveaux missionnaires au Canada. Il s'adressa au père Coton, qui lui en accorda trois, entre autres le père de Brébeuf, dont les travaux apostoliques furent récompensés par de grands succès et par la couronne du martyre. Ensuite, pour consolider la mission, le marquis de Gamaches fonda un collège de jésuites à Québec, petite ville que les Français venaient de bâtir pour en faire la capitale de leur colonie.

Une persécution éclata vers le même temps contre les missionnaires de Constantinople. Il y avait eu longtemps dans le faubourg de Péra cinq ou six paroisses; mais le nombre des catholiques était réduit à une vingtaine de familles, lorsque sous le règne de Henri III l'ambassadeur de France obtint du pape Grégoire XIII cinq jésuites qui travaillèrent à cette mission avec beaucoup de succès. Ils moururent bientôt après en servant les pestiférés, et les choses en demeurèrent là jusqu'à ce que le père Coton ayant engagé Henri IV à faire travailler à la conversion des schismatiques du Levant, l'ambassadeur de France fut chargé de négocier l'affaire auprès du Grand-Seigneur, qui écrivit au roi pour donner son agrément. Cinq jésuites français se rendirent alors à Constantinople, où ils arrivèrent en 1609. Mais l'ambassadeur de Venise n'oublia rien pour les décrier comme des espions du pape et les faire chasser. Il parvint ainsi à leur faire donner l'ordre de se retirer. Le baron de Salignac, ambassadeur de France, obtint par son zèle et son crédit la révocation de cet ordre, et bientôt on vit chez les missionnaires une telle affluence de schismatiques de toute condition, qu'ils pouvaient à peine suffire au travail. Cinq ou six ans plus tard, l'ambassadeur de Venise renouvela ses intrigues, et réussit à faire mettre en prison les missionnaires jésuites avec le père de Saint-Gal, franciscain et vicaire apostolique. Celui-ci ayant été saisi avec des lettres de recommandation signées de sa main pour des renégats convertis, fut étranglé dans sa

prison; car les Turcs ne souffrent point qu'on travaille à rendre les mahométans chrétiens, et les papes eux-mêmes ont recommandé aux missionnaires de borner leur zèle à la conversion des schismatiques, pour ne pas sacrifier une moisson très-abondante à l'espoir incertain de gagner un petit nombre d'infidèles. On ne laisse pas néanmoins de recevoir ceux qui se présentent d'eux-mêmes, surtout les renégats qui viennent à résipiscence, et de leur faciliter les moyens de sortir d'un empire où l'abjuration du mahométisme est un crime capital et irrémissible. Les jésuites furent saisis avec des écrits concernant la religion; mais heureusement l'interprète, qui leur était affectionné, en donna une explication si favorable, qu'ils furent déclarés innocens. Toutefois, l'ambassadeur vénitien, croyant plaire à la république, déterminâ le magistrat turc à recommencer le procès, et, malgré l'intervention de l'ambassadeur de France, quatre missionnaires furent renvoyés de Turquie. Deux seulement eurent la permission de demeurer comme attachés à l'ambassade française. Cependant l'empereur Mathias, ayant conclu alors une trêve avec les Turcs, fit stipuler expressément que les jésuites pourraient exercer librement leurs fonctions dans tout l'empire ottoman, et un grand nombre de ces religieux avec d'autres missionnaires de différens ordres passèrent successivement à Constantinople, d'où ils se répandirent dans la Grèce, dans la Syrie, dans la Perse et les autres provinces de l'Orient. Dès l'année 1615, deux jésuites avaient commencé la mission de Mingrélie, autrement l'ancienne Colchide, où leur zèle obtint de grands succès. Le métropolitain de Grangres, en Paphlagonie, écrivit au pape la même année, pour lui rendre obéissance comme au chef de toute l'Eglise. Le patriarche de Babylone tint, vers le même temps, un concile pour recevoir la profession de foi de Paul V, et se soumettre comme ses prédécesseurs à l'autorité du saint-siège. On a vu que plusieurs évê-



ques nestoriens s'étaient adressés au pape, vers le milieu du quinzième siècle, pour faire confirmer un patriarche qu'ils avaient élu, nommé Sulaca. Son successeur, Ebed Yesu, souscrivit aux décisions du concile de Trente, et depuis lors il y eut à Bagdad ou Babylone, jusqu'en 1653, un patriarche catholique, qui avait sous sa juridiction plusieurs métropolitains et un grand nombre d'évêques. Les nestoriens demeurés schismatiques avaient un autre patriarche qui résidait en Perse.

Les jésuites avaient formé depuis plusieurs années une chrétienté florissante dans la Chine, fermée si longtemps aux lumières de l'Évangile. On croit que l'apôtre saint Thomas y avait prêché la foi aussi bien que dans la Perse et dans les Indes, et cette conjecture est exprimée comme un fait certain dans un ancien Bréviaire chaldaïque de l'Église de Malabar. Elle semble confirmée aussi par l'histoire ancienne de la Chine, où il est dit qu'un étranger, admirable par ses vertus et par ses miracles, a prêché dans cet empire une doctrine céleste. Les nestoriens y répandirent le christianisme vers le milieu du septième siècle, et l'on a trouvé sur un ancien monument la preuve des progrès qu'y fit alors l'Évangile. C'est une longue table de marbre qui fut déterrée en 1625 dans les ruines d'un édifice public, près de Signafou, capitale de la province de Chensi, et sur laquelle étaient gravés avec une croix les articles fondamentaux de la doctrine chrétienne en caractères chinois, mêlés de quelques lettres syriaques. On y trouve les dogmes de la création, du péché originel, de la trinité, de l'incarnation, les principales circonstances de la vie de Jésus-Christ, et l'institution du baptême pour la rémission des péchés. On y lit aussi que ses ministres prient sept fois le jour pour les vivans et les morts, et qu'ils offrent le sacrifice toutes les semaines. Enfin, il y est fait mention de différens empereurs qui accueillirent favorablement les nouveaux prédicateurs, dont deux sont nommés, savoir, Olopuen, venu de la Ju-

dée en Chine l'an 636, et Ki-ho quelques années plus tard. L'empereur Taï-Tsoum, qui les reçut le premier, bâtit une église au vrai Dieu, et son fils Kao en fit bâtir dans toutes les provinces. Nous avons fait connaître les missions qui eurent lieu, vers la fin du treizième siècle, dans la Tartarie et dans la Chine, où les travaux apostoliques des franciscains et des dominicains obtinrent de grands succès. Mais les révolutions politiques survenues depuis, et surtout l'interdiction de l'entrée de la Chine aux étrangers, ne tardèrent pas à étouffer ces semences de christianisme. Saint François Xavier mourut au moment d'entrer dans cet empire. Peu de temps après, un autre jésuite nommé Nunez pénétra jusqu'à Canton avec des marchands portugais; mais l'inutilité de ses travaux le détermina bientôt à se retirer.

Enfin l'an 1583, le père Matthieu Ricci et deux autres jésuites italiens furent envoyés dans la Chine pour y prêcher l'Évangile, et parvinrent à s'introduire dans les provinces méridionales, où ils firent bientôt un grand nombre de conversions. Il y eut même des mandarins qui ouvrirent les yeux à la vérité, et qui embrassèrent le christianisme et protégèrent les missionnaires. Le père Ricci était parfaitement instruit de la langue et des coutumes chinoises, qu'il avait étudiées dans les Indes, au collège de Goa; il était en outre fort savant dans les mathématiques et les autres sciences, et joignait à toutes ces connaissances une grande facilité d'élocution et beaucoup de netteté et de méthode. Sa réputation parvint jusqu'à la cour, et il se rendit à Pékin, où il fut reçu par l'empereur Vanly avec de grandes marques de bienveillance. Il remit à ce prince avec quelques autres curiosités de l'Europe, des tableaux du Sauveur et de la sainte Vierge, et l'empereur les fit placer dans un lieu élevé du palais pour y être honorés. Tous les grands de la cour à l'exemple du souverain témoignèrent aux missionnaires les dispositions les plus favorables. Le père Ricci fut chargé par

l'empereur de dresser une carte géographique, et le disposa de manière à ne point choquer les idées d'un peuple ignorant et vain qui croit que la Chine est au milieu du monde. Il acquit une maison dans la capitale où il commença un établissement qui, au moyen des sciences européennes et surtout des mathématiques, très-estimées à la Chine, devint dans la suite un soutien puissant pour les missions de cet empire. Enfin après avoir converti un grand nombre de personnes et bâti une église à Pékin le père Ricci mourut saintement en 1610. Cependant les nouveaux chrétiens ne tardèrent pas à se voir en butte aux persécutions excitées par les calomnies des bonzes et de quelques mandarins. On fit courir le bruit que les missionnaires et les Chinois convertis conspiraient ensemble afin de livrer l'empire aux Européens. Cette imputation souleva contre eux de violentes tempêtes, surtout dans les provinces du Midi. Le père Martinez y fut arrêté, chargé de chaînes, cruellement frappé de verges et mourut dans les tourmens. D'autres missionnaires furent également condamnés à la bastonnade dans la province de Nankin, puis emprisonnés ou reconduits à Macao. Cet orage dura près de six ans; mais ensuite les missionnaires purent reprendre leurs fonctions en toute liberté. Comme leur nombre était insuffisant, les nouveaux chrétiens travaillaient eux-mêmes à la conversion de leurs compatriotes, et l'on vit parmi eux des mandarins parcourir leurs départemens pour y répandre les lumières de la foi. La Providence envoya bientôt un plus grand nombre d'ouvriers évangéliques. Les missionnaires dominicains se joignirent en 1631 à ceux de la compagnie de Jésus, et plusieurs autres, soit séculiers, soit religieux de différens ordres, vinrent successivement prendre part aux travaux de cette mission.

L'Église du Japon continuait de s'étendre, malgré des persécutions continuelles, dont nous avons différé de parler jusqu'ici pour en présenter l'histoire d'une manière sui-

vie. On a vu précédemment l'ambassade envoyée au souverain pontife en 1585, par quelques princes du Japon pour rendre hommage au chef de l'Église. Vers le même temps, la conversion d'un savant, nommé Dosam, dont la réputation était immense, contribua prodigieusement aux progrès du christianisme. Ayant eu occasion de conférer avec un missionnaire sur la nature de l'âme, qu'il croyait matérielle, il fut si bien convaincu de son erreur par les raisonnemens du missionnaire, que foulant aux pieds tout respect humain, il voulut se faire instruire plus à fond de nos mystères, et frappé de la beauté et des preuves du christianisme, il ne tarda pas à demander le baptême. Sept à huit cents personnes qui assistaient tous les jours à ses leçons dans la ville impériale suivirent toutes son exemple. Une foule d'autres les imitèrent, et il fallut bientôt construire de nouvelles églises. On entendait répéter de toutes parts : Dosam, qui sait tout, n'a point trouvé de religion meilleure que le christianisme. D'autres conversions non moins éclatantes faisaient admirer dans toutes les conditions les triomphes de la vérité et de la grâce. Le roi de Tango, craignant que la rare beauté de la reine, son épouse, n'attirât les regards de l'empereur, la tenait continuellement renfermée dans un palais où elle vivait dans une grande innocence. Comme il lui avait souvent parlé avec estime de la religion chrétienne, quoiqu'il fût lui-même idolâtre, elle résolut de se faire instruire et d'embrasser une religion si conforme à ses heureuses inclinations. Mais n'espérant pas obtenir le consentement du roi son époux, il lui fallut conduire dans un profond secret l'affaire de sa conversion. Elle fit connaître ses dispositions à une princesse royale avec qui elle était liée d'une étroite amitié, et la pria d'aller communiquer ses vœux et son embarras à un missionnaire. La princesse, qui n'avait pas moins d'inclination pour le christianisme, se fit baptiser elle-même, reçut le nom de Marie, et détermina par ses exhortations toutes les dames

du palais à se faire chrétiennes, puis retournant au missionnaire, elle se fit instruire parfaitement de la manière de conférer le baptême, et revint baptiser la reine, qui dès ce moment se fit admirer par la ferveur de sa piété, par sa tendre charité envers les pauvres, et par toutes les austérités de la pénitence. Quant à la princesse Marie, elle sacrifia généreusement toutes les espérances du monde, et se consacra entièrement à Dieu par le vœu de virginité. Tous ces faits se passèrent en l'absence du roi. Dès qu'il fut de retour, il se montra extrêmement irrité, et ordonna à la reine et à toutes les personnes de la cour d'abjurer une religion odieuse à l'empereur et qui pouvait le perdre lui-même. Mais ni les représentations, ni les menaces, ni les mauvais traitemens ne furent capables d'ébranler leur constance. Sur ces entrefaites, un des enfans du roi étant tombé dangereusement malade, la princesse Marie le baptisa, et l'enfant recouvra subitement la santé. Cette guérison miraculeuse désarma la colère du roi; il prit le parti de dissimuler, et n'inquiéta plus des personnes qu'il ne pouvait se défendre d'aimer et de révéler. La reine vécut encore douze ans dans la pratique de toutes les vertus chrétiennes. Elle périt ensuite victime de la jalousie barbare du roi son époux. Il l'avait laissée, pendant une guerre qui menaçait ses états, dans la ville très-forte d'Osaca, avec ordre à l'intendant de sa maison, si la place venait à être forcée, de trancher sur-le-champ la tête à la reine, pour qu'elle ne tombât pas entre les mains de l'ennemi. La ville ayant été prise en effet, l'intendant chercha tous les moyens de sauver la reine, et n'en voyant aucun, il alla se jeter à ses pieds et lui déclara l'ordre barbare qu'il avait reçu. Elle répondit tranquillement qu'étant chrétienne, elle ne redoutait pas la mort; puis elle entra dans son oratoire, et offrit à Dieu le sacrifice de sa vie, après quoi, elle fit venir les dames de sa suite, qui toutes étaient chrétiennes, les embrassa tendrement, et reçut enfin en prononçant les noms



de Jésus et de Marie, le coup qui lui trancha la tête.

Le dernier empereur, nommé Nobunanga, sans professer le christianisme, l'avait tellement protégé, qu'il était devenu la religion dominante dans plusieurs provinces et jusque dans la capitale de l'empire. Mais ce prince, abandonné à ses passions honteuses, résista à toutes les exhortations des missionnaires; et dans les vertiges d'un orgueil insensé, il se fit bâtir un temple et ordonna par un édit à tous ses sujets de venir y sacrifier. Les chrétiens méprisèrent cet édit, et l'empereur ne les inquiéta point. Mais la Providence n'en tira pas moins une vengeance exemplaire de cette horrible impiété. Nobunanga, décidé à réduire tous les petits rois du Japon à l'état de simples vassaux, avait déjà conquis plus de vingt royaumes, lorsqu'il périt assassiné dans une émeute, et pour comble de châtiment, son trône fut enlevé à sa postérité par un soldat parvenu, qui feignit de vouloir soutenir le petit-fils de l'empereur, et qui profita des circonstances pour s'emparer de la couronne. Cet usurpateur, nommé Taicosama, se montra d'abord favorable aux chrétiens, dont le nombre était trop grand pour ne pas les ménager dans les commencemens d'un règne mal affermi. La plupart des grands officiers de l'empire et une foule d'autres seigneurs distingués par leurs emplois, étaient chrétiens ou protecteurs déclarés du christianisme. Le premier ministre, le grand amiral, le colonel général de la cavalerie et le premier capitaine des gardes, nommé Ucondono, qui avait le commandement général des troupes, étaient au nombre des plus fervens adorateurs du vrai Dieu; et la considération dont ils jouissaient dans tout l'empire était si grande, que Taicosama, dans l'intérêt de son pouvoir, avait jugé à propos de les maintenir dans leurs charges; mais quand il crut sa puissance affermie, il n'écouta plus que les inspirations de sa haine contre une religion ennemie de ses honteuses débauches. Comme il faisait enlever partout les femmes et les filles



remarquables par leur beauté, un de ses favoris, nommé Tocom, qui de bonze était devenu recruteur du séisme se rendit pour cet infâme ministère dans le royaume d'Arima, dont presque tous les habitans étaient chrétiens, et les tentatives du ravisseur n'ayant servi qu'à faire repousser ignominieusement, il revint furieux auprès de l'empereur, qui alors échauffé par le vin, jura de faire décapiter toutes les femmes d'Arima. Les bonzes et les courtisans idolâtres profitèrent de l'occasion pour exciter ce prince à prendre des mesures contre les chrétiens qui résistaient ainsi à ses volontés, et qui bientôt, ajoutèrent-ils, si on leur permettait de se multiplier davantage, lui laisseraient plus aucune autorité dans l'empire. On ne manqua pas surtout de lui rendre suspecte la fidélité d'Ucondono; car cet officier, le plus accrédité des seigneurs chrétiens, s'était d'abord déclaré pour un fils de l'empereur défunt, et l'avait soutenu jusqu'à ce que le jeune prince eût lui-même ruiné ses affaires.

Taicosama, cédant aux impressions qu'on lui donna, fit signifier à Ucondono qu'il eût à choisir entre l'abjuration du christianisme ou le bannissement. Ucondono répondit qu'il ne balançait pas, et qu'il choisirait même, si le fallait, la mort la plus cruelle, plutôt que de manquer à la fidélité qu'il devait à son Dieu. Le bannissement chez les Japonais emporte une flétrissure infamante qui dévoue en quelque sorte le banni à la malédiction publique, et le réduit à n'avoir plus aucun commerce avec la société. Mais l'exil d'Ucondono ne lui attira que la vénération. Toute sa religieuse famille, ses nombreux vassaux et une foule d'officiers qui avaient servi sous lui redoublèrent d'affection et de respect pour ce généreux confesseur de la foi, et voulurent l'accompagner dans son exil. Un frère de l'empereur et d'autres seigneurs idolâtres, pleins d'admiration pour le courage et les vertus d'Ucondono, lui firent eux-mêmes des offres de services. Le roi de Fingo retira Ucondono avec toute sa suite dans

l'île de Junomiga, où les chrétiens vinrent en foule le visiter, et plusieurs renoncèrent à leurs emplois pour se fixer dans cet asile de l'innocence et de la paix. Bientôt après Taicosama porta un édit qui défendait de prêcher le christianisme et enjoignait à tous les missionnaires de sortir du Japon. Cet édit fut publié en 1596. On ordonna ensuite à tous les gouverneurs et à tous les princes d'obliger leurs sujets, par la persuasion ou par la force, à revenir à l'ancienne religion. Enfin il fut sévèrement défendu aux négocians portugais d'amener aucun ecclésiastique sur leurs vaisseaux.

Les missionnaires se retirèrent dans les états des princes chrétiens, d'où ils portaient secrètement les secours de leur ministère aux fidèles des autres royaumes. Le roi d'Arima les protégea ouvertement, et entreprit même de faire embrasser le christianisme à tous ceux de ses sujets qui étaient encore idolâtres. Le vieux roi de Bongo était mort en odeur de sainteté. Son fils apostasia, au moins pour un temps, devint même persécuteur et fit plusieurs martyrs, les premiers que la persécution déclarée ait donnés à l'Église du Japon ; mais la reine douairière, deux princesses sœurs du roi et les personnes les plus distinguées de la cour persévérèrent dans la foi avec un courage que les menaces et les violences ne purent ébranler. Le fanatisme des bonzes avait déjà excité des troubles dans ce royaume presque entièrement chrétien. Ils avaient secondé une invasion du roi de Saxuma et brûlé dans plusieurs villes les églises et tous les monumens du christianisme. On vit dans cette circonstance une femme chrétienne se signaler par un trait de courage qui montre jusqu'où le sexe le plus faible portait l'héroïsme. Elle se trouvait avec quelques centaines de sujets fidèles, hommes et femmes, dans un fort séparé par un bras de mer de la ville de Vosuqui, dont l'ennemi s'était rendu maître. Elle ne put voir sans indignation, au milieu des églises réduites en cendres, un temple d'idoles avec un superbe

monastère de bonzes, et se jetant à la nage pendant la nuit, elle franchit le bras de mer et alla mettre le feu au temple et au monastère ; après quoi repassant la mer elle rentra glorieuse dans la forteresse. Ce fut pendant ces révolutions du Japon et peu de temps avant la persécution que revinrent les ambassadeurs envoyés à Rome. Les témoignages qu'ils rapportaient de la tendresse paternelle du souverain pontife ne contribuèrent pas peu à soutenir la ferveur et la constance des nouveaux chrétiens. Ces ambassadeurs donnèrent eux-mêmes l'exemple d'un héroïque dévouement, et renonçant à toutes les grandeurs du siècle, ils entrèrent au noviciat des jésuites, afin d'augmenter le nombre des ouvriers évangéliques, devenus plus nécessaires que jamais.

Cependant l'empereur semblait disposé à ne pas faire exécuter rigoureusement son édit, lorsqu'un malheureux pilote espagnol ruina tout à coup par l'imprudence de ses discours les espérances que l'on commençait à concevoir. Comme on l'accusait de piraterie et que l'on menaçait de confisquer son navire, il crut intimider les Japonais par un vain étalage de la puissance du roi d'Espagne. Il leur dit que le soleil ne se couchait point sur les états du roi son maître, et apercevant une mappemonde, il fit voir l'immense étendue des possessions espagnoles dans les quatre parties du monde. Les Japonais étonnés lui demandèrent par quels moyens on avait pu réussir à former une si vaste monarchie. Le pilote, pour leur faire sentir ce qu'ils avaient à craindre du ressentiment de son souverain, leur répondit : Il nous suffit pour conquérir un pays que nos missionnaires y aient une fois mis le pied ; dès qu'ils ont converti une partie des peuples à notre religion, on envoie des troupes, qui viennent facilement à bout de réduire le reste. Ces propos rapportés à l'empereur produisirent une impression facile à comprendre. Sur ces entrefaites, quelques missionnaires franciscains récemment arrivés des îles Philippines, prêchèrent pu-

bliquement à Méaco, malgré la défense qui venait d'être publiée. Aussitôt l'empereur ordonna d'arrêter les missionnaires de cette ville et ceux d'Osaca, et de lui envoyer une liste de tous les chrétiens qui depuis sa défense avaient fréquenté les églises dans ces deux villes principales de l'empire. En conséquence le bruit courut bientôt dans les provinces qu'on allait faire mourir tous ceux qui refuseraient d'abjurer le christianisme, et l'on vit éclater parmi les fidèles de toute condition, de tout âge et de tout sexe, une telle ardeur pour le martyre, que les idolâtres en furent dans l'admiration. Ucondono, toujours prêt à donner l'exemple, vint se ranger parmi les missionnaires, dans l'espoir de partager leurs chaînes et leurs supplices. Il fut imité par deux fils du grand maître de la maison de l'empereur, qui ne purent être ébranlés ni par les représentations ni par les larmes de leurs parens désolés. Un de leurs cousins montra le même courage, et l'on vit un prince, parent de l'empereur et possesseur de trois royaumes, venir se renfermer chez les jésuites afin de mourir avec eux. Un autre prince, à peine baptisé, fit publier dans ses terres qu'il punirait sévèrement tous ceux qui, étant interrogés sur sa conversion, dissimuleraient la vérité. Un seigneur des plus puissans et des plus renommés par sa valeur, craignant qu'on n'osât pas venir le prendre, alla se présenter lui-même aux magistrats avec sa femme et deux enfans. Les femmes de qualité travaillaient en hâte avec leurs suivantes à se faire des habits magnifiques pour le jour de leur supplice, qu'elles appelaient le jour de leur triomphe. Les domestiques préparaient l'un son chapelet, l'autre son crucifix ou d'autres signes du christianisme, et paraissaient avec intrépidité devant les magistrats. On admirait surtout l'empressement des plus jeunes enfans à se faire inscrire dans le dénombrement des fidèles, et la vive appréhension qu'ils témoignaient d'échapper à la mort.

Deux femmes, qui toutefois ne furent pas proscrites

par l'empereur ou par les magistrats, devinrent les premières victimes de cette persécution. Un idolâtre avait une femme chrétienne qu'il voulut contraindre à abjurer la foi ; ayant employé sans succès tous les moyens, il la conduisit dans une forêt écartée, avec une esclave qui ne se montrait pas moins inébranlable ; et là, tirant son sabre, il menaça de leur trancher la tête. Comme elles ne parurent nullement effrayées, il trancha en effet celle de l'esclave. Sa femme aussitôt se jette à genoux, et attend tranquillement la mort. Mais le mari, qui l'aimait éperdument, prit le parti de ne plus l'inquiéter. Une jeune personne de qualité, faite esclave pendant les troubles du royaume de Bongo, était tombée entre les mains d'un idolâtre dont sa chasteté n'eut pas moins à craindre que sa religion. Elle lui résista avec une fermeté courageuse, et pour attirer sur elle des grâces plus abondantes, elle fit vœu de virginité. Le séducteur, au désespoir, la livra à des débauchés qu'elle mit en fuite par l'énergie de son courage. Il lui fit déchirer tout le corps à coups de fouet ; il menaça de la mettre à mort, et voyant qu'elle méprisait également ses violences et ses menaces, il la traîna au lieu des exécutions criminelles, où il la poignarda de ses propres mains.

Cependant la nouvelle arriva bientôt qu'on ne ferait mourir que les missionnaires arrêtés à Osaca et à Méaco, avec les chrétiens qui s'étaient alors trouvés chez eux. Ils étaient gardés avec si peu de soin, qu'ils auraient pu aisément s'enfuir. Mais quand les simples fidèles témoignaient tant d'ardeur pour le martyre, les missionnaires n'avaient garde de vouloir, eux-mêmes, se priver de cette couronne. L'empereur, sur le dernier rapport qu'on lui fit au mois de décembre 1596, ordonna que les prisonniers, après avoir eu le nez et les oreilles coupées, seraient promenés ignominieusement sur des charrettes, dans les villes de Méaco, d'Osaca et de Sacai, puis crucifiés à Nangasaki. La sentence portait qu'ils étaient condamnés



pour avoir séjourné au Japon sans permission de l'empereur, et pour y avoir prêché contre sa défense la loi des chrétiens. Les prisonniers étaient au nombre de vingt-quatre, parmi lesquels on comptait neuf religieux : savoir, trois jésuites japonais, dont un prêtre nommé Paul Miki, et deux novices, Jean Soan et Jacques Kisai, et six franciscains, Pierre Baptiste leur supérieur, Martin d'Aguires et François Blanco, prêtres, avec trois frères nommés Philippe de Las Casas, François de Parilha et Gonsalve Garcia; les autres étaient des domestiques ou des catéchistes attachés aux religieux de Saint-François, et surpris avec eux dans leur maison. Un de ceux-ci nommé Matthias ne se trouva point quand on vint les prendre pour l'exécution de leur sentence. Comme l'huissier chargé de faire l'appel répéta plusieurs fois le nom de Matthias, un chrétien, logé dans le voisinage, accourut et lui dit : Voici Matthias; ne vous inquiétez pas du prisonnier; j'ai le même nom et la même religion. L'huissier répondit : Cela suffit. Et le généreux chrétien, plein de joie de se voir ainsi destiné au martyre, se joignit à la troupe des confesseurs. Un enfant de douze ans, nommé Louis, avait été pris avec deux autres un peu plus âgés qui servaient à l'autel chez les franciscains. On eut pitié de sa grande jeunesse, et on refusa quelque temps de le mettre sur la liste des chrétiens dont on envoyait les noms à l'empereur; mais il témoigna tant de chagrin qu'on prit le parti de l'inscrire avec les autres.

On conduisit à pied les vingt-quatre prisonniers dans une place de Méaco, où l'on se contenta de leur couper une oreille; puis on les promena sur des charrettes, au milieu d'un peuple innombrable qui ne put voir sans admiration les transports de leur joie, ni s'abstenir surtout de blâmer hautement la condamnation des trois enfans. Quelques fidèles couraient après les gardes, et leur demandaient en grâce de les faire monter eux-mêmes sur les charrettes. Il y en eut deux qui montrèrent une ar-



deur si extraordinaire , que les gardes, après leur avoir demandé s'ils étaient chrétiens, les joignirent de leur propre autorité aux vingt-quatre confesseurs. Le voyage des martyrs fut une sorte de mission éclatante, qui produisit de nombreuses conversions. Ils ne cessaient point de prêcher Jésus-Christ dans tous les lieux où ils passaient. Le père d'Aguirre et le père Miki, entre autres, parlaient avec tant de force et d'onction, que les ministres mêmes de la tyrannie disaient qu'il était impossible de les entendre sans avoir quelque envie d'embrasser leur loi. Aux approches de Nangasaki, le magistrat qui devait présider à l'exécution vint reconnaître les prisonniers, et touché de compassion pour le jeune Louis, il lui offrit de le délivrer s'il voulait renoncer à Jésus-Christ. Mais l'enfant rejeta cette proposition avec horreur. Le magistrat ne réussit pas mieux auprès d'un autre enfant nommé Antoine, qu'il espérait gagner plus facilement parce qu'il le voyait entouré de ses parens, qui se montraient inconsolables de sa perte. Non-seulement le jeune confesseur méprisa toutes les promesses qu'on lui faisait au nom de l'empereur, mais, prenant sa mère à part, il lui représenta qu'il ne convenait pas à une mère chrétienne de pleurer la mort d'un fils martyr, comme si elle ne connaissait pas le prix d'un tel sacrifice. On choisit pour le lieu du supplice, à peu de distance de Nangasaki, une colline qui dans la suite fut nommée bien justement la Montagne des martyrs. Jamais lieu dans l'univers ne fut arrosé plus abondamment du sang des chrétiens. On y conduisit les confesseurs, le 5 février 1597, et pendant qu'on élevait les croix, ils chantèrent le cantique *Benedictus*, après quoi le père Miki fit une exhortation touchante, qui n'attendrit pas moins les idolâtres que les fidèles, et qui fut suivie d'une prière pour les bourreaux. Les enfans, de leur côté, chantèrent le psaume *Laudate pueri Dominum*. Enfin, on attacha les martyrs sur les croix avec des cordes, et les bourreaux leur percèrent

le cœur avec une lance. La sainteté de ces martyrs fut attestée par des prodiges qui déterminèrent, trente ans après, le pape Urbain VIII à prononcer leur béatification.

Taicosama, le premier empereur qui ait persécuté les chrétiens du Japon, n'en fit mourir toutefois que le petit nombre dont nous venons de parler ; mais son exemple et ses défiances politiques se transmirent à ses successeurs, et causèrent enfin, avec le massacre d'une multitude innombrable de chrétiens, la destruction du christianisme dans l'empire. Ce prince mourut en 1598, ne laissant qu'un fils en bas âge, sous la tutelle d'un régent et d'un conseil qui ne tardèrent pas à se brouiller. Le régent prévalut enfin, et, soit par estime pour la religion chrétienne, soit que l'intérêt de son ambition lui imposât des ménagemens, il permit aux missionnaires de rentrer dans leurs anciens établissemens. Ce calme passager augmenta prodigieusement le nombre des fidèles. Cependant le roi de Fingo, un des plus zélés chrétiens, fut enveloppé dans la disgrâce des conseillers de la régence, et son royaume donné à l'un des généraux de l'empire. Le nouveau roi, sans considérer qu'il y avait dans son petit état plus de cent mille chrétiens fervens et bien instruits, entreprit de faire embrasser les superstitions absurdes de l'idolâtrie à toute la noblesse de Iatuxito, une de ses principales villes ; mais voyant qu'on méprisait ses ordres, il les restreignit à deux seigneurs des plus distingués, Jean Minami et Simon Taquenda, dont l'exemple contribuait surtout à encourager les autres. Leurs amis idolâtres mirent tout en œuvre, mais en pure perte, pour les engager à se soumettre aux volontés du roi. Sitôt que Minami eut appris qu'il était condamné, il se rendit chez le gouverneur, qui après lui avoir fait encore inutilement les plus vives instances, lui montra son arrêt de mort signé de la main du roi. Le généreux confesseur répondit qu'il ne souhaitait rien tant que de sacrifier

sa vie pour son Dieu. On le fit alors passer dans une pièce voisine, où il fut décapité dans la trente-cinquième année de son âge. Le gouverneur, lié d'une étroite amitié avec Taquenda, se rendit lui-même dans la maison de cet ami chrétien, pour essayer tous les moyens d'attendrir un homme qu'il n'espérait pas effrayer. Dès qu'il l'aperçut, il fondit en larmes, et s'adressant à la mère du confesseur, il la conjura par les motifs les plus pressants de se joindre à lui pour déterminer son fils à ne pas courir aveuglément à sa perte. Je n'ai autre chose à dire à mon fils, répondit la courageuse mère, sinon qu'il ne saurait acheter trop cher une couronne éternelle. Le gouverneur prit son ami en particulier, et le conduisit chez un autre ami païen, où tous les efforts imaginables ne réussirent pas mieux à vaincre sa constance. Enfin, comme les ordres pressaient, il renvoya Taquenda chez lui, et le fit suivre par un homme chargé de l'arrêt et de l'exécution. Le confesseur, après quelques moments de prière, alla faire ses adieux à sa mère et à sa femme. Celle-ci, le regardant déjà comme un saint martyr, se prosterna respectueusement à ses pieds, et le pria de lui couper les cheveux, parce qu'elle faisait vœu, lui dit-elle, de consacrer au moins sa vie et sa personne au Seigneur, si elle n'avait pas le bonheur de mourir pour lui. Bientôt après arrive un ami qui avait eu la faiblesse de renoncer à Jésus-Christ. Il court embrasser le confesseur et se reprochant sa lâcheté, il promet de la réparer sans délai. Taquenda, comblé de joie, se prosterne devant un crucifix pour offrir à Dieu le sacrifice de sa vie, et présente sa tête à l'exécuteur, qui la tranche d'un seul coup.

La force de la grâce élevait les âmes chrétiennes à un tel degré d'héroïsme, que la mère et l'épouse du martyr, après avoir été tranquilles spectatrices de sa mort, eurent encore le courage de baiser respectueusement sa tête; après quoi elles se retirèrent dans un cabinet écarté où elles demandèrent à Dieu, pendant le reste du jour,

d'avoir part à la même couronne. Leur prière n'était pas achevée, que la veuve de Minami, nommée Madeleine, vint avec un neveu de sept à huit ans, qu'elle et son mari avaient adopté, leur apprendre que le roi les avait aussi condamnées et qu'elles seraient crucifiées toutes les trois pendant la nuit. C'était la première fois qu'on ordonnait le supplice de la croix contre des personnes de ce rang, en sorte qu'on attendit pour les y conduire que le jour fût tombé. La mère de Taquenda pria les bourreaux de la clouer à sa croix comme Jésus-Christ, ce qu'elle ne put obtenir malgré toutes ses instances; mais leur inhabileté ou leur émotion servit à prolonger son supplice. Le premier coup, porté d'une main tremblante, ne l'épargna que pour la faire souffrir davantage; il fallut la percer de nouveau pour lui ôter la vie. La constance de l'enfant, fils adoptif de Minami, fut mise à la même épreuve. Le fer de la lance ne fit que glisser en lui faisant une large blessure. Sa mère adoptive, qui était en face de lui, attachée à sa croix, frémit à la vue du danger que courait la foi d'un enfant si faible, et lui cria d'invoquer Jésus et Marie. L'enfant était aussi tranquille que si on ne l'eût pas touché; il fit ce que sa mère lui suggérait, et reçut un second coup dont il expira sur-le-champ. Le bourreau plongea ensuite son fer dans le sein de Madeleine. Il ne restait plus que la veuve de Taquenda. Sa jeunesse, ses vertus et sa rare beauté attendrirent tellement les exécuteurs, que chacun d'eux refusa de porter les mains sur elle. Il fallut recourir, par l'appât d'un vil salaire, à quelques misérables, si maladroits qu'ils lui portèrent plusieurs coups avant de la faire mourir. Elle souffrit tout avec une admirable tranquillité, et ne cessa de prononcer les noms de Jésus et de Marie qu'en cessant de vivre. L'exemple de ces héroïnes excita une incroyable émulation de ferveur et de courage parmi les chrétiens, et dut convaincre le tyran qu'il tenterait vainement de les soumettre à ses

ordres impies par la terreur des supplices. Les prière et le sang des martyrs obtinrent même la grâce de la foi pour leurs bourreaux. L'exécuteur qui avait décapité Taquenda, prenant avec exécution le sabre dont il s'était servi, vint le jeter aux pieds de l'évêque du Japon, et les larmes aux yeux, lui demanda le baptême.

Quelque temps après, deux seigneurs qui, au défaut des missionnaires bannis du Fingo, contribuaient principalement à maintenir la foi et la piété dans ce royaume furent arrêtés avec quelques autres chrétiens. Après avoir languï pendant quatre ans dans une prison si dure qu'un autre confesseur y périt de misère, ces deux seigneurs furent tirés la corde au cou pour être conduits au supplice. Chacun d'eux avait un fils, dont l'un, nommé Thomas, était âgé d'environ douze ans, et l'autre, nommé Pierre, n'en avait que six. Deux soldats furent détachés pour aller chercher dans la maison paternelle ces deux enfans, condamnés aussi à la mort. Dès que Thomas eut appris sa condamnation, il mit ses plus beaux habits courut au devant de ceux qui le cherchaient, embrassa son père avec un transport de joie inexprimable, et fut décapité avec les deux confesseurs. Pierre arrive bientôt après, tenant le soldat par la main, et faisant éclater sa joie au milieu d'une foule de spectateurs dont la plupart ne pouvaient retenir leurs larmes. Le premier objet qui se présente à ses yeux est le corps de son père, nageant dans son sang. Il s'en approche respectueusement, se met à genoux, joint ses mains innocentes et attend tranquillement le coup de la mort. Ce touchant spectacle fit éclater des sanglots dans la foule, et les bourreaux eux-mêmes furent tellement attendris, qu'il fallut recourir à un esclave pour l'exécution. Il déchargea plusieurs coups sur la tête et sur les épaules de cette tendre victime sans qu'elle jetât seulement un cri. On avait sauvé la fille d'un de ces martyrs, et on la fit passer secrètement dans le royaume d'Arima. Quoiqu'elle fût sans bien et sans appui, un sei-

gneur qui se disposait à marier son fils , et qui par son rang et sa fortune pouvait choisir entre les meilleurs partis du royaume , leur préféra cette orpheline étrangère , par cette seule considération qu'elle était la fille d'un martyr.

On vit à Osaca, ville impériale, un exemple admirable de la force de la grâce dans l'âge le plus tendre. Deux enfans au-dessous de douze ans, dans l'attente d'une persécution générale , se présentèrent d'eux-mêmes à un missionnaire, demandèrent le baptême avec les plus vives instances, et comme le prêtre hésitait , ils se jetèrent à genoux et protestèrent qu'ils ne sortiraient point de l'église sans être baptisés. Le missionnaire, touché de cette ferveur, les interrogea sur la foi chrétienne, et les trouvant suffisamment instruits , il consentit enfin à leur administrer le baptême. Le plus jeune des néophytes se procura quelques jours après une image de dévotion et l'exposa dans sa chambre. Son père, qui était un idolâtre forcené, ne l'eut pas plus tôt aperçue, que se livrant aux emportemens de la plus violente fureur, il demanda à son fils s'il était chrétien, et lui dit que s'il n'adorait à l'instant les dieux de l'empire, il lui fendrait la tête. Mon père, répondit l'enfant avec tranquillité, vous pouvez me faire tout ce qu'il vous plaira ; mais je suis chrétien et je le serai jusqu'au dernier soupir. Le père ne se possédant plus, prend cet enfant, lui arrache ses habits, et l'ayant suspendu tout nu par les bras , il le met tout en sang à coups de fouet, sans pouvoir ébranler sa constance. Enfin ce corps délicat n'étant plus qu'une plaie, le père détacha son fils, et ne lui donnant qu'une chemise pour vêtement, il le tint exposé en cet état aux insultes de toute sa maison. Le jeune confesseur n'opposait qu'une douceur angélique à tant d'indignités. Il fallut pour y mettre fin en instruire le gouverneur, qui, tout païen qu'il était, fit venir le père, et lui reprocha sa barbarie avec indignation (1).

(1) Charlevoix, *Hist. du Japon.*



Cependant, comme la persécution demeura suspendue ou ralentie pendant quelque temps dans presque toutes les provinces du Japon, de nouveaux ouvriers évangéliques vinrent en foule s'associer aux travaux de cette mission florissante. On y compta bientôt plus de cent trente jésuites, un grand nombre de religieux de différens ordres, particulièrement des franciscains et des dominicains, et plusieurs prêtres séculiers. Mais en 1613, la persécution se renouvela partout avec une incroyable violence, et l'on doit remarquer, à la honte des sectaires, que ce fut le sordide intérêt d'une nation hérétique qui en devint l'occasion. Les Hollandais, jaloux du riche commerce que les Espagnols et les Portugais faisaient au Japon, ne craignirent pas de sacrifier la religion à leur cupidité et de contribuer eux-mêmes à la destruction du christianisme. Ayant aperçu quelques navigateurs espagnols qui sondaient la côte orientale du Japon pour en reconnaître les écueils, ils firent entendre aux Japonais, jusque là indifférens à cette manœuvre, qu'en Europe on la regardait comme un acte d'hostilité, et que les Espagnols pourraient bien avoir quelque dessein sur le Japon; que c'était une nation ambitieuse qui voulait tout envahir; que ses prêtres, dispersés partout sous prétexte d'étendre la religion, lui servaient à gagner les peuples et à les détacher de leurs souverains légitimes, et que par cette raison, les rois d'Angleterre, de Danemark, de Suède, la république de Hollande et la plupart des princes d'Allemagne, avaient chassé de leurs états ces prédicateurs dangereux. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller toutes les défiances politiques, et bientôt après le régent publia un édit qui proscrivait pour toujours la religion chrétienne dans toute l'étendue de l'empire. Il se contenta néanmoins pendant quelque temps d'exiler quelques-uns des principaux seigneurs de la cour; mais dans la foule des petits rois qui relevaient de l'empire au nombre de soixante-douze, il s'en trouva plu-

sieurs qui s'empressèrent de répandre le sang chrétien.

Le fils aîné du roi d'Arima, quoique chrétien aussi bien que son père, s'était oublié jusqu'à répudier sa vertueuse épouse, nommée Julie, dont il avait des enfans, pour épouser une femme intrigante et ambitieuse qui le porta bientôt à toutes sortes de crimes. Elle le détermina à renoncer au christianisme, et à calomnier son père auprès de l'empereur qui l'exila d'abord, et qui ensuite sur des calomnies réitérées lui fit trancher la tête. Le nouveau roi d'Arima ne fut pas plus tôt sur le trône encore dégouttant du sang de son père, qu'il entreprit d'abolir le christianisme dans ce royaume, où la piété des deux rois précédens n'avait presque pas laissé un idolâtre. Il commença par ordonner à ses sujets sous les menaces les plus terribles de lui prêter serment de fidélité par les dieux de l'empire, et sévit ensuite contre quelques-uns des chrétiens les plus considérables pour intimider la multitude. La reine répudiée, dont la jeunesse, la beauté et la vertu inspiraient autant de jalousie que d'inquiétude à sa rivale adultère, fut condamnée au bannissement et réduite à passer le reste de ses jours sous une hutte de paille où elle manquait de tout. Mais la vivacité de sa foi lui fit goûter dans ce dénûment une satisfaction qu'elle protesta n'avoir point éprouvée dans sa plus brillante fortune. Les premières fureurs de la persécution s'exercèrent contre une famille illustre dont le chef, nommé Thomas Onda, se trouvant à la cour, fut sommé par le roi lui-même d'abjurer sa religion. Il répondit qu'il était disposé à souffrir la mort, s'il le fallait, plutôt que de renoncer à Jésus-Christ; puis il se retira, et ne pensa plus qu'à se disposer au martyre. Cependant un de ses amis vint lui conseiller de disparaître pour un temps ou du moins de mettre ses enfans en lieu de sûreté. Je m'en garderai bien, répondit ce généreux confesseur, nous ne saurions être mieux, moi et mes enfans, que dans un lieu où nous pouvons espérer une couronne immortelle. Le lendemain le gouver-

neur le fit mander sous prétexte de quelques affaires. Thomas Onda, prévoyant bien de quoi il s'agissait, fit ses adieux à sa mère et à sa femme, bénit ses enfans, et après avoir prédit à son frère Matthias qu'on ne tarderait pas à le mander aussi, il se rendit plein de joie chez le gouverneur. Celui-ci, après l'avoir entretenu quelques instans, se fit apporter un sabre, et en déchargea un si grand coup sur la tête du martyr qu'il le fit tomber mort sur la place. Matthias fut mandé à son tour et eut le même sort. On vint ensuite annoncer à Marthe leur mère, qu'elle était condamnée pour le même sujet avec les enfans de Thomas, dont l'un avait douze ans et l'autre dix. La pensée qu'ils allaient mourir martyrs les transporta de joie. La veuve de Thomas, qui n'était pas comprise dans la proscription, se montra inconsolable de leur survivre, et dit à ses enfans : Allez rejoindre votre père dans la cour céleste, et gardez-vous bien de laisser paraître la moindre frayeur, à la vue d'un supplice qui n'est qu'un passage au bonheur éternel. Aussitôt les deux enfans avec leur aïeule furent conduits au lieu de l'exécution, où ils se mirent à genoux en prononçant les noms de Jésus et de Marie, et furent décapités.

Comme cette exécution n'inspirait pas aux chrétiens la terreur qu'on avait espérée, le roi eut recours à des supplices plus rigoureux, et condamna bientôt après trois seigneurs chrétiens à être brûlés vifs avec leur famille. Il y eut alors quelques apostats ; mais ils ne tardèrent pas à réparer d'une manière éclatante le scandale de leur faiblesse. Du reste, la multitude montra si peu d'effroi, qu'à la nouvelle de l'exécution on vit arriver à Arima quinze à vingt mille chrétiens de la campagne, attirés par l'espérance du martyre. Le gouvernement eut d'abord quelque inquiétude, mais ayant reconnu qu'ils étaient sans armes et ne demandaient qu'à mourir, il prit le parti de les laisser en repos. Cette troupe se joignit le jour de l'exécution aux chrétiens de la ville, qui n'étaient pas

moins nombreux , et tous ensemble, tenant un chapelet ou un cierge à la main , ils accompagnèrent les martyrs en procession jusqu'au lieu du supplice. Les martyrs des trois familles étaient au nombre de huit ; Adrien Mondo avec Jeanne sa femme , une fille de vingt ans , nommée Madeleine, et un fils, nommé Jacques, âgé de douze ans ; Léon Lugiemon avec Marthe sa femme, et Léon Caniemon avec un fils de vingt-sept ans qui se nommait Paul. Ils furent attachés à des poteaux que l'on avait plantés à trois pieds de distance du bois qui les environnait , de sorte que les martyrs, brûlés à petit feu, endurèrent pendant longtemps des douleurs atroces qui ne servirent qu'à faire éclater davantage leur admirable constance et la force toute-puissante de la grâce. On les voyait joyeux et tranquilles , les yeux fixés au ciel , et comme déjà en participation du bonheur qui les attendait. Les liens du jeune Mondo étant rompus par le feu , il se mit à courir au milieu des flammes, et les fidèles craignirent qu'il ne cherchât à s'échapper ; mais on le vit arriver auprès de sa mère, l'embrasser étroitement et mourir avec elle. Sa sœur Madeleine, à moitié brûlée, prit des charbons ardents qu'elle mit sur sa tête en forme de couronne, et chanta les louanges de Dieu jusqu'au moment où elle expira.

Le courage de ces martyrs et de plusieurs autres qui montrèrent la même constance redoubla tout à la fois l'intrépidité des chrétiens et la fureur du roi d'Arima, qui ne se borna bientôt plus à des exécutions particulières. Dix mille hommes bien armés et divisés en trois corps parcoururent le royaume pour contraindre les fidèles à abjurer leur religion. Dès qu'ils arrivaient dans une ville on dressait des tribunaux dans les places publiques, où des commissaires royaux faisaient citer les chrétiens. On les appelait par leur nom, et à mesure qu'ils se présentaient on les faisait tenailler avec des pinces de fer , on les traînait par les cheveux, on les foulait aux pieds et

on leur infligeait de si cruelles bastonnades que plusieurs demeuraient souvent comme morts sur la place ; mais ils paraissaient insensibles aux tortures, et ceux qui attendaient le moment d'être appelés faisaient retentir leurs chants d'allégresse et les louanges du vrai Dieu. Les juges, ayant recours à des tortures plus cruelles afin d'en ébranler au moins quelques-uns, imaginèrent de leur faire broyer les jambes entre des poutres hérissées de pointes de fer. Enfin, comme on ne pouvait vaincre leur constance et les faire mourir tous, on prit le parti d'en choisir quelques-uns des principaux, dont les corps furent taillés en pièces. La principale division de cette armée de bourreaux était commandée par un officier nommé Fascongava, qui était parvenu de la condition la plus abjecte au gouvernement de Nangasaki, et dont la servilité cruelle secondait à merveille les fureurs du tyran. Il serait trop long de raconter en détail toutes les barbaries qu'il exerça dans les villes d'Arima, d'Obama, de Cochino-tzu et dans beaucoup d'autres endroits. On peut en juger par les tortures qu'il fit subir aux chrétiens de Cochino-tzu. On les faisait comparaître cinq à cinq ; on leur liait les mains derrière le dos, puis on les jetait si rudement à la renverse, que plusieurs eurent les membres cassés, et que le sang leur coulait souvent par le nez et par les oreilles. Ensuite, après les avoir laissé respirer quelque temps, on les dépouillait de leurs habits, on les jetait de nouveau par terre, on leur foulait aux pieds le visage et on les piquait avec des pointes de fer dans les endroits les plus sensibles. Quand on les vit réduits à une faiblesse extrême et en quelque sorte épuisés par la douleur, on les pressa de renoncer au christianisme ; mais ils repoussèrent unanimement cette proposition avec horreur. Alors on inventa d'autres tortures ; on les étendit sur le ventre avec d'énormes pierres sur les reins, puis au moyen d'une poulie on les élevait par les pieds et par les mains, de sorte que leur corps se repliait vio-

lemment et quelquefois se brisait sous le poids dont il était chargé. On leur serrait les jambes, comme on avait déjà fait ailleurs, entre des poutres hérissées de pointes ; on leur brisait les dents avec des cailloux, et il y en eut plusieurs à qui on creva les yeux. Enfin on leur coupa les doigts des pieds, et on leur imprima le signe de la croix sur le front avec un fer rouge. Vingt-deux moururent sur la place ; les autres furent remis dans leurs maisons, où la plupart, selon toute apparence, ne survécurent pas longtemps. L'ardeur pour le martyre était si grande, que soixante chrétiens se rendirent sur la place sans être cités, et dans un autre endroit où les fidèles devaient être brûlés à petit feu, on en vit un grand nombre se présenter avec des cordes et des poteaux et faire valoir cette considération pour obtenir la préférence. Ailleurs on vit un jeune homme de condition, malgré les gardes qui le repoussaient, se ranger parmi les chrétiens que l'on tourmentait le plus cruellement.

La même ardeur se manifestait dans toutes les parties de l'empire. Les femmes se montraient en public avec toutes les marques extérieures de la vraie religion et se rassemblaient par troupes dans les maisons les plus exposées. Les enfans couraient au devant des gardes avec des images ou des chapelets à leur cou ; de petites filles de sept à huit ans, pour ôter à leurs parens toute inquiétude à leur sujet, promettaient d'engager les bourreaux à les faire mourir les premières ; d'autres offraient de prendre à la main des fers rouges, pour faire voir leur résolution de se laisser brûler vifs. Les cruautés qu'on vient de voir produisirent dans le royaume d'Arima une multitude prodigieuse de confesseurs et de martyrs. Il en fut de même dans beaucoup d'autres royaumes dont les souverains dissolus n'avaient pas moins de haine contre le christianisme. Le régent, après son édit, voulant enlever à l'Église du Japon ce qu'elle avait de plus puissans appuis, fit transporter dans les montagnes sauvages du nord



soixante-treize familles des plus illustres, hommes, femmes et enfans, et il bannit de tout le Japon les princes et les seigneurs les plus distingués par leur mérite. On remarque au nombre de ces bannis Ucondono avec le roi de Tomba et le prince Thomas son fils, âgé d'environ trente ans. Nous croyons devoir citer quelques fragmens d'une lettre adressée par ce dernier aux fidèles de Cumanato, et remplie des plus admirables sentimens : « J'ai appris avec bien de la douleur, mes très-chers frères, leur écrivait-il, que la persécution a fait quelques apostats ; mais le nombre infiniment plus grand de ceux qui sont demeurés inébranlables fait ma consolation. Oh ! que j'aurais de joie de me trouver près de ces glorieux prisonniers, s'ils ont le bonheur de mourir martyrs ! Je baiserais le sang qu'ils verseraient pour Jésus-Christ, et je les conjurerais de demander pour moi la même grâce à ce divin Sauveur. C'est la prière que je vous fais à tous pour moi, mes très-chers frères, et je félicite ces généreux confesseurs d'avoir tout abandonné pour conserver la foi. Comment se peut-il trouver des hommes assez insensés pour mettre les richesses misérables de la terre en comparaison avec les biens éternels ? Ce n'est point à moi, qui suis plus lâche que personne, à vous donner des avis ; mais je vous conjure comme mes très-chers frères dans la foi, de mettre sous les pieds tout ce qui est périssable. » Il leur rappelle ensuite que c'est par les tribulations que Jésus-Christ purifie ses élus ; il leur parle des nombreux assauts qu'il a eus lui-même à soutenir et de la force qu'il a trouvée dans le secours du ciel, enfin il les conjure de demander instamment pour eux et pour lui la grâce de la persévérance.

Le régent, qui depuis longtemps cherchait à s'emparer du trône, vint à bout de ses fins après une horrible bataille, où périrent, dit-on, près de cent mille hommes, et qui abattit sans ressource le parti du jeune empereur. Se voyant alors tranquille possesseur du pouvoir, il se

mit en mesure de faire exécuter plus rigoureusement son édit contre les chrétiens ; mais il mourut neuf mois après cette victoire, l'an 1616, laissant le trône impérial à son fils Nogun-Sama. Ce nouvel empereur, élevé dans un monastère de bonzes et infatué de toutes les superstitions extravagantes de l'idolâtrie, mit toute l'ardeur et le zèle du fanatisme à poursuivre les chrétiens. On prétend que ce qui lui donna lieu de faire éclater sa fureur, ce fut le zèle précipité de quelques missionnaires qui sortirent tout à coup de leurs retraites et se montrèrent en public avec l'habit religieux ; mais il ne faut pas chercher ailleurs que dans le caractère de ce tyran la première cause de cette effroyable persécution. Il ordonna d'abord d'arrêter tous les prêtres et les religieux, sous des peines si terribles, que ceux même des princes idolâtres qui admiraient et chérissaient les chrétiens obéirent tous, de peur de se perdre eux-mêmes. Les autres arrêlèrent indistinctement tout ce qu'ils purent découvrir de fidèles, prêtres ou laïques. Le père Navarret, dominicain, et le père de Saint-Joseph furent pris, comme ils parcouraient en prêchant le royaume chrétien d'Omura, et conduits dans une île où ils eurent la tête tranchée. Un autre religieux de Saint-Dominique et le supérieur des franciscains souffrirent le même genre de mort dans la ville d'Arima, où ils s'étaient rendus pour soutenir les fidèles. Ils eurent pour compagnons de leur triomphe quinze ou seize chrétiens de Nangasaki, qui s'étaient glorifiés hautement d'avoir logé des missionnaires. Le père Machada, jésuite, et le père de l'Ascension, franciscain, furent traînés dans les prisons d'Omura, et quelques jours après décapités dans la place publique. L'empereur fit lui-même brûler vifs à Méaco cinquante chrétiens de tout âge et de tout sexe. On ne différa pas même l'exécution d'une dame du plus haut rang, qui était près d'accoucher. Elle souffrit le martyre avec son mari, Jean Faximoto, un des plus riches seigneurs de la cour, et cinq en-

fans tous en bas âge, et dont l'un n'avait que trois ans. On vit aussi d'autres mères tenir sur leur sein au milieu des flammes de petits enfans condamnés avec elles, ce qui excita l'attendrissement des païens eux-mêmes.

Sur ces entrefaites, un armateur hollandais, d'autres disent anglais, s'empara sur les côtes de Firando du navire d'un chrétien japonais, où se trouvaient deux religieux espagnols, savoir, Louis Florès, dominicain, et un père augustin nommé Pierre de Zugnica. Que ne peut pas sur de sordides marchands l'esprit de secte joint à l'avidité du lucre. Ces jaloux sectaires pour gagner les bonnes grâces de l'empereur et supplanter les négocians espagnols, dénoncèrent les deux religieux comme venant prêcher au Japon et cabaler en faveur de leur nation. Tout l'équipage du navire fut arrêté sur-le-champ et les deux religieux brûlés vifs avec le capitaine qui les avait amenés; le reste de l'équipage, consistant en douze personnes, eut la tête tranchée. Cet événement fit redoubler la persécution et occasionna des exécutions sans nombre. Quelques fidèles, par le conseil du père Collado, dominicain, avaient tenté de faire évader le père Florès, son confrère, et l'on avait persuadé à l'empereur que le père Zugnica, d'une maison illustre, était fils naturel du roi d'Espagne, et qu'il venait se mettre à la tête des chrétiens du Japon pour s'emparer de l'empire. Xogun-Sama, furieux, donna des ordres sévères aux gouverneurs des provinces, et commanda en particulier de faire mourir incessamment les confesseurs dont regorgeaient les prisons d'Omura, de Firando et de Nangasaki. On ne peut se faire une idée de ce qu'ils eurent à souffrir dans ces prisons affreuses, où ils étaient exposés aux injures de l'air entre quatre murailles sans toit, n'ayant pas même assez d'espace pour se coucher et ne pouvant sortir de ce réduit infect pour les besoins indispensables de la nature. La nourriture répondait au séjour, et quand les gardes se montraient touchés de com-

passion, ils étaient aussitôt remplacés ; ce qui n'empêcha pas que plusieurs, frappés de l'admirable patience des confesseurs, ne devinssent eux-mêmes chrétiens. Léonard Quimura, jésuite japonais, enfermé avec des prisonniers idolâtres, en instruisit et baptisa jusqu'à quatre-vingt-six.

Les confesseurs qui avaient survécu aux souffrances de la prison furent conduits à Nangasaki pour l'exécution de leur supplice. Ils étaient au nombre de vingt-quatre missionnaires et trente-deux simples fidèles, dont la plupart étaient des veuves de martyrs avec leurs jeunes enfans, de trois à douze ans. Tous ces fidèles eurent la tête tranchée, à l'exception de trois hommes et d'une femme nommée Lucie Fraitez, qui furent brûlés à petit feu avec les missionnaires. On comptait parmi ceux-ci huit religieux dominicains, dont cinq prêtres et trois frères, quatre franciscains et neuf prêtres ou catéchistes jésuites, à la tête desquels se trouvait le père Charles Spinola, fils unique du grand écuyer de l'empereur d'Allemagne, et plus illustre encore par ses vertus que par sa naissance. Nous citerons avec lui le père Sébastien Quimura, jésuite japonais, qui comptait déjà deux martyrs dans sa famille. Le père François Morales était à la tête des dominicains. Il y avait trois autres religieux d'un autre ordre, qui malheureusement donnèrent le scandale d'une honteuse lâcheté. Lorsqu'ils commencèrent à sentir un peu vivement l'ardeur du feu, ils poussèrent des gémissemens, s'agitèrent avec violence, rompirent enfin leurs cordes, et coururent aussitôt vers l'officier qui présidait à l'exécution pour lui demander la vie. L'un des trois cependant, réparant sa lâcheté, retourna de lui-même à son poteau, où il consumma volontairement son sacrifice. Les deux autres, après avoir invoqué inutilement les faux dieux, furent rejetés dans le feu par ordre de l'officier et moururent dans le désespoir. Ce fut la seule affliction qu'éprouva cette troupe nombreuse de martyrs. On avait allumé le feu à une grande distance des

poteaux où ils étaient attachés, en sorte qu'ils ressentirent longtemps, et quelques-uns pendant plus de deux heures, la chaleur brûlante des flammes avant de rendre le dernier soupir. Mais ils parurent tellement insensibles à la douleur, qu'en les voyant demeurer immobiles et tenir les yeux doucement élevés vers le ciel, la multitude des fidèles témoins de leur martyre regarda cette espèce d'impassibilité comme un miracle. Nous ne devons pas omettre une circonstance remarquable concernant un jeune enfant de quatre ans nommé Ignace, qui se trouvait avec sa mère au nombre de ceux qui eurent la tête tranchée. Son père, dans une première exécution, avait subi le supplice du feu, et l'on rapporte que cet enfant, qui alors pouvait à peine bégayer, se mit à dire : Je serai aussi martyr avec vous, ma mère ; mais non pas ma sœur. L'événement vérifia cette prédiction dans tous ses points.

Vers le même temps, les pères Constanzo et Navaro, jésuites italiens, furent aussi brûlés vifs avec deux autres jésuites, japonais de nation, et un catéchiste. Trois chrétiens arrêtés avec le père Constanzo eurent la tête tranchée. Les mêmes cruautés s'exercèrent dans toutes les parties de l'empire, jusque dans la province de Ximo, la plus écartée vers le nord, et partout on voyait des troupes de vingt à trente fidèles trainés aux bûchers et aux échafauds. Mais loin d'être effrayés, les chrétiens de tout sexe et de tout âge semblaient rechercher avec un redoublement d'émulation la couronne du martyre. Ils se présentaient aux bourreaux avec des transports de joie qui excitaient l'admiration. On vit une petite fille de huit ans courir avec une plume au devant d'un officier qui prenait le nom des fidèles et le prier instamment de l'inscrire la première. Sa mère qui l'entendit s'empressa de l'imiter. Les missionnaires, de leur côté, sans chercher la mort avec une ardeur qui ne doit venir que d'une inspiration toute particulière, bravaient néanmoins tous les dangers pour porter aux fidèles les secours de leur ministère ; et

malgré les exécutions fréquentes , la persécution ne faisait qu'augmenter le nombre de ces intrépides pasteurs ; car des ouvriers apostoliques venaient sans cesse des îles Philippines , des Indes et de l'Europe , cultiver cette mission féconde , où la perspective du martyre offrait à leur zèle un nouvel attrait. Quelques-uns portèrent la lumière de l'Évangile au nord du Japon , dans l'île d'Yezo , dont les peuples se montrèrent fort disposés à la recevoir. Deux jésuites , les pères des Anges et Carvalho , furent les premiers apôtres de cette nation.

Cependant les circonstances politiques d'un changement de règne procurèrent à l'Église du Japon quelques momens de tranquillité ou au moins de relâche. Xogun-Sama se démit de l'empire , en 1622 , en faveur de son fils , qui portait le même nom , et le nouvel empereur laissa quelque temps en repos les chrétiens pour s'appliquer tout entier à subjuguier les rois du Japon. Mais dès qu'il les eut réduits au rang de simples vassaux , la persécution recommença partout avec une nouvelle violence. Tout ce qu'on a vu jusqu'ici n'est rien en comparaison des tortures inouïes et des exécutions innombrables ordonnées dans la suite par la fureur des tyrans. Il serait impossible de rapporter tous les détails de ces effroyables cruautés , qui eurent pour but et pour effet d'anéantir le christianisme dans un royaume où l'on comptait plus d'un million de fidèles. Nous nous bornerons à un exposé général avec quelques faits plus remarquables , qui suffiront pour donner une idée de tous les autres et faire connaître l'infamie barbare des persécuteurs et la constance surhumaine des martyrs. On leur perçait les bras et les jambes pour y passer des cordes et les suspendre à des poteaux ; on leur enfonçait par tout le corps des pointes de fer ; on appliquait des torches ardentes aux endroits les plus sensibles ; on les frappait à coups de fouet jusqu'à ce que leurs os fussent entièrement décharnés ; on attachait à leur nez des tuyaux remplis de soufre ou d'autres ma-



tières enflammées, et on y soufflait avec force pour leur faire avaler toute la fumée, ce qui leur causait des convulsions et des douleurs inexprimables; d'autres fois on leur enfonçait des alènes sous les ongles et on recommençait plusieurs jours de suite; enfin, pour déchirer en même temps le cœur et le corps des mères, les bourreaux les frappaient avec la tête de leurs enfans, qu'ils tenaient par les pieds et qu'ils écrasaient par la violence de coups.

Une des premières victimes de cette nouvelle persécution fut un jeune Coréen nommé Caie, dont la conversion présente des circonstances remarquables. Il avait sent dès l'enfance un désir ardent de la perfection et du vrai bonheur, et pour y parvenir il se retira fort jeune encore dans une caverne, où il vécut longtemps dans les plus grandes austérités. Une nuit qu'il était endormi, un homme dont l'aspect avait quelque chose de divin lui apparut, l'encouragea et lui promit que l'année suivante il arriverait au terme de ses vœux. Bientôt après des Japonais entrèrent en armes dans la Corée et le firent esclave. Ayant recouvré sa liberté par la mort de son maître en abordant au Japon, il prit le chemin de Méaco et se retira dans un monastère de bonzes, où il se promettait de trouver ce qu'il cherchait depuis si longtemps. Il s'aperçut bientôt de son erreur; ce qui lui causa tant de chagrin, qu'il en tomba malade. Il sortit de cette maison, et le jour même il rencontra un chrétien qui le conduisit aux jésuites. On ne lui eut pas plus tôt fait connaître les vérités du christianisme, qu'il demanda le baptême. Pendant qu'on l'instruisait, un des missionnaires lui ayant montré une image de Notre Seigneur: O mon père, s'écria-t-il, voilà celui que j'ai vu dans ma caverne et qui m'a promis l'heureux sort où je touche enfin! La vie de ce néophyte fut un modèle des plus admirables vertus; il s'attacha aux missionnaires qui l'avaient instruit, les accompagna comme catéchiste dans leur

courses les plus périlleuses, et fut enfin arrêté et brûlé à petit feu.

Une femme du premier rang, nommée Susanne au baptême, fut mise toute nue et suspendue par les cheveux à un arbre pendant un froid très-piquant. Elle avait une petite fille encore à la mamelle, qu'on mit dans le même état de nudité et qu'on pendit à ses pieds. On les détacha au bout de trois heures; et dans l'anéantissement où la mère était réduite par ses propres douleurs et par la vue de son enfant presque suffoqué, on essaya de l'ébranler par des promesses et par des menaces; puis on la tint pendant plus de six mois enchaînée à un pilier dans une cuisine où elle servit de jouet aux plus vils domestiques; enfin, comme rien ne pouvait vaincre sa fermeté, elle fut conduite à Nangasaki, où elle consumma son martyre avec son époux et un grand nombre d'autres fidèles des deux sexes. Les hommes furent brûlés et les femmes décapitées. Une troupe de soixante confesseurs, ayant à leur tête le père Carvalho, jésuite, furent dépouillés tout nus au fort de l'hiver à Midrusava, et plongés dans des fosses presque remplies d'eau. On leur offrit de les retirer s'ils voulaient renoncer à Jésus-Christ; mais tous, hommes et femmes, s'écrièrent que leur plus grand bonheur était de souffrir pour une couronne immortelle. On les laissa trois heures dans ces eaux glacées, après quoi on les retira tellement transis de froid, qu'ils tombèrent tous par terre et deux expirèrent à l'instant. On les remit dans l'eau quelques jours après, et on les y laissa jusqu'au moment où ils perdirent la vie.

Le prince de Ximabara surprit une autre troupe de cinquante chrétiens, qu'il fit d'abord promener tout nus dans la ville et conduire ensuite au supplice. Il y avait dans ce nombre six hommes et une femme qui se faisaient remarquer par une plus grande ardeur. Le tyran ordonna contre eux les plus horribles cruautés. Il fit creuser sept fosses où ils furent attachés à des croix; puis avec des

cannes tranchantes on leur déchira les chairs, et de temps en temps on jetait du sel dans les plaies. Cet affreux supplice dura cinq jours; car, par un abominable raffinement de barbarie, on faisait prendre des cordiaux aux martyrs afin de prolonger leurs souffrances. Il y a dans le voisinage de Nangasaki une montagne affreuse nommée le mont Ungen, dont la cime est entr'ouverte par de nombreux volcans qui vomissent des tourbillons de flammes et des torrents de matières bitumineuses. Le prince de Ximabara s'avisa le premier de faire précipiter les chrétiens dans ces effroyables gouffres; on les plongeait plusieurs fois à l'entrée de ces abîmes, puis on les retirait jusqu'à ce qu'on eût perdu l'espoir de vaincre leur constance. Quelquefois on se contentait de les étendre nus sur les bords, de les arroser peu à peu avec du bitume brûlant, et de les abandonner ensuite dans un état horrible, où ils ne laissaient pas de survivre plusieurs jours. Ce nouveau genre de supplice, qui fit périr une multitude de fidèles, produisit aussi un assez grand nombre d'apostasies; mais ce qui en occasionna plus encore, ce fut la menace de prostituer les filles et les femmes qui demeureraient fidèles. On vit succomber à cette crainte plusieurs de ceux qui s'étaient montrés invincibles à toutes les autres épreuves. Toutefois, le nombre des confesseurs inébranlables fut beaucoup plus grand que celui des apostats. Quelques-uns de ceux-ci ne tombèrent même que pour se relever avec plus de gloire. Un seigneur nommé Jean Nysen, arrêté avec Monique, sa femme, et plusieurs autres fidèles, résista à toutes les promesses et à toutes les menaces, jusqu'au moment où il vit qu'on allait abandonner sa femme à deux jeunes débauchés. Toutes ses pensées se bouleversant alors, il promit de faire tout ce que l'on voudrait, et fut aussitôt mis en liberté; mais touché promptement d'un vif repentir, il alla devant le gouverneur faire le désaveu de sa faiblesse. Il fut repris avec sa femme, demeurée inébranlable, et tous

deux consommèrent leur martyre. Nysen fut brûlé vif et Monique décapitée.

Cependant la justice divine s'appesantit enfin sur le prince de Ximabara, dont les inventions diaboliques, imitées bientôt par d'autres tyrans, devinrent si funestes à l'Eglise du Japon. Elles y firent de son vivant un grand nombre d'apostats; et continuées après sa mort, elles contribuèrent plus que tout le reste à l'entière désolation de cette incomparable chrétienté. Ce tyran venait de concerter avec les princes de Ximo les moyens d'exterminer le christianisme dans cette province, lorsqu'il fut atteint, comme autrefois l'impie Antiochus, d'une fièvre ardente qui lui brûlait les entrailles et qui se changea bientôt en frénésie. Tout son corps était agité par des convulsions effroyables; l'écume lui sortait de la bouche, il poussait des hurlemens, et conjurait d'éloigner un chrétien qui, disait-il, se tenait devant lui armé d'une faux dont il cherchait sans cesse à le frapper. Il eut recours à tous les remèdes; il en mêla plus de vingt ensemble qu'il avala dans sa frénésie, et ce monstrueux mélange ne servit qu'à lui faire tomber les dents et à redoubler le feu qui le dévorait. On le conduisit aux eaux d'Obama, qui sont au pied du mont Ungen, et si brûlantes, qu'on est obligé de les tempérer avant de s'y mettre. Mais le prince de Ximabara ne voulut pas qu'on les laissât refroidir. Il y était à peine que tout son corps ne fut plus qu'une plaie, et peu de momens après il expira dans des douleurs atroces.

Sa mort fut suivie bientôt de celle de l'empereur. Alors monta sur le trône un tyran plus exécrationnable encore, nommé To-Xogun-Sama, dont la cruauté consumma la ruine de l'Eglise du Japon. Ce nouvel empereur, qui régna de 1630 à 1650, fit périr dans ces vingt années plus de chrétiens qu'on n'en avait mis à mort depuis le commencement des persécutions, et employa contre eux des raffinemens de barbarie dont tout ce qu'on vient de

voir ne peut donner une idée. Au supplice du mont Ungen, qu'il ne manqua pas de retenir, il ajouta la torture de l'eau et celle de la fosse. La première se donnait de deux façons. On commençait par élever fort haut les confesseurs avec une corde, puis on les laissait retomber la tête la première dans une fosse remplie d'eau ; ce que l'on répétait plusieurs fois, de sorte que ces chutes répétées et précipitées ôtaient la respiration et que l'eau entraît avec effort par la bouche, par le nez et par les oreilles. Ensuite on serrait le corps du confesseur avec des bandes, on lui mettait un entonnoir dans la bouche pour y verser de l'eau, et quand il en était tout gonflé on lui mettait une planche sur le ventre, et en marchant dessus on lui faisait rendre avec des flots de sang toute l'eau qu'il avait avalée. Le tourment de la fosse était encore beaucoup plus cruel. On attachait le confesseur par les pieds à une poutre de traverse après lui avoir aussi serré tout le corps avec des bandes, et on le descendait la tête en bas dans une fosse remplie des immondices les plus infectes, et que l'on couvrait avec des planches échancrées qui embrassaient l'estomac. Le sang se portait bientôt à la tête, sortait par toutes les ouvertures et causait des douleurs inexprimables. On prenait l'abominable précaution de saigner le confesseur auparavant, pour qu'il ne fût pas d'abord étouffé et qu'il souffrit plus longtemps. On lui laissait une main libre, pour qu'il pût avertir par le cordon d'une sonnette s'il renonçait au christianisme.

Tous les missionnaires devinrent successivement les victimes de ces atroces cruautés. Elles firent plus de cent cinquante martyrs dans la compagnie de Jésus, et presque autant parmi les religieux de saint Dominique, de saint François et de saint Augustin. Quant aux simples fidèles, la multitude de ceux qu'on fit périr est innombrable. Les chrétiens du royaume d'Arima, réduits au désespoir par ces exécutions perpétuelles, se soulevèrent

en 1638 au nombre d'environ quarante mille, et s'emparèrent d'une forteresse où ils résolurent de défendre leur vie et leur religion. L'empereur réclama contre eux le secours des Hollandais, qui eurent l'infâme lâcheté de se rendre à ses désirs. Ils battirent le fort pendant quinze jours avec l'artillerie de leurs vaisseaux, et les malheureux Japonais furent bientôt forcés et exterminés jusqu'au dernier. L'empereur publia vers le même temps un édit qui interdisait l'entrée du Japon à tous les Européens sous peine de la vie. Le service qu'il venait de recevoir des Hollandais les fit excepter de cette défense, mais à des conditions qui ressemblaient à une formelle apostasie. Ils furent obligés de supprimer toute marque extérieure de christianisme, comme le signe de la croix, la prière et le service divin les jours de dimanche; de ne jamais prononcer le nom de Jésus-Christ, et de fouler aux pieds le crucifix avant d'être admis à débarquer. On leur ordonna même de démolir le comptoir qu'ils avaient bâti depuis peu à Firando, parce qu'ils avaient gravé au frontispice l'année de l'ère chrétienne, et on les confina ensuite dans une petite île près de Nangasaki. Les Portugais de Macao envoyèrent l'année suivante, au nom du roi d'Espagne, une ambassade au Japon, pour demander la permission d'y continuer leur commerce; mais l'empereur fit arrêter les ambassadeurs, et comme ils refusèrent d'abjurer le christianisme, il les fit mettre à mort avec soixante personnes de leur suite, qui toutes aimèrent mieux mourir que d'apostasier. Dès ce moment l'Église du Japon, privée de pasteurs et sans espérance d'en recevoir, tendit promptement à sa ruine. On avait fait périr par milliers les chrétiens les plus fervens; on prit de nouvelles mesures pour découvrir et exterminer le reste. Chaque Japonais fut obligé de porter sur lui quelque signe extérieur d'idolâtrie; on chargea les magistrats de police de faire chaque année dans les villes une visite des maisons pour obliger toutes les personnes à faire un acte



solennel d'abjuration du christianisme en foulant aux pieds le crucifix et l'image de la sainte Vierge. Ces mesures produisirent leur effet. Un grand nombre de chrétiens apostasièrent; les autres furent contraints d'abandonner le pays, ou de se disperser et de se cacher comme ils purent. Ces chrétiens fidèles, sans cesse menacés de la mort, ne laissèrent pas de perpétuer longtemps encore le christianisme au Japon, de baptiser même quelquefois des idolâtres, et de donner à l'Église, chaque année, plusieurs martyrs (1).

Les troubles de la ligue et l'effervescence des esprits qui en fut la suite, avaient donné cours à des opinions souvent exagérées sur l'étendue de la puissance temporelle ou de l'autorité ecclésiastique, et jeté ainsi dans la faculté de théologie de Paris des germes de division qui se manifestèrent surtout dans les premières années du dix-septième siècle. On a vu que cette faculté avait embrassé avec ardeur le parti de la ligue, et bientôt après, quelques docteurs, entre autres Duval, se montrèrent partisans des opinions ultramontaines qu'elle semblait avoir pris à tâche de combattre. D'un autre côté, plusieurs autres, exagérant les maximes contraires, soutenaient des principes qui portaient atteinte à l'autorité incontestable du souverain pontife. Ils avaient à leur tête le fameux Richer, dont la doctrine devint enfin l'objet d'une juste flétrissure. Il était né en 1560, de parens pauvres, dans le diocèse de Langres, et s'étant rendu à Paris, il trouva le moyen d'y faire ses études, fut reçu docteur en théologie, et se distingua tellement par ses talens qu'il fut nommé principal du collège du Cardinal le Moine, et élu en 1608 syndic de la faculté de théologie. Il s'était montré un des plus ardens ligueurs, et avait même applaudi dans des thèses publiques à l'assassinat de Henri III par Jacques Clément. Mais plus tard, il fut un de ceux qui con-

(1) Charlevoix, *Hist. du Japon*.

tribuèrent le plus à faire reconnaître Henri IV par l'université, et se fit le défenseur des prétentions parlementaires contre les droits de l'autorité ecclésiastique. Devenu ensuite syndic, il employa son autorité pour empêcher autant que possible de soutenir des thèses contraires à ses opinions et à l'ancienne doctrine de la faculté. Cette opposition se manifesta surtout dans une circonstance solennelle qui attira l'attention de la cour et du parlement. Les jacobins, à l'occasion de leur chapitre général, tenu au mois de mai 1611, firent soutenir dans leurs écoles des thèses, portant que le souverain pontife est infallible; que son autorité est supérieure à celle des conciles, et qu'il lui appartient de confirmer ou d'infirmer leurs décisions. Le syndic en fit des plaintes, et un bachelier de Sorbonne, chargé par son ordre d'attaquer ces propositions dans la dispute, prétendit qu'elles étaient hérétiques, comme contraires à la définition du concile de Constance. Le nonce, qui était présent, fut très-offensé de cette qualification. Le parlement, de son côté, ne se montra pas moins choqué des thèses; et comme elles excitèrent dans l'auditoire de violens murmures, le cardinal du Perron, après avoir déclaré que ces questions étaient problématiques, fit terminer la dispute. Cependant les jacobins affichèrent le lendemain une autre thèse dans laquelle on lisait qu'il n'appartenait qu'au pape de décider les questions de foi et que ses décisions sont infallibles. Le parlement, sur les plaintes du syndic, fit défense de la soutenir à moins que cet article ne fût effacé; mais sur les instances du nonce, appuyées par le cardinal du Perron, le chancelier donna la permission nécessaire, et la thèse fut soutenue.

Ce fut à cette occasion et pour combattre la doctrine de ces thèses que Richer, sollicité par le premier président, publia un petit écrit, intitulé de la puissance ecclésiastique et politique. Il y soutient que toute communauté a naturellement et essentiellement le droit de se gouver-

ner elle-même ; que ce droit est antérieur et supérieur celui que tout individu peut avoir de gouverner la communauté, enfin qu'il est imprescriptible et que ni le cours des temps , ni les privilèges des lieux , ni la dignité des personnes, ne peuvent prévaloir contre ce droit naturel. Appliquant ensuite ce principe au gouvernement de l'Église, Richer prétend que c'est à elle qu'appartient essentiellement la juridiction ecclésiastique, ou le droit de décider les questions de foi et de faire des lois de discipline ; que Jésus-Christ a conféré ce droit à tout l'ordre hiérarchique dans la personne des apôtres et des disciples ; que par conséquent l'Église universelle est seule infaillible, et que le pape est soumis à l'autorité des conciles généraux qui représentent l'Église universelle. De là, il conclut aussi que le pape ne peut faire des lois obligatoires, à moins qu'elles ne soient reçues et confirmées par l'assentiment de l'Église. Enfin il soutient que les princes ont le droit de faire des ordonnances sur la discipline, en ce qui touche les biens ecclésiastiques ou d'autres choses temporelles, comme aussi de veiller à l'exécution des canons dans leurs états, et qu'ainsi l'on peut légitimement recourir à leur autorité par l'appel comme d'abus.

Dès que ce livre parut, le nonce, les évêques et plusieurs docteurs s'élevèrent contre la doctrine qu'il contenait, et l'on prit des mesures pour le faire censurer par la Sorbonne. Mais le parlement, par un arrêt du mois de février 1612, fit défense à la faculté de délibérer sur cette affaire jusqu'à ce qu'il en eût lui-même pris connaissance, pour juger de ce qui regardait le service du roi. Alors le nonce s'adressa aux évêques qui étaient à Paris, et qui tous se montraient fort zélés contre la doctrine de Richer. Le cardinal du Perron, archevêque de Sens, réunit ses suffragans au nombre de sept, et dans ce concile provincial, tenu à Paris au mois de mars 1612, il fit condamner le livre de Richer, comme renfermant plusieurs proposi-

tions fausses, erronées, scandaleuses, schismatiques et hérétiques. On convint toutefois d'ajouter cette clause à la censure : sans toucher néanmoins aux droits du roi et de la couronne, ni aux droits et libertés de l'Église gallicane. L'évêque de Paris publia peu de jours après un mandement pour ordonner de lire cette censure aux prônes de toutes les paroisses. Ce même livre fut condamné au mois de mai sans la clause qu'on vient de voir, par le concile provincial d'Aix et ensuite proscrit à Rome. On travailla en même temps à déposer Richer du syndicat, et malgré son appel au parlement, il y eut ordre de la part du roi de passer outre. On procéda en conséquence à la nomination d'un nouveau syndic, et l'on régla qu'à l'avenir le syndicat, qui était à vie, ne durerait que deux ans, et qu'on nommerait quatre docteurs pour rédiger les conclusions de la faculté, que le syndic seul avait dressées jusqu'alors. Un grand nombre d'écrits furent publiés en français et en latin contre le livre de Richer, notamment par le docteur Duval, par Boucher, curé de Saint-Benoît, un des plus ardens ligueurs, et par les jésuites Sirmond et Eudemon-Jean. Ces ouvrages demeurèrent sans réplique, parce que Richer eut ordre de ne point écrire pour la défense de son livre. Mais il ne laissa pas de conserver parmi les docteurs un grand nombre de partisans; ce qui fit dire au docteur Duval, qu'il serait à propos pour le bien de la religion qu'il n'y eût point de Sorbonne.

On essaya plusieurs fois d'engager Richer à expliquer son livre et à rétracter ses erreurs, particulièrement à l'occasion d'un ouvrage d'Antoine de Dominis, qui fut censuré, en 1617, par la Sorbonne. Dominis, après avoir passé vingt ans chez les jésuites, quitta cette compagnie par ambition, et obtint l'évêché de Segnia, puis l'archevêché de Spalatro en Dalmatie. L'interdit de Venise lui parut une occasion favorable pour se distinguer et faire valoir son érudition. Il soutint avec chaleur la cause du

sénat; mais ses écrits furent condamnés par l'inquisition. Les caresses des protestans et le désir de répandre plus librement ses erreurs le déterminèrent, en 1616, à se rendre en Angleterre, où il publia l'année suivante l'histoire du concile de Trente par fra Paolo. Il fit paraître en même temps un grand ouvrage intitulé *De la république ecclésiastique*, où il attaquait la primauté du saint-siège, la nécessité d'un chef visible dans l'Église, l'obligation du célibat et des vœux ecclésiastiques, le sacrifice de la messe, et d'autres points de la doctrine catholique. Il soutenait, comme les protestans, que l'ordination n'est pas un sacrement, que l'épiscopat n'est qu'un simple ministère conféré par l'élection des fidèles; que tous les évêques ont les mêmes pouvoirs, et que la primauté du pape n'est qu'une institution purement humaine. Cet ouvrage le mit en faveur auprès de Jacques I<sup>er</sup>, qui lui conféra plusieurs riches bénéfices. Toutefois, quelques années plus tard Dominis parut se repentir, et, encouragé par le pape Grégoire XV, qui lui fit dire qu'il pouvait revenir sans crainte en Italie, il monta en chaire, à Londres, pour rétracter publiquement tout ce qu'il avait dit ou écrit contre l'Église et contre le pape; puis, revenu à Rome, en 1622, il renouvela cette rétractation par écrit. Mais dès l'année suivante, des lettres qu'il écrivait en Angleterre, et qu'on intercepta, firent juger qu'il se repentait de sa conversion. Urbain VIII le fit enfermer au château Saint-Ange, où il mourut trois ans plus tard. Quoiqu'il eût reçu tous les sacremens, on ne laissa pas de le traiter comme relaps, et de brûler son corps dans le champ de Flore avec ses ouvrages.

Richer, qui n'assistait plus aux assemblées de la faculté, ne voulut prendre aucune part à la censure du livre de Dominis, et l'on voit, par des notes qu'il fit plus tard sur cette censure, qu'il ne l'approuvait pas sur tous les points. Toutefois, comme il avait déclaré positivement qu'il condamnait la doctrine de ce livre, on crut qu'il

serait possible de l'amener à une rétractation de ce qu'il avait écrit. Le docteur Duval et quelques autres firent à cet effet plusieurs démarches auprès de lui, et le pressèrent tellement à différentes reprises, qu'il donna enfin, en 1620, une déclaration par laquelle il désavouait d'une manière générale ce que l'obscurité de son livre pourrait faire interpréter comme donnant atteinte à la puissance du souverain pontife; mais cette déclaration vague fut jugée insuffisante. Deux ans plus tard, le docteur Mauclerc ayant publié un ouvrage en faveur des opinions ultramontaines, Richer eut encore la témérité de faire réimprimer son livre. Comme il avait toujours en Sorbonne un certain nombre de partisans, le cardinal de la Rochefoucauld, grand aumônier, réunit quelques prélats, et proposa de faire signer aux richéristes un formulaire, qui porterait entre autres articles que le pape peut faire des lois obligatoires pour tous les fidèles et pour toute l'Eglise. Mais cette proposition n'eut pas de suite. Enfin, le cardinal de Richelieu ayant mandé Richer, en 1629, lui signifia de la part du roi que, pour faire cesser les divisions dans la faculté de théologie, il eût à signer une déclaration dont il lui remit le modèle. Ce docteur prit alors le parti de se soumettre, et signa un écrit par lequel il condamnait les propositions qui avaient pu causer du scandale, et déclarait soumettre son livre au jugement de l'Eglise catholique et romaine et du saint-siège apostolique, qu'il reconnaissait pour juge infallible de la vérité (1).

D'autres contestations s'élevèrent sur les bornes de la puissance du pape dans les états-généraux assemblés à Paris au mois d'octobre 1614. La chambre ecclésiastique, composée de cent trente-deux députés, ayant à leur tête les cardinaux et les prélats les plus distingués du royaume, résolut de demander la publication du concile

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.* — Dupin, *Hist. eccl. du dix-septième siècle.*



de Trente, sans préjudice néanmoins des libertés de l'Église gallicane et des droits de la couronne, et sollicita les deux autres chambres de s'unir à cette demande. Mais le tiers état, bien loin de se conformer au vœu du clergé, porta des plaintes à ce sujet au procureur-général, qui s'éleva fortement contre cette proposition, comme pouvant donner lieu à de nouveaux troubles et exciter un soulèvement des protestans. On répandit, en outre, pour faire échouer plus sûrement le dessein du clergé, que son intention était d'introduire l'inquisition en France. Le tiers état, de son côté, voulut insérer dans les cahiers de ses demandes un article ayant pour objet de faire déclarer, comme loi fondamentale du royaume, que le roi tenant sa couronne de Dieu seul, il n'y a nulle puissance en terre, soit spirituelle soit temporelle, qui ait aucun droit sur son royaume, et qui puisse l'en priver et absoudre ses sujets, sous quelque prétexte que ce soit, de la fidélité et de l'obéissance qu'ils lui doivent; que cette loi devra être tenue pour sainte et inviolable, comme conforme à la parole de Dieu, sans équivoque ni restriction; que tous les députés des états, tous les bénéficiers et tous les fonctionnaires seront tenus de la jurer et de la signer; et que tous ceux qui enseigneront le contraire seront punis comme criminels de lèse-majesté. La chambre ecclésiastique ayant eu vaguement connaissance de cet article, envoya l'archevêque d'Aix pour en demander communication, et représenter au tiers état qu'il ne lui appartenait pas de rien insérer touchant l'Église dans ses demandes, sans en avoir auparavant conféré avec le clergé. Mais on répondit qu'il ne s'agissait que d'un règlement de police, et il fallut une seconde démarche pour en obtenir communication. La noblesse, qui avait inséré dans ses cahiers un article à peu près semblable, ne fit aucune difficulté de le retrancher. Elle y fut déterminée par une harangue du cardinal du Perron, qui se rendit ensuite, le 2 janvier 1615, dans la

chambre du tiers état, pour l'engager à suivre cet exemple. Il déclara qu'il n'y avait point de contestation touchant l'indépendance de la couronne et la condamnation des tentatives d'assassinat contre les souverains; mais il ajouta qu'il n'en était pas de même pour ce qui regardait le pouvoir d'absoudre du serment de fidélité les sujets d'un prince qui voudrait les entraîner dans l'hérésie; qu'on ne pouvait admettre l'article sans s'exposer à un schisme, en proscrivant une opinion longtemps regardée comme indubitable et reçue encore dans une grande partie des états chrétiens; enfin, qu'il n'appartenait pas à l'autorité laïque de prononcer si une doctrine est conforme ou non à la parole de Dieu. Mais cette harangue ne produisit point d'effet.

Le même jour, l'avocat général Servin porta ses plaintes au parlement, au sujet des doutes que l'on voulait répandre sur cette maxime de tout temps reçue en France, que nulle puissance n'a le droit de dispenser les sujets du roi de leur serment de fidélité, et l'on rendit, en conséquence, un arrêt qui confirmait tous les autres déjà portés depuis longtemps pour établir cette maxime, notamment pour la condamnation de Jean Châtel et contre les livres de Mariana, de Bellarmin et de Suarez. Le clergé dès le lendemain alla en corps se plaindre au roi; il protesta que si l'on ne cassait l'arrêt, il allait se retirer, et le cardinal du Perron ajouta, dit-on, qu'on ne pouvait sans être schismatique et hérétique contester au pape un pouvoir indirect sur le temporel des rois, et par conséquent le droit de les déposer, et qu'il était chargé de dire de la part de tous les prélats que, fussent-ils être martyrs, ils n'abandonneraient point cette doctrine et qu'ils excommunieraient tous ceux qui oseraient soutenir l'opinion contraire. Quelques jours après, le clergé fit de nouvelles instances, qui furent appuyées par la noblesse. Le roi soumit l'affaire aux délibérations du conseil, et le prince de Condé fit voir que la doctrine

qui permettait de déposer les souverains menait directement à conclure qu'il est permis de les assassiner ; car, dit-il, une fois absous de leur serment de fidélité, les sujets peuvent élire un autre souverain qui, à leurs yeux, devient légitime, et si le roi déposé prétend se maintenir sur le trône, en état de rébellion contre l'autorité du pape et contre celle du nouveau roi, il n'est plus qu'un usurpateur, criminel de lèse-majesté, et comme tel pros crit par les lois, en sorte qu'il peut être permis à tous de lui courir sus et de le tuer. Cependant après ces raisonnemens le prince de Condé finit par émettre l'avis qu'il fallait interdire au clergé et au tiers état toute dispute sur ce point, et défendre au parlement de publier son arrêt. Cet avis fut adopté par le conseil ; mais dans l'intervalle l'arrêt fut publié, et, sur de nouvelles plaintes du clergé, le roi ordonna au tiers état de supprimer son article. Le pape adressa des brefs à la noblesse et au clergé pour les remercier du zèle qu'ils avaient montré contre une entreprise qui tendait, disait-il, à ruiner l'autorité du saint-siège, et qui provenait du même esprit de faction qu'on voyait régner en Angleterre. Les prélats répondirent qu'ils n'avaient pas été moins effrayés que le saint-père de l'audace de l'hérésie ; mais qu'ils avaient eu la consolation de voir les catholiques, qui d'abord s'étaient laissé surprendre, reconnaître bientôt qu'il n'appartient qu'aux pasteurs de prononcer sur ce qui regarde la foi. .

La chambre de la noblesse s'était unie au clergé pour demander la publication du concile de Trente ; et le jour de la clôture des états, Richelieu, évêque de Luçon et depuis cardinal, fit une harangue très-vive pour supplier le roi d'accorder à l'Église de France ce qu'elle demandait depuis si longtemps. Mais les prélats s'aperçurent bientôt qu'il n'y avait rien à espérer. Ils tinrent donc une assemblée où ils s'engagèrent par serment à garder les ordonnances du concile, et réglèrent, en outre, qu'afin

d'en rendre la réception plus solennelle, on tiendrait dans six mois des conciles provinciaux et ensuite les synodes diocésains. Ce décret fut signé par les cardinaux de la Rochefoucauld, du Perron et de Gondî, par sept archevêques et quarante-cinq évêques, et par trente ecclésiastiques délégués. On envoya une députation au Louvre pour en instruire le conseil, qui s'en montra fort mécontent, et le Châtelet de Paris rendit une sentence qui défendait à tous les ecclésiastiques du ressort de regarder le concile comme publié, et de rien innover dans la police ecclésiastique sans la permission du roi, sous peine de saisie de leur temporel. Les protestans surtout firent de vives réclamations. Le prince de Condé, mécontent de la cour, s'unit à ces hérétiques par un traité conclu au mois de novembre 1615, et dont le premier article portait que la publication du concile faite par le clergé serait rejetée comme contraire à l'autorité du roi et aux édits de pacification. Ce fut une des conditions qu'il proposa dans les négociations pour la paix qui se fit l'année suivante, et la cour n'hésita pas à y consentir. Ces événemens empêchèrent de tenir des conciles provinciaux, comme on l'avait résolu. Mais le cardinal de la Rochefoucauld, évêque de Senlis, dans un synode diocésain tenu en 1620, ordonna que les décrets du concile de Trente, à la réserve de ce qui touchait aux droits et libertés de l'Église gallicane, seraient observés dans son diocèse; et plusieurs prélats, entre autres le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, ne tardèrent pas à suivre cet exemple.

Les demandes du clergé dans les états généraux comprenaient un grand nombre d'articles, dont plusieurs avaient pour objet de maintenir les droits de la juridiction ecclésiastique contre les entreprises des parlemens. Il demanda notamment un édit pour déterminer les véritables libertés de l'Église gallicane et les cas privilégiés, c'est-à-dire les crimes pour lesquels il serait permis aux juges séculiers de procéder contre les ecclésiasti-

ques. Il supplia aussi le roi de rétablir l'exercice de la religion catholique dans le Béarn, et de faire restituer les biens ecclésiastiques dont les calvinistes s'étaient emparés. Henri IV avait déjà publié à ce sujet divers édits demeurés sans effet. Louis XIII les confirma par une ordonnance de l'an 1617, qui demeura aussi quelque temps sans exécution. La reine mère, dont l'incapacité et les intrigues avaient causé de nombreux mécontentemens, fut éloignée de la cour, et son ambition faisait craindre qu'elle n'eût recours à la guerre civile pour ressaisir le pouvoir; ce qui, en effet, ne manqua pas d'arriver. Les calvinistes, enhardis par ces circonstances, refusèrent de se soumettre à l'édit du roi, et firent des représentations qui ressemblaient à des menaces. Enfin, au mois d'octobre 1620, comme les troubles du royaume étaient apaisés, Louis XIII se rendit en Béarn pour faire exécuter son ordonnance. Il apprit bientôt que le parlement de Pau venait de l'enregistrer; mais il ne laissa pas de continuer sa marche, et quand il fut arrivé à cinq lieues de la ville, comme on lui demanda ses ordres pour la cérémonie de sa réception, il répondit : J'entrerai à l'église s'il y en a une, et s'il n'y en a point, je veux entrer sans cérémonie; il ne me siérait pas de recevoir des honneurs dans un lieu où Dieu n'est pas glorifié. Il fit tous les réglemens nécessaires pour le rétablissement de la religion dans la province, et remit les catholiques en possession de la grande église de Pau, où l'évêque célébra la messe avec une solennité extraordinaire. Ce voyage du roi alarma partout les protestans; ils indiquèrent une assemblée à la Rochelle, où se rendirent des députés de toutes les provinces, et malgré les représentations des principaux seigneurs, les discours fanatiques des ministres produisirent une révolte dont on verra bientôt les suites. Le sénat du Piémont publia, la même année 1620, un édit qui bannissait de tous les états du duc de Savoie ceux qui faisaient profession de la religion prétendue réformée.

Depuis longtemps des dissensions fort vives s'étaient manifestées parmi les calvinistes de la Hollande. Jacques Arminius, ministre d'Amsterdam et professeur à l'université de Leyde, s'éleva publiquement contre la doctrine fataliste de Calvin, et soutint dans des thèses et dans ses leçons que les dogmes reçus dans la réforme sur la prédestination et sur la grâce, renfermaient des contradictions manifestes, et qu'ils étaient d'ailleurs contraires à la bonté de Dieu, et ne pouvaient se concilier ni avec l'usage de la prédication et des sacremens, ni avec les devoirs du chrétien. Il eut bientôt un grand nombre de partisans ; mais il fut vivement combattu par Gomar, professeur dans la même université et calviniste rigide. Ces divisions éclatèrent en 1603, et l'on vit les deux partis s'attaquer dans les écoles, dans les prédications et par des libelles. Un synode provincial, tenu à Rotterdam en 1605, ordonna à tous les ministres de souscrire de nouveau le catéchisme et la confession de foi reçue parmi les réformés. Mais les arminiens refusèrent obstinément et en demandèrent la révision ; ils présentèrent à cet effet une requête aux états, dans laquelle ils exposaient leurs sentimens et combattaient la doctrine enseignée dans le catéchisme calviniste, ce qui leur fit donner le nom de *remontrants* ; les gomaristes y répondirent par une autre requête, d'où ils furent appelés *contre-remontrants*. La mort d'Arminius, arrivée en 1609, ne termina pas la querelle. Vorstius, qui lui succéda et qui s'était rendu justement suspect de socinianisme, fut destitué de sa place au bout de deux ans, sur les instances du roi d'Angleterre. Toutefois, comme les arminiens étaient devenus fort nombreux et que les disputes s'échauffaient chaque jour davantage, les états firent un décret en 1614 pour ordonner une tolérance mutuelle aux deux partis et leur défendre de disputer sur les articles qui les divisaient ; mais les gomaristes voyant le danger que courait leur doctrine, loin de se soumettre, excommunièrent les arminiens.



Cette mesure audacieuse excita de violens murmures; des émeutes éclatèrent en différens endroits, et tout semblait faire craindre une guerre civile, lorsque les états prirent le parti de convoquer le fameux synode national de Dordrecht. Les arminiens étaient soutenus par l'avocat général Barneveldt, républicain zélé et dont l'influence contrariait les projets ambitieux du prince d'Orange. Celui-ci ne manqua pas de se déclarer pour les gomaristes; il parcourut les villes avec des troupes, destitua les magistrats qui favorisaient les nouvelles opinions, et parvint à obtenir le consentement des états pour faire arrêter Barneveldt avec quelques autres protecteurs des arminiens.

Le synode de Dordrecht s'ouvrit au mois de novembre 1648. Il s'y trouva, outre les principaux ministres des provinces unies, plusieurs théologiens députés, sur l'invitation des états, par les réformés d'Angleterre, d'Écosse, du Palatinat, de la Suisse et des autres pays calvinistes. On y avait aussi invité les réformés français; mais comme l'édit de Nantes leur interdisait de recevoir aucun étranger dans leurs synodes, et de députer personne à ceux des autres pays, quelques-uns des principaux ministres se contentèrent d'envoyer leur avis par écrit. Les arminiens protestèrent contre l'autorité du synode, qu'on ne pouvait, disaient-ils, regarder comme légitime, puisqu'ils n'y avaient pas voix délibérative, et que les gomaristes, leurs adversaires, se trouvaient en même temps juges et parties. C'était l'argument que tous les protestans avaient fait valoir pour récuser le concile de Trente; c'était en particulier celui qu'avaient opposé les calvinistes aux synodes tenus contre eux par les luthériens dans la Saxe, et les arminiens ne manquèrent pas de citer ces exemples. Mais on leur répondit qu'ils étaient des novateurs, soumis comme tels au jugement de l'Église qui suivait l'ancienne croyance; les théologiens anglais ajoutèrent que la protestation était contraire à l'exemple des pre-

miers conciles de Nicée, de Constantinople, d'Éphèse et de Chalcédoine, où les évêques qui s'étaient déclarés ouvertement contre l'erreur n'avaient pas laissé d'être juges. Ceux de Hesse firent observer que si l'on avait égard à de semblables raisons, on ne pourrait jamais assembler de conciles légitimes, parce que les pasteurs et les docteurs sont toujours les premiers à s'opposer aux hérésies naissantes, et tous les autres ministres parlèrent dans le même sens. Enfin on n'oublia pas de faire remarquer que ceux qui repoussaient les nouveautés ne jugeaient point leur propre cause, mais celle de Dieu et de l'Église. C'était, comme on le voit, proclamer solennellement les principes de l'Église catholique, et justifier la condamnation du protestantisme. Mais on ne s'arrêta pas devant ces contradictions, et l'on décida que les arminiens étaient tenus de reconnaître l'autorité du synode et de se soumettre à ce qu'il déciderait. Ils avaient réduit leur doctrine à cinq points principaux ; savoir : que Dieu a résolu par un décret éternel de sauver tous ceux qui croiraient en Jésus-Christ et qui observeraient sa loi ; que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes ; que tous ont besoin de la grâce pour faire le bien ; mais que Dieu ne la refuse à personne et que tous sont libres d'y résister ou d'y consentir. Ces articles furent discutés longuement et condamnés enfin par un décret du 6 mai 1649. On y confirma la prédestination nécessitante, l'inamissibilité de la justice, la certitude du salut et tous les dogmes fatalistes de Calvin. Le synode, persuadé de son autorité par la parole de Dieu même, et suivant les traces de tous les synodes légitimes, tant anciens que nouveaux, selon les propres termes du décret, jugea que les ministres qui s'étaient faits chefs de parti dans l'Église avaient corrompu la religion, les déclara privés de leur emploi et incapables de toute fonction ecclésiastique. Les états généraux confirmèrent les décisions du synode, avec ordre à tous les ministres de s'y conformer ; et les arminiens furent des-

titués, emprisonnés, bannis et persécutés de toutes manières. Barneveldt, malgré son âge et ses services, fut sacrifié à la haine du prince d'Orange et condamné à la mort. Le célèbre Grotius, condamné lui-même à une prison perpétuelle, parvint à se sauver au moyen d'un coffre dans lequel sa femme l'enferma. C'est ainsi que des sectaires, révoltés contre le jugement de l'Église universelle, ne rougissaient pas de se mettre en contradiction avec les principes de la réforme et de punir ceux qui refusaient de se soumettre à leur autorité. Les calvinistes français approuvèrent les décisions de Dordrecht dans des synodes tenus en 1620 à Alais et à Charenton (1).

Jacques I<sup>er</sup> travaillait de son côté à éteindre les divisions en Angleterre et en Écosse par des mesures contre le puritanisme. Il publia en 1618 une déclaration pour autoriser les danses et autres divertissemens qui servent de délassement au peuple les jours de fêtes, avec ordre aux évêques de la faire lire dans les églises et aux magistrats d'y tenir la main, comme à une chose importante pour le bonheur du peuple et pour l'accroissement de l'Église anglicane; car elle devait, disait-il, empêcher le peuple de s'abrutir et ramener ceux qui ne voudraient pas se réunir à une Église austère où tout inspirait l'ennui et le chagrin; c'est par ce motif qu'il était sévèrement défendu aux non-conformistes ou puritains de prendre part aux réjouissances communes. Jacques I<sup>er</sup> fit reconnaître la même année sa suprématie ecclésiastique par le parlement d'Écosse, après quoi il voulut faire admettre quelques articles de la discipline anglicane; ils avaient pour objet de recevoir l'Eucharistie à genoux, de la donner en particulier dans certains cas, d'administrer le baptême dans les maisons particulières, de donner la confirmation aux enfans et d'observer certaines fêtes. On tint à ce sujet un synode à Perth, où l'archevêque de Saint-André fit

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.* — Bossuet, *Hist. des variat.* liv. xiv.

recevoir ces articles avec quelques modifications ; mais ils produisirent un vif mécontentement, et Charles I<sup>er</sup>, qui succéda en 1625 à Jacques son père, fut obligé quelque temps après de les révoquer, et devint enfin victime du fanatisme des puritains.

Le parlement de Toulouse condamna au feu, en 1619, un Italien nommé Vanini, qui cherchait à répandre l'athéisme par ses ouvrages et par ses discours. Il était né en 1585 dans le royaume de Naples, et avait étudié successivement la philosophie, la médecine, la théologie et le droit canonique. Il embrassa l'état ecclésiastique, se fit ordonner prêtre, et se mit bientôt à voyager, soit pour répandre ses impiétés, soit pour échapper plus facilement, en changeant de nom et de séjour, au châtement qu'elles pouvaient lui attirer. Il parcourut plusieurs villes d'Allemagne, passa en Hollande, puis en Angleterre, où sa qualité de prêtre étranger le fit mettre en prison ; mais on ne tarda pas à lui rendre la liberté ; il vint alors en France, et après quelque séjour à Lyon et en d'autres endroits, il se rendit à Paris, où il publia en 1616 des dialogues, intitulés *Des secrets admirables de la nature, reine et déesse des mortels*. Cet ouvrage, qui réunissait aux impiétés de l'athéisme des obscénités révoltantes, fut condamné par la Sorbonne, et força l'auteur à prendre la fuite. S'étant réfugié à Toulouse, il essaya d'y répandre sa doctrine et fut arrêté. Il employa tous les moyens d'hypocrisie, pendant son procès, qui dura six mois, pour échapper à une condamnation. Il se confessait et communiait fréquemment ; mais quand la sentence fut rendue, il refusa le ministère d'un prêtre et déclara ouvertement qu'il ne reconnaissait point de Dieu. Il fut pendu après avoir eu la langue coupée, et son corps fut brûlé.

Des disputes fort vives s'étaient élevées de nouveau entre les dominicains et les cordeliers, en Espagne, au sujet de l'immaculée conception de la sainte Vierge. Le pape Paul V, pour y mettre fin, renouvela en 1617 les

constitutions de Sixte IV et de Pie V, confirmées par le concile de Trente. Ces constitutions défendaient, comme on l'a vu, d'enseigner publiquement ou de prêcher que la sainte Vierge a été conçue dans le péché originel. Grégoire XV défendit en outre par une bulle du 24 mai 1622 de soutenir cette opinion, même dans les conversions particulières, et toutes ces défenses furent confirmées en 1661 par Alexandre VII. Paul V approuva la même année 1617, sous le nom de Congrégation Pauline, l'institut des clercs réguliers des écoles pieuses, fondé en Italie par Joseph Casalani, pour l'instruction des enfans et surtout des pauvres. Cet institut fut confirmé quatre ans après, comme ordre religieux, par Grégoire XV. Le pieux fondateur mourut en 1648, également célèbre par ses vertus et par ses miracles, et fut canonisé en 1767 par Clément XIII.

Paul V mourut au mois de janvier 1621. On a fait remarquer à la louange de ce pape, que durant son long pontificat il ne passa pas un seul jour sans célébrer la messe. Il montra aussi la plus grande sollicitude pour la propagation de la foi dans les Indes et dans le Japon ; il y fit passer un grand nombre d'ouvriers évangéliques et adressa des brefs de consolation aux fidèles persécutés. On lui donna pour successeur le cardinal Alexandre Ludovisio, généralement estimé pour son habileté et sa prudence, et qui fut élu le 9 février sous le nom de Grégoire XV. Le nouveau pape publia au mois de novembre de la même année une bulle contenant divers réglemens sur le conclave ; elle avait surtout pour but d'empêcher l'effet des brigues et des factions, et par ce motif, elle ordonne que l'élection devra se faire au scrutin secret. Ces réglemens furent confirmés par une autre bulle de l'année suivante, et en 1626 par le pape Urbain VIII, qui en fit jurer l'observation à trente-sept cardinaux qui étaient alors à Rome. Grégoire XV défendit par une bulle de l'an 1622 à tous les ecclésiastiques et à tous les religieux exempts ou non exempts de

prêcher et de confesser sans l'approbation de l'ordinaire. Mais elle ne termina pas les dissensions tant de fois renouvelées à ce sujet. Comme le concile de Trente, qui avait déjà fait une semblable défense, n'avait pas été promulgué en France, les religieux prétendaient y faire valoir leurs anciens privilèges, et après la bulle de Grégoire XV, ils s'autorisèrent encore d'une bulle de Pie V, pour soutenir au moins que l'approbation une fois donnée par l'évêque ne pouvait plus être révoquée par lui. Le cardinal de Richelieu ayant rassemblé en 1633 les supérieurs des maisons de Paris, leur fit souscrire au nom de tous les religieux de leurs ordres respectifs une promesse de ne point prêcher ni confesser sans approbation, et les évêques pour obvier à toute contestation au sujet de la révocation des pouvoirs, prirent généralement le parti de ne les donner que pour un temps limité.

Le pape, sur la demande du roi Louis XIII, érigea par une bulle de la même année 1622 l'évêché de Paris en métropole, et lui donna pour suffragans les évêchés d'Orléans, de Meaux et de Chartres, auxquels on ajouta plus tard celui de Blois, créé sous Louis XIV. Cette érection se fit pendant la vacance du siège archiépiscopal de Sens, dont le chapitre ne laissa pas de former devant le parlement une opposition qui fut sans effet. Grégoire XV adressa la même année au cardinal de la Rochefoucauld, grand aumônier de France, un bref pour l'autoriser à établir la réforme dans les monastères du royaume. Ce bref fut sollicité par Louis XIII, à qui on avait souvent porté des plaintes sur l'oisiveté, le relâchement et les désordres qui régnaient dans un grand nombre de ces maisons, dont plusieurs n'étaient habitées que par cinq ou six religieux. Le pieux cardinal commença par former un conseil composé d'un bénédictin, d'un chartreux, d'un jésuite, d'un feillant, d'un dominicain, d'un minime et de quelques autres personnes recommandables par leurs vertus comme par leurs lumières, et après plusieurs con-



férences, on publia les réglemens qu'on avait jugés nécessaires pour le rétablissement de la discipline monastique. Mais ce ne fut pas sans peine qu'on vint à bout de les faire recevoir dans plusieurs monastères. Les congrégations de Cîteaux et de Clairvaux montrèrent surtout une vive opposition, et les moines ennemis de la réforme trouvèrent de puissans protecteurs, qui rendirent quelquefois inefficaces les mesures prises par le zélé cardinal. Toutefois, si l'on ne parvint pas à faire refleurir l'ancienne régularité dans toutes les maisons, on réussit au moins à en bannir le libertinage scandaleux.

L'ordonnance de Blois et les conciles provinciaux tenus en France dans le siècle précédent avaient prescrit des mesures pour la réforme des monastères; mais les guerres civiles en empêchèrent l'exécution et contribuèrent encore à diminuer les restes de l'ancienne discipline. On conservait à peine dans beaucoup de maisons quelques vestiges de la vie commune. L'office public n'avait plus lieu ou ne se faisait qu'avec une extrême négligence; les moines comme les supérieurs vivaient dans des appartemens particuliers, et la chasse, la bonne chère, et les divertissemens mondains avaient remplacé la prière, le travail, le jeûne et la retraite. Ces désordres étaient surtout devenus si grands dans l'ordre de Saint-Benoît, que le cardinal de Vaudémont, légat du pape dans la Lorraine, après quelques efforts sans succès pour réformer les monastères de cette province, jugea le mal incurable et sécularisa deux abbayes avec plusieurs prieurés. Enfin dom Didier, nommé en 1596 prieur de l'abbaye de Saint-Vannes de Verdun, entreprit d'y rétablir l'ancienne discipline, et reçut bientôt un grand nombre de novices qui s'engagèrent à suivre la règle de saint Benoît dans toute sa pureté. Quelques-uns de ces nouveaux religieux portèrent la réforme dans l'abbaye de Moyen-Moutier, ce qui donna lieu à l'établissement de la congrégation connue sous le nom de Saint-Vannes et de Saint-Hidulphe. Le pape Clé-

ment VIII confirma cette congrégation en 1604 et accorda plusieurs privilèges aux monastères qui voudraient s'y agréger. Elle s'étendit si promptement qu'elle compta en peu d'années près de quarante monastères.

Cette réforme ne tarda pas à être adoptée dans quelques abbayes de France, et le chapitre général tenu à Saint-Vannes en 1618 résolut d'ériger dans le royaume une nouvelle congrégation de bénédictins, sous le nom de saint Maur, disciple de saint Benoît. Louis XIII donna la même année des lettres patentes pour l'établissement de cette congrégation, qui fut confirmée ensuite par Grégoire XV, avec les mêmes privilèges que celle de Saint-Vannes. La réforme fut d'abord établie à Paris, dans le monastère des Blancs-Manteaux. Elle fut adoptée en 1631 par les religieux de Saint-Germain des Prés, et deux ans plus tard, le cardinal de la Rochefoucauld parvint à l'introduire dans l'abbaye de Saint-Denis. Dès ce moment, elle se propagea de plus en plus par toute la France, de sorte que la congrégation de Saint-Maur fut enfin composée de plus de cent quatre-vingts maisons, sous un supérieur général, auquel étaient adjoints deux assistans et six visiteurs, élus tous les trois ans dans le chapitre général, où l'on nommait aussi les supérieurs de chaque monastère. Le premier supérieur général fut dom Grégoire Tarrisse, mort l'an 1648 en odeur de sainteté. On dressa des constitutions ayant pour objet de former en même temps les religieux à la science et à la piété, et l'on vit commencer bientôt cette longue suite de savans dont les travaux ont jeté tant d'éclat sur cette congrégation.

On vit aussi refleurir l'ancienne discipline et la règle de saint Benoît dans le monastère de Port-Royal, devenu si célèbre dans l'histoire du dix-septième siècle. C'était une abbaye fondée en 1204, près de Chevreuse, à cinq lieues de Paris, pour des religieuses de l'ordre de Citeaux, par une dame de la maison de Montmorency; la direc-

tion de ce monastère fut donnée aux religieux de l'abbaye de Vaucernai, qui n'en était guère éloignée que d'une lieue, et deux moines de cette abbaye furent désignés pour remplir les fonctions de confesseurs et de chapelains à Port-Royal. Le rapide accroissement de la communauté força bientôt d'en adjoindre un troisième. La fondation n'était que pour douze religieuses; mais en peu d'années les donations successives de Philippe-Auguste, de Louis VIII, de saint Louis, du comte de Montfort et de plusieurs autres seigneurs, augmentèrent tellement les revenus de ce monastère, que par une estimation faite en 1233 en présence de l'abbé de Savigni, délégué à cet effet par le chapitre général de Cîteaux, ils furent jugés suffisants pour l'entretien de soixante religieuses. Le relâchement s'y introduisit avec le temps, et la règle était presque oubliée, lorsqu'une abbesse de dix-sept ans, dont la vocation pouvait paraître fort suspecte, la mère Angélique Arnaud, forma le projet d'y établir la réforme et en vint à bout. Elle avait pris l'habit religieux ayant à peine huit ans, et après avoir fait profession à l'âge de neuf ans dans l'abbaye de Maubuisson, elle fut nommée par Henri IV coadjutrice de l'abbesse de Port-Royal. Elle n'avait pas encore onze ans lorsqu'elle devint abbesse titulaire en 1602. Il n'y avait alors à Port-Royal que dix religieuses et deux novices. La mère Angélique se conforma pendant six ans au relâchement introduit par l'usage; mais en 1608, touchée par un sermon sur les devoirs de la vie monastique, elle résolut de pratiquer la règle dans toute sa rigueur et d'employer tous ses efforts pour la faire observer à ses religieuses. Comme ses vœux prononcés dans un âge incompetent pouvaient être regardés comme invalides, elle les renouvela en 1610; puis elle fit entourer de murs son abbaye, qui n'avait plus qu'une méchante clôture de terre éboulée presque partout, et ses exhortations soutenues par son exemple produisirent tant d'effet sur les religieuses, qu'on vi

bientôt le jeûne, l'abstinence de la viande, les veilles de la nuit et toutes les austérités de la règle observées à Port-Royal. Cette réforme est la première que l'on ait établie dans l'ordre de Cîteaux. Elle ne manqua pas d'y trouver des contradicteurs; mais plusieurs maisons résolurent de l'embrasser, et le général de Cîteaux chargea la mère Angélique de se rendre elle-même à Maubuisson pour y établir la réforme, et d'envoyer pour le même objet quelques-unes de ses religieuses en d'autres monastères. On vit augmenter considérablement le nombre des novices à Port-Royal, dont les bâtimens se trouvèrent bientôt trop étroits pour contenir toutes les religieuses. L'abbesse obtint alors l'agrément du roi pour transférer la communauté dans une maison plus vaste, achetée à Paris, au faubourg Saint-Jacques. Cette translation eut lieu en 1626, et l'année suivante l'abbesse sollicita et obtint du pape Urbain VIII une bulle qui soumettait les religieuses de Port-Royal à la juridiction de l'archevêque de Paris. Enfin trois ans plus tard, la mère Angélique, sur la recommandation de la reine Marie de Médicis, obtint des lettres-patentes de Louis XIII, portant qu'il renonçait à son droit de nomination, et que l'abbesse, auparavant perpétuelle, serait élue pour trois ans seulement par la communauté. Ce changement ayant été approuvé par le pape, la mère Angélique se démit de son titre, et l'on élut une abbesse triennale.

Le père Sébastien Michaélis, dominicain et prieur du couvent de Toulouse, avait établi la réforme dès le commencement du dix-septième siècle dans ce couvent et dans plusieurs autres du Languedoc. Il la fit recevoir aussi, en 1607, dans le monastère de Saint-Maximien, à Marseille, dont il fut nommé prieur par Henri IV. Le pape Paul V érigea l'année suivante les couvens réformés en congrégation particulière, indépendante des provinciaux dominicains, et le père Michaélis en fut élu premier supérieur ou vicaire général. Il fonda cinq ou six ans plus

tard, à Paris, le couvent des Jacobins de la rue Saint-Honoré, où il mourut en 1618. Cette congrégation compta bientôt un grand nombre de maisons dans les diverses parties de la France. Le père Jean-Baptiste Carré, maître des novices dans la maison de Paris, obtint du pape Urbain VIII, en 1629, un bref qui ordonnait que tous les novices dominicains devraient être formés dans des couvens d'une parfaite régularité, et l'on construisit à cet effet dans le faubourg Saint-Germain une maison de noviciat dont le père Carré fut établi supérieur.

Le cardinal de la Rochefoucauld employa son autorité pour établir la réforme parmi les chanoines réguliers. Il commença par l'introduire dans la maison de Sainte-Geneviève, dont il était abbé, et comme il n'y eut qu'un petit nombre de chanoines disposés à s'y soumettre, il en fit venir douze de l'abbaye de Senlis, où le père Charles Faur avait rétabli depuis quelques années l'ancienne discipline. Le cardinal donna en même temps sa démission du titre d'abbé, et obtint du roi Louis XIII des lettres patentes, en date du 22 février 1622, portant que les chanoines de Sainte-Geneviève rentreraient dans leur ancien droit d'élire leur abbé, et que l'élection se renouvelerait tous les trois ans. Plusieurs maisons ayant embrassé cette réforme, le pape Urbain VIII les érigea en congrégation, dont l'abbaye de Sainte-Geneviève devint le chef-lieu. Le père Faur fut élu supérieur général, et cette congrégation s'étendit tellement par la suite, qu'elle compta en France près de cent abbayes ou prieurés et plusieurs maisons dans les Pays-Bas. Les abbayes d'Ardeine, de Belle-Étoile et de Silly s'associèrent aussi pour commencer une réforme dans l'ordre de Prémontré. Mais cette louable entreprise rencontra tant d'obstacles, que les chanoines réformés furent obligés de recourir au pape Urbain VIII, qui, par un bref de l'an 1628, chargea le cardinal de la Rochefoucauld de maintenir la réforme établie dans ces trois maisons. Toutefois, l'abbé d'Ar-

deine fit déposer en 1630 le prieur de la maison, qui fut même interdit avec quelques autres religieux par le chapitre général. Mais le cardinal les rétablit dans leurs fonctions avec défense de les y troubler sous peine d'excommunication, et fit confirmer cette mesure par un arrêt du conseil.

Il fut chargé aussi peu de temps après d'établir la réforme dans l'ordre des trinitaires. Elle avait commencé en Espagne vers la fin du siècle précédent; et quelques religieux français, désirant l'introduire dans leurs maisons, s'adressèrent au pape Urbain VIII, et obtinrent un bref qui donnait cette commission au cardinal de la Rochefoucauld. Le général voulut s'y opposer, et appela comme d'abus au parlement de Paris. Mais le roi évoqua l'affaire au conseil, qui autorisa le cardinal à poursuivre la réforme. Il était facile de juger, par un seul fait, combien elle était devenue nécessaire. La règle de ces religieux les obligeait à réserver le tiers de leurs revenus pour la rédemption des captifs, et cependant la maison de Paris, qui avait dix mille livres de rente sans compter le casuel, n'était taxée qu'à dix-huit francs.

Le pape Grégoire XV approuva, en 1621, la congrégation de Notre-Dame du Calvaire, fondée quatre ans auparavant par Antoinette d'Orléans, sous la direction du père Joseph du Tremblai, religieux capucin, devenu célèbre par la faveur dont il jouit auprès du cardinal de Richelieu, et par l'habileté qu'il montra dans un grand nombre d'affaires et de négociations dont il fut chargé. Antoinette d'Orléans, fille du duc de Longueville et veuve du marquis de Belle-Isle, avait embrassé la vie religieuse, après la mort de son mari, dans le couvent des feuillantines de Toulouse, où elle était depuis cinq ans lorsque Henri IV la nomma coadjutrice de Fontevault. Ce fut là qu'elle eut occasion de connaître le père Joseph, qui travaillait à faire refleurir la discipline monastique dans cet ordre célèbre. Elle s'y appliqua de son côté avec autant



de succès que de zèle ; puis, ayant fait agréer sa démission, elle se retira au monastère de Lencloître, dépendant de Fontevault ; et sur le bruit de la réforme qu'elle voulait introduire, on vit bientôt accourir de toutes les maisons de l'ordre des religieuses disposées à s'y soumettre. Alors le père Joseph forma le plan de la congrégation du Calvaire, dont le premier monastère fut fondé à Poitiers, où madame d'Orléans se rendit, en 1617, avec vingt-quatre religieuses. Elle y mourut l'année suivante en odeur de sainteté. La reine Marie de Médicis fonda bientôt après un second monastère à Angers, puis un autre à Paris, qui devint le chef-lieu de la congrégation (1).

Quelques années plus tard, saint Vincent de Paul établit la congrégation des prêtres de la mission, nommés lazaristes à cause du prieuré de Saint-Lazare qui leur fut donné pour maison principale. Le saint fondateur était né, en 1576, au village de Poui, près de Dax, dans la Guyenne, aujourd'hui département des Landes, de parens pauvres mais vertueux. Il fit ses premières études chez les cordeliers de Dax, et alla ensuite étudier la théologie à Toulouse, où il fut fait prêtre en 1600. Quelque temps après, étant allé à Marseille pour quelques affaires, comme il s'était embarqué pour revenir à Narbonne, il fut pris par des pirates et mené à Tunis, en Barbarie, où il demeura esclave près de deux ans. Il réussit enfin à convertir son dernier maître, qui était un renégat piémontais, et s'embarqua avec lui sur un esquif pour revenir en France. Ils abordèrent heureusement à Aigues-mortes, au mois de juin 1607. De là ils se rendirent à Avignon auprès du vice-légat, qui les mena tous deux à Rome. Vincent ne tarda pas à être connu de l'ambassadeur français, qui lui confia une mission importante et le fit partir pour Paris. Il y arriva au

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.* — Hélyot, *Hist. des ordres monast.*

commencement de l'an 1609, et eut plusieurs conférences avec le roi. L'éclat de ses vertus lui fit bientôt une grande réputation. Il allait visiter et servir les malades dans les hôpitaux, et s'employait avec un zèle infatigable à l'instruction des pauvres et au soulagement de leurs misères. Il se lia par la communauté des bonnes œuvres avec Pierre de Bérulle, qui lui fit donner, en 1611, la cure de Clichy, où son ministère produisit les plus heureux effets. Il quitta cette cure, vers la fin de l'an 1613, pour se charger de l'éducation des enfans de M. de Gondi, dont l'un fut depuis le cardinal de Retz, si fameux dans les guerres de la Fronde. Quatre ans plus tard, Vincent, ayant accompagné la famille de Gondi dans le diocèse d'Amiens, fit une mission, dont les heureux succès lui inspirèrent dès lors la pensée de former une congrégation de missionnaires pour l'instruction des peuples de la campagne. Il fut chargé pendant cinq mois de desservir la paroisse de Châtillon-les-Dombes, dans la Bresse, et dans ce court espace de temps son zèle opéra des biens immenses; il y convertit plusieurs hérétiques, ramena la piété parmi les fidèles, termina un grand nombre de procès, et institua une confrérie de charité, qui devint le modèle de toutes celles qui furent bientôt établies en France. Revenu ensuite à Paris sur les vives instances de la famille de Gondi, il ne laissa pas d'exercer son zèle dans les campagnes et de faire plusieurs missions, en 1618 et les années suivantes, dans les diocèses de Beauvais, de Soissons et de Sens. Il continuait en même temps de visiter les hôpitaux et les prisons. Il s'appliqua surtout au soulagement des forçats, qui avant d'être envoyés aux galères étaient plongés dans des cachots obscurs et infects, où leur misère était affreuse. Les soins qu'il prit pour améliorer leur sort et les ramener aux sentimens de religion furent si efficaces, que Louis XIII, pour étendre cette bonne œuvre à tous les forçats, le nomma, en 1619, aumônier général des

galères de France. Vincent visita quelque temps après les bagnes de Marseille et de Bordeaux, et ses touchantes exhortations produisirent des effets merveilleux. Enfin poursuivant le projet qu'il avait formé pour l'instruction du peuple des campagnes, il institua, en 1625, la congrégation de la mission, qui fut approuvée par François de Gondi, archevêque de Paris, et établie d'abord au collège des Bons-Enfans. Louis XIII autorisa cette congrégation par lettres patentes du mois de mai 1627, et le pape Urbain VIII la confirma par une bulle du mois de janvier 1632. Elle fut mise en possession, vers la fin de la même année, du prieuré de Saint-Lazare, où saint Vincent de Paul établit bientôt après des conférences ecclésiastiques, qui avaient lieu sous sa direction tous les mardis, et qui furent suivies par une foule de sujets distingués, entre lesquels on remarque le célèbre Godeau, depuis évêque de Vence, Pavillon, évêque d'Aleth et Olier, fondateur du séminaire de Saint-Sulpice. La congrégation des lazaristes joignit aux missions dans les campagnes les missions chez les infidèles et la direction des séminaires, et compta en peu d'années un grand nombre d'établissements. Elle a été rétablie en France par une ordonnance de 1816. Elle entretient des missionnaires à Constantinople et en d'autres villes de la Turquie; elle en envoie même en Chine, et possède, en outre, divers établissements en Espagne et en Italie (1).

Saint François de Sales s'était lié d'une étroite amitié avec saint Vincent de Paul, et lui confia, en 1620, la direction du couvent de la Visitation, qui venait d'être établi à Paris. Le saint prélat, dont les lumières et les vertus faisaient l'admiration des princes et des peuples, avait été envoyé dans cette capitale, vers la fin de l'an 1618, avec le cardinal de Savoie, pour la conclusion du mariage du prince de Piémont avec Christine de

(1) Abelly, *Vie de saint Vincent de Paul*.

France, sœur de Louis XIII. Cette princesse força le saint évêque d'accepter la charge de son premier aumônier; mais il n'y consentit qu'à deux conditions : l'une, que cette charge ne l'empêcherait pas de résider dans son diocèse; l'autre, qu'il n'en toucherait pas les appointemens quand il ne l'exercerait pas. La princesse combattit vainement cette dernière condition. Le cardinal de Gondi, frappé des conversions que saint François de Sales fit à Paris, voulut l'avoir pour coadjuteur, et obtint sans peine l'agrément du roi; mais François refusa de quitter le siège où la Providence l'avait placé. De retour à Annecy, il continua de se livrer à la prédication et aux autres fonctions du ministère avec un zèle qui épuisa bientôt ses forces. Il voulut alors se faire donner un coadjuteur, et jeta les yeux sur son frère, Jean-François de Sales, qui depuis longtemps était son vicaire général. Il ne pouvait choisir un ecclésiastique plus vertueux ni plus capable; craignant toutefois de rien accorder aux sentimens de la nature, il ne se détermina qu'après avoir consulté les plus saints prélats, entre autres le cardinal Frédéric Borromée, cousin et successeur du saint archevêque de Milan, dont il retraçait toutes les vertus. Le coadjuteur fut sacré, au mois de janvier 1621, sous le titre d'évêque de Chalcédoine. L'année suivante, saint François de Sales, dont la santé s'affaiblissait de plus en plus, reçut une lettre du duc de Savoie, qui lui mandait de se rendre à Avignon, où il se proposait d'aller lui-même pour une entrevue avec le roi Louis XIII. Le saint prélat voulut partir, malgré les représentations de son frère et de son clergé, qui redoutaient les suites de ce voyage. Il avait lui-même un pressentiment de sa fin prochaine, et déposa dans un testament ses dernières volontés. Il revint d'Avignon, à la suite du roi, jusqu'à Lyon, où il ne voulut avoir d'autre logement que la chambre du jardinier de la Visitation. Son épuisement ne l'empêcha pas de se livrer aux tra-

vaux de son zèle accoutumé. Il prêcha chez les jésuites puis dans le couvent des récollets, où il fit la bénédiction d'une croix érigée par la reine mère. Il confessa le jour de Noël, le prince et la princesse de Piémont et après leur avoir dit la messe, il donna l'habit à deux novices de la Visitation, et fit ensuite un sermon sur le mystère du jour. Le lendemain, il sentit un affaiblissement extraordinaire qui ne l'empêcha pas de dire la messe et de s'occuper de quelques affaires concernant le bien de son église. Mais il fallut bientôt le mettre au lit où une apoplexie ne tarda pas à se déclarer. La nouvelle de sa maladie ne fut pas plus tôt répandue, que les seigneurs et les prélats vinrent en foule pour le voir et de mander sa bénédiction. Le duc de Nemours, tourmenté par la goutte, se fit porter chez lui. Le vicaire général de Lyon ordonna des prières, et fit exposer le saint-sacrement dans toutes les églises pour obtenir la guérison du saint prélat. Le père Ferrier, jésuite, qui ne le quitta point, lui proposa de faire cette prière de saint Martin, Seigneur, si je suis encore nécessaire à votre peuple, je ne refuse point le travail. La profonde humilité de François ne put y consentir, et au lieu de faire cette prière, il répéta plusieurs fois : Je ne suis qu'un serviteur inutile dont Dieu ni son peuple n'ont aucun besoin. Enfin, après avoir reçu les derniers sacrements avec une ferveur extraordinaire, il expira, le 28 décembre 1622, âgé seulement de cinquante-six ans. Le nombre et l'éclat de miracles qui s'opérèrent à son tombeau ou en d'autres endroits par son intercession firent bientôt demander partout sa canonisation, qui fut prononcée en 1665, par Alexandre VII, sur les instances du clergé de France et de la plupart des princes chrétiens. La bulle de canonisation, entre beaucoup d'autres miracles constatés juridiquement, relève surtout la résurrection de deux morts et la guérison d'un aveugle-né. On a de saint François de Sales plusieurs ouvrages de piété, remplis d'une onction

tendre et persuasive et de cette douceur attrayante qui faisait le fond de son caractère et qui gagnait les cœurs les plus endurcis; car jamais homme ne connut mieux le secret de conduire à la perfection pour ainsi dire sans effort, et de faire aimer la vertu par le charme insinuant de ses leçons et de ses exemples. Les principaux et les plus connus de ses ouvrages sont des lettres spirituelles, un traité de l'amour de Dieu et l'Introduction à la vie dévote.

Le pape Grégoire XV mourut le 8 juillet 1623. Il avait canonisé, l'année précédente, quatre saints fort célèbres, saint Ignace de Loyola, saint François Xavier, saint Philippe de Néri et sainte Thérèse. On lui donna pour successeur le cardinal Maffeo Barberini, qui fut élu le 6 août, et prit le nom d'Urbain VIII. Il était recommandable par sa piété et par ses talens, et avant que d'être revêtu des habits pontificaux, il se prosterna devant l'autel, et pria Dieu de lui ôter la vie s'il prévoyait que son exaltation ne dût pas être utile à l'Église. Le nouveau pape fit l'année suivante des réglemens touchant l'habit de quelques ordres religieux; il défendit aux récollets de porter la sandale et le capuchon pointu à la façon des capucins, et aux carmes anciens de prendre l'habit et le nom des carmes réformés. Trois ans plus tard, il donna une nouvelle bulle pour assurer aux capucins le titre de franciscains, qui leur était contesté par les cordeliers, sous prétexte qu'ils ne remontaient pas jusqu'à saint François, dont ils observaient la règle sans les mitigations introduites chez les cordeliers. Enfin, l'an 1641, le pape Urbain VIII ordonna aux prémontrés d'Espagne de reprendre l'ancien habit qu'ils avaient quitté depuis peu, et le nom de frère, auquel ils avaient substitué celui de père. Ces réglemens, qui peuvent sembler minutieux, avaient néanmoins un objet important; car ils tendaient soit à maintenir la régularité et la modestie de l'état religieux, soit à prévenir les méprises des fidèles, trom-



pés dans la distribution de leurs aumônes par la ressemblance des habits. La congrégation du concile de Trente, pour ôter aux religieux toute occasion de vagabondage, fit un décret, en 1624, pour défendre aux supérieurs réguliers d'autoriser leurs inférieurs à passer dans un ordre plus austère, à moins d'être bien assurés qu'ils s'y rendraient immédiatement et qu'ils y seraient reçus. Urbain VIII défendit, la même année, d'exposer à la vénération publique les images des personnes mortes en odeur de sainteté, d'allumer des cierges sur leurs tombeaux, et d'en publier les miracles sans l'approbation de l'ordinaire. Il supprima, par une bulle de l'an 1630, la congrégation des jésuitesses, établie sans approbation du saint-siège, dans une partie de l'Italie et dans la basse Allemagne. C'étaient des filles ou femmes dévotes qui portaient l'habit religieux, qui faisaient des vœux simples, et tenaient des pensionnats pour l'instruction des jeunes personnes de leur sexe. Nous devons aussi mentionner une bulle de cette même année 1630, par laquelle Urbain VIII accorda le titre d'éminence aux cardinaux, qui précédemment n'avaient que le titre d'illustrissime et de grandeur. Ce pape réunit au domaine de l'Église le duché d'Urbin et d'autres domaines que Jules II avait donnés en fief à sa famille; mais il ne put se défendre lui-même de la passion si ordinaire d'agrandir ses parens. Il nomma deux de ses neveux cardinaux avec un de ses frères qui avait pris l'habit de frère convers chez les capucins.

Il s'était formé en Espagne, vers la fin du siècle précédent, une secte de fanatiques qui prenaient le nom d'illuminés, et dont les doctrines, analogues à celles des beguards et des quiétistes, tendaient à introduire, sous prétexte d'une spiritualité plus parfaite, toutes les illusions et les rêveries de l'imagination, l'indifférence pour tous les actes extérieurs de la religion, le mépris de la discipline ecclésiastique et le dérèglement des mœurs.

Ils répandirent principalement leurs erreurs dans l'Andalousie. Le grand inquisiteur les condamna, en 1623, par un édit qui promettait le pardon à ceux qui s'étaient laissés séduire s'ils venaient rétracter leurs erreurs dans l'espace de trente jours, et dénoncer leurs séducteurs. L'édit eut son effet; sept à huit mille personnes vinrent faire leur déclaration, et l'on n'entendit plus parler de cette secte en Espagne. Mais quelques années plus tard, elle pénétra en France, où elle séduisit un assez grand nombre de personnes d'abord à Chartres, puis dans la Picardie. Deux capucins, accusés d'en répandre les maximes pernicieuses, furent renfermés à la Bastille, et le roi donna ordre aux juges de Roye et de Montdidier, où l'erreur se montrait avec le plus d'audace, d'informer contre les coupables. Leurs principaux chefs étaient un fanatique nommé Labadie, confesseur des religieuses hospitalières de Montdidier, qui, après avoir été jésuite, puis chanoine dans le diocèse d'Amiens, finit par se faire calviniste, et un curé de Roye, nommé Guérin; ce qui les fit appeler guérinets.

Comme la mission de Constantinople était sous la protection de la France, le pape Urbain VIII nomma, en 1625, supérieur de cette mission le père Joseph, capucin, qui profita de son crédit pour la soutenir et augmenter le nombre des ouvriers évangéliques dans toutes les provinces de l'empire ottoman. Les jésuites portugais déterminèrent, vers le même temps, l'empereur d'Éthiopie ou d'Abyssinie à rentrer dans le sein de l'Église romaine. Ce prince, nommé Ségud, écrivit au roi d'Espagne et au pape Urbain VIII, pour demander un patriarche catholique avec un plus grand nombre de missionnaires, et dès qu'ils furent arrivés, il fit entre les mains du patriarche une profession de foi catholique et un serment de fidélité et d'obéissance au saint-siège. Il fit prêter le même serment par tous les grands du royaume; après quoi il publia un édit pour ordonner à tous ses sujets,

sous peine de mort, d'abjurer l'hérésie, c'est-à-dire l'eutychianisme, et d'embrasser la religion romaine. Cette ordonnance produisit de nombreux soulèvemens. Le peuple prit les armes dans plusieurs provinces, et après divers combats, où l'empereur n'eut pas toujours l'avantage, comme la révolte s'étendait de plus en plus, il se vit obligé de révoquer son édit et de laisser à ses sujets la liberté de conscience. L'empereur Ségud mourut peu de temps après, et son fils Basilide, qui lui succéda, se déclara bientôt contre les catholiques. Il fit d'abord arrêter son oncle, qui ne lui avait prêté serment de fidélité qu'à la condition qu'il maintiendrait la foi de l'Église romaine ; puis il ordonna, en 1634, au patriarche et à tous les missionnaires de sortir de ses états. Quelques seigneurs catholiques prirent les armes pour les soutenir et délivrer le prince emprisonné. Mais leur révolte ne servit qu'à faire naître une violente persécution. L'empereur ordonna des poursuites rigoureuses contre les catholiques, et un grand nombre furent mis à mort. Les missionnaires jésuites proposèrent au vice-roi des Indes d'employer la force des armes pour défendre les catholiques et réduire l'empereur. Ils tinrent à peu près les mêmes discours à Rome ; ce qui fit croire que leur zèle imprudent pouvait être une des causes de la persécution, et le pape confia cette mission aux capucins français. Six d'entre eux se rendirent en Abyssinie. Mais ayant été reconnus, ils furent aussitôt condamnés à mort (1).

Une foule de religieux de différens ordres continuaient de répandre les lumières de l'Évangile parmi les peuplades encore sauvages de l'Amérique. On avait établi successivement un grand nombre d'évêchés avec des sièges métropolitains dans le Mexique, dans la Nouvelle-Castille, dans le Brésil, dans le Pérou et dans les Antilles, et plusieurs

(1) Lobo, *Relat. d'Abyssinie*. — Tellès, *Hist. d'Éthiopie*.

de ces sièges furent remplis par des dominicains ou d'autres religieux, qui se firent admirer par leur zèle infatigable pour la propagation de la foi, pour la pureté des mœurs et le maintien de la discipline. On avait aussi fondé à Mexico, à Lima et en d'autres endroits, des universités, dont presque toutes les chaires étaient également remplies par des religieux. Enfin, un grand nombre de couvens, établis en différens endroits, servaient à former des missionnaires qui allaient dans les forêts, dans les montagnes, dans les lieux les plus inaccessibles, chercher les naturels du pays et les instruire des vérités chrétiennes. On doit citer parmi les ouvriers évangéliques, dont le zèle et les travaux contribuèrent le plus aux progrès de la foi dans ce nouveau continent, saint Louis Bertrand, dominicain, mort vers la fin du siècle précédent, qui instruisit et baptisa une multitude d'idolâtres dans la province de Carthagène ou dans les contrées voisines, et qui fut canonisé en 1671 ; saint Torribio de Mongravejo, mort en 1606, archevêque de Lima, après vingt-cinq ans d'épiscopat, et saint François Solano, frère mineur de l'étroite observance, mort à Lima en 1610, tous deux canonisés en 1726 par Benoît XIII. On verra plus tard les travaux des jésuites pour la conversion et la civilisation des sauvages du Paraguay.

Le fameux cardinal de Richelieu, devenu en 1624 premier ministre de Louis XIII, entreprit et vint à bout d'abattre en France la puissance des calvinistes, dont l'esprit séditieux ne cessait d'occasionner des troubles. Ils avaient tenu, en 1620, une assemblée à la Rochelle, où, malgré l'opposition des principaux seigneurs, les discours fanatiques des ministres firent résoudre la guerre. On partagea les provinces entre huit commandans, et le duc de Bouillon fut nommé général en chef. Mais l'expérience du passé le déterminà à demeurer tranquille, aussi bien que le maréchal de Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, qui se rendit même à l'armée du roi pour

combattre les rebelles. Il était revenu depuis longtemps des erreurs du calvinisme, et, cédant enfin à l'éloquence persuasive de saint François de Sales, il fit son abjuration en 1622, après quoi il fut élevé à la dignité de connétable. La guerre dura environ deux ans, et les calvinistes, après avoir perdu plusieurs de leurs villes de sûreté, se virent contraints de demander la paix. Une seconde révolte, qui eut lieu trois ans plus tard, les affaiblit encore par la perte des îles de Rhé et d'Oléron. Enfin, après avoir obtenu de nouveau la paix en 1626, ils appelèrent l'année suivante les Anglais à leur secours, et le duc de Buckingham vint avec une flotte nombreuse pour chasser les troupes royales de l'île de Rhé. Mais il fut obligé de se retirer honteusement. Le cardinal de Richelieu résolut alors d'enlever la Rochelle aux calvinistes, et pour lui ôter les secours qu'elle pouvait attendre d'Angleterre, il fit construire en pleine mer, par un travail digne de son génie, une forte digue qui fermait le passage aux vaisseaux. Il forma ensuite par terre le siège de la ville, où bientôt la famine devint telle qu'elle emporta, dit-on, près de douze mille personnes. Le courage ou le fanatisme des Rochellois lutta longtemps contre ces terribles extrémités; mais enfin, n'espérant plus aucun secours, ils prirent le parti de se rendre à discrétion. On employa deux jours à nettoyer la ville, dont les rues étaient jonchées de morts et de mourans; après quoi le roi y fit son entrée, le 4<sup>re</sup> novembre 1628. Il y rétablit la religion catholique, fit raser les fortifications, et abolit à perpétuité le droit de commune avec tous les privilèges des habitans. Ainsi fut réduite, après quinze mois de siège, cette ville rebelle qui depuis plus de soixante ans était devenue le boulevard du calvinisme. Les Anglais avaient envoyé successivement deux flottes nombreuses pour la secourir; mais elles ne purent forcer la digue. Le roi Charles I<sup>er</sup> voulut, en quelque sorte, se venger de cet échec par des représailles euvres les ca-

tholiques de ses états; il renouvela tous les anciens édits portés contre eux, et ordonna d'arrêter tous les prêtres et les religieux. Toutefois, cette mesure n'aboutit qu'à quelques emprisonnemens; car Charles I<sup>er</sup> n'était pas d'humeur à faire des martyrs. La prise de la Rochelle fut en France un coup mortel pour le parti calviniste. Le duc de Rohan, qui en était le chef, fit encore quelque résistance dans les provinces du Midi. Mais la plupart des villes furent obligées bientôt de se soumettre. Privas, qui osa soutenir un siège, ayant été prise d'assaut, fut livrée au pillage; cent des principaux habitans furent pendus et cent autres condamnés aux galères. Enfin, le duc de Rohan se vit contraint de demander la paix. Elle fut conclue, le 27 juin 1629, par le traité d'Alais, dont le roi dicta toutes les conditions. Il accorda une amnistie générale pour le passé, et confirma, avec quelques restrictions, les principaux articles de l'édit de Nantes; mais il retira aux calvinistes toutes leurs places de sûreté et par conséquent le droit d'avoir des troupes. Le duc de la Trimouille, le marquis de la Force et quelques autres des principaux chefs, entraînés par l'exemple du duc de Lesdiguières, avaient abjuré l'hérésie, en sorte que le parti fut dès ce moment hors d'état de remuer.

Le fanatisme des sectaires causa des troubles plus longs et plus funestes en Allemagne, où leur révolte avait commencé depuis quelque temps la fameuse guerre de trente ans. Elle éclata, en 1618, à l'occasion de deux temples démolis ou fermés dans la Bohême par ordre de l'archevêque de Prague, sur des terres de son domaine. Les protestans s'en plaignirent comme d'une infraction à l'ordonnance de l'empereur Rodolphe, qui leur avait permis l'exercice public de leur religion. L'empereur Mathias leur fit répondre que cette permission devait être restreinte aux terres du domaine royal, et ne s'étendait point à celles de l'Église. N'ayant pu obtenir la satisfaction qu'ils demandaient, ils convoquèrent à Prague



une assemblée des états, qui se tint le 21 mai 1618, malgré la défense de l'empereur. Deux jours après, quelques-uns des chefs se rendirent à la salle du conseil d'état pour y porter leurs plaintes, et comme on leur répondit par des menaces, ils jetèrent par les fenêtres le président et deux membres les plus distingués du conseil. Ce coup d'éclat ne leur permit plus de rien ménager; ils formèrent un gouvernement provisoire, levèrent des troupes, et nommèrent le comte de la Tour général en chef. La révolte s'étendit bientôt dans la Silésie, dans la Moravie et dans une partie de l'Autriche. L'empereur tenta les voies de la négociation pour ramener les rebelles; mais, soutenus par la ligue protestante, par le prince de Transylvanie et par les états de Hollande, ils rejetèrent toutes les propositions. Le comte de la Tour, après avoir soumis toute la Bohême et la Moravie, s'avança en Autriche, et fut sur le point de se rendre maître de Vienne. Partout les catholiques eurent à souffrir les tyranniques vexations des sectaires, qui les exclurent de toutes les charges, qui les emprisonnèrent ou confisquèrent leurs biens sous le moindre prétexte, et s'emparèrent des principaux domaines de l'Église.

L'empereur Mathias mourut sur ces entrefaites, le 20 mars 1619, et cinq mois après on élut, pour lui succéder, Ferdinand II, son cousin, qui était déjà roi de Bohême et de Hongrie. Vers le même temps, les états de Bohême le déposèrent et offrirent la couronne royale à Frédéric V, électeur palatin, gendre du roi d'Angleterre et chef de l'union protestante. Ce prince, ayant accepté, se rendit à Prague, où il fut couronné le 4 novembre. Il se ligua aussitôt après avec Bethlem Gabor, prince de Transylvanie, qui convoitait la Hongrie, et reçut en outre quelques secours du roi d'Angleterre et de plusieurs princes protestans. Mais l'électeur de Saxe et le duc de Hesse Darmstadt, quoique tous deux protestans, se déclarèrent pour Ferdinand, qui fut d'ailleurs puissamment secondé

par la ligue catholique, et obtint du pape des sommes considérables et du roi d'Espagne un secours de vingt mille hommes. La bataille de Prague, gagnée le 8 novembre 1620 par les troupes impériales, ruina complètement les affaires de l'électeur palatin, qui fut obligé de se réfugier en Hollande. Il fut mis l'année suivante au ban de l'empire et dépouillé de ses états et de son titre d'électeur, qui fut transféré bientôt après au duc de Bavière. La Bohême et les autres provinces révoltées furent obligées de se soumettre à Ferdinand. Il y défendit l'exercice public de la religion protestante, bannit les ministres, comme étant les principaux auteurs des troubles, rétablit les jésuites chassés par les rebelles, et leur donna l'université de Prague. D'un autre côté, les états de Hollande publièrent une ordonnance, en 1622, pour en bannir les jésuites, avec défense d'y rentrer, sous peine d'être traités comme ennemis. On défendit, en outre, à tous les sujets de la république d'envoyer leurs enfans étudier en pays étrangers dans les collèges de la société. La trêve conclue avec l'Espagne venait d'expirer, et le fameux Spinola, chargé par Philippe IV du commandement des troupes envoyées au secours de l'empereur, après avoir conquis le Palatinat, porta la guerre en Hollande, où il s'empara d'un grand nombre de places. Cependant quelques princes protestans levèrent des troupes, et s'unirent aux Hollandais pour combattre les Espagnols et rétablir le prince palatin. On doit citer entre autres le duc Christian de Brunswick, qui, à la tête d'une troupe d'aventuriers, porta le carnage en différens endroits de l'Allemagne, particulièrement dans la Westphalie, et exerça les plus horribles cruautés contre les prêtres et contre les religieux. Les rois de France, d'Angleterre et de Danemark se liguèrent aussi avec la Hollande, et tandis que les Français portaient la guerre en Italie pour enlever la Valteline aux Espagnols, le roi de Danemark pénétra en Allemagne pour se mettre à la tête des troupes

protestantes. Mais après divers échecs, cette armée fut complètement battue et mise en déroute, l'an 1626, dans les batailles de Dessau et de Lutter, gagnées par les comtes de Tilly et de Walstein, généraux de l'empereur. Le roi de Danemark, obligé de fuir, se vit bientôt enlever une partie de ses états par les troupes impériales, qui s'emparèrent en même temps de la Poméranie et du Mecklembourg.

Ces victoires et quelques autres remportées sur le duc de Brunswick et sur le landgrave de Hesse mirent l'empereur en état de faire la loi aux protestans. Il commença par les bannir de tous les états héréditaires de la maison d'Autriche. Ensuite il publia un édit, au mois de mars 1629, pour ordonner la restitution de tous les biens ecclésiastiques usurpés depuis le traité de Passau. Ce traité, conclu sous Charles-Quint, portait que tout bénéficié qui embrasserait la prétendue réforme perdrait par le fait son bénéfice, dont la disposition reviendrait alors au collateur ordinaire. Mais cet article n'avait pas été observé, et l'on comptait plusieurs évêchés et une multitude d'abbayes et d'autres bénéfices retenus par des apostats ou enlevés même aux catholiques par des protestans. L'empereur nomma des commissaires pour faire exécuter son édit de restitution, avec menace de mettre au ban de l'empire tous ceux qui s'y opposeraient. Les protestans se plaignirent, et firent des représentations; mais trop faibles pour résister aux armes victorieuses de Walstein, la plupart furent obligés de se soumettre et de restituer ce qu'ils avaient usurpé. Toutefois, cet édit devint bientôt l'occasion d'une nouvelle ligue, où entra l'électeur de Saxe, dont un fils venait d'être mis en possession de l'archevêché de Magdebourg, que l'empereur réclamait pour son fils Léopold, en faveur duquel il avait obtenu des bulles à Rome. D'un autre côté, les victoires de Gustave Adolphe, roi de Suède, ne tardèrent pas à relever le parti protestant.

L'empereur avait refusé de reconnaître ce prince, et envoyé des troupes à Sigismond, roi de Pologne, pour l'aider à reconquérir la Suède. On ne voulut pas même recevoir les ambassadeurs suédois au congrès de Lubeck, où se négociait la paix qui fut conclue en 1629 avec le roi de Danemark. Ce refus devint pour l'Allemagne une source de longues et affreuses calamités.

Gustave, après avoir forcé le roi de Pologne à conclure une trêve de six ans, envoya des ambassadeurs en Angleterre, en France, en Hollande et en d'autres endroits pour se ménager des alliances contre l'empereur, et passa en Allemagne, au printemps de l'an 1630, à la tête d'une armée de quinze à vingt mille hommes. Il ne tarda pas à chasser les impériaux de la Poméranie et du Mecklembourg; puis, l'année suivante, ayant pris d'assaut la ville de Francfort-sur-l'Oder, il conclut des traités d'alliance avec l'électeur de Brandebourg, avec le landgrave de Hesse et avec l'électeur de Saxe. La France s'était déjà liguée avec lui par un traité du mois de janvier 1631, dont les principaux articles portaient que Gustave entretiendrait en Allemagne une armée de trente-six mille hommes, et que la France lui payerait chaque année, pendant six ans que devait durer l'alliance, une somme de quatre cent mille écus; que les princes de la ligue catholique ne seraient point inquiétés s'ils demeuraient neutres; enfin, que les Suédois ne changeraient rien à la religion dans les villes dont ils se rendraient maîtres, et que partout ils laisseraient aux catholiques le libre exercice de leur religion. Le comte de Tilly, chargé de s'opposer aux Suédois, emporta peu de temps après la ville de Magdebourg, où tout fut mis à feu et à sang. Mais il essuya une déroute complète à la bataille de Leipsick. Gustave, après cette victoire, gagnée au mois de septembre 1631, pénétra dans la Franconie, dans la Souabe et le Palatinat, où tout plia devant lui. Ensuite il s'avança dans la Bavière, prit Donawert, et

traversa le Rhin, malgré les efforts de Tilly, qui fut blessé à mort d'un coup de canon ; après quoi Ausbourg, Munich et presque toutes les places tombèrent au pouvoir des Suédois. Ils firent un butin immense, et exercèrent partout des ravages et des cruautés épouvantables. L'électeur de Saxe envahit de son côté la Bohême, et se rendit maître de Prague et d'un grand nombre de villes. Mais elles furent bientôt reconquises par Walstein, qui à son tour envahit la Saxe. Gustave accourut pour le combattre, et fut tué, le 6 novembre 1632, à la bataille de Lutzen. Il ne laissait qu'une fille, la princesse Christine, âgée de six ans, qui lui succéda comme reine de Suède.

La mort de Gustave occasionna d'abord quelques divisions dans la ligue protestante. Car l'électeur de Saxe prétendit en être le chef, et réclama la direction des affaires, tandis que de son côté le fameux Oxenstiern, ministre suédois, prétendait la retenir en vertu des traités conclus avec le roi défunt. Mais ces divisions furent terminées par l'habileté du chancelier, qui gagna successivement la plupart des princes, et parvint à faire confirmer ses prétentions dans une assemblée générale. Les Suédois se maintinrent dans la Franconie et le Palatinat, et chassèrent les impériaux du Hanovre et de la basse Saxe. D'autre part, Walstein reconquit toute la Silésie ; mais il périt assassiné au milieu de ses succès. L'archiduc Ferdinand, qui lui succéda dans le commandement des troupes impériales, remporta près de Nordlingen, en 1634, une éclatante victoire sur les Suédois, et les chassa de la Bavière et d'une grande partie de la Souabe et de la Franconie. Cette victoire détermina l'électeur de Saxe à entamer des négociations avec l'empereur, et la paix fut conclue, au mois de mai 1635, par le traité de Prague, où il fut convenu que les protestans pourraient garder pendant quarante ans les biens ecclésiastiques usurpés, et qu'ils joindraient leurs forces à celles de

l'empereur pour chasser les Suédois et les Français ; car Louis XIII, après la bataille de Nordlingen, avait envoyé au secours de la ligue protestante un corps de troupes sous la conduite du cardinal de la Valette, et l'année suivante il donna l'Alsace, à titre de principauté, au duc de Saxe-Weimar, général en chef de l'armée suédoise. Il faut avouer que c'était une chose fort étrange que ces secours envoyés aux ennemis de l'Église sous les ordres d'un cardinal et par un prince qui avait paru montrer tant de zèle à réprimer l'hérésie dans son royaume. Les princes protestans s'élevèrent d'abord fortement contre le traité de Prague, mais presque tous finirent bientôt par y adhérer. Les Espagnols attaquèrent vers le même temps et firent prisonnier l'électeur de Trèves, qui avait gardé la neutralité et s'était mis sous la protection de la France. Cette agression fit recommencer la guerre entre les deux couronnes. Le pape employa sa médiation pour rétablir la paix entre les princes catholiques, mais toutes les négociations furent sans effet. La mort de l'empereur, arrivée en 1637, ne changea rien non plus à l'état des affaires. La guerre continua en Allemagne, en Franche-Comté et dans les Pays-Bas avec des succès divers, et ne se termina que plus de dix ans après par le fameux traité de Westphalie (1).

L'alliance contractée par la France avec la ligue protestante, et la guerre faite aux Espagnols dans la Valtelline, avaient donné occasion à deux libelles anonymes en latin, dont l'un était intitulé *Avertissement au roi très-chrétien*, l'autre *Mystères politiques*, et dans lesquels on attaquait vivement la conduite du gouvernement français. Le premier avait pour auteur un jésuite romain nommé Eudémon Jean, qui avait déjà publié plusieurs écrits pour soutenir le pouvoir des papes sur le temporel des rois. Le second, dont l'auteur était un jésuite alle-

(1) Gramond, *Hist. de France*. — Papus, *Hist. d'Allemagne*.



mand nommé Jacques Keller , fut attribué au père Garasse, jésuite français, connu par divers ouvrages remplis de bouffonneries et de grossières injures, et surtout par une Somme de théologie, dont la morale relâchée fut condamnée peu de temps après par la Sorbonne. Ces libelles attirèrent sur la société des jésuites un des plus violens orages qu'elle eût jamais essuyés. Le cardinal de Richelieu, qui n'y était pas ménagé, mit tout en œuvre pour en découvrir les auteurs, et ne pouvant en venir à bout, il fit retomber sa colère sur la société. Le parlement, par un arrêt du 20 octobre 1625, fit lacérer et brûler ces libelles. La Sorbonne les condamna, un mois après, comme séditieux, calomnieux, portant les sujets à la révolte et contenant plusieurs maximes exécrables. Ils furent aussi censurés, le 12 janvier 1626, par l'assemblée du clergé de France, comme renfermant des doctrines fausses, séditieuses et contraires à la tranquillité de l'état. Mais avant que cette censure fût publiée, on en fit paraître une autre beaucoup plus forte et plus longue, dressée, dit-on, par Léonor d'Etampes, évêque de Chartres, dans laquelle on condamnait comme hérétiques les opinions contraires à l'indépendance des souverains. Le parlement, à qui on remit cette dernière censure, la confirma par un arrêt du 21 janvier, avec défense à toutes personnes de s'assembler pour en faire et en publier une autre. Toutefois, les évêques s'assemblèrent, au mois de février, chez le cardinal de la Rochefoucauld, pour la désavouer par une déclaration publique. Mais le parlement prétendit casser et annuler cette délibération. Enfin le roi, sur les plaintes du clergé, termina ces débats en évoquant l'affaire au conseil.

On vit paraître en France, dans le même temps, un livre, composé à Rome par un jésuite nommé Santarelli, qui soutenait que le pape a une pleine puissance sur les choses temporelles comme sur les choses spirituelles, qu'il peut punir les souverains par des peines tempo-

relles, les déposer et les priver de leurs royaumes, non-seulement pour crimes d'hérésie, mais encore pour d'autres péchés scandaleux, et même lorsqu'ils sont négligens ou incapables. Le parlement ordonna, par un arrêt du 13 mars 1626, que cet ouvrage serait brûlé publiquement sur la place de Grève, et plusieurs magistrats proposèrent ensuite de rendre un arrêt de bannissement contre les jésuites, ou du moins de leur interdire la chaire et de fermer leur collège. Le père Coton se rendit au Louvre pour solliciter la protection du roi, mais il ne fut pas reçu. Le parlement envoya le lendemain des huissiers pour l'amener au palais avec trois supérieurs des maisons de Paris, et on leur ordonna de signer quatre articles portant que le pape n'a aucun pouvoir sur le temporel des princes, et que le roi ne pouvait être excommunié, ni ses sujets absous de leur serment de fidélité, ni le royaume mis en interdit. Comme ils firent des difficultés, le parlement se montra disposé à rendre un arrêt rigoureux; mais deux jours après, le cardinal de Richelieu se contenta de leur faire signer un formulaire contenant la promesse de souscrire à la censure que le clergé et la Sorbonne feraient du livre de Santarelli. Le roi fit défendre ensuite au parlement de passer outre; ce qui n'empêcha pas de rendre un arrêt qui leur ordonnait d'apporter au greffe, dans huit jours, un écrit contenant l'exposé de leurs sentimens sur la doctrine de ce livre, sous peine d'être traités comme criminels de lèse-majesté, et ils se virent forcés d'obéir. La faculté de théologie condamna le livre de Santarelli par une censure, en date du 1<sup>er</sup> avril, et fit quelques jours après un décret portant qu'elle serait lue publiquement tous les ans. Mais les docteurs Duval, Mauclerc, Isambert et quelques autres entreprirent de la faire révoquer ou au moins mitiger. Ils ne cessèrent de revenir sur cette affaire, et le roi, pour mettre fin à ces discussions, ayant envoyé l'évêque de Nantes en Sorbonne, le

2 janvier 1627, avec ordre d'entendre et de lui rapporter les plaintes formées contre la censure, le nombre de docteurs qui la désapprouvèrent se trouva le plus grand. Toutefois, le parlement ordonna qu'elle serait enregistrée au greffe, et nomma quelques-uns de ses membres pour informer contre les docteurs accusés de former des brigues pour la faire révoquer. Mais le roi, par un arrêt du conseil, fit défense expresse au parlement de connaître de cette affaire. Il déclara, en outre, qu'il nommerait des cardinaux et des prélats pour rédiger une censure de la détestable doctrine du livre de Santarelli, et dès ce moment il n'en fut plus question (1).

Les victoires de Gustave-Adolphe en Allemagne réveillèrent le fanatisme des calvinistes français. Ils renouvelèrent les prophéties toujours démenties sur la ruine prochaine de l'Église catholique, et dans un synode tenu à Charenton en 1634, ils firent de nouvelles avances pour se réunir aux luthériens. Ils déclarèrent que les Allemands de la confession d'Ausbourg pourraient être reçus à la sainte table, sans faire abjuration, parce qu'ils étaient d'accord avec les autres réformés sur les points fondamentaux de la religion, et que leur opinion sur la présence réelle n'avait rien de contraire à la piété ; mais la plupart des luthériens n'en persistèrent pas moins à tenir pour excommuniés ceux qui s'obstinaient ainsi à les rechercher comme frères. Deux ans plus tard, le ministre Aubertin, auteur d'un livre sur l'Eucharistie contre la présence réelle, et trois autres ministres, Daillé, Mesprezat et Drelincourt, approbateurs de cet ouvrage, furent décrétés de prise de corps pour s'être qualifiés pasteurs et ministres du saint Évangile, contre la teneur des édits de pacification ; mais cette affaire n'eut point de suite, et les ministres prirent encore assez souvent les mêmes qualifications jusqu'en 1657, que Louis XIV leur en fit une défense très-sévère.

(1) D'Avrigny, *Mém.* — Sponde, *Annal. eccl.* — Dupin.

Un parti nombreux, ayant à sa tête la reine-mère et Gaston frère du roi, s'était formé à la cour pour renverser le cardinal de Richelieu ; et la chute de ce ministre était décidée, lorsqu'il parvint dans une entrevue avec Louis XIII à regagner toute la confiance de ce faible monarque. La reine-mère se retira en Flandre, où elle mourut quelques années plus tard dans l'abandon et la misère. Gaston se retira d'abord en Lorraine, puis en Languedoc, où il parvint à exciter une révolte. Quelques évêques furent accusés de s'être déclarés en sa faveur, et le pape Urbain VIII, par un bref du mois d'octobre 1632, délégua sur la demande du roi quatre évêques français pour les juger. Les commissaires procédèrent à ce jugement sans réclamation ; mais après la mort de Louis XIII, le clergé de France, dans les assemblées de 1645 et de 1650, prétendit que cette procédure était contraire au concordat, et fit une protestation avec une lettre adressée au pape pour demander que les causes des évêques fussent jugées par le concile de la province, auquel seraient adjoints des évêques voisins pour compléter le nombre de douze. Ce n'était pourtant pas la première fois que de semblables délégations avaient eu lieu depuis le concordat, et l'on ne manqua pas de soutenir à Rome que les canons invoqués par le clergé de France étaient tombés en désuétude ou abrogés par l'usage contraire. Comme Gaston s'était marié sans le consentement du roi avec une princesse de Lorraine, Louis XIII voulant annuler ce mariage, demanda le sentiment de l'assemblée du clergé, qui, après avoir pris l'avis des plus célèbres docteurs, déclara en 1635 que le mariage des princes du sang contracté sans le consentement du roi était invalide. Mais cette opinion ne fut pas approuvée à Rome, et trouva même en France un assez grand nombre de contradicteurs, parmi lesquels on remarque le fameux abbé de Saint-Cyran.

La congrégation du saint-office ou de l'inquisition pro-

nonça vers le même temps contre le célèbre Galilée une condamnation qui a donné lieu à de nombreuses déclamations. Cet astronome, fameux par ses découvertes, avait embrassé avec enthousiasme le système de Copernic sur le mouvement de la terre, et s'étant rendu à Rome sous le pontificat de Paul V, il y soutint publiquement cette opinion comme incontestable, et entreprit surtout de montrer qu'elle était conforme aux livres saints; car un certain nombre de théologiens voulaient la faire proscrire comme contraire à la foi. La congrégation du saint-office, saisie de l'affaire, prononça en 1616 que l'opinion du mouvement de la terre ne s'accordait point avec la Bible, et fit défense à Galilée de soutenir cette conformité. Toutefois, par un autre décret de l'an 1620, elle permit de proposer cette opinion comme une hypothèse; mais Galilée ne se tint pas dans les bornes de ce décret. Il publia plus tard des dialogues, où il persistait à soutenir l'opinion du mouvement de la terre comme incontestable et conforme à l'Écriture sainte. Il fut dénoncé à l'inquisition en 1633 et condamné à la prison comme relaps. Mais cette condamnation n'était guère que pour la forme, et l'on voit dans une lettre qu'il écrivit quelque temps après au père Receneri son disciple, les ménagemens et les égards qu'on eut pour lui. « Le pape, dit-il, me traita comme un homme digne de son estime. J'eus pour maison d'arrêt le palais délicieux de la Trinité du Mont. Quand j'arrivai au saint-office, le commissaire me présenta poliment à l'assesseur Vittrici. On me demanda avec honnêteté de produire mes raisons; elles firent hausser les épaules à mes juges, ce qui est le recours ordinaire des esprits préoccupés. J'ai été obligé de rétracter mon opinion, et pour me punir on a défendu mes Dialogues. Enfin on m'a congédié après cinq mois de séjour à Rome, en m'assignant pour demeure le palais de mon meilleur ami l'archevêque de Sienne. Aujourd'hui je suis à ma maison de campagne, où je respire l'air pur de

ma patrie. » Voilà quelle fut la prétendue persécution exercée contre la personne de Galilée. Quant à son opinion, le jugement de l'inquisition n'eut pas pour objet de la proscrire absolument, mais seulement de la déclarer incertaine, et l'on ne doit pas oublier qu'elle était loin d'être alors appuyée de toutes les preuves que l'on en a données depuis.

L'affaire d'Urbain Grandier, curé de Loudun, ne fit pas moins de bruit. Il s'était fait interdire depuis quelque temps par le dérèglement de ses mœurs, lorsqu'il fut accusé, en 1632, de magie et de sortilège, comme auteur de la possession réelle ou imaginaire des ursulines et de quelques autres filles de Loudun. Ces religieuses se plaignirent d'être tourmentées par des spectres et des fantômes, et prétendirent que Grandier leur apparaissait sous des figures horribles. Elles tombaient, en outre, dans des convulsions subites et violentes qu'elles attribuaient au démon. L'évêque de Poitiers fit exorciser les religieuses et procéder contre Grandier. Mais celui-ci ayant formé un appel à l'archevêque de Bordeaux, qui nomma d'autres exorcistes, l'affaire parut s'apaiser. Malheureusement Grandier fut accusé d'être l'auteur d'un libelle injurieux publié contre le cardinal de Richelieu, sous le titre de la *Cordonnière de Loudun*. Ce ministre chargea le fameux Laubardemont, conseiller d'état, de se rendre sur les lieux et d'examiner l'affaire de la possession. Aussitôt les démons revinrent, et après bien des exorcismes, sur le témoignage constant des religieuses possédées, Grandier fut condamné au feu et brûlé vif en 1634. On lui avait fait subir auparavant une question si violente, qu'il en eut les jambes fracassées et que la moelle lui sortit des os. Sa mort ne fit pas disparaître les démons, qui se maintinrent dans le corps de la prieure jusqu'en 1637. Le père Surin, jésuite et mystique fameux, en fut lui-même obsédé, et ne parvint qu'après de longs et terribles assauts à les mettre en fuite. La possession



des ursulines et le supplice de Grandier ont donné lieu à bien des critiques, et les ennemis du cardinal de Richelieu n'ont pas manqué de soutenir que c'était une intrigue imaginée pour satisfaire la vengeance de ce ministre. Toutefois, plusieurs personnes distinguées par leurs lumières ayant assisté aux exorcismes, demeurèrent convaincues de la réalité des possessions. Mais en les admettant comme réelles, il restait encore à en déterminer la cause, et l'on peut toujours s'étonner qu'on ait voulu rendre Grandier responsable sur le témoignage du démon, c'est-à-dire du père des mensonges.

Nous devons signaler comme une circonstance remarquable de cette affaire la conversion d'un pécheur célèbre nommé Quériolet, conseiller au parlement de Rennes. Il avait vécu jusqu'alors dans les plus affreux désordres, et son impiété allait jusqu'à l'athéisme. Néanmoins, dans une rencontre périlleuse il fit vœu d'un pèlerinage à Notre-Dame de Liesse ; mais le danger passé, il se moqua de sa promesse. Enfin, étant venu à Loudun par curiosité, il fut si frappé d'entendre une des religieuses possédées lui faire un reproche de n'avoir pas accompli ce vœu, dont il n'avait parlé à personne, qu'il tomba aussitôt fondant en larmes ; et après quelque temps d'une rigoureuse pénitence, il se fit prêtre, et ne cessa d'expiar ses crimes par d'incroyables austérités. Le pape Urbain VIII approuva la même année l'institut des religieuses de Notre-Dame du Refuge, établi depuis sept ou huit ans par une vertueuse femme nommée Élisabeth de Rauffaing, pour offrir un asile aux personnes du sexe qui voudraient renoncer à la débauche et expier leurs désordres par les austérités de la pénitence. Cette pieuse et charitable veuve en recueillit d'abord chez elle plus de vingt qu'elle nourrissait, qu'elle instruisait et qu'elle habituaît insensiblement aux exercices des communautés religieuses ; ses soins eurent tant de succès, que pour continuer cette bonne œuvre elle fonda à Nancy un mo-

nastère dont elle fut nommée supérieure, et bientôt après elle fut appelée à Rouen, à Dijon, à Toulouse et en d'autres villes, pour y établir des maisons de son institut. On y recevait non-seulement les personnes qui demandaient à s'y retirer de leur propre mouvement, mais encore celles que leurs parens ou l'autorité publique voulaient y renfermer. On les tenait dans un quartier séparé des religieuses, où elles étaient assujetties à la règle du cloître, et les instructions spirituelles qu'elles y recevaient étaient si efficaces, que presque toutes en sortaient converties, et que plusieurs même demandaient à être admises au nombre des religieuses.

Des contestations s'étaient élevées depuis quelque temps en Angleterre entre le clergé séculier et les religieux. Le pape Urbain VIII avait envoyé dans ce royaume, en 1625, comme vicaire apostolique, Richard Smith, avec le titre d'évêque de Chalcédoine. Ce prélat voulut faire exécuter les décrets de Pie V et de Grégoire XV, qui défendent aux religieux d'entendre les confessions sans être approuvés de l'évêque. Les religieux prétendirent qu'il donnait atteinte à leurs privilèges, et qu'étant lui-même délégué du saint-siège, il n'avait pas les pouvoirs des ordinaires, et ne pouvait se prévaloir des décrets dont on vient de parler. Ils refusèrent donc de se soumettre à son ordonnance, et levèrent contre lui un grand nombre de catholiques, en sorte qu'il fut obligé bientôt de se retirer en France. Ces contestations donnèrent lieu à plusieurs écrits de part et d'autre. Le docteur Kellison, président du collège anglais à Douai, publia un traité de la hiérarchie, où il soutenait les droits de l'évêque de Chalcédoine. Knoch, vice-provincial des jésuites en Angleterre, y fit une réponse, qui fut publiée avec l'approbation de plusieurs religieux mendiants, et un autre jésuite anglais, nommé Jean Floid, fit paraître aussi un écrit en faveur des réguliers, sous le nom de Daniel of Jesu. On soutenait

dans ces deux écrits que les réguliers sont exempts de la juridiction des évêques; qu'ils peuvent même être considérés comme étant au-dessus des évêques et des prêtres; qu'ils l'emportent sur les curés, parce que le ministère de ceux-ci est intéressé; que c'est un article de foi que les religieux, comme tels, font partie de la hiérarchie, et succèdent aux soixante-douze disciples; qu'ils ne peuvent abandonner l'épiscopat immédiat du pape pour se soumettre à un évêque particulier, sans faire injure au saint-siège; que les évêques ne sont nécessaires que pour ordonner les prêtres, et que les catholiques qui ont reçu le baptême sont de parfaits chrétiens sans avoir reçu la confirmation. Enfin, pour détourner les catholiques de fournir à l'évêque de Chalcédoine la subsistance nécessaire, on prétendait que les délégués doivent la recevoir de celui qui les envoie, et non pas des peuples. Les prêtres séculiers firent des extraits de ces livres, et les envoyèrent aux facultés de théologie de Paris et de Louvain, pour les faire condamner. Celle de Louvain ne les examina pas, parce que le nonce lui en fit une défense expresse. Mais ils furent condamnés, le 30 janvier 1631, par l'archevêque de Paris, et, le 15 février, par la Sorbonne. L'assemblée du clergé fit venir de son côté le provincial des jésuites, qui déclara ne pas approuver la doctrine de ces livres; et ensuite elle condamna les propositions, mais sans en nommer les auteurs; ceux-ci ne manquèrent pas de se défendre, et l'on vit bientôt paraître plusieurs écrits contre les censures de la Sorbonne, de l'archevêque de Paris et de l'assemblée du clergé. Le docteur Hallier y répondit en 1632, par un ouvrage intitulé Défense de la hiérarchie et de la censure de la faculté de théologie. Le fameux abbé de Saint-Cyran publia aussi peu de temps après sous le nom de *Petrus Aurelius*, deux grands traités pour défendre cette censure et celle de l'assemblée du clergé. Comme il ne se bornait pas à réfuter la doctrine conte-

nue dans les propositions condamnées, mais qu'il attaquait sans ménagemens la société des jésuites, ils en portèrent des plaintes au roi, et demandèrent que cet ouvrage plein d'injures fût supprimé. Mais l'assemblée du clergé s'y opposa. Ils publièrent alors, pour justifier leur demande, un recueil des injures et des calomnies de Petrus Aurelius, qui, de son côté, joignit à la réponse qu'il leur fit un recueil d'injures et de traits calomnieux dirigés contre le clergé de France et contre la Sorbonne, dans les écrits publiés pour la défense des propositions condamnées. Ce fut probablement ce qui détermina les jésuites de France à remettre au clergé, en 1633, une déclaration signée de quatre d'entre eux pour désavouer ces écrits et attester qu'ils n'avaient été composés par aucun des religieux de leur société. Le pape Urbain VIII, pour calmer les esprits, voulut se réserver le jugement de ces contestations; il avait publié dans ce but une constitution, en date du 5 mai 1631, et comme elle n'avait pas eu l'effet qu'il en attendait, la congrégation de l'*Index* fit un décret, en 1633, pour ordonner la suppression de tous les écrits publiés de part et d'autre sur cette matière, avec défense, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, d'en publier de nouveaux ou de taxer d'hérésie ou de mauvaise doctrine les livres de l'un ou de l'autre parti jusqu'à ce que le saint-siège l'eût prononcé. Nonobstant ce décret, comme on ne reconnaissait pas en France l'autorité de cette congrégation, l'assemblée du clergé fit, quelques années plus tard, imprimer à ses dépens les ouvrages de *Petrus Aurelius*, où l'on trouve cependant, outre les injures contre les jésuites, plusieurs propositions condamnables. Mais le clergé, qui sans doute ne l'avait pas examiné scrupuleusement, n'en considérait que le fond ou l'objet capital, c'est-à-dire la défense de la hiérarchie et des droits de l'épiscopat contre les prétentions des religieux. Cette réimpression fut ordonnée pour servir de réponse à un

traité de la hiérarchie, publié en 1641, par le père Cellot jésuite, et contenant une doctrine plus téméraire encore que celle des livres précédemment condamnés. L'auteur évita la censure de la Sorbonne en donnant une rétractation par écrit de plusieurs propositions. Mais son ouvrage n'en fut pas moins condamné l'année suivante par l'assemblée du clergé et par la congrégation de l'index, qui le mit au nombre des livres défendus jusqu'à ce qu'il fût corrigé. Le docteur Hallier fut chargé de le réfuter, et publia, en 1646, un grand ouvrage sur la hiérarchie, où les questions débattues sont traitées avec beaucoup de solidité et d'érudition (1).

Le fameux Duverger de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, qui prit part à ces discussions sous le nom de Petrus Aurelius, était né à Bayonne, en 1581, et avait étudié la théologie à Louvain, où il se lia d'une étroite amitié avec Jansenius. Ayant terminé ses études, il fut nommé d'abord chanoine de Bayonne, puis vicaire général de l'évêque de Poitiers, qui, en 1620, se démit en sa faveur de l'abbaye de Saint-Cyran. C'était la récompense d'une apologie qu'il avait publiée, en 1617, pour justifier la conduite de ce prélat, qui avait pris les armes afin de soumettre quelques magistrats protestans, dont les prétentions causaient des brouilleries dans la ville. Cet ouvrage, rempli de déclamations paradoxales, n'était pas le coup d'essai de l'auteur. Il avait déjà publié huit ou dix ans auparavant, un petit écrit anonyme beaucoup plus bizarre, sous le titre de Question royale, où il enseigne qu'il est des cas extraordinaires où il est permis à l'homme de se donner la mort, comme par exemple, pour sauver le chef de l'état, pour prévenir la ruine de la patrie, ou pour sauver la vie à ses parens. Les partisans de l'auteur ont prétendu que ces deux ouvrages étaient des essais de jeunesse qu'on pou-

(1) D'Avrigny, *Mém.*—Sponde, *Annal.*—Dupin, *Hist. du dix-septième siècle.*

vait excuser comme des déclamations de rhéteur ou des jeux d'esprit, tels qu'en ont laissé d'autres écrivains célèbres. Mais, outre que Duverger n'était plus jeune quand il publia l'apologie pour l'évêque de Poitiers, il faut convenir que de semblables jeux d'esprit prouvent au moins une imagination fort singulière et un esprit peu solide. L'abbé de Saint-Cyran, après sa nomination à cette abbaye, ne tarda pas à fixer son séjour à Paris, où sa vie austère, ses plaintes contre la morale relâchée des nouveaux casuistes, ses gémissemens sur les désordres qui affligeaient l'Église et son zèle pour le rétablissement de la discipline lui firent bientôt une grande réputation. Il gagna la confiance et l'amitié du cardinal de Bérulle par les soins qu'il se donna pour étendre la congrégation de l'Oratoire et lui procurer des établissemens en divers endroits. Il fut également lié avec saint Vincent de Paul, avec Adrien Bourdoise, avec le père de Condren, successeur de M. de Bérulle, et avec beaucoup d'autres personnages recommandables par leur piété. Mais la hardiesse téméraire de ses opinions les détermina dans la suite à rompre avec lui. Une foule de personnes de tout état, prêtres, laïques, femmes du monde et religieuses, se mirent sous sa conduite, et il devint enfin le directeur et l'oracle du célèbre monastère de Port-Royal. Sébastien Zamet, évêque de Langres et directeur de la mère Angélique Arnaud, avait formé, de concert avec elle, le projet de fonder une communauté spécialement consacrée à l'adoration perpétuelle du saint Sacrement. Cet établissement fut commencé, en 1633, par la mère Angélique, qui se rendit avec trois religieuses de Port-Royal et quatre postulantes dans la maison destinée au nouvel institut. Mais il ne subsista que quatre ou cinq ans, et peu de temps après les religieuses de Port-Royal demandèrent et obtinrent l'autorisation de le continuer dans leur maison et de joindre l'adoration perpétuelle aux observances de leur règle,



ce qui n'empêcha pas leurs ennemis de les accuser de ne pas croire à la présence réelle. Le projet de cet institut donna occasion à la mère Agnès, sœur de la mère Angélique, de composer, sous le titre de *Chapelet du saint Sacrement*, un petit écrit contenant une suite de pensées affectueuses sur l'amour divin, la plupart exprimées dans un langage mystique qui n'était pas toujours intelligible ni toujours exact, et qui semblait quelquefois renfermer les erreurs du quiétisme. Cet écrit fut censuré, en 1633, par quelques docteurs de Paris, et vivement attaqué par le père Binet, jésuite. Mais l'abbé de Saint-Cyran en prit la défense, et le fit approuver par Jansenius et Fromond, docteurs de Louvain. L'évêque de Langres, qui s'était lui-même déclaré en faveur du *Chapelet de la mère Agnès*, ayant alors conçu beaucoup d'estime et d'affection pour l'abbé de Saint-Cyran, le donna pour confesseur aux religieuses du saint Sacrement. Le confesseur ne tarda pas à gagner toute leur confiance, et la mère Angélique, retournant à Port-Royal en 1636, l'y introduisit comme directeur, et fit congédier bientôt après l'évêque de Langres. Celui-ci, qui avait eu occasion de connaître les opinions singulières et hardies de l'abbé de Saint-Cyran, le dénonça au cardinal de Richelieu comme un novateur dangereux. Vers le même temps, saint Vincent de Paul, le père de Condren et d'autres personnes rompirent toute relation avec cet abbé, dont les censures orgueilleuses et téméraires attaquaient la discipline de l'Église, et n'épargnaient pas même le concile de Trente, qui n'était, disait-il, qu'une assemblée de scholastiques et de politiques.

Sur ces entrefaites, le père Séguenot, de l'Oratoire, publia une traduction française du traité de la virginité, de saint Augustin, avec des notes où l'auteur égalait l'état du mariage à la virginité, et déprimait le mérite des vœux et la pauvreté religieuse ou volontaire. Il enseignait, en outre, que la contrition parfaite est néces-

saire pour recevoir le sacrement de pénitence, et comme elle a pour effet de réconcilier l'homme avec Dieu, il en concluait que l'absolution ne servait pas à remettre les péchés, mais seulement à déclarer qu'ils sont remis. On prétendit que ces erreurs étaient des articles extraits des écrits de Saint-Cyran, et mis ensuite entre les mains du père Séguenot, qui ne savait comment on les avait fait passer dans son ouvrage. C'est ce qui fut, dit-on, attesté au cardinal de Richelieu par le père de Condren, général de l'Oratoire. Quoi qu'il en soit, cet ouvrage fut condamné, le 1<sup>er</sup> juin 1638, par la faculté de théologie de Paris, et l'auteur enfermé quelque temps à la Bastille. L'abbé de Saint-Cyran, arrêté lui-même quelques jours auparavant, fut emprisonné à Vincennes, où il resta près de cinq ans. On l'accusait d'un grand nombre d'erreurs, et on ne laissa pas de nommer un laïque pour instruire le procès. C'était Laubardemont, si connu par l'affaire des ursulines de Loudun. Il entendit les dépositions de l'abbé de Prière, de l'abbé de Portmorant, de l'abbé Caulet, qui fut depuis évêque de Pamiers, de Tardif, avocat au parlement, et de beaucoup d'autres personnes. Saint Vincent de Paul, le père de Condren, l'évêque de Langres et M. de Bellegarde, archevêque de Sens, n'ayant pas voulu comparaître devant un juge laïque, remirent leurs dépositions par écrit soit au cardinal de Richelieu, soit à M. de Lescot, chanoine de Paris, nommé l'année suivante pour interroger l'accusé, qui refusait de répondre à un juge laïque sur des matières de doctrine. On fit courir un extrait de ces dépositions, où l'on accusait Saint-Cyran d'avoir enseigné de nombreuses erreurs sur l'Eglise, sur l'efficacité des sacrements, sur la grâce, sur le mérite des vœux et sur d'autres points de dogme ou de discipline. Cet extrait fut imprimé quelques années plus tard, et Antoine Lemaître, un des solitaires de Port-Royal, s'efforça d'y répondre dans une apologie de Saint-Cyran; mais s'il parvint à le justifier sur quelques points,

il fut loin de le disculper entièrement sur beaucoup d'autres, notamment sur la scandaleuse témérité de ses discours au sujet du concile de Trente, et il ne songea pas même à contester les erreurs sur la grâce ; car l'abbé de Saint-Cyran ne dissimulait pas lui-même son attachement à la doctrine de Jansenius, dont il avait déjà exposé les principes en termes non équivoques dans les livres publiés sous le nom de Petrus Aurelius. Après avoir subi plusieurs interrogatoires, où il nia quelques-uns des propos qu'on lui attribuait, et s'efforça d'atténuer et d'expliquer, par des interprétations souvent fort obscures, ceux qu'il ne pouvait nier, il donna, au mois d'avril 1640, une déclaration dans laquelle il protestait devant Dieu qu'il n'avait jamais eu aucune opinion particulière, et qu'il n'en voulait jamais avoir d'autre que celle de l'Église catholique, apostolique et romaine, et nommément du saint concile de Trente, tant à l'égard du dogme que des décrets concernant la discipline et l'administration des sacremens. Comme on le pressa de s'expliquer en particulier au sujet de l'attrition, il donna quelques jours après un autre écrit, où il déclarait que l'Église n'ayant point décidé si l'attrition seule suffit ou si la contrition est nécessaire dans le sacrement de pénitence, il regardait les deux opinions comme probables, et que dans la pratique il avait seulement exigé des pénitens qu'ils eussent une douleur sincère de leurs péchés. Enfin, deux mois après la mort du cardinal de Richelieu, il fut mis en liberté, le 6 février 1643, et mourut au mois d'octobre de la même année. Il avait composé plusieurs ouvrages de piété, qui furent successivement imprimés par ses disciples, et qui eurent, comme tous ceux des chefs de parti, une très-grande vogue. Nous citerons seulement une espèce de catéchisme sous le titre de Théologie familière, dont l'archevêque de Paris défendit la lecture, et qui fut condamné à Rome en 1654 (1).

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.* — Dupin, *Hist. eccl. du dix-septième siècle.*

L'abbé de Saint-Cyran doit principalement sa célébrité aux soins qu'il se donna pour accréditer et répandre en France la doctrine de Jansenius. Celui-ci, dont le nom est devenu si fameux, était né, en 1585, près de Rotterdam, en Hollande, de parens catholiques peu fortunés. Ayant achevé ses humanités à Utrecht, il se rendit à Louvain, où il étudia la rhétorique chez les jésuites, et la philosophie dans un autre collège ; après quoi il fit son cours de théologie à l'université, sous Jacques Janson, disciple et partisan de Baïus. Ses succès furent si brillans qu'il obtint le titre de premier maître ès-arts. Comme son application à l'étude avait délabré sa santé, les médecins lui conseillèrent le changement d'air, et il accompagna en France l'abbé de Saint-Cyran, son ami, qui le plaça, en 1604, comme précepteur chez un conseiller du parlement de Paris. Jansenius y resta quelques années, et se lia avec le père Gibieuf de l'Oratoire, auteur d'un livre sur la liberté, où l'on trouvait sur cette question des principes analogues à ceux du jansénisme. Le docteur Isaac Habert, qui avait approuvé ce livre, étant fort jeune, rétracta plus tard son approbation. L'abbé de Saint-Cyran appela ensuite Jansenius à Bayonne, où il le fit nommer principal du collège que l'évêque venait d'y fonder. Ils étudièrent ensemble pendant quatre ou cinq ans l'Écriture sainte et les saints pères, principalement saint Augustin. Mais Duverger ayant quitté Bayonne, en 1616, pour habiter Poitiers, Jansenius retourna l'année suivante à Louvain, où, par le crédit du docteur Janson, il fut nommé principal du collège de Sainte-Pulchérie. Il prit en 1619 le bonnet de docteur, et fut nommé en 1630 professeur d'Écriture sainte. On voit par ses lettres à Saint-Cyran qu'il employa l'argent du collège pour subvenir aux dépenses des deux neveux de cet abbé, qui faisaient leurs études à Louvain, et quand il serait vrai, comme l'ont prétendu ses partisans, que c'étaient seulement des avances, il faudrait

toujours convenir qu'il y avait en cela peu de délicatesse. Jansenius fut envoyé deux fois en Espagne pour défendre les intérêts de l'université, la première fois en 1624, et la seconde en 1626. Il y obtint la révocation de la permission que les jésuites avaient obtenue d'enseigner dans leur collège la philosophie et la théologie. Quelque temps après, les ministres de Bois-le-Duc, où les Hollandais venaient d'interdire l'exercice public de la religion catholique, ayant publié une espèce de manifeste en faveur de la réforme, avec un défi à tous les catholiques d'entrer en dispute avec eux, Jansenius y répondit par un écrit solide sous le titre d'Antidote contre la séduction des ministres. Il publia, en 1635, au sujet de l'alliance des Français avec la Hollande, un écrit sous le titre de *Mars gallicus*, où il attaquait sans ménagement les rois de France, et cherchait à prouver par des faits, qu'en se donnant le titre de rois très-chrétiens, ils ne travaillaient depuis un siècle, par leurs alliances avec les protestans, qu'à ruiner la religion catholique dans les principales contrées de l'Europe. Cette sanglante satire, malheureusement trop fondée, blessa vivement le cardinal de Richelieu, et fit un plaisir extrême à la cour d'Espagne. Jansenius fut nommé l'année suivante, par Philippe IV, à l'évêché d'Ypres, et sacré au mois d'octobre par l'archevêque de Malines. Mais il en jouit à peine deux ans. Il venait de visiter une partie de son diocèse attaquée de la peste, lorsqu'il en fut atteint lui-même, et mourut le 6 mai 1638. On a de lui des commentaires estimés sur le Pentateuque, sur les Évangiles et sur quelques autres livres de l'Écriture.

Mais l'ouvrage qui a surtout rendu son nom fameux, est un traité de la grâce, intitulé *Augustinus, seu doctrina sancti Augustini de humanæ naturæ sanitate, ægritudine et medicinâ adversus pelagianos et massilienses*. Son but était de combattre les opinions de Molina sur la grâce par une exposition suivie et raisonnée de la

doctrine de saint Augustin contre les pélagiens, et Jansenius dit avoir lu, pour le composer, dix fois toutes les œuvres du saint docteur et jusqu'à trente fois ses écrits sur la grâce. Mais, portant dans cette lecture les préoccupations de l'esprit de système, il chercha bien moins à découvrir les véritables sentimens de saint Augustin, qu'à plier les textes par des interprétations arbitraires à ses propres idées. Il travailla vingt ans à la composition de cet ouvrage, et en concerta le plan et l'exécution avec l'abbé de Saint-Cyran, qu'il ne manquait pas de consulter souvent et de tenir au courant de son travail. Ils entretenrent à ce sujet un fréquent commerce de lettres, où ils se communiquaient tantôt leurs espérances, tantôt leurs inquiétudes sur le succès d'un livre dont ils avaient raison de craindre la condamnation. On y voit surtout qu'ils ne se faisaient pas illusion sur la manière dont ce livre serait reçu à Rome; mais ils semblaient peu s'embarrasser de ce qu'ils appelaient le pouvoir ultramontain, et croyaient faire assez pour le succès de leur système, s'ils pouvaient gagner quelque communauté. Jansenius parvint, sans beaucoup de peine, à séduire une partie du collège irlandais, tenu à Louvain par des cordeliers, et qui servait de séminaire pour la mission d'Irlande. Le père Florent Conrius, devenu archevêque de Toam, était lui-même peu éloigné des sentimens de Baïus, et s'étant rendu à Louvain, où il avait été professeur, il y soutint la nouvelle doctrine dans un petit écrit sur la peine des enfans morts sans baptême, et dans un autre intitulé le Pèlerin de Jéricho, qui ne fut publié qu'après sa mort. Un autre professeur, le père Barneval, fit soutenir en 1627 des thèses où l'on trouvait à peu près tout le système qui fut développé depuis dans l'*Augustinus*. L'abbé de Saint-Cyran s'appliqua de son côté à gagner la congrégation de l'Oratoire, et lui procura, de concert avec Jansenius, un établissement à Louvain. Leur dessein était d'opposer partout les



oratoriens aux jésuites; et ne trouvant pas le cardinal de Bérulle disposé à entrer dans leurs vues, ils formèrent le projet de constituer les oratoriens des Pays-Bas en congrégation indépendante de celle de France. Mais cette tentative échoua.

L'abbé de Saint-Cyran alla plusieurs fois à Louvain pour y voir Jansenius, qui, de son côté, fit plusieurs voyages en France, et l'on prétend que, dans une conférence tenue à Bourg-Fontaine, en 1621, avec cinq de leurs principaux partisans, ils proposèrent de réunir leurs efforts pour anéantir l'usage des sacremens et la croyance des mystères du christianisme, mais que cette proposition ayant effarouché les autres, on s'arrêta au projet de rendre l'usage des sacremens de pénitence et d'eucharistie si pénible et si effrayant qu'ils devinssent absolument inaccessibles; d'enseigner que le libre arbitre est nécessairement entraîné par la puissance irrésistible de la grâce et de la concupiscence, et que les hommes n'ont pas tous ni toujours les grâces nécessaires pour accomplir les commandemens et pour se sauver; de décrier les directeurs de conscience qu'on prévoyait devoir s'opposer à ces innovations; enfin, de n'attribuer l'infailibilité qu'aux conciles généraux, et de la contester au pape et même à l'Église dispersée, afin de pouvoir toujours appeler au futur concile quand le pape viendrait à condamner la nouvelle doctrine. Tel est le fameux projet de Bourg-Fontaine, dont il est fait mention pour la première fois dans une relation publiée en 1654 par Filleau, avocat du roi au présidial de Poitiers. Le bruit qu'il a fait et les écrits qu'on a publiés depuis pour en établir ou pour en contester la réalité ne nous permettaient pas de le passer sous silence; mais nous sommes loin de vouloir le donner comme certain, au moins dans tous ses détails. On trouve dans quelques écrits à ce sujet une déclaration, signée par un provincial des carmes et par deux autres religieux, pour attester qu'un gentilhomme de

Tours avait répété souvent, et encore au lit de la mort, qu'il s'était trouvé, vers l'an 1620, à une réunion dans laquelle l'abbé de Saint-Cyran avait proposé de suivre dans l'administration des sacremens une pratique opposée à celle que suivaient alors les religieux, de rendre la pénitence moins facile et les communions plus rares, et de porter les fidèles à moins fréquenter les églises des religieux; mais que Jansenius, n'approuvant pas qu'on se déclarât contre tous les religieux en général, avait été d'avis de commencer par attaquer les jésuites, et avait ajouté qu'il ne serait pas difficile de faire voir clairement les erreurs de leur doctrine sur la grâce, et qu'il composerait un livre pour combattre cette doctrine (1). C'est probablement tout ce qu'il y a de vrai dans le projet de Bourg-Fontaine, et l'on ne peut guère admettre, sur la déposition tardive d'un seul témoin, que dans une conférence où se trouvait, dit-on, Jean-Pierre Camus, évêque de Bellai, connu par sa piété et par ses liaisons avec saint François de Sales, on ait délibéré sur les moyens d'anéantir l'usage des sacremens et de saper les fondemens du christianisme. Jansenius venait d'achever son livre sur la grâce, quand il fut atteint de la peste, et il se proposait de le dédier au pape Urbain VIII et de demander son approbation. Il avait composé dans ce but une lettre où il déclarait soumettre son livre et toutes ses opinions au jugement du saint-siège, avec une protestation formelle de se conformer en tout aux décisions de ce juge infailible et de condamner et rétracter tout ce qui lui serait prescrit. Une déclaration semblable se trouvait déjà dans le livre même, et il la renouvela dans son testament signé le jour de sa mort : « Si le saint-siège, dit-il, ordonne de faire quelques changemens, je suis enfant obéissant de l'Église romaine, dans laquelle j'ai vécu jusqu'à la mort. Telle est ma dernière volonté. »

(1) Feller, *Dict. hist. art.* Villiers.

Mais ses exécuteurs testamentaires n'y eurent point d'égard.

Vers le même temps, l'Église grecque condamna solennellement les erreurs du protestantisme, que Cyrille Lucar avait tenté d'introduire à Constantinople. Cet intrigant novateur était né dans l'île de Candie, en 1572, et après avoir fait ses études à Venise et à Padoue, il voyagea en Allemagne, où il se lia avec les protestans, dont il porta en Grèce l'esprit et la doctrine. Ayant été fait prêtre et archimandrite, il fut envoyé en Lithuanie, où ses liaisons avec les luthériens le rendant suspect, il donna une confession de foi conforme à l'ancienne doctrine. De retour en Grèce, il fut élu patriarche d'Alexandrie vers l'an 1610, puis en 1621 transféré sur le siège de Constantinople. Se voyant alors au terme de son ambition, il crut n'avoir plus besoin de dissimuler, et enseigna ouvertement les erreurs du protestantisme. Elles soulevèrent des réclamations si vives et si générales de la part des évêques grecs et de tout le clergé, qu'il fut dépouillé du patriarcat et exilé à Rhodes. Mais l'ambassadeur d'Angleterre agit en sa faveur auprès du sultan, et obtint son rappel. Cyrille Lucar, fier de cet appui, voulut faire adopter un catéchisme infecté des erreurs de Calvin, et publia une confession de foi contenant la même doctrine, et qui fut imprimée à Genève par l'ambassadeur de Hollande. Cette audacieuse innovation le fit exiler de nouveau en 1631. Mais il parvint encore à se faire rétablir; puis, ayant été chassé et rappelé plusieurs fois, il fut enfin, l'an 1637, enfermé dans un château sur la mer Noire, où le sultan le fit étrangler. Cyrille de Bérée, son successeur, tint, l'année suivante, un concile auquel assistèrent les patriarches de Jérusalem et d'Alexandrie avec vingt-cinq des principaux évêques grecs, et où l'on condamna la mémoire et la doctrine de Cyrille Lucar. Quatre ans après, Parthenius, qui remplaça Cyrille de Bérée, fit encore anathématiser cette doctrine

dans un nouveau concile, dont le décret fut reçu en Moldavie et confirmé dans le synode de Jassi (1).

Depuis quelque temps la cour de France était fort brouillée avec celle de Rome. Le cardinal François Barberin, neveu d'Urbain VIII, ayant accepté la protection d'Espagne, Louis XIII fit demander que le cardinal Antoine Barberin, autre neveu du pape, fût chargé de la protection des églises de France; mais le pape prit le parti de défendre à ses neveux de se mêler des affaires des deux royaumes. Louis XIII persista à demander que le cardinal Antoine prît au moins pendant un an la protection de France, comme le cardinal François avait eu celle d'Espagne, et le pape ne voulut pas y consentir. Il s'opposa, en outre, à la prétention qu'avait le roi de nommer aux évêchés et aux bénéfices dans la Lorraine, nouvellement conquise, quoiqu'ils ne fussent pas compris dans le concordat; enfin, le cardinal de la Valette étant venu à mourir en Piémont, où il commandait les armées françaises, le pape ne voulut point qu'on fit pour lui à Rome les prières ni les services accoutumés. Le cardinal de Richelieu avait ses mécontentemens particuliers. Il ne s'était pas plus tôt vu en crédit qu'il avait sollicité la légation de France pour affermir son autorité; mais il ne put l'obtenir. Il demanda ensuite la légation d'Avignon, qui lui fut également refusée. Comme il ne put avoir un titre pour dominer le clergé, il songea à mettre les religieux sous sa dépendance. Il possédait déjà un grand nombre d'abbayes, lorsqu'il se fit élire, en 1636, chef d'ordre de Citeaux et de Prémontré; et les abbés étrangers ayant refusé de le reconnaître en cette qualité, Urbain VIII lui refusa des bulles. Il en fut vivement piqué, et ne songea de son côté qu'à chagriner le pape. Il commença par faire rendre un arrêt du conseil pour défendre de solliciter des expéditions à Rome et

(1) *Perpétuité de la foi*, t. I<sup>er</sup>.

d'y envoyer de l'argent. Il mit ensuite quelques prélats en mouvement pour demander la suppression ou du moins la réduction des annates ; mais cette proposition ne fut pas adoptée par l'assemblée du clergé. Le roi défendit au maréchal d'Estrées, son ambassadeur à Rome, de se présenter à l'audience du pape ; il interdit la sienne au nonce apostolique, et lui fit signifier cette défense, au mois de décembre 1639, par un huissier. Il défendit en même temps à tous les prélats du royaume de rendre visite à ce ministre pontifical, jusqu'à ce que Urbain VIII eût donné toutes les satisfactions qu'on exigeait. Quatre jours après, le parlement rendit un arrêt portant défense de faire devant le nonce les informations canoniques pour les sujets nommés aux bénéfices. Enfin, le cardinal forma, dit-on, l'ambitieux projet de se faire patriarche en France. On devait d'abord assembler un concile national pour engager les chapitres des églises cathédrales à remettre au roi le droit qu'ils avaient avant le concordat d'élire les évêques ; puis on aurait cassé le concordat comme abusif, et le concile aurait donné au cardinal la suprématie sur tout le clergé avec le titre de patriarche. Quelques évêques furent chargés de préparer les matières de ce concile, dont l'objet apparent devait être de rétablir la discipline, et surtout de maintenir les droits de l'autorité épiscopale contre les prétentions des religieux.

Ces circonstances donnèrent occasion à un petit traité anonyme, qui fut imprimé à Lyon, au commencement de l'an 1640, sous ce titre : *Optati Galli de cavendo schismate liber paræneticus*. L'auteur de ce livre était Charles Hersent, prêtre de Paris, qui avait été pendant quelque temps attaché à la congrégation de l'Oratoire, d'où il avait été obligé de sortir à cause de ses déclamations contre les moines. Il exhortait les évêques à s'opposer au schisme qui lui paraissait inévitable, et il fondait ses appréhensions, 1° sur la publication d'un traité des li-

bertés de l'Église gallicane, qui se débitait nonobstant la censure qu'on en avait faite; 2° sur la proposition de supprimer ou de réduire les annates; 3° sur un édit publié depuis peu, dans lequel on exigeait pour la validité des mariages plusieurs conditions qui n'étaient point requises par les lois de l'Église. Le parlement de Paris condamna cet ouvrage, par un arrêt du 23 mars 1640, à être lacéré et brûlé par la main du bourreau, et cinq jours après, l'archevêque de Paris et les évêques de la province le censurèrent comme faux, scandaleux, injurieux, propre à troubler la paix publique, à inspirer de l'aversion pour le roi et ses ministres, sous le prétexte d'un schisme imaginé par une insigne malice. Cette censure fut signée le même jour par seize autres évêques qui se trouvaient à Paris. Le cardinal de Richelieu fit en outre réfuter ce livre par quatre écrivains, dont les plus connus sont le docteur Isaac Habert et le père Rabardeau, jésuite. Celui-ci porta le dévouement et le désir de plaire au cardinal jusqu'à soutenir que la création d'un patriarche en France n'aurait rien de schismatique, et qu'on n'avait pas besoin pour cela du consentement du pape. L'ouvrage de ce jésuite fut condamné à Rome par l'inquisition en 1643, et ce décret fut reçu en 1645, par l'assemblée du clergé de France, qui le fit insérer dans ses procès-verbaux. Toutes les réfutations du livre de Charles Hersent avaient pour objet de montrer que l'on avait pu, sans blesser l'autorité du saint-siège, demander la réduction des annates augmentées par la chancellerie romaine à l'insu du pape; que les princes ont le droit de faire des lois concernant les mariages, et d'établir des empêchemens dirimans, au moins quant aux effets civils; enfin, qu'on alléguait vainement la publication du traité des libertés de l'Église gallicane, puisqu'il avait été condamné. Cet ouvrage, publié en 1638 par les frères Pierre et Jacques Dupuy, était un recueil de différens écrits sur cette matière, avec des commen-



taires et des pièces dont la plupart ne servaient qu'à prouver les prétentions parlementaires et les entreprises de la puissance séculière contre la juridiction ecclésiastique. Il fut supprimé sur les plaintes du nonce par un arrêt du conseil d'état, le 20 décembre 1638, et condamné, au mois de février de l'année suivante, par vingt-deux évêques. Du reste, tous ces mouvemens cessèrent par la mort du cardinal de Richelieu, arrivée au mois de décembre 1642, et suivie quelques mois après de celle de Louis XIII. Ce prince, par un édit de l'an 1638, avait mis son royaume sous la protection de la sainte Vierge et ordonné qu'on ferait tous les ans une procession, le 15 août, pour renouveler la mémoire de cette consécration. Louis XIV, qui lui succéda, n'avait pas encore cinq ans, et la reine Anne d'Autriche fut chargée de la régence. Elle établit pour les affaires de l'Église un conseil de conscience, où elle fit entrer saint Vincent de Paul. Mais le cardinal Mazarin ne laissa pas de disposer souvent des évêchés et des bénéfices en faveur de ses créatures (1).

Le zèle et la charité de saint Vincent de Paul éclataient chaque jour davantage par des œuvres prodigieuses. Les prêtres de sa congrégation répandaient l'instruction et la piété parmi les peuples des campagnes par des missions innombrables en France, dans le Piémont, dans les états de Gènes et en d'autres endroits de l'Italie, et travaillaient en même temps à la réforme du clergé par des exercices de retraite pour les ecclésiastiques qui se disposaient à recevoir les ordres sacrés. Vincent établit aussi des retraites dans la maison de Saint-Lazare pour les fidèles qui voudraient y passer quelques jours dans la solitude. Il avait établi dans les campagnes où il avait fait des missions et dans plusieurs villes des confréries de charité pour le soulagement des pauvres et des malades

(1) D'Avrigny. — Dupin. — Sponde, *Annal. eccl.*

mais les dames qui en faisaient partie confiaient souvent ce soin à des mains mercenaires, incapables de s'en acquitter convenablement, et c'est ce qui donna lieu à saint Vincent de Paul d'instituer la congrégation des filles de la charité. Il fut secondé pour cette institution admirable par Louise de Marillac, veuve de M. Legras, secrétaire des commandemens de la reine Marie de Médicis. Cette pieuse veuve, nièce du maréchal de Marillac, ayant perdu son mari en 1625, à l'âge de trente-six ans, se consacra entièrement à la pratique des bonnes œuvres, et fut employée par saint Vincent de Paul à visiter les confréries de charité qu'il avait établies. Elle leur distribuait des médicamens, du linge, des vêtemens et des secours de toutes sortes; elle encourageait leur zèle, et s'appliquait à les étendre, à les multiplier, à établir des maîtresses d'école dans les paroisses, et à donner aux jeunes personnes des instructions sur les devoirs de la vie chrétienne. Saint Vincent de Paul, ayant conçu le projet de former une communauté de filles pieuses qui se dévoueraient au service des malades, en mit quelques-unes sous la direction de madame Legras, qui les logea dans sa maison; bientôt leur nombre augmenta considérablement, et au bout de trois ans madame Legras acheta une maison plus vaste à la Chapelle, près de Paris, où elle s'établit avec elles, en 1636; puis, en 1641, elle transféra cette communauté à Paris, dans une maison près de Saint-Lazare. C'est de là que ces pieuses filles se répandirent en peu d'années dans toutes les paroisses, dans tous les hôpitaux et toutes les prisons de Paris, dans presque toutes les villes du royaume, dans les Pays-Bas et jusqu'en Pologne. Elles comptent encore aujourd'hui en France plus de trois cents établissemens, et partout elles se font admirer par leur modestie, par leur douceur, par la sainteté de leur vie et par leur zèle à remplir les fonctions pénibles de leur charitable ministère. Elles s'occupent à soigner les malades dans les

hôpitaux et dans les prisons, à porter des secours aux pauvres et à donner l'instruction gratuite aux jeunes filles ; elles prennent soin également des enfans trouvés et des orphelins. Le saint fondateur leur donna des constitutions d'une sagesse admirable, et qui avaient pour but de les affermir dans l'esprit religieux au milieu des dangers du monde. Elles n'ont ordinairement, disait-il, pour monastères que les maisons des malades , pour cellules qu'une chambre bien souvent de louage, pour chapelle que l'église de leur paroisse, pour cloître que les rues de la ville, pour grille que la crainte de Dieu, et pour voile qu'une sainte modestie. Mais leur titre de servantes des pauvres le rassurait contre tous les dangers auxquels elles pouvaient être exposées, et il leur répétait avec confiance que le ciel ferait des miracles en leur faveur plutôt que de les abandonner.

Saint Vincent de Paul contribua aussi à l'établissement des filles de la Providence, des filles de la Croix et des filles de Sainte-Geneviève, toutes destinées à l'instruction de la jeunesse, particulièrement dans les campagnes. Il soutint par ses secours la maison des orphelines établie par mademoiselle de l'Étang. Enfin, c'est à son zèle charitable qu'on doit la fondation de l'hospice des enfans trouvés. Ces malheureux, auparavant exposés dans les places publiques ou aux portes des églises, bien souvent sans être baptisés, y périssaient pour la plupart et les autres, recueillis par les officiers de police, étaient donnés à ceux qui voulaient s'en charger, ou confiés, moyennant un modique salaire, à des femmes qui ne leur donnaient qu'une nourriture insuffisante, de sorte qu'un grand nombre mouraient de langueur ou pour avoir sucé un lait corrompu. Madame Legras et quelques autres dames de charité, par les exhortations de saint Vincent de Paul, louèrent, en 1638, une maison pour les recueillir et les faire soigner. Mais leur nombre augmentait à mesure que les secours se multipliaient. Vincent

convoqua, en 1640, une assemblée de toutes les dames de charité, et exposa d'une manière si vive et si touchante les besoins de ces pauvres enfans, qu'on résolut unanimement de se charger de tous. Il obtint aussi du roi pour cette bonne œuvre un secours annuel de douze mille francs. Mais bientôt la dépense s'élevant au-dessus de quarante mille livres, les dames de charité déclarèrent qu'elles ne pouvaient plus y suffire. Alors saint Vincent de Paul convoqua une assemblée générale, en 1648, et quand on eut délibéré, il fit un discours qu'il termina par ces touchantes paroles : Voilà, mesdames, ces innocentes créatures que la compassion et la charité vous ont fait adopter pour vos enfans; vous êtes devenues leurs mères selon la grâce depuis que leurs mères selon la nature les ont abandonnées; voyez maintenant si vous voulez aussi les abandonner. Leur vie et leur mort sont entre vos mains; je m'en vais prendre les voix; il est temps de prononcer leur arrêt; ils vivront si vous leur continuez vos soins charitables; ils périront infailliblement si vous les abandonnez; l'expérience ne vous permet pas d'en douter. L'assemblée ne répondit que par des larmes; la fondation de l'hospice des enfans trouvés fut résolue et bientôt après exécutée. On verra plus tard les aumônes prodigieuses que le saint distribua dans la Lorraine et d'autres provinces désolées par la guerre.

La vie de Claude Bernard, surnommé le pauvre prêtre, offre également des prodiges de zèle et de charité. Il était né à Dijon, en 1588, d'une famille noble, et après avoir reçu une éducation chrétienne, il se livra au monde, et perdit les sentimens de piété qu'on lui avait inspirés. Jean-Pierre Camus, évêque de Bellai, tenta de le ramener, et lui conseilla d'embrasser l'état ecclésiastique. Claude Bernard reçut en effet la tonsure; après quoi il se rendit à Paris, et obtint une abbaye; il ne laissa pas toutefois de continuer sa vie toute mondaine. Mais quelque temps

après, il forma la résolution de se convertir et de se consacrer entièrement au service de Dieu. Il se mit sous la protection de la sainte Vierge, vendit son bien pour en distribuer le prix aux pauvres, résigna son abbaye en ne se réservant qu'une modique pension, et s'efforça d'expier ses fautes par les austérités de la pénitence. Ayant reçu la prêtrise en 1622, il célébra sa première messe à l'Hôtel-Dieu, et se dévoua pour toujours au service des pauvres et des malheureux. Il eut à combattre longtemps la répugnance presque invincible que lui causait la vue de certaines maladies ; mais il fit des efforts extraordinaires , et parvint à surmonter ce dégoût. Il allait tous les jours dans les hôpitaux, embrassait les malades, pansait leurs plaies, et leur rendait les services les plus pénibles et les plus abjects. Il leur faisait surtout des exhortations touchantes, et les disposait à une bonne mort. Il s'occupait en même temps d'instruire les pauvres et de leur procurer des soulagemens de toutes sortes. Son zèle le conduisait partout pour ramener les pécheurs, et nul obstacle ne pouvait l'arrêter. Il essuya plusieurs fois des outrages et des mauvais traitemens de la part de ceux qu'il cherchait à convertir ou à détourner du crime ; mais il redoublait ses exhortations, et si elles demeuraient infructueuses, il avait alors recours à la prière, et obtenait souvent la conversion des pécheurs les plus endurcis. Ce fut surtout dans les prisons qu'on vit éclater davantage la charité du pauvre prêtre et les succès de son zèle. On ne saurait dire tout ce qu'il souffrit de la brutalité de plusieurs prisonniers, et jusqu'où il porta la patience et l'humilité pour les gagner à Dieu et les disposer à expier leur crime par une mort chrétienne. Il embrassait les prisonniers, leur baisait les pieds, et leur donnait tous les secours qui dépendaient de lui. Si quelques-uns l'injuriaient ou s'emportaient même jusqu'à le frapper, il redoublait pour eux ses attentions et ses témoignages de bienveillance. Il s'attachait particu-

lièrement aux criminels dont l'endurcissement ou le désespoir avait mis à bout le zèle et l'habileté des autres prêtres, et il parvenait toujours à leur inspirer des sentimens de pénitence. On peut citer entre une foule d'autres exemples la conversion d'un criminel condamné à être rompu vif et qui ne voulait point entendre parler de confession. Bernard, après avoir épuisé inutilement tous les moyens que son zèle pouvait lui suggérer, conjura enfin ce malheureux de réciter avec lui la célèbre oraison à la sainte Vierge, *Memorare, o piissima Virgo*; le criminel résista longtems; mais enfin il y consentit, et la prière n'était pas achevée qu'il fut entièrement changé. Il se mit à fondre en larmes, prépara sa confession, et fut touché d'un si vif repentir à la vue de ses crimes, qu'il expira de douleur. Bernard protestait n'avoir jamais récité cette prière sans être exaucé. Le bruit que son zèle et ses vertus faisaient à Paris étant venu à la cour, le cardinal de Richelieu voulut le voir, et promit de lui accorder ce qu'il demanderait; mais Bernard sollicita pour toute grâce la permission d'assister au supplice les criminels qui auraient confiance en lui. Une autre fois, comme le ministre lui faisait les mêmes offres, il répondit qu'il le suppliait de donner des ordres pour faire affermir le fond de la voiture où l'on conduisait les criminels au supplice, parce que la crainte de tomber à tout moment les empêchait de s'occuper uniquement de leur préparation à la mort. Enfin le ministre, ravi d'admiration, le fit venir une troisième fois, et le présenta à la reine, qui lui apprit que le roi l'avait nommé à une abbaye. Bernard, tout interdit, ne put rien répondre; mais dès qu'il fut de retour, il écrivit au cardinal pour lui donner sa démission, et fit valoir des motifs si touchans qu'on ne crut pas pouvoir la refuser. Sans cesse entouré de pauvres et devenu en quelque sorte leur père, il voulut encore pourvoir au besoin des pauvres étudians qui sont appelés à l'état ecclésiastique et qui



ne peuvent suivre leur vocation sans les secours de la charité. Il résolut donc d'en rassembler trente-trois en mémoire des trente-trois années que Jésus-Christ, le père des pauvres, a passées sur la terre, et quoiqu'il n'eût pas d'autres fonds que sa foi en la Providence, il ne laissa pas de commencer cet établissement, dont le pieux dessein excita vivement la charité d'un grand nombre de personnes. La reine fit d'abord fournir à ces écoliers le pain de chaque jour, et bientôt des ressources fixes assurèrent l'avenir de cette institution, qui fut autorisée par lettres patentes, de l'an 1658, sous le nom de séminaire des Trente-trois. Bernard venait d'assister à la mort un criminel endurci, lorsque, rentrant chez lui après avoir encore visité les prisons et l'Hôtel-Dieu, il fut atteint d'une fluxion de poitrine, dont il mourut au mois de mars 1641. L'année précédente était mort saint François Regis, né en Languedoc en 1597, et qui, après avoir embrassé l'institut des jésuites, se dévoua aux missions pour la conversion des hérétiques dans les provinces du Midi, où il se fit admirer par ses vertus éminentes. Il fut canonisé en 1737, par Clément XII.

Nous devons citer ici quelques écrivains célèbres morts depuis le commencement du dix-septième siècle ; savoir, en 1607, le cardinal Baronius, fameux par ses *Annales ecclésiastiques*, qui s'étendent jusqu'à la fin du douzième siècle ; en 1618, le cardinal du Perron, auteur d'un savant traité de l'Eucharistie, d'une réplique au roi d'Angleterre, et de plusieurs autres ouvrages ; en 1621, le cardinal Bellarmine, si connu par ses excellens traités de controverse contre les protestans ; en 1623, Nicolas Coeffeteau, dominicain, évêque de Marseille, auteur d'un traité de la Monarchie de l'Église, contre les erreurs d'Antoine de Dominis ; enfin, l'an 1637, Cornelius à Lape ou de la Pierre, jésuite, auteur de longs commentaires sur l'Écriture sainte.

---

---

## LIVRE QUARANTE-QUATRIÈME.

DEPUIS LA NAISSANCE DU JANSÉNISME JUSQU'A LA MORT  
DE CLÉMENT IX.

DE 1640 A 1669.

L'ouvrage de Jansenius sur la grâce, devenu si fameux sous le titre d'*Augustinus*, renferme trois parties, dont la première, divisée en huit livres, a pour objet d'exposer les erreurs des pélagiens et des semi-pélagiens. Quoiqu'elle semble purement historique, on y découvre déjà le but de l'auteur par les efforts qu'il fait pour dénaturer la doctrine de ces hérétiques. La seconde partie commence par un livre en forme de préface sur les questions de la grâce, sur les principes que l'on doit suivre en les traitant, et spécialement sur l'autorité que doivent avoir en cette matière les écrits de saint Augustin. Cette introduction est suivie de sept livres contenant des traités sur l'état d'innocence du premier homme avant sa chute; sur l'état de la nature déchue par le péché originel, enfin sur l'état que les théologiens appellent de nature pure, c'est-à-dire sur la supposition d'un état où l'homme naîtrait exempt du péché originel, mais sans les dons surnaturels de la grâce et soumis d'ailleurs à la concupiscence et à la mort. La troisième partie, qui a pour titre : De la grâce de Jésus-Christ, est divisée en dix livres, où Jansenius expose longuement ce qu'il regarde comme la doctrine de saint Augustin sur la nature et les effets de la grâce en général, sur les différentes espèces de grâce, sur le libre arbitre, et enfin sur la prédestination et la réprobation. Cette dernière partie, qui est la plus étendue, se trouve suivie d'un traité en cinq livres, ayant pour

objet d'établir un parallèle entre la doctrine de Molina de Lessius et celle des semi-pélagiens.

Nous n'entrerons pas dans le détail des erreurs contenues dans cet ouvrage, et nous croyons inutile de justifier par des citations la courte analyse que nous allons en faire. Une telle discussion, étrangère à notre plan et nécessairement fastidieuse, serait d'ailleurs aujourd'hui sans intérêt ; car depuis longtemps ce livre qui a causé tant de troubles est tombé dans l'oubli et ne trouve plus ni lecteurs ni apologistes. Il suffira donc, pour remplir notre cadre, d'exposer sommairement les principes fondamentaux du système développé par l'auteur, et résumé dans les cinq fameuses propositions condamnées par l'Église. On prétend que Jansenius avait voulu d'abord intituler son ouvrage *Apologie de Baïus*, et le fait est qu'il en reproduit toutes les erreurs sur la grâce et qu'il semble n'avoir d'autre but que de les justifier. Il soutient que l'état de nature pure est impossible, comme étant contraire à la justice et à la bonté de Dieu ; que par conséquent la condition du premier homme dans l'état d'innocence et d'immortalité avec exemption de la concupiscence et des misères de cette vie, n'était pas un état surnaturel et une faveur gratuite, mais la condition naturelle de l'humanité ; que dans cet état la volonté, entièrement libre, et n'étant dominée par aucun penchant, pouvait indifféremment consentir ou résister à la grâce, qui donnait seulement la possibilité d'agir sans produire l'action ; mais que par l'effet du péché originel l'homme a perdu cette liberté d'indifférence, ou, en d'autres termes, le pouvoir d'agir et de se déterminer à son gré ; que la concupiscence l'entraîne invinciblement au mal, et que sans le secours de la grâce il est non-seulement dans l'impuissance de faire le bien, mais réduit à l'inévitable nécessité de pécher ; que la grâce nécessaire pour triompher de la concupiscence agit de son côté par un attrait irrésistible qui nous fait nécessairement aimer Dieu et accomplir ses

commandemens, qu'ainsi la volonté se trouve successivement dominée par un double attrait ou, comme s'exprime l'auteur, par deux délectations opposées, dont la plus puissante a pour effet inévitable de la déterminer au bien ou au mal; que l'homme ne peut s'abstenir de pécher quand l'attrait de la concupiscence reste dominant, comme il fait le bien nécessairement quand l'attrait de la grâce devient le plus fort; que cependant comme il suit volontairement, c'est-à-dire sans contrainte et sans répugnance, l'entraînement irrésistible de ces délectations, c'en est assez pour le rendre digne de récompense ou de châtiment; enfin que Dieu ne donne pas à tous cette grâce victorieuse, car autrement personne ne pécherait; mais que tous les hommes étant devenus coupables par le péché originel, Dieu, par un décret de sa miséricorde, a résolu d'en sauver un certain nombre à qui il accorde des grâces efficaces pour vaincre les tentations et persévérer jusqu'à la fin, et qu'il exerce sa justice envers les autres en les laissant dans la masse de perdition et leur refusant les secours nécessaires pour en sortir et triompher de la concupiscence.

Il suit évidemment de ces principes que les hommes à qui Dieu ne donne point une grâce efficace et victorieuse sont dans une véritable impuissance de faire le bien, et par conséquent, selon les termes de la première proposition condamnée, que les commandemens de Dieu sont quelquefois impossibles aux justes qui s'efforcent de les observer selon leurs forces, et que la grâce leur manque pour les rendre possibles. Il suit de là encore, ce qui est la deuxième proposition condamnée, que dans l'état actuel on ne résiste jamais à la grâce intérieure, puisqu'elle détermine nécessairement la volonté à se porter au bien toutes les fois qu'elle lui en donne le pouvoir, et, en troisième lieu, que pour mériter ou démériter l'homme n'a pas besoin d'être affranchi de la nécessité, mais qu'il suffit d'être exempt de contrainte, c'est-à-dire

de n'être point forcé d'agir contre sa volonté; car dans ce système l'homme est entraîné au bien ou au mal par une nécessité insurmontable, et cependant il est bien certain qu'en cédant à l'attrait qui le domine, il devient digne de châtimement ou de récompense. Enfin, si l'on suppose avec Jansenius que les semi-pélagiens admettaient la nécessité de la grâce intérieure, même pour le commencement des bonnes œuvres, on doit conclure de son système qu'ils étaient hérétiques pour soutenir que cette grâce fut telle que la volonté pouvait lui résister ou lui obéir, ce qui est la quatrième proposition; et l'on doit aussi regarder, suivant les termes de la cinquième, comme une opinion semi-pélagienne, de prétendre que Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, puisque Dieu n'accorde pas à tous les grâces nécessaires au salut. La première proposition se trouve en propres termes dans l'ouvrage de Jansenius; les quatre autres s'y trouvent aussi en termes à peu près formels ou certainement équivalens, et ce qui est incontestable, c'est qu'elles en offrent le plus fidèle résumé. Une autre conséquence, qui dérive des mêmes principes et qui est aussi exprimée en termes formels, quoique déjà condamnée dans Baïus, c'est que les infidèles n'ayant pas la grâce victorieuse qui entraîne la volonté au bien, puisque autrement leur conversion serait nécessaire, ils demeurent soumis à l'empire de la concupiscence, et toutes leurs actions sont des péchés.

Jansenius à l'appui du système fataliste qu'on vient de voir cite différens passages de saint Augustin, qu'il interprète à sa manière, et surtout un texte devenu fameux parce qu'il le reproduit à chaque instant comme le principe fondamental qui doit servir à expliquer tous les écrits du saint docteur contre les pélagiens. C'est un chapitre du traité de la Correction et de la grâce, où saint Augustin, pour expliquer la différence entre la grâce de l'état actuel et celle de l'état d'innocence, distingue deux

espèces de secours : l'un, sans lequel on ne peut agir, mais qui donne seulement le pouvoir, ce qu'il appelle *adjutorium sine quo non* ; l'autre, qui ne se borne pas à donner le pouvoir, mais qui fait agir, *adjutorium quo aliquid fit*. Le premier était la grâce de l'homme avant le péché originel ; le second est la grâce de l'état présent ou de la nature déchue. Jansenius croit voir dans ce passage le fondement de son système ; mais si l'on peut conclure de la distinction établie par saint Augustin qu'il admet dans l'état présent une grâce efficace par elle-même, comme l'entendent un grand nombre de théologiens, il est certain qu'il ne la regarde point comme nécessitante ou irrésistible ; car on a vu par les extraits que nous avons donnés de ses écrits contre les pélagiens, que l'homme sous l'empire de la concupiscence ou de la grâce conserve sa liberté, et qu'il est toujours en son pouvoir de donner ou de refuser son consentement.

Fromond et Calenus, à qui Jansenius avait confié le soin de publier son ouvrage, ayant obtenu les approbations et les privilèges nécessaires, le remirent à un libraire de Louvain, qui prit des mesures pour l'imprimer secrètement. Mais comme on affectait de répandre que ce livre, où était développée la doctrine de saint Augustin sur la grâce, devait mettre en poudre les nouveaux systèmes des jésuites, ceux-ci parvinrent à gagner un ouvrier, qui leur communiqua les feuilles imprimées ; et s'adressant à l'internonce de Bruxelles, ils lui représentèrent que l'on contrevenait par cette entreprise aux défenses formelles du saint-siège, et le prièrent en conséquence d'empêcher la publication de cet ouvrage. L'internonce en écrivit au cardinal Barberin, de qui il reçut l'ordre d'arrêter l'impression, et il notifia cet ordre au doyen de la faculté de théologie et au recteur de l'université avec le décret de Paul V qui défendait de rien imprimer sur les matières de la grâce sans une permission du saint-siège. La faculté répondit qu'elle n'avait



eu jusqu'alors aucune connaissance de ce décret; qu'elle avait ignoré de même l'impression du livre en question, et que, du reste, elle n'avait aucune autorité sur les imprimeurs, qui dépendaient uniquement du recteur, mais qu'elle le prierait de faire exécuter les ordres de l'internonce. Le recteur, de son côté, fit défense à l'imprimeur de poursuivre l'impression jusqu'à nouvel ordre; mais l'imprimeur demanda d'être entendu préalablement dans une assemblée de l'université, ce qui lui fut accordé, et pendant ces délais l'impression s'acheva. L'*Augustinus* parût, en 1640, dédié au cardinal infant, gouverneur des Pays-Bas, avec les privilèges du roi d'Espagne, du conseil de Brabant, de l'empereur lui-même, et les approbations de deux censeurs royaux, dont l'un était Calenus, qui plus tard se rétracta, et l'autre Jacques Pontanus ou Dupont, à qui une nouvelle approbation du même genre fit perdre sa place.

Le recteur voyant l'ouvrage imprimé contre sa défense, voulut en faire saisir les exemplaires chez l'imprimeur; mais sur une requête de celui-ci, l'université envoya une députation à l'internonce pour lui représenter que le décret de Paul V n'ayant pas été publié en Flandre avant l'impression du livre de Jansenius, il n'était pas juste de lui donner un effet rétroactif et de supprimer un ouvrage publié avec toutes les formalités ordinaires. Du reste, elle protesta qu'elle était prête à obéir à tout ce que le pape ordonnerait. L'internonce en écrivit à Rome, et le pape lui fit répondre qu'il suffisait qu'un décret du saint-siège fût publié à Rome pour devenir obligatoire partout; que celui de Paul V avait eu pour but de maintenir la paix de l'Église, et qu'il entendait absolument le faire observer. Mais l'université ne laissa pas d'élever encore de nouvelles objections, et comme l'internonce, sans y avoir égard, la pressa quelque temps après de se conformer aux ordres du pape, elle répondit qu'elle ne pouvait plus supprimer un ou-

vrage qui venait d'être imprimé à Paris avec les approbations les plus honorables, et qu'elle priait l'internonce de faire valoir cette excuse auprès du souverain pontife. En effet, pendant ces négociations, les partisans de Jansenius s'étaient empressés de répandre son ouvrage en France, où il en parut une nouvelle édition au commencement de l'an 1641, avec les approbations de six docteurs de la faculté de théologie de Paris. Les jésuites de Louvain prirent alors le parti d'attaquer publiquement cet ouvrage par des thèses, soutenues le 22 mars, où ils justifiaient leur doctrine accusée de semi-pélagianisme, et reprochaient à Jansenius de reproduire les erreurs condamnées par les bulles contre Baïus. En même temps, le père Vivero, prédicateur ordinaire de la cour de Bruxelles, remit un mémoire au cardinal infant contre la doctrine de l'*Augustinus*, et en envoya un autre au cardinal de la Cueva, pour faire condamner ce livre par l'inquisition. On répondit à ces attaques par divers écrits qui ne demeurèrent pas sans réplique. Comme on produisait des thèses soutenues en 1627 dans le collège des cordeliers irlandais de Louvain et contenant des sentimens conformes à ceux de Jansenius, le père Vivero prétendit que celui-ci en était l'auteur, et qu'elles n'avaient jamais été soutenues. Mais les cordeliers, par un acte authentique du 24 mai 1641, déclarèrent que Jansenius était étranger à ces thèses, composées d'après les cahiers de Florent Conrius, mort en 1631 avec le titre d'archevêque de Toam, et un docteur irlandais, nommé Sinnick, essaya de montrer dans un écrit que l'*Augustinus* reproduisait fidèlement la doctrine de saint Augustin. Le président du collège des prémontrés prit aussi la défense de Jansenius, et, dans une oraison funèbre prononcée le jour de son anniversaire, il s'éleva fortement contre ceux qui prétendaient flétrir sa doctrine.

Enfin, comme les disputes s'échauffaient de plus en plus, la cour de Rome pour y mettre un terme fit rendre

par l'inquisition un décret en date du 1<sup>er</sup> août 1641, qui défendait la lecture de l'*Augustinus*, et en même temps celle des thèses des jésuites, avec ordre de supprimer tous les écrits publiés de part et d'autre. Mais quand le décret fut apporté dans les Pays-Bas, le conseil de Brabant fit défense de le publier sans l'autorisation du roi. L'internonce ne laissa pas de l'envoyer au recteur de l'université de Louvain, avec injonction de le recevoir et de le faire exécuter ; mais l'université décida qu'il fallait en référer préalablement à l'archevêque de Malines, au conseil de Brabant et au conseil privé. Néanmoins trois docteurs en théologie et un docteur en droit protestèrent contre cette conclusion. L'affaire fut ensuite portée au conseil privé par une requête du procureur général de Brabant, qui se plaignit que l'internonce eût ordonné la publication du décret sans attendre l'agrément du roi, et cette ordonnance fut cassée et déclarée nulle. Un neveu de Jansenius présenta de son côté une requête au conseil pour demander que l'exécution du décret fût suspendue, sous prétexte qu'il avait été obtenu par surprise et sur les faux rapports des ennemis de son oncle. Il alléguait surtout à l'appui de sa demande que la défense d'écrire sur les matières de la grâce n'avait jamais été publiée ni observée dans les Pays-Bas, et que l'*Augustinus*, reçu avec applaudissement par tous ceux qui demeureraient fidèles à l'ancienne doctrine et aux sentimens de saint Augustin, n'avait rencontré d'autres adversaires que les jésuites. Il joignit à sa requête un recueil de plus de cinquante approbations données à l'*Augustinus* par des docteurs en théologie des universités de Paris, de Louvain, de Cologne, parmi lesquels on remarquait des religieux de tous les ordres, des bénédictins, des prémontrés, des augustins, des dominicains, des carmes, des cordeliers, des minimes, des pères de l'Oratoire, et même un chartreux ; car les partisans de Jansenius s'étaient adressés partout pour obtenir des approbations et prévenir par

ce moyen la suppression d'un livre autorisé par tant de docteurs. Ces considérations déterminèrent en effet le conseil à ordonner que la publication du décret demeurerait suspendue (1).

Cependant les trois docteurs qui avaient protesté contre la conclusion de l'université envoyèrent à Rome un mémoire sur les troubles causés par cette affaire avec des propositions extraites de l'*Augustinus*, et qui reproduisaient des erreurs condamnées par le concile de Trente ou par les bulles contre Baïus. L'université pour détruire l'effet de ce mémoire écrivit une lettre au pape, où elle s'efforçait de justifier sa conduite, et Fromond publia dans le même temps, pour défendre la doctrine de Jansenius, un traité sous le titre bizarre d'Anatomie de l'homme, qu'il dédia au cardinal Barberin. Il s'attachait surtout à expliquer la nature et le pouvoir du libre arbitre dans l'état présent et à faire voir que la doctrine de Molina est contraire à celle de saint Augustin. Mais quoiqu'il semble reconnaître dans l'homme une véritable liberté, il ne laisse pas de soutenir, à l'exemple de Baïus et de Jansenius, des principes qui la rendent illusoire, et qui placent l'homme en certains cas dans l'inévitable nécessité de pécher. Le pape n'eut point égard aux vaines excuses de l'université, et lui fit écrire pour témoigner son mécontentement de ce qu'elle différait d'obéir aux ordres du saint-siège, et s'adressait même à l'autorité séculière pour en empêcher l'exécution. Mais l'université persistant dans son système d'opposition dissimulée, répondit qu'il ne tenait pas à elle d'exécuter le décret de l'inquisition, et qu'elle était disposée à le recevoir si le conseil de Brabant permettait de le publier. Cette réponse était si évidemment contraire à la vérité des faits, que la faculté de droit refusa de la signer, et crut devoir écrire qu'elle n'y avait aucune part.

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.* — Dupin, *Hist. eccl. du dix-septième siècle.*

Le mémoire envoyé à Rome par trois docteurs avec des propositions extraites de l'*Augustinus*, détermina le pape Urbain VIII à faire examiner ce livre par la congrégation du saint-office, et comme on y reconnut en effet les erreurs signalées dans ces extraits, il le condamna par une bulle où il confirmait celles de Pie V et de Grégoire XIII contre Baïus, avec les décrets portant défense de traiter les matières de la grâce sans permission, et déclarait que l'*Augustinus* renferme et soutient, au grand scandale des catholiques et au grand mépris de l'autorité du saint-siège, plusieurs propositions déjà condamnées par ses prédécesseurs. Il défendait en conséquence de le lire, de le garder ou d'en soutenir la doctrine, sous peine d'excommunication réservée au saint-siège, et confirmait en outre le décret précédemment rendu par l'inquisition touchant les écrits publiés sur cette affaire. Cette bulle, qui commence par les mots *in enimenti*, fut datée à Rome du 6 mars 1641, suivant l'usage de fixer dans les bulles le commencement de l'année au jour de l'Incarnation, c'est-à-dire au 25 mars; mais elle est réellement de l'an 1642 suivant le style ordinaire, et c'est la date que portaient quelques-unes des copies envoyées dans les Pays-Bas. Du reste, elle ne fut publiée à Rome qu'au mois de juin de l'année suivante. On la fit parvenir vers le même temps au nonce de Cologne, Fabio Chigi, qui la fit imprimer et l'envoya à l'internonce de Bruxelles pour la faire publier dans les Pays-Bas. Elle fut adressée à l'université de Louvain, dont quelques docteurs s'empresèrent de la recevoir; mais l'université déclara cette publication nulle sur les plaintes du conseil de Brabant, qui défendit de poursuivre l'affaire sans l'agrément du roi. Il n'en fallait pas tant pour encourager les résistances, et de tous côtés s'élevèrent des clameurs contre la bulle, qu'on déclarait subreptice, sous prétexte qu'elle contenait des faussetés et qu'elle imputait les sentimens de Baïus à l'évêque d'Ypres, dont l'ouvrage n'était, disait-



on, qu'un exposé fidèle de la doctrine et des paroles de saint Augustin. L'université, de concert avec l'archevêque de Malines et l'évêque de Gand, députa Jean Synnich et un autre docteur à Rome, avec la mission apparente de soutenir ses privilèges; mais en effet pour défendre la cause de Jansenius, et demander une explication de la bulle. On inséra même frauduleusement une mention expresse de cet objet dans les lettres de créance qui leur furent expédiées avec le sceau du conseil. Le pape en fit des plaintes, et le conseil réprimanda sévèrement le secrétaire, qui pour se justifier allégua les ordres et l'autorité de l'archevêque. Le roi d'Espagne fit aussi des reproches au conseil, avec ordre de punir les faussaires; mais l'affaire n'eut pas de suite.

Les députés de Louvain s'arrêtèrent quelques jours à Paris pour conférer secrètement avec les partisans de Jansenius, et arrivèrent à Rome, le 8 novembre 1643. Les circonstances ne pouvaient guère leur être moins favorables; car le pape venait d'adresser quelques jours auparavant des brefs aux évêques des Pays-Bas, au gouverneur et aux deux universités, pour presser la publication de la bulle. Ils virent le cardinal Barberin et obtinrent une audience du pape, qui leur déclara, si on veut les en croire, qu'il n'avait eu d'autre intention que de confirmer les bulles de ses prédécesseurs, et qu'il avait expressément donné ordre de ne nommer personne. C'est ce que le docteur Synnich écrivit à Louvain, pour faire croire que la bulle avait été surprise, et que le pape n'avait pas prétendu flétrir le livre de Jansenius. Mais ce rapport fut bientôt démenti par des lettres que la congrégation du saint-office écrivit à l'internonce de Bruxelles et au nonce de Cologne, pour les informer que le pape avait fait connaître aux députés sa résolution de ne rien changer à la bulle et d'exiger qu'on s'y soumit sans réserve. Il nomma cependant une commission de trois cardinaux pour examiner leur requête, et après avoir été entendus dans une



congrégation, ils remirent plusieurs mémoires où ils développaient leurs raisons. Ils alléguaient une prétendue diversité entre les copies de la bulle, soit quant à la date, soit quant au sens ; car ils revinrent encore à la chicane imaginée par Baïus au sujet de la ponctuation de la bulle de Pie V, où une virgule pouvait former deux sens différents, comme on l'a vu, selon qu'elle était placée avant ou après ces mots : « en les prenant à la rigueur et dans le sens propre des auteurs ; » puisque dans le premier cas la bulle aurait porté qu'on pouvait soutenir dans leur sens propre quelques-unes des propositions condamnées, ce qui l'aurait rendue évidemment injuste et absurde, tandis que dans le second cas, qui était le seul admissible, la bulle avait pour objet de les condamner dans leur sens propre. Les députés prétendaient en outre qu'on avait trompé le pape sur le livre de Jansenius, et ne cessaient de répéter qu'on ne pouvait le flétrir sans condamner en même temps saint Augustin, dont il reproduisait fidèlement la doctrine. Quoique l'on n'eût pas le moindre doute sur la frivolité de ces motifs, on ne laissa pas d'examiner la requête avec le même soin que si elle eût été bien fondée. Enfin le 16 juin 1644, le pape Urbain VIII, pour couper court à toutes les chicanes sur le sens ou l'authenticité de la bulle, ordonna d'en remettre aux députés une copie dressée sur l'original gardé dans les archives de la congrégation du saint-office. Cette copie, fidèlement collationnée et reproduisant la bulle de Pie V, ne permettait plus de contestations sur le sens où elle condamnait les propositions de Baïus. Toutefois les députés ne se rendirent pas, et Jean Synnich présenta une nouvelle requête à Innocent X, qui succéda sur ces entrefaites à Urbain VIII ; mais cette démarche fut sans résultat.

Cependant la publication de la bulle, malgré les ordres d'Urbain VIII, demeurait toujours suspendue dans les Pays-Bas. Le gouverneur, pour faire cesser les troubles, envoya une ordonnance à l'université de Louvain,

en date du 7 mai 1644, pour défendre toutes les disputes de vive voix ou par écrit sur le livre de Jansenius, jusqu'à ce que l'on eût reçu les ordres du roi et la réponse du pape aux députés. Il ordonna en même temps des informations pour savoir s'il était vrai que ce livre eût causé du scandale, et la plupart des évêques, aussi bien que l'université, répondirent qu'il n'avait scandalisé que les ennemis de la doctrine de saint Augustin. Le gouverneur envoya toutes ces pièces au roi d'Espagne, qui fit prier le pape de faire examiner de nouveau le livre de Jansenius, et de ne pas trouver mauvais que la publication de la bulle demeurât provisoirement suspendue. Mais Innocent X, après avoir inutilement envoyé des brefs dans les Pays-Bas pour ordonner cette publication, adressa au roi des représentations qui le déterminèrent à donner son consentement. Ce prince fit expédier, le 30 janvier 1646, un ordre au gouverneur de prendre des mesures pour faire publier la bulle, avec défense à toute personne de s'y opposer. L'internonce la fit afficher à Bruxelles, et écrivit au recteur de l'université de Louvain pour lui notifier la volonté du roi et lui enjoindre de s'y conformer. Mais quoique le conseil privé eût donné lui-même des ordres semblables, l'université, soutenue par le conseil de Brabant, refusa encore de se soumettre. Elle députa au conseil privé quelques docteurs chargés d'exposer ses motifs, c'est-à-dire les objections déjà tant de fois rebattues; et ensuite elle lui adressa une lettre où elle demandait que le pape fût prié de déclarer par un bref qu'il approuvait la doctrine de saint Augustin, et que la publication de la bulle n'y donnerait aucune atteinte. Comme l'archevêque de Malines et l'évêque de Gand persistaient aussi dans leur opposition, le conseil privé leur demanda un exposé de leurs motifs. Ils alléguèrent que, sous prétexte d'attaquer Jansenius, on en voulait à la doctrine de saint Augustin; que la bulle avait été obtenue par surprise, et qu'on y avait mis contre les

intentions du pape le nom de Jansenius, dont le livre n'avait pas été examiné dans les formes, enfin qu'au lieu d'apaiser les troubles elle aurait pour effet de les augmenter. Ces misérables défaites n'excitèrent que le mépris, et, sans y avoir égard, la cour d'Espagne envoya au mois de novembre de nouveaux ordres, qui ne furent pas mieux exécutés.

Enfin, l'année suivante, l'archiduc Léopold, nommé gouverneur des Pays-Bas, résolut de mettre fin à ces résistances. Il publia une ordonnance pour enjoindre de recevoir la bulle, et écrivit à l'archevêque de Malines et à l'évêque de Gand de suivre les ordres du roi et l'exemple des autres évêques. L'internonce dressa en même temps un formulaire d'acceptation que l'on serait obligé de souscrire pour être admis aux dignités ou aux bénéfices. Le conseil de Brabant s'y opposa; mais la cour de Madrid ayant approuvé ce formulaire, l'archiduc le fit publier en 1648, avec ordre d'y souscrire, et les évêques eurent soin pour la plupart de faire exécuter cette ordonnance, qui néanmoins ne fit pas encore cesser l'opposition. Les disputes, un moment suspendues par le décret de 1644, recommencèrent plus vives qu'auparavant. Un chanoine régulier de Prémontré publia un écrit en latin, où il reproduisait les erreurs de Jansenius, et Jacques Pontanus pour l'avoir approuvé fut interdit par l'archiduc des fonctions de censeur. On ne craignit pas de compromettre l'université de Douai en publiant faussement qu'elle ne recevait pas la bulle; mais elle démentit la calomnie par une lettre adressée en 1648 à l'archiduc, où elle l'exhortait à continuer ses soins pour l'extirpation des erreurs de Jansenius; et comme l'archiduc, en lui témoignant toute sa satisfaction, la pria d'indiquer les moyens qu'elle jugeait les plus propres à cette fin, elle conseilla de faire signer l'acceptation de la bulle à tous les professeurs. L'université de Louvain, qui se voyait ainsi condamnée par celle de Douai, n'oublia rien pour

la gagner. Elle lui envoya successivement deux députations qui ne produisirent aucun effet. Ce fut en vain qu'elle proposa des conférences pour éclaircir les questions débattues. On lui demanda quels en seraient les juges, puisqu'elle ne voulait pas même se soumettre à l'autorité du saint-siège; et le célèbre Sylvius, en protestant de son attachement à la doctrine de saint Augustin, se récria fortement contre la prétention scandaleuse de confondre avec cette doctrine les erreurs de Jansenius. L'université de Douai publia ensuite, pour combattre les vains prétextes de celle de Louvain, un écrit solide qui avait pour titre : Vérite et justice de la condamnation prononcée par la bulle de Pie V. Fromond essaya de répondre à cet ouvrage, et ne manqua pas d'attribuer aux intrigues des jésuites la bulle contre Jansenius. Mais on fit voir dans une réplique combien il était ridicule d'imputer aux jésuites l'opposition soulevée contre l'*Augustinus*, puisqu'elle éclatait partout, qu'elle était partagée par la savante université de Paris, et qu'elle avait pour objet de maintenir la bulle de Pie V, sollicitée par les cordeliers. On publia encore plusieurs autres écrits de part et d'autre, où les adversaires de Jansenius montraient la conformité de sa doctrine avec celle de Baïus, tandis que ses partisans cherchaient à prouver que le système de Molina, soutenu par les jésuites, reproduisait les erreurs des semi-pélagiens.

Cependant l'université de Louvain envoya en 1649, de concert avec l'archevêque de Malines, deux députés à Madrid pour faire révoquer l'ordre de publier la bulle. Mais toutes leurs instances furent inutiles. Le roi confirma cet ordre l'année suivante, avec défense de contrevenir aux dispositions de la bulle, sous peine d'amende pour la première fois et de six ans d'exil pour la seconde. L'université prit alors le parti de se soumettre, et la bulle fut publiée sans opposition en 1651 avec cette clause : sans préjudice des coutumes et des privilèges des Pays-Bas.

L'archevêque de Malines et l'évêque de Gand ajoutèrent dans leurs mandemens des clauses restrictives ou des explications qui rendaient leur adhésion justement suspecte. Le pape les fit citer à comparaître à Rome en personne ou par procureur pour y rendre compte de leur opiniâtreté, sous peine de suspense et d'interdit; mais ils alléguèrent divers prétextes pour se dispenser d'obéir, et furent d'abord appuyés par le conseil de Brabant, qui leur défendait de plaider leur cause hors du pays, sous peine de saisie de leur temporel. Le pape, informé de leur refus, déclara, au mois de décembre 1652, qu'ils avaient encouru les censures. L'internonce ayant fait afficher ce jugement à Bruxelles, le conseil de Brabant leur fit défense d'y avoir égard; mais l'arrêt du conseil fut cassé par l'archiduc, et bientôt après le pape adressa des brefs aux chapitres de Malines et de Bruxelles pour leur enjoindre de refuser l'entrée de l'église aux deux prélats, qui se virent contraints d'observer la censure. Telle fut l'issue des discussions soulevées dans les Pays-Bas par le livre de Jansenius.

La bulle d'Urbain VIII contre ce livre fut publiée en Espagne, l'an 1644, par les soins du grand inquisiteur, qui, selon l'usage, la fit lire et afficher dans les cathédrales en présence des évêques par des agents de l'inquisition. Elle fut publiée six ans plus tard en Pologne dans la principale église de Varsovie, en présence du roi et du sénat. Elle fut également reçue en Allemagne, quoique avec moins de solennité, et il en fut de même en France, où elle trouva cependant des contradicteurs opiniâtres. L'*Augustinus* avait été reçu à Paris avec applaudissement par les disciples de Saint-Cyran, et imprimé, comme on l'a vu, en 1641, avec l'approbation de six docteurs de la faculté de théologie. On en fit paraître deux ans plus tard une seconde édition à Rouen, avec deux traités où Florent Conrius, mort archevêque de Toam, avait exposé depuis près de quinze ans les prin-



cipes développés par Jansenius. D'un autre côté, Isaac Habert, théologal de Paris, qui fut depuis évêque de Vabres, attaqua la doctrine de Jansenius dans plusieurs sermons prêchés vers la fin de l'an 1642, et l'accusa d'un grand nombre d'hérésies. D'autres prédicateurs, à son exemple, prêchèrent pour ou contre cette doctrine, ce qui obligea l'archevêque de Paris à publier une ordonnance, au mois de mars 1643, pour défendre de traiter ces matières en chaire. La faculté de théologie défendit de son côté à tous les docteurs de donner leur approbation à aucun livre pour ou contre Jansenius. On ne laissa pas de publier de part et d'autre plusieurs écrits, et surtout de faire imprimer la censure prononcée autrefois par la Sorbonne contre les erreurs de Baïus. Le fameux docteur Arnaud, qui avait soutenu dans ses thèses, cinq ou six ans auparavant, des principes peu différens de ceux de l'*Augustinus*, fut un des premiers à se signaler dans ces disputes. Il publia, d'après les exhortations de l'abbé de Saint-Cyran, une apologie de la doctrine de Jansenius contre les attaques d'Isaac Habert, et comme celui-ci lui répondit par un écrit intitulé Défense de la foi de l'Eglise touchant les principaux points de la grâce, Arnaud fit paraître, en 1645, une seconde apologie, où il s'efforçait de montrer que sur certains points on calomniait la doctrine de Jansenius, et que sur les autres elle était conforme à celle de saint Augustin. Il relevait aussi les variations du docteur Habert, qui avait approuvé un livre du père Gibieuf sur la liberté, où l'on trouve sur ce point les mêmes opinions que dans l'*Augustinus* ; et pour combattre ce qu'il avançait contre les jansénistes comme une chose définie par le concile de Trente, que l'attrition suffit avec le sacrement de pénitence, on lui opposait l'autorité de plusieurs théologiens célèbres et en particulier celle du docteur Gamaiches, dont il avait approuvé l'ouvrage.

Dès que la bulle d'Urbain VIII fut connue à Paris, on



publia sous le titre d'Observations sur une prétendue bulle contre la doctrine de saint Augustin, plusieurs écrits où l'on cherchait à prouver qu'elle était subreptice. Comme l'exemplaire adressé au cardinal Grimaldi, nonce en France, ne lui était point parvenu, il en écrivit à Rome et la congrégation du saint-office lui envoya au mois de septembre 1643 une nouvelle copie, avec une réponse aux Observations publiées par les jansénistes. L'archevêque de Paris fit au mois de décembre un mandement pour ordonner de se soumettre à la bulle, et renouveler la défense qu'il avait faite d'agiter ces questions dans les sermons ou dans les catéchismes. Le nonce obtint en même temps une lettre du roi pour ordonner à la faculté de théologie de recevoir la bulle, et il la fit présenter le 2 janvier, avec la lettre du roi et le mandement de l'archevêque. La faculté ne jugea pas à propos d'enregistrer la bulle, parce qu'on y mentionnait quelques décrets de l'inquisition qui n'étaient pas reçus en France; mais pour témoigner sa soumission, elle fit inscrire dans ses registres une défense aux docteurs et aux bacheliers de soutenir ou d'approuver les propositions condamnées par cette bulle et par celle de Pie V. Cependant les discussions continuèrent, et ce fut après cette défense qu'Arnaud publia ses deux Apologies de la doctrine de Jansenius. D'un autre côté, le père Deschamps, jésuite, fit paraître sous le nom d'Antoine Richard, un livre sur le libre arbitre, où il opposait aux jansénistes la censure portée en 1560 par la faculté de théologie de Paris contre les erreurs de Baïus, et montrait que la doctrine exposée dans l'*Augustinus* était conforme à celle de Calvin, et que Jansenius avait emprunté à cet hérésiarque et à ses disciples toutes les preuves dont il se servait pour établir son système. Le savant père Petau s'attacha aussi à montrer cette conformité dans un traité de la loi et de la grâce, et dans quelques autres écrits publiés sur le même sujet. Le père Jacques Sirmond composa une Histoire

des prédestinatiens pour montrer que Jansenius renouvelait des erreurs depuis longtemps proscrites. Fromond fit une réponse à ces divers écrits, sous le nom de Vincent Lenis, et prétendit que les jésuites ne cherchaient qu'à faire diversion, pour écarter le reproche dont ils ne pouvaient se défendre de renouveler les erreurs des semi-pélagiens. Comme Jansenius et ses partisans pour faire valoir davantage l'autorité de saint Augustin, dont ils se vantaient de suivre la doctrine, ne craignaient pas d'avancer que les matières de la grâce avaient été peu comprises par les pères des siècles antérieurs, et obscurcies plus tard par les scholastiques, le docteur Habert publia, sous le titre de *Défense des Pères grecs*, un ouvrage latin où il faisait voir que la doctrine de ces pères sur la grâce aussi bien que celle des scholastiques était conforme à l'Écriture sainte, aux véritables sentimens de saint Augustin et aux décisions du concile de Trente. Il envoya en même temps à Rome plusieurs propositions tirées de l'*Augustinus*, avec des remarques pour en montrer la fausseté et l'erreur. Enfin le père Pintereau, jésuite, publia quelques fragmens des lettres de Jansenius et de Saint-Cyran, où l'on voyait que leur intention avait été de reproduire la doctrine de Baïus, et qu'ils ne se dissimulaient pas l'opposition que devait soulever l'*Augustinus*, ni surtout le danger de voir cet ouvrage condamné par le saint-siège. On avait saisi cette correspondance parmi les papiers de Saint-Cyran, mais les jansénistes prétendirent qu'elle était supposée ou du moins altérée (1).

Les carmes déchaussés dans leur chapitre général tenu en 1646, défendirent à tous les membres de l'ordre d'enseigner ou de soutenir la doctrine de Jansenius, et comme plusieurs continuaient à Paris de s'en montrer partisans, on renouvela trois ans plus tard cette défense. Les feuil-

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.*—Dupin, *Hist. eccl. du dix-septième siècle*. — Dumas, *Hist. des cinq proposit.*

lans firent aussi dans le même temps un décret semblable. Le chapitre général des capucins, tenu à Rome en 1650, fit la même défense à tous les professeurs et prédicateurs de l'ordre, sous peine d'être privés de leurs emplois. Mais les partisans de Jansenius, qui ne cessaient de représenter leurs adversaires comme des novateurs ennemis de la doctrine de saint Augustin, ne manquèrent pas de se prévaloir d'un décret publié alors par l'inquisition d'Espagne. Le docteur Synnich, étant à Rome, avait présenté au pape Innocent X vingt-deux propositions tirées des thèses et des écrits des jésuites ou des écrits de leurs partisans, et qui avaient pour objet d'attaquer l'autorité des livres de saint Augustin sur la grâce et de faire regarder ses sentimens comme trop durs et indignes de la bonté de Dieu. Le père Gonzalez, dominicain, à qui les jansénistes de Louvain communiquèrent ces propositions, les fit parvenir à l'université de Salamanque. Elles causèrent un grand scandale en Espagne, et l'inquisition de Madrid les condamna par un décret de l'an 1650. Les autres tribunaux de l'inquisition publièrent ce décret, et le roi, pressé par les instances des augustins et des dominicains, écrivit pour en obtenir la confirmation. Le pape renvoya l'examen de cette affaire à une congrégation qui ne jugea pas à propos d'y donner suite.

Le docteur Antoine Arnaud, qui se montra un des premiers défenseurs de Jansenius et qui devint plus tard le chef du parti, était né à Paris, en 1612, d'une famille originaire d'Auvergne. Il était le vingtième et dernier des enfans d'Antoine Arnaud, célèbre avocat, et de Catherine Marion, fille d'un avocat général au parlement de Paris. Ayant fait ses humanités avec beaucoup de distinction, il s'appliqua d'abord à l'étude du droit; mais il y renonça bientôt pour se livrer tout entier à la théologie. La thèse qu'il soutint, en 1736, pour le baccalauréat, lui attira des applaudissemens extraordinaires, et ses talens brillèrent encore avec plus d'éclat dans les

épreuves pour la licence. Il fut fait prêtre en 1641, et prit peu de temps après le bonnet de docteur. Il ne montrait pas moins de piété que de talens. Mais ses liaisons avec le fameux abbé de Saint-Cyran lui inspirèrent l'amour des nouveautés. Il témoignait un grand zèle contre la morale relâchée de quelques casuistes, et étant à peine sorti de licence, il fit imprimer un ouvrage pour réfuter le père Antoine Sirmond, jésuite, qui, dans un livre intitulé Défense de la vertu, anéantissait l'obligation de l'amour de Dieu, et ne craignait pas de dire qu'on ne peut marquer aucun temps dans la vie où l'on soit obligé d'en produire des actes, et qu'il suffit, pour accomplir le premier commandement, d'observer tous les autres. On ne pouvait qu'applaudir à la réfutation de cette doctrine scandaleuse ; mais on crut voir un rigorisme outré et dangereux dans un livre que le docteur Arnaud publia, en 1643, sous le titre De la fréquente communion. C'était une réponse à un écrit qu'un jésuite, nommé de Sesmaisons, avait adressé à la princesse de Guéménée, pour la prévenir contre les maximes de l'abbé de Saint-Cyran qui la dirigeait, et qui était accusé de blâmer la discipline actuelle de l'Église concernant la pénitence et d'éloigner les fidèles de la communion. L'auteur de cet écrit semblait désapprouver le délai de l'absolution, ou du moins c'était une conséquence que l'on croyait pouvoir tirer de ses principes, parce qu'il soutenait que les péchés mortels, pourvu que l'on s'en confesse avec la contrition, ne doivent pas empêcher de communier, et que l'on ne pouvait, sans une témérité condamnée par l'usage de l'Église, imposer l'obligation de se préparer auparavant par quelques jours de pénitence. Mais cette proposition se restreignait naturellement aux cas ordinaires où le délai de l'absolution n'est pas commandé par des circonstances particulières. Le jésuite soutenait, en outre, que les chrétiens imparfaits et habitués aux péchés veniels ne devaient pas pour cela s'abstenir de

communier fréquemment, et que plus un homme est dénué de ferveur, plus il doit hardiment approcher de la sainte table. Arnaud combattit les principes de cet écrit, et s'efforça de montrer qu'ils étaient contraires non-seulement à l'ancienne discipline de l'Église, mais encore à la lettre ou à l'esprit des règles tracées dans les derniers temps par les docteurs ou les prélats les plus distingués. Il fit voir par une foule de témoignages qu'il est utile de différer l'absolution en plusieurs rencontres, et qu'on est obligé de le faire dans les cas de rechute, d'habitude ou d'occasion prochaine. Mais il semblait ne pas s'en tenir là et vouloir étendre cette obligation à tous les cas, parce qu'il disait expressément que, selon les règles de la sagesse divine, la satisfaction doit être interposée entre l'aveu du péché et l'absolution du prêtre. Il semble qu'on pouvait toutefois interpréter cette proposition dans un sens favorable ou du moins la regarder comme une de ces exagérations de style qu'on ne doit pas entendre dans un sens strict et rigoureux. Quant à ce qui concerne la communion, le docteur Arnaud établissait des règles qui semblaient devoir l'interdire à la plupart des fidèles; car il insinuait, d'après un passage du livre de la Hiérarchie ecclésiastique, attribué à saint Denis l'Aréopagite, qu'on doit en éloigner tous ceux qui n'ont pas encore l'amour divin pur et sans aucun mélange, tous ceux qui ne sont pas encore parfaitement unis à Dieu seul et entièrement irréprochables.

Le livre de la Fréquente communion fut imprimé avec l'approbation de vingt docteurs et de seize archevêques ou évêques. Il fut encore approuvé deux ans après par l'archevêque d'Auch et par les dix évêques ses suffragans. Mais ces approbations n'empêchèrent pas une foule de personnes de l'attaquer avec une extrême violence. Le père Nouet, jésuite, le signala en chaire comme un livre plein d'erreurs et d'impiétés, et parla avec si peu de ménagemens des évêques approbateurs, qu'il fut con-



aint par une assemblée du clergé de leur demanderardon et de rétracter ses déclamations par un acte public. En même temps, l'archevêque de Paris fit défense aux prédicateurs de parler contre ce livre. Mais les attaques ne laissèrent pas de continuer, et plusieurs écrits furent publiés pour le combattre. Le père Petau composa dans ce but un traité de la Pénitence publique, qu'il adressa à la reine régente avec une épître dédicatoire, où il accusait l'auteur du livre de la Fréquente communion de former une nouvelle cabale et de soutenir des maximes scandaleuses aussi contraires à l'état qu'à l'Église catholique. L'évêque de Lavaur, Abraham de Ligonis, publia aussi contre ce livre deux écrits qui ne demeurerent pas sans réplique. Le docteur Arnaud répondit au père Petau dans une longue préface, qu'il mit en tête d'un livre composé par son neveu Antoine le Maître, sous le titre de Tradition de l'Église touchant la pénitence et la communion. Il y joignit une épître dédicatoire à la reine, où il déclare qu'il n'a jamais eu la pensée de vouloir exiger, contre la coutume de l'Église, l'accomplissement de la pénitence avant l'absolution, ni obliger les pécheurs à la pénitence publique ; mais qu'il a voulu seulement condamner un funeste relâchement de la morale, et prouver qu'on peut et qu'on doit même quelquefois différer l'absolution, et qu'on ne saurait blâmer absolument, comme contraire à la discipline présente, la recommandation de la pénitence publique, puisque le concile de Trente exhorte lui-même les évêques à y soumettre les pécheurs scandaleux ; enfin, qu'il n'a pas prétendu blâmer l'usage de la fréquente communion, mais seulement condamner les abus et éloigner de la communion ceux qui ne s'en approchent que par habitude, et n'en retirent aucun fruit parce qu'ils n'y apportent pas les dispositions nécessaires.

Cependant la régente, alarmée, donna ordre au docteur Arnaud d'aller à Rome pour s'y justifier des erreurs



dont on l'accusait. Mais le clergé, le parlement et l'université firent des remontrances au sujet de cet ordre contraire aux usages du royaume, et la reine crut devoir n'y pas donner suite. L'affaire ne laissa pas d'être portée à Rome, où les jésuites envoyèrent le père Basacier solliciter la condamnation du livre de la Fréquente communion. De leur côté, les évêques approbateurs prirent la défense dans une lettre, en date du 5 avril 1644 qu'ils adressèrent au pape Urbain VIII, avec une déclaration signée du docteur Arnaud, par laquelle il soumettait ce livre et sa doctrine au jugement du saint-siège. Ils écrivirent l'année suivante une nouvelle lettre adressée à Innocent X, et envoyèrent un docteur de Paris nommé Bourgeois pour soutenir leur cause. On avait déjà condamné avant son arrivée une proposition étrangère à l'objet du livre, et insérée dans la préface par Barcos, neveu de Saint-Cyran. Elle portait que saint Pierre et saint Paul sont deux chefs de l'Église qui ne font qu'un. L'inquisition condamna cette proposition entendue de telle sorte qu'elle mettrait une entière égalité entre les deux apôtres, sans aucune subordination de saint Paul à l'égard de saint Pierre dans la primauté et le gouvernement de l'Église universelle. Barcos ne laissa pas de la soutenir par deux écrits méprisables qui furent aussi condamnés par le saint-siège. Le docteur Bourgeois n'obtint qu'avec peine d'être admis comme partie au nom des évêques approbateurs, dans la cause pendante au tribunal du saint-office concernant le livre de la Fréquente communion. Mais ils lui envoyèrent un procurateur en forme, et il put alors poursuivre l'affaire auprès des consultants. Enfin le livre, après un long examen, demeura exempt de toute censure. Vers le même temps, l'université de Paris présenta plusieurs requêtes au parlement contre la morale relâchée de quelques jésuites, et l'on publia, en 1644, sous le titre de Théologie morale des jésuites, un recueil de propositions révol

antes et scandaleuses que l'on prétendait être tirées de leurs livres. Cet ouvrage, attribué par les uns au docteur Hallier, par d'autres à Arnaud, fut réfuté par les frères Caussin et Lemoine, dont les écrits devinrent l'occasion de nouvelles attaques.

Le monastère de Port-Royal, dont la réforme avait causé tant d'admiration, se trouva impliqué malheureusement dans ces querelles, et enveloppé dans la réprobation générale que soulevèrent les doctrines désespérantes du jansénisme. La maison de Port-Royal des champs s'était peuplée de solitaires, qui lui donnèrent bientôt une éclatante célébrité, mais qui en firent comme l'asile des nouvelles erreurs et le centre d'une secte opiniâtre. Un neveu du docteur Arnaud et de la mère Angélique, Antoine le Maître, qui s'était acquis au barreau une grande réputation par son éloquence, prit, en 1637, à l'âge de vingt-neuf ans, la résolution de renoncer au monde, et se retira dans un petit logement près de Port-Royal de Paris, où sa mère avait embrassé la vie religieuse. D'autres jeunes gens, animés du même esprit, firent successivement se joindre à lui, et dans moins d'un an ils se trouvèrent au nombre de huit ou dix, parmi lesquels on remarque Claude Lancelot et quatre frères d'Antoine le Maître, dont l'un, connu sous le nom de le Maître de Sacy, est devenu célèbre par sa traduction de la Bible et ses commentaires sur l'Écriture sainte. Leur nombre ne tarda pas à s'accroître bien davantage, et l'on vit arriver en quelques années dans leur retraite Arnaud d'Andilly et le docteur Arnaud, tous deux frères de la mère Angélique, Claude de Sainte-Marthe, Nicole, Pascal, et beaucoup d'autres personnages distingués par leur naissance ou par leurs talens. Ils avaient, dit-on, projeté de former une congrégation religieuse sur le modèle des anciens solitaires; mais n'ayant pu faire approuver les constitutions qu'ils voulaient s'imposer, ils se bornèrent à vivre en communauté séculière dans

la pratique des exercices ordinaires de la vie religieuse. L'emprisonnement de Saint-Cyran, qui était leur directeur, les exposa eux-mêmes à quelques mesures de rigueur. On leur ordonna de quitter leur maison de Paris et s'étant retirés au monastère des Champs, ils furent encore obligés d'en sortir. Le fameux Laubardemont fut chargé de leur faire subir un long interrogatoire, après quoi ils furent dispersés en différens endroits. Mais en 1639, ils purent revenir à Port-Royal des Champs où leur vie fut partagée entre la prière, l'étude et le travail des mains.

Ils élevèrent bientôt après une école où ils reçurent un grand nombre de jeunes gens des familles les plus distinguées. On peut juger des succès brillans de cette école par l'habileté des maîtres, dont un était le célèbre Nicole, et un autre ce même Lancelot à qui on doit les méthodes grecque et latine si connues sous le nom de Méthodes de Port-Royal. Le fameux Arnaud travaillait lui-même à la direction de ces écoles, et contribuait aux progrès des études par d'excellens ouvrages que le temps n'a pas fait oublier. C'est ce qui a donné naissance aux livres de la Grammaire générale, de la Géométrie et de la Logique de Port-Royal, tous aujourd'hui encore si généralement estimés. Les religieuses de Port-Royal s'appliquaient de leur côté avec le même succès à l'éducation des jeunes personnes de leur sexe; elles travaillaient aussi de leurs mains à faire des vêtemens pour les pauvres; elles faisaient soigner les malades indigens, leur procuraient des remèdes, et non contentes des aumônes abondantes qu'elles faisaient distribuer à un grand nombre de familles, elles se livraient aux exercices les plus pénibles de la charité. Elles établirent dans le couvent des Champs une infirmerie, où les femmes pauvres du voisinage étaient soignées par des religieuses dressées à cet emploi et qui s'en acquittaient avec un zèle admirable. Toutes ces circonstances augmentèrent prodigieu-

sement la réputation de Port-Royal, et l'on vit bientôt un grand nombre de personnes illustres se lier étroitement avec cette communauté, et se mettre sous la conduite de ceux qui la dirigeaient. On venait en foule aux offices et aux instructions du couvent de Paris, dont le directeur était l'abbé Singlin, disciple de Saint-Cyran. Le duc de Liancourt se fit construire une habitation près du monastère des Champs, pour y vivre éloigné du monde; et d'autres seigneurs se rendaient fréquemment dans ce monastère pour y faire des retraites.

Le nombre des religieuses était devenu si considérable, que la maison de Paris ne pouvait plus suffire à toutes celles qui se présentaient. L'abbesse demanda en conséquence à l'archevêque de Paris l'autorisation d'envoyer une partie des religieuses dans le monastère des Champs, dont les bâtimens venaient d'être réparés par les soins des solitaires qui s'y étaient retirés. Cette permission lui fut accordée en 1647, à condition que les deux maisons ne formeraient qu'une même communauté, soumise à la juridiction épiscopale et à l'autorité de l'abbesse de Paris, qui commettrait une religieuse pour gouverner en son nom le monastère des Champs. On y conduisit au printemps de l'année suivante une partie de la communauté, et les solitaires quittèrent le monastère pour s'établir dans des maisons voisines. Les troubles de la fronde forcèrent plus tard les religieuses à chercher leur sûreté dans la maison de Paris; mais la guerre étant finie, elles retournèrent en 1654 dans le monastère des Champs, qui ne fut plus abandonné jusqu'à sa destruction. Cependant depuis quelques années la prospérité si brillante de Port-Royal n'était pas sans mélange de tribulations. L'archevêque de Paris avait empêché par son crédit l'interrogatoire qu'on voulait faire subir aux religieuses après l'arrestation de l'abbé de Saint-Cyran; mais il s'était vu obligé de faire bientôt après plusieurs visites dans le monastère au sujet des plaintes que l'on

faisait sur les nouveautés introduites dans cette maison par les ecclésiastiques qui la dirigeaient. Ces plaintes devinrent plus vives à l'occasion du livre de la Fréquente communion et des disputes sur le jansénisme. Comme on croyait voir dans ce livre quelques traces des opinions nouvelles et téméraires de l'abbé de Saint-Cyran, et que le livre de Jansenius, malgré sa condamnation à Rome continuait d'être prôné par tout ce qui tenait à Port-Royal, cette maison fut dénoncée comme un foyer de mauvaises doctrines. L'archevêque de Paris crut devoir y faire, en 1644, une longue et minutieuse visite, il interrogea séparément toutes les religieuses, et ne découvrit rien qui pût justifier les accusations renouvelées sans cesse contre ce monastère. Toutefois, quelques années plus tard, le père Brisacier, jésuite, les reproduisit dans ses sermons et dans un livre intitulé le Jansénisme confondu, où il traitait les religieuses de Port-Royal de filles impénitentes, désespérées et de vierges folles, et les accusait de mépriser la communion et de ne pas même la recevoir à l'article de la mort, enfin de n'avoir ni eau bénite ni image dans leur église, et de ne prier ni la sainte Vierge ni les saints. L'archevêque de Paris condamna ce livre par une censure de l'an 1651, qu'il fit publier au prône dans toutes les paroisses; mais l'auteur ne se rétracta point, et quelque temps après un autre jésuite, le père Meynier, enchérit encore sur ces imputations dans un livre publié sous ce titre : Port-Royal d'intelligence avec Genève contre le saint Sacrement de l'autel; il y accusait le docteur Arnaud et les mères Angélique et Agnès ses sœurs d'un complot formé avec l'abbé de Saint-Cyran pour établir le déisme sur les ruines de la religion chrétienne.

Quelques curés de Paris, au nombre desquels était M. Olier, curé de Saint-Sulpice, firent quelque difficulté de publier la censure de l'archevêque contre le livre du père Brisacier, et contraints par les ordres du prélat, ils



crurent devoir ajouter en la publiant qu'elle ne condamnait point la doctrine exposée dans ce livre , mais seulement les accusations contre les religieuses de Port-Royal. M. Olier, devenu célèbre par ses vertus et par la fondation du séminaire de Saint-Sulpice, était né à Paris en 1608 d'une famille depuis longtemps distinguée dans la magistrature. Il fit ses premières études au collège des Jésuites à Lyon, où son père s'était rendu comme intendant de la province, et saint François de Sales, qui eut occasion de le voir, prédit à ses parents que Dieu se servirait un jour de cet enfant pour la gloire et le bien de son Église. Le jeune Olier montra de bonne heure une tendre piété et manifesta le désir d'entrer chez les chartreux de Lyon. Mais il fut obligé de revenir avec son père à Paris, où il suivit les cours de théologie en Sorbonne. Ayant été pourvu de l'abbaye de Pebrac et de quelques autres bénéfices, il se livra au ministère de la prédication, et se fit remarquer par ses talents. Il entreprit bientôt après le voyage de Rome, d'où il fit à pied le pèlerinage de Notre-Dame de Lorette. Ce fut là que, ressentant les effets d'une protection spéciale de la sainte Vierge, il renonça à toutes les espérances du monde et prit la résolution de se donner à Dieu sans réserve. De retour dans sa patrie, il commença par se dévouer à l'instruction et au soulagement des pauvres de Paris. Il les faisait venir chez lui ou les instruisait même publiquement dans les rues de Paris, et son exemple eut bientôt des imitateurs. Après avoir fait plusieurs pèlerinages pour connaître sa vocation, il se mit sous la direction de saint Vincent de Paul; il reçut la prêtrise en 1633 et s'employa aux missions des campagnes. Il exerça particulièrement son zèle en Auvergne, où était son abbaye de Pebrac, et prit des mesures pour rétablir la régularité dans cette maison; mais l'opposition des religieux fit échouer cette entreprise. M. Olier revint alors à Paris pour conférer avec le père de Condren, général de l'Ora-



toire, qui était devenu son directeur ; puis se joignant à quelques autres missionnaires, il retourna l'an 1636 en Auvergne, où ses travaux apostoliques eurent un succès prodigieux. Il se transporta quelque temps après en Bretagne pour réformer un monastère de religieuses, et vint à bout, malgré les plus grands obstacles, de remplir cette commission difficile. Le cardinal de Richelieu, informé de son mérite, le fit nommer coadjuteur de Châlons-sur-Marne ; mais l'humble missionnaire, malgré toutes les instances de sa famille, refusa invinciblement cette dignité.

Il était instruit par le père de Condren et par les révélations de la vénérable mère Agnès, prieure du monastère de Langeac, en Auvergne, que la Providence avait sur lui d'autres vues, et le destinait à procurer en France l'établissement des séminaires. Depuis quatre-vingts ans que le concile de Trente en avait ordonné l'érection, la plupart des évêques s'étaient occupés avec sollicitude de cet objet important ; mais les mesures que l'on avait prises en plusieurs diocèses n'avaient pas eu de suite, ou n'avaient produit que peu d'effet. Les établissements qu'on avait formés, selon le vœu du concile, étaient destinés pour des enfants, et comme il n'en sortait que très-peu de sujets pour l'état ecclésiastique, ils ne tardèrent pas à tomber ou à dégénérer en collèges. Le séminaire de Limoges, dans l'espace de près de vingt ans, n'avait pas produit un seul prêtre, et l'archevêque de Rouen, dans le même nombre d'années, avait à peine tiré six prêtres d'un grand nombre de sujets qu'il faisait élever avec tout le soin possible. Les pères de l'Oratoire dirigeaient depuis longtemps des séminaires à Lyon, à Mâcon, au Mans et en d'autres endroits ; mais ces établissements ressemblaient encore sous quelque rapport à des collèges, puisqu'on y enseignait les humanités aussi bien que la théologie ; ce qui fit qu'en plusieurs endroits on les appela séminaires-collèges. La maison de Saint-Magloire, à Paris,

fondée depuis plus de vingt ans comme séminaire diocésain, ne put guère commencer ses exercices qu'en 1642. Saint Vincent de Paul, qui avait établi vers l'an 1636 un séminaire sur le plan qu'on vient de voir, reconnut bientôt qu'en formant des sujets trop jeunes encore pour pouvoir connaître leur vocation, on ne procurerait qu'un avantage insuffisant à l'Eglise. Il comprit la nécessité d'établir d'autres séminaires pour les ecclésiastiques déjà promus aux saints ordres ou dans la disposition prochaine de les recevoir, et s'en ouvrit au cardinal de Richelieu, qui l'exhorta à entreprendre lui-même l'exécution d'une œuvre si utile. Saint Vincent voulant donc en faire l'essai, fonda en 1642 un grand séminaire pour douze ecclésiastiques, dans le collège des Bons-Enfants, où se trouvait déjà un petit séminaire. Dans la suite les prêtres de la mission furent chargés d'établir et de diriger des séminaires sur ce modèle dans plusieurs diocèses.

De son côté M. Olier ayant résolu de travailler à la réforme du clergé par le moyen des grands séminaires où l'on n'admettrait que des jeunes gens déjà avancés en âge, avait entrepris de former à Chartres un établissement de ce genre, mais divers obstacles en empêchèrent la réussite; enfin au commencement de l'an 1642, M. Olier, décidé à poursuivre l'exécution de son œuvre, s'établit avec deux prêtres dans le village de Vaugirard, où bientôt plusieurs ecclésiastiques d'une vertu éminente vinrent s'associer à ses projets. Il fut appelé peu de temps après à la cure de Saint-Sulpice, à Paris, qu'il accepta par l'ordre de son confesseur, comme devant lui offrir le moyen de réunir plus facilement des ecclésiastiques et de les former aux fonctions sacerdotales. Cette paroisse, une des plus étendues de Paris, était aussi la plus déréglée. C'est là que les prétendus réformés avaient commencé l'exercice public de leur culte, et ils y étaient encore en très-grand nombre. On n'y trouvait pas moins d'incrédules ou d'hommes indifférens, qui falsaient profession

de scepticisme sur toutes les vérités religieuses, et qui étaient pleins de mépris ou de haine contre le clergé. C'était un reste de ce tiers-parti qui dans le siècle précédent s'était montré en quelque sorte neutre entre les catholiques et les protestans, et sous prétexte de la paix ou de la réformation des abus n'avait cessé de prêcher la tolérance et de déclamer en même temps contre les droits et l'autorité de l'Église. Enfin la corruption des mœurs y était extrême, et le faubourg Saint-Germain était comme le refuge de tout ce qu'il y avait à Paris de malfaiteurs, de libertins et de femmes débauchées. M. Olier ne parvint qu'avec une extrême difficulté à réformer cette paroisse. Il vit même éclater contre lui des soulèvemens populaires qui mirent sa vie en danger ; mais son zèle triompha de tous les obstacles ; et en peu de temps la paroisse de Saint-Sulpice changea entièrement de face et se fit remarquer entre toutes les autres par la décence du culte, par la vie exemplaire du clergé et par la piété des fidèles. M. Olier s'appliqua surtout à faire abolir les duels, dont la fureur était portée à un tel excès dans le faubourg Saint-Germain, qu'on y compta dans une semaine jusqu'à dix-sept personnes tuées dans ces malheureux combats. Il engagea quelques seigneurs également connus par leur bravoure et leur piété, entre autres le marquis de Fénélon et le maréchal Fabert, à souscrire une déclaration par laquelle ils s'engageaient solennellement à ne se battre en duel sous aucun prétexte ; bientôt après cette déclaration fut souscrite par une foule d'autres seigneurs, soit à Paris, soit dans les provinces, et pour en mieux assurer l'effet, le roi renouvela en 1651 les édits contre les duels, avec protestation de ne jamais faire grâce des peines portées par ces édits.

Les travaux du ministère pastoral n'empêchèrent pas M. Olier de fonder avec une partie de ses coopérateurs le séminaire de Saint-Sulpice, tant pour élever les jeunes gens qui venaient en grand nombre se mettre sous sa

conduite que pour former une compagnie vouée à l'éducation des clercs et destinée à fonder ou à diriger d'autres séminaires dans le royaume. Cet établissement fut confirmé par l'abbé de Saint-Germain, de qui dépendait le faubourg, et par des lettres patentes du roi données en 1645. Il fut approuvé quelques années plus tard par l'assemblée générale du clergé de France et par un légat du saint-siège. La réputation de ce séminaire, devenu tout à la fois une école de science et de solide piété, alla toujours croissant et s'est maintenue jusqu'à nos jours. La communauté de Saint-Sulpice fut appelée bientôt à former des séminaires en différens endroits, et contribua en outre à l'établissement d'un grand nombre d'autres par des prêtres que les évêques avaient envoyés dans cette communauté pour les employer ensuite à l'éducation des clercs de leurs diocèses. M. Olier contribua aussi à la propagation de la foi dans le Canada, par les missionnaires qu'il y envoya pour fonder une maison à Montréal et travailler à la conversion des habitans de ce pays sauvage. Il reprit lui-même les fonctions de missionnaire après une maladie qui l'avait engagé à se démettre de sa cure, alla prêcher dans le Vivarais, et rétablit l'exercice de la religion catholique dans la ville de Privas, d'où elle était bannie depuis trente ans. Attaqué ensuite d'une apoplexie qui le rendit paralytique de la moitié du corps, il soutint par ses conseils les grandes œuvres auxquelles il ne pouvait plus travailler. Enfin, plein de mérites et généralement vénéré, il mourut saintement l'an 1657, âgé de quarante-neuf ans. On a de lui plusieurs ouvrages de piété, entre autres un traité des saints ordres et des lettres remplies d'onction. Il avait montré beaucoup de zèle contre les erreurs du jansénisme, et les sectaires voulurent opposer à la paroisse de Saint-Sulpice une autre paroisse qui pût en balancer la réputation. Ils firent donner pour cet effet la cure de Saint-Méry à M. Duhamel, disciple de Saint-Cyran, et qui avait établi dans une

petite cure du diocèse de Sens les exercices de l'ancienne pénitence publique. Ce nouveau curé se mit en communauté avec ses prêtres, leur fit faire des conférences réglées, institua des catéchismes où assistaient des personnes de tout âge, et soumit les pénitens à la discipline et à d'autres pratiques extraordinaires (1).

Deux autres prêtres célèbres, Adrien Bourdoise et le père Eudes, travaillèrent dans le même temps à l'institution des séminaires. Le premier était né dans le Perche, en 1584, de parens pauvres mais vertueux, et s'était fait remarquer dans sa jeunesse par la ferveur de sa dévotion. Il avait près de vingt ans lorsqu'il commença ses études pour entrer dans l'état ecclésiastique, où il sut allier tous les exercices de la plus tendre piété avec les fonctions les plus laborieuses du sacerdoce. Son zèle ne connut point de bornes, et le fit entrer avec M. Olier et saint Vincent de Paul dans toutes les entreprises qui se firent de son temps pour l'instruction des peuples et le rétablissement de la discipline. C'est à lui qu'on doit l'usage répandu partout de préparer les jeunes ecclésiastiques à l'ordination par une retraite de huit ou dix jours. Il engagea l'archevêque de Paris à porter, en 1632, une ordonnance pour obliger tous les ordinands du diocèse à faire cette retraite en commun, et pria saint Vincent de Paul de les réunir pour cet effet dans le collège des Bons-Enfans. Les prêtres de la mission furent chargés bientôt après de diriger ces exercices préparatoires dans plusieurs diocèses. Bourdoise avait déjà établi depuis longtemps une communauté d'ecclésiastiques, qui furent chargés d'enseigner aux nouveaux prêtres les cérémonies de la messe avec les rubriques du Missel et du Bréviaire, et d'examiner les nouveaux prêtres qui arrivaient à Paris. Plusieurs ecclésiastiques vinrent se mettre en pension dans cette communauté

(1) *Hist. de Port-Royal. — Vie de M. Olier.*



pour se former aux fonctions du saint ministère ou à la conduite des petites écoles. Le nombre des pensionnaires s'éleva bientôt jusqu'à cinquante, sans compter un bien plus grand nombre qui venaient assister aux instructions. Cette communauté fut incorporée au clergé de Saint-Nicolas du Chardonnet, et ensuite érigée, l'an 1644, en séminaire par l'archevêque de Paris. Bourdoise mourut en 1655.

Le père Eudes, frère de l'historien Mézerai, était né en 1601, dans le diocèse de Séez, et après avoir passé dix-huit ans dans la congrégation de l'Oratoire, il en sortit en 1643 pour fonder lui-même à Caen une nouvelle congrégation destinée aux missions des campagnes et à la direction des séminaires. Elle se répandit promptement dans la Normandie et la Bretagne, où elle contribua efficacement à la réformation des mœurs et au rétablissement de la discipline cléricale. Les membres de cette congrégation furent désignés sous le nom d'eudistes. Le père Eudes fonda aussi à Caen un institut de religieuses sous le titre de Notre-Dame de la Charité. Elles suivaient la règle de saint Augustin, et outre les trois vœux ordinaires de religion, elles s'engageaient par un quatrième à travailler à l'instruction des femmes et des filles de mauvaise vie qui voulaient changer de conduite. Cet institut fut confirmé en 1666 par une bulle d'Alexandre VII. Le père Eudes mourut en 1680. On a de lui un traité de la dévotion au cœur de la Vierge.

Le pape Urbain VIII était mort au mois de juillet 1644, après vingt et un ans de pontificat. On a de lui des odes sacrées et quelques autres poésies latines, qu'il avait composées avant d'être pape. Les cardinaux furent longtemps sans pouvoir tomber d'accord sur le choix de son successeur. Enfin, le 15 septembre, on élut le cardinal Pamphile, qui prit le nom d'Innocent X. Il était d'une famille noble de Rome, et avait été auditeur de rote, puis nonce à Naples et attaché ensuite à différentes légations.



tions. Le nouveau pape eut bientôt quelques démêlés avec la France au sujet des cardinaux Barberins, neveux de son prédécesseur. Comme on faisait des poursuites contre tous ceux qui avaient manié les deniers de la chambre apostolique, ces cardinaux, que l'on voulait obliger à rendre compte des sommes immenses qu'ils avaient touchées, prirent le parti de se réfugier en France et de se mettre sous la protection du roi. Le cardinal Mazarin, qui leur avait de grandes obligations, les accueillit parfaitement, et l'un d'eux fut même nommé quelques années plus tard archevêque de Reims et grand aumônier de France. Le pape à cette occasion publia une bulle, en date du 4 décembre 1645, pour défendre aux cardinaux de sortir des états de l'Église sans une permission du souverain pontife, sous peine de confiscation des biens s'ils ne revenaient pas dans six mois, et de privation de leur dignité s'ils persistaient plus longtemps dans la désobéissance. Le cardinal Mazarin, qui se croyait menacé lui-même par la bulle, n'eut garde de la laisser publier en France. Il la fit déclarer nulle et abusive par un arrêt du parlement, et l'on défendit en même temps de demander des dispenses ou autres expéditions à Rome et d'y envoyer de l'argent. Toutefois ce différend n'eut pas d'autre suite. Le pape Innocent X publia, la même année 1645, une bulle pour condamner comme idolâtriques ou superstitieuses quelques cérémonies chinoises, tolérées par les missionnaires jésuites; mais comme ils ne voulurent pas se soumettre et que l'affaire fut encore plusieurs fois portée à Rome, nous en ferons connaître plus tard les détails.

L'Angleterre était alors en proie à des guerres civiles causées par le fanatisme des puritains, et qui eurent pour résultat de faire périr Charles I<sup>er</sup> sur l'échafaud. Les ministres écossais n'avaient cessé de déclamer en chaire et dans des libelles contre les articles de discipline imposés par le roi Jacques, et de les représenter comme

des restes de papisme et des superstitions judaïques ou idolâtriques. Ils s'adressèrent à Charles I<sup>er</sup> pour en obtenir la révocation ; mais ce prince, au lieu d'y consentir, voulut imposer à l'Écosse une liturgie conforme à celle de l'Église anglicane, et dressée par Guillaume Lawd, archevêque de Cantorbéry. Il la fit approuver par les évêques d'Écosse, et ordonna par des lettres patentes de s'y conformer. Elles furent enregistrées, au mois de décembre 1636, par le conseil d'Écosse, et publiées à son de trompe à Édimbourg et dans les autres villes de ce royaume. Mais au mois d'août de l'année suivante, quand on fit la lecture de la nouvelle liturgie et que l'on vit le doyen du chapitre d'Édimbourg commencer l'office en surplis, le peuple se mit à crier : au papiste, à l'idolâtrie, et l'évêque ayant voulu monter en chaire pour calmer les esprits, courut risque d'être mis en pièces. On adressa bientôt après une requête au roi, dans laquelle on accusait les évêques d'avoir surpris sa religion pour introduire un culte idolâtrique. Le roi, pour toute réponse, fit publier un édit où il déclarait que la liturgie avait été composée par son ordre, et menaçait de punir comme des rebelles ceux qui avaient signé des requêtes contre les évêques s'ils persistaient dans leur opiniâtreté. Cet édit ne servit qu'à augmenter l'irritation. Quelques seigneurs publièrent une protestation au nom de leur parti, et les principaux factieux s'étant rassemblés à Édimbourg, en 1638, formèrent une confédération ou *Covenant*, par laquelle ils s'engageaient à défendre la pureté de la religion contre le papisme, à rejeter la nouvelle liturgie et l'autorité épiscopale jusqu'à la décision d'un synode libre, à défendre l'autorité du roi en tout ce qui ne blesserait point la religion, enfin à se soutenir réciproquement les uns les autres, et à réformer leurs mœurs comme il convenait à des gens qui prenaient avec Dieu un nouvel engagement. Cette confédération fut bientôt signée partout, en sorte que le roi, après l'avoir inutile-

ment condamnée, prit le parti de consentir à la suspension de la liturgie, à l'abolition des articles de Jacques I<sup>er</sup> et à la convocation d'un synode, qui se tint à Glasgow, au mois de décembre 1638. Toutefois, les évêques ayant protesté contre cette assemblée, le duc d'Hamilton, commissaire du roi, en prononça la dissolution. Mais le synode ne laissa pas de continuer ses séances, d'abolir l'épiscopat et la nouvelle liturgie, et de prononcer la déposition et l'excommunication de tous les évêques d'Écosse. Le roi, à qui on demanda la confirmation de ces mesures, résolut enfin d'employer la force pour soumettre les factieux. Il remporta d'abord quelques avantages, et força les rebelles à proposer un accommodement, qui parut mettre fin aux troubles. Mais ils recommencèrent bientôt, et s'étendirent en Angleterre, où le puritanisme comptait de nombreux partisans.

Ces sectaires parvinrent même à dominer le parlement, qui se mit en état de lutte ouverte contre l'autorité royale, dont il ne cessa d'attaquer successivement toutes les prérogatives. On poursuivit à outrance le comte de Stafford, premier ministre, et l'on prononça contre lui une condamnation à mort, que le roi, après un long refus, se vit contraint de signer. L'archevêque de Cantorbéry, après avoir quelque temps languï dans les prisons, paya également de sa tête les conseils et l'appui qu'il avait donnés au roi. Quelques fanatiques osèrent même proposer de faire le procès à la reine, qu'on accusait de travailler au rétablissement de la religion catholique et d'inspirer à ses enfans le mépris de la réforme. Cette princesse, sœur de Louis XIII, avait fait venir en Angleterre, suivant le droit qu'elle en avait par une clause de son contrat de mariage, douze religieux capucins, qu'elle établit dans son palais de Sommerset, où ils célébraient publiquement l'office, et l'on ne manqua pas d'y trouver un prétexte pour la rendre suspecte au peuple et de prendre de nouvelles mesures contre les catholiques.

Les prétentions du parlement et l'effervescence populaire augmentant de jour en jour, devinrent bientôt si menaçantes, que le roi sortit de Londres en 1643, et se disposa à soutenir ses droits et son autorité par la force des armes. Le parlement de son côté leva des troupes, et la guerre civile ne tarda pas à commencer. Elle se poursuivit quelque temps avec des succès divers; mais après quelques échecs, l'armée royale fut complètement défaite en 1645, à la bataille de Nasebi, qui assura le triomphe des rebelles. Ils emportèrent successivement les principales villes dont le roi était encore maître, et comme il se vit près d'être assiégé dans Oxford, où il n'avait plus qu'un petit nombre de troupes, il prit le parti de se jeter entre les bras des Écossais. Il se rendit à leur armée, au mois de mai 1646, et fut accueilli avec tous les témoignages d'un sincère attachement. Mais au commencement de l'année suivante, les troupes écossaises, gagnées à prix d'argent et mécontentes du refus opiniâtre que faisait le roi de consentir à l'abolition de l'épiscopat, livrèrent ce malheureux prince au parlement d'Angleterre, sous la condition expresse qu'on ne le ferait point périr, qu'on le traiterait avec respect, et qu'on chercherait les moyens de rétablir la paix entre lui et ses sujets. Cette condition ne fut pas observée.

Le puritanisme avait donné naissance à différentes sectes, qui, développant de plus en plus les conséquences des principes de la réforme, consacraient toutes les illusions et les excès du fanatisme. On remarque entre autres celle des brownistes, qui rejetaient toutes les prières vocales, et laissaient à chacun le droit de prêcher dans les assemblées religieuses; celle des indépendans, qui rejetaient non-seulement l'épiscopat, mais l'autorité des synodes presbytériens, et regardaient toutes les églises ou assemblées des fidèles comme absolument indépendantes les unes des autres et entièrement libres de se gouverner par elles-mêmes, de nommer leurs ministres

et de les instituer sans autre cérémonie que le choix ou l'élection du peuple ; enfin, celle des niveleurs, qui prêchaient l'égalité parfaite. Tous ces fanatiques ne reconnaissant d'autre règle que la Bible interprétée par chacun au moyen des lumières que le Saint-Esprit communique à ceux qui l'invoquent, déclamaient sans cesse contre l'idolâtrie, contre les restes des superstitions papistes, contre les désordres des courtisans, et donnaient toutes les extravagances de leur imagination pour des inspirations du Saint-Esprit. Le fameux Olivier Cromwell, qui partageait les idées et l'enthousiasme de ces sectaires, était devenu leur chef, et travaillait avec une profonde habileté à s'emparer du pouvoir. Son activité, son audace entreprenante, son zèle réel ou apparent pour la religion, sa modestie affectée et ses talens pour la guerre, lui avaient gagné le dévouement des puritains et toute la confiance de l'armée. C'est ainsi qu'il devint maître du parlement et de la direction des affaires. Cependant la division éclata bientôt entre l'armée et le parlement, qui voulut en vain licencier une partie des troupes. Cromwell fit enlever le roi du château de Holmby où il était gardé, et le fit conduire à l'armée, où l'on affecta de le traiter avec beaucoup d'égards ; il marcha ensuite à Londres, et chassa du parlement les membres qui se montraient le plus opposés à ses desseins, après quoi on ne tarda pas à prononcer la déposition du roi. Cette mesure excita de nombreux soulèvemens en Angleterre et surtout en Écosse. Mais Cromwell, par son activité et ses talens, triompha partout, et prit ensuite des mesures pour faire condamner le roi, dont la secte des indépendans demandait la mort. L'infortuné Charles I<sup>er</sup> fut traduit devant la chambre des communes, dont on avait chassé de nouveau plusieurs membres pour les remplacer par des créatures de Cromwell, et malgré les démarches que firent en sa faveur les états de Hollande et la cour de France, il fut condamné à mort comme coupable de tyrannie et



de haute trahison envers l'état, et exécuté ensuite le 9 février 1649. Après ce jugement, la chambre des communes abolit la royauté et la chambre des pairs, et s'empara du gouvernement. Mais au bout de quatre ans, Cromwell, accompagné de quelques troupes, chassa les restes de ce parlement, ferma la salle des séances, et se fit déférer par l'armée l'autorité souveraine avec le titre de protecteur. Il jouit tranquillement de ce pouvoir usurpé jusqu'à sa mort, arrivée en 1658. Son fils Richard Cromwell lui succéda; mais, en 1660, un nouveau parlement, convoqué par les soins du général Monck, rétablit la monarchie, et reconnut pour roi Charles II, fils de Charles I<sup>er</sup>. Les Écossais s'étaient les premiers déclarés en faveur du nouveau roi, qui néanmoins ne tarda pas à rendre une loi pour leur imposer la liturgie anglicane, avec obligation à tous les ministres presbytériens de se faire ordonner par les évêques.

Pendant ces troubles de l'Angleterre, l'Allemagne continuait d'être le théâtre d'une guerre sanglante et désastreuse. Le duc de Saxe-Weimar remporta plusieurs victoires sur les troupes impériales, ravagea la Bavière, l'Alsace et la Franche-Comté, et mourut au milieu de ses exploits, en 1639. Bannier, autre général suédois, repoussé d'abord jusqu'en Poméranie, gagna ensuite deux batailles, et porta le ravage dans la Saxe, dans la Bohème et la Silésie. Mais il fut repoussé de nouveau en Poméranie, et mourut en 1641. Torstenson, qui lui succéda dans le commandement de l'armée suédoise, battit plusieurs fois les généraux de l'empereur, reconquit la Saxe et la Silésie, fut obligé ensuite de les abandonner, et après de nouvelles victoires, il s'avança jusqu'en Moravie et en Autriche. Les Français de leur côté, malgré quelques échecs, obtinrent des succès éclatans. Le fameux prince de Condé gagna en Flandre contre les Espagnols la bataille de Rocroy, en 1643; puis, envoyé en Allemagne au secours de Turenne, il battit les impé-



riaux à Fribourg et à Nordlingen, après quoi, Turenne de concert avec Wrangel, général suédois, ravagea la Bavière, la Souabe et les bords du Rhin jusqu'à Mayence. Enfin, après plusieurs années de négociations, la paix fut conclue, en 1648, par le fameux traité de Westphalie, dont les conditions furent presque toutes à l'avantage des Français, des Suédois et des princes protestans. Nous citerons seulement les articles principaux concernant la religion. On commença par confirmer pour l'avenir le traité de Passau, dont les dispositions, jusqu'alors restreintes aux protestans de la confession d'Ausbourg, furent étendues à la religion calviniste, qui obtint ainsi dans l'empire une existence légale. On ordonna que tout bénéficié, soit catholique soit protestant, qui changerait de religion, perdrait son bénéfice dont la disposition reviendrait alors au collateur, qui devrait y pourvoir de la manière ordinaire; mais on laissa aux protestans tous les biens ecclésiastiques usurpés depuis le traité de Passau jusqu'à l'an 1624, et l'on sécularisa même en leur faveur un grand nombre de riches bénéfices. Ainsi l'on abandonna, à titre de principautés séculières, l'archevêché de Brême et l'évêché de Verden à la couronne de Suède; l'archevêché de Magdebourg et les évêchés d'Halberstadt, de Minden et de Camin à l'électeur de Brandebourg; les évêchés de Ratzebourg et de Schwerin, avec deux commanderies considérables de l'ordre de Malte, aux ducs de Mecklembourg; les riches prévôtés de Walkerieid et de Groningue, aux ducs de Brunswick, avec le droit de succéder alternativement avec les catholiques à l'évêché d'Osnabruck; enfin l'abbaye de Hirsfeld, au landgrave de Hesse-Cassel, outre une somme de six cent mille écus, qui devaient lui être payés par les archevêques de Mayence et de Cologne, par les évêques de Paderborn et de Munster, et par l'abbé de Fulde. Du reste, quant aux droits des princes de l'empire touchant l'exercice des différentes religions

dans leurs états, on statua qu'ils demeureraient tels qu'ils étaient en 1624, mais que les princes qui ne voudraient pas accorder la liberté de conscience à ceux de leurs sujets qui changeraient de religion, seraient tenus de leur donner trois ans pour se retirer ailleurs. Enfin, on statua que la chambre impériale serait composée de vingt-quatre protestans et de vingt-six catholiques, et que la même proportion existerait dans le conseil aulique et dans tous les tribunaux de l'empire; mais que nulle décision ne pourrait être prise, soit dans les tribunaux, soit dans les diètes, à la majorité de toutes les voix des catholiques contre toutes celles des protestans. Tels furent les avantages que procura enfin aux hérétiques l'alliance d'un prince qui prenait le titre de roi très-chrétien. Fabio Chigi, légat du pape, fit une protestation contre le traité de Westphalie, et Innocent X le déclara nul, comme contraire aux droits de l'Eglise, par une bulle du 26 novembre 1638; mais on n'y eut aucun égard. Le roi d'Espagne refusa aussi d'y adhérer, et continua la guerre contre la France jusqu'en 1659, que la paix fut conclue par le traité des Pyrénées.

Les désastres causés par ces longues guerres donnèrent lieu à saint Vincent de Paul de faire éclater les prodiges de sa charité. La Lorraine, successivement envahie par les troupes françaises ou impériales, fut désolée pendant plusieurs années par une famine affreuse. Les riches eux-mêmes manquaient de pain, et n'avaient d'autre ressource que d'émigrer. Les habitans de la campagne accouraient de toutes parts se réfugier dans les villes, où ils ne trouvaient ni demeure, ni moyen d'existence. Il s'en rencontrait quelquefois aux portes de Metz des troupes de cinq à six mille, et le matin on y trouvait souvent dix ou douze morts. Saint Vincent de Paul envoya dans cette province, en 1639, quelques-uns de ses missionnaires pour y porter des secours. Ils ne furent pas plus tôt arrivés qu'un d'entre eux lui fit connaître toute l'éten-

due des besoins. « Je trouve un si grand nombre de pauvres, écrivait-il, qu'il m'est impossible de donner à tous. Ils cherchent dans les champs des racines qu'ils font adoucir au feu, et qu'ils s'empressent de manger. A la dernière distribution de pain que nous avons faite, il s'est trouvé onze cent trente-deux pauvres, sans compter les malades qui sont en grand nombre, et à qui nous fournissons, avec les remèdes, la nourriture qui leur convient. La plus grande partie des bourgeois et de la noblesse souffre de la faim au-delà de ce qu'on peut imaginer; et leur sort est d'autant plus à plaindre, qu'ils n'osent demander des secours. J'ai parlé à quelques-uns, qui ne font que pleurer inconsolablement. » Ces détails enflammèrent la charité de saint Vincent de Paul, dont le zèle actif vint à bout de procurer à ce malheureux peuple des secours prodigieux. Les prêtres de la mission rassemblèrent à Metz, à Nancy, à Toul, à Verdun et en d'autres endroits de la Lorraine, une multitude de pauvres ou de malades privés d'asile, et leur fournirent des vivres, des remèdes et des vêtemens; ils soulagèrent les pauvres honnêtes et les mendiants; ils pourvurent à la subsistance des communautés régulières; ils portèrent dans les campagnes des secours de tout genre aux familles ruinées par la guerre, procurèrent des outils aux ouvriers, des grains et des instrumens de labourage aux cultivateurs, et contribuèrent au rétablissement d'un grand nombre d'églises brûlées ou dépouillées. Ces aumônes, qui emportaient souvent jusqu'à seize mille livres par mois, durèrent plusieurs années, et s'étendirent bientôt après dans la Picardie et dans le nord de la Champagne, où la guerre n'avait pas moins causé de ravages. Les sommes que saint Vincent de Paul fit passer dans ces différentes provinces s'élevèrent à plus de deux millions. Il s'occupa en outre de loger, de nourrir et de placer comme ouvriers ou comme domestiques une foule de malheureux que la continuité de la guerre forçait à venir chercher des res-

sources à Paris, et touché surtout du péril auquel la misère exposait les jeunes personnes, il chargea les missionnaires de lui amener toutes celles qui voudraient préserver leur vertu, et leur ouvrit un asile dans la maison des filles de la charité, où l'on prit soin de les placer comme servantes dans des familles vertueuses. Il fit encore amener de Lorraine à Paris une communauté de quatorze religieuses bénédictines, qui manquaient de tout dans leur monastère de Rambervillers, et qui formèrent dans le faubourg Saint-Germain un nouvel établissement sous le titre de religieuses du Saint-Sacrement. Enfin saint Vincent de Paul, dont la sollicitude s'étendait à tous les besoins, prit des mesures pour secourir les personnes de condition dépouillées de leur fortune par les malheurs de la guerre, aussi bien qu'une foule de seigneurs anglais que la tyrannie de Cromwell avait forcés de chercher un asile en France. Il forma pour cet objet une association de personnes charitables, entre lesquelles on doit remarquer le baron de Renty, dont la vie fut presque tout entière consacrée à des bonnes œuvres. Ce vertueux seigneur contribua surtout à former des communautés d'artisans, qui vivaient ensemble dans la pratique des vertus chrétiennes, et employaient leur superflu au soulagement des pauvres. Deux de ces communautés, celle des frères cordonniers et celle des frères tailleurs, subsistaient encore vers la fin du dernier siècle. Les troubles de la fronde et la disette qui en fut la suite fournirent bientôt une nouvelle matière à l'inépuisable charité de saint Vincent de Paul, qui trouva le moyen de nourrir une prodigieuse quantité de pauvres. Il fonda peu de temps après l'hôpital du nom de Jésus, dans le faubourg Saint-Laurent, pour quarante pauvres vieillards, et contribua ensuite à la fondation de l'hôpital général, auquel on affecta plusieurs vastes maisons, entre autres Bicêtre et la Salpêtrière. Cet admirable établissement, destiné à recueillir

les pauvres incapables de gagner leur vie, fut constitué par lettres patentes de l'an 1656.

Le cardinal Mazarin, premier ministre, s'était depuis longtemps attiré la haine et le mépris, lorsqu'au mois d'août 1648, l'arrestation de deux membres du parlement devint l'occasion des guerres civiles de la fronde. Le peuple de Paris se souleva, dressa des barricades, et ne voulut déposer les armes qu'après avoir obtenu la liberté des magistrats emprisonnés. La régente, forcée d'y consentir, sortit bientôt après de Paris avec le jeune roi, et cette démarche suspecte fit recommencer les troubles. Le parlement de Paris ayant reçu ordre de se transporter à Montargis, au lieu d'obéir rendit un arrêt pour déclarer le cardinal Mazarin perturbateur du repos public, ennemi du roi et de l'état, et lui enjoindre de sortir du royaume dans huit jours, avec ordre à tous les citoyens, après ce délai, de lui courir sus et de se saisir de sa personne. Il prit en même temps des mesures pour la sûreté de Paris, et invita tous les autres parlemens et les magistrats des provinces à s'unir contre le despotisme d'un ministre odieux. Le prince de Condé, à la tête des troupes royales, fit le blocus de Paris, tandis que le prince de Conti, son frère, fut nommé généralissime des troupes levées par les frondeurs. Cependant le parlement entama des négociations avec la régente, et la paix fut rétablie par un accommodement, dont les articles furent publiés le 1<sup>er</sup> avril 1649. Mais au commencement de l'année suivante, Mazarin fit arrêter et enfermer au château de Vincennes, puis au Havre, le prince de Condé et le prince de Conti, avec le duc de Longueville, leur beau-frère. Le peuple en fit d'abord des réjouissances publiques, parce qu'on eut soin de répandre le bruit que ces princes avaient excité la guerre civile dans leur intérêt particulier, et qu'ils ne cherchaient qu'un prétexte pour la renouveler. Le duc d'Orléans, chargé du commandement de Paris en l'absence du roi, qui par-



aurait les provinces pour y maintenir ou y rétablir la tranquillité, prit si bien ses mesures qu'il empêcha les frondeurs et le parlement de remuer. Mais le cardinal Mazarin se brouilla bientôt avec ce prince, dont le crédit lui portait ombrage, et l'on vit alors le clergé et la noblesse s'unir au parlement pour demander le renvoi du cardinal et la liberté des princes emprisonnés. Le parlement rendit même un arrêt de bannissement perpétuel contre Mazarin. Celui-ci, cédant à l'orage, sortit de Paris au mois de février 1651, et alla lui-même au Havre chercher les princes, puis il se retira à Cologne, d'où il ne cessait pas de gouverner la régente, qui ne croyait pas pouvoir se passer de ses conseils. Elle accorda au prince de Condé le gouvernement de Guienne; mais elle trouva un moyen de le brouiller avec les frondeurs, et ce prince, mécontent de la cour, se retira au mois de septembre dans son gouvernement, où il prit les armes et se liguait avec les Espagnols. Le roi, après d'inutiles démarches pour le faire rentrer dans le devoir, publia un édit qui déclarait criminel de lèse-majesté avec tous ses adhérents, et qui fut enregistré au parlement le 25 décembre; après quoi la cour fit revenir le cardinal Mazarin, contre qui le roi avait publié depuis peu une déclaration qui l'accusait de trahison envers l'état, avec promesse de ne jamais le rappeler. Ce retour inattendu réveilla toutes les animosités des frondeurs. Le prince de Condé voulut profiter de cette disposition des esprits, et se rendit à Paris, où il livra, au mois de juillet 1652, contre les troupes royales commandées par Turenne, le fameux combat du faubourg Saint-Antoine. Il était sur le point de succomber, lorsque mademoiselle de Montpensier, fille du duc d'Orléans, par un ordre signé de son père, fit tirer le canon de la Bastille sur l'armée du roi, et ouvrir au prince les portes de Paris. Sa présence fit éclater parmi les bourgeois des divisions qui remplirent l'hôtel de ville de sang et de carnage. Cependant le parlement



ayant proclamé le duc d'Orléans lieutenant général du royaume, et renouvelé l'édit de bannissement contre Mazarin, celui-ci fut obligé de céder encore une fois et de sortir de France. Sa retraite mit fin aux troubles, et le roi rentra dans sa capitale au mois d'octobre, et publia une amnistie de tout le passé. Il ordonna néanmoins au duc d'Orléans de se retirer dans son château de Blois. Le prince de Condé, refusant de se soumettre, alla se joindre aux Espagnols, et ne rentra en France qu'à la paix des Pyrénées. Mazarin, après six mois d'absence revint à Paris, où il reprit toute son autorité.

Le fameux cardinal de Retz fut l'un des principaux auteurs des troubles de la fronde et l'ennemi le plus dangereux de Mazarin. Il était fils du comte de Gondi, général des galères, et fut destiné à l'état ecclésiastique sans autre vocation que l'ambition et les convenances de sa famille. Ayant fait de brillantes études et pris le bonnet de docteur en Sorbonne, il fut nommé en 1643 coadjuteur de son oncle, archevêque de Paris. Sa vie avait été jusqu'alors toute mondaine, et si l'on en croit ses historiens, il ne renonça pas à ses déréglemens; mais il prit des mesures pour sauver du moins les apparences et éviter le scandale. Des aumônes prodigieuses, son affabilité envers les curés, quelques sermons d'éclat et ses liaisons avec la plus haute noblesse, lui donnèrent une grande popularité et un immense crédit. Il s'employa le premier jour des troubles à calmer les esprits; mais, piqué de la manière dont il fut reçu par la régente et par Mazarin, il se laissa entraîner à l'ambition d'être chef de parti. Les barricades du lendemain furent son ouvrage, et il employa toute son activité et toutes les ressources de son génie pour diriger les cabales et exciter ou entretenir la sédition. On le voyait se rendre au parlement ou marcher dans les rues de Paris avec un cortège de trois ou quatre cents gentilshommes et d'autant de bourgeois armés. Il parut se réconcilier avec

la cour pendant la première retraite de Mazarin, et obtint, sur la demande du roi, le chapeau de cardinal. Mais ayant cabalé de nouveau pendant la seconde guerre, il fut arrêté, malgré l'amnistie, au mois de décembre 1652, et enfermé au donjon de Vincennes. Le chapitre envoya une députation à la cour pour demander qu'on le mit en liberté ou qu'on lui fit son procès, et n'ayant rien obtenu, il ordonna des prières publiques pour sa délivrance. Le pape se montra fort mécontent de cette mesure de violence contre un cardinal. Il se borna toutefois à envoyer un nonce pour demander que le jugement du prisonnier fût réservé au saint-siège, selon les lois canoniques; mais la cour ne voulut pas même le recevoir. L'archevêque de Paris mourut bientôt après, et le cardinal de Retz prit possession du siège par procureur. Cependant l'ennui de sa prison le fit consentir à donner sa démission en échange de six abbayes considérables, avec la condition de se retirer ensuite à Rome. On le transféra aussitôt après à Nantes, jusqu'à ce que le pape eût ratifié ces conventions. Mais le pape, malgré toutes les instances de la cour et du cardinal lui-même, ne voulut pas accepter une démission arrachée en quelque sorte par violence. Le cardinal de Retz, secondé par quelques amis, vint tout de s'évader de sa prison de Nantes, au mois d'août 1654, et de se rendre en Italie, où il fut reçu avec tous les témoignages de bienveillance par Innocent X. Dès qu'on connut à Paris la nouvelle de son évasion, le chapitre fit chanter le *Te Deum* en actions de grâces, et l'on fit des feux de joie dans plusieurs quartiers. Le roi fit rendre, le 22 août, un arrêt du conseil qui déclarait le siège vacant, et un mois après il donna ordre au parlement de faire le procès au cardinal, comme coupable de haute trahison. Mais les remontrances de l'assemblée du clergé firent suspendre l'exécution de cet ordre, qui fut enfin révoqué. Le cardinal

de Retz assista au conclave, après la mort d'Innocent X, et contribua beaucoup à l'élection d'Alexandre VII. Il n'en reçut pas toutefois la protection qu'il avait espérée. La cour, voyant qu'il avait défendu au chapitre de prendre l'administration du diocèse et qu'il continuait d'exercer son autorité par des vicaires généraux, s'adressa au pape pour lui demander d'en nommer et de déléguer des commissaires chargés de faire le procès au cardinal. Le pape répondit qu'on ne pouvait lui donner des juges à moins qu'il ne fût préalablement rétabli; mais il désigna pour grand vicaire un des six sujets présentés par la cour. Le cardinal, après y avoir d'abord consenti, fut mécontent de la conduite de ce grand vicaire, et se permit de le révoquer. Alexandre VII, vivement choqué de cette révocation, manda aussitôt le cardinal, qui, dans la crainte d'être arrêté, prit le parti de quitter l'Italie pour se rendre en Franche-Comté. Il passa quelque temps après en Allemagne, puis dans la Hollande et les Pays-Bas. Enfin, après avoir ainsi mené une vie errante pendant quatre ou cinq ans, voyant que la mort de Mazarin ne changeait rien aux dispositions de la cour, il envoya au roi, en 1662, sa démission pure et simple de l'archevêché de Paris, et obtint alors la permission de rentrer en France. Le roi lui donna la riche abbaye de Saint-Denis, avec les fruits de ses bénéfices mis en séquestre pendant son exil; ce qui le mit en état de payer, dit-on, trois millions de dettes. Il vécut dès ce moment dans la retraite, et parut même si dégoûté du monde, qu'il voulut embrasser la vie monastique. Il demanda pour cet effet, en 1675, la permission de renvoyer à Rome son chapeau de cardinal, mais ni le pape ni le sacré collège ne voulurent y consentir. Il se retira alors dans une de ses abbayes, où il mourut en 1679 dans de grands sentimens de piété.

Les discussions soulevées à Paris au sujet du livre de Jansenius, devenant chaque jour plus animées et plus

scandaleuses, avaient enfin déterminé la Sorbonne et le clergé de France à prendre des mesures efficaces pour y mettre un terme. Les contestations avaient été portées au mois de mai 1648 devant la faculté de théologie à l'occasion d'un livre publié sous le titre de *Baillon des jansénistes*, par le père Véron, ancien jésuite et curé de Charenton. Un docteur, croyant y remarquer quelques erreurs, dénonça ce livre à la faculté pour qu'elle le fit examiner, et d'autre part Nicolas Cornet, qui était alors syndic, demanda que si l'on nommait une commission pour cet objet on fit examiner aussi les propositions de Jansenius combattues par le père Véron. La faculté, pour ne pas augmenter les troubles et la division entre ses membres, jugea à propos de ne pas donner suite à cette affaire. Mais dans l'assemblée du mois de juillet de l'année suivante, le syndic Cornet se plaignit que des bacheliers étaient assez hardis pour faire imprimer dans leurs thèses des propositions qu'il avait supprimées, ou pour déclarer en public qu'ils pensaient le contraire de ce qu'on les forçait d'y mettre, et en conséquence, il demanda que pour remédier à ces désordres la faculté portât son jugement sur les six propositions suivantes : 1° Quelques commandemens de Dieu sont impossibles à des justes qui font leurs efforts pour les accomplir selon leurs forces présentes, et la grâce leur manque pour les rendre possibles ; 2° dans l'état de la nature déchue, on ne résiste jamais à la grâce intérieure ; 3° pour mériter ou démériter dans l'état de la nature déchue, l'homme n'a pas besoin d'une liberté exempte de la nécessité, mais il lui suffit d'avoir une liberté exempte de contrainte ; 4° les semi-pélagiens admettaient la nécessité d'une grâce intérieure et prévenante pour chaque action et même pour le commencement de la foi, et ils étaient hérétiques en ce qu'ils prétendaient que cette grâce était de telle nature que la volonté humaine pût lui résister ou lui obéir ; 5° c'est une erreur semi-pélagienne de dire que Jésus-

Christ est mort ou a répandu son sang pour tous les hommes; 6° l'Église a pensé autrefois que la pénitence sacramentelle secrète ne suffisait pas pour les péchés secrets. Il ne fut pas question plus tard de ce dernier article; les autres sont les cinq propositions devenues si fameuses dans l'histoire du jansénisme. Plusieurs docteurs, entre autres Louis de Saint-Amour, connu par son journal, s'opposèrent à l'examen, sous prétexte que les propositions étaient équivoques et fabriquées à plaisir pour condamner indirectement la doctrine de la grâce efficace, et qu'il était d'ailleurs contre les usages de la faculté d'examiner des propositions sans qu'on eût nommé ni l'auteur qui les avait soutenues, ni le livre où elles se trouvaient. Néanmoins l'examen fut résolu à la pluralité des voix, et l'on nomma aussitôt des commissaires. Le docteur de Sainte-Beuve ayant demandé en même temps qu'on examinât quelques propositions tirées des nouveaux casuistes, on joignit la suivante aux six présentées par le syndic : « l'attrition naturelle suffit pour le sacrement de pénitence. »

Les partisans de Jansenius publièrent peu de jours après contre la délibération de la faculté divers écrits, où ils développaient les raisons ou les prétextes qu'on vient de voir. Ils prirent en outre le parti d'en appeler comme d'abus devant le parlement, et le docteur de Saint-Amour fit signer une requête à cet effet par soixante docteurs. Le procureur général et le conseiller Broussel, chargé du rapport, donnèrent des conclusions conformes à la requête. Mais le premier président Molé entreprit d'accommoder l'affaire, et l'on convint que les choses demeureraient pendant quatre mois dans l'état où elles étaient, afin de chercher les moyens d'en venir à un accord. Cependant on vit paraître dans le mois de septembre, sous le nom des commissaires examinateurs, une censure imprimée des sept propositions, qui fut répandue en France et même envoyée à Rome. Cette pu-



blication donna lieu au docteur de Saint-Amour et à ses partisans de présenter une nouvelle requête pour demander qu'on leur fit droit sur la première, et que les commissaires fussent assignés pour reconnaître ou désavouer la censure. Le syndic Cornet et le docteur Pereyret, un des commissaires, comparurent le 5 octobre, et déclarèrent que c'était à leur insu et contre leur gré qu'on avait publié la censure; après quoi la chambre des vacations rendit un arrêt portant que les parties auraient audience après la Saint-Martin, avec défense de rien publier auparavant touchant les propositions. Enfin au mois de décembre, comme les partisans de Jansenius firent paraître deux écrits pour demander que l'on distinguât les différens sens des propositions qui, selon eux, étaient équivoques, et que l'on examinât en même temps plusieurs propositions de Molina, avec une autre attribuée au docteur Pereyret, portant que plusieurs opinions de saint Augustin avaient été condamnées par la bulle de Pie V, la faculté nomma des députés pour parvenir à un accommodement, et sur leur rapport elle prit le parti de ne pas donner suite à l'examen, attendu qu'il y avait été pourvu par les décrets précédens touchant la bulle d'Urbain VIII, et qu'il suffisait que le syndic prît soin de les faire exécuter.

Cependant les docteurs qui avaient demandé la censure, voyant qu'on l'avait fait échouer par un appel devant un tribunal laïque, prirent des mesures pour obtenir une décision du saint-siège. Ils envoyèrent d'abord le projet de censure à Rome pour le faire confirmer; mais le cardinal de Saint-Clément, dominicain, s'étant opposé au décret que la congrégation du saint-office voulait rendre à ce sujet, l'affaire demeura en suspens. Ils s'adressèrent ensuite aux prélats réunis à Paris pour l'assemblée du clergé, en 1650, et les déterminèrent à écrire au pape. On convint toutefois de ne point délibérer publiquement sur cette affaire, de peur que le



parlement ne voulût empêcher le recours à Rome, ou qu'on ne parvint à semer la discorde dans l'assemblée. En conséquence, les évêques prirent le parti de signer chacun en particulier une lettre commune rédigée par Isaac Habert, devenu évêque de Vabres. On en fit parvenir des copies dans les provinces aux évêques absents, et saint Vincent de Paul écrivit à plusieurs des lettres pressantes pour les engager à donner leur signature. Il leur représentait que les doctrines désespérantes du jansénisme s'accréditaient chaque jour à la faveur d'une tolérance apparente; qu'elles donnaient un sujet de triomphe aux calvinistes, qui osaient se vanter publiquement de voir leurs erreurs déjà embrassées par la plupart des catholiques; qu'elles jetaient le trouble et l'inquiétude dans les âmes des fidèles, à qui elles faisaient douter s'ils avaient part au bienfait de la rédemption, et si Jésus-Christ était mort pour eux; que la voie du recours à Rome dans les conjonctures où l'on se trouvait était indiquée par le concile de Trente, qui renvoie au souverain pontife le jugement des difficultés à naître touchant l'interprétation de ses décrets; enfin qu'il importait à l'honneur de l'Église gallicane autant qu'à la sûreté de la foi, d'arrêter le cours de ces nouveautés pernicieuses, et qu'on ne pouvait y parvenir que par l'autorité du saint-siège. Il répondit ensuite par des réflexions d'une sagesse et d'une solidité admirables aux objections de quelques prélats qui voulaient rester neutres et garder le silence sur ces questions. Il faisait remarquer que si la décision du saint-siège n'était pas reçue avec soumission par quelques esprits attachés à leur propre sens et disciples d'un homme qui ne croyait pas même aux conciles, elle servirait au moins à désabuser un grand nombre de personnes engagées de bonne foi dans le parti, et surtout à empêcher que la séduction ne s'étendit à d'autres par des apparences de piété et de réformation, et qu'enfin elle serait le moyen de discerner les vrais

enfans de l'Eglise d'avec les opiniâtres. « Permettez-moi de vous représenter encore , disait-il à un d'eux, que ceux qui font profession de ces nouveautés, voyant que l'on craint leurs menaces, les redoublent avec plus de hardiesse, et se préparent à une forte rébellion. Ils tirent de votre silence un puissant argument en leur faveur; ils se vantent par un imprimé qu'ils distribuent de toutes parts que vous êtes de leur opinion. Ceux au contraire qui se maintiennent dans la simplicité de l'ancienne croyance, s'affaiblissent et se découragent en voyant qu'ils ne sont pas universellement soutenus. Ne seriez-vous pas bien marri un jour que votre nom eût servi, contre vos intentions, qui sont toutes saintes, à confirmer les uns dans leur opiniâtreté et à ébranler les autres dans leur foi. »

La lettre au pape fut signée par quatre-vingt-cinq archevêques ou évêques. Elle était conçue en ces termes : « La foi de Pierre, laquelle ne peut jamais manquer, demande avec grande raison que, suivant la coutume reçue et autorisée dans l'Eglise, on rapporte les causes majeures au siège apostolique. Pour obéir à une loi si équitable, nous avons estimé qu'il était nécessaire d'écrire à votre Sainteté touchant une affaire très-importante qui regarde la religion. Il y a dix ans que nous voyons avec douleur la France agitée de troubles violens à cause du livre de Jansenius et de la doctrine qui y est contenue. Ces mouvemens devaient être apaisés tant par l'autorité du concile de Trente que par celle de la bulle d'Urbain VIII, d'heureuse mémoire, par laquelle il a prononcé contre les dogmes de Jansenius et confirmé les décrets de Pie V et de Grégoire XIII contre Baïus. Votre Sainteté a établi par un nouveau décret la vérité et la force de cette bulle; mais parce que chaque proposition en particulier n'a pas été notée d'une censure spéciale, quelques-uns ont encore trouvé lieu à des chicanes et à des subterfuges. Nous espérons que tous moyens leur

en seront ôtés, s'il plaît à votre Sainteté, comme nous l'en supplions très-humblement, de définir clairement et distinctement ce qu'il faut croire en cette matière. C'est pourquoi nous la conjurons de faire l'examen et de porter un jugement clair et certain de chacune des propositions suivantes, sur lesquelles la dispute est plus dangereuse et la contestation plus échauffée. » On rapportait les cinq premières propositions que l'on a vues précédemment, après quoi les prélats continuaient ainsi : « Votre Sainteté a éprouvé depuis peu combien l'autorité du siège apostolique a eu de pouvoir pour abattre l'erreur du double chef de l'Église ; la tempête a été aussitôt apaisée ; la mer et les vents ont obéi à la voix et au commandement de Jésus-Christ ; ce qui nous engage à vous supplier, très-saint père, de prononcer sur le sens de ces propositions un jugement clair et décisif, auquel Jansenius près de sa mort a soumis son ouvrage, de dissiper toute obscurité, de rassurer les esprits chancelans, d'empêcher les divisions et de redonner à l'Église sa tranquillité et son éclat. »

Le pape, ayant reçu cette lettre, établit pour examiner l'affaire une congrégation particulière, composée des cardinaux Roma, Spada, Ginetti, Cechini, Chigi et Pamphile, auxquels il adjoignit pour secrétaire Albizzi, assesseur du saint-office, et pour consultants treize théologiens, choisis parmi les religieux de différens ordres, entre autres le procureur général des capucins, celui des cordeliers conventuels et le général des augustins. Cette congrégation s'assembla pour la première fois le 20 avril 1651, et tint pendant deux ans un grand nombre de séances, où l'on commença par examiner les rapports de la doctrine de Jansenius avec celle de Baïus. Cependant quelques prélats qui n'approuvaient point la lettre écrite au pape, déclarèrent au nonce qu'on ne pouvait regarder cette démarche comme faite au nom du clergé de France, sous prétexte qu'elle dérogeait au droit qui

appartient à l'épiscopat de prononcer en première instance sur les matières de doctrine. Ensuite ils adressèrent au pape une lettre particulière, pour le prier de ne point porter de jugement sur des matières débattues depuis plusieurs siècles dans les écoles, ou au moins de ne rien décider qu'après avoir entendu les parties et repris l'examen de l'affaire dès l'origine, comme il s'était pratiqué dans les congrégations *De auxiliis*. Ils représentaient qu'autrement, ceux qui seraient condamnés pourraient se plaindre de l'avoir été par les calomnies et les artifices de leurs adversaires; que les troubles avaient uniquement pour cause l'ambiguïté des cinq propositions, fabriquées à plaisir en termes équivoques; qu'indépendamment des difficultés que présentent les questions de la grâce et de la prédestination, le temps ne paraissait guère propre à terminer un différend de cette importance; que d'ailleurs l'ancienne discipline de l'Église universelle, aussi bien que la coutume observée dans l'Église gallicane, semblait demander que la cause fût d'abord examinée dans le royaume par les évêques; enfin, qu'en s'adressant directement au saint-siège, la vérité pouvait être opprimée et le pape surpris par des tromperies. Cette lettre, signée par l'archevêque de Sens et par dix évêques, fut envoyée au docteur de Saint-Amour, qui s'était rendu à Rome à l'occasion du jubilé, et qui la remit au pape dans une audience qu'il obtint le 10 juillet 1651; après quoi il vint à bout par ses sollicitations de faire proroger l'examen et d'empêcher que le jugement ne fût rendu avant l'arrivée des docteurs qui seraient envoyés de part et d'autre. Les onze évêques députèrent les docteurs Brousse et de Lalane, avec Louis Angran, licencié, pour se joindre à Saint-Amour, et quelque temps après on leur adjoignit encore le docteur Manessier et le père Desmares de l'Oratoire, célèbre par ses talens comme prédicateur. On envoya d'un autre côté trois docteurs, savoir, Hallier, Lagaut et

Joisel, pour appuyer la lettre des quatre-vingt-cinq évêques, et ce fut saint Vincent de Paul avec les prêtres de Saint-Sulpice qui fournit aux frais de leur voyage (1).

Cependant les discussions continuaient, non-seulement dans une multitude d'écrits, mais jusque dans les chaires des prédicateurs. Charles Hersent, devenu fameux par son ouvrage sur le danger du schisme en France, s'étant rendu à Rome pour le jubilé de l'an 1650, ne craignit pas d'y prêcher dans l'église de Saint-Louis les erreurs contenues dans les cinq propositions, et fit même imprimer son sermon avec une épître dédicatoire au pape, où il soutenait que toutes les actions qui ne proviennent point de la grâce sont des péchés. Ayant été cité à comparaître devant l'inquisition, comme il ne se présenta point, il fut déclaré excommunié et déchu de toute dignité. Craignant alors pour sa personne, il prit le parti de s'enfuir secrètement et de revenir en France, d'où son livre sur le schisme l'avait obligé de sortir. Le docteur de Saint-Amour courut les mêmes dangers pour avoir parlé trop librement en faveur de Jansenius. Plusieurs prédicateurs, entre autres le fameux père Tous-saint Desmares, furent interdits en France pour avoir prêché les nouvelles erreurs. D'autres se portèrent à des invectives quelquefois calomnieuses contre leurs adversaires; car les injures et les personnalités se mêlaient trop souvent aux querelles dogmatiques, et l'on a déjà vu le père Brisacier condamné pour son libelle diffamatoire contre les religieuses de Port-Royal. Il attaqua aussi par des personnalités injurieuses un curé du diocèse de Blois. D'un autre côté, M. Olier, ayant prêché un sermon contre la nécessité de la pénitence publique et de la contrition parfaite dans le sacrement de pénitence, fut vivement attaqué dans un écrit sous le titre de

(1) D'Avrigny. — Dupin. — Dumas, *Hist. des cinq proposit.* — Collet, *Vie de saint Vincent de Paul.*



Remontrance charitable, où l'on ne craignait pas de dire qu'il avait péché mortellement et qu'il était coupable de sacrilège toutes les fois qu'il célébrait le saint sacrifice. L'auteur de ce libelle était le père Desmares, avec qui M. Olier eut, en 1652, sur les matières de la grâce une conférence qui fit beaucoup de bruit, mais qui ne produisit aucun effet. Ce dernier eut beau ramener sans cesse la question aux termes les plus précis, il ne put empêcher Desmares de se jeter constamment dans des divagations sur le système de Molina, ni l'amener à répondre s'il reconnaissait ou non des grâces suffisantes. Un docteur de Sorbonne, nommé Feydeau, composa, sur la demande de l'évêque d'Amiens, un catéchisme sur la grâce où il suivait la doctrine de Jansenius; un jésuite de Douai publia un autre ouvrage sous le même titre dans des principes tout opposés, et l'université de Louvain, chargée par l'archevêque de Malines d'en faire l'examen, ne manqua pas de le censurer. La congrégation du saint-office, par un décret de l'an 1650, condamna ces deux catéchismes, le premier, à cause des erreurs qu'il contenait, le second, comme traitant les matières de la grâce sans permission du saint-siège. Ce décret fut publié dans les Pays-Bas, et le nonce du pape le fit aussi imprimer en France; mais comme on n'y reconnaît pas l'autorité du saint-office, le parlement rendit un arrêt pour ordonner la suppression du décret et en même temps celle du catéchisme janséniste, qu'on venait de réimprimer à Paris et qui donna lieu à plusieurs écrits publiés pour le combattre ou pour le défendre. Un ministre protestant, nommé Samuel Desmarets, le traduisit en latin, avec des remarques où il montrait que la doctrine de ce livre était conforme à celle des protestans; il faisait dans une préface l'éloge des jansénistes, et les exhortait à secouer le joug de l'Église romaine. Le docteur Hermant s'efforça de répondre aux remarques de ce ministre, et d'établir une différence entre la doctrine



de Jansenius et celle de Calvin. Il ne saurait entrer dans notre plan de faire connaître la prodigieuse quantité d'écrits qui furent publiés vers ce temps, soit en latin, soit en français, par les jansénistes ou par leurs adversaires. Le docteur Arnaud, l'abbé de Bourzeis, le docteur de Lalane, abbé de Valcroissant, et quelques autres moins connus, mirent un zèle infatigable à défendre la doctrine de Jansenius et à repousser les attaques incessantes dont elle était l'objet. D'un autre côté, les savans pères Sirmond et Petau, le docteur Lemoine, professeur de Sorbonne, et surtout le père de Saint-Joseph, religieux feuillant, et le père Annat, jésuite, qui devint bientôt après confesseur de Louis XIV, combattirent les nouvelles erreurs par un grand nombre d'écrits, qui avaient surtout pour objet de montrer qu'elles étaient condamnées par le concile de Trente, et qu'on s'efforçait vainement de les autoriser du nom de saint Augustin ou de les confondre avec la doctrine de la grâce efficace.

Les députés jansénistes, arrivés à Rome, eurent audience du pape le 2 janvier 1652, et demandèrent de vive voix et par écrit une congrégation où les deux parties discuteraient contradictoirement leurs raisons, selon la forme suivie sous Clément VIII, afin que l'on pût éclaircir et distinguer les différens sens des cinq propositions, et que le jugement à intervenir déclarât celui qu'on devait rejeter et celui qu'on devait suivre. Mais le pape ne voulut point consentir à cette demande. Les députés des quatre-vingt-cinq évêques n'arrivèrent qu'au mois de mai 1652, et vers le milieu de juillet, le cardinal Roma, président de la congrégation, fit signifier aux deux parties de produire leurs mémoires. Le docteur Hallier remit un écrit fort court, où il se bornait à exposer le sens naturel des cinq propositions et à faire voir que ce sens consistait à nier le libre arbitre et la grâce purement suffisante. Les députés jansénistes, après avoir attendu plus d'un mois,

se décidèrent enfin à remettre deux écrits, l'un concernant l'autorité de saint Augustin, et l'autre contenant un récit de ce qui s'était passé en France touchant les cinq propositions. Mais ils insistèrent de nouveau pour obtenir que l'on suivît la marche adoptée dans les congrégations *De auxiliis*. D'un autre côté, le général des dominicains demanda qu'avant d'examiner les cinq propositions, on décidât les questions agitées dans ces fameuses congrégations; le général des augustins fit la même demande; mais le pape se montra bien décidé à ne pas revenir sur ces disputes. Cependant les dominicains, craignant que la condamnation pure et simple des cinq propositions ne parût atteindre la doctrine de leur école sur la grâce efficace, se donnèrent de grands mouvemens pour mettre cette doctrine à couvert, et composèrent plusieurs mémoires pour expliquer les différens sens des propositions, et demander que la censure en fit la distinction et marquât nettement le sens qui serait condamné. Ce fut en vain que le docteur Hallier, dans les conférences qu'il eut avec eux, leur représenta que leur doctrine n'était point compromise dans cette affaire, puisqu'en soutenant le système de la grâce efficace par elle-même ils reconnaissaient des grâces suffisantes, qui donnent le pouvoir d'accomplir les commandemens. Ces observations ne les empêchèrent pas de poursuivre leur demande, et le général sollicita plusieurs fois une audience du pape pour lui présenter leurs mémoires; mais le pape, persistant à ne pas vouloir compliquer l'affaire par ces controverses d'école, refusa de le recevoir.

Le cardinal Roma étant mort au mois de septembre 1652, le cardinal Spada devint président de la congrégation établie pour l'affaire des cinq propositions, et l'on tint une assemblée le 24 septembre, où l'on délibéra sur la manière dont se ferait l'examen. Le docteur Hallier et ses collègues remirent alors de nouveaux écrits pour faire voir l'hérésie des cinq propositions, et deman-

der qu'elles fussent condamnées purement et simplement dans leur sens naturel, et comme renfermant la doctrine de Jansenius. Ce fut sur ce plan, indiqué d'ailleurs dans la lettre des évêques de France, que l'on poursuivit l'examen. La congrégation tint vingt séances, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1652 jusqu'au 20 janvier de l'année suivante, et la plupart des consultants opinèrent à une condamnation pure et simple des cinq propositions. Il n'y en eut que quatre qui les jugèrent susceptibles d'un sens catholique, savoir, le général des augustins, deux dominicains, l'un maître du sacré palais, l'autre commissaire du saint-office, et le père Wading, franciscain irlandais de l'étroite observance. Après ces délibérations, le cardinal Spada fit dire aux députés jansénistes qu'ils pouvaient se présenter devant la congrégation pour exposer leurs raisons; mais ils persistèrent à demander d'être entendus contradictoirement, et n'ayant pu l'obtenir, ils déclarèrent qu'ils avaient ordre de la part des prélats qui les avaient envoyés, de ne comparaître qu'à cette condition; sur quoi le cardinal leur répondit que c'était à eux de voir ce qu'ils avaient à faire. Le docteur Hallier et ses collègues comparurent le 27 janvier, et s'attachèrent à faire voir que les cinq propositions étaient hérétiques et renfermaient la doctrine de Jansenius. Quelques jours après les consultants furent assemblés pour la révision des suffrages. Ils approuvèrent et confirmèrent leurs avis précédens, et l'on remit au pape les procès-verbaux pour qu'il en prit connaissance.

Il y eut ensuite, depuis le 10 mars jusqu'au 8 avril, sept autres séances en présence du pape, où les consultants parlèrent tous, et développèrent leur avis sur chacune des cinq propositions. Le père Desmares et le docteur Manessier, qui arrivèrent sur ces entrefaites, eurent audience le 4 mai, et firent de nouvelles instances pour obtenir une congrégation telle que les autres députés jansénistes l'avaient demandée, c'est-à-dire où il leur

fût permis de disputer contre leurs adversaires ; mais le pape leur répondit qu'il n'y avait pas à revenir sur ce qui avait été réglé ; que la voie des disputes n'avait point de fin et était d'ailleurs inutile ; qu'il ne s'agissait point d'un procès où il y eût des adversaires à combattre, mais seulement d'une question de doctrine ; qu'ainsi c'était à eux de voir s'ils voulaient être entendus devant lui sans leurs parties et sans dispute, et qu'en ce cas il leur offrait de recevoir leurs écrits et de les écouter avec patience autant qu'ils voudraient. Comme ils virent cette résolution inébranlable, ils prirent enfin le parti de comparaître le 19 mai devant la congrégation présidée par le pape. Le docteur Lalane, qui parla le premier, fit d'abord un long discours, où il prétendait que les cinq propositions avaient été fabriquées en termes équivoques afin de pouvoir envelopper dans leur condamnation la doctrine de saint Augustin et de la grâce efficace ; il lut ensuite un écrit à trois colonnes, ayant pour objet d'expliquer les différens sens des propositions. La première colonne contenait un sens calviniste que l'on pouvait leur donner malicieusement, mais qu'elles n'avaient pas, selon les docteurs jansénistes, en les entendant comme on devait les entendre naturellement. La seconde contenait le sens qu'ils prétendaient soutenir comme légitime et comme exprimant la doctrine catholique ; enfin, la troisième renfermait les opinions contraires au sens de la seconde colonne, et qu'ils prétendaient être pélagiennes. Le docteur Lalane représenta qu'il ne pouvait pas être question du sens calviniste, sur lequel il n'y avait point de contestation entre eux et leurs adversaires, et qu'ainsi l'on ne pouvait demander la condamnation pure et simple des cinq propositions que dans l'intention de la faire retomber sur la doctrine de la seconde colonne et d'établir les erreurs contenues dans la troisième. Il serait fort inutile, aujourd'hui surtout, de s'étendre sur les distinctions établies dans cet écrit ; nous nous bornerons à une

seule observation; c'est que les propositions ayant été condamnées absolument, sans réserve et sans distinction, il est évident que la condamnation doit nécessairement s'appliquer à leur sens propre et naturel; d'où il suit clairement, ou que le sens présenté comme légitime dans la seconde colonne a été condamné, ou que c'était un sens forcé qu'on ne leur donnait que pour en déguiser l'erreur. Le père Desmares prit ensuite la parole, et fit un discours qui dura plus d'une heure et demie, et qui avait pour objet de montrer que la grâce efficace par elle-même est nécessaire pour faire le bien, et que toute autre grâce dont l'efficacité dépendrait de la volonté est une grâce pélagienne. Les députés jansénistes remirent aux cardinaux de la congrégation des copies de leur écrit à trois colonnes, avec quelques autres écrits pour établir leur doctrine et répondre aux objections de leurs adversaires.

Le pape fit demander aux députés du clergé de France s'ils désiraient être entendus à leur tour, et comme ils déclarèrent qu'ils n'avaient plus rien à dire, il s'occupa aussitôt de porter son jugement. Il fit dresser un projet de bulle, qui fut rédigé selon ses vues par le cardinal Chigi et le secrétaire Albizzi; puis, le 27 mai, il convoqua une nouvelle congrégation pour prendre l'avis des commissaires, et consulta en outre les cardinaux les plus versés dans ces matières. Enfin la bulle fut signée le 31 mai 1653, et affichée le 9 juin. Nous croyons devoir en citer textuellement les dispositions. Elle commence ainsi : « Comme à l'occasion du livre qui a pour titre *Augustinus*, de Corneille Jansenius, entre autres opinions de cet auteur, il s'est élevé principalement en France des disputes sur cinq de ses propositions, un grand nombre d'évêques de ce royaume ont fait instance auprès de nous, afin qu'il nous plût d'examiner ces propositions à nous présentées, et de prononcer sur chacune d'elles un jugement clair et décisif. Nous, qui dans la multitude des objets qui exercent notre sollicitude avons principalement à cœur



que l'Église de Dieu, dont le gouvernement nous est confié d'en-haut, soit purgée de l'erreur des opinions perverses, voyant l'importance de cette affaire, nous avons ordonné que les cinq propositions fussent examinées soigneusement l'une après l'autre par plusieurs savaus théologiens, en présence de quelques cardinaux, qui se sont assemblés souvent pour ce sujet. Nous avons revu à loisir et avec maturité leurs suffrages, donnés tant de vive voix que par écrit, et nous avons entendu ces mêmes docteurs discuter longuement ces propositions et chacune d'elles dans plusieurs congrégations tenues en notre présence. Enfin, après avoir ordonné des prières publiques et imploré nous-même l'assistance du Saint-Esprit, nous avons fait la déclaration et la décision suivantes. » La bulle rapporte ensuite les cinq propositions telles qu'on les a vues déferées à la Sorbonne par le docteur Cornet, et chacune d'elles est suivie d'une censure particulière; la première est condamnée comme téméraire, impie, blasphématoire, déjà frappée d'anathème et hérétique; la seconde et la troisième comme hérétiques; la quatrième, comme fausse et hérétique; enfin la cinquième, comme fausse, téméraire, scandaleuse, et si on l'entend en ce sens, que Jésus-Christ soit mort pour le salut des seuls prédestinés, elle est déclarée impie, blasphématoire, injurieuse à la bonté de Dieu et hérétique. « En conséquence, ajoute le pape, nous défendons à tous les fidèles de croire, d'enseigner ou de prêcher touchant lesdites propositions autrement qu'il n'est contenu en notre présente décision, sous les censures et autres peines de droit ordonnées contre les hérétiques et leurs auteurs; et nous enjoignons à tous les évêques et aux inquisiteurs de réprimer par les peines susdites tous les contrevenans. Nous n'entendons pas toutefois, par ce jugement sur les cinq propositions, approuver en aucune façon les autres opinions contenues dans le livre ci-dessus nommé de Jansenius.



La bulle fut adressée à l'empereur, au roi de France et aux autres princes catholiques, au grand inquisiteur d'Espagne, et spécialement aux évêques de France. Le nonce du pape à Paris la remit au roi, le 3 juillet, avec un bref pour sa majesté et un autre pour les évêques, et dès le lendemain le roi donna un édit adressé à tous les prélats pour leur enjoindre de la faire publier et exécuter. Ceux qui se trouvaient alors à Paris s'assemblèrent, le 11 juillet, chez le cardinal Mazarin, au nombre de trente, et résolurent unanimement de recevoir et de publier la bulle. Mais ils firent des représentations sur le terme d'*enjoindre* qui se trouvait dans l'édit du roi, et qui fut remplacé dans une seconde expédition par celui d'*exhorter*. Ils écrivirent quatre jours après une lettre au pape, où ils disaient que les disputes élevées en Belgique et répandues en France, menaçaient toutes les parties de l'Église d'un embrasement qui aurait causé infailliblement des ruines, si sa Sainteté, avec une vigueur soutenue de la puissance d'en-haut, qui seule pouvait calmer les esprits, ne se fût opposée à cette désolation; qu'il s'agissait d'une affaire importante, c'est-à-dire des moyens de parvenir au salut par les secours nécessaires de la grâce et par les efforts libres de la volonté aidée de ces secours; que les disputes de Jansenius avaient obscurci cette doctrine; mais que sa Sainteté lui avait rendu sa première splendeur par le décret qu'elle venait de porter, à la prière d'un grand nombre d'évêques de France; que de même qu'Innocent I<sup>er</sup> avait condamné autrefois l'hérésie de Pélage sur le rapport des évêques d'Afrique, Innocent X, sur la consultation des évêques de France, avait proscrit une hérésie tout à fait opposée; que l'Église alors s'était empressée de souscrire au jugement du saint-siège, bien instruite par les promesses faites à saint Pierre et par les exemples de la tradition que les décisions rendues en matière de foi par les souverains pontifes, sur la consultation des évêques, sont appuyées sur

l'autorité divine et souveraine qu'il a sur toute l'Eglise, et à laquelle tous les chrétiens sont tenus de soumettre leur esprit. Les évêques ajoutaient, qu'ayant aussi la même croyance et la même soumission pour le saint-siège, ils auraient soin de faire observer la constitution qui leur était adressée par sa Sainteté. Ils adressèrent le même jour une lettre circulaire à tous les prélats du royaume pour les exhorter à recevoir la bulle, avec un modèle de mandement qu'ils avaient adopté en commun et dont ils les priaient de se servir. Presque tous s'y conformèrent en effet; mais quelques-uns, entre autres l'archevêque de Sens et l'évêque de Comminges, firent des mandemens particuliers, où ils déclarèrent que le pape n'avait point prétendu donner atteinte à la doctrine de saint Augustin, ni au droit qu'ont les évêques de prononcer sur les questions de foi. Le premier ajouta même que les cinq propositions, quoique évidemment condamnables dans leur sens général, avaient été fabriquées en termes équivoques pour en faire retomber la condamnation sur la doctrine de saint Augustin. Cependant il ordonnait, comme tous les autres, de se soumettre à la bulle, qui fut ainsi acceptée et publiée par tous les évêques de France. Elle fut enregistrée en Sorbonne, le 1<sup>er</sup> août, d'un consentement unanime, et la faculté déclara, le 1<sup>er</sup> septembre, que si quelqu'un dans la suite soutenait quelqueune des propositions, il serait exclu du corps et son nom effacé du catalogue des docteurs. La bulle fut également reçue par tous les ordres religieux, par toutes les communautés et toutes les universités du royaume. Celle de Poitiers surtout se distingua par l'éclat de son zèle. Elle ordonna que tous les gradués condamneraient avec serment les cinq propositions, et se rendit en corps chez les augustins et les dominicains pour faire prêter ce serment à quelques docteurs qui s'étaient montrés favorables aux erreurs de Jansenius. Le sieur Filleau, avocat du roi dans cette ville, avait déjà fait

rendre deux ans auparavant une ordonnance par le lieutenant particulier pour défendre de soutenir ces erreurs. Il publia plusieurs écrits pour montrer que les cinq propositions étaient condamnées dans le sens de Jansenius, et déféra le mandement de l'archevêque de Sens au lieutenant criminel de Poitiers, qui en ordonna la suppression. La bulle fut aussi publiée en Flandre et acceptée par le conseil de Brabant, par le clergé séculier et régulier et par les universités de Louvain et de Douai. L'archevêque de Malines et l'évêque de Gand, qui firent d'abord quelques difficultés, furent enfin obligés de se soumettre. Le grand inquisiteur la fit publier en Espagne, où elle fut reçue avec une entière soumission. Enfin, les autres nations chrétiennes où ces questions n'avaient point été agitées ne laissèrent pas d'en admettre la décision d'une manière plus ou moins expresse et sans aucune réclamation, de sorte qu'on doit nécessairement la regarder comme une décision de l'Église universelle (1).

Cependant elle fut loin de terminer les disputes. Le père Wading, qui avait pris comme consulteur la défense des cinq propositions, s'empressa, dès que la bulle fut publiée, de témoigner par un acte public sa soumission sans réserve. L'abbé de Bourzeis, un des meilleurs écrivains du parti, fit aussi quelques années plus tard sa rétractation; mais ces exemples eurent peu d'imitateurs. On voit, par une lettre du docteur Hallier à saint Vincent de Paul, que les députés jansénistes, après avoir promis au pape dans leur audience de congé d'obéir ponctuellement, ne laissaient pas de dire à leurs affidés qu'ils n'étaient pas condamnés, et que le sens qu'ils avaient soutenu dans leur écrit à trois colonnes demeurait hors d'atteinte. On publia en effet cet écrit pour montrer qu'ils avaient uniquement défendu la doctrine de la grâce efficace par elle-même, et l'on ne cessa de répéter

(1) D'Avrigny. — Dupin. — Dumas, *Hist. des cinq proposit.*

que le pape avait déclaré qu'il n'avait point entendu donner atteinte à cette doctrine et aux sentimens de saint Augustin et de saint Thomas. Saint Vincent de Paul alla rendre visite aux principaux docteurs et à d'autres personnes considérables du parti, leur témoigna beaucoup d'estime et d'affection, et les félicita de la soumission qu'ils semblaient montrer pour le jugement du saint-siège. Il exhorta en même temps les catholiques à user de modération dans leur triomphe, et surtout à ne rien avancer dans leurs discours publics ou particuliers qui pût aigrir les esprits et humilier les jansénistes. Mais tous les efforts de son zèle demeurèrent sans effet. On vit bientôt paraître un grand nombre d'écrits pour montrer que les cinq propositions étaient dans Jansenius, qu'il les avait empruntées à Luther et à Calvin, et qu'il avait en même temps reproduit les erreurs du pélagianisme. Le père Deschamps, jésuite, fit réimprimer son livre intitulé le *Secret du jansénisme*, avec des réflexions nouvelles, et publia un grand ouvrage sous ce titre *De hæresi janseniana*, contre l'écrit à trois colonnes. Le père Annat publia aussi contre cet écrit un ouvrage intitulé *Cavilli jansenianorum*, ou Réponse à toutes les chicanes imaginées par les jansénistes pour faire croire qu'ils ne sont pas condamnés. Le père Labbe fit paraître un catalogue des écrits contre Jansenius, sous le titre de *Bibliothèque antijansénienne*. Les pères Bagot et Adam, et beaucoup d'autres auteurs, publièrent également contre la doctrine de Jansenius des ouvrages plus ou moins importants, qu'il serait trop long d'indiquer. D'un autre côté les jansénistes, après avoir gardé quelque temps le silence, prirent enfin le parti de rentrer dans la lice et de soutenir leur cause. Le docteur Arnaud publia d'abord une réponse au père Annat, où il prétendait montrer que les cinq propositions ne sont point dans l'ouvrage de Jansenius, et qu'on y trouve même des propositions contraires; il fit paraître en même temps un autre écrit intitulé : Sur

le dessein qu'ont les jésuites de faire retomber la censure des cinq propositions sur la véritable doctrine de saint Augustin sous le nom de Jansenius; enfin il publia quelque temps après un troisième écrit sous le titre d'Éclaircissemens sur de nouvelles objections, où tout en avouant que le sens propre et naturel des cinq propositions considérées en elles-mêmes était le sens hérétique exposé dans la première colonne, il soutenait qu'en les considérant par rapport au livre de Jansenius, à qui on les attribuait, leur sens propre et légitime était celui de la seconde colonne, qui n'avait pas été condamné. L'abbé de Lalane répondit aussi au père Annat par un ouvrage intitulé : Défense de la constitution d'Innocent X et de la foi de l'Église, où il discutait les différens systèmes sur la grâce suffisante, et s'efforçait de prouver que la grâce efficace par elle-même a été constamment reconnue comme nécessaire et donnant seule le pouvoir prochain de faire le bien. On voit que les disputes avaient peu changé d'objet. Les jansénistes déclaraient se soumettre à la bulle du pape et condamner les cinq propositions comme hérétiques dans leur sens naturel, ajoutant que s'ils les avaient soutenues avant la censure comme pouvant offrir le sens de la grâce efficace par elle-même, ils n'avaient plus aucun motif pour ne pas les rejeter absolument et sans restriction, depuis que le pape avait écarté ce dernier sens et levé toute équivoque en déclarant expressément qu'il n'avait pas eu en vue dans sa bulle la doctrine de la grâce efficace, et que son intention avait été de laisser les choses dans l'état où elles étaient depuis les congrégations *De auxiliis*; mais ils n'en persistaient pas moins à soutenir tout ce qu'ils avaient cru jusqu'alors et à défendre la doctrine de Jansenius comme étant celle de saint Augustin. En un mot, ils faisaient profession de reconnaître que les cinq propositions étaient légitimement condamnées comme hérétiques; mais ils prétendaient qu'elles n'étaient point dans le livre de Jansenius,



au moins dans le sens où elles étaient condamnées. Telle est la fameuse distinction du fait et du droit, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Le clergé de France résolut de prendre des mesures pour mettre fin à ces contestations, et les prélats qui se trouvaient à Paris, au nombre de trente-huit, s'assemblèrent le 9 mars 1654, sous la présidence du cardinal Mazarin, et nommèrent huit commissaires pour examiner les interprétations diverses et autres évasions imaginées à l'effet d'éluder la bulle, et pour rechercher les moyens propres à en assurer l'entière exécution. Ces commissaires, entre lesquels on remarque le célèbre M. de Marca, archevêque de Toulouse, examinèrent avec un soin scrupuleux les textes de Jansenius qui se rapportent à chacune des cinq propositions, et plusieurs écrits qui leur furent présentés de part et d'autre, notamment ceux du docteur Arnaud contre le père Annat. Ensuite, après dix séances, ils firent leur rapport à l'assemblée, et déclarèrent que les cinq propositions condamnées par la bulle d'Innocent X étaient bien certainement de Jansenius; qu'elles résumaient toute la substance de son livre; qu'elles découlaient nécessairement de l'opinion qui ne reconnaît point de grâce suffisante qui ne soit en même temps efficace; qu'elles avaient été condamnées sans le moindre doute dans le sens de Jansenius, qui est leur sens propre; enfin qu'elles étaient en opposition manifeste avec la doctrine de saint Augustin, dont Jansenius dénaturait le véritable sens par des interprétations arbitraires. Ils proposèrent en conséquence de rendre une décision à ce sujet et d'en informer le pape et les autres évêques. L'assemblée délibéra sur ce rapport dans une séance du 28 mars, où l'on fit lecture des textes de Jansenius et des passages de saint Augustin allégués par les jansénistes à l'appui de leur système, et les commissaires, après avoir montré qu'on interprétait à contre-sens les passages de Jansenius produits pour sa défense,



furent voir surtout que la véritable doctrine de saint Augustin était conforme aux décisions de la bulle, que le saint docteur avait enseigné sur cette matière ce qui appartient à la foi, mais qu'il y avait ajouté d'autres questions laissées indécises par le pape Célestin, et que ce n'était point sur ces opinions libres, mais sur des questions de foi, que Jansenius s'écarterait de la doctrine de saint Augustin, telle qu'elle avait été expliquée par le concile de Trente et par tous les docteurs catholiques jusqu'à Baius, dont les erreurs avaient été condamnées par Pie V et par Grégoire XIII. Le cardinal Mazarin ajouta qu'avant la décision du pape on n'avait jamais douté ni en France ni dans les Pays-Bas que les cinq propositions ne continssent réellement l'abrégé de la doctrine de Jansenius, et que c'était par cette raison que ses défenseurs avaient envoyé à Rome cinq docteurs pour les soutenir. L'assemblée arrêta donc que l'on déclarerait par voie de jugement, rendu d'après les pièces produites de part et d'autre, que la bulle avait condamné les cinq propositions comme étant de Jansenius et au sens de cet auteur; et ensuite on écrivit au pape et aux évêques de France pour les informer de ce jugement. L'archevêque de Sens et les évêques de Comminges, de Valence et de Beauvais, firent à ce sujet une protestation pour déclarer qu'en souscrivant à cette décision ils ne prétendaient point donner atteinte à la doctrine de saint Augustin, qui avait toujours été enseignée dans leurs diocèses. Mais quoiqu'ils eussent ajouté qu'ils se soumettaient sans réserve aux décisions de la bulle, on ne laissa pas d'obliger l'archevêque de Sens, M. de Gondrin, qui s'était déjà rendu fort suspect par son mandement, à révoquer purement et simplement sa protestation.

Le pape ayant reçu la lettre de l'assemblée du clergé, en témoigna une vive satisfaction, et y répondit par un bref, en date du 29 septembre, où il confirmait la décision des évêques et déclarait expressément que sa bulle

avait condamné dans les cinq propositions la doctrine contenue dans le livre de Jansenius. Il recommandait, en outre, aux prélats de faire exécuter un décret de l'inquisition, rendu le 23 avril, pour condamner quarante ouvrages déjà publiés pour la défense de Jansenius ou de sa doctrine, entre autres les deux Apologies composées par Arnaud, l'écrit à trois colonnes, le Catéchisme de la grâce du docteur Feydeau, le Traité de la grâce victorieuse, par l'abbé de Lalane, le mandement de l'archevêque de Sens et celui de l'évêque de Comminges. Le cardinal Mazarin fit ouvrir ce bref dans une assemblée particulière de quinze prélats, tenue le 10 mai 1655, et l'on y résolut qu'on enverrait des copies de ce bref à tous les évêques du royaume, avec une lettre dans laquelle on les exhorterait, pour arrêter le cours d'un des plus grands maux dont l'Église pût être affligée, à faire souscrire la constitution et le bref par tous les chapitres, toutes les universités, toutes les communautés séculières ou régulières, par les curés et tous les bénéficiers, et à procéder par toutes les voies canoniques contre quiconque oserait soutenir les erreurs condamnées. L'assemblée générale du clergé, tenue en 1656 et composée de quarante-quatre archevêques ou évêques et de vingt-sept députés du second ordre, approuva et confirma, par une délibération du 2 septembre, tout ce qui s'était fait dans les assemblées particulières des trois années précédentes au sujet de la constitution; elle déclara qu'elle recevait avec respect le bref d'Innocent X, et prononça, conformément à ce bref et à la décision portée par l'assemblée de 1654, que la bulle avait condamné dans les cinq propositions la doctrine du livre de Jansenius, qui n'est point celle de saint Augustin. Elle statua, en outre, que tous les écrits publiés pour défendre les opinions condamnées demeureraient prohibés, sous les peines portées par la bulle, et que les évêques qui négligeraient de faire souscrire la constitution et le

bref d'Innocent X ne seraient point reçus dans les assemblées générales, provinciales ou particulières du clergé. On adressa en conséquence une lettre à tous les évêques du royaume avec un formulaire de souscription, et l'on écrivit en même temps au pape Alexandre VII successeur d'Innocent X, pour l'informer des résolutions qu'on venait de prendre, et le prier de les confirmer par une bulle.

Enfin, pour obvier à toutes les subtilités des jansénistes et à la mauvaise chicane de la distinction entre le fait et le droit, l'assemblée décida qu'en matière de faits dogmatiques les jugemens de l'Église sont infaillibles, ou, en d'autres termes, que dans les questions de fait qui sont inséparables des matières de dogme ou de morale, comme par exemple lorsqu'il s'agit du sens de l'Écriture sainte, ou bien des témoignages qui constatent la tradition, ou du véritable sens des propositions et des écrits qui traitent des questions de foi, le fait se confond avec le droit, et que par conséquent l'Église juge ces questions avec la même autorité et d'une manière aussi infaillible qu'elle juge de la foi elle-même. En effet, quand l'Église prononce qu'une proposition est catholique ou hérétique, qu'une doctrine est conforme ou contraire à l'Écriture sainte ou à la tradition, la question de droit ne peut se concevoir sans la question de fait; elles sont tellement inséparables qu'elles rentrent l'une dans l'autre, et que l'Église ne peut juger la première sans juger en même temps la seconde; de sorte que si elle pouvait se tromper sur le véritable sens d'un livre ou d'une proposition, il est évident qu'elle ne pourrait plus juger que la doctrine en est catholique ou hérétique. Aussi dans tous les temps l'Église a condamné par le même jugement les hérésies et les livres qui les contenaient, et toujours elle a exigé sur ces deux points la même soumission. C'est ainsi qu'après le concile de Nicée, Eusèbe de Nicomédie fut contraint de souscrire à la

condamnation d'Arius et de sa doctrine, qu'il prétendait être mal entendue. De même le concile d'Éphèse condamna les écrits de Nestorius, comme ouvertement contraires à la foi catholique, et Jean d'Antioche, avec les évêques orientaux qui jugeaient orthodoxe le sens de cet hérésiarque, ne fut reçu à la communion de l'Église qu'après avoir souscrit à cette condamnation. Enfin, sans rappeler une foule d'autres faits du même genre, on sait que le cinquième concile général condamna les écrits connus sous le nom des Trois chapitres, et prononça l'anathème contre ceux qui refuseraient de les tenir pour hérétiques. Rien n'était donc plus frivole et plus insoutenable que la distinction imaginée par les jansénistes. Cependant, après avoir soutenu que les propositions n'avaient pas été condamnées dans le sens de Jansenius, lorsqu'ils virent que le bref d'Innocent X détruisait ce subterfuge et qu'il était question d'un formulaire à souscrire, ils prétendirent qu'on ne pouvait pas les y obliger, qu'il suffisait de condamner la doctrine des cinq propositions, et qu'on n'était pas tenu de croire que cette doctrine était contenue dans le livre de Jansenius, parce qu'il s'agissait uniquement d'un fait qui était bien supposé dans la bulle, mais qui n'y était pas formellement décidé, qui même ne pouvait pas l'être, et dont la certitude ne pouvait s'obtenir que par des moyens naturels, c'est-à-dire par des preuves nécessairement abandonnées au jugement de chacun. C'était évidemment détruire, par une voie indirecte, l'effet de la bulle, et rendre illusoire l'infailibilité de l'Église, puisqu'il serait toujours possible, avec un pareil système, de soutenir des propositions ou des livres condamnés, sous prétexte qu'on n'y trouve pas le sens que l'Église a cru y voir et qu'elle a voulu proscrire; c'était en outre dans les disciples de Jansenius une contradiction manifeste; car ils ne cessaient d'invoquer l'autorité de saint Augustin, comme étant consacrée par l'approbation solennelle que l'Église

a donnée à la doctrine contenue dans ses ouvrages pour la défense de la grâce contre les pélagiens ; or, si l'Église a pu juger infailliblement du sens que renferment les écrits du saint docteur et décider qu'il est conforme à la doctrine catholique, n'est-il pas évident qu'elle pouvait également décider que l'ouvrage de Jansenius n'y est pas conforme, et qu'il renferme un sens hérétique ?

Innocent X était mort le 6 janvier 1655, âgé de plus de quatre-vingts ans, dans la onzième année de son pontificat. La faiblesse d'un si grand âge explique et peut excuser en quelque sorte l'empire que ce pape laissa prendre à sa belle-sœur, Olimpia Maldachini, dont l'avarice était extrême, et qui fut accusée de vendre au plus offrant les charges civiles et les bénéfices. Du reste, il était pieux, sobre, zélé, charitable, et faisait rendre une exacte justice à ses sujets. Le conclave pour l'élection de son successeur dura près de trois mois par la division des cardinaux, favorables ou opposés aux vœux des différentes couronnes. La faction française avec quelques autres portait le cardinal Sachetti, qui eut pendant longtemps jusqu'à trente-trois voix ; mais quand on eut perdu l'espoir de réunir en sa faveur le nombre de voix nécessaire, on proposa le cardinal Chigi, qui fut élu le 7 avril, et qui prit le nom d'Alexandre VII. Il s'était concilié l'estime générale par une grande piété, et les commencemens de son pontificat justifièrent les espérances que l'on avait conçues ; il montra sous la tiare toute la modestie et l'affabilité d'un simple prélat ; il continua de jeûner deux fois la semaine, fit mettre son cercueil dans sa chambre, pour se rappeler plus souvent la pensée de la mort, et défendit à ses parens de venir à Rome sans sa permission. Mais il finit bientôt par s'habituer aux honneurs du souverain pouvoir, se laissa entraîner au goût du faste, et combla ses parens de richesses et de dignités. Son élection fut en grande partie l'ouvrage du cardinal de Retz,



qui vint à bout par son habileté de faire échouer l'opposition du cardinal Mazarin.

Le nouveau pape, ayant reçu la lettre de l'assemblée générale du clergé, publia une bulle, en date du 16 octobre 1656, pour confirmer celle de son prédécesseur contre Jansenius. Elle commence par un préambule sur le devoir imposé au chef de l'Eglise de veiller au maintien de la foi, et sur la crainte de voir l'erreur se propager au moyen des doutes et des interprétations captieuses par lesquelles on cherchait à éluder les constitutions apostoliques; elle rapporte ensuite le texte de la bulle d'Innocent X; après quoi le pape Alexandre VII continue ainsi : « Mais parce que quelques enfans d'iniquité, comme nous l'avons appris, ne craignent pas de soutenir, au grand scandale des fidèles, que les cinq propositions ne se trouvent pas dans le livre de Jansenius, mais qu'elles ont été imaginées et fabriquées à plaisir, ou bien qu'elles n'ont pas été condamnées dans le sens auquel cet auteur les soutient; nous, qui avons suffisamment et sérieusement considéré tout ce qui s'est passé dans cette affaire, comme ayant assisté à toutes les conférences dans lesquelles cette cause a été examinée avec une exactitude et un soin tels qu'il n'est pas possible de rien souhaiter de plus, voulant lever ou prévenir tous les doutes, nous confirmons et renouvelons par ces présentes la constitution de notre prédécesseur, déclarons et définissons que les cinq propositions ont été tirées du livre de Jansenius, et qu'elles ont été condamnées dans le sens auquel cet auteur les explique, et comme telles nous les condamnons derechef avec la même censure dont chacune d'elles en particulier a été frappée. » Le pape condamne aussi de nouveau l'*Augustinus* avec tous les livres déjà faits ou que l'on pourrait faire pour en soutenir la doctrine, et enjoint à tous les évêques de punir selon la rigueur du droit tous ceux qui refuseraient de se soumettre à sa décision.



Cette bulle fut acceptée le 17 mars 1657 par l'assemblée du clergé, qui ordonna qu'elle serait publiée et mise à exécution dans tous les diocèses, et que l'on procéderait suivant la rigueur de ladite bulle et de celle d'Innocent X contre tous ceux qui oseraient contredire les décisions qu'elles contiennent. On écrivit en conséquence à tous les évêques du royaume, et on leur adressa des copies de la bulle avec un formulaire conforme à celui de l'année précédente, et qu'on les exhortait à faire signer à tous les ecclésiastiques dans le délai d'un mois. Ce formulaire portait qu'on se soumettait à la constitution d'Innocent X selon son véritable sens déterminé par la bulle d'Alexandre VII, et que l'on condamnait de cœur et de bouche la doctrine des cinq propositions contenues dans le livre de Jansenius, et qui n'est point celle de saint Augustin. Tous les évêques publièrent la bulle dans leurs diocèses; mais il n'y en eut qu'un petit nombre qui exigèrent la signature du formulaire, et les choses demeurèrent à peu près dans le même état jusqu'à l'an 1661. Les jansénistes publièrent cependant un grand nombre d'écrits pour prévenir les esprits contre la signature et prouver qu'on n'avait pas le droit de les obliger à signer, contre les lumières de leur conscience, la croyance d'un fait sur lequel le pape pouvait avoir été trompé, et qui n'était pas un objet de foi ni une question que l'Église puisse décider infailliblement. Arnaud fit paraître à ce sujet un écrit anonyme intitulé : Cas proposé par un docteur touchant la signature de la constitution et du formulaire. Il demandait si, ayant été jusque-là persuadé que les cinq propositions ne sont point dans Jansenius ni condamnées au sens de cet auteur, il était obligé de changer de sentiment et de croire le contraire, bien qu'on n'eût rien fait qui pût le convaincre qu'il s'était trompé, puisqu'on ne marquait pas les endroits du livre où se trouvaient les cinq propositions; que l'on se contentait de condamner le sens de Jansenius

sans expliquer quel était ce sens, et que d'ailleurs il ne s'agissait que d'une question de fait sur laquelle un théologien n'est point obligé de démentir le témoignage de ses propres yeux, ou bien s'il pouvait, sans changer d'opinion, signer néanmoins le formulaire. Ce cas fut adressé à Nicolas Pavillon, évêque d'Aleth, renommé pour son zèle et ses vertus, mais qui avait refusé de signer la lettre des quatre-vingt-cinq évêques pour demander la condamnation des cinq propositions. Il répondit que non-seulement l'on pouvait en conscience signer la constitution et le formulaire, mais qu'on le devait et qu'on était obligé de se soumettre à la déclaration du pape, auquel il appartient, quand l'Église ne parle point en corps, de prononcer sur les questions qui s'élèvent, et d'arrêter les esprits à ce qu'il décide, puisqu'il est certain que son autorité doit prévaloir sur tous nos sentimens particuliers; « et quoiqu'on reconnaisse, ajoutait ce prélat, qu'il y a une grande différence entre prononcer sur une question de droit ou sur une question de fait, on peut dire néanmoins que cette question de fait est tellement jointe à la question de droit, qu'il semble dangereux en cette rencontre d'en faire la séparation. C'est pourquoi nous estimons, qu'après une déclaration aussi solennelle et aussi précise que celle de la bulle, il y aurait lieu de retrancher de la communion de l'Église ceux qui refuseraient de se soumettre. » On voit dans une lettre du fameux abbé de Rancé que cet évêque, devenu dans la suite une des colonnes du parti, persista plus de quatre ans encore dans ce sentiment. « Il faut, lui disait-il, demeurer ferme et mourir dans cette conviction ; les raisons contraires ne valent pas la peine d'être écoutées. » Le docteur Arnaud fit imprimer des réflexions sur la réponse de l'évêque d'Aleth, et publia un autre écrit où il distinguait, relativement à la question de fait, deux sortes de soumission, l'une qui consistait à souscrire positivement à la bulle du pape, l'autre à ne point la contredire ; et il avouait qu'on

était obligé à cette dernière espèce de soumission, mais qu'on ne pouvait exiger la première de ceux qui étaient persuadés que le livre de Jansenius n'avait pas été examiné canoniquement et qu'il ne renfermait pas les cinq propositions. On vit paraître encore sur le même sujet une lettre d'un ecclésiastique à son évêque, une lettre d'un avocat au parlement, qui fut attribuée à Pascal, et deux écrits latins du célèbre Nicole, l'un sous le titre de *Disquisitiones* de Paul Irénée, où il s'efforçait de montrer que le sens de Jansenius est orthodoxe, et l'autre intitulé *Belga percontator*, en réponse à la relation des délibérations du clergé que M. de Marca venait de publier.

Nous avons différé jusqu'ici, pour ne pas interrompre la suite des faits généraux, à parler des deux fameuses lettres du docteur Arnaud, qui furent condamnées par la Sorbonne et qui le firent exclure de la faculté. Un prêtre de la congrégation de Saint-Sulpice, nommé Picoté, avait refusé l'absolution au duc de Liancourt, à moins qu'il ne promît de rompre toute liaison avec les jansénistes, de renvoyer de chez lui l'abbé de Bourzeis, qui était encore alors dans le parti, et de retirer au plus tôt sa petite-fille de Port-Royal où elle était élevée. Le duc publia ce refus, qui fit beaucoup de bruit, et le docteur Arnaud fit paraître à cette occasion, vers la fin du mois de février 1655, un écrit anonyme intitulé : *Lettre d'un docteur de Sorbonne à une personne de condition*, où il soutenait qu'on ne pouvait refuser les sacremens qu'à des hérétiques convaincus et excommuniés par l'Église, et que les personnes qu'on accusait d'hérésie comme soutenant les cinq propositions faisaient profession de les condamner sincèrement et de ne s'attacher à aucun auteur particulier qui parle de lui-même sur les matières de la grâce, mais à la seule doctrine de saint Augustin reconnue par les papes et les conciles pour être celle de l'Église catholique. On publia contre cette lettre dans l'espace de deux mois jusqu'à neuf écrits, ayant pour ob-

jet de montrer qu'une protestation vague de condamner les cinq propositions était insuffisante, et que ceux qui avaient soutenu publiquement par leurs ouvrages la doctrine de Jansenius étaient tenus de reconnaître et de déclarer qu'ils avaient été dans l'erreur, et de condamner expressément cette doctrine, conformément à la décision du clergé et au bref d'Innocent X. Arnaud répondit à ces écrits, au mois de juillet, par une lettre fort longue intitulée : Seconde lettre de M. Arnaud, docteur de Sorbonne, à un duc et pair de France. Il discutait d'abord tout ce qui concernait l'affaire particulière du refus d'absolution, et s'efforçait de prouver qu'on ne pouvait par aucune raison justifier la conduite du confesseur ; puis, venant à ce qui regardait l'affaire du jansénisme et la soumission à la bulle du pape, il protestait de nouveau qu'il condamnait sincèrement et sans aucune réserve les cinq propositions comme hérétiques ; qu'il s'était clairement expliqué à ce sujet ; que du reste on n'avait jamais eu dessein de les soutenir en elles-mêmes, mais qu'on avait demandé seulement une explication qui empêchât d'envelopper la doctrine de saint Augustin dans la condamnation des erreurs contenues dans ces propositions ; et quant à la question de savoir si elles étaient dans le livre de Jansenius, il soutenait que ce fait n'avait point été examiné à Rome ; que des personnes qui ont lu le livre avec attention et qui ne les y ont point trouvées ne peuvent déclarer qu'elles y sont, et qu'après tout ce n'était qu'un point de fait dont les yeux sont juges, et non pas une question de foi qui puisse donner lieu de traiter d'hérétiques ceux qui refuseraient d'y croire. Il accusait ensuite ses adversaires d'attaquer la doctrine de saint Augustin sous prétexte de combattre Jansenius, et après s'être élevé fortement contre le dogme de la grâce suffisante donnée à tous hommes, il ajoutait que l'Évangile et les saints Pères nous montrent un juste en la personne de saint Pierre, à qui la grâce,

sans laquelle on ne peut rien, a manqué dans une occasion où l'on ne peut pas dire qu'il n'ait point péché. On peut juger d'après cela combien était sincère sa protestation de condamner les cinq propositions, puisqu'il reproduisait la première en termes exprès, et qu'en rejetant la grâce suffisante il reproduisait implicitement toutes les autres.

Cette seconde lettre fut attaquée comme la première par un grand nombre d'écrits, et comme on parlait de la faire censurer par la faculté de théologie, Arnaud écrivit au pape, le 26 août, pour soumettre sa lettre au jugement du saint-siège. Toutefois le docteur Guyart, syndic de la faculté, ne laissa pas de la dénoncer dans l'assemblée du 4 novembre, où l'on nomma des commissaires pour l'examiner. Le docteur de Saint-Amour et un grand nombre d'autres voulurent s'y opposer en demandant qu'on attendit le jugement du saint-siège, et n'ayant pu l'obtenir, ils présentèrent au parlement, le 16 novembre, une requête signée d'environ soixante docteurs pour appeler comme d'abus, et demander qu'il fût fait défense à la faculté de passer outre. Arnaud fit signifier lui-même le 19 un acte au syndic pour se porter appelant et récuser les commissaires comme étant ses adversaires et ses parties, et quelques jours après il présenta une requête au parlement pour les mêmes fins, et pour demander en outre l'exécution des arrêts portant qu'il n'y aurait dans les assemblées de la faculté que deux religieux mendiants de chaque couvent. Ces arrêts avaient été rendus en 1626 à l'occasion de la censure contre le livre de Santarelli; mais ils avaient été annulés par un arrêt du conseil, et ce ne fut qu'en 1663 qu'ils furent renouvelés et mis à exécution. Le parlement, statuant sur l'appel d'Arnaud et de ses partisans, rendit le 29 novembre un arrêt portant qu'il serait passé outre à l'examen de la lettre par les commissaires nommés. Arnaud avait déjà écrit le 24 au doyen de la faculté, pour déclarer qu'il voulait bien se soumettre



au jugement qu'elle porterait, pourvu qu'on ne fit pas examiner sa lettre par ses adversaires déclarés, et qu'on lui fit connaître ce qu'on y trouvait de répréhensible, afin qu'il pût l'expliquer, le défendre ou le rétracter. Il écrivit la même chose le 30 novembre dans une lettre adressée au doyen et à toute la faculté.

Les commissaires firent leur rapport le lendemain, et conclurent à condamner plusieurs propositions concernant la question de fait ou le sens de Jansenius, et une autre concernant la question de droit; c'était celle que nous avons rapportée où il était dit que la grâce a manqué à saint Pierre. On remit les délibérations au 7 décembre, et on fit inviter Arnaud à venir exposer ses sentimens sans disputes. Mais il se contenta d'envoyer un écrit, où il s'efforçait de justifier sa proposition touchant la chute de saint Pierre, et de montrer qu'elle différait de la première des cinq propositions condamnées, parce qu'elle ne parlait point de l'impossibilité d'accomplir les commandemens et qu'elle ne s'étendait pas à tous les justes; il ajoutait qu'elle était appuyée par l'autorité d'un grand nombre de théologiens et conçue dans les propres termes de saint Augustin et de saint Chrysostome; enfin, qu'il n'avait pas prétendu dire que saint Pierre fut privé de toute grâce intérieure et de tout pouvoir de surmonter la tentation, mais seulement d'un pouvoir prochain qui n'est donné que par la grâce efficace. Il n'est pas difficile de comprendre l'insuffisance et la frivolité d'une pareille défense; car la première proposition condamnée ne parle pas non plus de tous les justes, et prétendre que la grâce, sans laquelle on ne peut rien, a manqué à saint Pierre dans une occasion où il a péché, c'est bien dire formellement qu'il lui était alors impossible d'accomplir un commandement au-dessus de ses forces. D'un autre côté, saint Augustin, saint Chrysostome et les théologiens cités par Arnaud ont prétendu seulement, les uns que la grâce avait manqué à



saint Pierre par sa faute, c'est-à-dire pour avoir trop compté sur lui-même au lieu de recourir à la grâce, qui lui eût été donnée s'il l'avait demandée ; les autres, qu'il n'avait pas reçu la grâce efficace, c'est-à-dire qui est toujours suivie de son effet ; mais aucun d'eux n'a soutenu qu'il n'avait pas eu la grâce suffisante qui donne un pouvoir réel de surmonter les tentations et d'accomplir les commandemens. Si le docteur Arnaud se fût exprimé dans le même sens, sa proposition n'aurait pas excité un tel soulèvement, et si en l'expliquant ensuite dans le sens de la grâce efficace il n'eût pas affecté de ne rien dire de la grâce suffisante, qu'il semblait au contraire exclure positivement, il est probable que la faculté se serait contentée de son explication ; c'est du moins ce que lui écrivit peu de temps après le docteur Holden, connu par son *Analyse de la foi*, qui s'était d'abord déclaré pour lui, mais qui ensuite, voyant l'insuffisance de ses explications, souscrivit à la censure.

On commença par délibérer sur la question de fait, et dès le premier jour les contestations sur la manière dont on procéderait furent si vives qu'il fallut ajourner la séance. L'évêque de Montauban obtint du roi une lettre de cachet, qui ordonnait de procéder sans interruption et brièvement à la délibération. Cependant, comme les docteurs employaient beaucoup de temps à opiner, l'évêque de Rodez, Hardouin de Péréfixe, qui fut depuis archevêque de Paris, s'en plaignit au roi, et le chancelier de France Séguier eut ordre d'assister aux assemblées. Arnaud venait de faire remettre un écrit pour justifier ses propositions sur la question de fait ; mais le 11 janvier, ayant appris que la pluralité des suffrages ne lui était pas favorable, il écrivit qu'il regrettait d'avoir parlé dans sa lettre du fait de Jansenius dans les termes dont on se plaignait, et qu'il en demandait pardon au pape et aux évêques. On ne laissa pas toutefois de continuer la délibération, et le 14 janvier, après vingt séances,

les propositions de fait, c'est-à-dire ayant pour objet d'établir qu'il n'est pas certain que les cinq propositions sont dans le livre de Jansenius et qu'on n'est pas obligé de le croire, furent déclarées téméraires, scandaleuses, injurieuses au pape et aux évêques de France, et donnant lieu de renouveler entièrement la doctrine de Jansenius ci-devant condamnée. Cette censure fut prononcée par cent trente docteurs contre environ quatre-vingts qui s'y opposèrent. Les délibérations commencèrent le 17 janvier sur la question de droit, et l'on régla que chaque docteur ne pourrait employer plus d'une demi-heure à opiner. Mais comme les docteurs opposés à la censure ne voulaient point se borner au temps déterminé, le chancelier revint quelques jours après aux assemblées pour faire observer ce règlement, et alors ils prirent le parti de se retirer au nombre d'environ soixante, pour ne plus revenir. Arnaud fit le lendemain 26 janvier un acte par lequel il déclarait ne pouvoir reconnaître l'assemblée comme légitime pour divers griefs qu'il exposait avec protestation de nullité contre tout ce qui s'y était fait ou s'y ferait dans la suite. Cet acte fut signifié à la faculté, qui n'y eut aucun égard. Enfin, le 29 janvier, la proposition de droit fut condamnée par cent trente docteurs, comme téméraire, impie, blasphématoire, déjà frappée d'anathème et hérétique. La censure fut confirmée le 1<sup>er</sup> février 1656, puis signée le 18, après quoi on la fit imprimer et publier. On arrêta en outre que si dans la quinzaine Arnaud ne se soumettait à la censure et n'y souscrivait, il serait retranché de la faculté et rayé du catalogue des docteurs, et de plus que tous les docteurs et bacheliers seraient obligés dès à présent et à l'avenir de signer cette censure sous la même peine d'exclusion. Il y eut environ soixante docteurs et quelques licenciés ou bacheliers qui aimèrent mieux se voir exclus que de signer, entre autres le docteur de Sainte-Beuve, célèbre professeur de Sorbonne,

qui fut privé de sa chaire, et le savant Launoy, docteur de Navarre, connu par la singularité et la hardiesse de ses opinions. Il s'était prononcé fortement contre la doctrine de Jansenius et contre la proposition du docteur Arnaud; mais il ne laissa pas de publier des observations contre la censure et de refuser d'y souscrire. Elle devint bientôt l'objet d'une foule d'écrits, soit de la part d'Arnaud et de ses partisans, soit de la part de ses adversaires.

Ce fut à cette occasion que Pascal publia ces fameuses Lettres provinciales, dont le succès prodigieux servit si utilement la cause du parti janséniste. Les deux premières ont pour objet les propositions qu'on examinait en Sorbonne, et l'auteur y prétend que les ennemis du docteur Arnaud, quoique divisés entre eux sur ces questions, sont convenus pour le condamner d'admettre également certains termes qu'ils entendent d'une manière non-seulement différente, mais opposée, et tournant en ridicule le pouvoir prochain et la grâce suffisante des thomistes, il s'efforce de prouver qu'ils trahissent la doctrine de leur école et de la grâce efficace pour assurer le triomphe de Molina et des jésuites contre l'autorité de saint Thomas et de saint Augustin. Il est impossible d'exposer avec plus d'art, avec plus d'habileté et sous une forme plus séduisante, des questions par elles-mêmes si arides, ni surtout d'employer des sophismes plus artificieux pour faire illusion et confondre des opinions tolérées par l'Église avec des erreurs condamnées. La troisième est contre la censure d'Arnaud, et la quatrième contre la doctrine des jésuites sur la grâce. Les suivantes, à l'exception des deux dernières, qui tendent à prouver la distinction entre la question de fait et celle de droit, ont pour objet de combattre la morale des jésuites; c'est là surtout que Pascal entraîne le lecteur par un dialogue d'une précision et d'une netteté admirable; qu'il divertit par un mélange de naïveté et d'iro-

nie ceux même qui n'ont pas envie de rire, et qu'il verse à pleines mains la raillerie sur les maximes relâchées des casuistes. On lui a reproché d'avoir exagéré quelquefois leurs opinions, et même de leur en avoir attribué qu'ils combattent; mais il n'y avait malheureusement que trop de citations exactes. Le plus grand reproche qu'on puisse lui faire, c'est d'avoir attribué tous ces relâchemens aux jésuites et rendu la société responsable des opinions téméraires de quelques particuliers. Ces lettres furent traduites peu de temps après en latin avec des notes, par Nicole, qui déguisa son nom sous le pseudonyme de Wendrock. Elles furent un coup terrible et accablant pour les jésuites, qui se voyaient bafoués, insultés, avilis, et leur doctrine vouée au mépris comme odieuse et ridicule par un ouvrage répandu partout et lu avec admiration. Ils employèrent tous les moyens pour y répondre et en atténuer les effets. Ils firent condamner ces lettres comme renfermant les erreurs du jansénisme et comme remplies de calomnies; ils cherchèrent à faire voir par un grand nombre d'écrits que Pascal rapportait d'une manière infidèle les opinions des casuistes; enfin le père Pirot, jésuite, osa prendre la défense de ces opinions relâchées dans un livre intitulé *Apologie des casuistes*, qui fut condamné à Rome et par le clergé de France. Le parlement de Provence fit brûler publiquement les *Provinciales*, comme un libelle diffamatoire; elles furent aussi condamnées par plusieurs évêques, et en 1657 par un décret de l'inquisition; mais rien ne put détruire l'impression qu'elles avaient produite. On essaya même inutilement de faire condamner les notes et la traduction de Wendrock par le parlement de Bordeaux, et pour empêcher un arrêt favorable il fallut évoquer l'affaire au conseil d'état, qui ordonna en 1660 qu'elles seraient lacérées et brûlées par la main du bourreau.

Depuis longtemps des plaintes nombreuses s'étaient élevées contre la témérité et les décisions scandaleuses

de plusieurs casuistes. La Sorbonne avait déjà condamné, en 1626, la Somme des vérités de la religion, du père Garasse, jésuite, et, en 1641, la Somme des péchés, du père Bauni, qui fut aussi mise à l'*Index* à Rome, et condamnée en 1642 par l'assemblée du clergé de France, comme renfermant des propositions qui favorisent la corruption des mœurs, et excusent le blasphème, l'usure, la simonie et d'autres péchés énormes. Deux ans plus tard, le père Héreau ayant enseigné à Paris, dans le collège des jésuites, quelques propositions qui favorisaient l'homicide en permettant de tuer les médisans quand on ne pourrait autrement sauver son honneur, l'université présenta plusieurs requêtes au parlement pour faire condamner cette doctrine, et demander qu'il fût interdit aux jésuites d'enseigner la théologie. La régente, ayant évoqué l'affaire au conseil, manda les supérieurs des trois maisons de Paris, et leur fit une sévère réprimande ; après quoi le conseil rendit un arrêt qui interdisait l'enseignement au père Héreau, avec défense aux jésuites de traiter à l'avenir de semblables questions. La publication des Provinciales servit à multiplier les plaintes et à leur donner plus d'éclat. Les curés de Rouen présentèrent au mois d'août 1656 une requête à l'archevêque, où ils demandaient la condamnation de plusieurs propositions scandaleuses, et l'archevêque adressa cette requête à l'assemblée du clergé. Les curés de Paris se joignirent à ceux de Rouen, et adressèrent une lettre circulaire aux curés des principales villes de France pour leur demander procuration de poursuivre en leur nom la condamnation de cette morale relâchée ; après quoi ils présentèrent une requête à l'assemblée du clergé avec un mémoire contenant plusieurs propositions tirées de différens casuistes. L'assemblée nomma des commissaires pour en faire l'examen ; mais comme elle était sur le point de se séparer, il n'y eut point de décision, et l'on ordonna seulement qu'on serait imprimer aux dépens du



clergé les instructions de saint Charles Borromée aux confesseurs, afin que cet ouvrage répandu dans tous les diocèses servit comme de barrière pour arrêter le cours des opinions nouvelles tendant au renversement de la morale chrétienne.

L'Apologie des casuistes, publiée l'année suivante par le père Pirot, excita un nouveau soulèvement. Les curés de Paris adressèrent aussitôt des requêtes au parlement et aux vicaires généraux du cardinal de Retz pour en demander la condamnation. Mais le roi fit défense de poursuivre l'affaire devant le parlement. Quelques écrits furent publiés pour défendre les propositions dont on demandait la censure, et les curés y répondirent par plusieurs écrits où ils attaquaient avec beaucoup de violence la société des jésuites. Ces réponses furent la plupart rédigées par Arnaud et Pascal. La faculté de théologie, après avoir examiné le livre du père Pirot, condamna plusieurs propositions qui tendaient à excuser les occasions prochaines de péché, et qui autorisaient l'usure, la simonie et le meurtre; car l'auteur ne craignait pas d'approuver cette horrible doctrine, qu'il est permis pour sauver son honneur de tuer un homme dont on a reçu un soufflet ou un coup de bâton. Cette censure fut dressée le 16 juillet 1658; mais la cour en fit suspendre plus de trois mois la publication. Les vicaires généraux de Paris condamnèrent un bien plus grand nombre de propositions non moins scandaleuses, et presque tous les évêques de France publièrent aussi des ordonnances pour flétrir les détestables maximes de ce livre, que le pape fit également condamner l'année suivante par un décret de l'inquisition.

Un jésuite espagnol nommé Moia ayant reproduit quelque temps après, dans un livre publié sous le nom d'*Amadeus Guimenius*, toutes les décisions les plus relâchées et les plus honteuses des casuistes, la Sorbonne publia, au mois de février 1665, une censure où elle condamnait



cet ouvrage comme infâme, et en particulier un grand nombre de propositions concernant l'ivrognerie, l'homicide, le duel, la calomnie, l'impureté, l'usure, la simonie, l'amour de Dieu, la confession, la communion, et d'autres points de morale. Il n'était, pour ainsi dire, aucune des opinions si justement vouées au mépris dans les Provinciales qui ne fût approuvée ou excusée par cet auteur, et l'on peut en juger par celle-ci : qu'il est permis de tuer celui qui dit des injures et des calomnies, lorsqu'on ne peut autrement défendre sa réputation et le faire taire. Comme la Sorbonne avait condamné en même temps deux propositions de ce livre où l'infailibilité du pape était présentée comme une vérité de foi, et peu de temps auparavant quelques autres tirées d'un livre de Jacques Vernant, concernant l'autorité du pape, des conciles et des évêques, et les privilèges des religieux, le pape Alexandre VII écrivit au roi pour se plaindre de ces censures et en demander la suppression. Cette démarche n'ayant produit aucun effet, il publia une bulle au mois de juin pour les condamner comme présomptueuses, téméraires et scandaleuses, avec défense, sous peine d'excommunication, de les alléguer ou de les soutenir, réservant au saint-siège de prononcer sur les opinions contenues dans les livres censurés. Mais il ne jugea pas à propos d'envoyer cette bulle en France par les voies ordinaires, prévoyant bien qu'elle n'y serait pas reçue ; et comme il s'en répandit quelques copies à Paris, le parlement rendit un arrêt portant défense de la retenir ou de la publier, et ordonna que les censures seraient maintenues. Arnaud ne manqua pas d'attaquer cette bulle avec violence, dans un écrit qu'il publia sous le titre de Remarques. Cependant le pape Alexandre VII, par un décret du 24 septembre de la même année 1665 et par un autre de l'année suivante, condamna environ quarante propositions de morale relâchée, avec défense d'en enseigner aucune, sous peine d'excommunication.

encourue par le seul fait, et il fit en même temps mettre à l'*Index* le livre d'Amadeus Guimenius.

On conçoit aisément combien toutes ces condamnations devinrent fâcheuses pour les jésuites. Leurs ennemis ne cessaient de les représenter comme des corrupteurs de la morale chrétienne, et de les décrier de toutes manières; on recueillit tout ce qui avait été dit et publié contre eux; on se prévalut surtout de deux écrits publiés depuis quelque temps par des jésuites contre des abus réels ou prétendus dans le gouvernement de leur société, l'un intitulé *De morbis societatis*, et attribué au fameux Mariana, l'autre intitulé *De la monarchie des solipses*, et attribué à un jésuite allemand nommé Inchofer; enfin, on publia quelques années plus tard, sous le titre de *Morale pratique des jésuites*, une sorte d'histoire en plusieurs volumes, où l'on rassembla une multitude de faits, les uns vrais, les autres controuvés ou altérés pour rendre leur conduite odieuse. La plupart de ces écrits furent composés par Arnaud et par d'autres écrivains de Port-Royal. Les jésuites se voyaient donc menacés dans leur considération et leur influence par une société qui avait conquis une immense renommée, et qui portait dans ses attaques autant d'habileté et de talens que d'acharnement et de persévérance. Ils n'avaient pas moins à craindre pour leur réputation littéraire; car ils étaient depuis longtemps en possession du premier rang dans les lettres, en sorte que leurs ouvrages dans tous les genres obtenaient une vogue incroyable et qu'on ne lisait presque point d'autres livres de dévotion que les leurs, et ils voyaient maintenant cette possession disputée et sur le point de leur être enlevée par de nouveaux venus, devant lesquels semblait pâlir tout le génie et le savoir de leurs auteurs les plus illustres. Enfin, ils purent craindre que Port-Royal, avec des maîtres si habiles et des ouvrages si remarquables, ne leur enlevât l'éducation de la jeunesse et ne tarît par cela même leur crédit dans sa

source. Mais l'affaire du jansénisme leur donna le moyen de se défendre avec avantage.

En effet, la résistance de Port-Royal aux décisions du saint-siège accréditait les soupçons depuis longtemps répandus contre cette communauté, et servait de prétexte à de nouvelles accusations. On publiait que les jansénistes condamnaient la discipline de l'Église, qu'ils étaient ennemis du pape, qu'ils rejetaient le concile de Trente, et qu'ils avaient formé un complot pour anéantir le christianisme. Bientôt on joignit des accusations politiques à celles d'hérésie, et l'on représenta les solitaires de Port-Royal comme un parti de factieux, ennemis de la personne du roi, et formant ou favorisant des cabales contre la tranquillité de l'état. Ils fournissaient eux-mêmes un prétexte apparent à ces soupçons par l'attachement qu'ils montraient pour le cardinal de Retz et par leur facilité à recevoir beaucoup de personnes dégoûtées de la cour ou tombées dans la disgrâce. Enfin quelques seigneurs, connus par leurs liaisons avec Port-Royal, se permettaient quelquefois des discours peu mesurés contre le gouvernement, et l'on ne manquait pas, en rapportant ces discours au roi ou au cardinal Mazarin, d'en rendre la communauté responsable. La cour prit donc des mesures pour éteindre une secte rebelle aux décisions de l'Église et regardée comme dangereuse pour la tranquillité de l'état. Le lieutenant civil se rendit en 1655 à Port-Royal des Champs pour en faire sortir les écoliers et les maîtres avec tous les solitaires qui s'y étaient retirés; il y eut même un ordre d'ôter aux religieuses des deux maisons leurs pensionnaires et leurs novices; mais la guérison miraculeuse d'une jeune pensionnaire en fit suspendre l'exécution. Cette jeune personne, nièce de Pascal, était affligée depuis plusieurs années d'une fistule lacrymale près de l'œil gauche, et tous les soins des plus habiles médecins ou chirurgiens n'avaient pu arrêter les progrès du mal. On

ne voyait plus d'autre moyen que d'y appliquer le feu, lorsqu'un jour, la communauté allant en procession baiser une épine de la couronne de Jésus-Christ, la jeune personne fit toucher son œil malade à la sainte relique, et fut subitement guérie. Ce miracle, constaté authentiquement après les informations d'usage, fit grand bruit dans Paris, et la cour ne crut pas devoir alors inquiéter les religieuses; on laissa même aux solitaires la liberté de revenir en 1656 à Port-Royal des Champs, où ils reprirent leurs exercices ordinaires. Mais, en 1660, une lettre qui fut publiée pour la défense du cardinal de Retz et qu'on leur attribuait, attira contre eux de nouvelles rigueurs. Presque tous furent obligés de quitter Port-Royal. On ferma de nouveau leurs écoles, et comme les religieuses refusèrent de signer le formulaire prescrit par l'assemblée du clergé, on chassa les pensionnaires et les postulantes, avec défense d'admettre les novices à faire profession, et l'on remplaça en même temps le supérieur et les confesseurs par d'autres connus pour leur opposition au jansénisme. La mère Angélique mourut sur ces entrefaites, après avoir écrit à la reine une lettre d'apologie, qui produisit peu d'effet. On verra plus tard les suites de cette affaire.

Le pape Alexandre VII, qui avait donné aux Vénitiens des secours contre les Turcs, obtint en 1657 le rétablissement des jésuites dans les états de la république, d'où ils étaient bannis depuis cinquante ans; mais cette concession politique ne détruisit pas les préjugés qui subsistaient contre eux dans le sénat de Venise, et ils y furent à peu près sans crédit et sans influence. Alexandre VII avait publié l'année précédente un décret qui approuvait quelques cérémonies chinoises, mais qui ne termina pas les contestations élevées à ce sujet. On a vu précédemment que les jésuites étaient entrés dans la Chine vers la fin du seizième siècle, et que le père Ricci avait obtenu de l'empereur la permission de fonder un établissement

à Pékin. Il étudia avec soin les livres de Confucius, et pour gagner les Chinois il composa quelques écrits où il s'efforçait de montrer que la doctrine chrétienne était conforme aux opinions de ce philosophe célèbre. Il prétendit surtout que le mot dont les lettrés chinois se servaient pour exprimer le ciel, ou la puissance d'en-haut, s'appliquait véritablement à Dieu, et que les chrétiens pouvaient s'en servir. Il crut aussi que le culte superstitieux que les Chinois rendent à Confucius et à leurs ancêtres se réduisait à des honneurs purement civils, et que l'on pouvait en conséquence le permettre aux nouveaux chrétiens. Son opinion trouva d'abord quelques contradicteurs parmi ses confrères. Mais elle finit par prévaloir. Cependant quelques religieux dominicains et franciscains, ayant aussi pénétré à la Chine, blâmèrent cette tolérance, et regardèrent les cérémonies chinoises comme des superstitions idolâtriques. Le père Moralès, dominicain, proposa ces difficultés aux jésuites, et n'ayant pas jugé les solutions suffisantes, il se rendit à Rome, avec un religieux franciscain, pour obtenir une décision du saint-siège. Il exposa que dans les villes de la Chine il y avait des temples érigés en l'honneur de Confucius, et que deux fois l'année les gouverneurs étaient obligés d'y offrir des sacrifices, où ils faisaient l'office de prêtres, assistés des lettrés, qui leur présentaient les offrandes, savoir, un pourceau, une chèvre, du vin, des fleurs et des parfums; que de plus tous les lettrés, quand ils prenaient leurs grades, devaient entrer dans ces temples, s'y mettre à genoux et offrir devant l'autel des cierges et des parfums, afin d'obtenir par les mérites de ce philosophe le don de sagesse et d'intelligence. Il exposa, en outre, que les Chinois avaient des temples ou des chapelles consacrées au culte de leurs ancêtres ou autres parens défunts, et que deux fois l'an ils y offraient des sacrifices solennels, qu'ils mettaient sur un autel orné de cierges et de fleurs les tableaux de leurs ancêtres, et qu'ils of-



traient des viandes, du vin, des parfums, des têtes de chèvres, le tout dans l'intention de rendre grâces à leurs pères des bienfaits qu'ils en ont reçus, et pour obtenir d'eux la santé, les richesses, une longue vie et l'exemption de toute adversité; enfin que, lorsqu'un Chinois venait à mourir, c'était une coutume invariable de dresser dans la maison, devant le cercueil, une table en forme d'autel sur laquelle on mettait l'image du défunt ou une tablette portant son nom, avec des ornemens, des cierges, des fleurs, des parfums, et que tous ceux qui venaient dans la maison devaient faire plusieurs génuflexions, se prosterner jusqu'à terre, et présenter des cierges et des parfums pour être brûlés sur l'autel devant l'image du mort.

En conséquence, le père Moralès demandait, 1° si les chrétiens pouvaient prendre part aux cérémonies en l'honneur de Confucius, dans la crainte d'exciter une persécution, et s'il leur était permis de recevoir et de manger quelque chose des offrandes; 2° si les chrétiens pouvaient assister aux sacrifices en l'honneur des ancêtres avec les infidèles et y faire quelque fonction, ou du moins s'ils pouvaient entre eux et sans aucun mélange avec les infidèles pratiquer les mêmes cérémonies, soit dans les chapelles, soit dans les maisons ou les lieux de sépulture, en mettant une croix sur l'autel et avec l'intention de rapporter leur culte à cette croix, de ne rendre à leurs parens qu'un témoignage de respect et de reconnaissance, comme s'ils étaient encore vivans et sans rien espérer; 3° s'il leur était permis de pratiquer les cérémonies usitées au moment du décès en l'honneur des morts. La congrégation de la propagande décida sur ce dernier point que si la table dressée devant le cercueil n'était pas un véritable autel, et si tout le reste se bornait à des honneurs civils on pouvait les tolérer; mais quant aux autres points, elle déclara que toutes les cérémonies qu'on vient de voir ne pouvaient être permises sous aucun prétexte, et le pape Innocent X confirma



cette décision par un décret du 12 septembre 1645, avec ordre à tous les missionnaires de s'y conformer, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, jusqu'à ce que le saint-siège en ordonnât autrement.

Ce décret ayant été porté à la Chine et notifié aux missionnaires, les jésuites envoyèrent en Europe le père Martini, qui présenta les choses sous un point de vue tout différent. Il exposa touchant les cérémonies pratiquées par les lettrés en prenant leurs grades, que la salle de Confucius où ils devaient se rendre était un collège et non pas un temple; qu'il n'y avait aucun sacrifice ni aucun ministre de l'idolâtrie, mais seulement des étudiants et des philosophes qui s'assemblaient pour reconnaître Confucius comme leur maître par des cérémonies purement civiles, et ne différant point des honneurs rendus par les écoliers à leurs maîtres vivans. Quant aux honneurs rendus aux morts, il ne s'écarta point du père Morales en ce qui regardait les cérémonies usitées après le décès; mais à l'égard des autres, il exposa que les endroits où l'on plaçait les images des ancêtres ou bien des tablettes portant leurs noms n'étaient point des temples, mais seulement des salles regardées comme des monumens de familles; que les plus riches offraient des viandes, du vin et des parfums; mais que les pauvres n'ayant pas le moyen d'avoir des salles semblables, gardaient les images dans leurs maisons, sans rien offrir et ne pratiquer aucune cérémonie; enfin que les Chinois n'attribuaient aucune divinité aux âmes des morts, et qu'ils n'en espéraient rien et ne leur demandaient rien. D'ailleurs, il ne fut pas question des sacrifices offerts deux fois chaque année en l'honneur de Confucius. La congrégation du saint-office, d'après l'exposé du père Martini, décida, en 1656, qu'on pouvait permettre aux chrétiens les cérémonies en usage dans la réception des lettrés, et les honneurs rendus aux morts selon l'usage de la nation, sous la condition toutefois d'en retrancher toutes les

choses superstitieuses, et cette décision fut approuvée par Alexandre VII. Les jésuites prétendirent qu'elle était une révocation du décret d'Innocent X ; mais sur une nouvelle consultation présentée à ce sujet par les dominicains, la même congrégation déclara, en 1669, avec l'approbation du pape Clément IX, que le décret d'Innocent X et celui d'Alexandre VII subsistaient l'un et l'autre et devaient être observés selon leur forme et teneur, c'est-à-dire selon la diversité des circonstances exposées dans les demandes. On verra plus tard que l'exposé du père Martini n'était pas exact. Le père Navarette, dominicain, vint consulter de nouveau le saint-siège, en 1674, sur un grand nombre de pratiques observées dans le culte de Confucius ou dans les honneurs rendus aux morts, et la congrégation du saint-office, en s'abstenant de prononcer sur quelques-unes parce qu'il n'était pas certain si elles étaient religieuses ou purement civiles, condamna les autres comme évidemment superstitieuses et idolâtriques. Toutefois cette décision, quoique fort détaillée et très-précise, ne mit pas fin aux dissentimens, qui se perpétuèrent pendant près d'un siècle. Nous ferons connaître les nouvelles décisions rendues par Clément XI et Benoît XIV pour confirmer celle d'Innocent X.

Cependant le christianisme faisait de grands progrès à la Chine. Les dominicains avaient baptisé en quelques années plus de cinq mille personnes, et les missionnaires des autres ordres, surtout les jésuites, n'avaient pas obtenu moins de succès. La conquête de la Chine par les tartares, en 1645, avait d'abord inspiré quelques inquiétudes pour la liberté de la religion ; mais cette révolution sembla au contraire devenir avantageuse au christianisme ; car les conquérans ne partageaient point la vanité chinoise et les ridicules préjugés de cette nation contre toute doctrine étrangère. L'empereur tartare donna au père Schall, jésuite, la présidence du tribunal des mathé-

matiques, et le privilège extraordinaire de s'adresser à lui directement pour tout ce qui regardait les missions, sans avoir besoin de recourir aux tribunaux, généralement peu favorables. Il lui accorda successivement plusieurs autres faveurs, notamment la permission de bâtir deux églises à Pékin. Il montrait une grande estime pour la doctrine chrétienne, et se rendait souvent à l'église des missionnaires pour y adorer la majesté divine. Cette protection déclarée affermit les nouveaux chrétiens et porta un grand nombre d'infidèles à demander le baptême. On vit à Pékin des personnes de la plus haute distinction embrasser la foi. Les conversions se multiplièrent également dans les provinces, particulièrement dans celle du Fo-kien, où les dominicains avaient leur établissement, et dans celle du Chen-si, où le père Faber, jésuite français, vint à bout par son zèle, par sa réputation de sainteté et par ses œuvres miraculeuses, de fonder une des églises les plus nombreuses et les plus ferventes de la Chine. On raconte que les habitans d'un gros bourg, dont les prairies étaient ravagées par des nuées de sauterelles, eurent recours à lui pour en être délivrés, en promettant de se faire chrétiens; mais qu'ayant obtenu par les exorcismes de l'Église la cessation du fléau, ils oublièrent leur promesse, et que les sauterelles revenant aussitôt plus nombreuses qu'auparavant, ils se reprochèrent leur faute, implorèrent de nouveau les prières du missionnaire, qui les délivra une seconde fois, après quoi ils embrassèrent tous le christianisme. Le nombre des ouvriers évangéliques, malgré leurs travaux infatigables, se trouva bientôt insuffisant pour une moisson si abondante; car il n'y avait guère que cinq dominicains, à peu près autant de franciscains et environ vingt jésuites, entre lesquels on remarque le célèbre père Verbiest, qui succéda au père Schall dans la présidence du tribunal des mathématiques. Cependant cette tranquillité de l'Église en Chine fut troublée, en 1664, après la mort de

l'empereur, par les mandarins chargés de la régence pendant la minorité de son fils. Tous les missionnaires furent arrêtés, chargés de chaînes, retenus longtemps en prison et enfin renvoyés à Canton, avec défense de reparaitre dans l'empire. Quelques-uns même, entre autres le père Schall, furent condamnés à mort ; mais la sentence ne fut pas exécutée. Cette persécution dura près de huit ans, et força en plusieurs endroits les chrétiens de se cacher pour échapper aux mauvais traitements des peuples ou des gouverneurs. Enfin les services que le père Verbiest avait rendus par ses connaissances mathématiques, soit en réformant le calendrier chinois, soit en fournissant les moyens de triompher d'une révolte dangereuse, inspirèrent à l'empereur des dispositions plus favorables. Les missionnaires eurent la permission de retourner à leurs églises, et bientôt après leur nombre augmenta par l'arrivée successive de plusieurs religieux augustins ou franciscains. Ils étaient secondés en outre dans les fonctions de leur apostolat par des catéchistes choisis entre les nouveaux chrétiens, et qui travaillaient à l'instruction des catéchumènes ou à la conversion des idolâtres. Il y eut ensuite, quelques années plus tard, un certain nombre de prêtres chinois, dont l'un se distingua tellement par son zèle et ses vertus, qu'il fut nommé vicaire apostolique avec le titre d'évêque de Basilée et mourut en odeur de sainteté.

Les progrès du christianisme devenaient aussi chaque jour plus étendus dans les îles Philippines, dans la Cochinchine, dans les royaumes de Tonquin et de Siam, dans le Mogol et dans toutes les contrées voisines, de sorte que les évêques établis dans les possessions espagnoles ou portugaises ne pouvant plus suffire aux soins de ces missions florissantes, le saint-siège envoya dans la plupart de ces provinces des évêques particuliers, avec le titre de vicaires apostoliques. Les missions dans les provinces de Turquie ou de la Perse pour la conversion des

schismatiques ne produisaient pas moins de fruit. Le père Piromalli, dominicain, qui s'était rendu en Arménie vers l'an 1632, convertit le patriarche avec un grand nombre de moines et de simples fidèles, engagés dans le schisme des Grecs ou dans l'hérésie d'Eutychès. Les religieux franciscains, gardiens du saint sépulcre et chargés depuis longtemps de la direction de tous les chrétiens du rite latin dans la Palestine et dans la Syrie, travaillaient en outre à la conversion des schismatiques en Égypte et dans les provinces du Levant. Mais comme leur nombre était insuffisant, le pape Urbain VIII leur adjoignit d'autres missionnaires, et en particulier des jésuites, qui formèrent cinq établissemens principaux, savoir : à Tripoli, à Seyde ou Sidon , à Damas, à Alep et enfin au bourg d'Antoura, près du Liban. L'établissement d'Alep fut fondé le premier, vers l'an 1625, et les deux missionnaires qu'on y envoya d'abord éprouvèrent de telles contradictions qu'ils furent obligés d'en sortir et de se rendre à Constantinople, où par le crédit de l'ambassadeur français ils obtinrent un ordre du grand-seigneur qui leur permettait d'exercer librement leurs fonctions. De retour à Alep, ils furent mis sous la protection du consul de France, qui leur donna le titre de chapelains du consulat, ce qui fut confirmé dans la suite par Louis XIV, dont le zèle mit également toutes les autres missions du Levant sous la protection de la France. Le nombre des catholiques devint bientôt si considérable dans cette ville, qu'il s'éleva, dit-on, à cinquante mille. Le patriarche jacobite d'Alep, abjurant lui-même l'hérésie, se réunit vers l'an 1646 à l'Église romaine, avec une grande partie de son clergé et de son peuple, et fut confirmé par le saint-siège comme patriarche d'Antioche et chef des chrétiens de Syrie. Son exemple fut suivi quelque temps après par le patriarche de Damas.

La mission d'Antoura fut fondée en 1656 par un jésuite français nommé Lambert, ancien négociant de Mar-



seille qui, après avoir longtemps fait le commerce dans ces contrées, se fit religieux, et fut envoyé en Syrie avec deux compagnons. Ils s'établirent dans les montagnes du Liban sous la protection du chef des Maronites. C'est une peuplade catholique dont l'origine remonte aux dernières années du septième siècle. Les chrétiens des montagnes de Syrie avaient alors profité des revers éprouvés par les musulmans pour se soustraire à leur empire ; mais ils ne purent se maintenir longtemps dans l'indépendance. Ils prirent dès lors le nom de Maronites qu'ils ont conservé depuis, et l'on croit que ce nom leur vint d'un moine nommé Maron, qui devint leur évêque à cette époque, après s'être réfugié parmi eux avec les autres moines du monastère de saint Maron, célèbre anachorète du quatrième siècle. Ils sont demeurés constamment attachés depuis à l'Église romaine. Leur patriarche réside ordinairement avec quelques évêques au monastère de Canobin, dans les montagnes les plus escarpées, où il pratique toutes les observances de la vie religieuse. Il y a dans le voisinage plusieurs autres monastères, occupés par vingt ou trente religieux dont quelques-uns seulement sont prêtres. Les moines maronites mènent une vie très-austère ; ils ne mangent jamais de viande, jeûnent avec beaucoup de rigueur, chantent matines à minuit, et partagent la journée entre la prière et le travail des mains. Ils voient rarement les personnes du dehors et jamais les femmes, qui ne peuvent pas même entrer dans leur église. Les Maronites ont pour voisins et pour ennemis la peuplade ou nation des Druzes, dont la religion est un monstrueux mélange du christianisme et du mahométisme. Cette peuplade prétend descendre des croisés établis dans la Palestine ; mais soit par l'effet de son commerce avec les Turcs, soit par crainte de leur inimitié, elle a adopté quelques-unes de leurs coutumes ou de leurs superstitions, entre autres la circoncision et l'usage du turban ; toutefois les Druzes ne laissent pas de



se dire chrétiens. Ils rejettent la pluralité des femmes et d'autres articles de la loi mahométane, et lisent l'Évangile avec beaucoup de respect. Comme ils sont plus puissans et plus riches que les Maronites, dont plusieurs même ne sont que leurs fermiers, il était à craindre que la contagion de leurs erreurs ou de leurs désordres ne gagnât quelques-uns des catholiques, et ce fut un des motifs qui déterminèrent l'établissement de la mission d'Antoura.

Le zèle des missionnaires s'étendit, en outre, aux chrétiens d'Égypte, connus sous le nom de Coptes et attachés aux erreurs de l'eutychianisme. On avait vu plusieurs fois leurs patriarches faire abjuration de ces erreurs et se soumettre à l'autorité du saint-siège. Mais la plus grande partie du clergé et du peuple n'en persistait pas moins dans ses anciens préjugés. Du reste les Coptes, comme tous les chrétiens orientaux, reconnaissent les sept sacremens, la nécessité de la confession, la présence réelle de Jésus-Christ dans l'eucharistie, le culte des saints, les prières pour les morts, et les autres points principaux de la doctrine catholique. On sait qu'il existait autrefois dans les déserts de Scété et de Nitrie, entre la basse Égypte et la Libye, plus de cent monastères et plus de cinq mille cénobites ou anachorètes; mais le père Sicard, qui se rendit en Égypte comme missionnaire un peu avant la fin du dix-septième, ne trouva plus dans ces déserts que quatre monastères, dont les deux plus nombreux ne renfermaient guère qu'une quinzaine de moines. Le fameux monastère de Tabenne dans la haute Égypte ou la Thébaïde n'offrait plus que des ruines. Celui de Saint-Antoine au pied du mont Colzim, et celui de Saint-Paul qui se trouve une lieue plus loin, mais séparé du premier par des montagnes, ne renfermaient également qu'environ quinze moines avec un ou deux prêtres pour les diriger. La crainte des Arabes a fait entourer de murs solides ces deux monastères, qui forment comme

des espèces de redoutes fort élevées, et où l'on n'entre que par une haute fenêtre, dans un panier, au moyen d'un câble et d'une poulie. Les moines coptes jeûnent toute l'année, excepté le dimanche, le samedi et le temps pascal, et conservent en grande partie les observances et la discipline des anciens solitaires. Comme leur exemple entretenait le peuple dans l'attachement à l'hérésie, le père Sicard n'oublia rien pour les faire revenir de leurs erreurs; mais il ne put vaincre leurs préjugés.

C'est surtout dans l'Amérique méridionale qu'on vit éclater à cette époque les prodiges opérés par le zèle des missionnaires. Les établissemens qu'on avait formés depuis longtemps dans le Pérou et dans le Brésil avaient répandu les lumières de la foi dans le voisinage des terres occupées par les Européens, dont les cruautés et les mœurs dissolues devenaient souvent un obstacle aux progrès de l'Évangile; mais il restait d'immenses contrées dans l'intérieur du continent où le christianisme était à peine connu. Elles étaient occupées par des tribus sauvages continuellement en guerre les unes contre les autres, n'ayant aucune demeure fixe, vivant de leur chasse, quelquefois de la chair de leurs ennemis, et ne connaissant d'autres lois que la brutalité de leur instinct, de sorte qu'il fallait pour ainsi dire en faire des hommes avant d'en faire des chrétiens. Quelques missionnaires jésuites, bravant toutes les fatigues et tous les dangers, entreprirent, vers l'an 1658, d'éclairer et de convertir ces peuplades sauvages; les uns partirent du Pérou, et s'avancèrent à plus de trois cents lieues des possessions espagnoles, pour chercher dans les déserts et dans les forêts les hordes errantes qui les habitaient. D'autres, partant du Brésil, pénétrèrent dans le Paraguay, où l'on vit bientôt se former des églises florissantes, et qui rappelaient toutes les merveilles de la naissance du christianisme. On ne saurait dire tout ce qu'il fallut de courage, de dévouement et d'industrielle charité aux

missionnaires pour entreprendre et exécuter ces œuvres admirables. Ils étaient obligés de prendre les plus grands soins pour faire ignorer les lieux d'où ils venaient, parce qu'on les eût massacrés sur-le-champ si l'on eût découvert qu'ils étaient Espagnols; et plusieurs néanmoins furent victimes de leur zèle apostolique. Les pères François de Figuera et Pierre Suarez furent les premiers qui scellèrent de leur sang les vérités de la foi qu'ils venaient prêcher à ces peuples. Les pères Hurtado, Durango, Richler et le licencié Joseph Vasquez, obtinrent de même la couronne du martyre, après avoir recueilli toutefois de leurs prédications les fruits les plus abondans. Le père Richler, en particulier, attira tellement par la ferveur de son zèle et de ses austérités les bénédictions du ciel sur ses travaux, qu'il convertit sept peuplades nombreuses, dont la vie sainte devint un objet d'admiration pour les chrétiens comme pour les infidèles. Le sort de ces premiers martyrs, bien loin d'effrayer leurs confrères, ne servit qu'à augmenter leur nombre. Les officiers du roi d'Espagne, voyant le succès de ces missions lointaines, pensèrent à les protéger par les armes, et offrirent aux missionnaires de leur ouvrir la route; mais ces hommes apostoliques rejetèrent invinciblement des moyens si peu convenables à leur ministère. Ils continuèrent de parcourir ces contrées inconnues et dangereuses, le bréviaire sous le bras et à la main un bâton surmonté d'un crucifix. Chacun d'eux se faisait accompagner par quelques fervens néophytes, qui lui servaient d'interprètes, et qui remplissaient les fonctions de catéchistes et quelquefois de prédicateurs. Ils étaient souvent obligés de faire quarante ou cinquante lieues à travers des forêts ou des montagnes presque inaccessibles sans autre guide qu'une boussole, sans abri contre le froid et la pluie, sans autre nourriture qu'un peu de maïs, et risquant à tout moment d'être dévorés par les bêtes féroces ou mordus par des serpens venimeux. Quelquefois

la longueur du trajet faisait manquer totalement leurs faibles provisions, et alors ils n'avaient pour ressource que des racines ou des fruits sauvages. Les dangers redoublaient lorsqu'il fallait aborder les barbares, toujours armés et prêts à décocher leurs flèches contre des étrangers et des inconnus. Mais rien ne pouvait effrayer le zèle ou le courage des missionnaires. Ils s'approchaient des sauvages avec un air et des manières prévenantes, les embrassaient avec tendresse, leur donnaient tous les témoignages possibles de bienveillance, et gagnaient bientôt leur confiance par de petits présens, tels que des couteaux, des aiguilles, des verres de différentes couleurs, et d'autres bagatelles qui étaient pour eux du plus grand prix. Quand ils les avaient ainsi apprivoisés, ils s'établissaient au milieu d'eux, leur rendaient toutes sortes de services, pansaient leurs blessures, soignaient leurs maladies, et les instruisaient des vérités chrétiennes. Ils travaillaient en même temps à leur construire des églises et des habitations, à leur apprendre les métiers de première nécessité, à défricher les terres et à semer le maïs, l'orge, les fèves et d'autres légumes dont ils avaient apporté des graines. Quelques-uns allaient chercher dans les possessions espagnoles des vaches, des brebis, des chèvres et des oiseaux de basse-cour, qu'ils conduisaient avec le secours de quelques néophytes à travers deux ou trois cents lieues de pays inhabités. La plupart des sauvages dans les commencemens ne s'occupaient qu'à regarder les travaux des missionnaires avec indifférence. On les engagea peu à peu, et non sans beaucoup de peine, à prendre part à la culture des terres ; après quoi, allant comme auparavant à la chasse ou à la pêche, ils trouvaient à leur retour une récolte qui assurait leur subsistance et qui leur inspirait un courage tout nouveau pour le travail. Frappés de ces premiers exemples de civilisation, les sauvages voisins prirent du goût pour ces nouvelles mœurs, et l'on vit en assez peu

de temps un grand nombre de peuplades fixes, qui formaient comme des paroisses, auxquelles les jésuites donnèrent le nom de réductions et qui étaient gouvernées avec une police admirable, sous l'autorité paternelle des missionnaires.

Ces établissemens avaient commencé vers l'an 1610, dans la province de l'Uruguay, qui s'étend du midi au nord, dans un espace d'environ deux cents lieues, près du fleuve qui lui donne son nom. D'autres réductions s'établirent quelque temps après dans la province de Guaira, qui forme une vaste plaine un peu plus au nord, entre les montagnes du Brésil et le fleuve Parana. On compta bientôt dans ces pays fertiles jusqu'à trente réductions, chacune de cinq à six mille habitans. Mais celles de la province de Guaira furent en partie ruinées par les incursions fréquentes d'une troupe de brigands ou d'aventuriers qui occupaient la ville de Saint-Paul, où ils s'étaient rendus à peu près indépendans des vice-rois du Brésil. Ils se répandaient chaque année dans les provinces voisines et quelquefois même à plusieurs centaines de lieues pour enlever des Indiens, qu'ils employaient comme esclaves au travail des plantations et de l'agriculture, ou bien à l'exploitation des mines qui se trouvent dans les montagnes. Ils attaquèrent tant de fois les peuplades chrétiennes, qu'ils ôtèrent la vie ou la liberté à plus de quatre-vingt mille néophytes, et ruinèrent complètement jusqu'à treize réductions. Les missionnaires, pour sauver les faibles restes de ces habitations, prirent le parti de les transplanter à plus de cent lieues de distance sur les bords moins accessibles du Parana. Ils y arrivèrent au nombre d'environ douze mille, qui formèrent deux réductions. Plusieurs autres habitations furent établies successivement dans cette province et disposées de manière à pouvoir se défendre mutuellement. On en comptait vers la fin du dix-septième siècle jusqu'à trente-deux, comprenant plus de cent vingt mille Indiens con-

vertis. Il s'en forma beaucoup d'autres dans les provinces voisines, entre le Parana et le fleuve du Paraguay. Les missionnaires obtenaient les mêmes succès de l'autre côté de l'Amérique méridionale, dans les vastes contrées qui s'étendent du nord au midi, entre le fleuve du Paraguay et les montagnes du Chili et du Pérou. Deux peuplades nombreuses de ces contrées se faisaient depuis longtemps une guerre cruelle, lorsque le père d'Arcé, accompagné du père de Zéa, vint à bout de les réconcilier, et peu après il obtint la grâce d'un de leurs compatriotes condamné à mort par le gouverneur d'une ville espagnole. Ces circonstances produisirent l'impression la plus heureuse parmi ces barbares, et les disposèrent pour la plupart à se faire instruire et à recevoir le baptême. Le père Diaz procura par un trait de charité chrétienne la conversion d'une autre peuplade. Comme il visitait quelques habitations d'infidèles où il régnait une maladie contagieuse, il fut attaqué par des sauvages, qui se disposaient à le massacrer pour se nourrir de sa chair. Mais les chrétiens de la réduction voisine, avertis à temps du danger qu'il courait, vinrent fondre sur les barbares, les dissipèrent et firent quelques prisonniers, qu'ils voulaient punir d'une manière éclatante qui pût intimider les autres. Le père obtint la grâce de ces malheureux, les retint quelque temps pour les instruire du christianisme, et enfin leur rendit la liberté. Ils furent si profondément touchés d'une générosité si extraordinaire pour eux, qu'ils revinrent bientôt après avec toute leur peuplade, et se jetèrent tous ensemble aux pieds du missionnaire pour lui demander le baptême, avec promesse de vivre sous sa conduite dans la pratique des vertus chrétiennes. Le père Cyprien Baraze entreprit le premier, vers l'an 1675, la conversion de la peuplade nombreuse des Moxes, où l'on comptait avant la fin du même siècle plus de trente mille chrétiens. Il établit lui seul trois réductions considérables, et voulut ensuite



porter les lumières de la foi chez une peuplade voisine, où il fut massacré en 1702. Un grand nombre d'autres missionnaires, outre ceux que nous avons cités, couronnèrent également leur apostolat par le martyre. On voyait se reproduire les mêmes prodiges de zèle dans l'Amérique septentrionale. Les jésuites parvinrent à former dans la Californie une multitude d'établissemens semblables à ceux du Paraguay. Ils prêchèrent la foi avec d'éclatans succès dans le Canada, chez les Hurons, chez les Iroquois, chez les Algonquins et chez d'autres tribus indiennes. Plusieurs, entre autres les pères Brébeuf et Lallemant, cimentèrent de leur sang ces églises naissantes, où l'on vit des exemples admirables de piété et de ferveur. Nous signalerons, entre un grand nombre de vierges chrétiennes qui se distinguèrent par l'éclat de leurs vertus, une dame Martin de Tours, qui se fit ursuline et mourut à Québec en odeur de sainteté, et une fille iroquoise nommée Catherine Tegahkouita, dont la vie ressembla pour ainsi dire à celle d'un ange sur la terre. Enfin les anciennes possessions espagnoles offrirent aussi plusieurs exemples de vertus éminentes. Le père Claver, jésuite mort en odeur de sainteté l'an 1654, s'était fait admirer dans la province de Carthagène par l'étendue et les succès de son zèle infatigable, par ses austérités rigoureuses et surtout par les prodiges d'une charité sans bornes. Il s'appliqua particulièrement à l'instruction et au soulagement des nègres, dont il s'efforçait d'adoucir par la continuité de ses soins la malheureuse condition ; il visitait les prisons et les hôpitaux, soignait les lépreux, soulageait toutes les misères, assistait les criminels condamnés au supplice, et ajoutait encore à tant de travaux des missions dans les campagnes. Jean de Palafox, nommé en 1639 évêque d'Angélopole ou de Tlascala dans le Mexique, avait offert de son côté un modèle des vertus épiscopales ; mais il eut quelques démêlés avec les jésuites au sujet de leurs pri-

viléges, et prit le parti de se démettre de son siège au bout de quatorze ans et de revenir en Espagne, où il fut nommé à l'évêché d'Osma. Il mourut en 1659 en si grande réputation de sainteté, que les rois d'Espagne ont plusieurs fois demandé sa canonisation (1).

Les prêtres de la mission se dévouaient aussi avec zèle aux travaux de l'apostolat. Plusieurs passèrent en Écosse et dans les îles Hébrides, où ils ramenèrent à la foi catholique un grand nombre de personnes de toute condition. Le comte de Claranald, seigneur d'une grande partie de l'île de Wiste, se convertit avec sa famille et environ mille de ses vassaux, gentilshommes ou paysans, et les missionnaires obtinrent les mêmes succès en beaucoup d'autres endroits, où ils trouvèrent quelquefois des vieillards de soixante ou quatre-vingts ans qui n'étaient point baptisés, tant la religion avait souffert du malheur des temps dans ces contrées devenues l'asile de toutes les sectes. Cromwell ordonna de rechercher avec soin les prêtres catholiques et de les punir selon la rigueur des lois. Mais le danger n'effraya point leur courage, et après le rétablissement de Charles II, un pieux missionnaire nommé White, aidé de la protection de lord Macdonald, fit revivre la foi dans les montagnes d'Écosse, et ramena au sein de l'Église plusieurs des principales familles. D'autres prêtres de la mission se rendirent dans l'île de Madagascar, où leurs travaux apostoliques produisirent des fruits si abondans parmi les infidèles, qu'un de ces missionnaires, le père Bourdaise, fit lui seul plus de six cents chrétiens, sans compter une multitude d'enfans qu'il baptisa en danger de mort. Enfin ils établirent une maison à Alger pour consacrer leur ministère aux chrétiens captifs dans la Barbarie. Saint Vincent de Paul était l'âme de toutes ces entreprises ; il les inspirait par son zèle, il en

(1) Muratori, *Relat. des missions du Paraguay*. — *Lettres édif.* — Vie de P. Claver. — Vie de Palafox.

procurait l'exécution, et les dirigeait avec une sagesse admirable. Il était depuis plusieurs années affaibli par des souffrances presque habituelles; mais ni ses infirmités ni son extrême vieillesse ne lui faisaient rien relâcher de son travail et de ses austérités. Il suivait toutes les affaires de sa congrégation, répondait à une multitude de lettres, donnait des ordres aux supérieurs des différentes maisons, tenait de fréquens conseils avec ses assistans, et parlait souvent, malgré sa faiblesse, pendant plus d'une demi-heure avec une éloquence, un ordre et une netteté qui jetaient dans l'étonnement ceux qui l'entendaient. Enfin, consumé par ses longs travaux, il mourut ou plutôt s'éteignit doucement, après quelques jours de maladie, le 25 septembre 1660, âgé de quatre-vingt-cinq ans. Sa mémoire fut honorée par des témoignages éclatans de la vénération publique, et les princes, les prélats et les peuples unirent leurs éloges pour célébrer ses grandes œuvres et ses vertus. Il fut béatifié en 1729, et canonisé en 1737.

La reine Christine de Suède avait abdiqué la couronne en 1655 pour embrasser la religion catholique, et après avoir fait son abjuration publique en Allemagne, elle se rendit à Rome, où elle fut accueillie avec une joie extraordinaire. Elle fit ensuite plusieurs voyages en France, en Allemagne et en Italie; elle retourna même en Suède pour régler ses intérêts; après quoi elle se fixa jusqu'à sa mort dans la capitale du monde chrétien. On prétend que le fameux Descartes, qu'elle avait appelé en Suède, contribua beaucoup à sa conversion; mais elle témoigna, dans une lettre adressée plus tard à Bayle, qu'elle n'avait jamais eu d'attachement au luthéranisme, et qu'elle en avait reconnu les erreurs dès qu'elle était parvenue à l'âge de raison. Deux ans plus tard, un calviniste de Bordeaux nommé Isaac de la Peyrère, auteur de l'hérésie des préadamites, fit aussi son abjuration entre les mains du souverain pontife. Il avait publié depuis peu

un livre où il prétendait que Dieu avait créé des hommes avant Adam ; que celui-ci était seulement la tige de la nation juive, et que les gentils descendaient des hommes créés auparavant dans toutes les parties du monde. Il fit une rétractation expresse de cette hérésie, qui du reste trouva peu de partisans.

Un fanatique nommé Georges Fox, cordonnier dans le comté de Leicester en Angleterre, avait donné naissance vers l'an 1650 à la secte des quakers, qui devint bientôt fort nombreuse, et qui subsiste encore non-seulement en Angleterre, mais aussi dans la Hollande et dans l'Amérique du Nord. Cet artisan, ayant l'imagination exaltée par les doctrines du puritanisme, prétendit que la religion était corrompue dans ses dogmes et dans sa morale par une foule de pratiques opposées à l'esprit du christianisme, et se crut appelé par Dieu à la réformer. Il quitta son métier, s'érigea en apôtre, et se mit à prêcher que toutes les églises avaient altéré la pureté de l'Évangile, qu'elles avaient substitué des superstitions judaïques au culte intérieur recommandé par Jésus-Christ ; qu'elles faisaient consister la religion dans les cérémonies, et que toutes excommuniaient ceux qui n'observaient pas ces pratiques extérieures, mais qu'elles recevaient les vindicatifs, les voluptueux, les médisans, les hommes livrés à toutes leurs passions ; qu'il fallait donc s'en séparer, et que Dieu lui avait inspiré de former une société où l'on n'admettrait que des hommes vertueux. Il trouva facilement des prosélytes dans un pays et dans un temps où les esprits étaient livrés sans règle et sans frein à toutes les inspirations extravagantes du fanatisme. L'austérité de sa doctrine séduisit même un peu plus tard quelques hommes distingués par leur naissance et leurs talens, entre autres Guillaume Penn et Robert Barklay, dont les écrits contribuèrent aux progrès de la secte. Encouragé par les premiers succès de ses prédications, Fox prétendit avoir eu des révélations, des

ravissemens et des extases, et fit espérer à ses disciples les mêmes faveurs. Ils se regardèrent tous comme les temples et les organes du Saint-Esprit, et se persuadèrent qu'il ne s'agissait pour eux que d'écouter ses inspirations et de les suivre. Ils n'avaient, en conséquence, dans leurs assemblées religieuses ni ministres, ni liturgie, ni prières ; mais tous attendaient en silence les inspirations de l'Esprit divin, et le premier qui croyait les recevoir, homme, femme ou enfant, se mettait à débiter des exhortations que l'on recevait comme des oracles du ciel. Bientôt l'enthousiasme se communiquait ; tous les frères assemblés croyaient ressentir l'impression divine, et s'échauffaient, s'agitaient, tremblaient de tous leurs membres, ce qui leur fit donner le nom de quakers ou trembleurs. Ces sectaires ont renouvelé en partie les erreurs des anabaptistes ; ils rejettent toutes les cérémonies du culte extérieur, surtout le baptême des enfans ; ils condamnent l'usage du serment ; ils prétendent qu'il n'est jamais permis de faire la guerre ; ils interdisent les jeux, les divertissemens, les railleries, les superfluités du luxe et les politesses en usage parmi les hommes ; ils ne permettent pas de se découvrir ou de s'incliner pour saluer, ni d'employer envers personne les titres de majesté, de seigneurie, de grandeur ou autres semblables ; enfin, ils soutiennent que Dieu étant seul juge de la conscience, il n'appartient à aucune autorité sur la terre de prononcer des peines pour des différences de culte et pour toutes les choses qui ne concernent que la religion. Les quakers, tolérés sous Cromwell, furent persécutés sous Charles II, comme ennemis de l'Église et de l'état. On défendit leurs assemblées, et le parlement ordonna qu'ils prêteraient serment de fidélité au roi, sous peine de bannissement. Mais ils obtinrent sous Jacques II et ses successeurs la tolérance accordée aux sectes non-conformistes.

Les discussions continuaient en France au sujet du livre de Jansenius, et l'on prit en 1661 de nouvelles me-

ures pour y mettre un terme. Comme l'assemblée du clergé venait de s'ouvrir, le roi fit appeler au Louvre les trois présidens, le 15 décembre 1660, et les exhorta à chercher des moyens efficaces pour extirper enfin la secte du jansénisme, avec promesse de les appuyer de toute son autorité. L'assemblée nomma aussitôt des commissaires à cet effet; puis, sur leur rapport, après quatorze séances employées à délibérer, elle arrêta, le 1<sup>er</sup> février 1661, que tous les ecclésiastiques du royaume seraient tenus de signer le formulaire dressé par l'assemblée précédente; qu'on punirait les réfractaires comme hérétiques, suivant les termes des constitutions pontificales, et que ceux qui avaient écrit contre la teneur de ces bulles seraient obligés, en outre, à une rétractation formelle et par écrit. Cette résolution fut confirmée par un arrêt du conseil d'état, en date du 15 avril, et le roi y signa une lettre circulaire à tous les prélats du royaume, pour les exhorter vivement à mettre à exécution les résolutions de l'assemblée. La faculté de théologie de Paris, donnant l'exemple de la soumission, ordonna, le 2 mai, que le formulaire serait signé par tous les docteurs, sous peine d'exclusion, et par tous les bacheliers et tous les candidats. Les vicaires généraux du cardinal de Retz, au lieu d'adopter le modèle d'ordonnance envoyé par l'assemblée à tous les évêques, firent un mandement particulier, en date du 8 juin, où ils semblaient n'exiger la croyance intérieure que sur la question de droit, et ne prescrire la signature du formulaire, à l'égard de la question de fait, que comme une promesse de silence et un témoignage du respect entier et sincère qui était dû aux constitutions apostoliques. L'assemblée du clergé porta des plaintes au roi contre ce mandement, qu'elle déclara illusoire et nul de plein droit, comme étant contraire aux bulles apostoliques, et le roi en ordonna la révocation. Le pape de son côté adressa un bref aux cardinaux généraux, dans lequel il leur reprochait d'être



perturbateurs de l'Église et fauteurs du schisme, et les menaçait de toute l'indignation du saint-siège s'ils ne prenaient le parti de révoquer promptement leur ordonnance et d'en publier une nouvelle. Ils firent néanmoins quelques difficultés ; mais pressés par le nonce et par les ordres du roi, ils publièrent enfin le 31 octobre un second mandement, où ils s'expliquaient nettement sur la condamnation de Jansenius, et ordonnaient de souscrire sincèrement et de cœur aux constitutions apostoliques par la signature du formulaire. Ce fut alors que l'abbé de Bourzeis fit une rétractation de tout ce qu'il avait écrit en faveur du jansénisme. L'archevêque de Sens, depuis longtemps suspect au pape, fut obligé, pour obtenir la bulle du jubilé qui venait d'être envoyée aux autres évêques, de publier le 18 juin un mandement, où il déclarait expressément que les cinq propositions étaient condamnées comme hérétiques dans le sens de Jansenius, et que ce sens n'était pas celui de saint Augustin. Il signa lui-même le formulaire, et remit cette signature au nonce, qui la fit parvenir à Rome. L'évêque d'Angers, Henri Arnaud, frère du docteur, et les évêques d'Alet, de Pamiers et de Beauvais, avec un petit nombre d'autres, ne crurent pas devoir exiger la signature du formulaire. Ils écrivirent au pape ou au roi pour expliquer les motifs de leur conduite, et se plainquirent hautement de l'assemblée du clergé, dont les attributions, disaient-ils, ne regardaient que les affaires temporelles, et qui usurpait l'autorité d'un concile national pour régler des matières de foi et prononcer des peines contre ceux qui refuseraient de se conformer à ses ordonnances. Le roi fit rendre, au mois de mai de l'année suivante, un nouveau arrêt par le conseil d'état pour ordonner la signature du formulaire ; puis, au mois d'avril 1664, il publia pour le même objet un édit en forme, qui fut enregistré au parlement ; mais ces mesures ne triomphèrent pas encore des résistances.

Les jansénistes se partagèrent au sujet de la signature du formulaire. Quelques-uns, entre autres le docteur de Sainte-Beuve, prétendirent qu'on pouvait le signer purement et simplement, quoiqu'on ne fût pas persuadé que les cinq propositions étaient dans Jansenius, parce que cette signature n'avait pas pour objet de reconnaître et d'attester le fait comme certain, mais seulement comme vraisemblable, et que les décisions du pape et des évêques devaient suffire pour le faire regarder comme tel; d'autres, parmi lesquels on remarque Pascal, soutenaient que le sens de Jansenius exprimant une vérité de foi, puisqu'il reproduisait la doctrine de saint Augustin, il n'était pas permis de signer le formulaire sans mettre cette doctrine et ce sens à couvert par une restriction, parce qu'autrement ce serait souscrire à la condamnation d'une vérité catholique; enfin le plus grand nombre, prenant une sorte de milieu, soutenaient qu'il n'était pas permis de signer le formulaire sans restriction si l'on était convaincu que le sens de Jansenius n'était pas celui des cinq propositions, puisqu'un tel acte aurait été un mensonge; mais que si l'on n'était pas dans le cas d'examiner et de résoudre cette question par soi-même, on pouvait suivre l'opinion du pape et des évêques, et signer purement et simplement, parce qu'alors la signature n'était qu'un témoignage de respect et de déférence pour leur décision, et ne supposait pas une croyance intérieure et sans réserve sur une question de fait qui ne pouvait être décidée d'une manière infallible. Le docteur Arnaud n'était pas lui-même fort éloigné de cette opinion; car tout en s'élevant contre ceux qui étaient d'avis qu'on pouvait signer sans restriction, quoiqu'on ne crût pas intérieurement le fait, il ne laissa pas d'approuver que les religieuses de Port-Roy il souscrivissent au premier mandement des vicaires généraux sans distinguer expressément le fait du droit. Il eut même à cette occasion quelques démêlés avec Pascal, dont la rigidité jan-

séniste allait jusqu'à prétendre que le silence respectueux sur la question de fait était contraire à la sincérité de la foi chrétienne, puisque le pape et les évêques ayant déclaré que les cinq propositions étaient condamnées au sens de Jansenius, le fait se trouvait tellement lié au droit par cette déclaration, qu'une souscription pure et simple sur le dogme devait nécessairement s'entendre dans le sens ainsi déterminé par une décision solennelle, de sorte qu'à moins de faire une réserve expresse du sens de Jansenius, on était censé par là même le rejeter et souscrire à la condamnation de la doctrine catholique, dont il offrait une rigoureuse et fidèle expression. Cette diversité d'opinions entre les jansénistes donna lieu à plusieurs écrits, où chacun s'efforçait d'établir et de défendre son sentiment. Ils publièrent aussi un grand nombre d'écrits, soit contre l'obligation de souscrire le formulaire, soit pour la défense du premier mandement des vicaires généraux de Paris. On remarque parmi ceux qui écrivirent pour cette cause le docteur Launoy, qui cependant faisait profession de rejeter les erreurs de Jansenius. D'un autre côté, le père Annat, jésuite, le père de Saint-Joseph, religieux feuillant, le père Amelotte de l'Oratoire et d'autres catholiques, prirent la défense du formulaire. Le père Amelotte, qui suivait l'opinion des thomistes sur la grâce efficace, s'attacha surtout à prouver dans un ouvrage étendu que la doctrine de Jansenius était condamnée par la tradition de tous les siècles, et qu'elle différait complètement de la doctrine de saint Thomas et de saint Augustin. On fit plusieurs réponses à cet écrit, et le docteur Lalane entre autres s'efforça de le réfuter dans un ouvrage publié sous le nom de Denis Raymond.

Cependant, comme les querelles s'échauffaient de plus en plus et que les évêques d'Aleth, de Beauvais, d'Angers et quelques autres, malgré les ordres réitérés du roi, persistaient à ne pas exiger la souscription du for-

mulaire ou du moins à faire des réserves sur la question de fait, on chercha des expédiens pour terminer ces contestations, et Gilbert de Choiseul, évêque de Comminges, entama l'affaire avec le père Ferrier, jésuite de Toulouse. Ils conférèrent ensemble sur les moyens d'accommodement; puis étant convenus d'un projet, dont les articles sont rapportés différemment par les deux partis, ils se rendirent à Paris avec l'agrément du roi, pour traiter l'affaire avec les défenseurs de Jansenius. Ceux-ci nommèrent les docteurs de Lalane et Girard pour entrer en discussion avec le père Ferrier. Il y eut entre eux cinq conférences dans les premiers mois de l'année 1663; mais elles n'eurent aucun résultat. Les docteurs jansénistes proposèrent, comme explication de leur doctrine au sujet des cinq propositions, cinq articles, qui ne furent pas approuvés complètement par le père Ferrier, et celui-ci de son côté en proposa d'autres qu'ils rejetèrent. On disputa ensuite sur le sens de Jansenius sans pouvoir s'accorder davantage. Enfin on proposa différentes formules de soumission à l'égard du fait, et l'on ne put convenir d'aucune. Comme les conférences n'avaient amené aucun rapprochement, l'évêque de Comminges persuada aux deux parties de soumettre leurs propositions au jugement des évêques de Laon et de Rhodéz, et après qu'elles eurent été entendues, les prélats furent d'avis qu'il fallait envoyer à Rome et soumettre au pape les cinq articles présentés par les docteurs jansénistes, avec une déclaration portant qu'ils se soumettaient sincèrement à la condamnation du livre de Jansenius. Mais les jansénistes se partagèrent sur ce dernier point; quelques-uns ne firent pas difficulté de l'admettre; d'autres voulaient que cette soumission fût expliquée dans le sens du silence respectueux, et le docteur Arnaud écrivit une lettre à l'évêque de Comminges pour déclarer qu'il ne voulait prendre aucune part dans cette négociation; mais on prétend qu'ensuite il changea d'a-

vis. Quoi qu'il en soit, l'évêque de Comminges obtint des sieurs Lalane et Girard, tant en leur nom qu'au nom de leurs adhérens, une procuration pour écrire au pape qu'ils étaient disposés à rendre aux constitutions apostoliques toute la soumission qu'exige le respect dû au saint-siège, et que si le pape demandait d'eux quelque autre chose pour lui témoigner la sincérité de leur adhésion aux décisions de foi portées dans ses bulles et leur résolution d'observer inviolablement lesdites constitutions, ils promettaient de l'accomplir fidèlement. La lettre de l'évêque de Comminges fut envoyée à Rome au mois de juin avec les cinq articles, et le pape les fit examiner par les théologiens du saint-office, puis dans une congrégation de six cardinaux, où l'on jugea qu'il n'était pas à propos de répondre sur ces articles, parce qu'ils étaient conçus d'une manière ambiguë et qu'ils contredisaient dans un endroit ce qu'ils semblaient exprimer dans un autre. En conséquence, le pape se contenta d'adresser un bref aux évêques de France pour les féliciter de leur zèle à faire observer les constitutions, leur témoigner sa joie de ce que par leurs soins plusieurs de ceux qui s'étaient montrés rebelles aux décisions du saint-siège revenaient à la soumission, et les exhorter à continuer leurs soins pour ramener les autres. Le secrétaire d'état écrivit seulement une lettre de civilité à l'évêque de Comminges. Lorsque le bref fut arrivé en France, le roi chargea cet évêque de conférer avec les signataires de la procuration pour les obliger à tenir leur parole et à donner un témoignage de la soumission qu'ils avaient promise au nom de leur parti. Mais il n'en put obtenir qu'une déclaration où ils condamnaient les cinq propositions, avec une promesse vague d'avoir toujours, en ce qui regardait la décision du fait, tout le respect, toute la déférence et toute la soumission que l'Église exige des fidèles en ces matières. Quant au docteur Arnaud, il publia une lettre pour déclarer qu'il était étranger à cette affaire.

Cependant les évêques qui se trouvaient à Paris, au nombre de quinze, s'assemblèrent le 2 octobre, par ordre du roi, pour recevoir le bref du pape et examiner la déclaration remise à l'évêque de Comminges. Ils la jugèrent insuffisante, captieuse, propre à cacher le venin de l'hérésie sous une apparence de soumission, et persuadés que le meilleur moyen de répondre au vœu du souverain pontife c'était d'exiger absolument la signature du formulaire, ils prièrent le roi d'interposer son autorité pour le faire souscrire. Il fit d'abord expédier le 10 octobre des lettres patentes pour l'exécution du dernier bref; puis, au mois d'avril 1664, il publia un édit, que nous avons déjà mentionné, par lequel il ordonnait que tous les ecclésiastiques séculiers ou réguliers signeraient le formulaire, et qu'il serait procédé contre eux en cas de refus, nonobstant tout privilège et tout appel; que les bénéfices de ceux qui n'auraient pas signé un mois après la publication faite par l'ordinaire demeureraient vacans et impétables de plein droit, et que personne à l'avenir ne pourrait être pourvu d'aucun bénéfice sans avoir signé, ni être admis aux grades dans les universités, aux emplois dans les collèges, aux charges et aux offices dans les couvens, ni même à faire profession dans aucun ordre religieux. Les jansénistes publièrent à cette occasion plusieurs écrits où ils attaquaient avec violence les délibérations des quinze évêques. Ils prétendirent que cette assemblée avait agi sans pouvoir légitime, sans examen, sans connaissance de cause, et qu'évidemment on ne pouvait pas rejeter leur déclaration ni exiger d'eux quelque chose de plus, puisqu'ils promettaient toute la soumission que l'Église exige des fidèles. Ils s'élevèrent surtout contre les jésuites, et prétendirent que leur dessein était d'opprimer, sous prétexte de jansénisme, tous ceux qu'ils regardaient comme leurs ennemis, et de renverser tout ce que la Sorbonne et le parlement venaient de faire pour maintenir la doctrine de



**l'Église gallicane contre les maximes ultramontaines.**

Un jésuite nommé Jacques Coret avait soutenu en 1661, dans leur collège de Paris, une thèse où il avançait que Jésus-Christ a donné à saint Pierre et à ses successeurs, toutes les fois qu'ils parleraient *ex cathedrâ*, la même infailibilité qu'il avait lui-même tant dans les questions de fait que dans les questions de droit, et que par conséquent depuis les constitutions d'Innocent X et d'Alexandre VII on pouvait croire de foi divine que les cinq propositions sont réellement de Jansenius et condamnées au sens de cet auteur. Le docteur Arnaud dénonça cette thèse à tous les évêques par un écrit intitulé la Nouvelle hérésie des jésuites, et les curés de Paris publièrent aussi un écrit pour la combattre. Deux ans plus tard, un bachelier de Sorbonne et un religieux bernardin insérèrent dans leurs thèses quelques propositions qui donnaient au pape une autorité supérieure à celle des conciles généraux, et qui tendaient à combattre les maximes et les libertés de l'Église gallicane. Le parlement rendit à cette occasion deux arrêts, l'un au mois de janvier 1663, l'autre au mois d'avril, pour défendre, sous peine de châtimement exemplaire, de soutenir ou d'enseigner des propositions semblables, et ordonna que cette défense serait lue dans une assemblée générale de la faculté de théologie et insérée dans ses registres. La faculté crut devoir alors renouveler la déclaration de ses anciens sentimens pour la faire présenter au roi par l'archevêque de Paris. Cette déclaration, datée du 8 mai 1663, contenait six articles, dont les trois premiers portaient que le pape n'a aucune autorité sur le temporel des rois de France; qu'ils n'ont au temporel d'autre supérieur que Dieu seul, et que leurs sujets ne peuvent être dispensés, sous aucun prétexte, de la fidélité et de l'obéissance qu'ils leur doivent. Le quatrième portait que la faculté n'approuvait aucunes propositions contraires à l'autorité du roi et aux canons reçus dans le royaume,

par exemple que le pape puisse déposer les évêques contre la disposition des canons. Elle déclarait dans le cinquième que ce n'était point la doctrine de la faculté que le pape soit au-dessus du concile général, et dans le sixième que ce n'était pas non plus son sentiment que le pape soit infallible lorsque le consentement de l'Église n'intervient pas. Le parlement ordonna que cette déclaration serait enregistrée dans toutes les universités et tous les tribunaux du ressort. Il y avait alors de vifs démêlés entre la cour de Rome et celle de France au sujet d'une insulte faite par la garde corse du pape au duc de Créquy, ambassadeur du roi, et le pape fut obligé d'envoyer en France le cardinal Chigi, son neveu, pour faire toutes les satisfactions exigées par la hauteur impérieuse de Louis XIV. Le docteur de Saint-Amour avait publié depuis peu son fameux journal, contenant une relation infidèle et mensongère de ce qui s'était passé à Rome et à Paris depuis 1646 jusqu'à 1654 touchant le jansénisme. Une commission de plusieurs prélats ou docteurs, chargés de l'examiner, déclarèrent que l'hérésie de Jansenius y était renouvelée et soutenue ouvertement, et le conseil d'état rendit, au mois de janvier 1664, un arrêt pour ordonner que ce journal serait brûlé par la main du bourreau.

L'attachement opiniâtre des religieuses de Port-Royal au jansénisme fit prendre contre elles des mesures de rigueur, qu'elles regardèrent comme des persécutions endurées pour la cause de la vérité, et qui ont donné lieu à de violentes déclamations de la part des écrivains du parti. Le lieutenant civil se rendit au mois de mai 1661, par ordre du roi, dans la maison de Paris et dans le monastère des Champs pour en faire sortir les pensionnaires et les postulantes, avec défense d'en recevoir à l'avenir et d'admettre les novices à faire profession jusqu'à nouvel ordre. On chassa en même temps le directeur et les confesseurs, qui entretenaient l'obstina-

tion des religieuses. Elles souscrivirent au premier mandement des vicaires généraux par une déclaration portant qu'elles rejetaient sincèrement toutes les erreurs condamnées par les constitutions d'Innocent X et d'Alexandre VII et que leur signature était un témoignage de leur entière soumission; mais comme elles n'avaient point fait de restriction expresse sur le fait, quelques-unes s'imaginèrent qu'elles avaient fait injure à la mémoire de Jansenius aussi bien qu'à la doctrine de saint Augustin, et en conçurent, dit-on, un chagrin si violent qu'elles en tombèrent malades. On prétend même que la seule crainte d'être obligée de signer causa à la sous-prieure, qui était sœur de Pascal, une fièvre dont elle mourut. Ce fut en vain que les vicaires généraux après leur second mandement firent tous leurs efforts pour obliger ces religieuses à donner une signature pure et simple du formulaire, elles persistèrent à ne vouloir souscrire qu'une déclaration portant, qu'attendu leur ignorance sur des choses qui étaient au-dessus de leur profession et de leur sexe, tout ce qu'elles pouvaient faire c'était de rendre témoignage de leur foi, et qu'elles embrassaient sincèrement tout ce qui était décidé à cet égard par les bulles des papes. Le cardinal de Retz donna sa démission sur ces entrefaites, et M. de Marca, archevêque de Toulouse, représenté par les jansénistes comme l'auteur du formulaire, fut alors nommé au siège de Paris; mais il mourut au mois de juin 1662, avant d'avoir pris possession, et le siège demeura ensuite vacant plus de dix-huit mois. Ces circonstances, jointes aux tentatives d'accommodement dont nous avons parlé, donnèrent aux religieuses de Port-Royal quelques momens de répit. Mais en 1664, Hardouin de Péréfixe, qui venait d'être nommé archevêque de Paris, résolut d'employer tous les moyens pour vaincre leur obstination. Il publia le 7 juin un mandement pour ordonner la signature du formulaire, et comme les jansénistes ne cessaient de répéter dans

leurs écrits qu'on renversait les fondemens de la foi, et qu'on introduisait une nouvelle hérésie en voulant les obliger à croire de foi divine un fait du dix-septième siècle et à le mettre dans leur signature au même rang que les dogmes révélés, le prélat déclara dans son mandement, qu'à moins d'être malicieux ou ignorant, on ne peut prendre sujet des constitutions des papes et du formulaire, de dire qu'ils désirent une soumission de foi divine pour ce qui regarde le fait, ajoutant qu'ils exigent seulement à cet égard une foi humaine et ecclésiastique, qui oblige à soumettre avec sincérité son jugement à celui des supérieurs légitimes. Cette explication devint aussitôt l'objet des critiques et des railleries des jansénistes. Nicole surtout la combattit dans ses Lettres imaginaires et dans un traité de la foi humaine, où il prétendait qu'on ne pouvait être obligé de soumettre son jugement à celui des supérieurs, à moins de les croire infaillibles dans leurs décisions, et qu'évidemment en n'exigeant qu'une foi humaine sur la question de fait on avouait qu'à cet égard ils pouvaient se tromper, puisque l'infailibilité n'a pour objet que les matières de foi divine. Mais il est visible qu'un tel raisonnement mettrait tous les livres hérétiques à l'abri d'une condamnation, et rendrait illusoire l'infailibilité de l'Église. Car toute question de dogme, comme nous l'avons déjà remarqué, implique nécessairement une question de fait, et si la décision touchant la première est un objet de foi divine, parce qu'il s'agit d'une vérité révélée ou fondée sur la parole de Dieu, la croyance sur le second point n'est pas moins certaine, quelque nom du reste qu'on lui donne, parce que ces deux objets étant inséparables, l'infailibilité promise à l'Église s'étend également à l'un et à l'autre.

Quelques jours après la publication de son mandement, l'archevêque de Paris se rendit à Port-Royal, pressa les religieuses de signer le formulaire sans restriction, et n'ayant pu les y déterminer, il déclara qu'il leur accor-

daient un mois pour faire leurs réflexions et profiter de l'avis de deux ecclésiastiques à qui il confiait le soin de les instruire. C'étaient le père Esprit de l'Oratoire, et Chamillard, docteur de Sorbonne. Ils employèrent inutilement tous les moyens pour amener les religieuses à l'obéissance ; elles signèrent seulement une déclaration conçue à peu près dans les mêmes termes que la précédente, c'est-à-dire portant qu'elles se soumettaient sincèrement aux décisions de foi, mais que pour le fait, ne pouvant en avoir aucune connaissance par elles-mêmes, elles s'abstenaient d'en juger, et demeuraient à cet égard dans un silence respectueux, conforme à leur état. L'illustre Bossuet s'efforça lui-même de les ramener par des lettres d'une netteté admirable, et crut lever tous leurs scrupules en leur proposant de signer sur le fait que n'en ayant aucune connaissance, elles souscrivaient par soumission sur la foi de leur archevêque ; mais il ne put rien gagner. L'archevêque, après le terme fixé, se rendit de nouveau le 21 août à Port-Royal ; il harangua toute la communauté ; il exhorta chaque religieuse en particulier, et les trouvant opiniâtres dans leur refus, il leur interdit l'usage des sacrements. Comme elles lui représentèrent que leur régularité ne méritait pas une mesure si rigoureuse, il leur répondit qu'à la vérité elles étaient pures comme des anges, mais qu'elles étaient orgueilleuses et opiniâtres comme des démons. Quelques jours après, dans l'espoir de réduire plus facilement la communauté, il fit enlever l'abbesse et la mère Agnès avec dix autres religieuses, qu'on dispersa dans différents monastères, et il introduisit en même temps à Port-Royal six religieuses de la Visitation pour gouverner le monastère. L'une d'elles était la mère Eugénie de Fontaine, qu'il nomma supérieure. Les religieuses de Port-Royal firent contre cette mesure une protestation fondée sur ce double motif qu'elles avaient seules le droit d'élire leur supérieure, et qu'on ne pouvait les soumettre à des



religieuses d'un autre ordre. Elles adressèrent cette protestation au parlement; mais on n'y eut aucun égard. L'archevêque n'ayant pas mieux réussi auprès des religieuses de Port-Royal des Champs, leur fit signifier aussi l'interdit des sacremens. Cependant quelques religieuses de la maison de Paris prirent bientôt le parti d'obéir aux ordres du prélat et de signer le formulaire. Dès qu'elles furent au nombre de dix, on les déclara capables de constituer une communauté; on leur permit d'élire une abbesse, et les religieuses de la Visitation se retirèrent. Quant à celles qui persistèrent dans leur obstination et qui étaient au nombre d'environ soixante, l'archevêque les renvoya toutes, le 5 juillet 1665, à Port-Royal des Champs, où il ne tarda pas à faire une visite pour les exhorter à la soumission, et comme elle n'eut aucun effet, il leur interdit l'office divin et l'entrée du chœur, et les déclara incapables de former communauté. On mit ensuite des gardes aux portes du monastère pour empêcher toute communication avec les personnes du dehors. Le roi revendiqua quelque temps après le droit de nomination à l'abbaye de Port-Royal, et confirma l'abbesse élue par les religieuses soumises. Arnaud, Nicole et quelques autres jansénistes publièrent différens écrits pour la défense de Port-Royal; mais ils avaient eux-mêmes à craindre des mesures encore plus rigoureuses; ils étaient obligés de se tenir cachés, et plusieurs, entre autres le Maître de Sacy, furent mis à la Bastille. Cet état de choses dura jusqu'à l'accommodement qui eut lieu quatre ans plus tard sous le pontificat de Clément IX.

Cependant, malgré toutes les délibérations des assemblées du clergé et malgré l'édit du roi, quelques évêques persistaient toujours à ne pas exiger la signature du formulaire, sous prétexte que le pape n'en faisait pas mention dans son dernier bref, et que les assemblées n'avaient pas eu le droit d'imposer cette obligation. L'é-



vêque d'Aleth avait même défendu sous peine d'excommunication de le signer dans les greffes des juges séculiers, suivant l'ordonnance du roi, parce qu'il regardait cet ordre comme un empiétement sur les droits de l'autorité ecclésiastique. Quelques autres admettaient les signatures avec des restrictions sur la question de fait, et l'évêque de Beauvais, qui était de ce nombre, avait eu des contestations pour ce sujet avec le chapitre de sa cathédrale, dont la majorité avait fait une ordonnance pour exiger de tous les chanoines une signature pure et simple. L'affaire ayant été portée devant le parlement fut évoquée au conseil d'état, qui confirma cette ordonnance, de sorte que les chanoines qui refusèrent de signer sans restriction demeurèrent exclus du chœur et privés de leurs revenus. L'évêque en porta des plaintes au pape, mais il ne reçut aucune réponse. Enfin, pour faire cesser toutes les oppositions, le roi pria le pape d'envoyer lui-même un formulaire, avec un commandement exprès aux évêques de le publier et de le faire souscrire. Le pape Alexandre VII donna pour cet effet une bulle en date du 15 février 1665, où il ordonnait à tous les archevêques ou évêques, à tous les ecclésiastiques séculiers ou réguliers, aux religieuses, aux docteurs et licenciés, aux principaux de collèges et à tous les maîtres, de souscrire dans l'espace de trois mois après la publication de la bulle le formulaire suivant : « Je soussigné me sou mets à la constitution apostolique d'Innocent X du 31 mai 1653 et à celle d'Alexandre VII du 16 octobre 1656, et je rejette et condamne sincèrement les cinq propositions extraites du livre de Jansenius intitulé *Augustinus* dans le sens du même auteur, comme le siège apostolique les a condamnées par lesdites constitutions. Je le jure. Ainsi Dieu me soit en aide et les saints Évangiles. » Le pape ordonnait ensuite de procéder par tous les moyens de droit et nonobstant tout appel contre tous ceux qui refuseraient d'obéir.

Dès que le roi eut reçu cette bulle, il publia une ordonnance, qu'il fit enregistrer au parlement le 29 avril, pour enjoindre à tous les évêques de signer et de faire signer sans délai le formulaire du pape purement et simplement, sans user d'aucune distinction, interprétation ou restriction, sous peine de saisie du temporel et sous toutes les autres portées dans l'édit de l'année précédente, indépendamment des procédures canoniques qui auraient lieu, conformément à la bulle, contre ceux qui n'auraient pas signé dans le délai de trois mois. Tous les évêques publièrent aussitôt des mandemens pour ordonner la signature du formulaire. L'archevêque de Paris marquait dans le sien que l'Église exigeait sur le dogme une soumission de foi divine, et quant au fait non révélé une véritable soumission par laquelle on acquiesce sincèrement et de bonne foi à la condamnation de la doctrine de Jansenius. Il y eut cinq évêques qui déclarèrent dans leurs mandemens que l'Église ne demande sur les faits non révélés qu'une déférence respectueuse ou une soumission de silence et de respect; mais l'évêque de Noyon écrivit bientôt après au roi qu'il avait prétendu seulement exclure une soumission de foi divine, et non pas toute soumission intérieure de jugement; et il donna ensuite un nouveau mandement, où il ordonnait la signature sans distinction ni explication. Les quatre autres étaient Nicolas Pavillon, évêque d'Aleth, Nicolas de Buzenval, évêque de Beauvais, François Caulet, évêque de Pamiers, et Henri Arnaud, évêque d'Angers et frère du fameux docteur. Ces prélats étaient tous recommandables par de grandes vertus, mais ils se laissèrent malheureusement séduire par les sophismes des jansénistes. M. Pavillon avait été formé sous la direction de saint Vincent de Paul, qui le fit nommer à l'évêché d'Aleth pour rétablir la discipline dans ce diocèse, depuis longtemps gouverné par des évêques courtisans qui ne résistaient point ou qui menaient une vie scandaleuse; son

zèle et sa piété lui avaient fait une grande réputation, et les jansénistes par cette raison n'avaient rien négligé pour l'attirer dans leur parti; l'évêque de Pamiers, ancien prêtre de la communauté de Saint-Sulpice, avait pris pour modèle et pour guide Alain de Solminhiac, évêque de Cahors, mort en 1659 en odeur de sainteté; il était du reste si plein de vénération pour l'évêque d'Aleth, que depuis quelque temps il suivait en tout ses conseils, et ce fut cette déférence qui l'entraîna dans le parti janséniste, dont il avait été d'abord fort éloigné; car il fut un de ceux qui déposèrent contre l'abbé de Saint-Cyran. Les mandemens des quatre évêques opposans furent aussitôt déferés au conseil d'état, qui les annula et en ordonna la suppression. Ils furent aussi condamnés à Rome, le 18 janvier 1667, par un décret de la congrégation de l'*Index*. Le roi fit, en outre, demander au pape de nommer douze prélats français pour faire le procès aux quatre évêques; mais le pape fit des difficultés sur ce nombre de douze pour ne pas autoriser les prétentions élevées à cet égard par le clergé de France, et après quelques négociations il nomma, par un bref du 27 avril 1667, neuf prélats en qualité de commissaires pour procéder contre les quatre évêques, nonobstant tout appel et toute récusation, s'ils refusaient de révoquer leurs mandemens et de souscrire et faire signer le formulaire purement et simplement deux mois après la signification qui leur en aurait été faite. On verra bientôt les suites de cette affaire (1).

Alexandre VII, à l'occasion d'une controverse qui s'agitait alors avec beaucoup de chaleur dans l'université de Douai, donna, le 5 mai 1667, un décret où il déclarait que l'on peut enseigner que l'attrition conçue par la crainte des peines éternelles avec l'espérance du pardon suffit dans le sacrement de pénitence, cette opinion étant,

(1) D'Avrigny. — Dupin. — Dumas. *Hist. des cinq prop.*

dit-il, la plus commune dans les écoles, mais que l'on peut aussi admettre la nécessité de quelque amour de Dieu. Le décret défend en outre, sous des peines rigoureuses, à ceux qui diffèrent d'opinion sur cette question, de se noter réciproquement d'aucune censure théologique. La seconde opinion a prévalu en France, et l'assemblée du clergé de l'an 1700 déclara qu'il ne suffit pas dans le sacrement de pénitence de produire des actes de foi et d'espérance si l'on ne commence à aimer Dieu comme source de toute justice. On a vu que le concile de Trente s'était abstenu de prononcer sur cette question ; mais le clergé de France crut qu'on devait appliquer au sacrement de pénitence ce qui est dit par ce concile touchant les dispositions que les adultes doivent apporter au baptême. Alexandre VII mourut le 22 mai 1667, et un mois après on élut pour lui succéder le cardinal Rospigliosi, qui prit le nom de Clément IX.

Louis XIV avait publié le 30 juillet de l'année précédente une ordonnance sévère contre les blasphémateurs ; elle porte qu'ils seront condamnés pour la première fois à une amende pécuniaire, qui sera successivement doublée, triplée et quadruplée en cas de récidive ; que la cinquième fois ils seront mis au carcan, sans préjudice de l'amende ; que la sixième fois ils seront conduits au pilori, où on leur coupera la lèvre supérieure avec un fer chaud ; que la septième on leur coupera l'autre lèvre, et enfin que s'ils retombent encore on leur coupera la langue. Il est ordonné en outre, sous peine d'amende, à tous ceux qui auront entendu des blasphèmes contre Dieu ou les saints d'aller dans les vingt-quatre heures dénoncer les coupables aux juges des lieux. Le roi donna, au mois de décembre de la même année, des lettres patentes pour défendre d'établir aucun monastère sans sa permission. L'année suivante, il publia un autre édit pour faire exécuter un arrêt du parlement, qui défendait les dots des religieuses et ordonnait la réforme des

ordres mendiants, où le nombre excessif des religieux nuisait à la régularité. Le pape sur la demande du roi envoya des commissaires, qui firent divers réglemens de réforme ; mais on ne prit aucune mesure efficace pour les faire observer. Quant à la défense de recevoir des dots pour les religieuses, elle fut révoquée ou du moins restreinte sur les représentations réitérées du clergé, par un édit de l'an 1693.

Les jansénistes travaillaient à répandre leurs erreurs dans le peuple par des livres de prières, où elles étaient adroitement insinuées. Ils publièrent à cet effet des Heures sous le titre de Prières tirées de celles de l'Église pour se faire en commun dans les familles. Ces Heures furent condamnées en 1661 par la Sorbonne, comme renfermant plusieurs propositions fausses et favorisant l'hérésie sur la doctrine des sacremens, et comme renouvelant les erreurs condamnées sur la grâce et le libre arbitre. Elle condamna la même année une traduction du Missel romain, publiée avec la permission des vicaires généraux de Paris, et le roi, sur la demande du clergé, en ordonna la suppression. L'assemblée du clergé défendit elle-même cette traduction sous peine d'excommunication. Enfin, le pape la condamna de son côté comme une entreprise contraire aux lois et à la pratique de l'Église. C'était par le même motif et non pas précisément pour des erreurs qu'elle avait été condamnée par le clergé de France, qui, en écrivant au pape à ce sujet, disait dans sa lettre qu'il ne convient nullement que le Missel ou livre sacerdotal, qui se garde sous clef dans les églises, soit mis entre les mains de tout le monde. Mais l'usage semble avoir depuis autorisé les traductions de l'office en français. Une traduction du Nouveau Testament, publiée quelques années plus tard par les écrivains de Port-Royal, fit encore beaucoup plus de bruit. Elle fut imprimée dans les Pays-Bas et désignée sous le nom de Nouveau Testament de Mons, parce que

le titre portait qu'elle avait été imprimée dans cette ville. Elle n'eut pas plus tôt paru que l'archevêque de Paris en défendit la lecture par un mandement du 18 novembre 1667, et quelques mois après il publia encore une nouvelle ordonnance pour la condamner comme altérant sur plusieurs points le sens de l'Écriture sainte. L'archevêque d'Embrun, celui de Reims et d'autres évêques la défendirent également dans leurs diocèses. Le conseil d'état donna, le 22 novembre, un arrêt pour en ordonner la suppression. Enfin, le pape Clément IX la condamna par un bref du 20 avril 1668 comme téméraire, pernicieuse, s'écartant de la Vulgate, et propre à scandaliser les simples, et cette condamnation fut confirmée en 1679 par Innocent XI. Toutefois cette traduction, qui était l'œuvre de Sacy, d'Arnaud et de Nicole, eut une vogue prodigieuse. Elle donna lieu en même temps à une foule d'écrits. Le père Maimbourg, jésuite, l'attaqua d'abord en chaire dans ses sermons ; puis les pères Annat et Bouhours, le docteur Mallet, et quelques années plus tard le père Letellier, publièrent des écrits pour la combattre. D'un autre côté, le docteur Arnaud et d'autres écrivains de Port-Royal entreprirent de répondre à ces attaques et aux censures des évêques par plusieurs brochures pleines d'injurieuses déclamations, et comme l'archevêque d'Embrun remit au roi une requête en forme de plainte, où il les accusait d'hérésie, de schisme, de cabale et de maximes séditeuses, ils le traitèrent ouvertement de calomniateur. Le pape Clément IX condamna la même année 1668 un Rituel publié depuis peu par l'évêque d'Aleth, comme renfermant des opinions fausses, erronées, dangereuses et capables de conduire les fidèles à des erreurs déjà condamnées ; mais le bref pontifical ne fut pas publié en France, et l'évêque, ne tenant pas compte de cette censure, maintint son Rituel jusqu'à sa mort.

Cependant l'affaire des quatre évêques marchait avec



une lenteur qui servit à multiplier les difficultés et qui fit penser enfin à un accommodement. Ils avaient gagné des protecteurs à la cour parmi les princes et les princesses du sang ; ils étaient soutenus secrètement par les ministres, par les parlemens et par un grand nombre de docteurs et d'évêques, qui regardaient le jugement par des commissaires choisis arbitrairement comme une violation des libertés et des coutumes de l'Église gallicane. Plusieurs des commissaires eux-mêmes ne se prêtaient qu'avec une sorte de répugnance à ce jugement, et le roi, qui semblait le presser par des ordres positifs, avait principalement en vue d'intimider les quatre évêques et de les obliger à se soumettre. Clément IX ne fut pas plus tôt sur le trône pontifical, qu'il confirma la commission nommée pour faire leur procès ; mais elle fut encore plus d'un an avant de se constituer, et alors les négociations commencées la rendirent inutile. Dix-neuf prélats, à la tête desquels était M. de Gondrin, archevêque de Sens, avec Félix Vialart de Châlons-sur-Marne, renommé pour sa piété, écrivirent au pape en faveur des quatre évêques une lettre, en date du 1<sup>er</sup> décembre 1667, où ils représentaient que ceux-ci dans leurs mandemens n'avaient eu pour but que de s'opposer à un dogme nouveau introduit par certaines gens qui prétendaient faire regarder comme infaillibles les décrets de l'Église sur des faits non révélés qui se produisent de jour en jour, et exiger pour ces faits la même foi que pour les dogmes contenus dans l'Écriture ou la tradition ; qu'ils avaient donc établi contre une semblable erreur cette doctrine incontestable, que l'Église ne définit point avec une certitude infaillible ces faits humains non révélés, et qu'ainsi tout ce qu'elle exige des fidèles c'est qu'ils aient pour ces décrets tout le respect qu'ils doivent. Si c'est un crime, ajoutaient-ils, d'être dans ce sentiment, c'est celui de nous tous ou plutôt celui de toute l'Église. Ils adressèrent ensuite une lettre au roi pour lui représenter que

les formes de procédure tracées dans le bref du pape étaient contraires à toutes les lois du royaume ; qu'en s'y conformant on violerait manifestement le concordat, et que faire juger les quatre évêques sans appel, sans entendre leur défense, et par des commissaires choisis arbitrairement, ce ne serait pas seulement renverser les canons, mais renoncer aux premiers principes de l'équité naturelle. Ils disaient, en outre, que ces évêques n'avaient rien avancé dans leurs mandemens qui n'eût été plus ou moins formellement établi par un grand nombre d'autres prélats, et que les explications qu'on leur reprochait n'affaiblissaient point la condamnation des cinq propositions, mais ne tendaient qu'à rejeter une doctrine nouvelle et pernicieuse, contraire aux principes de la religion et aux intérêts de l'état, et qui, rendant le pape infallible sur les faits mêmes, lui attribue ce qui n'appartient qu'à Dieu seul. Le roi, ayant eu connaissance de cette lettre avant qu'elle lui fût remise, voulut en prévenir les suites, et donna ordre au procureur général de dénoncer au parlement les intrigues et les cabales qui avaient pour but de faire signer une lettre contraire à l'autorité des bulles et des ordonnances. En conséquence, le 19 mars 1668, intervint un arrêt portant qu'il serait fait des informations contre ces cabales. Néanmoins, les quatre évêques adressèrent vers la fin d'avril une lettre circulaire à tous les prélats du royaume pour réclamer leur appui dans une cause qui était, disaient-ils, celle de l'épiscopat, puisqu'il s'agissait du renversement des canons et des libertés de l'Église gallicane. Mais le roi, par un arrêt du conseil en date du 4 juillet, ordonna la suppression de cette circulaire, avec défense à tous les archevêques et évêques d'y avoir égard.

Sur ces entrefaites, l'archevêque de Sens entama une négociation avec le nonce Bargellini, arrivé depuis peu en France, et lui représenta combien il serait glorieux pour lui et avantageux à l'Église de mettre fin à ces

troubles par un accommodement où l'honneur du saint-siège ne serait point blessé. Il ajouta qu'il serait facile, moyennant quelques ménagemens, de porter les quatre évêques à donner un nouveau témoignage de leur soumission sincère aux constitutions des papes. D'un autre côté, M. de Lionne, ministre des affaires étrangères, pour appuyer cette négociation fit entendre au nonce que la cause des quatre évêques était devenue celle des dix-neuf qui avaient écrit en leur faveur et d'un grand nombre d'autres qui étaient sur le point de se déclarer. Il proposa en même temps comme moyen d'accommodement que les quatre évêques, sans révoquer leurs mandemens, feraient faire une nouvelle souscription du formulaire par des procès-verbaux qui demeureraient dans leurs greffes, et qu'ensuite ils écriraient au pape une lettre respectueuse pour lui rendre compte de cette nouvelle signature et témoigner qu'ils s'étaient soumis sincèrement et sans réserve aux constitutions apostoliques. Cet expédient, proposé par l'archevêque de Sens et l'évêque de Châlons, fut approuvé par le nonce, et l'on convint, en outre, de poursuivre la négociation dans le plus grand secret, pour en dérober la connaissance aux jésuites et à leurs partisans, qui pourraient l'entraver. Le nonce s'empressa d'écrire au pape, qui lui fit répondre de ne pas insister sur la révocation des mandemens, et de travailler seulement à obtenir une souscription sincère du formulaire. L'évêque de Laon, M. d'Estrées, qui fut depuis cardinal, fut chargé par un bref de traiter avec les quatre évêques, et s'associa comme médiateurs l'archevêque de Sens et l'évêque de Châlons. Ceux-ci n'avaient pas attendu la réponse du pape pour engager les quatre évêques à saisir cette voie d'accommodement; mais ils éprouvèrent d'abord quelques difficultés de la part de l'évêque d'Aleth, qui exigeait sans cesse des conditions et des réserves pour mettre à couvert la doctrine de son mandement. Enfin,

quand il eut donné son consentement, l'archevêque de Sens convint avec le nonce d'un modèle de lettre que les quatre prélats écriraient au pape. L'évêque d'Aleth, à qui ce modèle fut envoyé pour être signé, fit encore des objections, et voulut en modifier quelques termes pour indiquer plus ou moins clairement une restriction sur la question de fait. Cependant, sur les instances de ses amis et particulièrement du docteur Arnaud, il consentit comme les trois autres évêques à signer la lettre sans modification. Elle fut remise au nonce le 14 septembre 1668, et envoyée au pape avec des lettres du roi attestant la soumission sincère des quatre évêques, et huit jours après l'évêque de Laon écrivit de son côté au pape et au cardinal secrétaire d'état pour attester également la sincérité de cette soumission.

Les quatre évêques dans leur lettre s'exprimaient de manière à ne pas laisser à cet égard le moindre doute : « Ayant appris, disaient-ils, que dans la souscription du formulaire les évêques de France, quoique unis avec nous dans les mêmes sentimens, avaient suivi néanmoins une autre conduite plus agréable à votre Sainteté, nous avons résolu de les imiter ; c'est pourquoi, ayant assemblé comme eux les synodes de nos diocèses, nous avons ordonné une nouvelle souscription et souscrit nous-mêmes. Ce qu'ils ont expliqué à leurs ecclésiastiques, nous l'avons expliqué aux nôtres ; l'obéissance qu'ils ont exigée pour les constitutions apostoliques, nous l'avons exigée de même, et comme nous étions de tout temps unis avec eux pour la doctrine, nous nous y sommes encore unis pour ce point de discipline. Nous ne dissimulons pas que la chose nous a été très-difficile et très-pénible, sachant assez combien de railleries ce changement de conduite nous attirerait de la part de nos ennemis. » On ne voit pas un mot dans cette lettre qui puisse faire supposer autre chose qu'une signature pure et simple du formulaire. Mais dans le fait il n'en fut pas ainsi. Quoiqu'elle

porte que les évêques avaient tenu leurs synodes, ils ne les tinrent réellement qu'après l'envoi de la lettre, c'est-à-dire les uns le 14 septembre, les autres le 18, et ils y donnèrent des explications insérées dans les procès-verbaux, portant qu'on ne devait sur la question de fait qu'une soumission de respect et de silence. Ils prirent toutes les précautions possibles pour tenir ces procès-verbaux secrets, c'est-à-dire qu'ils eurent soin de n'en donner ni copies ni extraits ; mais il fallait bien s'attendre qu'on en saurait au moins à peu près le contenu, et que leurs explications transpireraient de manière ou d'autre. On ne tarda pas, en effet, à publier que leur soumission n'avait pas été sincère, et le nonce s'empressa de faire connaître à Rome les bruits qui circulaient à ce sujet.

Cependant le pape répondit au roi par un bref en date du 28 septembre, où il lui témoignait sa joie d'avoir appris que les quatre évêques s'étaient enfin soumis à une signature pure et simple du formulaire ; mais avant de leur répondre et de regarder l'affaire comme terminée, il voulut avoir un éclaircissement sur ce qui s'était passé dans leurs synodes et une attestation signée de leur main et qui certifiât qu'ils y avaient souscrit et fait souscrire sincèrement le formulaire. Ils donnèrent ces certificats datés du jour de la tenue des synodes, et le nonce déclara aussitôt que l'on pouvait regarder l'accord comme conclu. Le roi fit rendre en conséquence le 23 octobre un arrêt du conseil pour mettre fin aux procédures contre les quatre évêques, et ordonner en même temps que les bulles concernant le livre de Jansenius continueraient d'être inviolablement observées et exécutées dans tout le royaume, avec injonction à tous les évêques d'y tenir soigneusement la main. Il défendit, en outre, à tous ses sujets de s'injurier les uns les autres, sous prétexte du passé, par les termes d'hérétiques, de jansénistes, de semi-pélagiens ou de quelque autre nom de parti. Enfin, il écrivit aux quatre évêques

de lettre où il les assurait de sa ferme volonté de maintenir la paix faite et de son estime pour leur mérite et leur vertu. Bientôt après les soupçons augmentèrent sur la sincérité de ces évêques, et l'on continua de publier que leurs procès-verbaux contenaient des explications et des restrictions contraires à la soumission qu'ils avaient promise. Le pape en ayant été instruit par le nonce, lui ordonna de s'informer exactement de ce que contenaient ces procès-verbaux. Le nonce s'adressa à l'évêque de Châlons, un des prélats médiateurs, qui lui remit le 30 décembre la déclaration suivante : « Les quatre évêques et les autres prélats médiateurs ont agi de la meilleure foi et avec une entière soumission pour le saint-siège. Ils ont condamné et fait condamner les cinq propositions avec toute sorte de sincérité, sans exception ni restriction, dans tous les sens où l'Eglise les a condamnées. Ils ont très-éloignés de cacher dans leur cœur aucun dessein de renouveler ces erreurs, ni de souffrir que personne atteinte à la condamnation que l'Eglise en a faite. Et quant à l'attribution des propositions au livre de Jansénius, ils ont rendu et fait rendre au saint-siège la déférence et la soumission qui lui est due, comme tous les théologiens conviennent qu'il la faut rendre à l'égard des livres condamnés, selon la doctrine catholique soutenue dans tous les siècles par tous les docteurs, et conformément à l'esprit des bulles apostoliques, qui est de ne dire, ni écrire, ni enseigner rien de contraire à ce qui a été décidé par les papes sur ce sujet. Nous déclarons et certifions, ayant eu communication et connaissance particulière de ce qui est contenu dans les procès-verbaux de ces évêques, que la doctrine contenue dans cet écrit est entièrement conforme à celle desdits procès-verbaux. » Le docteur Arnaud signa cette déclaration avec l'évêque de Châlons, et deux jours après M. de Harlay, archevêque de Rouen, écrivit au cardinal secrétaire d'état pour lui représenter qu'on ne pouvait rien désirer de plus.



Enfin, persuadé par tant d'assurances positives, le pape adressa un bref aux quatre évêques, en date du 19 janvier 1669, pour leur rendre ses bonnes grâces. « Nous avons reçu, leur disait-il, la lettre par laquelle vous nous informez avec de grandes marques de soumission que vous avez souscrit et fait souscrire sincèrement le formulaire contenu dans les lettres apostoliques d'Alexandre VII; et quoique, à l'occasion de certains bruits qui avaient couru, nous ayons cru devoir user de délai; car nous n'aurions jamais admis à cet égard ni exception, ni restriction quelconque, étant très-fortement attaché aux constitutions de nos prédécesseurs; toutefois présentement, après les nouvelles assurances qui nous sont venues de France touchant la véritable et parfaite obéissance avec laquelle vous avez souscrit sincèrement le formulaire, et condamné sans aucune exception ou restriction les cinq propositions dans tous les sens où elles ont été condamnées par le siège apostolique, nous avons bien voulu vous donner ici une marque de notre bienveillance paternelle. » Il adressa en même temps aux évêques médiateurs un bref, où il déclarait avoir appris avec joie par leurs lettres que les quatre évêques avaient rendu au saint-siège une entière et parfaite obéissance en souscrivant sincèrement le formulaire, selon qu'il est prescrit par les constitutions apostoliques. Ces deux brefs mirent comme le sceau à l'accommodement qu'on appelle ordinairement la paix de Clément IX. Tout ce qu'on vient de voir prouve clairement que ce pape ne consentit à user d'indulgence envers les quatre évêques et à leur rendre ses bonnes grâces que parce qu'il fut persuadé par leurs lettres et par celles du roi et des évêques médiateurs qu'ils avaient souscrit le formulaire sans réserve ni restriction. Arnaud, Nicole et les autres écrivains de Port-Royal eurent part à cet accommodement, et purent sortir des retraites où ils se tenaient cachés. Le premier fut présenté au roi et au nonce, qui lui parlèrent dans les

termes les plus flatteurs de ses prodigieux talens ; mais tous les efforts de ses amis ne purent le faire rétablir en Sorbonne. Son neveu, le Maître de Sacy, fut tiré de la Bastille. Le calme dura environ douze ans, et ces écrivains publièrent dans ce laps de temps un grand nombre d'excellens ouvrages de controverse contre les calvinistes, entre autres le savant traité de la Perpétuité de la foi, dont le premier volume fut dédié à Clément IX. Les religieuses de Port-Royal des Champs furent aussi comprises dans l'amnistie publiée par le roi. Elles présentèrent à l'archevêque de Paris une requête contenant une déclaration conforme à celle des quatre évêques, et le prélat rendit une ordonnance où il déclarait les absoudre des censures et les rétablir dans tous leurs droits de communauté. Mais elles demeurèrent séparées de la maison de Paris. Celle-ci forma une abbaye soumise au droit de nomination royale, et le monastère des Champs continua d'être gouverné par une abbesse élective et triennale (1).

La ferveur et les austérités primitives de l'ordre de Cîteaux avaient été rétablies depuis quelques années dans l'abbaye de la Trappe par le célèbre abbé Jean le Bouthillier de Rancé. Il était né en 1626, et avait été pourvu dès l'âge de dix ans d'un canonicat de Paris et ensuite de plusieurs autres bénéfices. Il fit des études brillantes, fut reçu docteur en théologie, et prêcha quelque temps avec beaucoup d'éclat. Mais il ne laissait pas de mener une vie toute mondaine, et sa naissance, ses talens et ses richesses lui permirent de se livrer tout à la fois aux espérances de l'ambition, à l'amour de la gloire et aux attraites du plaisir et de la dissipation. Il conservait toutefois la décence qui convenait à son état, et même un fonds de piété qui lui faisait souvent éprouver du trouble et des remords sur sa conduite peu régu-

(1) D'Avrigny. — Dupin. — Dumas. — *Relat. de Rospigliosi.*

lière. Enfin, la mort du comte de Chavigny, son oncle, ministre des finances, celle de Gaston, duc d'Orléans, dont il était premier aumônier, et quelques dangers de perdre la vie, auxquels il n'échappa que par une sorte de miracle, lui firent prendre la ferme résolution de renoncer entièrement au monde. Il se retira d'abord en 1656, dans sa terre de Veretz près de Tours, bannit le luxe de sa maison, congédia presque tous ses domestiques, vendit sa vaisselle d'argent, dont il distribua le prix aux pauvres, et se démit quelque temps après de tous ses bénéfices, à la réserve de l'abbaye de la Trappe, où il forma le projet d'établir la réforme. Cette abbaye, située dans le diocèse de Séez, tombait presque en ruines, et n'était plus habitée que par sept religieux, qui n'observaient presque plus aucune règle. L'abbé de Rancé n'ayant pu leur faire embrasser la réforme, fit un accord avec eux en 1662, par lequel il leur accordait à chacun mille livres de pension, avec le droit de se retirer en tel monastère qu'il leur plairait, et il fit venir ensuite à la Trappe six religieux de l'abbaye de Perseigne, où l'on suivait la réforme dite de l'étroite observance de Cîteaux. Voulant lui-même embrasser la vie monastique, il disposa de ses biens, donna à l'Hôtel-Dieu le prix de sa terre de Veretz, qu'il vendit trois cent mille livres, et se rendit à Perseigne, où il prit l'habit en 1663, dans sa trente-huitième année. Il fit profession l'année suivante, et revint à l'abbaye de la Trappe, où ses exhortations et ses exemples introduisirent une austérité dont n'approchait point la réforme de l'étroite observance. L'usage du vin, de la viande, du poisson et des œufs, fut banni de la Trappe. Du pain bis avec des herbes, des légumes et un peu de cidre ou de bière, formaient toute la nourriture, et pendant le Carême et les autres jours de jeûne, qui prenaient la plus grande partie de l'année, rien n'était apprêté qu'au sel et à l'eau. Les religieux couchaient sur de simples paillasses piquées et fort dures; ils pas-

saient à l'office et au chœur deux ou trois heures de nuit et six pendant le jour ; ils se livraient pendant trois heures à un travail fatigant, n'avaient ni récréation ni promenade, et gardaient un silence perpétuel. Une réforme semblable fut établie vers le même temps dans l'abbaye de Sept-Fonts, à six lieues de Moulins, par dom Eustache de Beaufort, qui en était abbé. Il n'y avait trouvé que quatre religieux, à qui il fut obligé de faire une pension pour qu'ils se retirassent dans d'autres monastères, et il eut la consolation avant sa mort, qui arriva au commencement du dix-huitième siècle, de voir dans cette abbaye cent religieux et près de cinquante frères convers.

L'Église de Portugal était depuis longtemps dans une sorte d'abandon par suite de la révolution qui avait soustrait ce royaume en 1640 à la domination de l'Espagne, pour mettre sur le trône la maison de Bragance. Comme la cour de Rome avait des ménagemens à garder envers la maison d'Autriche qui régnait en Espagne, elle refusa longtemps de reconnaître le nouveau roi de Portugal et de donner des bulles aux évêques présentés par lui. Mais l'indépendance de ce royaume ayant été reconnue en 1668 par un traité de paix entre les deux couronnes, Clément IX s'empressa de pourvoir aux sièges vacans. Ce pape mourut le 9 décembre de l'année suivante, et les cardinaux, divisés en plusieurs factions, furent plus de six mois sans pouvoir tomber d'accord sur le choix de son successeur. Enfin les factions de Chigi, de Barberin et de Rospigliosi, s'unissant ensemble, procurèrent cinquante voix au cardinal Altieri, recommandable par ses vertus et surtout par une humilité telle qu'il ne consentit qu'avec beaucoup de peine à son exaltation. Il fut élu le 29 avril 1670, et prit le nom de Clément X. Il avait plus de quatre-vingts ans, mais il ne laissa pas malgré son grand âge d'occuper le saint-siège plus de cinq ans.

Nous signalerons ici quelques écrivains célèbres morts

vers le milieu du dix-septième siècle, savoir, en 1651 Jacques Sirmond, jésuite, auteur de savantes dissertations sur différens points d'histoire ou de discipline ecclésiastique et d'un recueil des conciles des Gaules avec des notes fort estimées; en 1652, le père Petau, connu par différens ouvrages pleins d'érudition, notamment par ses Dogmes théologiques et par un ouvrage de chronologie, intitulé De la Doctrine des temps, qui passe pour un chef-d'œuvre; en 1659, le docteur Hallier, mort évêque de Cavillon, auteur d'un excellent traité sur les élections et les ordinations, et de deux autres sur la hiérarchie; et le père Morin, de l'Oratoire, dont on a entre autres ouvrages deux traités pleins de recherches savantes, l'un sur la pénitence et l'autre sur l'ordination; en 1662, Pierre de Marca, archevêque de Toulouse, puis de Paris, célèbre par son ouvrage en latin sur l'accord du sacerdoce et de l'empire; en 1665, Jean Bollandus, jésuite flamand, qui a commencé la fameuse Collection des Actes des saints, continuée depuis par Papebrock et par d'autres jésuites désignés sous le nom de Bollandistes; enfin en 1667, le père Labbe, auteur d'une Collection générale des conciles, qui fut achevée par le père Cossart.

---

---

## LIVRE QUARANTE-CINQUIÈME.

DEPUIS LA MORT DE CLÉMENT IX JUSQU'À LA FIN DU  
DIX-SEPTIÈME SIÈCLE.

DE 1670 A 1700.

Le pontificat de Clément X n'offre aucun événement remarquable. Il se concilia l'estime et l'affection générale par sa douceur, et par la sagesse et l'impartialité qu'il montra au milieu des divisions et des guerres qui troublaient toute l'Europe. Il reçut un ambassadeur du czar de Moscovie qui venait proposer une ligue des princes chrétiens contre les Turcs ; mais les circonstances étaient loin d'être favorables pour une telle entreprise, et comme cette démarche n'avait probablement d'autre but que de faire reconnaître par le pape le titre d'empereur que le czar voulait s'attribuer, l'envoyé moscovite s'en retourna fort mécontent du refus de ce titre. Le cardinal secrétaire d'état, pour empêcher les fraudes et les abus qui se commettaient à la faveur des franchises dont jouissaient les ambassadeurs à Rome, fit une ordonnance pour les restreindre. Ils se plaignirent hautement, s'assemblèrent plusieurs fois et firent des menaces au nom de leurs souverains ; elles n'eurent pas de suite alors , mais sous le pontificat suivant de graves contestations s'élevèrent à ce sujet entre la cour de Rome et celle de France.

La paix de Clément IX en suspendant pour un temps les disputes sur le jansénisme , ne fit pas cesser les divisions qui existaient entre les jésuites et les écrivains de Port-Royal. Ceux-ci publièrent aussitôt après le premier volume d'un ouvrage intitulé *Morale pratique des jésuites*, où ils se livraient aux plus violentes invectives contre



la société, et présentaient sous les plus odieuses couleurs sa conduite et ses maximes. On y rassemblait un grand nombre de faits, la plupart controuvés ou altérés, et tous jours exposés avec une malignité artificieuse, pour faire regarder les jésuites comme dirigés par l'avarice et l'ambition. L'archevêque de Paris fit examiner ce livre par la Sorbonne, qui le déclara rempli d'impostures, de calomnies, de falsifications, de propositions scandaleuses et hérétiques, et le parlement rendit en conséquence un arrêt en date du 13 mai 1670, qui le condamnait à être lacéré et brûlé par la main du bourreau. Une dispute d'un autre genre s'était élevée entre les bénédictins et les chanoines réguliers à l'occasion du livre de l'Imitation. Les premiers, s'appuyant sur quelques manuscrits qui portaient le nom de Jean Gessen ou Gersen, qu'on prétendait avoir été abbé d'un monastère de Verceil en Italie, avaient demandé en 1641 que l'édition qu'on imprimait alors au Louvre ne fût pas publiée sous le nom d'à Kempis. Le cardinal de Richelieu fit examiner les manuscrits par le savant Naudé, qui crut y remarquer des ratures et des additions assez récentes. Le jugement qu'il porta fut vivement attaqué par les bénédictins de Saint-Germain des Prés; il se défendit lui-même avec aigreur; ce qui donna lieu à un procès devant le parlement de Paris; et sur le refus qu'on fit de produire les manuscrits, il intervint en 1652 un arrêt qui défendait d'imprimer l'Imitation sous un autre nom que celui de Thomas à Kempis. Cependant les bénédictins ayant retrouvé de nouveaux manuscrits qu'ils jugeaient leur être favorables, s'adressèrent en 1671 à M. de Harlay, archevêque de Paris, pour obtenir un nouvel examen. Il désigna pour cet effet quelques savants connus par leur profonde érudition, entre autres le père le Cointe de l'Oratoire, Baluze, Cotelier, Valois et du Cange. La déclaration qu'ils donnèrent parut favorable aux bénédictins, qui firent paraître en 1674 une nouvelle édition de l'Imitation avec le nom de

Jean Gersen. Les chanoines réguliers de Sainte-Genève produisirent à leur tour en 1681 des titres dont ils demandèrent l'examen à l'archevêque de Paris ; mais toutes ces pièces et ces disputes n'ont pu dissiper l'obscurité où s'est caché l'auteur de ce livre admirable.

Denis, patriarche de Constantinople, confirma en 1672 la confession de foi orthodoxe, que Parthenius avait publiée dans un concile tenu trente ans auparavant contre les erreurs de Cyrille Lucar. Le patriarche de Jérusalem renouvela aussi la même année, dans un concile tenu à Bethléhem, la condamnation de ces erreurs. Le pape Clément X condamna deux ans plus tard quelques thèses soutenues à Saumur par les pères de l'Oratoire, comme tendant à renouveler la doctrine de Jansenius. Un décret de l'inquisition proscrivit en 1675, un livre intitulé Avis salutaire de Marie à ses dévots indiscrets, dans lequel sous prétexte de corriger quelques abus, on semblait n'avoir en vue que de détruire la dévotion envers la sainte Vierge. Ce livre avait déjà été censuré l'année précédente par l'université de Mayence et par l'inquisition d'Espagne. Mais les jansénistes ne laissèrent pas d'en faire l'éloge, et d'opposer à ces censures l'approbation de quelques docteurs et de l'évêque de Castorie, administrateur du diocèse d'Utrecht et fort attaché au parti. Enfin l'inquisition condamna en 1676 l'édition des œuvres de saint Léon avec des notes, par le fameux père Quesnel, qui avait pris à tâche dans ces notes d'affaiblir l'autorité du saint-siège.

Le jansénisme donna lieu la même année à quelques divisions dans le diocèse d'Angers. L'évêque avait obtenu du chancelier de l'université, que dans le serment prescrit aux bacheliers on ne parlerait plus de Jansenius. Le roi n'en fut pas plus tôt informé, qu'il fit défendre par une lettre de cachet de rien changer à l'ancien usage. Cette lettre fut lue et enregistrée le 14 février dans une assemblée générale de l'université ; mais quand il fut

question d'en faire autant dans la faculté de théologie, le syndic s'y opposa, et le roi réitéra ses ordres. L'évêque voulant en empêcher l'effet, publia le 4 mai une ordonnance pour défendre à l'université, sous peine de suspension encourue par le seul fait, d'exiger le serment sur les cinq propositions, sans les restrictions contenues dans les procès-verbaux de son synode, attendu, disait-il, que ces procès-verbaux ayant été concertés avec le nonce étaient entièrement conformes aux intentions du pape Clément IX, et qu'un serment pur et simple tendait à troubler l'accommodement et à renouveler les contestations passées. L'université protesta de nullité contre ce mandement, qui fut cassé par un arrêt du conseil d'état, rendu le 30 mai au camp de Ninove, où le roi se trouvait alors. Cet arrêt étant parvenu à Angers, la faculté de théologie, malgré les intrigues de quelques docteurs, arrêta, le 9 juillet, que personne ne serait admis aux grades ni même à soutenir des thèses, qu'il n'eût signé le formulaire, suivant l'usage de la faculté de Paris, et que ceux qui avaient pris des degrés, seraient obligés de le souscrire dans un mois, s'ils ne l'avaient pas encore fait. Le supérieur de l'Oratoire fit d'abord quelque difficulté de se soumettre; mais il se rendit enfin pour ne pas perdre sa charge de principal du collège. Les efforts que firent plusieurs docteurs, venus de loin dans l'assemblée suivante pour faire révoquer le décret, n'aboutirent qu'à faire prononcer contre trois d'entre eux la privation de leurs grades, et contre six autres une défense de paraître désormais aux assemblées. Toutes ces délibérations furent confirmées par un arrêt du conseil, en date du 11 septembre 1676. Ce fut en vain que le syndic, au retour d'un voyage de Paris, tenta de faire croire que l'intention du roi était seulement d'obliger pour l'avenir à signer purement et simplement, et qu'il n'entendait point préjudicier aux signatures déjà données, de quelque manière qu'elles eussent été faites.

L'université arrêta le 31 octobre qu'elle maintenait son décret précédent, et peu après, en vertu d'un ordre du roi, le rapport du syndic fut biffé des registres. Tous les étudiants firent ensuite la signature ordonnée à l'exception de seize, dont le plus grand nombre tenaient à une communauté formée depuis peu dans la ville, et qui fut dissipée par ordre du roi, aussi bien qu'une autre pareillement établie à la Flèche, sans lettres-patentes. L'évêque crut devoir alors, sous prétexte d'interpréter son ordonnance, publier un second mandement, daté du 4 septembre, où il déclarait que son dessein n'avait jamais été de défendre la signature pure et simple du formulaire à ceux qui, suivant leurs lumières, croiraient pouvoir la donner en conscience.

Les liaisons que l'abbé de Saint-Cyran avait eues pendant longtemps avec les fondateurs de l'Oratoire, avaient inspiré l'amour des nouveautés à plusieurs membres de cette congrégation, qui se déclarèrent ouvertement en faveur du jansénisme. Le père Bourgoin, troisième supérieur général, voulut en vain s'opposer aux progrès de l'erreur par diverses mesures, et notamment par une circulaire de l'an 1657, où il ordonnait à tous les prêtres de l'Oratoire de souscrire à la bulle d'Alexandre VII et au formulaire du clergé. Plusieurs aimèrent mieux se retirer que d'obéir ; d'autres furent exclus de la congrégation, mais l'erreur ne laissa pas de s'y maintenir. C'est pourquoi la sixième assemblée générale, tenue en 1678, fit de concert avec l'archevêque de Paris, qui jugeait absolument nécessaire, un statut pour défendre à tous les sujets de l'Oratoire d'enseigner les erreurs de Jansenius et la philosophie de Descartes. Il fut souscrit par la plupart des oratoriens ; mais il y en eut plusieurs qui s'absentèrent pour un temps ; d'autres se retirèrent pour toujours ; quelques-uns même abandonnèrent le royaume. Le fameux père Quesnel fut de ce nombre. Ayant su que l'archevêque de Paris se disposait à le

poursuivre par les voies canoniques , il se retira à Bruxelles, et signala tellement son zèle pour les nouvelles erreurs, qu'après la mort d'Arnaud, il lui succéda comme chef du parti. Le statut de l'Oratoire éprouva surtout de grandes difficultés dans les Pays-Bas. Les pères Thorentier et Bahier, dont l'un était assistant et l'autre secrétaire de la congrégation, pressèrent longtemps inutilement leurs confrères de Mons de s'y soumettre. Ils allèrent jusqu'à les menacer de les traiter comme des hérétiques opiniâtres. Mais les oratoriens flamands, inspirés par le père Quesnel, répondirent qu'ils n'étaient pas obligés pour être catholiques de croire un fait qui n'était pas révélé, et ils ajoutèrent que si on les poussait à bout, il fallait s'attendre à voir démembrer la congrégation. Ils s'élevèrent surtout contre l'obligation qu'on voulait imposer aux régens d'enseigner certaines opinions plus ou moins ridicules de la philosophie péripatéticienne, combattue par Descartes. On avait eu tort sans doute de mêler ces questions de philosophie à celles qui regardaient la foi, dans le formulaire d'enseignement prescrit. Mais ce n'était pas là l'objet principal qui causait les divisions. « Quoi de plus chagrinant, disait le père Thorentier dans une de ses lettres, que de vous voir déclamer contre un formulaire reçu de toute la congrégation, si on en excepte deux ou trois personnes, qui pour se faire un mérite auprès d'un misérable parti se sont arrachées du sein de leur mère ? » Il ajoutait que la témérité de quelques particuliers ayant soulevé les évêques, les communautés et les universités contre la congrégation, il était devenu nécessaire pour effacer le scandale et détruire les soupçons, de faire le règlement dont quelques-uns se plaignaient, non parce qu'on y proscrivait la philosophie de Descartes, mais parce qu'on y condamnait les erreurs du jansénisme. Enfin, après une longue opposition, le père Picquery, supérieur de l'Oratoire à Mons, souscrivit au statut ; mais on voit dans une lettre adressée par lui peu



de temps après au docteur Arnaud, qu'il avait donné sa signature sans renoncer à ses sentimens.

Le pape Clément X mourut le 22 juillet 1676 dans sa quatre-vingt-septième année, et deux mois après on élut pour lui succéder le cardinal Odescalchi, qui prit le nom d'Innocent XI. Son mérite était si généralement reconnu, qu'il avait déjà eu dans le conclave précédent un très-grand nombre de voix. Il était plein de zèle, de modestie, de désintéressement, de charité envers les pauvres, et joignait à beaucoup de piété une grande austérité de mœurs. Il s'appliqua avec un soin infatigable à rétablir la discipline et à corriger les abus; il ordonna à tous les évêques qui se trouvaient à Rome de retourner dans leurs diocèses et d'y résider; il se tint surtout en garde contre la dangereuse tentation d'agrandir sa famille; il commanda à son neveu de ne point recevoir de présens, lui dit de ne point espérer de monter plus haut, et se montra toujours inflexible sur cet article. Il fit tous ses efforts pour rétablir la paix entre les princes chrétiens, et contribua par sa médiation à faire conclure en 1678 le traité de Nimègue.

L'archevêque de Malines avait dénoncé en 1676 au pape Clément X plusieurs propositions soutenues par quelques docteurs jansénistes des Pays-Bas, et contenant des erreurs sur la grâce, sur le sacrement de pénitence et sur la communion; mais ce pape étant mort presque aussitôt, l'examen de ces propositions fut différé, et les jansénistes pour faire diversion ramassèrent de leur côté plusieurs maximes des casuistes, et en demandèrent la condamnation au pape Innocent XI. Ils engagèrent en même temps les évêques de Saint-Pons et d'Arras à lui dénoncer plusieurs propositions du même genre, enseignées dans leurs diocèses par les jésuites. La lettre de ces prélats fut rédigée par Nicole, et comme il était à craindre qu'elle ne fût signée par d'autres prélats, le roi fit écrire à tous les évêques, pour leur défendre de pren-



dre part à cette démarche. Cependant le pape Innocent XI, par un décret du 2 mars 1679, condamna soixante-cinq propositions de morale relâchée sur le probabilisme, sur l'amour de Dieu, sur l'aumône, sur la simonie, sur les occasions prochaines de péché et sur d'autres points, avec défense de les soutenir, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. Mais le roi ne permit pas en France la publication de ce décret. Les opinions condamnées sur le probabilisme portent, qu'il est permis de suivre dans l'administration des sacrements une opinion probable en abandonnant la plus sûre; qu'un juge peut suivre dans ses jugemens l'opinion la moins probable; que généralement parlant, c'est agir prudemment que de suivre une opinion probable, quelque faible que soit sa probabilité; enfin qu'un infidèle en s'appuyant sur une opinion moins probable sera excusé de ne pas croire à nos mystères. Le pape condamna quelques mois plus tard le Nouveau Testament de Mons, la Défense de la discipline observée dans le diocèse de Sens, touchant l'imposition de la pénitence publique, et un livre intitulé Miroir de la piété, où l'on enseignait sans déguisement les erreurs de Jansenius. Cet ouvrage, qui avait pour auteur le fameux père Gerberon, connu par son Histoire générale du jansénisme, fut aussi condamné en France par un grand nombre d'évêques. Enfin un décret de l'inquisition condamna comme janséniste un ouvrage latin, sous le titre d'Essais de morale, par le père Gabrielis, du tiers-ordre de Saint-François.

Le pape, à l'occasion de quelques abus introduits dans certains diocèses, publia la même année 1679 un décret qui défend de soutenir que la communion de tous les jours est de droit divin, de la donner dans les chapelles particulières sans dispense du souverain pontife, de la porter en cachette dans les maisons, ou à ceux qui sont au lit, à moins qu'ils ne soient assez malades pour ne pas pouvoir venir à l'église, de donner plus de particules ou

de plus grandes qu'on ne fait ordinairement ; enfin de se confesser même des péchés veniels à des prêtres non approuvés. Ce décret, rendu par la congrégation du concile de Trente, contient en outre des avis pleins de sagesse touchant la fréquente communion. L'année précédente, le père Raymond Capisucci, dominicain, maître du sacré palais, avait défendu par un décret du 17 février, de lire, de garder ou de débiter un petit livre imprimé à Milan, sous ce titre : Office de l'Immaculée conception de la très-sainte Vierge, approuvé par le pape Paul V, lequel a accordé une indulgence de cent jours à ceux qui le réciteront dévotement. Ce décret, qui paraissait donner atteinte à la conception immaculée de la sainte Vierge, fit beaucoup de bruit dans toute l'Europe, et l'empereur en écrivit au pape, qui lui répondit le 18 décembre, qu'on avait défendu le livre, parce qu'il contenait une indulgence apocryphe, et qu'on y assurait faussement qu'il avait été approuvé par Paul V ; mais que la défense n'avait nullement pour objet l'office lui-même, qui se récitait depuis longtemps dans l'Eglise avec la permission du saint-siège.

Le pape Innocent XI eut avec la France de vifs et longs démêlés qui eurent plusieurs causes et qui commencèrent au sujet de la régale. On appelait ainsi le droit dont jouissait le roi de percevoir les revenus des archevêchés et des évêchés pendant la vacance du siège, et de conférer les bénéfices et dignités ecclésiastiques qui en dépendaient, à l'exception des cures, jusqu'à ce que le nouvel évêque eût prêté serment de fidélité, qu'il en eût fait enregistrer l'acte à la chambre des comptes, et qu'il eût pris en personne possession de son siège. L'origine de ce droit était fort ancienne, et les auteurs ne sont pas d'accord sur le temps où il a commencé, ni sur la manière dont il s'est établi. On a vu dans le cours de cette histoire les prétentions élevées par les princes dans le cours du moyen âge sur les revenus des églises vacantes,

et les mesures prises par les papes ou les conciles pour réprimer cette tendance générale à envahir les biens de l'Église. Le second concile général de Lyon, tenu en 1274, fit à ce sujet un décret qui autorisait la régale dans les églises où elle était établie par le titre de la fondation ou par une ancienne coutume; mais qui défendait de l'étendre à d'autres églises, sous peine d'excommunication contre ceux qui se rendraient coupables de cette usurpation, et contre tous ceux qui la favoriseraient. Ce décret eut partout force de loi. Philippe le Bel dans ses démêlés avec Boniface VIII ne réclamait le droit de régale que dans quelques églises de son royaume, et seulement selon la coutume de ses prédécesseurs. Plusieurs ordonnances publiées depuis par Philippe de Valois, par Charles VII et par d'autres rois, s'expriment dans le même sens. Mais vers le commencement du dix-septième siècle, le parlement de Paris, à qui était réservé le jugement des affaires concernant la régale, prétendit qu'elle était un droit attaché à la couronne, et c'est en se fondant sur ce motif qu'il rendit un arrêt en 1608, qui déclarait que le roi avait droit de régale en l'église de Bellay, comme en toute autre de son royaume. Toutefois deux ans auparavant, dans un édit sur cette matière, Henri IV avait lui-même déclaré qu'il n'entendait jouir de la régale que selon l'usage de ses prédécesseurs, et sans l'étendre aux églises qui en étaient exemptes. Cet édit fut encore confirmé en 1629 par Louis XIII. Mais en 1637, le cardinal de Richelieu, adoptant le principe du parlement, fit rendre un arrêt par le conseil d'état pour enjoindre à tous les archevêques ou évêques qui se prétendaient exempts de la régale d'envoyer leurs titres d'exemption, et l'affaire fut poursuivie et décidée conformément au même principe, sous le cardinal Mazarin.

Enfin, Louis XIV publia en 1673 une déclaration portant que le droit de régale lui appartenait comme imprescriptible dans tous les archevêchés et évêchés, à la réserve seu-

lement de ceux qui en étaient exempts à titre onéreux. Il ordonna en conséquence que tous les prélats qui n'avaient pas fait enregistrer leur serment de fidélité et obtenu de la chambre des comptes des lettres de main-levée, seraient tenus de le faire dans deux mois, faute de quoi les bénéfices de leur collation sujets au droit de régale seraient déclarés vacans et impétables. Cette déclaration fut confirmée par une autre du mois d'avril 1675. L'évêque d'Aleth, dont le siège avait été de tout temps exempt de la régale, refusa de recevoir un ecclésiastique nommé en vertu de ce droit à une dignité de son chapitre, et rendit au mois de mars 1676 une ordonnance pour défendre à tous ceux qui avaient obtenu des nominations par droit de régale de s'ingérer dans les fonctions de leurs bénéfices. Cette ordonnance fut cassée par un arrêt du conseil, par l'officialité métropolitaine de Narbonne et par le cardinal de Bonzi, archevêque de cette ville. L'évêque d'Aleth forma alors un appel au saint-siège ; mais on n'y eut aucun égard, et l'on voyait tous les jours des ecclésiastiques pourvus en régale venir disputer des bénéfices à d'anciens titulaires, et obtenir des arrêts qui leur adjugeaient la jouissance des revenus. Ce prélat mourut dans le cours de ces contestations, au mois de décembre 1677. L'évêque de Pamiers avait publié de son côté, au mois d'avril de la même année, une ordonnance par laquelle il déclarait que, d'après le décret du concile général de Lyon, il ne pouvait consentir à l'extension de la régale, qui n'avait jamais eu lieu dans son diocèse. Cette ordonnance fut cassée par un jugement de l'archevêque de Toulouse. Mais l'évêque en appela au saint-siège par un acte qui fut signifié au métropolitain le 29 octobre, et quelque temps après il ordonna de traiter comme excommuniés tous ceux qui, en vertu d'une nomination par droit de régale, prendraient possession de quelque bénéfice dans son diocèse. Enfin la cour, irritée de sa résistance, fit saisir tous ses revenus ; mais

cette mesure ne fut point capable de l'ébranler. Il publia même un traité de la régale pour montrer l'injustice des prétentions du roi, et confirma au mois de février 1680 l'excommunication déjà prononcée contre ceux qui avaient obtenu ou qui obtiendraient pour eux ou pour autrui quelque bénéfice dans son diocèse. Il mourut le 7 août de la même année. Mais son chapitre, montrant la même fermeté, ne voulut point admettre les chanoines pourvus en régale, et nomma des grands vicaires sans leur concours. Le parlement cassa cette élection par un arrêt portant que le chapitre entier s'assemblerait pour nommer d'autres grands vicaires, faute de quoi il y serait pourvu par le métropolitain. Les chanoines pourvus en régale ayant voulu prendre place au chœur, le père d'Aubarède, vicaire général du chapitre, les somma de se retirer, et sur leur refus il monta en chaire et les déclara excommuniés; ce qui attira contre lui une lettre de cachet, en vertu de laquelle il fut mis à la Bastille, puis renfermé pendant six ans au fort de Caen. Presque tous les autres membres du chapitre furent traités de la même manière, et demeurèrent emprisonnés jusqu'à leur mort. L'archevêque de Toulouse, en vertu de l'arrêt du parlement, nomma un vicaire général et un promoteur. Mais le père Cercle, substitué au père d'Aubarède par le chapitre, cassa cette nomination, et prononça contre le promoteur et le grand vicaire une sentence d'excommunication, qui fut confirmée par le pape. Ils ne laissèrent pas de continuer l'exercice de leurs fonctions, et le parlement de Toulouse par ordre de la cour rendit contre le père Cercle un arrêt qui le condamnait comme criminel de lèse-majesté à être traîné par les rues et ensuite décapité; ce qui fut exécuté en effigie; car il s'était mis à l'abri en se cachant dans les cavernes des montagnes, d'où il ne cessa pendant plusieurs années de maintenir par des protestations les droits de l'église de Pamiers contre les violences du pouvoir.



On conçoit aisément quelles furent les suites déplorables de ces contestations. Une partie du clergé et des fidèles se soumirent au grand vicaire nommé par l'archevêque de Toulouse; d'autres refusèrent d'en reconnaître l'autorité, et continuèrent d'obéir au grand vicaire du chapitre, ce qui attira contre une foule de personnes des exils, des emprisonnemens, des confiscations et d'autres vexations de tout genre.

Le pape Innocent XI s'éleva fortement contre cette extension de la régale, et adressa successivement trois brefs au roi pour s'en plaindre, l'un au mois de mars 1678, le second au mois de septembre suivant, et le troisième au mois de décembre 1679. Il joignait dans le dernier les menaces aux représentations, et blâmait en termes fort vifs les conseillers qui avaient abusé de la confiance du monarque pour l'entraîner ou l'encourager dans cette entreprise contre les droits et les lois de l'Eglise, au lieu de l'en détourner comme ils le pouvaient et le devaient en vertu de leur caractère et de leur dignité. On peut croire que ces plaintes étaient principalement dirigées contre le père de la Chaise et surtout contre l'archevêque de Paris, qui passait pour avoir engagé le roi dans cette affaire, où il montra du reste toute la servilité et le dévouement absolu d'un courtisan sans pudeur. Le dernier bref semblait avoir fait impression sur le roi, qui envoya le cardinal d'Estrées à Rome pour justifier sa conduite. Mais il fut rassuré bientôt par une lettre que lui adressa, au mois de juillet 1680, une assemblée du clergé composée de quinze prélats, sous la présidence de l'archevêque de Paris, pour lui faire savoir qu'elle était disposée à le soutenir et à prendre pour cet effet toutes les résolutions qui seraient jugées nécessaires. Cette lettre donna occasion à plusieurs écrits où la démarche des prélats était vivement critiquée. Le pape adressa vers le même temps un bref d'éloges et d'encouragement à l'évêque de Pamiers, et par deux autres brefs,



adressés vers la fin de septembre au chapitre et aux vicaires généraux, il confirma les délibérations qu'ils avaient prises et les censures qu'ils avaient prononcées. Il fit, en outre, des reproches sévères à l'archevêque de Toulouse, par un bref du 2 octobre, de ce qu'il avait eu la témérité de lever les censures au mépris de l'appel porté devant le saint-siège. Enfin, par un autre bref du 1<sup>er</sup> janvier 1680 adressé au chapitre, il cassa tout ce qu'avaient fait ou pourraient faire à l'avenir les vicaires généraux nommés par l'archevêque de Toulouse, et leur défendit de prendre ce titre ou d'en exercer aucune fonction sous peine d'excommunication encourue par le seul fait et réservée au saint-siège. Il étendait même cette excommunication à tous ceux qui les favoriseraient ou qui leur obéiraient. Enfin, il déclarait nulles les confessions faites à des prêtres approuvés par eux et les mariages contractés devant ces prêtres. Mais l'archevêque de Toulouse et le vicaire général nommé par lui ne tinrent pas compte de ces défenses ni de ces censures. Comme les jésuites de Pamiers et de Toulouse s'étaient empressés de reconnaître l'autorité de ce grand vicaire, et publiaient que le bref était subreptice, le pape ordonna à leur général d'en adresser des copies aux supérieurs des maisons de France, avec injonction de le publier et de démentir les bruits qu'ils avaient osé répandre. Cet ordre leur fut en effet donné par le général; mais ils firent en sorte que le parlement de Paris leur intimât une défense rigoureuse d'y avoir égard, et ils eurent soin d'observer cette défense.

L'affaire du monastère de Charonne vint encore augmenter les divisions entre la cour de Rome et celle de France. C'était une maison fondée en 1643 dans le faubourg Saint-Antoine par la duchesse d'Orléans pour des religieuses de la congrégation de Notre-Dame, instituée par le bienheureux Pierre Fourrier de Mattincourt. Le roi y nomma en 1679 une prieure bernardine, au mépris

des statuts de cette congrégation, portant que les religieuses éliraient elles-mêmes leur supérieure parmi les membres de la communauté, et l'archevêque de Paris institua le 8 novembre la nouvelle prieure. Comme les religieuses, et entre autres quatre venues autrefois de Lorraine pour fonder la communauté, se plaignirent vivement de cette violation de leurs statuts et de leur droit, l'archevêque rendit une ordonnance pour renvoyer ces quatre religieuses en Lorraine, sous le prétexte ridicule qu'elles avaient eu commerce avec les ennemis de l'état pendant la guerre, et que d'ailleurs elles étaient à charge au monastère. Les religieuses adressèrent alors leurs plaintes au pape, qui cassa par un bref du mois d'août 1680 tout ce qui avait été fait par l'archevêque, et leur ordonna de procéder à l'élection d'une supérieure ; ce qu'elles firent immédiatement. Cette élection fut confirmée par un second bref du 15 octobre ; mais le procureur général se porta appelant comme d'abus de ces deux brefs, et le parlement déclara nulle, par deux arrêts rendus sur cet appel, l'élection faite par les religieuses. Le pape ne connut pas plus tôt le premier arrêt du parlement, qu'il défendit par un troisième bref, en date du 18 décembre, d'en garder aucun exemplaire sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. Le parlement de son côté rendit un arrêt, le 24 janvier 1681, pour ordonner la suppression de ce bref. Ces contestations donnèrent lieu à plusieurs écrits contre les arrêts du parlement et contre la régale.

Dans cet état de choses, les prélats qui se trouvaient à Paris au nombre d'environ trente-cinq furent invités à s'assembler pour délibérer sur les affaires présentes et chercher les moyens de maintenir les droits du roi, la juridiction ordinaire des évêques et les libertés de l'Eglise gallicane. Ils se réunirent le 19 mars 1681 chez l'archevêque de Paris, et nommèrent une commission, qui fit son rapport le 21 mai par l'organe de M. Letellier,

archevêque de Reims. Il discuta d'abord l'affaire de la régale, mais d'une manière si obscure et si embarrassée, que, malgré ses efforts pour justifier les prétentions du roi, il fut obligé de reconnaître comme incontestables les principes sur lesquels le pape s'appuyait pour les condamner. « Nous avons toujours été persuadés, dit-il, que le droit de régale est une servitude qui, principalement en ce qui regarde la collation des bénéfices, ne peut être imposée que par l'Église même ou de son consentement. C'est sur ce principe que le second concile général de Lyon ayant toléré l'usage de la régale dans les lieux où elle était pour lors établie et défendu en même temps de l'étendre davantage sous peine d'excommunication, il faut convenir que les églises qui y étaient assujetties en 1274 n'ont pas dû réclamer, comme elles n'ont jamais réclaté en effet; et que celles qui s'étaient conservées jusque-là dans leur liberté naturelle et canonique ont eu raison de se défendre jusqu'à la déclaration de 1673, qui soumet indifféremment toutes les églises du royaume à la régale. » Ces paroles ne renfermaient-elles pas une contradiction flagrante et la justification la plus complète de la conduite tenue par les évêques de Pamiers et d'Aleth. Car s'ils avaient eu le droit, en vertu du décret du concile général de Lyon, de défendre la liberté canonique de leur église jusqu'à la déclaration de 1673, comment cette déclaration aurait-elle pu leur ôter ce droit et leur imposer une servitude qui ne peut être imposée que par l'Église ou de son consentement? Enfin, après avoir cherché tous les moyens de prouver que la question n'était pas assez claire pour être décidée sans contestation en faveur des évêques, après avoir fait remarquer surtout les difficultés qui pouvaient s'élever au sujet de l'autorité qui devrait prononcer sur une matière réservée par le roi au parlement, comme si les principes qu'on vient de voir formellement reconnus n'avaient pas suffi pour trancher ces prétendues diffi-

cultés, l'archevêque de Reims émit au nom des commissaires l'avis d'écrire une lettre au pape pour lui représenter que le clergé de France avait cru devoir pour des raisons très-fortes se soumettre à la déclaration de 1673, dans la crainte d'un plus grand mal, et que pour les mêmes raisons il se croyait obligé de faire tout ce qui dépendrait de lui pour rétablir entre sa Sainteté et le roi une parfaite harmonie si nécessaire au bien de l'Eglise.

Venant ensuite à ce qui regardait l'affaire de Charonne, l'archevêque de Reims prétendit que le pape n'avait pas dû, sur la simple relation des religieuses dans leur propre cause, casser tout ce que leur archevêque avait fait, sans l'appeler; sans l'entendre, sans qu'il y eût eu sur cela aucune instance portée à Rome par appel ou pour déni de justice, et que cette conduite tendait à renverser toutes les règles canoniques, et blessait incontestablement la juridiction immédiate des ordinaires. Il fit des réflexions à peu près semblables au sujet des brefs adressés au chapitre de Pamiers, quoiqu'ils n'eussent été donnés qu'à la suite d'un appel, dont l'archevêque de Toulouse n'avait pas tenu compte. Enfin, il ne ménagea pas plus le bref contre l'arrêt du parlement, et prétendit qu'en tolérant cette conduite on exposerait l'Eglise de France à se voir insensiblement privée d'un des plus fermes appuis qu'elle eût dans le royaume pour se maintenir dans l'usage des anciens canons et du droit commun. La conclusion de ce rapport fut de demander au roi la convocation d'un concile national, ou du moins une assemblée générale du clergé composée de deux députés du premier ordre et de deux du second ordre de chaque province, afin que l'Eglise de France, dûment représentée, pût discuter les matières, élever la voix, prendre des résolutions et espérer qu'on aurait égard à ses plaintes et à ses remontrances. Cette conclusion fut adoptée quelques jours après d'un consentement unanime. Mais elle devint l'objet de critiques nombreuses,

soit de la part de quelques zélés catholiques qui croyaient y voir les symptômes d'un schisme, soit de la part des jansénistes, qui avaient pris vivement la défense d'Innocent XI et de l'évêque de Pamiers; et l'on vit bientôt paraître une foule de libelles contre les prélats, qu'on accusa de cacher une basse servilité et des vues tout humaines sous le spécieux prétexte de maintenir les droits de la couronne et de l'épiscopat. On a reproduit ces accusations téméraires dans un testament politique attribué à Colbert, mais il est reconnu que ce libelle n'est pas l'ouvrage du grand ministre dont il porte le nom.

Les commissaires nommés pour faire un rapport sur les affaires de la régale et de Charonne furent aussi chargés d'examiner deux ouvrages publiés depuis peu sur l'autorité du pape et des évêques. Le premier, intitulé *Des causes majeures*, par le docteur Gerbais, avait été composé par l'ordre de l'assemblée de 1665, et avait pour objet de prouver que les évêques ont le droit de décider les questions de foi et de discipline qui s'élèvent dans leurs diocèses, et que d'après les lois canoniques ils doivent être jugés en première instance par le concile de la province. Mais on y trouvait quelquefois des expressions peu mesurées, et le pape l'avait condamné par un décret du mois de décembre 1680, comme contenant une doctrine schismatique, suspecte d'hérésie et injurieuse au saint-siège, avec défense de le lire ou de le garder sous peine d'excommunication. L'autre ouvrage, composé par le sieur David et intitulé *Des jugemens canoniques des évêques*, établissait des principes entièrement opposés à ceux du docteur Gerbais. L'assemblée sur le rapport des commissaires approuva les principes établis dans le livre de ce dernier, en ordonnant toutefois qu'il travaillerait à en donner une seconde édition, où il corrigerait ce qui lui serait marqué par les commissaires, comme ayant pu motiver la cen-

sure pontificale; elle obligea en même temps le sieur David à donner des explications pour désavouer ce que son livre renfermait de contraire aux maximes de l'Église gallicane. Toutes ces résolutions et ces mesures préparaient les voies à la fameuse déclaration qui devait être faite dans l'assemblée suivante. Un carme nommé Buhi soutint vers la fin de l'année dans des thèses publiques les maximes qu'on verra dans cette déclaration et les prétentions du roi au sujet de la régale. Ces thèses ayant été connues à Rome, le pape prononça l'interdit contre ce religieux, et fit donner l'ordre au prier de signifier la sentence. Mais le roi fit défense le 25 janvier 1682 d'exécuter cet ordre, et le père Buhi alla prêcher à Lyon, nonobstant l'interdit qu'on lui avait signifié. Ce mépris des censures attira bientôt contre lui une nouvelle sentence qui le déclarait déchu de tous les privilèges accordés aux religieux et incapable de toutes fonctions ecclésiastiques, avec privation de voix active et passive dans les élections. La sentence fut lue en plein chapitre et enregistrée le 4 avril. Mais le parlement, sous prétexte que les sujets français ne pouvaient être jugés et condamnés à Rome en première instance, prit la défense du religieux, ordonna qu'il serait rétabli dans ses fonctions, et fit comparaître le prier, à qui il fit une sévère admonition sur sa désobéissance aux ordres du roi, avec défense de récidiver, sous peine de punition exemplaire. Il défendit en outre, par un arrêt du mois d'avril, tant aux carmes qu'aux autres religieux d'exécuter aucun ordre de leurs généraux étrangers sans la permission du roi.

L'assemblée générale du clergé dont on avait proposé la convocation s'ouvrit le 9 novembre 1681, et le célèbre Bossuet, ancien évêque de Condom, nommé depuis peu à l'évêché de Meaux, fit un sermon où il s'étendit tout à la fois sur la nécessité d'être inviolablement uni à l'Église romaine, mère et maîtresse de toutes les églises, sur le



zèle que l'Église gallicane avait montré constamment pour l'autorité du saint-siège, aussi bien que pour le maintien du droit commun et de la puissance des ordinaires, conformément aux canons; enfin sur les moyens à prendre pour remédier aux divisions présentes et empêcher le retour. L'affaire de la régale ayant été mise en délibération, l'assemblée convint d'abandonner les privilèges des églises qui avaient toujours été exemptes de ce droit, mais de demander au roi en même temps quelques dispositions réglementaires à ce sujet pour maintenir les droits de la juridiction épiscopale. Il se rendit facilement aux vœux du clergé, et publia au mois de janvier 1682, un édit portant que nul ne pourrait être nommé à des bénéfices par droit de régale, s'il n'avait l'âge et les autres qualités requises par les canons; que ceux qui seraient pourvus des doyennés, archidiaconés, pénitenceries, prébendes théologiques, ou autres qui emportent quelque juridiction ou fonctions spirituelles, seraient tenus avant d'en commencer l'exercice de se présenter aux vicaires généraux ou aux prélats pour en obtenir l'approbation ou mission canonique, ce qui n'avait pas lieu précédemment, et qu'en cas de refus, les vicaires généraux ou les prélats en feraient connaître les causes par écrit, afin que le roi nommât d'autres personnes s'il y avait lieu, ou que ceux qui seraient refusés, se pourvussent par appel devant les supérieurs ecclésiastiques, ou par les autres voies de droit. Dès que cet édit fut publié, les prélats et autres membres composant l'assemblée signèrent tous l'acte de consentement à l'extension de la régale, et firent connaître leurs motifs au pape par une longue lettre en date du 3 février, où ils disaient que le zèle du roi pour les intérêts de l'Église méritait bien quelques concessions, et qu'ils avaient cru ne pouvoir rien faire de plus sage que de se soumettre à la déclaration, sans chicaner à contre-temps et pousser les choses à des extrémités dangereuses. Ils finissaient en

priant le souverain pontife de ne pas troubler la paix pour les droits de quelques églises, auxquels ils avaient jugé à propos de renoncer pour le plus grand bien de l'Eglise elle-même et en faveur du plus grand des rois. Le pape se montra peu touché de ces motifs. Il répondit par un bref du 13 avril, adressé à tous les évêques de France, dans lequel il cassait et annulait la délibération de l'assemblée sur la régale, et leur disait entre autres choses, que s'ils avaient eu plus de fermeté, le roi était trop religieux pour n'avoir pas égard à la justice de leurs demandes, et qu'il ne voyait pas comment ils avaient pu lui écrire qu'ils avaient cédé malgré eux, puisqu'ils n'avaient pas fait une seule démarche en faveur de leurs églises.

L'assemblée du clergé prévoyant sans doute que sa lettre produirait peu d'effet, voulut prendre des précautions contre de nouvelles mesures, ou du moins protester contre les brefs précédens, et publia le 19 mars 1682 sa fameuse déclaration sur l'étendue de la puissance pontificale. Cette déclaration commence par un préambule où l'on expose que plusieurs s'efforcent de ruiner les libertés de l'Eglise gallicane; que d'autres, sous prétexte de les défendre, ont la hardiesse de donner atteinte à l'autorité du saint-siège et d'empêcher qu'on ne lui rende l'obéissance qui lui est due, enfin que les hérétiques mettent tout en œuvre pour rendre cette puissance odieuse et insupportable aux rois et aux peuples, et que par ces motifs l'assemblée a jugé nécessaire de faire les réglemens et la déclaration qui suivent : 1° Que saint Pierre et ses successeurs, vicaires de Jésus-Christ, et que toute l'Eglise même n'ont reçu de puissance de Dieu que sur les choses spirituelles et qui concernent le salut, et non point sur les choses temporelles et civiles; que par conséquent les rois ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique, par l'ordre de Dieu, dans les choses qui concernent le temporel; qu'ils ne peuvent être déposés

ni directement ni indirectement par l'autorité des clefs de l'Église, ni leurs sujets dispensés du serment de fidélité, et que cette doctrine doit être tenue comme conforme à l'Écriture sainte et à la tradition; 2° que la plénitude de puissance qui appartient au saint-siège sur les choses spirituelles, doit s'entendre néanmoins selon les décrets des quatrième et cinquième sessions du concile général de Constance, et que l'Église de France n'approuve point l'opinion de ceux qui les éludent, en disant que leur autorité n'est pas certaine, qu'ils n'ont pas été approuvés ou qu'ils ne regardent que le temps de schisme; 3° qu'ainsi l'usage de la puissance apostolique doit être réglé par les canons généralement reçus, que les règles, les coutumes et les constitutions reçues dans l'Église gallicane doivent avoir leur force et demeurer inébranlables; 4° que bien qu'il appartienne principalement au pape de décider les questions de foi et que ses décrets regardent toutes les églises, néanmoins son jugement n'est pas infallible et irréformable, s'il n'est suivi du consentement de l'Église.

Cette déclaration fut envoyée à tous les évêques de France, et le roi donna aussitôt après un édit pour la faire enregistrer dans les parlemens et autres tribunaux, dans les universités et dans les facultés de théologie et de droit canon, avec défense à toute personne de rien enseigner ou écrire qui y soit contraire. Il était ordonné en outre qu'elle serait souscrite par tous ceux qui seraient choisis à l'avenir pour enseigner la théologie, que dans les universités et les collèges où il y aurait plusieurs professeurs, l'un d'eux serait chargé d'enseigner la doctrine contenue dans cette déclaration, que s'il n'y en avait qu'un, il serait obligé de l'enseigner l'une des trois années consécutives; que les syndics des facultés de théologie seraient tenus de représenter aux prélats et aux procureurs généraux, lorsqu'ils en seraient requis, les leçons dictées par ces professeurs; enfin que nul ne

pourrait être licencié ni reçu docteur, soit en théologie, soit en droit canon, qu'après avoir soutenu ladite doctrine dans une de ses thèses. Cet édit ayant été enregistré au parlement, le premier président et le procureur général avec quelques conseillers se transportèrent en Sorbonne pour en donner lecture et le faire inscrire dans les registres. Comme il contenait quelques dispositions onéreuses pour les professeurs, entre autres l'obligation de présenter leurs leçons aux procureurs généraux, la faculté opina d'abord à présenter une requête au roi et différa plusieurs mois l'enregistrement; mais un arrêt du parlement qui interdit ses assemblées lui fit prendre le parti de se soumettre.

La déclaration du clergé de France fut attaquée bientôt dans un grand nombre d'écrits. Un bachelier dominicain, nommé Malagola, ne craignit pas de contredire ouvertement le premier article, dans le titre d'une thèse qu'il dédiait à saint Pierre, en ces termes : « A celui qui lie et délie tout sur la terre et dans le ciel, c'est-à-dire, qui possède la suprême puissance temporelle et spirituelle. » La Sorbonne condamna cette thèse, le 4 novembre 1682, et fit rayer le nom de ce religieux du catalogue des bacheliers. L'année suivante, on fit passer en France deux écrits contre la déclaration; l'un était un décret de l'archevêque de Strigonie qui la condamnait; l'autre une réfutation, sous le titre d'Examen juridique. Comme on y soutenait entre autres choses que le privilège immuable de juger des matières de foi n'appartient qu'au saint-siège, le parlement déféra cette proposition à la Sorbonne, qui, après deux mois de délibérations, prononça que la proposition en tant qu'elle ôtait aux évêques et même aux conciles généraux le droit de juger des controverses de la foi, était fausse, téméraire, erronée, contraire à la pratique de l'Eglise et à la parole de Dieu, et il rendit en conséquence, le 23 juin, un arrêt qui ordonnait la suppression de ces deux ouvrages. Rocaberti, ancien gé-

néral des dominicains , archevêque de Valence et grand inquisiteur d'Espagne , publia en 1693 un ouvrage très-étendu pour établir la doctrine contraire à la déclaration, et fit un recueil en vingt et un volumes *in-folio* de tous les ouvrages du même genre. Ce fut pour réfuter cet auteur et les écrits dont il avait publié le recueil que Bossuet composa sa défense de la déclaration. Il ne peut pas entrer dans notre plan d'exposer ces discussions, qui du reste ont peu éclairci la matière. On a pu remarquer dans le cours de cette histoire que la doctrine des quatre articles était depuis longtemps enseignée dans la faculté de théologie de Paris et reçue par la plus grande partie du clergé de France. Mais ce qui était nouveau et hardi, c'était d'en faire l'objet d'une déclaration solennelle , obligatoire, et confirmée par l'autorité temporelle. Il ne faut donc pas s'étonner que le saint-siège, sans prononcer sur le fond de la doctrine, qui est restée ce qu'elle était, une opinion abandonnée à la libre discussion des écoles, ait improuvé et annulé une déclaration qui semblait lui ôter ce caractère. Le pape Innocent XI s'en montra vivement irrité et refusa des bulles à tous les évêques nommés qui avaient fait partie de l'assemblée : le roi, de son côté, ne voulant pas qu'il y eût de distinction entre eux et ceux qui n'y avaient point pris part, fit défense de se pourvoir en cour de Rome pour avoir des bulles ; et cette difficulté, qui se compliqua bientôt après par d'autres démêlés sur les franchises des ambassadeurs, subsista pendant tout le reste du pontificat d'Innocent XI.

Un des principaux motifs qui portèrent le clergé de France à se déclarer si vivement pour le roi dans l'affaire de la régale, c'était le zèle que ce prince faisait paraître depuis longtemps contre l'hérésie. Il avait rendu successivement plusieurs ordonnances pour affaiblir le parti calviniste et préparer les voies à la grande mesure qu'il prit enfin trois ans après cette assemblée du clergé par



la révocation de l'édit de Nantes. Dès l'année 1661, il avait publié une déclaration portant que des commissaires iraient dans les provinces du royaume pour informer des contraventions à cet édit, et dix-huit ou vingt arrêts, rendus en conséquence par divers parlemens, avaient parfaitement secondé ses intentions. Il donna en 1669 une autre déclaration qui défendait aux ministres de prêcher hors des lieux marqués, de rien dire contre la religion catholique, d'entretenir aucune correspondance avec les autres provinces, de s'assembler hors le temps des synodes, de censurer ou de punir ceux qui enverraient leurs enfans aux écoles catholiques, et de célébrer les baptêmes, les mariages ou les enterremens avec solennité. Il était ordonné en outre que lorsque les processions du saint-sacrement passeraient devant les temples, les calvinistes interrompraient le chant jusqu'à ce qu'ils fussent avertis qu'elles étaient passées; qu'on mettrait des tentures devant leurs maisons, et que si ils rencontraient le saint-sacrement, ils seraient obligés de se retirer ou de se mettre dans une posture respectueuse; enfin qu'ils observeraient les jours de fêtes prescrites par l'Eglise, et ne pourraient ce jour-là ni vendre, ni travailler. Le roi, continuant ce plan d'affaiblissement, interdit aux calvinistes, par une déclaration du mois de juin 1680, l'admission dans les fermes et sous-fermes royales, et quelques jours après, il défendit aux catholiques, sous peine de bannissement, d'embrasser le calvinisme et aux ministres de les recevoir. Ces ordonnances furent suivies de plusieurs autres, en vertu desquelles on détruisit un grand nombre de temples, bâtis par des seigneurs contre les dispositions de l'édit de Nantes. Enfin on défendit aux calvinistes l'enseignement des langues et des sciences, et l'exercice public de la médecine; ils furent exclus du barreau, des corps de métiers, et de toutes les fonctions publiques. On supprima les chambres mi-parties, et la fameuse école de Sedan. Ces coups réitérés,



qui annonçaient aux calvinistes la ruine prochaine de leur religion dans le royaume, firent prendre à un grand nombre d'entre eux le parti d'aller s'établir ailleurs. Le roi, pour empêcher cette désertion, publia au mois de mars 1682 une défense à tous les gens de mer et de métier de sortir du royaume, sous peine des galères perpétuelles, et quelques mois plus tard, il rendit cette défense générale par un édit qui prononçait la confiscation des biens des calvinistes qui abandonneraient le royaume, et qui annulait la vente qu'ils en pourraient faire un an avant leur fuite, ce qui les empêcha de trouver des acheteurs.

L'assemblée du clergé de 1682 adressa, au mois de juillet de la même année, un avertissement pastoral aux réformés pour les exhorter à se réunir à l'Église, et combattre les préjugés qui les retenaient dans l'hérésie. Elle recommanda en outre à tous les évêques d'établir des catéchismes et des conférences pour l'instruction des calvinistes, et publia un mémoire qui contenait les méthodes et les raisonnemens les plus propres à montrer les erreurs de la prétendue réforme et la vérité de la doctrine catholique. Le roi fit expédier en même temps deux lettres circulaires, l'une aux évêques, l'autre aux intendants des provinces, pour les exhorter à seconder de tout leur pouvoir le zèle de l'assemblée. Il leur recommandait néanmoins d'user des plus grands ménagemens ; mais l'année suivante, les soulèvemens des sectaires forcèrent la cour à des voies de rigueur. Ils formèrent des rassemblemens dans le Languedoc, dans le Dauphiné, dans le Vivarais, dans les Cévennes, et continuèrent leurs exercices de religion dans les lieux interdits. Un assez grand nombre prirent même les armes dans les montagnes ; mais cette révolte fut bientôt réprimée, et les plus coupables, entre autres plusieurs ministres, furent condamnés à mort. On pardonna aux autres, qui en furent quittes pour voir démolir leurs temples et pour loger des soldats

destinés à les contenir dans la soumission. Les ministres n'oublèrent rien pour maintenir la secte et empêcher les conversions. Ils publièrent une foule d'écrits en réponse à l'avertissement pastoral et au mémoire de l'assemblée du clergé, et mirent tout en œuvre pour rendre odieux ceux qui abjuraient l'hérésie. Le roi, de son côté, pour lever les obstacles de l'habitude et du respect humain, accordait toutes les faveurs possibles aux nouveaux convertis, telles que des exemptions de tailles et d'impôts, des préférences pour les emplois, et autres grâces semblables. C'était un appât dont bien des calvinistes avaient peine à se défendre, et malgré tous les efforts des ministres, on vit partout les conversions se multiplier; il y en eut sans doute quelques-unes d'équivoques, mais beaucoup d'autres furent sincères. Un assez grand nombre de ministres donnèrent eux-mêmes l'exemple, et lurent en plein consistoire les motifs de leur changement.

Cependant l'assemblée du clergé de 1685 se vit obligée de porter des plaintes au roi contre les imputations calomnieuses des ministres, et présenta une requête pour demander le renouvellement des édits qui leur défendaient d'employer des termes injurieux contre l'Église romaine, et de lui attribuer faussement des erreurs odieuses, évidemment contraires à son enseignement. Elle joignit à sa requête un écrit qui fut publié sous ce titre : *Doctrine de l'Église, contenue dans les décrets du concile de Trente, opposée aux calomnies, injures et faussetés répandues dans les ouvrages des prétendus réformés*. Cet écrit faisait voir jusqu'où les ministres portaient la hardiesse à défigurer la doctrine catholique sur presque tous les points, pour la décrier aux yeux de leurs sectateurs. Le roi ayant égard à ces plaintes, publia au mois d'août un édit qui défendait aux calvinistes de prêcher ou d'écrire contre la foi de l'Église, et deux mois après, sur les instances du conseil et surtout du chancelier Michel le Tellier, il se détermina à frapper le dernier

coup, qui devait abolir l'existence légale du calvinisme. La trêve conclue avec l'empire et avec l'Espagne offrait une circonstance favorable pour l'exécution de ce projet depuis longtemps arrêté. Il publia donc au mois d'octobre 1685 une loi qui révoquait l'édit de Nantes et toutes ses dispositions, comme des concessions arrachées par la révolte criminelle des sectaires et accordées par force et pour un temps seulement à la nécessité des circonstances. Elle défendait en conséquence l'exercice public de la religion prétendue réformée dans tout le royaume, et ordonnait à tous les ministres qui ne voudraient pas abjurer d'en sortir sous quinze jours; elle accordait des privilèges et des avantages considérables à ceux qui se réuniraient à l'Église catholique, elle ordonnait à tous les calvinistes de faire élever leurs enfans dans la religion catholique, et leur défendait en même temps de tenir des écoles; mais elle leur permettait de demeurer dans le royaume, de jouir de leurs biens et de continuer leur commerce ou leur métier, avec promesse de n'être pas inquiétés, moyennant qu'ils s'abstiendraient de se réunir pour l'exercice de leur culte. Il y eut même, peu de temps après, des ordonnances sévères pour les empêcher de sortir et de transporter leurs effets en pays étrangers; ce qui n'empêcha pas l'émigration d'un assez grand nombre de gentilshommes, de commerçans et d'ouvriers, qui se retirèrent, avec plus de six cents ministres, en Suisse, en Allemagne, en Hollande et dans les autres pays protestans. Cette prohibition de l'exercice public du calvinisme fut aussitôt suivie de mesures efficaces pour la conversion des hérétiques. On donna des pensions et des secours à ceux qui abjuraient; on distribua des aumônes, on établit des missions, et l'on répandit partout des livres contenant des instructions à la portée des simples et des savans. Le plus grand nombre des sectaires fit abjuration; et pour empêcher l'erreur de se perpétuer par l'opiniâtreté des autres, le roi prit le parti de leur enle-

ver leurs enfans pour les faire instruire dans des maisons destinées à cette fin (1).

On a beaucoup crié contre les violences qu'eurent à souffrir quelquefois les calvinistes qui refusèrent de se convertir. En effet, des troupes avaient été répandues dans toutes les provinces pour prévenir les troubles et protéger les missionnaires, et l'on vit ces soldats, sous prétexte de forcer les parens à envoyer leurs enfans aux instructions et aux catéchismes, s'établir en maîtres dans les maisons, où ils se faisaient entretenir à grands frais, et commettaient souvent toutes sortes d'excès. Ces violences, connues sous le nom de dragonnades, ne tardèrent pas à occasionner des soulèvemens. Ils commencèrent pendant la guerre que Louis XIV eut à soutenir bientôt après pendant plusieurs années contre toutes les puissances de l'Europe. Des fanatiques, auxquels on donna le nom de Camisards, s'attroupèrent dans les montagnes des Cévennes, se donnèrent pour prophètes, et publièrent que Dieu leur avait inspiré de prendre les armes pour la défense de leur religion. Ils pillèrent et renversèrent les églises, et exercèrent d'horribles cruautés contre les prêtres et les religieux. Leur révolte fut entretenue par les promesses des Anglais et des Hollandais avec qui ils firent un traité, et par les prédictions des ministres exilés et surtout du fanatique Jurieu sur la ruine prochaine du règne de l'Antechrist. Ce ne fut qu'après une guerre de plusieurs années qu'on parvint dans le dix-huitième siècle à les réduire. Nous ne saurions entrer ici dans la discussion des vexations réelles ou prétendues dont ils pouvaient avoir eu à se plaindre ; mais il faut avouer que leur inconcevable fanatisme permet bien de croire qu'ils étaient peu disposés à la patience et qu'il n'avait pas fallu beaucoup pour les irriter. Nous avons fait remarquer d'ailleurs que leurs séditions avaient

(1) D'Avrigny, *Mém. chr.* — Dupin, *Hist. du dix-septième siècle.*

motivé la présence de ces troupes, destinées à les réprimer et à les contenir. Enfin, pour répondre à toutes les déclamations auxquelles a donné lieu la révocation de l'édit de Nantes, nous devons ajouter qu'on ne doit pas juger cette mesure d'après les idées de tolérance aujourd'hui répandues ; que l'esprit turbulent des calvinistes, leurs prétentions toujours croissantes, les guerres civiles qu'ils avaient excitées tant de fois et leurs contestations journalières avec les catholiques, avaient bien pu la faire considérer comme nécessaire à la tranquillité de l'état, et qu'après tout ils avaient mauvaise grâce à se plaindre qu'on interdit en France l'exercice public de leur culte, quand ils poussaient eux-mêmes l'intolérance beaucoup plus loin, et prononçaient des peines sévères contre les catholiques et les dissidens de toute sorte partout où ils étaient les maîtres. Quant aux suites de cette mesure en ce qui regarde le tort qu'elle aurait fait, dit-on, au commerce et à l'industrie par l'émigration des ouvriers français, c'est une question trop étrangère à notre objet pour que nous nous arrêtions à la discuter ; nous dirons seulement qu'on a prodigieusement exagéré le nombre des protestans qui sortirent de France, que le duc de Bourgogne, élève de Fénélon, dans un mémoire concernant la révocation de l'édit de Nantes, réduit ce nombre à moins de quatre-vingt mille, que les calvinistes contemporains, tels que Benoît dans l'histoire de cette révocation, et Larrey dans l'Histoire d'Angleterre, ne le portent qu'à deux cent mille, et que même en admettant ce calcul le plus élevé, il est manifeste qu'une émigration aussi peu considérable relativement à la population de la France ne pouvait avoir sur la prospérité du commerce une influence aussi grande et aussi funeste qu'on l'a prétendu.

Le duc de Savoie imita l'exemple du roi de France. Comme il y avait dans quelques vallées de ses états un assez grand nombre de calvinistes ou de vaudois, et que



beaucoup de Français venaient de s'y réfugier, il publia d'abord un édit, au mois de novembre 1685, pour ordonner aux étrangers de sortir sous quinze jours ; puis, au mois de janvier suivant, il défendit, sous peine de mort, de s'assembler pour l'exercice de la religion prétendue réformée, ou de tenir des écoles, avec injonction aux ministres qui ne voudraient pas se convertir de se retirer dans quinze jours. Les calvinistes et les vaudois prirent les armes et se retranchèrent dans les montagnes ; mais ils furent bientôt vaincus ; on leur tua plus de trois mille hommes dans une rencontre, et plus de dix mille furent faits prisonniers en différens endroits. Ils furent mis en liberté à condition de quitter la Savoie, et la plupart se retirèrent en Suisse ou à Genève. Mais quelques années après, le duc de Savoie, s'étant brouillé avec la France, leur permit de revenir, et leur rendit même tous les privilèges dont il les avait dépouillés.

Les protestans continuaient de donner en Angleterre le spectacle d'une intolérance bien propre à justifier les mesures prises en France et qui donnèrent lieu de la part des ministres à tant de violentes déclamations. Le roi Charles II, quoique très-favorable aux catholiques, se trouvait entraîné malgré lui à des persécutions par le fanatisme de ses sujets. On ne cessait dans les chaires, dans le parlement et dans une foule d'écrits, de s'emporter aux plus violentes déclamations contre les progrès du papisme, et le duc d'York, frère du roi et héritier présomptif de la couronne, ayant embrassé la foi catholique, se vit en butte aux attaques des sectaires, qui mirent tout en œuvre pour le faire éloigner des affaires, et poussèrent la haine jusqu'à proposer une loi pour l'exclure du trône. Non content d'obliger les catholiques au serment d'*allégeance* prescrit sous Jacques I<sup>er</sup>, le parlement fit rédiger et adopta en 1678 une déclaration connue sous le nom de serment du *test*, que l'on devait souscrire sous peine d'être exclu de toute fonction, et par



lequel on déclarait ne pas admettre la transsubstantiation et regarder comme une superstition et une idolâtrie le culte des saints et le sacrifice de la messe en usage dans l'Église romaine. On dressa vers le même temps le plan d'une prétendue conspiration que l'on résolut d'imputer aux catholiques pour les rendre odieux, et l'on se servit à ce dessein d'un misérable nommé Titus Oates, à qui l'on fit abjurer l'anglicanisme, et qui trouva ainsi le moyen de se faire recevoir dans les collèges anglais établis pour les catholiques à Valladolid et à Saint-Omer. Ayant passé quelques mois dans ces maisons, il revint en Angleterre, où il déclara qu'une vaste conspiration avait été formée par les catholiques du royaume avec les puissances étrangères pour assassiner le roi et rétablir l'autorité du pape, qui était à la tête de cette conspiration. La déposition de ce scélérat, quoique remplie de contradictions et d'autres marques évidentes d'imposture, fut accueillie par le parlement, qui ordonna l'arrestation de plusieurs pairs catholiques, et poursuivit le procès avec l'acharnement passionné du fanatisme. Dix-sept personnes furent condamnées à mort et exécutées sur la seule accusation de ce misérable, universellement décrié. Il y eut dans ce nombre plusieurs laïques, un prêtre séculier et six jésuites. Le comte de Stafford, de l'illustre maison de Norfolk, après avoir été deux ans prisonnier à la tour de Londres, fut condamné au mois de décembre 1680, et périt sur l'échafaud; Olivier Plunkett, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande, fut mis à mort l'année suivante sous le même prétexte. L'éclat qu'on avait donné à cette conspiration imaginaire devint un motif pour exécuter avec plus de rigueur les lois sanguiinaires contre les catholiques, et plusieurs prêtres furent mis à mort pour avoir exercé leurs fonctions. Le docteur Arnaud publia à cette occasion une apologie des catholiques, où il montrait jusqu'à l'évidence la fausseté de la conspiration qu'on leur imputait. Enfin quelques années

plus tard la calomnie fut découverte, et Titus Oates, déjà plusieurs fois accusé de parjure, fut condamné à une prison perpétuelle. Charles II mourut le 16 février 1685, après avoir reçu les sacremens par le ministère d'un prêtre catholique, et le duc d'York, son frère, lui succéda sous le nom de Jacques II.

Le nouveau roi se déclara en faveur de la religion catholique avec un zèle qui révolta les préjugés de la nation. Il fit entrer dans son conseil privé quatre pairs catholiques et en nomma d'autres à différentes places civiles ou militaires. N'ayant pu faire révoquer par le parlement le serment du *test*, prescrit pour l'admission aux charges, il en dispensa par une simple déclaration qu'il publia au mois d'avril 1687, pour accorder la liberté de conscience à tous les sujets du royaume. Il en fut remercié par différentes adresses des dissidens ; mais le parlement et tous les partisans de l'Église établie s'en montrèrent fort mécontens. Les catholiques profitèrent de cette liberté pour ouvrir plusieurs chapelles à Londres et en d'autres endroits, et pour publier d'excellens ouvrages de controverse qui produisirent un assez grand nombre de conversions. Le roi envoya un ambassadeur à Rome en 1686, et reçut l'année suivante un nonce qui fit son entrée publique à Windsor, précédé de la croix et accompagné de religieux portant l'habit de leur ordre. On conçoit bien que ce spectacle blessa vivement les yeux des protestans. Une autre démarche du roi ne parut pas moins choquante. Il fit membre de son conseil privé le père Peters, jésuite anglais, son confesseur, en qui il avait une entière confiance. Cette nomination, contraire à l'usage même des cours catholiques, fut blâmée à plus forte raison chez un peuple qui avait en aversion les religieux et surtout les jésuites. Comme la conversion du roi devait naturellement faire concevoir de grandes espérances pour la religion, le pape nomma des évêques pour gouverner comme vicaires apostoliques l'Église d'Angle-

terre, où il n'y avait auparavant que des prêtres séculiers sous la juridiction d'un archiprêtre, et des religieux qui en vertu de leurs privilèges se regardaient comme indépendans. Le premier de ces évêques fut nommé en 1685, et fit une visite pastorale dans tout le royaume, où il administra le sacrement de confirmation à un grand nombre de catholiques. On lui donna bientôt après trois collègues, et l'Angleterre fut partagée pour le gouvernement épiscopal en quatre districts; celui du nord, celui du sud, celui de l'ouest et celui du milieu. Les religieux firent difficulté de se soumettre à la juridiction des vicaires apostoliques; mais un décret de la propagande en date du 6 octobre 1695 décida que tous les prêtres séculiers et réguliers devaient prendre les pouvoirs des évêques pour toutes les fonctions du ministère.

Cependant les démarches imprudentes de Jacques II amenèrent enfin une révolution qui le précipita du trône. Il ordonna au mois de mars 1688, aux évêques anglicans de faire publier dans toutes les églises sa déclaration pour la liberté de conscience, et comme la plupart refusèrent, il les fit citer à la cour du banc du roi et emprisonner à la tour de Londres; mais ils furent élargis peu de jours après, et acquittés par une sentence du parlement. N'ayant pu réussir par le moyen des évêques, le roi donna ses ordres directement aux chanceliers des universités, aux chefs des paroisses, et ne fut pas mieux obéi. Quelques autres coups d'autorité qui ne lui réussirent pas mieux, soulevèrent contre lui une telle opposition, qu'il jugea enfin nécessaire de s'accommoder au temps, et de publier le 30 septembre une proclamation qui assurait le maintien de la religion protestante et excluait les catholiques de la chambre des communes. Il éloigna en outre de son conseil les membres qui étaient les plus suspects; mais il était trop tard. Guillaume, prince d'Orange, son gendre, ayant été appelé par les mécontents, débarqua en Angleterre au mois de novem-

bre 1688 avec une armée, et Jacques II, abandonné de ses sujets, fut obligé de sortir d'Angleterre et de chercher un asile en France ; il fit quelque temps après une tentative pour remonter sur le trône, avec le secours des Irlandais, qui lui étaient restés généralement fidèles ; mais ses troupes furent défaites, et il revint en France, où il mourut en 1701, dans de grands sentimens de piété. Cette révolution ne pouvait manquer d'avoir des suites fâcheuses pour les catholiques. Il leur fut défendu d'habiter Londres, on ferma les écoles qu'ils avaient formées ; on arrêta plusieurs prêtres et deux vicaires apostoliques qui restèrent longtems en prison ; mais ils furent enfin relâchés, et l'on doit rendre cette justice à Guillaume III, qu'il ne fit point verser le sang. Toutefois, ce n'était qu'avec les plus grandes précautions et au milieu de dangers sans cesse renaissans que les missionnaires pouvaient exercer leur ministère. On cherchait sans cesse à les intimider par des menaces, et le plus souvent ils étaient obligés de se tenir cachés. Ils eurent beaucoup plus à souffrir en Écosse, où les presbytériens, tolérés par Guillaume III, étaient devenus dominans. On envoya des troupes dans les montagnes où il y avait un grand nombre de catholiques ; on ravagea leurs terres, et un capitaine nommé Porringer se rendit fameux dans l'ouest par ses dévastations et ses cruautés. Il fit mourir plusieurs catholiques pour n'avoir pas voulu renoncer à leur religion. En même tems le parlement d'Écosse statua que les enfans qui ne se feraient pas protestans seraient privés de la succession de leurs père et mère. Cependant la foi se soutint au milieu des persécutions, et y il avait des cantons et surtout des îles entièrement peuplés de catholiques. Le saint-siège nomma pour l'Écosse un vicaire apostolique qui s'y rendit secrètement en 1697, et dont le zèle produisit beaucoup de fruit dans un pays où depuis près de cent ans il n'y avait pas eu d'évêque. L'Irlande, qui s'était déclarée en faveur de Jacques II, obtint par la capitula-

tion de Limerick en 1691, que les choses resteraient sur le pied où elles étaient sous le règne de Charles II, et que les catholiques ne seraient assujettis qu'au serment ordinaire de fidélité. Mais les protestans et surtout les évêques anglicans déclamèrent avec violence contre ces concessions ; Guillaume III réprima plus d'une fois les entreprises du parlement d'Irlande contre cette capitulation, et rejeta entre autres un projet de loi qui bannisait à perpétuité les évêques et les religieux. Toutefois, cette modération de la cour n'empêcha pas les persécutions et les vexations de tout genre. La plupart des évêques et des prêtres furent obligés de s'expatrier ; quelques-uns furent mis en prison, et les autres n'échappèrent aux poursuites qu'en se cachant avec beaucoup de soin. Cet état de choses dura fort longtemps (1).

La division s'était augmentée considérablement entre Louis XIV et le pape Innocent XI, au sujet de la franchise du quartier des ambassadeurs à Rome. Cette franchise ne se bornait pas, selon l'usage ordinaire, à l'hôtel des ambassadeurs ; mais elle s'étendait aux rues et aux maisons environnantes, de sorte qu'il n'était pas permis aux officiers de la justice romaine d'y exercer leur office ni même d'y entrer, ce qui donnait lieu à une foule d'abus et procurait l'impunité des crimes. Plusieurs papes, entre autres Jules III et Grégoire XIII, avaient fait d'inutiles efforts pour les abolir ou les modifier ; leurs décrets n'avaient pu être mis à exécution. Enfin Innocent XI, dès les premières années de son pontificat, publia une déclaration qui supprimait ces franchises abusives, avec ordre aux magistrats et aux officiers de police d'exercer partout leurs fonctions. L'empereur, le roi d'Espagne, celui de Pologne et les autres princes, consentirent successivement à cette suppression ; mais Louis XIV, enivré d'orgueil par les victoires de ses généraux et par les flatteries de ses

(1) Dodd. *Hist. de l'Église d'Anglet.* — Lingard.



courtisans, ne se croyait pas fait pour suivre l'exemple des autres souverains et faire céder ses habitudes de despotisme aux réclamations les plus justes. Le pape fit plusieurs fois des instances, qu'il renouvela surtout au commencement de l'an 1687, à l'occasion de la mort du maréchal d'Estrées, ambassadeur à Rome, et ne pouvant rien obtenir par les négociations, il publia au mois de mai de cette même année une bulle qui confirmait l'abolition des franchises, avec excommunication encourue par le seul fait contre ceux qui entreprendraient de les maintenir. Le roi résolut de soutenir ses prétentions et de braver le pape avec éclat. Il nomma pour ambassadeur le marquis de Lavardin, avec ordre de maintenir les franchises, et quoique le pape eût fait signifier à l'ambassadeur qu'il ne serait pas reconnu, celui-ci ne laissa pas de faire son entrée à Rome, le 16 novembre, avec huit cents hommes armés, et d'insulter les officiers de la douane qui se présentèrent pour visiter ses bagages. Le pape justement irrité de cette bravade lui refusa audience, ordonna de cesser l'office divin dans les églises, s'il osait s'y présenter, et sachant qu'il avait été admis à la communion dans l'église de Saint-Louis, qui appartenait aux Français, il fit publier une sentence, le 26 décembre, qui déclarait cette église interdite, par le motif qu'on y avait admis aux offices et à la participation des sacremens l'ambassadeur notoirement excommunié. Le père d'Avrigny, jésuite, et d'autres historiens courtisans, n'ont pas manqué de dire que cette prétendue notoriété n'avait pas le moindre fondement; mais peut-il y avoir rien de plus notoire que la bravade de l'ambassadeur, et quand on aurait pu élever des doutes sur la justice ou la validité de l'excommunication, était-ce à lui qu'il appartenait d'en juger, et avait-il le droit, sans autre formalité ni procédure, de la regarder comme nulle et non avenue, et d'afficher ouvertement le mépris qu'il en faisait? Il publia dès le lendemain une protestation contre la sentence



du pape, et continua de visiter les églises avec ostentation. Cependant, comme on pouvait craindre d'autres mesures, le procureur général du parlement de Paris, Achille de Harlay, eut ordre de se porter appelant comme d'abus, ce qu'il fit le 22 janvier 1688, par un réquisitoire peu mesuré, et le lendemain, l'avocat général Talon fit à l'appui de cette démarche un discours plein d'invectives encore plus violentes contre le pape. Le roi adressa ensuite des représentations à Rome; mais comme elles ne furent pas accueillies, le procureur général interjeta au mois de septembre un appel au futur concile de tout ce que le pape pourrait entreprendre contre le roi ou contre ses sujets. Cet appel fut reçu par le parlement et par l'officialité de Paris, qui donna au procureur général les lettres qu'il demanda pour le poursuivre quand il serait besoin. Enfin l'archevêque de Paris assembla par l'ordre du roi les évêques qui se trouvaient dans la capitale, au nombre d'environ vingt, tant pour les informer officiellement des démarches qui avaient été faites auprès du pape, que pour justifier les mesures que l'on avait cru devoir prendre, et cette assemblée fit écrire dans le même but à tous les évêques du royaume. On publia contre le pape, au sujet de ces contestations, une foule d'écrits où l'on ne gardait aucune mesure. On l'accusa de partialité envers la France, on se plaignit de son obstination à refuser des bulles aux évêques, et le roi fit saisir le comtat d'Avignon.

Depuis quelques années un prêtre espagnol, nommé Michel Molinos, répandait en Italie les erreurs du quiétisme, et couvrait sous le voile d'une fausse mysticité les égaremens et les principes les plus monstrueux. Son air composé, ses discours qui ne respiraient que la piété, ses écrits remplis d'une spiritualité inintelligible, et qui par cela même était admirée du vulgaire, lui avaient fait une si grande réputation que le père Segneri, jésuite, célèbre prédicateur, ayant voulu réfuter sa doctrine dans un

livre imprimé, fut regardé comme un envieux qui cédaux inspirations d'une basse jalousie, et les partisans de Molinos eurent assez de crédit pour faire mettre à l'index le livre de ce jésuite. Molinos avait publié en 1675 un ouvrage intitulé la Guide spirituelle, où il prétendait exposer la théologie mystique et les voies intérieures de la contemplation. Mais il avait enveloppé et déguisé ses principes avec tant d'art, que ce livre fut imprimé avec l'approbation de plusieurs docteurs. Il n'avait pu cependant cacher si bien la dangereuse tendance de sa doctrine qu'elle ne révoltât des théologiens éclairés, qui, à l'exemple du père Segneri, entreprirent de la combattre. Il s'expliquait plus clairement dans ses lettres et dans ses entretiens particuliers. L'homme arrivé à l'état parfait de contemplation, selon Molinos, demeure dans une entière inaction et un repos complet; il ne réfléchit plus ni sur Dieu, ni sur lui-même, il ne désire rien, pas même son salut, il ne doit faire à Dieu aucune demande; il ne craint rien, pas même l'enfer; il oublie ses péchés et n'a plus besoin de s'en confesser; il ne s'inquiète plus des tentations, il y succombe avec indifférence, et regarde tout ce qui se passe en lui comme un effet de la volonté de Dieu, en sorte qu'il ne s'occupe point de repousser les pensées impures ou les doutes contre la foi, et qu'il ne doit point faire effort pour combattre ses penchans les plus honteux; il peut se livrer sans inquiétude et sans scrupule à la fornication, à l'adultère et à tous les désordres, parce que dans l'état d'inaction absolue où il se maintient par la contemplation, il ne voit dans ces dérèglements que des violences du démon, dont son corps devient l'instrument, sans que l'âme intimement unie à Dieu prenne aucune part à ces actions criminelles et puisse en être souillée. Quelque soin qu'eût pris Molinos de dissimuler dans ses écrits les conséquences les plus révoltantes de son quiétisme, elles devinrent enfin si publiques par ses entretiens, qu'il fut arrêté au mois de

juillet 1685 par l'inquisition, et condamné deux ans plus tard à une prison perpétuelle. Son procès dura plusieurs mois, et ce misérable, convaincu d'avoir séduit un grand nombre de personnes, fit l'aveu des erreurs et des dérèglements dont on l'accusait. Il fit son abjuration publique le 3 septembre 1687 en présence des cardinaux, des prélats, et d'une foule immense de peuple ; après quoi, le commissaire du saint-office lui donna l'absolution des censures. Le pape confirma ensuite le décret de l'inquisition, par une bulle du 20 novembre, où il condamnait tous les ouvrages de Molinos, et en particulier soixante-huit propositions contenant les erreurs monstrueuses dont on vient de voir l'exposé. L'inquisition rendit les années suivantes plusieurs décrets pour condamner différents ouvrages des quiétistes, ce qui peut faire juger des progrès de cette doctrine extravagante.

L'archevêché de Cologne étant devenu vacant au mois de juillet 1688, Louis XIV se donna de grands mouvemens pour y faire placer le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, qui lui était tout dévoué, et qui était postulé par la majorité du chapitre. Mais comme il ne pouvait être élu canoniquement et qu'il fallait une dispense du saint-siège, le pape Innocent XI, sur les vives instances de l'empereur Léopold, la refusa, et confirma par une dispense semblable l'élection du prince Clément de Bavière, qui n'avait eu qu'un petit nombre de voix. Louis XIV fit des plaintes, des protestations et des menaces ; il accusa le pape d'une odieuse partialité, il lui imputa même les malheurs du roi Jacques II, sous prétexte qu'en fortifiant ainsi le parti de l'empereur et des ennemis de la France, il avait facilité l'expédition du prince d'Orange en Angleterre. Ces plaintes et ces accusations furent répétées en France par les flatteurs du roi ; mais elles firent peu d'impression dans le reste de l'Europe, où l'on n'avait que trop de motifs pour condamner son ambition et le despotisme dont il voulait user envers le pape comme envers les autres souverains.

Innocent XI mourut le 12 août de l'année suivante 1689, et le 6 octobre on lui donna pour successeur le cardinal Ottoboni, qui prit le nom d'Alexandre VIII. On prétend que la cour de France mit tout en œuvre pour procurer son élection ; mais elle n'en retira pas les avantages qu'elle espérait. Louis XIV, après avoir montré tant d'obstination et de fierté sous le pontificat précédent, se relâcha sur les franchises, restitua le comtat d'Avignon, et ne put néanmoins obtenir des bulles pour les évêques nommés ; car le nouveau pape insista comme son prédécesseur pour la révocation de ce qui s'était fait dans l'assemblée de 1682, et toutes ses instances n'ayant produit aucun effet, il publia le 30 janvier 1691, deux jours avant sa mort, une bulle datée du 4 août précédent, par laquelle il déclarait nulles, invalides, illusoires et entièrement destituées de force, les délibérations de cette assemblée touchant l'extension de la régale, aussi bien que la déclaration sur la puissance ecclésiastique et les quatre articles qu'elle contient avec tous les édits ou arrêts rendus pour la confirmer, ajoutant que, bien qu'on dût les regarder comme nulles de plein droit et non avenues, néanmoins pour plus grande précaution et autant que de besoin, il les cassait, les annulait par sa pleine puissance, et les dépouillait de toute force et de tout effet. Le pape Alexandre VIII condamna par un décret du 14 août 1690 l'erreur du péché philosophique, et, par un autre du 7 décembre, trente et une propositions concernant le libre arbitre, la grâce suffisante, les sacremens de pénitence et d'eucharistie, et quelques autres points de doctrine. C'étaient les propositions que l'on a vues déferées à Clément X par l'archevêque de Malines, comme soutenues par quelques docteurs jansénistes. Nous en signalerons seulement quelques-unes portant que l'ignorance invincible du droit naturel, si elle est possible, n'excuse pas le péché ; qu'il n'est pas permis de suivre l'opinion même la plus probable entre

celles qui le sont véritablement ; que la loi divine impose l'obligation de satisfaire avant de recevoir l'absolution ; qu'il faut interdire la communion à ceux qui n'ont pas encore un amour de Dieu très-pur et sans aucun mélange ; enfin, que lorsqu'une doctrine est clairement établie dans saint Augustin, on peut la soutenir sans avoir égard à aucune bulle des papes. Quant à l'erreur du péché philosophique, elle avait été soutenue en 1686, au collège des jésuites à Dijon, dans une thèse conçue en ces termes : « Le péché philosophique commis sans aucune connaissance de Dieu ou sans aucune attention à lui, n'est point une offense de Dieu ni un péché mortel. » Le docteur Arnaud dénonça cette thèse, et quoique le jésuite qui l'avait fait soutenir prétendît la justifier dans une déclaration où il disait qu'il n'avait parlé du péché philosophique que d'une manière conditionnelle, c'est-à-dire en supposant qu'il pût y avoir de tels péchés, mais qu'il regardait cette supposition comme impossible, il ne put empêcher le soulèvement général contre sa proposition, ni prévenir la juste condamnation dont elle fut frappée. On pouvait élever en effet deux questions à ce sujet : l'une, de savoir si l'on se rend coupable d'un péché qui offense Dieu quand on transgresse la loi sans penser à lui ; l'autre, de savoir si tous ceux qui pèchent ont des inspirations qui au milieu de leurs désordres leur rappellent la pensée de Dieu. Il est évident qu'on ne peut nier le premier point sans ruiner les fondemens de la morale, et qu'on ne saurait excuser ni pallier cette erreur en soutenant l'affirmative sur le second point, puisque l'oubli de Dieu est un fait incontestable chez une foule de libertins ou de pécheurs corrompus, et que bien loin de leur servir d'excuse il est représenté avec raison comme une aggravation de leurs crimes.

Le pape Alexandre VIII mourut le 1<sup>er</sup> février 1691, et le conclave pour l'élection de son successeur dura plus de cinq mois, tant il y eut d'efforts et d'intrigues de la



part des différentes couronnes et de leurs partisans pour obtenir un pape qui leur fût dévoué. Enfin, le 12 juillet, on élut le cardinal Pignatelli, qui prit le nom d'Innocent XII. Il était recommandable par ses vertus éminentes, surtout par son zèle, par son désintéressement et par sa charité envers les pauvres. Il ne voulut donner aucune charge à ses parens, et pour abolir les abus du nepotisme, il publia dès la seconde année de son pontificat et fit souscrire par tout le sacré collège une bulle qui ôtait toute distinction et tout privilège aux neveux des papes, avec obligation à tous les cardinaux présens et futurs de la confirmer par serment à chaque conclave. Il prit des mesures efficaces pour rétablir le bon ordre à Rome, où les crimes avaient été si nombreux pendant le dernier conclave, que cent quatre-vingt-deux personnes furent assassinées. Il supprima toutes les charges inutiles, réduisit les dépenses de sa maison au plus strict nécessaire, et trouva ainsi le moyen de pourvoir à la subsistance des pauvres par des aumônes abondantes. Il s'appliqua avec beaucoup de soin à maintenir la science et la vertu dans le clergé, et obligea tous les curés de Rome de s'assembler toutes les semaines pour conférer sur les devoirs de conscience. Son caractère de modération et de douceur paraissait propre à terminer les démêlés entre le pape et le roi de France. Louis XIV chargea les cardinaux d'Estrées et de Janson de négocier un accommodement, et après bien des difficultés, on convint enfin, au mois d'août 1693, que les évêques nommés depuis le commencement des contestations écriraient au pape une lettre pour désavouer ce qui s'était fait dans l'assemblée de 1682, et qu'ensuite ils recevraient leurs bulles. Chacun d'eux écrivit séparément cette lettre, où on témoignait une vive douleur de ce qui s'était fait dans cette assemblée. Après quoi on ajoutait : « Ainsi donc tout ce qui a pu être censé ordonné dans ladite assemblée touchant la puissance ecclésiastique et l'autorité ponti-



ficale, nous le regardons comme non ordonné, et déclarons qu'il doit être tenu pour tel. De plus, nous tenons pour non avenu tout ce qui a pu être censé délibéré au préjudice des églises. »

Il y eut vers le même temps quelques négociations en Allemagne pour réunir les protestans à l'Église romaine. Les diètes s'étaient occupées plusieurs fois de ce projet, lorsque l'empereur Léopold, en conséquence de leurs délibérations, donna en 1691 à l'évêque de Neustadt des lettres patentes pour traiter de cette affaire avec les états protestans. Ce prélat, distingué par sa piété, par sa modération et ses lumières, fut très-bien accueilli par les princes de la maison de Brunswick, dont un s'était fait catholique, et après avoir négocié pendant plusieurs mois avec Molanus, surintendant des églises de Hanovre, il voulut s'appuyer du secours de Bossuet, dont la grande réputation s'était étendue en Allemagne. Celui-ci fut d'ailleurs engagé dans cette négociation par une princesse palatine, qui avait abjuré le calvinisme pour se faire religieuse à Maubuisson, et qui désirait vivement faire ouvrir les yeux à sa sœur, duchesse de Hanovre. Molanus voulait qu'on commençât par se réunir sous certaines conditions, après quoi on examinerait les dogmes contestés, soit dans des conférences, soit dans un nouveau concile général. Mais Bossuet représenta que l'autorité du concile de Trente, tenu comme œcuménique par tous les catholiques, ne pouvait être mise en question, ni ses décisions soumises à un nouvel examen, et que par conséquent la première condition devait être d'y souscrire. Il promit, du reste, que l'Église se montrerait facile sur tous les points de pure discipline. Le fameux Leibniz, conseiller des ducs de Hanovre, entra de son côté en négociation avec Bossuet, et il y eut entre eux une correspondance qui dura trois ans, et qui ensuite après quelque interruption recommença en 1697 par les soins du duc Antoine de Brunswick, et finit en 1701. Mais elle ne pro-

duisit aucun résultat. Leibnitz élevait sans cesse de nouvelles difficultés, et se montra beaucoup moins conciliant que Molanus. On l'a même accusé de l'avoir écarté à dessein pour faire échouer le projet de réunion. Cependant le duc Antoine Ulric de Brunswick renonça quelque temps après au luthéranisme, et l'on peut croire que les lettres solides de Bossuet contribuèrent pour beaucoup à sa conversion.

Les discussions sur le jansénisme continuaient en France et surtout dans les Bays-Bas, où le docteur Arnaud, Nicole, Quesnel et d'autres théologiens du parti avaient cherché un asile. Un professeur de l'université de Douai, nommé Gilbert, ayant enseigné les erreurs de Jansenius dans un traité de la grâce, fut destitué en 1687, et son livre censuré par une commission de quelques docteurs de Sorbonne et par l'évêque d'Arras. Il se rétracta, et ne laissa pas de faire l'apologie de son livre. Comme il y avait à Douai quelques autres jansénistes qui montraient plus de circonspection et qui publiaient surtout que le jansénisme est un fantôme, un docteur chercha les moyens de les démasquer. Il écrivit pour cet effet à un bachelier nommé de Ligny, professeur de philosophie, une lettre flatteuse, où il le félicitait de son zèle à défendre la bonne morale, et il signa cette lettre par les deux lettres A. A., pour faire croire par ces deux initiales, comme par le ton de la lettre, qu'elle était du docteur Antoine Arnaud. Le sieur de Ligny donna dans le piège; il répondit à l'adresse qu'on lui avait indiquée, et le faux Arnaud, voyant que cette ruse lui avait réussi, envoya d'autres lettres signées de la même manière aux sieurs Laleu et Rivette, professeurs royaux, ainsi qu'à un chanoine nommé Malpaix. Elles produisirent le même effet; les docteurs trompés répondirent comme le bachelier par des témoignages de dévouement, et il s'établit entre eux et le mystérieux correspondant un commerce de lettres, où le faux Arnaud n'oubliait rien pour entretenir

leur illusion et gagner leur confiance. Enfin, voyant qu'il avait atteint complètement ce double but et qu'il ne pouvait plus douter de leur disposition à faire tout ce qu'il leur demanderait, il rédigea une thèse contenant les erreurs du jansénisme, et l'envoya au sieur de Ligny avec une lettre signée Antoine A., où il disait que cette thèse avait été soutenue à Malines, dont l'archevêque, gouverné par les jésuites, voulait la censurer; mais qu'il y avait grande apparence que ce prélat n'en ferait rien quand il verrait le grand nombre d'approbations qu'elle avait reçues. Il finissait en priant de Ligny et ses amis d'y joindre les leurs. Ils n'hésitèrent pas à le faire, mais avec quelques explications qu'ils jugèrent nécessaires pour ne pas donner prise à leurs ennemis. Du reste, ils déclarèrent dans leur lettre que la thèse leur paraissait très-orthodoxe. Le faux Arnaud leur répondit que ces explications pouvaient être regardées comme injurieuses pour les autres approbateurs; il envoya une autre copie de la thèse, demanda une signature pure et simple, et l'obtint. Il promettait depuis quelque temps au sieur de Ligny de lui procurer en France un établissement avantageux auprès d'un saint évêque fidèlement attaché à la doctrine de saint Augustin. Dès qu'il eut reçu les signatures, il lui fit entendre qu'il fallait se disposer à partir bientôt, et qu'il se chargerait de le présenter lui-même; il lui donna en conséquence les adresses où de Ligny devait le trouver. Celui-ci, d'après l'avis qu'on lui donna, envoya d'abord ses livres et ses papiers à Valenciennes, où l'on eut soin de les faire saisir; puis au mois de mai 1691 il partit pour Paris, et de là il se rendit à Carcassonne chez un chanoine, pour qui on lui avait donné une lettre avec promesse de venir l'y joindre. Mais l'étonnement du chanoine et l'accueil peu gracieux qu'il en reçut lui firent comprendre enfin qu'il avait été dupe, et il fut obligé de s'en retourner avec le regret d'avoir été joué, d'avoir fait d'inutiles dépenses et perdu ses

livres et ses papiers. Cependant le faux Arnaud écrivit au sieur Malpaix qu'un domestique infidèle venait de lui voler ses papiers, ses lettres et une partie de ses livres, et que sans doute ce misérable, dans l'espoir d'une récompense, ne manquerait pas de les livrer à la cour pour le perdre avec ses amis. Il le pria de donner avis de cette trahison aux sieurs Laleu et Rivette ainsi qu'au docteur Gilbert, et les exhortait à se cacher jusqu'à ce qu'on vît quel tour prendrait cette affaire. Cette lettre fut bientôt suivie d'une autre, où il disait que ses craintes n'avaient été que trop bien fondées, et que la cour était instruite de tout et indignée contre eux. On vit paraître peu de temps après un écrit intitulé : Lettre à un docteur de Douai sur les affaires de son université ; c'était la thèse avec les approbations, les noms des approbateurs et des fragmens de leurs lettres, qu'on réimprima dans la suite sous le titre de Secrets du parti de M. Arnaud, découverts depuis peu. L'auteur de cette fourberie était le docteur Tournely, alors professeur à Douai, qui devint bientôt après professeur en Sorbonne, et dont on a plusieurs savans traités de théologie. Le docteur Arnaud, dont on avait emprunté le nom, porta ses plaintes par écrit à l'évêque d'Arras, et publia deux lettres contre les jésuites, qu'il accusait d'avoir tramé cette odieuse fourberie. L'évêque d'Arras voulut se saisir de l'affaire, comme juge de la doctrine dans son diocèse, et cita les approbateurs de la thèse à comparaître ; mais quand il demanda la remise des pièces en original, le recteur du collège des jésuites, à qui on les avait données, répondit qu'elles étaient envoyées à Paris. Le roi les fit examiner par quelques docteurs, et sur leur rapport il envoya des lettres de cachet pour faire reléguer en différentes villes les approbateurs de la thèse.

Comme plusieurs jansénistes peu scrupuleux ne faisaient pas difficulté de signer le formulaire, en prétendant que la signature ne portait que sur les cinq propositions

et non sur le livre de Jansenius, les évêques des Pays-Bas résolurent d'ajouter au formulaire quelques mots qui préviendraient toutes les évasions. Ce dessein alarma les jansénistes, et pour en empêcher l'effet ils envoyèrent à Rome le sieur Hennebel, qui remit au pape, le 7 mai 1693, une supplique où il demandait que le saint-siège déclarât qu'il était permis à la faculté de Louvain d'enseigner la doctrine contenue dans les censures contre Lessius, et que les décrets apostoliques n'avaient donné aucune atteinte à la doctrine de la grâce efficace par elle-même et de la prédestination gratuite. Le pape rendit à cette occasion un décret en date du 28 janvier 1694, par lequel il défendait de donner au formulaire aucun autre sens que celui qui se présente naturellement et qui résulte de la signification propre des termes. Il fit dresser en même temps deux brefs, l'un pour la faculté de Louvain dans lequel, après avoir loué la soumission des docteurs aux bulles apostoliques, il déclarait qu'à l'exemple de saint Célestin il ne jugeait pas nécessaire de définir certaines questions plus profondes et controversées sur les matières de la grâce, et les avertissait de quitter tout esprit de contention et de s'en tenir, comme ils disaient l'avoir toujours fait, à la doctrine de saint Augustin et de saint Thomas; l'autre pour les évêques des Pays-Bas dans lequel il leur marquait que, s'attachant inviolablement aux constitutions d'Innocent X et d'Alexandre VII, il voulait qu'elle demeurassent dans toute leur force; et que comme on était tenu de souscrire au formulaire sincèrement, sans aucune distinction, restriction ou explication, et de condamner les propositions extraites du livre de Jansenius, dans le sens propre et naturel que les termes présentent, lequel est le sens condamné par les bulles, aussi ne fallait-il rien exiger au delà du formulaire proposé et des paroles prescrites par la constitution apostolique. Ces brefs et ce décret furent vivement attaqués dans les cor-



respondances particulières des jansénistes, qui voyaient ainsi condamner de nouveau la distinction du fait et du droit ; ils affectèrent néanmoins de publier que le pape autorisait cette distinction, et qu'il suffisait de condamner les propositions dans leur sens propre, sans toucher au sens du livre de Jansenius. Ces prétentions ridicules obligèrent les évêques à porter des plaintes au pape sur le sens pervers qu'on donnait à ses brefs, et en conséquence il leur adressa un nouveau bref en date du 24 novembre 1696, où il témoignait combien il était étonné qu'on le soupçonnât d'avoir voulu changer les constitutions de ses prédécesseurs, tandis qu'il avait déclaré que le formulaire subsistait dans toute sa force, et qu'il devait être signé sans distinction ni restriction.

Le docteur Arnaud mourut sur ces entrefaites au mois d'août 1694, dans sa quatre-vingt-troisième année. La crainte d'être arrêté en France l'avait obligé depuis quinze ans à se retirer dans les Pays-Bas, où il vécut presque toujours caché, n'ayant avec lui que deux ou trois disciples fidèles. Il avait si grande peur d'être reconnu et obligé de souscrire sans réserve aux bulles du saint-siège, que, sentant approcher sa dernière heure, il aima mieux expirer entre les bras du père Quesnel, qui lui administra le viatique et l'extrême-onction quoiqu'il n'eût pas les pouvoirs, que d'appeler un prêtre approuvé de l'ordinaire. La nouvelle secte perdit en lui sa plus ferme colonne et son principal appui. Il réunissait tous les talents propres à la soutenir et à lui donner de l'éclat. Il avait une érudition immense, beaucoup de netteté dans les idées, une grande force de raisonnement, un esprit vif et une activité prodigieuse ; il était philosophe, théologien, écrivain distingué, et la multitude de ses écrits sur une foule de matières prouve assez l'étendue de son génie et la variété de ses connaissances. On ne peut assez regretter qu'il ait employé tant de talents et perdu tant de temps à défendre une si mauvaise cause.



L'année suivante 1695, le pape fit mettre à l'index le traité de la dévotion à la sainte Vierge, par Baillet, et l'Année chrétienne de Letourneux. Le fond de ce dernier ouvrage était une traduction du Bréviaire et celle du Missel déjà proscrite en 1660. L'autre était rempli de critiques téméraires sur le culte et les fêtes de la sainte Vierge, et semblait n'avoir d'autre but que d'affaiblir la dévotion des fidèles. L'archevêque de Malines condamna dans le même temps le livre de la Fréquente communion, du docteur Arnaud, et quelques livres jansénistes, ce qui détermina le père Quesnel à publier contre lui, sous le titre de Très-humble remontrance, un libelle tellement rempli d'injures, qu'il fut brûlé par la main du bourreau. Un de ces livres proscrits était la Méthode de remettre et de retenir les péchés, publiée en 1674 et déjà condamnée en 1681 par l'inquisition de Tolède. Le père Quesnel, après avoir publié une apologie des censures de Louvain et de Douai contre Lessius, fit paraître sous le titre de Mémoires pour servir à l'histoire de la faculté de Douai, un écrit où il prétendait montrer que cette faculté avait enseigné sans réclamation et longtemps avant Jansenius la doctrine contenue dans l'*Augustinus*. La faculté de Douai fit une censure de ces mémoires en 1696, et les condamna comme renouvelant en partie les erreurs proscrites par les bulles d'Innocent X et d'Alexandre VII, et comme traitant le jansénisme de fantôme avec autant de fausseté que de témérité. Enfin, le pape condamna en 1697 un livre intitulé Exposition de la foi catholique sur la grâce et la prédestination, par le sieur de Barcos, neveu de Saint-Cyran, publié par le père Gerberon; deux ouvrages latins de ce dernier sur les mêmes matières, et les ouvrages de Bañus, que cet écrivain janséniste avait fait réimprimer.

Le livre de Barcos avait été condamné l'année précédente par un mandement de M. de Noailles, archevêque de Paris, comme contenant des propositions impies,

blasphématoires, hérétiques, et présentant comme des vérités de foi les erreurs de Jansenius frappées d'anathème par toute l'Église. Ce mandement renfermait en outre une instruction sur la grâce, avec une défense d'accuser personne de jansénisme sur de vagues soupçons. Le père Gerberon ne manqua pas de l'attaquer, et publia des remarques où il prétendait que la condamnation prononcée par l'archevêque n'était qu'une concession faite pour la forme à des préventions étrangères, et qu'on devait la regarder comme non avenue, puisque le livre condamné ne renfermait pas une autre doctrine que celle du mandement, dans lequel ce prélat établissait la doctrine de la grâce efficace par elle-même, comme étant celle de toute l'Église, qui dans ses prières demande non-seulement le pouvoir mais encore l'effet. Ce mandement devint aussi l'occasion d'un autre libelle plus injurieux contre M. de Noailles. Comme il avait approuvé en 1695, étant évêque de Châlons, les *Réflexions morales* du père Quesnel sur le Nouveau Testament, qui firent tant de bruit plus tard, on imagina de le mettre en contradiction avec lui-même dans un écrit publié sous ce titre : *Problème ecclésiastique* proposé à M. l'abbé Boileau, de l'archevêché de Paris ; à qui l'on doit croire de M. de Noailles évêque de Châlons, ou de M. de Noailles archevêque de Paris. Cet écrit, imprimé à Bruxelles, ne fut pas plus tôt connu, que le parlement, sur un réquisitoire du célèbre d'Aguesseau, alors avocat général, rendit un arrêt qui le condamnait à être lacéré et brûlé devant l'église de Notre-Dame par la main du bourreau, ce qui fut exécuté le 15 janvier 1699, et l'année suivante il fut condamné à Rome par l'inquisition. On attribua ce libelle aux jésuites, parce qu'en effet c'était le père Souâtre, jésuite de la province d'Artois, qui l'avait fait imprimer. Mais le père d'Avrigny ne laisse pas de soutenir qu'il était vraisemblablement d'un bénédictin janséniste nommé Thierry de Vaixnes, parce qu'on en

trouva quelque temps après une copie manuscrite dans ses papiers. Il ajoute que le père Souâtre fut la dupe des jansénistes, qui eurent soin de faire tomber le problème entre ses mains dans l'espoir qu'il le ferait imprimer. Il faut avouer que cette manière de disculper les jésuites est fort plaisante.

La religion chrétienne venait d'être autorisée à la Chine depuis quelques années par un édit public de l'empereur. Elle n'avait obtenu jusqu'alors qu'une tolérance précaire, et quel que fût le crédit des jésuites à la cour, la bonne volonté de l'empereur ne suffisait pas toujours pour contenir le zèle fanatique de quelques gouverneurs de province, dont les vexations et l'intolérance trouvaient un prétexte dans les anciennes lois, qui interdisaient toutes les religions étrangères. Une persécution violente qui s'éleva dans la province de Che-klam devint l'occasion de cet édit, qui affranchit les chrétiens des caprices des mandarins et des gouverneurs. Le vice-roi de cette province entreprit de faire exécuter rigoureusement les anciennes lois et d'empêcher les progrès du christianisme; il défendit à toute personne d'en faire profession, et voulut chasser deux missionnaires sous prétexte qu'ils étaient venus dans son gouvernement sans permission. Un médecin chrétien, connu par son zèle, et qui allait de maison en maison pour exhorter les fidèles à la constance, fut condamné à une rude bastonnade et exposé au pilori; mais au lieu d'être ébranlé par ces tortures infamantes, il fit éclater sa joie d'avoir à souffrir pour Jésus-Christ, et l'exemple de sa fermeté servit à encourager les chrétiens, et porta même plusieurs païens à demander le baptême. Cependant les missionnaires donnèrent avis de ces persécutions aux jésuites qui étaient à la cour, et dont le crédit venait d'être encore augmenté tout récemment par un service important. Les Russes ayant étendu successivement leurs possessions dans la Sibérie et bâti des villes ou des forts de distance

en distance jusqu'aux frontières de la Tartarie chinoise, il s'éleva bientôt entre les deux nations une guerre qui dura plusieurs années. Les Chinois avaient essuyé plusieurs échecs et commençaient à se lasser de la guerre, lorsque le père Gerbillon proposa de se rendre comme négociateur auprès des Russes, et les fit consentir à la paix. Cette circonstance devait disposer naturellement à bien accueillir les sollicitations des missionnaires. Un prince de la famille impériale écrivit deux fois des lettres pressantes au gouverneur de la province de Che-kiam pour empêcher la persécution; mais cette démarche produisit peu d'effet. Les jésuites, craignant alors que l'exemple de ce gouverneur ne fût imité dans les autres provinces, voulurent profiter des bonnes dispositions de la cour, et présentèrent une requête pour demander que la religion chrétienne fût approuvée dans tout l'empire par un édit public. L'empereur prit lui-même la peine de corriger cette requête pour lui donner la forme la plus propre à la faire accueillir par le tribunal des rites, où elle devait être renvoyée selon l'usage. Mais quoique l'on n'eût rien oublié pour faire valoir les services rendus par les jésuites aussi bien que la sainteté de la religion chrétienne, le tribunal des rites prononça qu'il fallait s'en tenir aux anciennes lois qui défendaient la religion des Européens. Ce fut un coup de foudre pour les jésuites, à qui l'empereur, malgré sa bienveillance, déclara que le mal était sans remède. Toutefois, sur les représentations de quelques princes de sa famille qui lui firent entendre qu'il n'était pas obligé de se plier ainsi à tous les préjugés d'une nation conquise, il dressa lui-même une nouvelle requête qu'il envoya au tribunal du Li-pou, composé en grande partie de mandarins tartares, où elle fut accueillie. Ce tribunal rendit un arrêt par lequel il déclarait, qu'attendu les services rendus par les jésuites, et considérant que leur doctrine était incapable de causer des troubles et qu'on tolérait d'ailleurs une

foule de religions superstitieuses, il fallait laisser les églises dans l'état où elles étaient ci-devant et permettre à tout le monde d'y aller adorer Dieu, sans inquiéter désormais personne à ce sujet. L'empereur Cham-hi confirma aussitôt cet arrêt par un édit du 2 février 1692, et en ordonna l'exécution dans tout l'empire. Mais cet édit n'eut pas les résultats qu'on pouvait en espérer; car les progrès du christianisme trouvèrent un obstacle dans les divisions produites entre les missionnaires par l'opiniâtre résistance des jésuites aux décrets du saint-siège qui condamnaient les cérémonies chinoises. En effet, dès l'année suivante ces divisions recommencèrent ou plutôt se manifestèrent avec un éclat qu'elles n'avaient pas eu auparavant, et qui porta bientôt la cour à en prendre connaissance. Ce fut à l'occasion d'un mandement publié alors par M. Maigrot, prêtre des missions étrangères de Paris et vicaire apostolique en Chine. Comme les jésuites refusèrent de s'y soumettre, leur résistance, appuyée par l'autorité de l'empereur, devint pour le vicaire apostolique et pour tous les missionnaires soumis à la décision du saint-siège une source de tribulations et de persécutions qu'on verra plus tard.

Les Actes des saints publiés par les bollandistes devinrent l'occasion d'une dispute futile, mais qui ne laissa pas de faire beaucoup de bruit. Comme les carmes avaient la prétention de faire remonter l'origine de leur institut jusqu'au prophète Élie, ils furent extrêmement choqués de ce que les bollandistes sans combattre cette prétention, l'avaient néanmoins rejetée en présentant le bienheureux Berthold comme premier général de l'ordre. Ils publièrent contre ce recueil plusieurs écrits, où ils reprochaient aux éditeurs un grand nombre d'erreurs; notamment d'avoir regardé comme apocryphes les décrétales des papes antérieurs à saint Sirice et la prétendue donation de Constantin. Ces critiques et d'autres semblables, toutes ridicules qu'elles étaient, ne laissèrent



pas de faire impression sur quelques personnes, et l'inquisition d'Espagne condamna les Actes des saints, par un décret du mois de novembre 1695 ; mais cette censure fut révoquée quelques années plus tard, et le pape Innocent XII termina ces contestations sur l'origine des carmes, par un bref de l'an 1698, qui défendait sous des peines rigoureuses d'agiter cette question. La faculté de théologie de Paris publia vers le même temps une censure de plusieurs propositions extraites d'une vie de la sainte Vierge, par Marie d'Agreda, religieuse de l'ordre de Saint-François. Elle était née en Espagne, au commencement du dix-septième siècle, et avait été nommée abbesse du couvent d'Agreda, d'où elle a pris son nom. Elle crut avoir des révélations de la sainte Vierge, et publia d'après ces prétendues révélations une histoire pleine de rêveries. Ce livre ayant été traduit en français, fut déféré par le syndic à la faculté de théologie de Paris, où il trouva quelques défenseurs ; mais enfin après de longs débats, elle en condamna un grand nombre de propositions comme téméraires et exposant la religion au mépris des impies et des hérétiques.

Les erreurs du quiétisme avaient pénétré en France, où elles trouvèrent des partisans qui leur donnèrent beaucoup de vogue et de célébrité. On en trouvait quelques vestiges dans les ouvrages du père Guilleré, jésuite, mort en 1684 ; elles avaient été plus clairement enseignées par un laïque provençal nommé François Malaval, dans un ouvrage intitulé : Pratique facile pour élever l'âme à la contemplation. Cet ouvrage fut condamné avec ceux de Molinos, et l'auteur se rétracta sincèrement. Les mêmes erreurs furent ensuite répandues par une femme, madame Guyon, dont elles ont rendu le nom célèbre. Devenue veuve à l'âge de vingt-deux ans, elle s'était fait une grande réputation par son esprit et par sa piété, lorsqu'elle eut occasion de faire connaissance à Paris avec M. d'Aranthon, évêque de Genève, qui la fit venir



à Annecy pour la mettre à la tête d'une communauté de filles, établie pour travailler à l'instruction des nouvelles converties. Elle s'y rendit en 1681; mais elle n'y resta pas longtemps, et s'établit à Gex, où elle se lia étroitement avec le père Lacombe, barnabite, qui avait beaucoup de penchant pour la doctrine des nouveaux mystiques. Un sermon dans lequel il prêcha clairement cette doctrine ayant excité des plaintes, il sortit de Gex pour se retirer à Thonon, où il fut suivi par madame Guyon, qui l'avait pris pour son directeur. Les maximes nouvelles qu'ils débitèrent l'un et l'autre concernant la vie intérieure firent interdire le père Lacombe, et alors ils quittèrent le diocèse de Genève, firent un voyage en Italie, s'arrêtèrent quelque temps dans plusieurs villes, et après quelque séjour à Grenoble, ils vinrent se fixer à Paris. Le père Lacombe avait fait imprimer en 1686, à Vercell, un traité en latin sous le titre d'Analyse de l'Oraison mentale, où il enseignait les erreurs du quiétisme, c'est-à-dire l'inaction complète et l'indifférence absolue dans l'état de perfection; mais il ne paraît pas qu'il ait donné dans les abominations de Molinos. Madame Guyon avait aussi publié vers le même temps un écrit intitulé *Moyen court et facile pour faire l'oraison*, où elle exposait les mêmes erreurs. Elle ne fut pas longtemps à Paris sans devenir suspecte. Elle fut arrêtée et renfermée pendant huit mois dans un couvent, où l'official lui fit subir plusieurs interrogatoires sur sa doctrine et ses voyages. Mais elle obtint enfin sa liberté par le crédit de madame de Maintenon, qui lui permit de s'établir à Saint-Cyr. Elle continua de répandre ses maximes de fausse mysticité, qui séduisirent un grand nombre de personnes, surtout des femmes, parmi lesquelles on remarque les duchesses de Chevreuse, de Béthune, de Mortemart et de Beauvilliers. Elle fit alors paraître un autre ouvrage également rempli des erreurs du quiétisme, et qui fut imprimé en 1688 sous ce titre, *le Cantique des cantiques interprété*

selon le sens mystique. Enfin elle composa et répandit d'autres ouvrages manuscrits, où elle s'abandonnait à toutes les illusions d'une imagination extravagante.

Ce fut peu de temps après avoir été remise en liberté qu'elle fit connaissance avec Fénelon, qui eut occasion de la voir en 1687 chez la duchesse de Béthune, et qui devint bientôt son admirateur. Il s'était fait depuis longtemps une grande réputation par ses talens et sa piété; ayant achevé ses études au séminaire de Saint-Sulpice et reçu la prêtrise, il s'était livré avec zèle aux fonctions les plus humbles du saint ministère, et l'onction persuasive qui régnait dans ses discours l'avait fait nommer supérieur de la maison des Nouvelles catholiques, établie à Paris pour l'instruction des jeunes protestantes. Il fut employé ensuite avec beaucoup de succès aux missions pour la conversion des hérétiques dans la Saintonge et le pays d'Aunis. Enfin son mérite le fit nommer en 1689 précepteur du duc de Bourgogne. Sa tendre piété lui inspira naturellement beaucoup de sympathie pour une femme qui semblait ne prêcher que le désintéressement dans l'amour de Dieu, une entière abnégation de soi-même et un total abandon aux inspirations de la grâce. Cependant des plaintes nombreuses ne tardèrent pas à s'élever contre le renouvellement et les progrès du quiétisme condamné par le saint-siège. Le père Lacombe, d'abord enfermé chez les Pères de l'Oratoire, fut mis ensuite à la Bastille, et transféré quelque temps après en différentes prisons. Le bruit se répandit que madame Guyon, par ses écrits, par ses discours et ses conférences de piété, propageait la séduction, et que les nouvelles erreurs s'étaient introduites dans les communautés et même à la cour. Elle prit alors, par le conseil de Fénelon, le parti de soumettre sa doctrine et ses écrits au jugement de Bossuet, regardé avec raison comme l'oracle de l'Église de France. Elle lui remit donc au mois de septembre 1693 tous ses ouvrages tant imprimés que manuscrits, et ce prélat les

emporta dans son diocèse pour les lire et les examiner.

On peut juger quel fut son étonnement quand il y vit toutes les rêveries, les extravagances et les erreurs dont ils étaient remplis. Elle exposait dans le *Moyen court* et dans l'*Explication du Cantique des cantiques* toute la doctrine contenue dans la *Guide spirituelle* de Molinos, c'est-à-dire l'anéantissement de toutes les puissances de l'âme, et une contemplation passive qui ne permettait plus dans l'état de perfection de faire aucun acte de vertu, de rien demander, de rien espérer, ni de faire aucun effort pour combattre ses penchans et résister à la tentation ; parce qu'alors l'âme identifiée avec Dieu, n'avait plus de volonté propre et ne pouvait plus pécher. Mais c'était surtout dans ses manuscrits qu'elle développait les dangereuses conséquences de cette doctrine. Elle enseignait dans celui qui avait pour titre les *Torrents*, que l'abandon parfait ne réserve rien, ni salut, ni paradis, ni enfer ; que Dieu ôte quelquefois à l'âme et pour toujours, toute grâce, toute vertu, en sorte qu'elle devient horrible au monde ; mais que dans cet état la fidélité de l'âme consiste à souffrir sa puanteur, et à se laisser pourrir selon toute l'étendue de la volonté de Dieu, sans chercher de quoi éviter la corruption ; que bientôt elle arrive à ne plus la sentir, à y demeurer en repos sans espérance d'en sortir ; qu'au lieu de craindre comme autrefois la communion et de s'en croire indigne, elle y va comme à table tout naturellement ; qu'elle s'accuse et se confesse par obéissance comme un enfant, sans douleur ni repentir, ne sentant plus en elle aucune volonté propre qui puisse offenser Dieu, c'est-à-dire que l'état d'une âme livrée au désordre, abandonnée de Dieu, et endurcie dans le crime, était donné, sous le nom d'anéantissement et d'abnégation complète, comme le plus sublime état de perfection où la grâce puisse élever. Dans l'*Explication de l'Apocalypse* et dans sa *Vie écrite* par elle-même ; elle poussait encore plus loin, s'il est

possible, l'extravagance et l'impiété ; elle se donnait pour prophétesse, racontait des visions quelquefois révoltantes par leur cynisme , prétendait lire dans le fond des âmes et avoir sur elles aussi bien que sur les corps une puissance miraculeuse et divine. « Ce que je lierai , disait-elle, sera lié, et ce que je délierais, sera délié. » Enfin elle se disait remplie de grâces non-seulement pour elle , mais pour les autres ; et cette plénitude était quelquefois si grande qu'elle ne pouvait la contenir, et qu'il fallait promptement la délayer et la mettre sur un lit, pour empêcher son corps de se briser et de se fendre ; encore n'était-ce qu'un léger soulagement, et le souverain remède était de s'asseoir auprès d'elle en silence. Alors de ce réservoir divin il se faisait un dégorgeement de grâces sur ceux qui étaient présens et bien disposés. Telles sont les rêveries scandaleuses qu'elle osait débiter sous le voile du mysticisme et de la piété. Il y a lieu d'être surpris qu'une femme livrée à de telles illusions ait pu trouver des partisans, et que pour condamner des erreurs si manifestes on ait eu besoin de recourir aux lumières de Bossuet, et d'attendre son jugement.

Ce prélat, revenu à Paris au commencement de l'an 1694, eut plusieurs entretiens avec madame Guyon pour la faire revenir de ses erreurs, et voulut lui faire avouer au moins qu'elle pourrait demander la rémission de ses péchés ; elle répondit qu'elle était disposée à dire tout ce que l'on voudrait, mais qu'elle ne pouvait faire cette demande parce qu'elle était contraire à la nature de son oraison ; il lui défendit en conséquence la participation des sacremens ; toutefois, comme elle protesta peu de temps après de son entière soumission à l'Eglise , cette défense n'eut pas de suite. Bossuet, plein d'affection et d'estime pour Fénelon , entreprit de le désabuser en lui communiquant les extraits qu'il avait faits des écrits de madame Guyon ; mais il obtint pour toute réponse , que puisqu'elle s'était soumise, il n'y avait pas lieu de la con-

damner. Il fut aussi étonné qu'affligé de cet attachement pour une femme extravagante ; car il ne s'agissait pas de la condamner, mais de l'abandonner, et d'ailleurs si elle paraissait soumise et déclarait vaguement qu'elle n'avait jamais eu l'intention de s'éloigner de la doctrine de l'Église, elle était loin de faire une rétractation formelle de ses erreurs. Cependant comme des soupçons se répandaient sur ses mœurs aussi bien que sur sa doctrine, elle écrivit au mois de juin à madame de Maintenon, pour la supplier de demander au roi des commissaires avec pouvoir d'informer et de prononcer sur sa conduite ; mais on lui répondit qu'il ne s'agissait que de sa doctrine, et alors elle se borna à demander que M. de Noailles, évêque de Châlons, et M. Tronson, supérieur général de la congrégation de Saint-Sulpice, fussent associés à Bossuet pour la décision des points sur lesquels on lui imputait des erreurs. Ils tinrent pendant sept à huit mois de nombreuses conférences à Issy, dans la maison du séminaire, et examinèrent avec soin les écrits de cette dame et ceux que Fénélon leur remettait lui-même sur ces matières, principalement des extraits d'auteurs mystiques. On lit dans ses lettres polémiques sur le quiétisme que le roi et madame de Maintenon avaient jugé à propos de l'associer aux examinateurs, et que ce fut Bossuet qui lui demanda ces extraits, pour se mettre au courant de ces matières qu'il connaissait peu. Mais Bossuet insinue, au contraire, que Fénélon les présenta spontanément, qu'il eut par là occasion d'intervenir dans les conférences, et qu'on s'empressa de l'admettre, pour le détacher ainsi du parti de madame Guyon. Il est difficile de prononcer entre les témoignages contradictoires de ces deux prélats, dont l'un a été trompé par ses souvenirs ; toutefois les présomptions nous paraissent en faveur de Bossuet ; car on ne peut guère supposer qu'il ait cru avoir besoin de lire Taulère, Rusbrock, ni d'autres mystiques, pour prononcer sur des erreurs qui anéantissaient



toutes les vertus chrétiennes , et qui d'ailleurs venaient d'être solennellement condamnées par le saint-siège.

Quoi qu'il en soit , les examinateurs convinrent de trente-quatre articles qu'ils jugèrent propres à éclaircir la doctrine catholique et à garantir les fidèles de la séduction du quiétisme. Fénélon y fit faire quelques changemens et les signa comme eux , le 10 mars 1695. Ces articles portaient entre autres choses , que tout chrétien est obligé en tout état de conserver l'exercice des vertus théologales et d'en produire des actes , d'avoir une foi explicite en Dieu , créateur du ciel et de la terre et rémunérateur de ceux qui le cherchent, et en Jésus-Christ, Dieu et Homme, et Rédempteur, et de produire en tout état, quoique non à tout moment, des actes de cette foi ; de vouloir, de désirer, de demander explicitement son salut éternel, la rémission de ses péchés, la grâce de n'en plus commettre, la persévérance dans le bien, l'augmentation des vertus et la force contre les tentations ; qu'il n'est pas permis à un chrétien d'être indifférent pour son salut ni pour les choses qui s'y rapportent ; que les actes mentionnés précédemment ne dérogent point à la plus grande perfection ; qu'il n'est pas besoin pour s'y exciter d'attendre une inspiration particulière , mais que la foi, qui en fait une obligation à tous les chrétiens, doit suffire pour les y porter avec le secours de la grâce ; que les réflexions sur soi-même, sur ses actes, sur les dons qu'on a reçus, sont proposées pour exemple par la pratique des prophètes et des apôtres à tous les fidèles, même aux plus parfaits ; que les mortifications conviennent à tous les états et y sont souvent nécessaires ; que l'oraison perpétuelle ne consiste pas un acte unique, et qui serait supposé permanent et sans interruption, de sorte qu'il n'aurait pas besoin d'être renouvelé ; mais dans une disposition habituelle à ne rien faire qui déplaît à Dieu et à faire tout ce qui peut lui plaire ; que l'oraison de simple contemplation et les autres oraisons extraordinaires,



même passives, approuvées par saint François de Sales et par les autres mystiques reçus dans toute l'Église, ne doivent pas être condamnées ; mais que sans ces oraisons on peut devenir un très grand saint ; que par conséquent ce n'est pas en cela qu'on doit faire consister l'état de perfection, et que d'ailleurs elles ne peuvent constituer un état habituel qui dispense des actes commandés par la foi ; enfin qu'on ne doit pas attacher le don de prophétie ou le ministère apostolique à un certain état de perfection ou d'oraison, et que les voies extraordinaires sont très-rares et sujettes à l'examen des supérieurs ecclésiastiques.

Pendant le cours des conférences tenues à Issy, madame Guyon avait jugé à propos de se retirer à Meaux, dans le couvent de la Visitation, où elle resta six mois, n'ayant de commerce qu'avec deux religieuses et avec le confesseur que Bossuet lui avait donné. Elle signa sans difficulté les trente-quatre articles, et ajouta seulement à l'acte de soumission qui lui fut dicté par ce prélat, qu'elle n'avait jamais eu l'intention de rien avancer de contraire à l'esprit de l'Église catholique, et qu'elle avait toujours fait profession, comme elle le faisait encore, de lui être inviolablement soumise. Sa santé l'obligeant quelque temps après d'aller aux eaux, Bossuet lui donna au mois de juillet une attestation portant qu'il était satisfait de sa conduite, et qu'il n'y avait rien trouvé qui l'impliquât d'aucune manière dans les abominations de Molinos. Cependant on l'accusa bientôt de recommencer à dogmatiser, et la cour, fort prévenue contre elle, la fit enfermer à la Bastille. On l'en fit sortir quelques années après pour la reléguer à Blois. Mais auparavant, M. de Noailles, qui venait de passer de l'évêché de Châlons à l'archevêché de Paris, crut devoir lui faire signer au mois d'août 1696 un nouvel acte de soumission, où elle protesta encore qu'elle n'avait jamais prétendu insinuer aucune des erreurs que présentaient certaines expressions

de ses écrits, et qu'elle n'avait point compris que personne pût se mettre ce mauvais sens dans l'esprit. Beaucoup d'écrivains ont représenté ces actes de soumission comme des témoignages de son innocence et de l'intégrité de sa foi, et comme une excuse pour ceux dont elle avait captivé l'admiration. On doit croire en effet qu'il lui fallut beaucoup d'innocence, mais de celle qui mérite un autre nom, pour se faire illusion sur les extravagances que l'on a vues et ne pas comprendre qu'on y trouvât le mauvais sens qu'elles présentent; mais il nous semble qu'il eût été de sa part un peu plus édifiant de témoigner son repentir et ses regrets sur cet esprit d'illusion, que de chercher à l'excuser par des phrases où la malignité pourrait voir sous des apparences de soumission l'orgueil qui craint d'avouer ses égaremens. On peut faire les mêmes réflexions sur une autre profession de foi qu'elle inséra plusieurs années après dans son testament. Si elle y proteste de son inviolable attachement à la foi de l'Église, si elle déclare en général condamner tout ce que l'Église condamne, elle se garde bien de condamner en particulier ses erreurs et d'en faire une rétractation formelle. Au contraire, elle n'oublie rien pour faire croire qu'elle a été calomniée, et se croit, dit-elle, obligée pour sa justification de protester avec serment qu'on a porté contre elle de faux témoignages, qu'on a contrefait son écriture et falsifié ses écrits et ses réponses, comme si elle ne tenait pas compte des erreurs contenues dans ses livres imprimés. Nous ne voulons pas assurément jeter des doutes ou des soupçons sur l'intégrité de sa foi, puisqu'elle a pu se tromper par ignorance sur des matières qui n'étaient pas à sa portée; mais si l'on peut trouver dans ses bonnes intentions une excuse pour sa personne, elles ne suffisaient pas pour justifier ses écrits et la dispenser d'en faire un désaveu formel, qui eût été la meilleure preuve de docilité et le meilleur moyen d'empêcher la séduction.

Les deux écrits imprimés de madame Guyon, c'est-à-dire le *Moyen court* et l'*Explication du Cantique des cantiques*, avec l'*Analyse de l'oraison mentale*, par le père Lacombe, furent condamnés vers la fin de l'an 1694 par un mandement de M. de Harlay, archevêque de Paris, puis au mois d'avril suivant par Bossuet et par M. de Noailles, et enfin quelques mois après par l'évêque de Chartres, qui proscrivit aussi le manuscrit des Torrens, que l'on avait répandu dans son diocèse. Ces condamnations et les articles signés à Issy semblaient devoir terminer complètement l'affaire du quiétisme; mais de nouvelles discussions vinrent bientôt lui donner un éclat extraordinaire. Comme madame Guyon et ses partisans affectaient de ne voir dans ses écrits que de pieuses exagérations qui ne pouvaient suffire pour lui imputer des erreurs bien éloignées de ses intentions, Bossuet entreprit de combattre cette illusion et d'empêcher que l'on ne continuât de répandre sous ce prétexte une doctrine justement flétrie et qui représentait la prière et les actes des vertus chrétiennes comme opposées à l'état de perfection. Il commença dans ce but un ouvrage où il se proposait d'expliquer toute la théologie mystique; mais des cinq parties qui devaient former ce traité, il ne composa ou du moins ne mit au jour que la première, sous le titre d'*Instruction sur les états d'oraison*. Il y expose les erreurs des nouveaux mystiques, et montre combien elles diffèrent de la doctrine des auteurs approuvés. Fénelon, qui venait d'être nommé archevêque de Cambrai, composa de son côté, sous le titre d'*Explication des maximes des saints*, un ouvrage dont le but était d'exposer d'après les principes des auteurs ascétiques les plus renommés les règles de la vie spirituelle, et surtout ce qui concerne les voies extraordinaires de la contemplation. Mais, séduit par les illusions des nouveaux mystiques, il fit consister l'état de perfection dans un état habituel d'amour désintéressé où n'entre plus ni la crainte des

châtiments, ni l'espoir des récompenses, et dans une sorte de contemplation passive qui exclut les actes distincts et réfléchis, de sorte qu'on n'a plus qu'une pensée, qui est de faire ce que Dieu veut. Il ajoutait même que les saints mystiques ont exclu de l'état des âmes transformées les pratiques des vertus, et c'est une des propositions qui furent condamnées dans son livre; toutefois cette proposition, qui reproduisait le principe fondamental du quiétisme, se trouvait contredite en d'autres endroits, où il reconnaissait la nécessité de l'exercice distinct de chaque vertu; mais il prétendait que dans l'état passif on exerce toutes les vertus distinctes, sans penser qu'elles sont des vertus et sans avoir la volonté d'être vertueux. On voit donc que sans admettre le quiétisme, et même en le combattant expressément, il en empruntait quelquefois le langage, et tombait par un raffinement d'expressions subtiles dans des erreurs qui semblaient en approcher.

Dès que Bossuet eut achevé la première partie de son livre, il voulut le faire approuver par Fénélon, qu'il venait de sacrer archevêque de Cambrai, et qu'il espérait toujours faire revenir de ses illusions. Celui-ci n'eut pas plus tôt jeté les yeux sur le manuscrit, que voyant attaquer et flétrir la doctrine de madame Guyon, il déclara ne pouvoir donner son approbation à un livre fait exprès pour diffamer une femme qui avait eu son estime, et qu'il devait à sa propre réputation de ne pas reconnaître authentiquement qu'elle avait enseigné des erreurs monstrueuses, puisqu'il était bien convaincu qu'elle n'en avait jamais eu l'intention. Mais comme les intentions de cette femme ne justifiaient pas ses écrits, et qu'ils avaient été justement flétris en France et à Rome, il n'est pas trop facile de voir ce que la réputation de Fénélon pouvait gagner à son refus. Une autre raison, dit-on, le retenait encore. Il ne voulait pas que Bossuet pût se vanter de l'avoir attaché à son char de triomphe, et d'en avoir obtenu, sous le nom spécieux d'approbation, une rétracta-

tion formelle. Si Fénelon fut inspiré en effet par ce sentiment de vanité, il en fut cruellement puni. Quoiqu'il en soit, Bossuet fut vivement blessé de ce refus, et encore plus d'apprendre que l'archevêque de Cambrai, sans l'en avoir prévenu, allait publier un ouvrage sur les mêmes matières. Fénelon, après avoir communiqué une première ébauche de son livre à M. Tronson et à M. de Noailles, crut devoir ensuite lui donner plus d'étendue, et le remit à ce dernier, qui l'examina soigneusement avec deux habiles théologiens, dont l'un était le docteur Pirot, fort attaché à Bossuet; ils proposèrent quelques changemens, qu'il fit avec docilité, et M. de Noailles ayant exigé de plus que cet ouvrage ne fût pas publié avant celui de Bossuet, l'archevêque de Cambrai le promit; mais comme il parlait pour son diocèse, laissant son manuscrit à quelques amis pour le faire imprimer, ils ne crurent pas devoir tenir cette promesse. Ainsi l'Explication des maximes des saints sur la vie intérieure parut au mois de janvier 1697, quelques mois avant l'Instruction de Bossuet sur les états d'oraison.

Le livre de Fénelon excita bientôt un soulèvement presque général, et beaucoup d'écrivains ont répété que ce soulèvement fut l'œuvre de Bossuet. Ils prétendent qu'il était poussé par un sentiment de basse jalousie contre Fénelon, dont la réputation toujours croissante faisait ombrage à sa propre gloire; qu'il n'avait pu voir sans un envieux chagrin qu'on le lui eût préféré pour l'archevêché de Cambrai, et qu'il avait été surtout blessé de le voir se démettre après cette nomination d'une abbaye et d'un prieuré, ce qui lui reprochait tacitement, dit-on, la pluralité des bénéfices qu'il possédait. Quelques historiens, qui n'ont pas osé accueillir ouvertement ces odieuses accusations, ne laissent pas de les rapporter avec des insinuations qui laissent apercevoir l'intention maligne de les faire adopter. Nous concevons très-bien le vif intérêt qu'inspirent tout à la fois les éclatantes ver-



tus et les malheurs de Fénélon ; mais rien ne peut autoriser à le défendre par un odieux système de récriminations, comme pour faire disparaître ses torts devant ceux qu'on impute à son adversaire. Ce qui excuse Fénélon dans cette malheureuse affaire du quiétisme, c'est d'être tombé involontairement dans l'erreur par un excès de piété ; et ce qui fait sa gloire, c'est d'avoir montré une soumission si prompte et si complète à la décision du saint-siège ; tout le reste ne peut rien ajouter à cette apologie, et la gloire de Bossuet doit être trop précieuse à l'Église de France pour la sacrifier à aucun intérêt. Nous ne craignons donc pas de dire que les motifs de jalousie qu'on lui prête sont absurdes ; que son éclatante réputation, fondée sur des titres sans nombre et de toute sorte, ne pouvait craindre aucune rivalité ; qu'il avait donné avant Fénélon une preuve d'abnégation et de respect pour la discipline en renonçant, lorsqu'il devint précepteur du dauphin, à l'évêché de Condom, où il ne pouvait plus résider ; enfin, que s'il possédait quelques bénéfices avec son évêché de Meaux, il ne pouvait pas même songer à croire que cette pluralité, qui lui était commune avec bien d'autres prélats, pût être indirectement censurée par la conduite de Fénélon, qui lui-même avait possédé plusieurs bénéfices jusqu'au moment où il prit possession de l'archevêché de Cambrai, bien autrement riche que l'évêché de Meaux. On ne saurait donc trouver dans ces imaginations de la malignité aucun prétexte pour suspecter les motifs de Bossuet. Quant à la vivacité qu'il mit dans cette affaire et qui a été aussi l'objet de nombreuses critiques, il semble qu'on peut lui trouver une sorte d'excuse dans son caractère et son zèle ardent pour la pureté de la foi. Il est vrai qu'il demanda pardon au roi de ne lui avoir pas révélé plus tôt le fanatisme de son confrère ; mais on voit dans sa relation du quiétisme qu'il ne s'y détermina qu'après avoir reçu des reproches du roi ; et s'il employa, comme on



le dit, le mot de fanatisme, quoique rien ne puisse justifier une telle expression à l'égard d'un confrère respectable par tant de vertus, il ne faut pas oublier que son juste et profond mépris pour les rêveries de madame Guyon rejaillissait sur un ouvrage où il croyait en voir une apologie déguisée. Du reste, si l'on peut expliquer et même excuser jusqu'à un certain point par la pureté de ses motifs la chaleur et la vivacité de ses attaques, nous sommes loin de vouloir les justifier entièrement ; il faut bien convenir qu'il employa d'autres expressions non moins blâmables que celle de fanatisme, et l'on doit plaindre ce grand homme d'avoir été amené par un malheureux enchaînement de circonstances à se faire illusion sur une aussi belle âme que celle de Fénelon.

Celui-ci vit bientôt le déchainement occasionné par son livre s'étendre à sa personne. Il fut relégué dans son diocèse ; ses parens furent privés de leurs emplois, et ses amis réduits , les uns à quitter la cour, les autres à se déclarer ouvertement contre lui, et presque tous à rompre tout commerce avec lui. Le duc de Bourgogne, son élève, qui lui resta toujours inviolablement attaché, n'eut lui-même d'autre parti à prendre que de gémir en secret. Cependant on avait pris d'abord quelques mesures pour mettre fin aux divisions et empêcher les progrès du mal. Le roi avait ordonné à Fénelon de corriger son livre de manière à satisfaire les évêques qui s'en plaignaient , et ce prélat offrit de retoucher ce que l'on jugerait avoir besoin d'explication. Mais il ne voulut pas que Bossuet, qu'il regardait comme son ennemi et l'adversaire de tous les mystiques, fût au nombre des juges. Enfin il prit le parti de soumettre son livre au jugement du pape, et lui écrivit une lettre en date du 3 août 1697, dans laquelle il exposait quel avait été son but, et disait entre autres choses, qu'il avait condamné l'acte permanent qui n'aurait pas besoin d'être réitéré ; qu'il avait établi la nécessité indispensable de l'exercice distinct de chaque vertu

particulièrement de l'espérance chrétienne ; enfin qu'il rejetait une oraison passive qui excluait la coopération du libre arbitre pour former des actes méritoires. Quelques jours après , il envoya au pape son ouvrage traduit en latin avec un recueil de plusieurs passages des pères et des saints des derniers siècles sur l'amour désintéressé et des contemplatifs. Bossuet écrivit de son côté à Rome, et chargea son neveu, qui s'y trouvait alors, de suivre l'affaire. Il fut appuyé par le roi, qui donna ordre au cardinal de Bouillon de presser le jugement.

Il semblait naturel d'attendre en silence la décision du saint-siège ; mais les esprits étaient trop échauffés pour attendre longtemps, et l'année suivante on publia de part et d'autre un grand nombre d'écrits sur les matières controversées. Bossuet fit paraître coup sur coup plusieurs ouvrages pour réfuter les erreurs contenues dans l'Explication des maximes des saints, et montrer qu'on ne pouvait se contenter des adoucissements et des interprétations qu'avait données Fénélon dans une instruction pastorale sur le sujet de son livre, parce que ces interprétations étaient contraires au texte et qu'elles feraient croire, dit-il, que la religion n'a rien de fixe dans ses expressions, et que le langage théologique n'est qu'un jargon auquel on peut faire signifier tout ce qu'on veut. Il entreprit de faire voir par deux écrits latins, l'un intitulé *Mystici in tuto*, l'autre *Scholastici in tuto*, que la doctrine des véritables mystiques et des scholastiques dont Fénélon prétendait s'appuyer, n'avait rien de commun avec celle du livre des Maximes des saints, et par un troisième intitulé *Quietismus redargutus*, que l'archevêque de Cambrai renouvelait ou favorisait du moins les erreurs du quiétisme. Il fit aussi, dit-on, censurer par un assez grand nombre de docteurs quinze propositions extraites du livre de Fénélon ; mais il déclara qu'il ne prit aucune part à cette censure. Enfin l'archevêque de Paris et l'évêque de Chartres s'élevèrent contre la doctrine de ce livre dans des mandemens, où

ils déclaraient cependant qu'ils ne voulaient point prévenir par une censure formelle le jugement du saint-siège. Fénélon, de son côté, se défendit, et s'efforça d'éclaircir sa doctrine dans plusieurs lettres qu'il publia en réponse aux mandemens de ces prélats et aux écrits de Bossuet. Ces explications et les correctifs qu'il apportait à plusieurs des propositions de son livre, outre qu'elles paraissaient venir un peu tard, pouvaient bien prouver que le sens de l'auteur était excusable ; mais elles ne pouvaient justifier le sens du livre, dont le texte ne comportait pas ces interprétations. Les disputes se portèrent bientôt de la doctrine sur les faits personnels. Comme Fénélon ne cessait d'attaquer Bossuet sur ses procédés, celui-ci publia l'histoire de ce démêlé dans sa *Relation du quiétisme*, où il faisait voir de quels ménagemens et de quelle discrétion il avait usé jusqu'au moment où le livre des *Maximes des saints* avait soulevé une réprobation générale ; cette relation produisit d'abord la plus fâcheuse impression contre l'archevêque de Cambrai, qui partagea aux yeux du public le ridicule dont elle couvrait madame Guyon ; mais la réponse qu'il y fit bientôt détruisit ces préventions ; Bossuet répliqua, Fénélon se défendit encore, et l'on fut affligé de voir ces deux grands hommes descendre à ces misérables querelles, et employer quelquefois un ton d'aigreur et d'ironie peu digne de l'un et de l'autre.

Le pape avait nommé des consultants et une congrégation de cardinaux pour examiner le livre des *Maximes des saints* ; mais les opinions se trouvèrent fort partagées parmi les examinateurs, et comme ces dissidences faisaient traîner l'affaire en longueur, le roi, qui était pressé de la voir finir, et à qui on faisait entendre que la décision était retardée par les artifices de Fénélon, adressa le 23 décembre 1698 une nouvelle lettre au pape, où il se plaignait de ces lenteurs en termes fort vifs et qui menaçaient d'une rupture. Enfin le pape prononça son jugement par un bref en date du 12 mars 1699, où il con-

condamnait le livre des Maximes des saints, comme pouvant induire les fidèles à des erreurs déjà condamnées par l'Église, et en particulier vingt-trois propositions comme hérétiques, scandaleuses, erronées et pernicieuses dans la pratique, avec défense de lire ou de garder cet ouvrage, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. Dès que ce bref fut parvenu en France, Fénélon s'empressa de faire un mandement dans lequel il déclarait adhérer simplement, absolument et sans restriction, au jugement du saint-siège. Le roi de son côté donna ordre le 22 avril à tous les métropolitains d'assembler leurs suffragans pour l'acceptation du bref, ce qui fut exécuté partout, après quoi tous les évêques firent des mandemens pour le publier. La plupart de ces assemblées conclurent en outre à demander au roi la suppression de tous les écrits publiés pour la défense du livre condamné, quoique le bref ne fit pas mention de ces écrits, qui n'avaient été ni examinés ni censurés, et il est à remarquer que cette décision fut prise notamment dans l'assemblée provinciale de Cambrai, où Fénélon se vit fort maltraité par ses suffragans; car bien qu'il eût témoigné en termes exprès dans son mandement, qu'il adhérait absolument au jugement du pape, et qu'il voulait donner à son troupeau, jusqu'au dernier soupir, l'exemple d'une soumission sincère et d'une docilité sans réserve, on prétendit que ces expressions étaient insuffisantes, qu'elles ne semblaient marquer qu'une soumission extérieure de respect et non pas un acquiescement intérieur, et qu'enfin on ne voyait dans ce mandement aucune marque de repentir ou de rétractation. Il répondit avec sa candeur ordinaire qu'il n'y avait ni restriction ni équivoque dans sa soumission, et que si le pape la trouvait défectueuse, il était prêt à la faire telle qu'il voudrait l'exiger. Enfin le roi donna au mois d'août des lettres patentes pour ordonner l'entière exécution du bref, avec la suppression du livre des Maximes des saints et de tous les écrits publiés pour sa dé-

fense. Telle fut l'issue de cette malheureuse affaire, où Fénelon n'acquit pas moins de gloire par son humble docilité, que Bossuet par son triomphe (1).

Nous indiquerons brièvement quelques autres faits moins importants qui se passèrent vers ce temps dans l'Église de France. Le roi publia en 1695, sur les plaintes du clergé, un édit pour régler ce qui concernait les appels comme d'abus, et fixer les bornes de la compétence du parlement sur les causes soumises à la juridiction ecclésiastique. Il confirma par une déclaration de l'an 1698 celle qui avait révoqué l'édit de Nantes, et défendit de nouveau tout exercice de la religion prétendue réformée, tout commerce avec les ministres, et toute assemblée, sous quelque prétexte que ce pût être. Il avait défendu aux protestans, par une déclaration de l'année précédente, d'aller s'établir dans la principauté d'Orange, qui venait d'être rendue à Guillaume, roi d'Angleterre, par la paix de Riswick. Plusieurs évêques, entre autres Bossuet, le cardinal de Noailles, et M. le Tellier, archevêque de Reims, dénoncèrent au pape en 1697, un livre du cardinal de Sfrondate, intitulé *Nodus prædestinationis dissolutus*, où l'auteur avançait que les enfans morts sans baptême jouissent d'une félicité naturelle ; mais le saint-siège s'abstint de prononcer sur cette question. L'archevêque de Reims publia la même année une ordonnance pour censurer deux thèses soutenues au collège des jésuites, dont l'une faisait l'éloge de la doctrine de Molina, et l'autre réduisait à une simple opinion la doctrine de la prédestination gratuite. Comme il ne s'agissait dans les deux thèses que de simples questions controversées dans les écoles, cette censure devint l'objet de plusieurs libelles remplis d'injures contre le prélat. Elle fut surtout critiquée fortement dans une remontrance anonyme publiée par un jésuite. L'archevêque en fut vi-

(1) Beausset, *Vie de Fénelon et de Bossuet*.



ment blessé et porta ses plaintes au parlement; mais l'affaire fut accommodée par la médiation du premier président, qui obligea les supérieurs des jésuites à se rendre chez le prélat, pour lui faire des excuses d'avoir manqué au respect qu'ils devaient à son ordonnance, en attaquant publiquement au lieu de se pourvoir par les moyens canoniques. L'archevêque de Reims eut d'autres démêlés avec les religieux, à l'occasion d'une ordonnance qu'il publia la même année, portant que tous ceux qui viendraient d'un diocèse étranger seraient tenus de présenter outre les lettres testimoniales de leurs provinciaux, un certificat de l'évêque. Les jésuites, les carmes et d'autres religieux firent connaître la résolution de ne point se conformer à cette ordonnance, qu'il voulait ensuite faire adopter par l'assemblée du clergé de 1700, dont il était président; mais il ne réussit pas entièrement, et l'on se contenta de faire un règlement, portant que le certificat donné aux religieux par le provincial marquerait dans quel diocèse ils avaient précédemment résidé, afin qu'on pût au besoin prendre des informations auprès de l'évêque. Cette assemblée générale du clergé condamna quatre propositions tendant à renouveler le jansénisme, deux autres comme propres à renouveler le semi-pélagianisme, et cent vingt et une propositions de morale relâchée, sur la foi, sur l'amour de Dieu et du prochain et sur un grand nombre d'autres points; mais elle crut devoir s'abstenir, par une prudente discrétion, d'en nommer les auteurs. Elle joignit à cette censure une déclaration de doctrine opposée aux erreurs qu'elle proscrivait.

Il nous reste à parler maintenant de cette foule de personnages célèbres qui à cette époque illustrèrent l'église de France par l'éclat de leurs talents et de leurs vertus; mais la matière est si vaste que nous ne pouvons offrir qu'un aperçu général, sans nous arrêter à des détails que notre cadre ne comporte point et qui ne sau-



raient entrer que dans un ouvrage spécial. La gloire de Bossuet brille surtout d'un éclat dont rien n'approche. Historien, orateur, philosophe, théologien, controversiste, il s'est signalé dans tous les genres par des écrits immortels. Ses sermons et surtout ses oraisons funèbres, son Discours sur l'histoire universelle, sa Politique sacrée, son Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même, ses Élévations sur les mystères, ses Méditations sur les Évangiles, son Histoire des variations et les avertissemens qui la suivent, sont des chefs-d'œuvre également admirables par une éloquence sublime, par la force du raisonnement, par la profondeur des conceptions et par la pompe majestueuse du style. Ce vaste et puissant génie prit part à toutes les discussions, et montra partout son immense supériorité. Il combattit les fameux ministres Claude et Jurieu avec un succès qui fut marqué par des conversions éclatantes. Le maréchal de Turenne, mademoiselle de Duras, et beaucoup d'autres personnes lui durent leur retour à l'Église. Il signala son zèle en plusieurs occasions contre le jansénisme, et contribua plus que personne, dans l'assemblée du clergé de 1700, à la censure qu'on y fit des propositions qui tendaient à le renouveler, et des autres qui contenaient de scandaleuses maximes sur la morale. Il fut un des premiers à condamner en 1703 le Cas de conscience dont nous parlerons plus tard ; il combattit vers le même temps les critiques téméraires de Richard Simon sur le Nouveau Testament ; il s'était déjà élevé quelques années auparavant contre la Bibliothèque ecclésiastique du docteur Dupin, dont les premiers volumes furent condamnés en 1693 par l'archevêque de Paris. La conduite de Bossuet fut toujours celle d'un prélat exemplaire, zélé et continuellement occupé de ses devoirs. Il était né à Dijon en 1627, d'une famille parlementaire, et après avoir été reçu docteur de Navarre en 1652, il se rendit à Metz, où il était chanoine, et se livra dans la retraite à l'étude d

Écriture sainte et des Pères. Il se fit bientôt une grande réputation par son Exposition de la foi catholique, par quelques écrits de controverse, et par les sermons qu'il fut appelé à prêcher dans la capitale et à la cour. Nommé en 1669 à l'évêché de Condom, puis bientôt après précepteur du dauphin, il donna l'année suivante la démission de son siège, où il ne pouvait résider, et fut nommé en 1681 à l'évêché de Meaux. Ses immenses travaux ne l'empêchaient pas de remplir avec exactitude les fonctions de l'épiscopat. Il visitait son diocèse, prêchait fréquemment, et faisait même quelquefois le catéchisme aux enfans. Il mourut au mois d'avril 1704, dans les sentimens de foi et de piété qu'il avait montrés constamment.

Le savant Huet, évêque d'Avranches, dont la gloire fut moins éclatante que celle de Bossuet, parce qu'il avait moins de génie et d'éloquence, ne laissa pas d'acquérir une grande célébrité dans toute l'Europe par son immense erudition. Il se démit de son siège en 1699, pour vaquer à l'étude, et mourut en 1721, âgé de quatre-vingt onze ans. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages la plupart en latin, écrits avec beaucoup d'élégance. Les principaux sont la Démonstration évangélique et les Questions sur l'accord de la raison et de la foi. On doit citer encore parmi les autres prélats célèbres de cette époque, Béchier, évêque de Nîmes, et Jules Mascaron, d'abord évêque de Tulle, puis d'Agen, tous deux renommés pour leur éloquence. On a du premier, outre ses oraisons funèbres, des sermons, des instructions pastorales et d'autres écrits. Il mourut en 1710, estimé des protestants eux-mêmes pour sa charité et ses vertus. Le second, dont on a aussi des oraisons funèbres, ne laissa, dit-on, lorsqu'il mourut en 1703, que deux mille calvinistes dans son diocèse d'Agen, où il en avait trouvé plus de trente mille.

Podet des Marais, évêque de Chartres, le cardinal le Camus, évêque de Grenoble, et une foule d'autres prélats moins connus, se faisaient remarquer par leur zèle, par

leur vie exemplaire, et par une foule de bonnes œuvres. Plusieurs consacraient non-seulement leur revenu, mais leur patrimoine au soulagement des pauvres, ou à fonder des séminaires et des hôpitaux.

On ne trouvait pas moins de science et de vertu dans le clergé du second ordre. Henri Boudon, archidiacre d'Evreux, mort en 1702, a laissé plusieurs ouvrages de piété, qui eurent beaucoup de réputation, quoi qu'on ait cru y trouver quelques traces de quiétisme; mais il faut remarquer qu'il écrivait avant la condamnation de cette erreur. Jean-Baptiste Thiers, curé dans le diocèse de Chartres, mort la même année, avait publié un grand nombre de traités curieux, quelquefois singuliers, mais toujours remplis d'érudition. Les plus estimés sont celui des Superstitions et celui de l'Exposition du Saint-Sacrement. Toutes les congrégations et tous les ordres religieux renfermaient des hommes du plus grand mérite. Le fameux abbé de Rancé, mort en 1700, avait composé un grand nombre d'ouvrages de piété, dont les plus remarquables sont des réflexions sur les Évangiles, des instructions et des maximes chrétiennes, un livre de la sainteté et des devoirs monastiques, et un grand nombre de lettres spirituelles. On voit dans une de ses lettres qu'il aimait peu les jésuites; mais les jansénistes, qui n'avaient rien oublié pour l'attirer dans leur parti, reconnurent enfin l'inutilité de leurs efforts par les réflexions qu'il fit sur la mort du docteur Arnaud, dans une lettre où après avoir dit que l'éloquence et l'érudition de ce docteur étaient d'un grand poids pour le parti, il ajoutait : Heureux qui n'en a point d'autre que celui de Jésus-Christ! Quoiqu'il s'occupât lui-même d'écrire, il n'approuvait pas les études des moines, et il eut à ce sujet une controverse avec le célèbre Mabillon. Celui-ci, non moins distingué par sa modestie et sa piété, que par sa profonde érudition, fut la gloire de cette fameuse congrégation de Saint-Maur, qui renfermait tant d'hommes d'u-

savoir éminent. On a de lui un grand nombre d'ouvrages, dont les principaux sont la Diplomatie, les Actes des saints de l'ordre de Saint-Benoît, les Annales du même ordre, et la Liturgie gallicane. Il voyagea en France, en Allemagne et en Italie, pour rechercher des manuscrits, et publia le résultat de ses recherches dans ses Analectes, dans son Musée italique et dans un autre ouvrage sous le titre de Voyage en Allemagne. Ce sont des recueils de pièces inédites avec des notes et des dissertations aussi curieuses qu'intéressantes, particulièrement sur les anciennes cérémonies de l'Église. On n'admire pas seulement dans tous les ouvrages de cet illustre bénédictin, l'érudition et la saine critique, mais la clarté, la méthode et la pureté du style. Les préfaces qui précèdent chaque volume des Actes des saints sont des chefs-d'œuvre où il a su réunir avec une précision et une netteté admirables les principaux faits de l'histoire de chaque siècle, et tout ce qui concerne les dogmes et la discipline. Il mourut en 1707. On doit citer après lui deux autres bénédictins célèbres. Luc d'Achery, mort en 1685, auteur d'une collection de pièces jusqu'alors inédites, sous le titre de Spicilege, avec de savantes préfaces, et Thierry Ruinart, mort en 1709, à qui on doit le recueil des Actes des martyrs.

Le nom du père Bourdaloue, qui mourut en 1704, après avoir prêché pendant quarante ans avec un éclat extraordinaire, suffirait seul pour illustrer la société des jésuites, qui d'ailleurs comptait plusieurs autres prédicateurs ou écrivains distingués. On remarque dans la congrégation de l'Oratoire le savant père Lecointe, mort en 1681, célèbre surtout par ses Annales ecclésiastiques de France, et le père Thomassin, mort en 1695, auteur de plusieurs ouvrages pleins d'érudition, dont le plus important est son grand Traité de la discipline ecclésiastique. Nous citerons encore parmi beaucoup d'autres auteurs distingués par leur érudition, Antoine Pagi, cor-

delier, auteur d'une savante critique des Annales de Baronius ; le père Pezron, bernardin, qui publia plusieurs écrits pour soutenir la chronologie des Septante ; les frères Henri et Adrien de Valois, célèbres par leurs travaux sur l'histoire ecclésiastique et sur l'histoire de France ; et Jean-Baptiste Cotelier, à qui on doit une collection des ouvrages des pères apostoliques. Nous ne devons pas oublier le fameux Pellisson, dont on a un traité sur l'Eucharistie, et Papin, ministre converti, qui publia plusieurs ouvrages solides contre les calvinistes. Enfin, on doit citer aussi Sébastien le Nain de Tillemont, mort en 1697, auteur de savans mémoires sur l'histoire ecclésiastique des six premiers siècles, et le célèbre Nicole, mort en 1695, connu par ses Essais de morale et par ses écrits de controverse contre les protestans. On a de lui un Traité de l'unité de l'Église, les Préjugés légitimes contre les calvinistes, et les Prétendus réformés convaincus de schisme.

L'Italie offrait aussi à la même époque plusieurs savans distingués par leurs vertus et par leurs lumières. Nous citerons entre autres le cardinal Noris, religieux augustin, mort en 1704, célèbre par son Histoire de l'hérésie pélagienne et par d'autres ouvrages pleins d'érudition, et le cardinal Jean-Marie Thomasi, théatin, que ses vertus ont fait mettre au nombre des saints, et dont on a plusieurs ouvrages excellens sur des matières de théologie, de liturgie et de piété. L'Histoire de l'hérésie pélagienne du cardinal Noris fut vivement attaquée et même déférée plusieurs fois au tribunal de l'inquisition ; mais elle n'a jamais été condamnée. Le cardinal Bona, religieux de la réforme de Cîteaux, mort à Rome en 1674, a laissé plusieurs ouvrages de piété fort estimés, et un savant traité de liturgie, où il explique tout ce qui regarde les prières et les cérémonies de la messe. Enfin le cardinal d'Aguirre, bénédictin espagnol, qui avait été longtemps professeur de théologie à Salamanque, s'est rendu célèbre par plu-

sieurs ouvrages de philosophie et de théologie, et surtout par une collection des conciles d'Espagne avec des notes et des dissertations.

Après avoir indiqué les travaux si remarquables inspirés par la religion, nous devons faire connaître aussi les attaques de l'incrédulité, qui commençait à se déclarer ouvertement. Il s'était formé à Paris une société dite du Temple, composée d'épicuriens qui avaient secoué le joug de la religion pour se livrer au libertinage, et ce fut là que Voltaire puisa quelques années plus tard ses principes d'impiété et sa haine contre le christianisme. Mais l'esprit profondément religieux de Louis XIV obligeait ces incrédules à une sorte de réserve et de retenue. L'impiété se montrait avec plus d'audace en Hollande, où Spinoza publia en 1670 un traité théologico-politique, dans lequel on trouve les germes du système de panthéisme développé dans ses œuvres posthumes et particulièrement dans son *Traité de morale*. Il y soutient que tout est soumis à une aveugle nécessité, et qu'il n'existe qu'une seule substance, qui renferme comme attributs les esprits et les corps, c'est-à-dire tout ce qui existe. Cet écrivain, aussi obscur qu'impie, était né juif, et avait ensuite quitté sa religion pour embrasser la secte des arminiens. Il mourut en 1677, âgé seulement de quarante-quatre ans. Un autre auteur, dont les écrits furent beaucoup plus funestes, parce qu'il joignait à beaucoup d'érudition un style agréable, ne cessait d'attaquer la religion par les armes du scepticisme. C'était le fameux Bayle, dont les ouvrages sont devenus comme l'arsenal de l'incrédulité. Il était né en 1647, dans le comté de Foix, d'une famille calviniste, et avait abjuré l'hérésie à l'âge de vingt ans; mais bientôt il retourna au protestantisme, devint professeur à Sedan, et, dépouillé de son emploi par la suppression de cette école en 1681, il se retira en Hollande, où il obtint une chaire à Rotterdam. Il se fit une grande réputation par une sorte de journal



sous le titre de Nouvelles de la république des lettres ; mais un écrit intitulé Avis aux réfugiés, où il montrait l'injustice des plaintes élevées par les calvinistes au sujet de la révocation de l'édit de Nantes, et un livre qu'il avait publié sous le titre de Pensées sur la comète, dans lequel il attaquait la nécessité de la religion, lui firent perdre sa place. Il publia en 1696 une première édition de son fameux Dictionnaire historique et critique, où il entasse les objections et les doutes, prend plaisir à environner de nuages les vérités les plus incontestables, reproduit et développe toutes les erreurs, tous les paradoxes, tous les sophismes, particulièrement ceux des manichéens, recueille toutes les anecdotes hasardées, toutes les accusations contre l'Eglise, et prodigue les obscénités comme les erreurs. Cet écrivain mourut en 1706.

Depuis plusieurs années l'incrédulité se répandait en Angleterre sous des formes diverses. On avait vu dès le règne de Charles II le fameux Hobbes combattre la spiritualité de l'âme, rejeter la loi naturelle, et ne reconnaître à la morale d'autre fondement ni d'autre règle que les lois civiles. Bientôt après le déisme fut professé ouvertement dans plusieurs écrits par Herbert, comte de Cherbury, et par Blount son disciple. D'autres écrivains ne tardèrent pas à embrasser le même système et à publier différens ouvrages pour saper les fondemens de la révélation et représenter le christianisme comme une institution humaine. On peut citer entre autres parmi ces déistes Shaftesbury, Collins, Tindal, Woolston et Toland. Quelques-uns, sans rejeter formellement la révélation, arrivaient au même but en rejetant tous les mystères pour s'en tenir à ce que la raison peut comprendre, et ce système, établi par Locke dans son Christianisme raisonnable, trouva bientôt de nombreux partisans. L'indifférence religieuse avait pénétré jusque dans le sein de l'Eglise anglicane, où l'on voyait depuis assez longtemps un parti nombreux qui regardait comme indifférentes

toutes les opinions et toutes les sectes qui partageaient la réforme. On comptait dans ce parti plusieurs hommes célèbres, entre autres Cudworth, Wilkins, Tillotson, Stillingflet et Burnet. On leur donna le nom de latitudinaires, et leur doctrine, désignée sous le nom de tolérantisme, fit beaucoup de bruit, et contribua aux progrès du socinianisme, qui se répandait chaque jour davantage en Angleterre et dans la Hollande. Enfin, on vit le célèbre Clarke et d'autres écrivains anglais renouveler l'arianisme et soutenir que le concile de Nicée avait changé la doctrine des premiers siècles; mais leurs écrits furent solidement réfutés par Bullus dans sa Défense de la foi de Nicée.

Il s'était formé en Allemagne depuis plus de vingt ans une nouvelle secte dont les membres furent désignés sous le nom de piétistes. Elle avait eu pour auteur un ministre de Francfort, qui prétendait que le protestantisme avait besoin d'une réforme, et qu'on n'y trouvait plus que l'extérieur de la religion. Il établit en conséquence dans sa maison un collège de piété, où il réunit quelques disciples pour les ramener à l'esprit du christianisme. Il fit la même chose quelque temps après à Leipsick, et trouva bientôt un assez grand nombre de partisans. La doctrine des piétistes avait beaucoup d'analogie avec celle des quakers. Ils prétendaient comme eux que la doctrine de l'Évangile ne peut être exactement connue que par une inspiration du Saint-Esprit, et que cette inspiration n'est donnée qu'aux hommes vertueux. Ils condamnaient aussi, à l'exemple des quakers, les jeux, les divertissemens, et faisaient profession d'une morale austère. Mais on vit bientôt le fanatisme, sous prétexte d'inspiration, débiter toutes sortes d'extravagances. Cette secte subsiste encore en plusieurs endroits. Il y eut vers ce même temps en Allemagne quelques circonstances favorables à la religion catholique. L'électeur de Saxe Frédéric-Auguste avait abjuré depuis peu le pro-

testantisme pour obtenir la couronne de Pologne, et son fils ne tarda pas à suivre son exemple. L'électorat palatin venait de passer dans la branche catholique de Neubourg. Enfin l'empereur Léopold, en conférant le titre d'électeur au duc de Brunswick, avait exigé que ce prince accordât une église aux catholiques de Hanovre, et qu'il permit à un vicaire apostolique d'y résider.

Nous terminerons l'histoire du dix-septième siècle par quelques détails sur les missions, qui continuaient de s'étendre et de produire partout des effets admirables. Il y avait dans le Paraguay environ trois cent mille Indiens chrétiens, dont la vie sainte et la ferveur rappelaient les plus beaux jours de la primitive Église. L'évêque de Buenos-Ayres, en faisant quelques années plus tard la visite des bourgades ou réductions établies dans son diocèse, fut si frappé de la piété, de la modestie, de l'union et de toutes les vertus dont il fut témoin, que dans une lettre écrite au roi d'Espagne en 1721 il disait, ravi d'admiration : « Non, je ne crois pas qu'il se commette ici un seul péché mortel ; je me trouvai un jour de fête dans une de ces peuplades, et je vis plus de huit cents personnes recevoir comme des anges le pain du ciel. » Ces nouveaux chrétiens étaient répartis dans quarante ou cinquante bourgades, dont chacune était dirigée par deux missionnaires jésuites. On y observait une discipline presque semblable à celle des communautés religieuses. Quelques anciens néophytes étaient chargés dans chaque bourgade de veiller au maintien de l'ordre et des mœurs, et lorsqu'ils découvraient une faute grave et scandaleuse, ce qui était fort rare, ils menaient d'abord le coupable à l'église pour demander pardon à Dieu, puis sur la place publique, où il recevait en présence de tout le monde un châtiment proportionné à sa faute. Tous les matins avant le travail, les fidèles assistaient à la messe, et le soir ils retournaient à l'église pour y réciter les prières ordinaires et le chapelet. Le

dimanche surtout était sanctifié par de nombreux exercices de dévotion. Les offices étaient célébrés avec une grande solennité, et après la messe on ne manquait pas d'examiner si quelqu'un ne s'en était point absenté sans cause légitime, ou s'il n'y aurait point eu quelque désordre dans la bourgade, et d'imposer des pénitences à ceux qu'on aurait trouvés coupables. C'était ce jour-là qu'on baptisait les enfans ou les catéchumènes et qu'on célébrait aussi les fiançailles et les mariages, afin d'en inspirer plus de respect aux nouveaux convertis. Il y avait un redoublement de piété aux fêtes solennelles, qui étaient ordinairement des jours de communion générale. Du reste, tous ces néophytes communiaient fréquemment, la plupart tous les mois, plusieurs chaque semaine, et quelques-uns plus souvent encore. Ils avaient une telle délicatesse de conscience, que s'il leur arrivait de commettre quelque faute, même par inadvertance, ils s'empressaient de quitter leurs occupations et d'aller se confesser avec toutes les marques du plus vif repentir. On ne voyait plus parmi eux la moindre trace des vices qui formaient en quelque sorte le caractère de ces peuplades sauvages. Les missionnaires leur avaient inspiré une telle horreur de l'ivrognerie, que si on leur offrait du vin quand ils allaient dans les villes espagnoles, ils ne voulaient pas même en goûter. On avait pris toutes les précautions imaginables pour obvier au dérèglement des mœurs; les hommes et les femmes dans toutes les réunions publiques étaient toujours séparés; les pères et mères veillaient avec soin sur leurs enfans; et le jour comme la nuit, il y avait des surveillans pour informer les missionnaires de tout ce qui pourrait devenir une occasion de désordre. Quant à la vengeance et à la cruauté dont se glorifiaient autrefois ces barbares, l'esprit du christianisme en avait éteint jusqu'au moindre sentiment; non-seulement ils vivaient entre eux dans une parfaite union, mais si quelque idolâtre, fût-il de la nation la plus

odieuse, se trouvait à leur rencontre ou venait dans la bourgade, il était accueilli avec tous les témoignages d'une sincère amitié, et s'il prenait le parti d'embrasser la foi, chacun s'empressait de contribuer à lui faire un établissement convenable. Les chrétiens du Paraguay étaient soumis à la couronne d'Espagne; mais le roi se bornait à en tirer un léger tribut et à nommer un gouverneur, dont les attributions étaient fort restreintes; chaque peuplade se gouvernait en quelque sorte par elle-même sous l'autorité paternelle des missionnaires, et choisissait ses magistrats, qui cependant devaient être agréés par le gouverneur. On assignait à chaque famille une portion de terre suffisante pour son entretien; on lui prêtait au besoin des grains, des outils et des bestiaux; mais une portion de terre, qu'on nommait la part de Dieu, se cultivait en commun, et l'on en réservait les produits pour subvenir aux dépenses publiques, au soulagement des infirmes, des orphelins et à tous les besoins imprévus. Les missionnaires qui dirigeaient ces bourgades ne se bornaient pas aux fonctions multipliées de ce ministère pastoral; ils n'oubliaient rien pour étendre les bienfaits du christianisme aux peuplades voisines, et ils étaient merveilleusement secondés par le zèle des néophytes qui les accompagnaient dans leurs courses apostoliques, qui leur servaient d'interprètes, et qui surtout disposaient les sauvages à embrasser la foi par la peinture du bonheur qu'ils trouvaient eux-mêmes dans la pratique de la loi chrétienne. Quand on parvenait à convertir dans une peuplade un nombre assez considérable de sauvages, on établissait une nouvelle réduction, et si le nombre était trop petit on engageait les néophytes à venir se fixer dans une réduction déjà établie. Enfin, un moyen que l'on ne manquait pas d'employer pour augmenter le nombre des chrétiens, c'était d'acheter les jeunes esclaves que vendaient les tribus idolâtres; on les faisait instruire avec soin, et quand ils avaient reçu le baptême ils étaient re-

mis en liberté, et devenaient membres de la bourgade. Telles étaient ces missions du Paraguay, qui ont excité à juste titre l'admiration des hommes les moins favorables aux jésuites.

Le zèle des missionnaires étendait ces prodiges de civilisation chrétienne à une foule d'autres peuplades plus ou moins nombreuses. Le père Stanislas Arlet, qui porta l'Évangile en 1697 chez les Canisiens, dans les montagnes et les forêts voisines du Pérou, obtint de si grands succès, qu'en moins de dix ans on comptait dans cette tribu et dans quelques autres plus de quarante mille chrétiens qui donnaient l'exemple des vertus les plus admirables. Les pères Salvaterra et Picolo, qui allèrent vers le même temps prêcher la foi dans la Californie, parvinrent aussi en quelques années à convertir un assez grand nombre de sauvages pour former plus de vingt bourgades chrétiennes. Le christianisme continuait de faire des progrès dans le Canada, chez les Hurons, chez les Algonquins, chez les Iroquois, chez les Illinois et parmi les autres peuplades de l'Amérique Septentrionale. On ne pouvait voir sans admiration ces sauvages, auparavant si féroces, ne connaissant d'autres lois que leur instinct, devenir après leur conversion des modèles de piété, de ferveur, de charité et de toutes les vertus chrétiennes. On en voyait plusieurs se livrer à des austérités si rigoureuses, qu'il fallait quelquefois modérer leur zèle indiscret. Ils étaient pénétrés du plus vif attachement et de la plus profonde reconnaissance pour les jésuites, qui leur avaient procuré les bienfaits de la foi. Ils avaient à se défendre tout à la fois contre les attaques de leurs compatriotes idolâtres et contre les tentatives de séduction de la part des Anglais établis dans le voisinage et qui ne voyaient qu'avec peine l'attachement de ces peuples pour la nation française, qui leur avait procuré les lumières de l'Évangile. Mais rien n'était capable d'ébranler leur foi. Plusieurs, ayant été surpris par des sauvages idolâtres, endurèrent de longues tor-



tures et la mort la plus cruelle plutôt que de consentir à renoncer au christianisme. Quelques-uns furent brûlés à petit feu, et ne cessèrent au milieu des brasiers de faire des exhortations à leurs bourreaux et de prier pour eux. On cite entre autres un néophyte nommé Étienne, à qui on coupa successivement les doigts, les poignets, les chairs du front et des épaules, et qu'on fit périr ensuite avec des fers rouges et des tisons embrasés, sans qu'il témoignât d'autre sentiment que la joie de souffrir pour le nom de Jésus-Christ. Deux femmes, l'une nommée Françoise, l'autre Marguerite, endurèrent à peu près les mêmes cruautés, et montrèrent le même courage. Il ne saurait entrer dans notre plan de rapporter tous les exemples de ferveur et de vertus éclatantes qu'on admirait parmi ces néophytes, et dont on peut voir le détail dans le recueil des Lettres édifiantes.

L'Évangile ne faisait pas moins de progrès dans les Indes Orientales. Le père Bouchet, missionnaire dans le royaume de Maduré, baptisa en 1699 jusqu'à deux mille chrétiens et près de vingt mille dans l'espace de douze ans. Cette mission en comptait, dit-on, plus de cent cinquante mille. Le père Jean de Britto, Portugais de nation, baptisa de son côté une multitude d'idolâtres dans le royaume de Maissour et dans les pays voisins. Il termina enfin sa carrière par le martyre, en 1693. Le séminaire des Missions étrangères, qui avait été fondé à Paris en 1663, envoyait des missionnaires à la Chine et dans les contrées voisines. Quelques ecclésiastiques de ce séminaire avaient reçu d'Alexandre VII le titre de vicaires apostoliques pour ces contrées, et s'arrêtèrent d'abord au Tonquin, à la Cochinchine et à Siam, où ils établirent un séminaire. Ensuite l'un d'eux, M. Palu, évêque d'Héliopolis, entra l'an 1684 à la Chine avec M. Maigrot et quelques autres missionnaires. Quelque temps après le pape Innocent XII érigea un siège épiscopal à Pékin, et nomma plusieurs vicaires apostoliques pour administrer

les différentes provinces de la Chine où l'on avait établi des missions. Enfin, la conversion des schismatiques orientaux se poursuivait aussi avec beaucoup de zèle. Il y avait des missions dans la Turquie, dans l'Arménie et dans la Perse, et depuis plusieurs années le saint-siège avait nommé un évêque titulaire de Babylone, à qui on donna des successeurs, qui reçurent aussi le titre de consuls de France, afin d'être ainsi placés sous la protection du droit des gens. L'érection de ce siège épiscopal avait eu lieu en conséquence d'une dotation fondée à cet effet par une dame française. Il y avait aussi un évêque titulaire à Ispahan. Mais ces missions étaient souvent traversées par les mahométans ou par les schismatiques.

---

---

---

## LIVRE QUARANTE-SIXIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE JUSQU'AU  
PONTIFICAT DE BENOIT XIV.

DE 1701 A 1740.

Le pape Innocent XII était mort au mois de septembre 1700, et le 23 novembre, on lui donna pour successeur le cardinal Albani, qui prit le nom de Clément XI. Il avait rempli plusieurs charges importantes dans la cour de Rome, et s'était concilié l'estime générale par son habileté et par ses talents aussi bien que par ses vertus. Son humilité surtout était si grande, qu'il résista pendant trois jours à son élection. Il s'empressa d'écrire à tous les princes catholiques et de leur envoyer des nonces extraordinaires pour les détourner de la guerre dont on était menacé alors au sujet de la succession d'Espagne. Mais comme il avait pris parti dans cette affaire et s'était déclaré pour la France, en reconnaissant Philippe V, ses représentations et ses démarches demeurèrent sans effet. Il fit partir dès la première année de son pontificat plusieurs missionnaires pour la Perse, et les recommanda au roi de ce pays. Il envoya aussi d'autres missionnaires en Nubie et en Éthiopie. Il reçut l'abjuration d'un évêque russe, de l'archevêque de Tripoli et de quelques autres évêques de Syrie, et engagea Louis XIV à protéger les Arméniens et autres catholiques opprimés par les Turcs. Enfin, un de ses premiers soins fut de prendre des mesures pour mettre fin aux divisions produites dans la Chine et aux Indes, par l'obstination des missionnaires jésuites à tolérer les superstitions condamnées par le saint-siège (1).

(1) Le P. d'Avrigny, jésuite, et après lui Bérault Bercastel, ont t

On a vu précédemment que le saint-siège avait choisi plusieurs vicaires apostoliques pour la Chine et pour les provinces voisines, parmi les prêtres du séminaire des Missions étrangères de Paris. Ils se déclarèrent fortement contre les cérémonies chinoises, et M. Maigrot, l'un d'eux, vicaire apostolique de la province de Fo-kien, donna en 1693 un mandement pour les interdire. Il ordonnait d'employer pour signifier Dieu, le mot *Tien-chu*, Seigneur du ciel, et défendait les mots *tien* et *xang-ti*, ciel et souverain empereur ; il défendait d'exposer dans les églises un tableau avec ces mots *king-tien*, adorez le ciel ; il interdisait l'assistance aux sacrifices ou oblations usitées deux fois l'an envers Confucius et envers les morts ; il louait les missionnaires qui avaient proscrit les tablettes portant ces mots : C'est ici le siège de l'âme du défunt ; il condamnait plusieurs propositions avancées par des écrivains jésuites concernant la religion des Chinois, et déclarait que l'exposé fait par le père Martini au pape Alexandre VII n'était pas véritable ; enfin il déclarait que pour le passé il ne prétendait nullement condamner ceux qui avaient toléré quelques-unes de ces cérémonies. Les missionnaires jésuites refusèrent de se soumettre à ce mandement, et l'on vit à cette occasion les controverses recommencer également dans les autres provinces et devenir plus animées que jamais. D'un côté se trouvaient les dominicains, les franciscains, les prêtres français des Missions étrangères avec les évêques choisis parmi eux, et de l'autre les jésuites, auxquels se joignit l'évêque de Basilée, religieux dominicain, Chinois

fait tous leurs efforts pour justifier cette obstination, et non contents d'altérer les faits et de prétendre surtout, avec une insigne mauvaise foi, que le pape Alexandre V. l'avait approuvé les cérémonies chinoises, proscrites par Innocent X, par Clément IX, par Clément XI, et ensuite par plusieurs autres papes, ils n'ont pas craint, pour éluder ces condamnations, de recourir à toutes les défectives qu'ils flétrissent avec raison dans les partisans de Jansenius.

d'origine, avec un autre évêque de l'ordre de Saint-Augustin. L'affaire fut de nouveau portée à Rome en 1696, et les deux partis présentèrent successivement une foule de mémoires à l'appui de leur sentiment. Les jésuites alléguaient leur connaissance des livres et des usages de la nation chinoise, la pratique et l'opinion des plus célèbres missionnaires, la difficulté d'abolir entièrement des cérémonies consacrées par une coutume immémoriale, enfin les suites fâcheuses de leur proscription, et les obstacles qu'elle mettrait aux progrès de l'Évangile. Comme ce n'était pas une raison pour tolérer des pratiques superstitieuses, ils s'efforçaient de prouver par le témoignage des nouveaux chrétiens, par les écrits des lettrés chinois, par les décisions de l'empereur, et par tous les moyens possibles, qu'elles n'étaient pas autre chose que des cérémonies civiles. Ils insistaient particulièrement sur ce que les Chinois ne prétendaient pas honorer Confucius ou les ancêtres comme des divinités; ils ne manquèrent pas de citer un mémoire où M. Charmot, député à Rome par M. Maigrot, semblait en faire l'aveu, et cette raison paraît décisive à Bérault Bercastel ainsi qu'au père d'Avrigny, comme si l'on ne pouvait pas rendre un culte superstitieux à des êtres qu'on ne regarde point comme des dieux; enfin les jésuites s'efforcèrent de mettre leurs adversaires en contradiction avec eux-mêmes, et de prouver que M. Maigrot avait lui-même pratiqué les cérémonies condamnées par son mandement, mais il ne s'agissait dans les faits qu'on lui reproche que de cérémonies tolérées par la décision d'Innocent X, qui avait condamné les autres.

Les prêtres des Missions étrangères et les vicaires apostoliques qui avaient porté l'affaire à Rome répondirent à toutes les raisons alléguées par les jésuites. Ils représentèrent que les mots *tien* et *xang-ti*, d'après leur signification vulgaire, désignaient le ciel matériel ou tout au plus un principe actif bien différent du vrai Dieu; que

ces mots étaient employés par les lettrés, la plupart accusés d'athéisme, et que les Chinois sacrifiaient au ciel ou au principe dont il s'agit, comme ils sacrifiaient à la terre, aux planètes, aux montagnes, aux fleuves, ce qui prouvait bien évidemment que ces mots ne signifiaient ni dans l'esprit des lettrés, ni dans l'esprit de la nation, le Dieu véritable adoré par les chrétiens. Quant aux cérémonies en l'honneur de Confucius et des ancêtres, ils prouvèrent aussi qu'elles renfermaient un grand nombre de pratiques évidemment superstitieuses, dont le père Martini n'avait pas fait mention dans son exposé au pape Alexandre VII; que les lieux où elles se faisaient n'étaient pas simplement des salles ordinaires mais des temples, puisque d'une part ils en portaient le nom, et que de l'autre ils étaient consacrés par des cérémonies religieuses; que d'ailleurs les offrandes et autres cérémonies en l'honneur de Confucius étaient déterminées par des rituels qui marquaient les prières que l'on devait faire aux esprits des défunts, et qui promettaient de grandes prospérités à ceux qui s'acquitteraient de ces devoirs avec piété. Enfin, quant à la décision que les jésuites obtinrent de l'empereur, l'an 1700, en faveur de leur opinion, les cardinaux apostoliques firent remarquer qu'elle était en opposition avec plusieurs actes authentiques du même prince; qu'il était douteux s'il avait bien compris l'état de la question; que sa réponse tendait d'ailleurs à justifier toutes les cérémonies chinoises, sans excepter celles que les jésuites condamnaient eux-mêmes, et qu'après tout, c'était comme si l'on eût demandé autrefois à l'empereur Tibère s'il était permis de manger des viandes offertes aux idoles, ou si par le nom de Jupiter on entendait le Dieu souverain.

Ces contestations donnèrent lieu à un grand nombre d'écrits de part et d'autre, et les ennemis des jésuites ne manquèrent pas de les attaquer avec beaucoup de violence, d'exagérer leurs torts et de les accuser même



d'idolâtrie. Pascal leur avait déjà intenté cette accusation dans ses Lettres provinciales, et le docteur Arnaud l'avait reproduite dans le sixième tome de la Morale pratique des jésuites, qui roule sur ce sujet. Le père Letellier avait répondu aux attaques du docteur par un livre intitulé Défense des nouveaux chrétiens, qui fut approuvé par M. de Brizacier, supérieur des Missions étrangères; mais celui-ci, éclairé sur cette matière par les mémoires des missionnaires français, révoqua son approbation par un acte public, et fit paraître en même temps au mois d'avril 1700, une lettre adressée au pape pour lui déférer plusieurs propositions extraites de deux écrits du père Lecomte, jésuite, l'un intitulé Nouveaux mémoires sur l'état présent de la Chine, l'autre ayant pour titre Lettre sur les cérémonies chinoises, et d'une Histoire de l'édit de l'empereur de la Chine, par le père Gobien. Ces auteurs n'oubliaient rien pour donner la plus haute idée du peuple chinois, et faire croire qu'il avait eu comme le peuple juif la gloire de conserver près de deux mille ans la pureté de la religion, tandis que le reste du monde était plongé dans l'idolâtrie. Le père Lecomte allait jusqu'à insinuer que Confucius n'avait pas été un philosophe formé par la raison, mais un homme inspiré de Dieu. Plusieurs propositions contenant ces paradoxes furent aussi déférées à la Sorbonne par les directeurs du séminaire des missions étrangères, et la faculté de théologie après de longs débats les censura le 18 octobre de la même année, comme fausses, téméraires, scandaleuses, erronées, et injurieuses à la religion chrétienne.

Tandis que les disputes s'échauffaient en Europe, M. Maigrot se voyait exposé dans la Chine aux violences de quelques nouveaux chrétiens. Les missionnaires jésuites de la province de Fo kien avaient refusé pendant quelques années de reconnaître sa juridiction, sous prétexte que le pape venant d'ériger deux évêchés, l'un à Pékin, l'autre à Nankin, l'autorité des vicaires apostoli-

ques devait cesser de droit, et qu'en attendant la nomination des évêques titulaires, l'archevêque de Goa, métropolitain de toutes ces extrémités de l'Asie, se trouvait seul investi de la juridiction sur toutes les provinces. Mais ensuite le pape Innocent XII déclara que le Fo-kiën continuerait d'être gouverné par des vicaires apostoliques, et resterait à M. Maigrot, qui fut nommé évêque de Conon. Celui-ci crut devoir alors interdire les jésuites qui avaient méconnu son autorité et méprisé son mandement. C'était au commencement de l'an 1700. Quelque temps après, comme on approchait des fêtes de Pâques, plusieurs nouveaux chrétiens du chef-lieu de la province allèrent trouver l'évêque pour le prier de rendre les pouvoirs aux jésuites. Mais il leur répondit qu'il ne pouvait y consentir, à moins que ces religieux ne promissent de se conformer à son ordonnance. Les nouveaux chrétiens revinrent le lendemain en plus grand nombre, et quelques-uns s'emportèrent jusqu'à dire qu'ils aimeraient mieux aller en enfer que de se confesser à d'autres qu'aux jésuites; plusieurs se jetèrent sur le prélat, qui eut beaucoup de peine à se sauver de leurs mains. Il prit le parti de se retirer à trois journées du chef-lieu. Mais sa retraite fut bientôt suivie de nouveaux désordres; plusieurs chrétiens apostasièrent, d'autres menaçaient de mettre le feu à l'église et de dénoncer l'évêque aux mandarins; ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'un des missionnaires jésuites parvint à les en détourner. Enfin M. Maigrot pour éviter de nouveaux scandales ayant rendu les pouvoirs aux jésuites, les nouveaux chrétiens lui députèrent deux d'entre eux pour lui demander pardon et l'inviter à revenir au chef-lieu de la province. Cependant Clément XI pour apaiser les dissensions et obtenir des informations sur le véritable état des missions en Chine, prit la résolution d'y envoyer un légat apostolique, et désigna pour cet emploi Thomas Maillard de Tournon, pieux et savant ecclésiastique piémontais, à qui

il donna le titre de patriarche d'Antioche, avec les pouvoirs les plus amples pour réformer les abus et prononcer ce qu'il croirait le plus sage. Ces pouvoirs sont expliqués dans un bref du mois de juillet 1702. Le pape fit continuer en même temps l'examen commencé depuis plusieurs années sur la question des cérémonies chinoises. On entendit de nouveau les parties, on reçut de nouveaux mémoires, et l'affaire fut discutée avec tout le soin possible dans un grand nombre de séances tenues en présence du pape. Enfin la congrégation du saint-office rendit une décision qui portait entre autres choses, 1° qu'on devait interdire l'usage des mots *tien* et *xang-ti*, pour signifier Dieu, et l'usage du tableau contenant cette inscription *king-tien*, adorez le ciel; 2° qu'on ne pouvait permettre sous aucun prétexte aux chrétiens de concourir ni d'assister aux sacrifices ou oblations faites à Confucius ou aux ancêtres dans le temps de chaque équinoxe, comme étant imbuës de superstition; qu'on ne devait pas non plus leur permettre de faire dans les édifices de Confucius désignés par le nom affecté aux temples des idoles, les cérémonies et oblations pratiquées à la nouvelle lune et à la pleine lune par les gouverneurs ou par les magistrats à la prise de possession de leur charge, et enfin par les lettrés à la réception de leurs grades; 3° qu'on devait également interdire aux chrétiens les oblations moins solennelles et autres cérémonies usitées dans les temples ou chapelles consacrés aux ancêtres; qu'on ne pouvait pas même les permettre dans les maisons particulières devant les tableaux des ancêtres, ni à leurs tombeaux, ni avant la sépulture, quand même elles seraient précédées d'une protestation de ne vouloir rendre aux ancêtres qu'un honneur purement civil et de ne leur rien demander ni en rien espérer, parce que d'après toutes les circonstances, elles étaient de telle nature qu'on ne pouvait les séparer de toute superstition; enfin qu'on ne pouvait pas permettre aux chrétiens l'usage des tablettes portant

pour inscription : « C'est ici le trône, ou le siège de l'esprit, ou de l'âme du défunt. » On déclarait néanmoins qu'on n'entendait pas interdire aux chrétiens envers les ancêtres les autres devoirs qui seraient jugés purement civils par le légat, et exempts de toute superstition, ni même condamner leur présence purement matérielle aux actes superstitieux des gentils, lorsqu'on ne pourrait autrement éviter les inimitiés, pourvu toutefois qu'il n'y eût aucune approbation expresse ou tacite ni aucune espèce de coopération. Cette décision fut approuvée et confirmée le 20 novembre 1704 par Clément XI; mais il jugea convenable de ne pas la publier en Europe, par ménagement pour les missionnaires qui avaient permis quelques-unes des cérémonies que l'on condamnait. Il se contenta donc de l'adresser au légat pour la faire observer à l'avenir par tous les missionnaires. Bérault Bercastel répète après d'Avrigny qu'elle était purement conditionnelle, et ne pouvait obliger que ceux qui reconnaissaient la vérité des allégations exposées par les prêtres des Missions étrangères. C'est en effet ce que les jésuites prétendirent pour en éluder la force; mais Clément XI condamna formellement cette défaite, par un décret de l'an 1710, et par une bulle de l'an 1715.

M. de Tournon, revêtu du titre de légat dans les Indes et dans la Chine, partit de Rome vers la fin de l'an 1702 et arriva l'année suivante à Pondichéri, où il publia le 23 juin 1704 un mandement contre les rites malabares tolérés par les jésuites. Ce fut au commencement du dix-septième siècle que cette tolérance fut introduite par le père de Nobilibus, jésuite italien, qui entreprit un des premiers de prêcher l'Évangile dans les contrées intérieures de la presqu'île de l'Inde. Comme le mépris des habitans pour les Européens était un obstacle au succès de la prédication, il imagina de se faire passer parmi ces peuples pour un brahme du Nord, c'est-à-dire pour un membre de la caste la plus révérée dans le pays, de

prendre le nom, l'habit et la manière de vivre de ceux qu'on appelle *sanias* ou pénitens, d'imiter en tout leurs austérités et de s'abstenir de la viande, du poisson et de tout ce qui a eu vie. Il s'abstenait aussi d'entrer chez les *parias*, avec qui il n'est pas permis aux castes supérieures d'avoir aucun rapport. Les autres jésuites suivirent son exemple, et ce ne fut pas la seule condescendance qu'on les accusa d'avoir pour les préjugés de ces peuples. On prétendit qu'ils toléraient des usages idolâtriques ou superstitieux, et qu'ils altéraient par des ménagemens condamnables la pureté du christianisme. De là des divisions et des disputes entre les jésuites d'une part et de l'autre les capucins et les autres missionnaires établis sur la côte de Coromandel. M. de Tournon prit connaissance de ces démêlés, et après avoir examiné soigneusement l'affaire pendant six mois, il publia son mandement, par lequel il défendait d'omettre aucune des cérémonies du baptême; de différer l'administration de ce sacrement aux enfans; de donner aux néophytes des noms d'idoles; de marier les enfans à six ou sept ans; de permettre aux femmes chrétiennes la médaille nommée *taly* et le cordon mystérieux qui sert à la porter; de pratiquer dans les cérémonies nuptiales ou dans les funérailles des usages indécens ou superstitieux; de laisser aller les chrétiens dans les temples d'idoles pour y jouer des instrumens; de prendre des bains autrement que par propreté; de se servir des cendres de vaches, enfin de refuser d'entrer chez les *parias* pour leur porter les sacremens. Cette ordonnance déplut aux jésuites, qui prétendirent que plusieurs des pratiques condamnées par le légat étaient indifférentes, et qu'ils avaient retranché des autres tout ce qu'elles pouvaient avoir de contraire à la foi ou aux mœurs. Ils députèrent donc à Rome pour faire valoir leurs raisons et demander qu'il leur fût permis de continuer leurs usages. Mais un décret de l'inquisition du 7 janvier 1706 ordonna d'ob-

server provisoirement le mandement du légat, et Clément XI réitéra plusieurs fois cet ordre. Toutefois la plupart des missionnaires jésuites refusèrent de s'y soumettre, sous prétexte que ce mandement ruinerait le christianisme dans ces contrées. Ils furent appuyés par deux évêques portugais, et les divisions devinrent plus vives que jamais. Benoît XIII en 1727 et Clément XII en 1739 se virent encore obligés de prendre contre ces superstitions de nouvelles mesures, qui furent confirmées en 1744 par Benoît XIV.

M. de Tournon, ayant quitté Pondichéry, arriva à la Chine au mois d'avril 1705, et attendit à Canton la permission de se rendre à la cour. Il se déclara aussitôt contre les cérémonies chinoises, exhorta les jésuites à y renoncer, et les avertit qu'elles ne tarderaient pas à être condamnées par un décret du saint-siège. Arrivé ensuite à Pékin au mois de décembre, il obtint au bout de quelques jours une première audience de l'empereur, et eut qu'à se louer de l'accueil qu'il en reçut. Mais les dispositions de ce prince ne tardèrent pas à changer. Comme les jésuites lui avaient demandé une décision sur le sens des cérémonies chinoises, il n'ignorait pas les contestations qui s'étaient élevées à ce sujet, et l'on conçoit bien qu'il ne devait pas être d'humeur à souffrir ceux qui voudraient combattre son opinion, surtout quand il voyait une partie des missionnaires la partager et la soutenir. Aussi dans une seconde audience solennelle qu'il donna au légat le 29 juin 1706, il lui déclara que les Européens n'étant pas en état de prononcer sur le sens des livres chinois et sur l'esprit des cérémonies observées dans l'empire, il était à craindre que le pape, trompé par des ignorans, ne vint à faire un règlement fondé sur de fausses allégations, et que par ce motif il voulait être instruit des informations qu'on pourrait lui envoyer. M. Maigrot eut ordre en conséquence de venir à la cour, où deux mandarins furent chargés de l'inter-



roger et de lui demander ce qu'il pensait de la doctrine de Confucius et s'il la croyait opposée à la religion chrétienne. Comme il ne balança pas à répondre qu'elle renfermait plusieurs choses contraires au christianisme, cette déclaration, jointe au refus d'approuver les cérémonies chinoises et de reconnaître que le mot *tien* signifiait le Dieu véritable, irrita vivement l'empereur. Il fit signifier le 21 août un ordre au légat de sortir de Pékin et de se préparer à quitter la Chine. Il fit emprisonner M. Maigrot, et quelque temps après il le bannit de ses états avec deux autres missionnaires. Il fit condamner en outre à la bastonnade et à l'exil deux chrétiens chinois qui servaient d'interprètes au légat. Enfin il porta, au mois de décembre 1706, un édit pour obliger tous les missionnaires qui voudraient rester dans la Chine à venir en demander une permission par écrit, qui ne devait leur être accordée qu'à la condition d'approuver les cérémonies chinoises et de promettre de ne plus retourner en Europe.

On a deux lettres écrites dans ce même temps par le légat, l'une à M. Maigrot, l'autre aux jésuites de Pékin. Il y inculpe fortement ces religieux, et leur reproche d'avoir abusé de leur crédit pour traverser sa légation. Ayant appris ensuite l'ordre donné par l'empereur, il donna un mandement, en date du 25 janvier 1707, pour leur faire connaître les dispositions du décret rendu à Rome sur les cérémonies chinoises, et leur enjoindre de s'y conformer sous peine d'excommunication encourue par le seul fait et réservée au saint-siège. Mais comme il n'avait pas joint le texte du décret à son mandement, l'évêque d'Ascalon, vicaire apostolique, l'évêque de Macao et les jésuites saisirent ce prétexte pour ne pas se soumettre, et appelèrent au pape de ce mandement, dont ils prétendaient l'exécution impossible. Cependant l'empereur de la Chine, irrité contre le légat, donna ordre de le conduire à Macao, où il resterait sous la garde

es Portugais. C'était le livrer à ses ennemis; car les Portugais l'accusaient d'avoir présenté contre eux des mémoires à la cour. Il fut donc étroitement gardé et traité avec beaucoup de rigueur. L'évêque de Macao lui fit signifier une défense d'exercer aucune juridiction, et l'empereur ordonna qu'il fût privé de toute communication, même avec les missionnaires. Ce fut en vain que le pape écrivit en sa faveur, au mois de mars 1709, à l'empereur de la Chine et au roi de Portugal; ces lettres et la dignité de cardinal qu'il lui avait conférée n'adoucirent point sa situation. Il mourut dans sa prison le 8 juin 1710 dans de grands sentimens de piété, et le pape prononça son éloge l'année suivante dans un consistoire. La plupart des missionnaires se conformèrent au mandement, et plusieurs furent chassés de la Chine; mais les autres parvinrent à se dérober aux recherches, et restèrent secrètement dans le pays. Il n'y eut guère que les jésuites qui prirent des lettres patentes de l'empereur, et plusieurs même, entre autres les pères Visdelou et Bouquet, qui devinrent ensuite évêques et vicaires apostoliques, refusèrent d'imiter l'exemple de leurs confrères. Le pape cassa par un décret du mois d'août 1709 les appels des évêques d'Ascalon et de Macao et celui des jésuites, signé par vingt-deux d'entre eux; puis, au mois de septembre de l'année suivante, il rendit après un nouvel examen un décret pour confirmer la décision de l'an 1704 et le mandement de M. de Tournon, avec défense de s'en écarter sous quelque prétexte que ce puisse être. Il fit ordonner en même temps au général des jésuites et à ceux des autres ordres de notifier ce décret à leurs religieux et de les obliger à s'y conformer. Enfin, comme les missionnaires jésuites prétendaient que ces décisions n'étaient pas absolues et qu'ils se fondaient pour les éluder sur plusieurs autres prétextes, le pape condamna toutes ces défaites par une bulle du mois de mars 1715, commençant par les mots *Ex illa die*, dans

laquelle il ordonnait à tous les missionnaires, sous les peines et les censures les plus rigoureuses, d'observer les décrets rendus sur cette matière, et prescrivait une formule de serment que chacun d'eux serait tenu de signer pour le promettre. Mais il paraît que cette bulle ne fit pas cesser encore toutes les résistances, et Benoît XIV fut obligé en 1742 de prendre à ce sujet de nouvelles mesures.

Les disputes sur le jansénisme se ranimèrent en France au commencement du dix-huitième siècle, à l'occasion d'un cas de conscience proposé par quelques membres de la secte et qui fit beaucoup de bruit. On supposait qu'un confesseur de province était embarrassé sur la conduite qu'il devait tenir à l'égard d'un ecclésiastique à qui il avait donné longtemps l'absolution sans scrupule, mais dont on lui avait représenté ensuite les sentiments comme peu orthodoxes. Il l'avait donc interrogé, et cet ecclésiastique lui avait répondu, 1° qu'il condamnait les cinq propositions dans tous les sens condamnés par l'Église et même dans le sens de Jansenius, comme Innocent XII l'avait expliqué dans son bref aux évêques des Pays-Bas, mais que sur le fait il lui suffisait d'avoir une soumission de respect et de silence, et que tant qu'on ne l'aurait pas convaincu juridiquement d'avoir soutenu quelque une des propositions, on ne devait pas l'inquiéter ni tenir sa foi pour suspecte ; 2° que puisque nous sommes obligés d'aimer Dieu par-dessus toutes choses et de lui rapporter toutes nos actions, il croyait que toutes celles qui ne sont produites par quelque mouvement d'amour sont autant de péchés ; 3° qu'il ne croyait pas que la dévotion envers les saints et principalement envers la sainte Vierge consistât dans les vains souhaits et les pratiques peu sérieuses qu'on voit dans certains auteurs ; 4° enfin qu'il lisait le livre de la Fréquente communion, les Lettres de Saint-Cyran, les Heures de Dumont, le Rituel d'Aleth, croyant tous ces livres bons et approuvés, qu'il

consentait la même chose des traductions du Nouveau Testament en langue vulgaire et même de celle de Mons, et qu'il croyait qu'on pouvait la lire dans les diocèses où elle n'avait pas été défendue. Le confesseur demandait en conséquence s'il pouvait lui donner l'absolution. Quarante docteurs répondirent que les sentimens de cet ecclésiastique n'étaient ni nouveaux ni singuliers, ni condamnés par l'Eglise, ni enfin tels qu'on dût exiger qu'il y renonçât. Cette décision, qui était du 20 juillet 1701, fut tenue secrète assez longtemps, et ce ne fut qu'à la fin de l'an 1702 qu'elle fut publiée. Elle excita aussitôt les plus vives réclamations, car il était visible qu'elle tendait à ruiner tout ce qui avait été fait dans le siècle précédent contre le jansénisme. M. de Noailles, archevêque de Paris, adressa de vifs reproches aux docteurs qui avaient signé cette décision, et n'omit rien pour les engager à une rétractation. Le père Alexandre, dominicain, un des principaux signataires, s'empessa de lui écrire une lettre où il déclarait qu'en jugeant suffisante à l'égard de lui une soumission de respect et de silence, il avait entendu une soumission intérieure et sincère de son propre jugement au jugement de l'Eglise; quelques autres signèrent un acte où ils faisaient la même déclaration. Enfin vingt-quatre écrivirent à l'archevêque pour se soumettre au jugement qu'il porterait sur leur décision. Ce prélat publia alors un mandement en date du 22 février 1703, par lequel il la condamnait comme contraire aux bulles pontificales, et les docteurs révoquèrent aussitôt leur signature; il n'y en eut que deux qui le refusèrent, Petitpied et Delan, encore celui-ci ne tarda-t-il pas à se soumettre; quant au premier, qui était, dit-on, l'auteur de la décision, il persista à la défendre, sans être ébranlé ni par son exclusion de la Sorbonne, ni par une lettre de cachet qui l'exilait à Beaune, et il se réfugia en Hollande auprès du père Quesnel. Le pape Clément XI avait lui-même condamné cette décision par un

bref du 12 février, qu'il envoya en France avec deux autres brefs particuliers, l'un pour le roi, l'autre pour l'archevêque de Paris, dans lesquels il recommandait de punir sévèrement les signataires, comme des rebelles qui semblaient nés pour troubler sans cesse la paix de l'Église et de l'État. Mais l'archevêque répondit au pape que les docteurs s'étant humblement soumis, et n'ayant pas eu l'intention de porter atteinte à la sincère obéissance qu'on doit aux constitutions apostoliques, il avait jugé à propos pour le bien de la paix d'user d'indulgence à leur égard. Toutefois le docteur Dupin, un des signataires, fut exilé en Bretagne, malgré sa rétractation, et le roi, pour mettre fin aux disputes, fit défense par un arrêt du conseil, en date du 5 mars 1703, de rien publier sur les matières du temps. Comme cet arrêt semblait imposer silence aux défenseurs de la foi aussi bien qu'aux sectaires, le pape adressa un bref au roi pour le prier de donner une déclaration où il témoignerait que la défense ne s'étendait pas aux écrits dont l'objet serait de combattre le jansénisme. Il le remerciait par le même bref d'avoir exilé le docteur Dupin, homme, disait-il, de très-mauvaise doctrine, et qui avait fait plusieurs injures au saint-siège. Le roi s'empressa de donner la déclaration demandée. Un grand nombre d'évêques français publièrent aussi des mandemens pour condamner la décision du cas de conscience. Elle fut également flétrie en Flandre par l'archevêque de Malines, par l'évêque de Liège et par les facultés de Louvain et de Douai. Enfin la faculté de théologie de Paris la censura le 4 septembre 1704, et arrêta que si quelqu'un de ses membres était convaincu de la soutenir, il serait exclu de la faculté.

Ces condamnations excitèrent, comme à l'ordinaire, les murmures et les clameurs satiriques des jansénistes, particulièrement du père Quesnel; il écrivit au cardinal de Noailles pour lui reprocher d'avoir troublé par son mandement la paix de l'Église, et publia bientôt après

un libelle sous le titre de Lettre d'un évêque sur le cas de conscience, où il soutenait que c'était dégrader la raison humaine que de vouloir imposer la croyance aveugle d'un fait par l'autorité des hommes. Nous avons déjà montré que de semblables chicanes rendraient illusoires toutes les décisions de l'Église. Fénelon réfuta ce sophisme ordinaire du parti, dans un mandement contre le cas de conscience, et publia en outre quelques écrits pour établir l'infailibilité de l'Église sur les faits dogmatiques. Comme les sectaires s'opiniâtraient, malgré l'évidence, à s'autoriser de la paix de Clément IX et des brefs d'Innocent XII pour interpréter la signature du formulaire dans le sens du silence respectueux, Louis XIV et plusieurs évêques de France, de concert avec le roi d'Espagne, supplièrent le pape de donner une bulle solennelle qui leur enlevât ces misérables prétextes. Clément XI publia en conséquence, le 15 juillet 1705, une constitution qui commence par ces mots : *Vineam Domini*, où il confirmait d'abord les bulles d'Innocent X et d'Alexandre VII, qui avaient fini la cause, et qui auraient dû, dit-il, finir l'erreur, s'il ne s'était trouvé des hommes dont la coupable opiniâtreté emploie mille subterfuges pour troubler l'Église; il faisait voir ensuite combien il était absurde et ridicule de prétendre s'autoriser du bref de Clément IX aux quatre évêques, et des brefs d'Innocent XII aux évêques des Pays-Bas, comme si, dit-il, Clément IX, qui déclarait dans ce même bref qu'il demeurerait fermement attaché aux constitutions de ses prédécesseurs, et qu'il avait exigé des quatre évêques une véritable et entière obéissance et une souscription sincère, eût admis effectivement quelque exception ou restriction, tandis qu'il protestait qu'il n'en aurait jamais admis aucune; et comme si Innocent XII, en déclarant avec sagesse que les cinq propositions extraites du livre de Jansenius ont été condamnées dans le sens que présentent naturellement les termes dont elles sont composées, avait voulu parler non du sens qu'elles



offrent dans le livre de Jansenius, et qui a été condamné par les bulles d'Innocent X et d'Alexandre VII, mais de quelque autre sens différent, et comme s'il avait voulu adoucir, restreindre ou changer leurs constitutions par le bref même où il déclarait formellement qu'elles subsistaient dans toute leur force, et qu'il y demeurerait inviolablement attaché. Le pape Clément XI ajoutait que le silence respectueux n'était qu'un moyen de se jouer de l'Église et de perpétuer l'hérésie. Quelques-uns même, poursuivait-il, en sont venus à un tel excès d'impudence, qu'ils n'ont pas craint de soutenir qu'on peut licitement souscrire au formulaire quoiqu'on ne juge pas intérieurement que le livre de Jansenius contienne une doctrine hérétique, comme s'il était permis de tromper l'Église par un serment, et de dire ce qu'elle dit sans penser ce qu'elle pense. Enfin il décidait formellement qu'on ne satisfait point par le silence respectueux à l'obéissance due aux constitutions apostoliques, et que l'on doit condamner comme hérétique et rejeter de cœur le sens de Jansenius, condamné dans les cinq propositions. Il serait difficile de trouver une décision plus claire, et cependant il se trouva encore des gens qui à force de subtilités osèrent prétendre qu'elle ne décidait rien.

Dès que le roi eut reçu cette bulle, il la fit présenter à l'assemblée du clergé qui se tenait alors, et qui déclara la recevoir avec respect et à l'unanimité. Elle fut acceptée ensuite le 4<sup>er</sup> septembre par la faculté de théologie, puis enregistrée trois jours après au parlement et envoyée à tous les évêques du royaume, qui la publièrent dans leurs diocèses. Il n'y eut que l'évêque de Saint-Pons qui osa se singulariser et donner un mandement pour la justification du silence respectueux. Cependant quoique l'assemblée du clergé eût accepté unanimement la constitution, le pape ne s'en montra pas très-satisfait. On voit dans le procès-verbal, que M. Colbert, archevêque de Rouen, chargé de faire le rapport sur cette affaire, établit que les con-

stitutions des papes obligent toute l'Église lorsqu'elles ont été acceptées par le corps des pasteurs, et que cette acceptation de la part des évêques se fait par voie de jugement. Comme l'assemblée approuva ces maximes et qu'elles furent reproduites dans la plupart des mandemens, le pape s'en plaignit dans un bref du mois d'août 1706, où il disait que les évêques ne s'étaient pas tant assemblés pour recevoir sa constitution que pour resserrer ou plutôt anéantir l'autorité du saint-siège, et d'après ces plaintes, le roi voulut que l'archevêque de Paris, président de l'assemblée, et douze autres prélats donnassent une explication de ces clauses qui avaient choqué le souverain pontife; mais ce ne fut qu'en 1711 que le cardinal de Noailles donna cette explication. Il y disait entre autres choses, que l'assemblée n'avait pas prétendu établir la nécessité d'une acceptation solennelle de la part des évêques pour obliger les fidèles à regarder les bulles pontificales comme des règles de leur croyance; qu'elle n'avait pas prétendu non plus s'attribuer le droit d'examiner les décisions du saint-siège pour les juger, mais qu'elle avait voulu seulement y confronter sa doctrine, et qu'elle avait reconnu avec une joie extrême la conformité de ses sentimens avec le jugement prononcé dans la bulle; enfin qu'elle avait été très-persuadée qu'il ne manque rien aux décrets des papes contre Jansenius, et qu'on doit les regarder comme absolument irréformables. Telle est la substance de ces explications, dont le sens, il faut l'avouer, n'est pas bien facile à comprendre.

Le père Quesnel, réfugié dans les Pays-Bas, ne cessait de publier des écrits pour la défense du jansénisme, d'entretenir des correspondances et de remplir avec une infatigable activité toutes les fonctions d'un chef de parti. M. de Precipiano, archevêque de Malines, voyant avec douleur son diocèse devenu ainsi un centre d'intrigues, obtint des ordres de la cour pour faire saisir cet opiniâtre

sectaire, caché près de Bruxelles avec les pères Gerberon et Brigode, qui travaillaient sous ses ordres. Les mesures furent si bien prises, qu'ils furent arrêtés en 1703 et mis en prison ; mais le père Quesnel parvint à s'évader par l'industrie de quelques amis, qui percèrent les murs de l'archevêché. Il alla se fixer à Amsterdam, et publia aussitôt un libelle intitulé *Motif de droit*, qui fut brûlé à Bruxelles par la main du bourreau. Comme il ne répondit que par un torrent d'injures aux sommations que l'archevêque lui fit faire de comparaître en personne, on instruisit son procès par contumace ; ses ouvrages et ses papiers qu'on avait saisis servirent à le convaincre de schisme, d'hérésie, d'outrages envers le saint-siège, et par une sentence du 10 novembre 1704, il fut déclaré excommunié, et condamné de plus à se retirer dans un monastère, pour y faire pénitence jusqu'à pleine satisfaction, avec défense de rentrer dans le diocèse de Malines et d'y rien imprimer, sous peine de prison perpétuelle. On devine aisément jusqu'où l'emporta la violence de son caractère dans un libelle qu'il publia au sujet de ce procès ; mais il n'osa pas nier la vérité des extraits qu'on avait faits de ses papiers et qui étaient remplis de principes schismatiques, d'injures grossières contre l'Église, contre les papes, contre les évêques, contre toutes les puissances et toutes les personnes contraires à ses opinions. Si l'on en croit Feller, madame de Maintenon lisait tous les soirs quelque chose de ces extraits à Louis XIV pendant les dernières années de sa vie. Brigode et Gerberon ne furent pas délivrés comme Quesnel. Le premier, après six mois de prison, fut tellement réduit qu'il présenta une supplique à l'archevêque, dans laquelle, après avoir avoué que son principal emploi depuis plusieurs années avait été de veiller à l'impression et à la distribution des livres du parti, il en demandait humblement pardon, et témoignait le plus vif repentir. L'archevêque, touché de ces beaux sentimens, lui rendit

la liberté, à condition qu'il signerait le formulaire sans restriction ni distinction, et qu'il ferait ensuite une rétracte et une confession générale dans un monastère de chartreux. Mais le pénitent n'exécuta rien de ce qu'il avait promis. Quant au père Gerberon, ancien bénédictin de Corbie, que ses écrits en faveur du jansénisme avaient obligé de s'expatrier, il ne demanda autre chose que d'être jugé promptement; toutefois, son procès dura plus d'un an. Il fut convaincu d'avoir enseigné hautement dans ses écrits l'hérésie des cinq propositions, d'avoir déchiré la réputation des papes, des évêques, de tous les ennemis de la secte, et fut condamné à faire une abjuration formelle de ses erreurs, à signer le formulaire, puis à être étroitement enfermé dans son monastère, jusqu'à ce qu'il eût pleinement satisfait au saint-siège. Comme il refusa de se rétracter et de signer le formulaire sans distinction, le roi de France, après l'avoir redemandé comme son sujet, le fit enfermer au château de Vincennes, où il demeura jusqu'en 1710. Alors, touché de la grâce, il fit avec tous les témoignages d'un vif repentir une rétractation de ses erreurs; après quoi il fut remis en liberté, et ratifia de son propre mouvement sa rétractation dans l'abbaye de Saint-Germain des Prés, où il mourut l'année suivante, âgé de quatre-vingts ans. Le père Quesnel ne mourut qu'en 1719, dans un âge encore plus avancé et dans un attachement opiniâtre à ses erreurs.

Le jansénisme causait depuis quelque temps des troubles en Hollande, où il ne tarda pas à produire un schisme déclaré. On a vu que Philippe II avait fait ériger dans cette province, en 1559, le siège d'Utrecht en métropole et plusieurs évêchés nouveaux qui devaient en être suffragans. Mais la révolte qui survint et l'introduction du calvinisme amenèrent la ruine de ces nouveaux sièges. Cependant, comme il restait toujours un grand nombre de catholiques en Hollande, les papes nom-

mèrent des vicaires apostoliques pour gouverner cette Église. Le premier fut Sasbold Vomer, qui avait d'abord administré le diocèse d'Utrecht comme vicaire général du chapitre après la mort du dernier évêque titulaire. Il fut sacré par Clément VIII sous le titre d'archevêque de Philippes, et mourut en 1614. Il eut pour successeur Philippe Rovenius, qui obtint quelque temps après pour coadjuteur Jacques de la Tour, et après la mort de ce dernier, arrivée en 1661, l'Église de Hollande fut gouvernée par Jean de Neercassel, vicaire apostolique, avec le titre d'évêque de Castorie. C'était un prélat zélé et instruit, comme on peut en juger par ses ouvrages, dont le plus connu est celui qui a pour titre l'Amour pénitent, où il établit la nécessité de l'amour de Dieu dans le sacrement de pénitence; mais quoiqu'il eût souscrit le formulaire, il ne laissa pas de se montrer favorable au jansénisme, et l'on en trouve quelques traces dans son Amour pénitent, qui ont fait mettre ce livre à l'*index*. Il mourut en 1686. Son successeur fut M. Codde, qui avait été comme lui de la congrégation de l'Oratoire, et qui se déclara ouvertement pour les nouvelles erreurs. Il refusa avant son sacre de signer le formulaire, s'entoura de jansénistes, et mit le trouble dans cette Église. Le désordre y fut porté à tel point qu'on vit administrer les sacrements en langue vulgaire. Bientôt les plaintes retentirent de tous côtés; le nonce de Bruxelles les fit parvenir à Rome, et en 1697 le fameux père Doucin, jésuite, qui avait accompagné l'ambassadeur français au congrès de Ryswick, publia un livre qui fut répandu partout sous le titre de *Mémorial abrégé touchant les progrès du jansénisme en Hollande*. Le vicaire apostolique, qui avait le titre d'archevêque de Sébaste, fut mandé à Rome pour y rendre compte de sa conduite et de sa doctrine. Il employa tous les moyens pour s'en dispenser, et écrivit des lettres tournées de son mieux à la congrégation que le pape Innocent XII venait d'établir pour l'examen de cette af-

faire; mais on lui manda pour toute réponse que s'il ne partait incessamment on nommerait un autre vicaire. Il se mit donc en route pour Rome, où il arriva vers la fin de l'an 1700. On lui fit subir un long interrogatoire; puis on lui remit un mémoire contenant vingt-six chefs d'accusation, auxquels il fit des réponses par écrit, qui devinrent une nouvelle preuve de son attachement au jansénisme. Enfin, l'affaire ayant été instruite avec beaucoup de soin et de maturité, le pape Clément XI le suspendit de ses fonctions au mois de mai 1702, et nomma vicaire apostolique par *interim* M. Cock, pasteur à Leyde. Ces mesures ne furent pas plus tôt connues en Hollande, que les partisans de M. Codde s'adressèrent aux bourgmestres d'Amsterdam, dont quelques-uns étaient ses parens, et obtinrent par leur influence un ordre des états, qui défendait à M. Cock de faire aucune fonction de vicaire tant que l'archevêque ne serait pas rétabli. On n'imaginerait pas jusqu'à quel point ils triomphèrent d'un pareil ordre, qu'ils regardaient comme un moyen sûr de forcer le souverain pontife à revenir sur ses pas. Van Hussen, pro-vicaire de l'archevêque de Sébaste, fut aussi interdit par le pape, et consulta, dit-on, le père Quesnel, qui lui répondit que la sentence prononcée à Rome était évidemment injuste, et que l'affaire concernait maintenant les états généraux. Le pape, instruit de ces démarches téméraires, écrivit aux catholiques de Hollande, pour les prémunir contre la séduction d'un parti rebelle au saint-siège, et les informer qu'il renvoyait M. Codde en Hollande, mais qu'on ne devait pas espérer de le voir rétabli dans ses fonctions. En effet, celui-ci était à peine de retour qu'on apprit qu'il avait été déposé du vicariat par un décret du 3 avril 1704. On vit alors paraître une foule de libelles, où l'on prétendait que sa déposition était illégitime et qu'il conservait toute son autorité. Il s'abstint néanmoins de faire aucune fonction, et mourut en 1710. Comme un nouvel ordre des états avait banni



M. Cock à perpétuité, le pape chargea son nonce à Cologne de veiller à la mission de Hollande. Le nonce nomma donc en 1707 pour vicaire apostolique M. Damen, à qui il donna le titre d'évêque d'Hadrianople. Mais les opposans refusèrent de le reconnaître, et les états généraux lui interdirent l'entrée du pays. Un autre vicaire apostolique, nommé quelque temps après, fut également banni. Cependant la plus grande partie du clergé ne prenait aucune part à cette révolte, et reconnaissait la juridiction des nonces de Cologne ou de Bruxelles, à qui le pape avait confié l'administration spirituelle de l'Église de Hollande. Les opposans, voyant la mort diminuer chaque jour leur nombre, prirent enfin le parti de se donner un évêque. Le chapitre d'Utrecht avait cessé depuis longtemps d'exister par suite d'un édit qui affectait les prébendes aux calvinistes; mais Philippe Rovenius, vicaire apostolique, en avait perpétué le titre en formant un conseil épiscopal composé de quelques prêtres attachés à différentes paroisses, et qui furent nommés chanoines d'Utrecht. Ces prêtres, en vertu de ce titre purement honoraire, prétendirent avoir tous les droits du chapitre métropolitain. Ils nommèrent des vicaires généraux après la mort de M. Codde, et entreprirent, comme on le verra plus tard, d'élire en 1723 un archevêque d'Utrecht, qui se fit sacrer sans avoir des bulles du saint-siège (1).

Les déclamations violentes du fanatique Jurieu et ses ridicules prophéties sur la ruine prochaine de l'Antechrist avaient occasionné dans les Cévennes des soulèvemens bientôt suivis d'affreux massacres. Un calviniste ardent, nommé Duserre, établit dans le Dauphiné une école de prophètes, et choisit trente jeunes gens de l'un et de l'autre sexe, dont il échauffa la tête par son enthousiasme; puis, les ayant formés à leur métier, il prétendit

(1) D'Avrigny. *Mém. chron.* — Picot. *Mém. pour servir à l'Hist. eccl. du dix-huitième siècle.*

leur donner le Saint-Esprit, leur souffla dans la bouche avec des cérémonies ridicules, et les dispersa dans les provinces voisines, où leurs convulsions, leurs extases et leurs tours de force ou d'adresse séduisirent aisément des paysans grossiers et crédules. On comptait parmi ses élèves cette bergère Ducret, que Jurieu prôna longtemps comme une prophétesse, même après qu'elle eut avoué ses impostures et qu'elle se fut réunie à l'Église. L'illusion et le fanatisme se propagèrent promptement. Chacun voulut être inspiré, et l'on vit se former des rassemblemens nombreux, où les prétendus prophètes annonçaient le prochain rétablissement de la foi, et soufflaient le feu de la révolte par leurs prédications. Il fallut recourir à la force pour dissiper les attroupemens. Mais en 1701 le nombre des inspirés augmenta d'une manière prodigieuse dans les Cévennes, et la guerre que Louis XIV eut à soutenir contre l'Europe au sujet de la succession d'Espagne leur parut une occasion favorable pour remuer et se venger de la contrainte où ils avaient été tenus. Leurs prédications furibondes produisirent bientôt leur effet. Une troupe de protestans armés se porta le 24 juillet 1702 sur la maison occupée par un missionnaire nommé du Chayla, qui leur était odieux par sa sévérité et notamment pour avoir fait mettre en prison deux calvinistes relaps. Il fut massacré avec un autre prêtre et deux personnes de sa maison. Cette troupe alla ensuite égorger deux prêtres des paroisses voisines, puis elle s'empara d'un château, où elle tua toutes les personnes qui l'habitaient. Ces assassinats furent comme le signal de la guerre. Les protestans se soulevèrent en masse, nommèrent des chefs, et cette malheureuse contrée devint un théâtre d'incendies, de profanations et de carnage. On vit les églises pillées et brûlées, les croix, les statues des saints, les vases sacrés et les saintes hosties profanés, brisés, foulés aux pieds, et une multitude de prêtres, de religieux et de catholiques de tout sexe impitoyable-

ment massacrés. Les prétendus prophètes employaient le langage de l'Écriture pour ordonner le meurtre des catholiques et pousser à tous les excès une multitude aveuglée par le fanatisme. Ces horribles cruautés amenèrent des représailles sanglantes de la part des troupes envoyées sous les ordres du maréchal de Montrevel pour réduire les séditieux. Quatre cents furent surpris dans une ferme, aux environs d'Alais, et tous passés au fil de l'épée. Deux cents autres subirent le même sort près d'Uzès. Plusieurs troupes nombreuses furent défaites en différens endroits, et tous ceux qu'on prit les armes à la main furent rompus vifs. Ces pertes engagèrent les principaux chefs à écouter les propositions d'accommodement qui leur furent faites par le maréchal de Villars. Cavalier, l'un d'eux et le plus accrédité de tous, mit bas les armes et se retira peu de temps après en Angleterre. Un autre, nommé Rolland, qui voulut continuer la guerre, fut surpris et tué dans une maison de campagne qui lui servait d'asile; après quoi le reste ne tarda pas à se soumettre. On découvrit cependant un nouveau complot en 1705, et les principaux coupables furent punis rigoureusement; ce qui n'empêcha pas quelques soulèvemens d'éclater encore les années suivantes; mais ils furent peu considérables et promptement réprimés. La plupart des prophètes se retirèrent à Londres, où ils continuèrent leurs prédictions. Ils y trouvèrent des dupes comme ils en avaient trouvé dans les montagnes du Languedoc; mais les consistoires se prononcèrent contre eux, et lord Shaftesbury dans une lettre sur l'enthousiasme les couvrit tellement de ridicule, qu'ils tombèrent enfin dans le mépris qu'ils méritaient.

Le cardinal de Noailles et Bossuet condamnèrent en 1702 une traduction du Nouveau Testament, dite de Trévoux, dont l'auteur était Richard Simon, ancien oratorien, également connu par son érudition et par la hardiesse souvent téméraire de sa critique. L'évêque d'Arras

condamna l'année suivante la Théologie morale d'un jésuite nommé Gobat, que l'on venait de réimprimer dans son diocèse, et qui contenait un grand nombre de décisions relâchées, déjà condamnées par Innocent XI et par le clergé de France. Comme les jésuites de Flandre avaient pris la défense de quelques autres propositions que ce prélat venait de condamner, il ne manqua pas dans la censure du livre de leur confrère, de lancer contre eux des traits assez vifs, qui les mirent dans la nécessité de défendre leur société contre le reproche de relâchement. Ils publièrent à cet effet une apologie où ils établirent que la doctrine des jésuites avait toujours été la doctrine commune des écoles, et que si quelques-uns avaient soutenu des opinions relâchées, ils n'en étaient point les auteurs et n'avaient fait que suivre d'autres casuistes qui n'étaient pas de leur société. Il y eut la même année 1703 un concile tenu en Albanie, par les soins de l'archevêque d'Antivari, que le pape avait nommé visiteur apostolique dans cette province et dans quelques autres soumises à la domination des Turcs. On y fit plusieurs réglemens de discipline pour remédier aux abus introduits par le malheur des circonstances, et l'on résolut d'implorer le secours des ambassadeurs chrétiens à Constantinople contre les violences et la tyrannie des musulmans.

L'université protestante d'Helmstadt donna en 1707 une décision importante en faveur de la religion catholique. Une princesse de Brunswick, recherchée en mariage par l'archiduc d'Autriche, voulut savoir si elle pouvait en conscience abandonner la confession d'Ausbourg pour contracter cette alliance. Les docteurs luthériens répondirent que les catholiques ne sont point dans l'erreur pour le fond de la doctrine et qu'on peut se sauver dans leur religion; 1<sup>o</sup> parce qu'ils ont les mêmes principes de foi et le même symbole que les luthériens, le même décalogue et les mêmes prières; 2<sup>o</sup> parce que

L'Église catholique est véritable Église, puisqu'elle est une société qui écoute la parole de Dieu et reçoit les sacrements institués par Jésus-Christ. « C'est ce que personne ne peut nier, ajoutaient ces docteurs, autrement il faudrait dire que tous ceux qui ont été et qui sont encore dans l'Église catholique seraient damnés, ce que nous n'avons jamais dit ni écrit. » Cette décision excita tant de clameurs parmi les luthériens, que les docteurs d'Helmstadt se virent obligés l'année suivante de la désavouer. On en voit la raison dans une lettre du fameux Leibnitz à Fabricius, où tout en reconnaissant lui-même qu'un catholique peut arriver au salut, parce que cette église conserve le fondement, il ajoute qu'on ne doit pas la traiter avec tant de ménagement, parce que le droit de l'électeur de Hanovre sur la couronne d'Angleterre n'était fondé que sur la haine et la proscription de la religion romaine dans ce royaume. Aussi les Anglais s'élevèrent avec force contre la décision. Mais le coup était porté : la princesse fit son abjuration, et plusieurs membres de sa famille suivirent son exemple, entre autres son grand-père, Antoine Ulric de Brunswick, qui abandonna le luthéranisme en 1710. On publia sous le nom de ce prince un écrit qui eut beaucoup de vogue, intitulé : Cinquante raisons qui ont engagé le duc de Brunswick à embrasser la religion catholique. Peu de temps après, le duc de Wurtemberg rentra aussi dans le sein de l'Église avec le second de ses fils. La conversion de l'électeur de Saxe, devenu roi de Pologne, avait amené l'abjuration de la plupart des membres de cette famille, dont plusieurs donnèrent de grands exemples de piété. Enfin on vit dans le cours du dix-huitième siècle un grand nombre de princes luthériens des maisons souveraines de Hesse, de Holstein et de Deux-Ponts, abjurer l'hérésie et se déclarer catholiques.

Le monastère de Port-Royal des Champs continuait d'être comme le chef-lieu et le centre de ralliement des jansénistes. Les religieuses qui l'habitaient, plus dociles



aux leçons de quelques docteurs particuliers qu'aux décisions de l'Église, donnaient depuis plus de cinquante ans l'exemple d'une opposition persévérante au jugement du pape et des évêques. Elles avaient été rétablies, comme on l'a vu, dans leurs droits de communauté, à la paix de Clément IX. Mais dix ans plus tard, après la mort de la duchesse de Longueville, qui les protégeait, M. de Harlay, archevêque de Paris, obtint un ordre du roi pour faire sortir toutes les pensionnaires de cette maison, et défendre d'y recevoir des novices jusqu'à ce que le nombre des religieuses fût réduit à cinquante; il témoigna même, dit-on, l'intention formelle de détruire ou du moins de laisser éteindre la communauté. Le cardinal de Noailles, qui lui succéda, parut montrer d'abord des dispositions plus bienveillantes; mais la résistance opiniâtre des religieuses à la bulle de Clément XI fit prendre contre elles des mesures de rigueur et amena la destruction de leur monastère. Comme elles ne voulurent souscrire à cette bulle qu'avec des clauses en faveur du silence respectueux, le cardinal leur interdit l'usage des sacrements; un arrêt du conseil, de l'an 1706, leur fit une défense absolue de recevoir des novices, et le pape Clément XI, sur la demande du roi, donna une bulle, en date du 27 mars 1708, pour supprimer leur communauté et les soumettre à l'abbesse de Paris; mais elles refusèrent de la reconnaître pour supérieure. On jugea donc qu'il n'y avait d'autre moyen de les réduire que de les séparer, et l'année suivante on les dispersa en différens monastères, où elles ne tardèrent pas à se soumettre. Quatre ans après il n'y en avait plus qu'une qui n'eût pas pris ce parti. Tous les meubles et les provisions de Port-Royal furent amenés au couvent de Paris, puis un arrêt du conseil ordonna la démolition de l'église et des bâtimens, qui avaient coûté des sommes immenses. On n'y laissa pas pierre sur pierre, et l'an 1711, on fit procéder à l'exhumation des corps, après quoi on passa la char-



rue sur l'emplacement de ce fameux monastère, dont on voulait effacer jusqu'au souvenir. Cette destruction, que le public attribua aux conseils du père Tellier, confesseur du roi, devint une source de plaintes amères et de clameurs violentes contre les jésuites.

C'est vers cette époque que commencèrent les disputes sur les *Réflexions morales* du père Quesnel, qui firent tant de bruit et causèrent des troubles si longs dans l'Église de France. Ce livre n'était d'abord, lorsqu'il parut pour la première fois en 1671, qu'un petit volume contenant de courtes réflexions sur les Évangiles ; il fut alors approuvé par M. Vialart, évêque de Châlons-sur-Marne, et l'on continua de mettre son approbation dans les éditions suivantes, dont ce prélat n'eut aucune connaissance. Le succès qu'obtint cet ouvrage détermina l'auteur à publier huit ans plus tard un second volume, contenant les Actes et les Épîtres des apôtres, avec des réflexions également fort courtes. Enfin il les étendit, les retoucha, les augmenta, et fit paraître en 1693 une nouvelle édition en quatre volumes, sous le titre de *Réflexions morales sur le Nouveau Testament*, avec une approbation de M. de Noailles, qui avait succédé à M. Vialart sur le siège de Châlons. Ce prélat fit le plus grand éloge de ce livre dans un mandement où il ne craignait pas de dire qu'on y trouvait tout ce que les pères ont écrit de plus beau et de plus touchant sur le Nouveau Testament. Mais il s'en fallait bien que tout le monde en portât un jugement aussi favorable. On s'aperçut aisément que le père Quesnel avait pour but d'insinuer, sous des formes artificieuses, les erreurs du jansénisme, et d'en représenter les sectateurs comme de courageux défenseurs de la vérité persécutée par toutes les puissances. C'étaient des allusions perpétuelles aux affaires du temps à propos des persécutions excitées par les scribes et les pharisiens, et l'on découvrait à tout moment sous le voile d'une réflexion pieuse en apparence, les dogmes

proscrits et l'encouragement à la révolte contre les décisions de l'Église. Nous citerons pour exemple la trente-troisième proposition condamnée et conçue en ces termes : « Combien faut-il avoir renoncé aux choses de la terre et à soi-même pour avoir la confiance de dire comme saint Paul : Jésus-Christ m'a aimé et s'est livré pour moi ! » On voit clairement dans cette exclamation un détour pour faire entendre que Jésus-Christ n'est mort que pour les justes les plus détachés du monde. Il y a plus d'artifice dans les quatre-vingt-onzième et quatre-vingt-treizième propositions, dont l'une porte que la crainte d'une excommunication injuste ne doit jamais nous empêcher de faire notre devoir ; et l'autre que Jésus-Christ guérit quelquefois les blessures que la précipitation des premiers pasteurs fait sans son ordre, et qu'il rétablit ce que ceux-ci retranchent par un zèle inconsidéré. Rien ne semble au premier abord plus innocent et plus vrai que ces propositions, mais avec un peu de réflexion il est facile de comprendre ce qu'elles ont de faux dans leur généralité, puisqu'elles tendent manifestement à rendre chacun juge de la valeur ou de la justice des censures prononcées par l'autorité légitime ; et quand on les rapproche des autres principes de l'auteur, on devine sans peine que ces propositions ont pour but de rendre les premiers pasteurs odieux, de légitimer la désobéissance et de justifier des sectaires opiniâtres qui faisaient constater leur devoir à résister aux décisions de l'Église.

Ce livre fut presque aussitôt dénoncé à l'inquisition, et un docteur de Sorbonne en fit paraître une critique en 1694, où il signalait un grand nombre de propositions condamnables. M. de Noailles, devenu archevêque de Paris, et voyant le soulèvement qu'excitait cet ouvrage malheureusement revêtu de son approbation, chargea quelques théologiens de l'examiner et d'indiquer les corrections qui seraient nécessaires. Il voulut aussi, pour se mettre à couvert sous une autorité imposante,

faire joindre à son approbation celle de Bossuet, regardé depuis longtemps comme une des plus grandes lumières de l'Église. Celui-ci après avoir demandé plus de cent corrections, entreprit une espèce d'apologie où il essayait de donner un sens catholique à une foule d'autres propositions captieuses ; mais pendant qu'il s'occupait de ce travail, on fit réimprimer l'ouvrage avec une partie seulement des corrections dont on était convenu, et jugeant alors que l'ouvrage n'était plus susceptible des interprétations qu'il s'efforçait de lui donner, il supprima le sien, dont on n'entendit plus parler de son vivant. Toutefois, après sa mort, un janséniste, qui parvint à s'en procurer une copie, la fit imprimer à Bruxelles et l'on n'eut pas honte de faire valoir ce projet d'apologie, ou plutôt de correction, comme un témoignage en faveur d'un livre dont cet illustre prélat avait jugé la correction impossible. Les changemens peu considérables qu'on y avait faits ne purent arrêter les plaintes et les condamnations. Il parut en 1705 un écrit où l'on montrait que les *Réflexions morales* étaient également séditieuses et hérétiques. L'évêque d'Apt les censura en 1703, et quatre ans plus tard l'archevêque de Besançon et l'évêque de Nevers publièrent des mandemens pour les condamner. Le pape Clément XI les proscrivit lui-même par un décret du 13 juillet 1708, comme renfermant une doctrine et des propositions séditieuses, téméraires, pernicieuses, erronées, déjà condamnées et manifestement jansénistes. Il défendait l'impression, le débit et la lecture de ce livre, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, et enjoignait d'en porter les exemplaires aux inquisiteurs ou aux ordinaires des lieux pour être brûlés sur-le-champ. Ce décret ne fut pas publié en France, mais il ne laissa pas de chagriner vivement les défenseurs du livre condamné ; ils s'emportèrent, selon leur habitude, dans quelques libelles, aux plus violentes injures contre la cour de Rome, et quel-

ques-uns pour sauver l'honneur du père Quesnel imaginèrent de dire que ses ennemis avaient peut-être remis au pape des exemplaires altérés et falsifiés, au lieu de ceux qui avaient reçu l'approbation de l'archevêque de Paris. Cette misérable défaite ne pouvait pas durer longtemps.

Les évêques de Luçon et de la Rochelle firent imprimer de concert, au mois de juillet 1710, une instruction pastorale fort solide pour condamner les *Réflexions morales*. Elle était divisée en deux parties, dont la première avait pour objet de montrer que les cinq propositions se trouvaient clairement dans le livre de Jansenius, et qu'elles étaient reproduites par le père Quesnel, et l'autre de faire voir que leur doctrine était entièrement opposée à celle de saint Augustin. L'imprimeur en envoya des exemplaires dans les principales villes du royaume, et son correspondant à Paris fit mettre des affiches publiques dans les lieux ordinairement destinés aux annonces de ce genre, notamment à la porte de l'archevêché. On assure que cela se fit sans mauvaise intention; mais le cardinal de Noailles regarda comme une insulte cette affiche placardée à la porte de son palais pour annoncer la censure d'un livre qu'il avait approuvé, et soupçonnant deux jeunes ecclésiastiques neveux des deux évêques d'avoir eu part à cette inconvenance, il les fit renvoyer du séminaire de Saint-Sulpice. Les deux évêques s'en plaignirent au roi dans une lettre où ils représentaient le cardinal de Noailles comme le fauteur des hérétiques, et ajoutaient que les nouveautés en matière de religion se propageaient surtout par le crédit des prélats puissans, et que sous les empereurs chrétiens les plus grands maux de l'Église étaient venus des évêques de la ville impériale. Cette lettre, qui devint bientôt publique, fut vivement blâmée par quelques prélats, entre autres par l'évêque d'Agen, qui n'oublia rien pour rendre odieuse la conduite de ses deux confrères. Le cardinal

de Noailles porta de son côté des plaintes au roi, et demanda justice de cette espèce de diffamation. Le roi crut qu'en effet il avait droit à quelque satisfaction, et les deux évêques, dit-on, s'y montraient disposés, lorsque le cardinal fit un éclat qui empêcha tout accommodement. Il publia le 28 avril 1711 une ordonnance, où disait que leur instruction pastorale lui avait été dénoncée par quelques ecclésiastiques de son diocèse comme favorisant une proposition de Jansenius et deux de Baïus et comme autorisant le relâchement de la morale, et en conséquence il défendait de la lire et de la garder. Il s'élevait aussi contre un mandement de l'évêque de Gap qui venait de condamner les *Réflexions morales*. Enfin pour repousser le reproche qu'on lui faisait de se montrer fauteur des hérétiques, il rappelait les témoignages publics de son zèle pour la pureté de la foi et de la morale ses mandemens contre le livre de Barcos en 1696, contre le quiétisme en 1698, contre le cas de conscience en 1703, la part qu'il avait prise aux censures de l'assemblée du clergé de 1700, et les soins qu'il s'était donnés pour assurer l'exécution de la bulle de Clément XI. Le roi se montra fort mécontent de cette ordonnance, et fit dire au cardinal que puisqu'il s'était rendu justice lui-même il pouvait se dispenser de paraître à la cour jusqu'à nouvel ordre.

Cependant on recommença bientôt à négocier un accommodement. Madame de Maintenon choisit d'abord pour médiateurs l'évêque de Chartres et le curé de Saint Sulpice, dont les démarches n'eurent aucun succès. Le roi, qui voyait avec peine la division dans l'épiscopat, nomma ensuite pour traiter cette affaire une commission composée de prélats et d'autres personnages influents parmi lesquels se trouvait le duc de Bourgogne; mais ils ne réussirent pas mieux. On voulait avant tout que le cardinal se déclarât contre les *Réflexions morales*, et il ne put se résoudre à condamner un livre qu'il avait

ouvert d'éloges. Il témoigna néanmoins qu'il était disposé à souscrire au jugement que le saint-siège en porterait. On voit cette disposition dans une lettre qu'il adressa vers ce temps à l'évêque d'Agen, et qu'il eut soin de rendre publique. « Non, écrivait-il, je n'ai pas balancé à dire à tous ceux qui ont voulu l'entendre qu'on ne me verrait jamais ni mettre ni souffrir la division dans l'église pour un livre dont la religion peut se passer. Si notre saint-père le pape jugeait à propos de censurer celui-ci dans les formes, je recevrais sa constitution et la censure avec tout le respect possible, et je serais le premier à donner l'exemple d'une parfaite soumission d'esprit et de cœur. » Le roi prit donc le parti de s'adresser au saint-siège, et donna ordre au cardinal de la Moignon, ambassadeur à Rome, de demander au pape la constitution sur le livre du père Quesnel, et de prier qu'elle fût rédigée de telle manière qu'on ne pût trouver dans la forme ou dans certaines clauses d'usage, mais non admises en France, un prétexte pour rejeter le fond. Il promit, à cette condition, de la faire recevoir et observer dans son royaume. Il fit défendre en même temps, par un arrêt du conseil du 11 novembre 1711, le débit de la réimpression des *Réflexions morales*. On exhorta le cardinal de Noailles à profiter de cette ouverture pour provoquer son approbation, mais on ne put l'y déterminer. Il avait malheureusement donné sa confiance à quelques hommes du parti, qui lui firent entendre que tout ce mouvement contre les *Réflexions morales* n'était que l'effet des intrigues de ses ennemis. On voit dans le journal de l'abbé Dorsanne, son grand-vicaire et questeur célèbre, jusqu'où il poussait les soupçons. Il se faisait même de l'intervention du duc de Bourgogne, et opposait une cabale formée contre lui par ce prince, par les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse et les autres amis de Fénélon, pour se venger du parti qu'il avait pris dans l'affaire du quiétisme. Une lettre interceptée dans



le même temps et qui lui fut portée lui parut une preuve évidente d'un complot tramé pour le perdre. Elle était d'un abbé Bochard, qui exhortait son oncle, évêque de Clermont, non-seulement à condamner lui-même le livre des *Réflexions morales*, mais à supplier le roi de le faire proscrire par tous les évêques du royaume. Le cardinal crut cette démarche inspirée par le père Tellier; il s'en plaignit au roi, s'éleva fortement contre les jésuites, et retira ses pouvoirs à la plupart d'entre eux.

Dès que le pape eut reçu la demande du roi, il s'empressa de nommer, au mois de février 1712, une congrégation de savants cardinaux et d'habiles théologiens pour examiner le livre des *Réflexions morales* et en extraire les propositions qu'on jugerait principalement dignes de censure; car le décret de 1708 se bornait à condamner le livre en général sans noter aucune proposition en particulier. Les examinateurs s'assemblèrent d'abord tous les mercredis, et dès le mois d'août ils eurent ordre de tenir deux séances par semaine. Quand ils eurent achevé leur travail et préparé leur rapport, la congrégation s'assembla au saint-office, où les séances continuèrent deux fois la semaine depuis le mois de janvier 1713 jusqu'au mois d'août. Jamais peut-être on n'apporta plus de soin à l'examen d'aucune matière; le pape assistait fort régulièrement aux séances, et après avoir entendu la discussion et l'avis des consultants et des cardinaux sur chacune des propositions, il écrivait de sa main la censure ou qualification qu'elle méritait. Il consulta en outre les cardinaux qui ne faisaient point partie de la congrégation, et un grand nombre d'évêques. Enfin il ordonna des prières publiques à Rome pour implorer les lumières de l'Esprit saint; puis, ayant dressé la bulle, il en communiqua, selon qu'on en était convenu, le préambule et le dispositif au cardinal de la Trémoille, et supprima sur sa demande quelques clauses d'usage, qui auraient pu éprouver des contradictions en

France; après quoi il publia, le 8 septembre 1713, la fameuse constitution qui commence par le mot *Unigenitus*, et qu'on verra, malgré l'acceptation solennelle de toute l'Église, devenir un objet d'attaques si violentes et si opiniâtres de la part des jansénistes.

Le cardinal de Noailles s'était, dit-on, flatté d'abord que le pape ne consentirait pas à donner une constitution solennelle contre les Réflexions morales, déjà condamnées par un bref qui n'avait pas été reçu en France. Il commença toutefois à revenir de son erreur quand il apprit qu'une congrégation était nommée pour l'examen de ce livre, et parut disposé à donner lui-même un mandement pour le condamner; mais il fut rassuré par deux correspondans, qui se persuadèrent et lui firent croire que le projet de constitution n'était qu'un épouvantail qui n'aurait pas de suite. On avait cherché, en effet, à détourner le souverain pontife de publier une bulle, en répandant le bruit à Rome que, malgré les promesses du roi, elle ne serait pas reçue en France, et que le duc de Bourgogne, héritier présomptif de la couronne, était favorable aux partisans du livre, et ne manquerait pas de les protéger efficacement. Cette imposture détermina le prince à composer un mémoire pour la démentir et exposer sa croyance, entièrement conforme aux décisions du saint-siège sur les erreurs du jansénisme. Il était sur le point d'envoyer cet écrit à Rome, lorsqu'il mourut après une courte maladie au mois de février 1712. On a de lui quelques autres écrits sur diverses matières d'administration, sur les preuves de la religion, et un mémoire que nous avons déjà cité sur la révocation de l'édit de Nantes. Sa mort fut une perte immense et vivement sentie; car elle détruisait toutes les espérances qu'avaient fait concevoir les vertus de ce prince également zélé pour la religion et pour le bonheur de l'état. Le roi pour remplir les intentions de son petit-fils s'empressa d'envoyer au pape le mémoire sur le jansénisme et de le faire impri-

mer pour en distribuer partout des exemplaires. Le pape répondit par un bref du 4 mai 1712, où il témoignait qu'il avait lu cet écrit avec des larmes de joie, et qu'on pouvait appliquer au prince ce qui avait été dit autrefois d'un illustre monarque : il s'est expliqué comme aurait pu faire non un empereur, mais un évêque. Cette publication déconcerta les jansénistes, qui n'oublièrent rien pour en détruire l'effet. Le docteur Petitpied, alors retiré en Hollande, fit paraître un libelle sous le titre de *Réflexions sur le mémoire du Dauphin*, dans lequel il prétendait que cet écrit était l'ouvrage de la cabale moliennienne, et que le Dauphin n'avait fait que le transcrire. Ce libelle fut condamné par un arrêt du parlement à être lacéré et brûlé par la main du bourreau. Un autre arrêt rendu au mois de mars 1713 supprima l'*Histoire de la société des jésuites*, par le père Jouvençy, où l'on approuvait les maximes de Suarez, de Becan et de Bellarmin concernant l'autorité du pape sur le temporel des rois ; et comme les jésuites furent alors obligés de donner une déclaration par laquelle ils s'engageaient à soutenir la doctrine établie à cet égard dans la déclaration de 1682, on prétend que les partisans de Quesnel profitèrent de cette circonstance pour inspirer des inquiétudes au pape sur la manière dont on recevrait sa bulle, et qu'en effet il conçut des craintes et les témoigna au cardinal de la Trémoille ; mais si le fait est vrai, on peut croire au moins que ses inquiétudes ne furent pas très-vives et que les assurances du cardinal les eurent bientôt dissipées.

La bulle *Unigenitus* commence par un préambule où le pape disait que les novateurs ne trouvent point de meilleur moyen pour répandre leurs erreurs que l'apparence de la piété et l'abus des saintes Écritures ; que c'est dans ce dessein qu'ont été composées les *Réflexions morales* ; que cet ouvrage, déjà condamné, a même été traduit en latin afin que la contagion fit de plus grands

progrès; que les évêques de France l'ont pressé par leurs lettres d'y apporter quelque remède; qu'ayant donc examiné le livre, il a jugé à propos d'en extraire quelques propositions pour mettre par ce moyen sous les yeux des fidèles la doctrine perverse qu'on leur présente; et qu'il a lieu d'espérer, d'après le témoignage du roi et des évêques de France, qu'un jugement apostolique, anéantira l'erreur et fera cesser les divisions. Le pape condamnait ensuite cent et une propositions comme respectivement fausses, captieuses, malsonnantes, scandaleuses, pernicieuses, téméraires, séditeuses, impies, blasphématoires, hérétiques, etc. Il ajoutait qu'il n'entendait pas approuver les autres propositions contenues dans le livre; qu'il en avait remarqué plusieurs autres à peu près semblables et renfermant les mêmes erreurs; que le texte du Nouveau Testament y était altéré par une version infidèle et conforme à celle de Mons déjà condamnée; enfin, que par ces motifs il condamnait ledit livre, avec défense de le lire ou de le garder, ou de soutenir les propositions même par manière de dispute, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, et sous toutes les autres peines portées contre les hérétiques.

Le cardinal de Noailles ayant appris que la bulle était publiée, s'empressa, comme il l'avait promis, de condamner lui-même les *Réflexions morales*, par un mandement du 28 septembre. Mais cette démarche et toutes les condescendances qu'on eut pour lui ne l'empêchèrent pas de continuer son opposition. Dès que la bulle fut arrivée en France, le roi convoqua, selon l'usage, une assemblée extraordinaire des évêques pour procéder à l'acceptation, et en fit donner la présidence au cardinal, avec pouvoir de choisir les commissaires qui devraient faire le rapport. Il témoigna seulement le désir que le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, et M. de Bissy, évêque de Meaux, fissent partie de la commission. L'ouverture de l'assemblée se fit le 16 octobre, et le cardinal de

Noailles y fit un discours où il s'efforça de justifier l'approbation qu'il avait donnée au livre du père Quesnel. Celui-ci envoya bientôt après des mémoires en faveur de son livre, et fit circuler différens écrits où il disait, avec la violence ordinaire de son style, que la bulle renversait la foi de fond en comble, qu'elle frappait d'un seul coup cent une vérités clairement établies dans l'Écriture et par la tradition, et que l'accepter, ce serait réaliser cette prophétie de Daniel, « qu'une partie des forts est tombée comme les étoiles du ciel. » L'assemblée jugea donc nécessaire pour réfuter ces libelles et prémunir les fidèles contre la séduction, de dresser une instruction pastorale, où l'on faisait voir qu'il n'y avait pas une des propositions condamnées qui ne fût erronée, captieuse, ou hérétique, et qui ne méritât en un mot quelque une des qualifications prononcées par la bulle. Mais le cardinal de Noailles et quelques évêques qui lui étaient attachés ne voulurent point se ranger à l'avis de l'assemblée. Ils proposèrent d'abord de mettre à la formule d'acceptation un préambule où l'on répondrait aux principales difficultés contre la bulle, par un exposé du mauvais sens des propositions condamnées, et ensuite ils demandèrent que le rapport des commissaires expliquât ce mauvais sens, et qu'on mît un précis de ce rapport en tête du mandement, comme pour faire entendre que la bulle était ambiguë et que les propositions condamnées pouvaient être susceptibles d'un bon sens. Enfin, n'ayant pu faire adopter leurs idées, ces prélats, au nombre de dix, arrêterent le 11 janvier, dans une réunion chez le cardinal, de faire signifier à l'assemblée qu'ils ne pouvaient plus prendre part à ses délibérations. Mais le roi leur fit donner ordre d'assister aux séances, où ils auraient toute liberté d'exposer leurs sentimens, et le cardinal de Noailles reconnut en termes exprès que le roi n'entendait point gêner la liberté des suffrages. Les commissaires commencèrent leur rapport le 15 janvier 1714; ils fai-



saient voir que le livre condamné renfermait tout le système de Jansénius, qu'il n'y avait pas une des propositions qui ne fût justement flétrie, et concluaient en proposant à l'assemblée de déclarer qu'elle avait reconnu avec beaucoup de joie la doctrine de l'Église dans la constitution *Unigenitus*, qu'elle l'acceptait avec soumission et respect; qu'elle condamnait le livre et les cent une propositions de la même manière que le pape, et qu'avant de se séparer, elle arrêterait un modèle d'instruction pastorale qui serait publiée avec la bulle. On recueillit les suffrages les 22 et 23 janvier, et quarante évêques adoptèrent les conclusions du rapport. Il n'y eut que neuf prélats qui furent d'un avis différent, et déclarèrent qu'avant de délibérer sur le fond et de prononcer l'acceptation de la bulle, il fallait préalablement dresser et approuver l'instruction pastorale. C'étaient, outre le cardinal de Noailles, l'archevêque de Tours, l'évêque de Châlons, frère du cardinal, et les évêques de Boulogne, de Verdun, de Saint-Malo, de Bayonne, de Senez et de Laon; encore ce dernier revint-il au bout de quelques jours à l'avis de la majorité.

On fit tout ce qui était possible pour ramener le cardinal de Noailles, dont le suffrage eût entraîné le reste des opposans. On lui proposa de concerter avec lui l'instruction pastorale, et quand elle fut dressée on lui en donna communication; mais il refusa toujours d'y prendre aucune part. Enfin le 1<sup>er</sup> février on fit lecture de cette instruction, qui fut approuvée par les quarante évêques. Le cardinal de Noailles, parlant au nom des neuf autres, prononça un discours où il disait que la division ne roulait point sur la foi, qu'il s'agissait seulement de lever quelques ambiguïtés qui pourraient devenir une occasion de scandale, et qu'il prenait le parti de demander des explications au pape. Quelques-uns de ses partisans furent surpris de l'entendre assurer qu'il n'y avait point de division sur la foi, et l'évêque de Laon, jugeant



alors que le reste n'était pas un motif pour se séparer de ses collègues, revint à l'avis de l'assemblée. On a prétendu que l'instruction pastorale était une sorte d'explication qui restreignait la bulle, et qu'ainsi l'acceptation n'avait pas été pure et simple, mais seulement relative à cette explication. La lecture du procès-verbal suffit pour démentir cette assertion. On y voit les prélats commencer par accepter la bulle, puis arrêter une instruction pastorale, et repousser tout ce qui pourrait avoir l'air d'une restriction. Ils annoncèrent toujours qu'ils ne voulaient que répondre aux chicanes des partisans du livre, et c'est en effet le seul but de l'instruction pastorale, où l'on fait voir le vice des propositions condamnées, sans qu'il y ait un seul mot qui ressemble à une restriction de la bulle, ou qui puisse faire croire qu'elle avait besoin d'être expliquée. L'assemblée adressa le 5 février, jour de la clôture, une lettre au pape pour l'informer de ses délibérations, et le pape répondit par un bref du 17 mars, où il félicitait les prélats de leur soumission, louait leur conduite, et se plaignait vivement de ce que les opposans différaient sous de vains prétextes à lui rendre l'obéissance qu'ils lui devaient. Ceux-ci avaient d'abord témoigné l'intention d'écrire au pape pour lui représenter l'ambiguïté prétendue de la bulle et lui demander quelques explications; mais comme le roi exigea que la lettre ne fût pas écrite en commun et qu'elle lui fût soumise, ils renoncèrent à leur projet. Ils signèrent seulement, avant de se séparer, un acte où ils protestaient qu'ils étaient très-éloignés de favoriser le livre des *Réflexions morales*, qu'ils étaient résolus au contraire de le condamner, et de ne rien négliger pour s'opposer aux progrès du jansénisme.

Le roi après l'acceptation de la bulle par l'assemblée, donna le 14 février des lettres patentes pour enjoindre aux évêques de la publier dans leurs diocèses, et ordonner la suppression du livre condamné. Elles furent enregis-

trées le lendemain sur un réquisitoire de l'avocat-général Joly de Fleury, qui cependant crut devoir faire une réserve générale des droits et des maximes du royaume, sous prétexte qu'on pourrait abuser peut-être de la censure des propositions sur l'excommunication, si on voulait en conclure que des excommunications injustes ou des menaces de censure peuvent empêcher d'accomplir des devoirs indispensables. Il voulait sans doute prévenir les fausses conséquences que des gens mal intentionnés auraient voulu tirer de la condamnation de la quatre-vingt-onzième proposition citée précédemment; comme si on eût pu s'en autoriser pour affaiblir par la crainte des censures l'obéissance et la fidélité dues aux souverains, et c'était en effet un des prétextes allégués par les opposans. Mais il était manifeste que la bulle en condamnant cette proposition captieuse, la proscrivait dans le sens du livre, qui avait pour but de rassurer les novateurs contre la crainte des censures portées contre eux, et de faire entendre qu'elles étaient injustes et que leur devoir était de ne pas obéir. On fit aussi quelques observations sur le terme d'enjoindre dont le roi se servait dans les lettres patentes; toutefois comme on n'ignorait pas le sentiment de la plupart des évêques, cette expression fut maintenue. Presque tous, c'est-à-dire plus de soixante-dix outre les quarante de l'assemblée, publièrent la bulle et l'instruction pastorale. Il n'y en eut que quatorze en tout qui s'abstinrent de la publier. L'évêque de Metz et celui de Sisteron ne l'acceptèrent qu'avec des explications. Le cardinal de Noailles donna un mandement où il déclarait que pour procurer la paix à ses diocésains et tranquilliser les consciences il croyait devoir recourir au pape et attendre ses explications, mais que, du reste, il renouvelait la condamnation qu'il avait déjà faite des *Réflexions morales*. Quelques autres prélats s'exprimèrent à peu près dans le même sens. Leurs mandemens furent supprimés par des arrêts du conseil et condamnés par le

pape. La bulle fut envoyée le 28 février, selon l'usage, à la faculté de théologie de Paris, avec une lettre du roi pour lui enjoindre de l'enregistrer; mais à mesure que les docteurs se réunissaient en Sorbonne pour délibérer, on leur distribuait à la porte le mandement du cardinal, où il défendait, sous peine de suspense, de rien statuer sur la réception de la bulle sans son autorité. Quand cette défense aurait été légitime, elle ne pouvait concerner la Sorbonne, qui, par ses privilèges, était sous ce rapport indépendante de l'autorité épiscopale, et le cardinal déclara lui-même qu'il n'avait pas entendu la comprendre dans son mandement; mais il s'était flatté sans doute que les docteurs partisans de Quesnel saisiraient ce prétexte pour se dispenser d'accepter la bulle. Aussi l'assemblée fut si tumultueuse qu'on ne put rien conclure. Le roi fit expédier de nouveaux ordres, et le 5 mars la faculté décida, à la pluralité des suffrages, qu'elle recevait la bulle avec respect, qu'elle la ferait insérer dans ses registres, et qu'il serait défendu à tous ses membres de la combattre de vive voix ou par écrit, sous peine d'exclusion. Ce décret fut confirmé le 10 dans une assemblée générale, après quoi une députation fut envoyée au roi pour lui en donner communication. Quatre docteurs des plus turbulens furent exilés et cinq autres eurent ordre de s'absenter des assemblées. Toutes les autres facultés du royaume suivirent l'exemple de la Sorbonne. La faculté de théologie de Reims montra d'abord quelque opposition; mais elle ne tarda pas à se soumettre (1).

Fénélon fut un des prélats qui se signalèrent par leur empressement à publier la bulle, et l'on ne saurait employer des expressions plus fortes que celles dont il se servit dans son mandement pour marquer son inviolable attachement à l'Église romaine, et sa soumission sans réserve aux décisions du saint-siège. Il s'était distingué

(1) Laffiteau, *Hist. de la constit. Unigenit.*

depuis longtemps par l'ardeur de son zèle contre le jansénisme ; aussi fut-il particulièrement en butte dans cette occasion aux attaques et aux injures du parti, qui ne rougit pas de l'insulter avec le dernier mépris. Comme il s'était appuyé sur ce principe formellement reconnu par Quesnel lui-même, dans son livre de la Tradition de l'Église romaine, qu'une bulle dogmatique expressément acceptée par une partie notable des églises et tacitement par les autres, devait être regardée comme une décision infaillible et irréformable, l'auteur du livre intitulé : Du témoignage de la vérité dans l'Église, ne manqua pas de lui répondre que c'était un misérable sophisme, digne d'un écrivain qui ne méritait pas de réponse, puisque l'Église n'avait pas encore accepté la bulle, ou qu'on ne pouvait du moins connaître encore son acceptation. Fénelon, retiré dans son diocèse depuis l'affaire du quiétisme, s'était dévoué avec une constante sollicitude au soin de son troupeau, et n'avait cessé d'exciter l'admiration par sa piété, par son zèle, par sa charité et par toutes les vertus épiscopales. Il mourut le 7 janvier 1715, après avoir écrit la veille une lettre au père Tellier, confesseur du roi, pour demander qu'on lui donnât un successeur pieux, régulier, et surtout zélé contre le jansénisme. La guerre qui avait désolé la Flandre et les Pays-Bas pendant plusieurs années lui avait donné occasion de montrer toute l'étendue de sa charité, et de se dépouiller souvent lui-même pour soulager ses diocésains. Elle se termina enfin l'an 1712 par la paix d'Utrecht ; la complication des intérêts et des prétentions diverses rendirent les négociations fort longues, et les souverains protestans insistèrent surtout fortement pour faire révoquer un article du traité de Riswick, portant que la religion catholique serait maintenue dans les lieux que la conquête avait fait passer momentanément sous la domination française. Mais l'habileté du légat Passionnei, qui fut depuis cardinal, et la fermeté de Louis XIV et de

l'empereur firent échouer cette demande. L'empereur ordonna même peu de temps après, que l'article serait exécuté dans les lieux où il ne l'était plus, et fit restituer plusieurs églises ou abbayes usurpées par les protestans. Le trône impérial était alors occupé par Charles VI, qui avait disputé pendant dix ans la couronne d'Espagne à Philippe V, et qui fut ensuite obligé de renoncer à ses prétentions. L'empereur Léopold, son père, était mort en 1705, après un règne de quarante-sept ans, et avait eu pour successeur Joseph I<sup>er</sup>, son fils aîné, qui mourut en 1711. Ces trois princes montrèrent constamment beaucoup de zèle pour la religion; mais un intérêt politique porta Joseph I<sup>er</sup> à faire la guerre au pape, qui avait reconnu Philippe V. Il s'empara de plusieurs places dans les états de l'Église, et força Clément XI à reconnaître l'archiduc Charles comme roi d'Espagne.

Le pape eut vers le même temps quelques démêlés avec Philippe V, puis avec le duc de Savoie, au sujet du tribunal nommé de la monarchie de Sicile. On prétend qu'Urbain II avait accordé à Roger, comte de Sicile, pour lui et ses successeurs, le droit héréditaire de légat du saint-siège dans cette île, et c'est en vertu de cette concession réelle ou supposée, que les rois de Sicile avaient érigé un tribunal suprême, dit de la monarchie, parce qu'il réunissait les pouvoirs spirituel et temporel. Ils étaient restés constamment en possession de ce privilège, malgré quelques efforts tentés successivement pour l'abolir, lorsqu'une circonstance peu importante en elle-même donna lieu de renouveler la contestation. L'évêque de Lipari ayant excommunié deux commis de la douane dont il avait à se plaindre, le tribunal de la monarchie leva la censure et bannit l'évêque et son grand vicaire, qui refusaient de se soumettre à cette décision et qui avaient interjeté un appel au pape. Celui-ci, par un décret du 18 juin 1712, confirma la censure, déclara

nulle l'absolution donnée par le tribunal, et envoya son décret aux évêques de Sicile, avec ordre de le publier. Quelques-uns s'abstinrent de le faire ; mais l'archevêque de Messine et les évêques d'Agrigente et de Catane se conformèrent aux ordres du pape. Le vice-roi leur ordonna de révoquer leur publication, et sur leur refus, ils furent bannis du royaume. Les deux évêques en parlant pour l'exil jetèrent l'interdit sur leurs diocèses. Le tribunal prétendit encore annuler cette censure ; mais le pape la confirma, et soutint qu'il n'appartenait qu'à lui de connaître des censures portées par les ordinaires, et que ses légats n'ont pas ce droit. Toutefois le tribunal et les officiers du roi défendirent expressément d'observer l'interdit, emprisonnèrent ou bannirent ceux qui persistaient à s'y soumettre, et l'on vit plus de cinq cents prêtres se réfugier à Rome, où le pape pourvut généreusement à leurs besoins. Les choses en étaient là quand la Sicile, après la paix d'Utrecht, fut donnée au duc de Savoie. Alors les officiers du roi d'Espagne qui avaient soutenu si vivement les prétentions de leur maître, s'empresèrent de les condamner par une démarche solennelle, et ne voulurent pas quitter l'île sans avoir obtenu l'absolution des censures. Cependant le nouveau roi de Sicile voulut maintenir le privilège de ses prédécesseurs. Le pape entama des négociations pour terminer ce différend, et comme elles ne réussirent pas, il donna au mois de février 1715 une bulle pour abolir le droit de légation héréditaire et le tribunal de la monarchie ; mais on interjeta appel de cette bulle au nom du roi de Sicile. Plusieurs écrits furent publiés pour attaquer ou défendre ses prétentions. La dispute continuait encore lorsque Philippe V, redevenu maître de la Sicile en 1718, voulut mettre fin par un accommodement aux troubles produits par cette querelle. Il fut convenu que les censures seraient provisoirement observées, qu'on rappellerait ceux qui avaient été bannis, et que le pape ferait ensuite lever



l'interdit. Le droit du tribunal se trouvait ainsi supprimé ; mais comme la Sicile changea encore peu après de domination, cet accommodement n'eut pas son entier effet, et les contestations ne se terminèrent que sous Benoît XIII, en 1728, par un accord avec l'empereur, alors maître de cette ile. Ce pape donna une bulle pour rétablir le droit de légation, et déterminer en même temps la nature des causes à porter au tribunal de la monarchie et la manière d'y procéder.

Le pape Clément XI avait adressé, au mois de mai 1714, un bref au roi de France, pour le remercier de son zèle à faire publier la bulle *Unigenitus*, et le prier en même temps de le seconder pour soumettre les opposans. Ce prince voulut employer d'abord les voies de la négociation, et comme le cardinal de Noailles lui avait écrit le 24 mars pour demander quelque délai afin de travailler à une instruction pastorale, on y consentit dans l'espérance de le voir revenir sur ses pas ; mais on s'aperçut bientôt qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps. Il amusa pendant six mois les négociateurs par des promesses, et remit enfin le 17 octobre un projet de mandement où il n'acceptait qu'avec des restrictions. Le roi prit alors le parti d'envoyer à Rome, pour demander un concile national où l'on jugerait les opposans. Le pape voyait des inconvéniens dans ce moyen extraordinaire qui devait entraîner des lenteurs ; il avait proposé de citer le cardinal à Rome, ou de nommer des commissaires pour sommer les opposans d'accepter la bulle, et en cas de refus les déclarer déposés ; mais n'ayant pu faire agréer ses propositions et apprenant que le roi était malade, il craignit qu'un changement de règne ne vînt rendre l'affaire plus difficile, et se détermina enfin à consentir au concile. Dès que le roi en fut instruit, il donna au commencement d'août 1715 une déclaration qui enjoignait aux évêques opposans de se conformer à la majorité de leurs collègues et de publier la bulle *Unigenitus*, comme

ayant désormais force de loi dans le royaume. Le parlement refusa d'enregistrer cette déclaration, sous prétexte que le roi ne pouvait ainsi commander aux évêques en matière de foi, et qu'il fallait attendre un délai suffisant pour que la bulle eût acquis par l'acceptation de l'Église l'autorité d'une décision irréfornable; comme si depuis deux ans qu'elle était publiée, l'acceptation n'était pas devenue manifeste par l'absence de toute réclamation. Aussi le roi persista dans son dessein et annonça un lit de justice pour faire enregistrer la déclaration. Mais l'aggravation de sa maladie, devenue bientôt mortelle, l'empêcha de donner suite à ce projet.

Louis XIV mourut le 1<sup>er</sup> septembre 1715, à l'âge de soixante-dix-sept ans et dans la soixante-treizième année de son règne. Il montra dans ses derniers momens une fermeté, une résignation, une patience admirables, et surtout les plus profonds sentimens de foi et de piété. Sa vie pendant longtemps n'avait offert qu'une suite de désordres, et une scandaleuse alliance de toutes les passions avec les pratiques extérieures de la religion. L'histoire a justement flétri le dérèglement de ses mœurs, la licence de sa cour, son orgueil excessif, l'ambition et la hauteur despotique qui lui firent entreprendre tant de guerres, ordonner l'incendie du Palatinat et tant d'autres actes condamnables; mais dans les trente dernières années de sa vie, il revint à une conduite plus régulière, et vers la fin surtout, il ne cessa de donner des marques d'une piété sincère. Les humiliations et les revers qu'il éprouva ne furent à ses yeux qu'une juste expiation de son orgueil et de ses fautes : on le vit alors quelquefois verser des larmes; mais c'était moins sur ses propres afflictions que sur les malheurs de son peuple. La flatterie avait épuisé toutes les formes pour le louer de son vivant, et dès qu'il fut mort la misère publique produisit un déchainement presque universel contre sa mémoire. Les novateurs surtout et les ennemis de la religion le

poursuivirent de leurs injures, et semblèrent lui insulter avec une joie triomphante. Sa mort devenait en effet pour eux un événement favorable qui les délivrait de la contrainte où son autorité les avait retenus ; la couronne passait sur la tête d'un enfant, et le pouvoir entre les mains d'un régent sans principes, sans mœurs et sans religion. Tout se ressentit bientôt de ce funeste changement. Une licence effrénée s'introduisit à la cour ; on fit trophée de la débauche et de l'immoralité, le scandale et la corruption se répandirent promptement ; l'incrédulité, jusqu'alors silencieuse, attaqua la religion par une foule de libelles impies, satiriques ou licencieux ; enfin un déplorable système d'agiotage enflamma la cupidité, mit en mouvement les plus ignobles passions, et leur apprit à se jouer de la bonne foi, à s'enrichir par de honteux calculs, et à mettre avant tout l'argent et la fortune.

Le régent écrivit d'abord au pape, pour lui témoigner qu'il montrerait le même zèle que le roi défunt contre les opposans à la bulle *Unigenitus*, mais il garda dans sa conduite une sorte de neutralité et d'indifférence dont le parti profita pour se fortifier. Le cardinal de Noailles reparut à la cour et fut même fait président d'un conseil de conscience pour les affaires ecclésiastiques. Il avait promis, dit-on, d'accepter dans un mois la constitution ; mais il en fut de cette promesse comme des précédentes. L'assemblée du clergé qui se tenait alors fut alarmée de ce choix, et fit des représentations qu'on n'écouta point. Elle avait nommé des commissaires avant la mort du roi pour examiner deux livres publiés contre la bulle *Unigenitus* ; l'un, sous le titre d'Hexaples, contenait un recueil de passages des Pères pour justifier les propositions condamnées ; l'autre, intitulé Du témoignage de la vérité dans l'Église, faisait dépendre de l'approbation des fidèles l'infailibilité des décisions prononcées par le pape et les évêques. On y soutenait ensuite que la constitution *Unigenitus* était repoussée par l'opinion générale des

fidèles, qu'elle avait été arrachée au pape par les intrigues des jésuites, et qu'ils avaient abusé de leur crédit auprès du roi pour forcer les évêques à la recevoir. Ce dernier ouvrage, qu'on attribuait au célèbre Duguet, mais qui était du père Laborde, oratorien, avait déjà été flétri et condamné au feu, par un arrêt du parlement du 21 février 1715. Les partisans de Quesnel, après la mort du roi, employèrent tous les moyens pour empêcher la condamnation de ces deux livres; ils alléguèrent le bien de la paix et firent entendre, dit-on, que cette condescendance amènerait la soumission des opposans. L'assemblée n'eut aucun égard à ces vaines promesses d'une fausse paix; les deux censures furent dressées et signées les 25 et 29 octobre par tous les évêques et autres députés. Mais le régent défendit de les imprimer. L'influence du cardinal de Noailles se fit sentir par d'autres mesures; le père Tellier, qui lui était odieux, fut renvoyé de la cour et exilé de Paris; on rappela les quatre ou cinq docteurs exilés par le roi défunt; enfin plusieurs ecclésiastiques opposés à la constitution furent nommés à des évêchés, entre autres Bossuet, neveu du célèbre évêque de Meaux, et les abbés de Lorraine, d'Entraigues et de Castries. La faculté de théologie, entraînée par ce mouvement de réaction, donna l'exemple d'une défection scandaleuse. Le syndic Ravechet, secondé par le zèle impétueux de quelques docteurs non moins ardens que lui, fit prendre d'abord la résolution de tenir en suspens le décret d'acceptation, puis le 2 décembre 1715 il fit déclarer que la faculté avait bien arrêté que la bulle serait enregistrée, mais qu'elle ne l'avait point acceptée. Cependant le décret d'acceptation était formel, et un grand nombre de docteurs combattirent vivement la proposition mensongère du syndic; mais elle n'en fut pas moins adoptée par les factieux. Elle fut encore confirmée le 16 décembre et le 4 janvier suivant, après quoi le décret d'acceptation fut rayé des registres comme faux et supposé, et l'on

priva du droit d'assister aux séances les docteurs qui s'étaient opposés à cette incroyable délibération. Plusieurs évêques défendirent alors à leurs diocésains de fréquenter cette école, sous peine de n'être point admis aux ordres, et Clément XI par un bref du 18 novembre 1716, déclara les docteurs déchus de leurs privilèges et du droit de conférer des grades.

Cependant le cardinal de Noailles et quelques évêques opposans tenaient des assemblées à Paris pour concerter leurs démarches; ils étaient au nombre de douze, et on avait fait espérer au régent quelque succès de ces réunions. Mais elles ne servirent qu'à faire voir le peu d'accord de ces prélats. Les uns prenaient ouvertement la défense du livre du père Quesnel et soutenaient qu'on ne pouvait le condamner ni recevoir la bulle; les autres reconnaissaient que le livre était condamnable et que la bulle pouvait être acceptée avec des explications. Ce dernier avis prévalut, et l'on convint de s'adresser à quelques évêques acceptans et de les engager à écrire une lettre pour demander au pape les explications qu'on réclamait. On se flattait de les amener sans peine à cette démarche, en leur représentant que le pape ne leur refuserait pas des explications demandées par des évêques non suspects, et que par ce moyen les divisions finiraient. Quelques-uns en effet se rendirent aux sollicitations du cardinal et du régent; mais quand on eut la lettre signée de dix huit prélats, au lieu de s'en servir, on la publia dans les gazettes et on la représenta comme un aveu fait par les acceptans que la bulle avait besoin d'explication. Plusieurs des signataires furent obligés d'expliquer leur intention et de protester contre les inductions que l'on prétendait tirer de leur complaisance. Ils se plaignirent surtout de ce qu'on avait imprimé la lettre sans les corrections qu'ils avaient exigées et qui avaient été faites sur le manuscrit; quelques-uns même déclarèrent, quoiqu'on y eût mis leur nom, qu'ils avaient refusé de la signer. Le car-

dinal de Noailles voulut employer ensuite un autre moyen de négociation. Ce fut d'envoyer à Rome deux agents chargés, disait-on, de présenter au pape un corps de doctrine qui ferait connaître les sentiments des opposans sur les matières contenues dans la bulle. Il choisit pour cette mission le père la Borde, et un abbé Chevalier, grand vicaire de Meaux. Le pape nomma deux cardinaux pour les entendre ; mais les deux agents, partisans déclarés du père Quesnel, ne cherchèrent qu'à justifier son livre, à combattre la bulle, à élever sans cesse des difficultés, et prirent un ton de hauteur qui les fit également mépriser en France et à Rome. On voit dans le journal de Dorsanne des échantillons de leurs dépêches. Ils voulaient qu'on fit des coups d'éclat ; mollir, selon eux, c'était tout perdre ; il fallait prendre le ton impérieux et menacer de rompre. Ils écrivirent même, pour donner du poids à ces conseils par un impudent mensonge, qu'un des cardinaux chargés de les entendre avait déclaré que la bulle n'était qu'une loi de discipline qui pouvait varier selon les temps et selon les lieux. Enfin, comme ils cherchaient à se dédommager du peu de succès de leur négociation par des intrigues, le pape leur fit signifier de sortir de ses états, et le tribunal de l'inquisition ayant en même temps porté un décret pour ordonner de lui dénoncer tous ceux qui oseraient attaquer la bulle, ils n'eurent d'autre parti à prendre que de se retirer promptement.

Le régent, malgré l'inutilité des tentatives précédentes, voulut essayer encore quelques moyens de conciliation, et rassembla vers la fin de 1716 un grand nombre d'évêques à Paris pour conférer avec les opposans ; il paraît que son but était de faire donner des explications sur la bulle ; du moins le bruit s'en répandit, et le pape adressa un bref aux évêques pour les en détourner ; mais le régent fit défense de recevoir ce bref. La négociation se prolongea plus de trois mois sans aucun résultat. Car les



opposans, comme l'avoue Dorsanne, ne cherchaient qu'à traîner en longueur, pour donner au second ordre le temps de se déclarer. Les universités de Reims et de Nantes avaient déjà suivi l'exemple de la Sorbonne, et l'on s'efforçait de gagner les autres et d'accroître la fermentation par des écrits et des intrigues. Enfin le 1<sup>er</sup> mars 1717 quatre prélats signèrent devant notaire un acte d'appel de la constitution *Unigenitus* au concile général. C'étaient MM. de la Broue, Soanen, Colbert et de Langles, évêques de Mirepoix, de Senez, de Montpellier et de Boulogne. Ils se rendirent le 5 en Sorbonne pour y lire leur acte d'appel, dressé par le docteur Boursier, et la faculté s'empressa d'y adhérer. Il n'y eut qu'un petit nombre de docteurs qui s'opposèrent à cette délibération. Les évêques réunis à Paris pour la négociation adressèrent alors deux mémoires au régent pour se plaindre de ces excès et en demander la répression. Il ordonna en conséquence aux quatre évêques appelans de sortir de Paris et de se retirer dans leurs diocèses. Il fit arrêter le notaire qui avait reçu leur appel ; il défendit aux docteurs de tenir leurs assemblées, et le syndic Ravechet fut exilé à Saint-Brieux. Mais ces mesures n'arrêtèrent pas la licence. Le 12 mars la faculté des arts adhéra à l'appel des quatre évêques. Plusieurs curés de Paris, des chanoines, des religieux, des religieuses, des laïques même, suivirent cet exemple. Le cardinal de Noailles encourageait les appels ; son officialité était ouverte pour les recevoir, et l'on distribua même de l'argent pour en obtenir. Il fit inscrire lui-même son appel le 3 avril sur les registres de son secrétariat ; mais il ne crut pas encore opportun de le rendre public. Il fut imité peu de temps après par quelques évêques, entre lesquels se trouvaient cinq acceptans qu'il venait d'entraîner dans son parti. C'étaient les évêques d'Auxerre, de Laon, d'Agen, de Condom et de Dax. Il y en eut seize ou dix-huit en tout qui appelèrent soit publiquement,

soit en secret. Si on ajoute à ces prélats quatre universités, deux ou trois mille ecclésiastiques, et une troupe assez peu imposante de laïques sans autorité et même de femmes, on aura une idée assez exacte du parti qui osait se liguier contre une décision reçue par toute l'Eglise.

Cependant le régent ne cessait de renouer des négociations. Il fit une nouvelle démarche auprès du cardinal et en obtint la promesse de publier la bulle, moyennant l'approbation d'un corps de doctrine qui venait d'être dressé par les prélats réunis à Paris. Mais les opposans avant de l'envoyer au pape y avaient fait un grand nombre de changemens qui le firent rejeter, et pour mettre un nouvel obstacle au projet d'accommodement, on publia l'acte d'appel du cardinal. Le régent, qui s'était flatté de voir finir les divisions, ne renonça pas encore à ses projets d'accommodement. Il adressa le 13 juillet une circulaire aux évêques contre les appels, et publia ensuite le 5 octobre une déclaration pour ordonner un silence absolu sur l'objet des contestations, jusqu'à ce qu'il eût pris des mesures avec le souverain pontife. Comme il voyait ses espérances déçues par l'appel du cardinal, il lui en fit des reproches amers; mais celui-ci pour se tirer d'affaire prétendit que la publication s'en était faite à son insu. Il eut cependant le désagrément de voir son appel décrié par un arrêt du parlement, qui ordonna aussi la suppression de quelques écrits publiés par les opposans. Il est vrai que la même mesure fut étendue à quelques ouvrages en faveur de la bulle. C'était une suite de la déclaration, et le pape en fit des plaintes qui ne furent pas coutées. Il avait tenté lui-même tous les moyens de ramener les opposans. Il avait écrit plusieurs fois dans les termes les plus affectueux au cardinal de Noailles; il lui avait offert de calmer ses scrupules, en lui donnant sur la bulle toutes les explications qu'il pouvait souhaiter; enfin il avait cherché à l'effrayer en proposant en plein consistoire de lui retirer le chapeau de cardinal. Aucun

de ces moyens ne réussit. Il prit donc le parti de ne plus ménager des gens opiniâtres, et condamna au mois de février 1718 les appels des quatre évêques, du cardinal et des facultés de Paris, de Reims et de Nantes. Le régent était alors en mésintelligence avec la cour de Rome, qui depuis deux ans refusait des bulles à des évêques nommés, suspects de jansénisme. Le parti n'oublia rien pour accroître la division, et parvint à faire nommer une commission pour examiner les moyens de faire cesser ce refus, ou de pourvoir au gouvernement de l'Église de France. Cette commission était composée de deux maréchaux et de trois autres laïques dont un était le duc de Saint-Simon, chaud partisan de l'appel. Il ne manqua pas de prendre l'avis des plus fougueux docteurs du parti, qui dressèrent un mémoire où ils présentaient les moyens de se passer du pape pour l'institution canonique des évêques, et la commission fit le 15 mai 1718 un rapport dans le même sens. Mais le régent s'opposa lui-même avec plusieurs membres du conseil à ces projets schismatiques. Il apprit le même jour que le pape, sur les assurances que le cardinal de la Trémoille, ambassadeur à Rome, lui avait données de la soumission promise par les évêques nommés, venait d'accorder les bulles.

Clément XI voyant que le parti ne tenait pas compte du décret qui avait condamné les appels, publia le 28 août de la même année la bulle *Pastoralis officii*, dans laquelle après avoir rendu compte de ses efforts pour ramener les opiniâtres, de la condescendance dont il avait usé à leur égard et de l'opposition qu'avaient rencontrée ses vues pacifiques, il avertissait les fidèles de ne plus regarder ceux qui ne se soumettaient pas à la constitution, comme des enfans de l'Église, mais comme des contumaces et des rebelles qui s'étant eux-mêmes séparés de l'Église romaine et du saint-siège, devaient être tenus désormais pour excommuniés. Cette condamnation so-

lennelle révolta ceux qui en étaient l'objet, mais ne les ébranla pas. Le cardinal de Noailles signa le 17 septembre un appel de cette bulle au futur concile. Les autres évêques opposans, le chapitre métropolitain de Paris, la Sorbonne, plusieurs curés et plusieurs communautés, suivirent son exemple. Le parlement de Paris reçut et fit enregistrer l'appel comme d'abus formé contre la bulle par le procureur général, et d'autres parlemens rendirent des arrêts semblables. Il y eut près de cinquante évêques français qui à cette occasion publièrent des mandemens où ils ordonnaient de se soumettre à la bulle *Unigenitus* comme à un jugement dogmatique, dont tout appel était nul, téméraire, scandaleux et schismatique. Mais plusieurs de ces mandemens contre l'appel furent supprimés par divers parlemens. Ce fut en vain que le régent dans une circulaire du 25 octobre leur recommanda de soutenir les évêques contre les membres révoltés de leur clergé ; une partie de la magistrature partageait les doctrines des opposans et commençait à manifester cet esprit d'envahissement sur l'autorité épiscopale et d'entreprises téméraires dont on verra tant d'exemples. Cependant toutes les intrigues des appelans produisaient peu d'effet. On voit dans le journal de l'abbé Dorsanne, dont le témoignage n'est pas suspect, que les évêques de Boulogne, de Montpellier, de Mirepoix, et d'autres encore, loin d'obtenir des adhésions dans leur clergé, avaient au contraire éprouvé une opposition générale. Les évêques de Metz et d'Arras, quoique n'ayant pas accepté la bulle, n'avaient osé appeler, dans la crainte de soulever contre eux tout leur clergé, qui regardait l'appel au futur concile comme une hérésie. Quelques autres également abandonnés de leur clergé ne tardèrent pas à se repentir de leur démarche et à désirer avec empressement la fin des contestations. Enfin, ajoute-t-il, aucun évêque étranger ne présentait la main aux appelans. Ces aveux sont du mois d'octobre 1719 et du

mois de juin 1720. On venait en effet d'obtenir des témoignages authentiques de l'acceptation de la bulle *Unigenitus* dans tous les royaumes catholiques. Comme le père Quesnel et ses partisans affectaient de répandre des doutes à cet égard, on pria les évêques étrangers de manifester leurs sentimens, et aussitôt les témoignages d'adhésion vinrent de toutes parts. Le patriarche de Venise et tous les archevêques d'Italie, de Sicile et de Sardaigne, attestèrent que la bulle était reçue dans leur métropole et par leurs suffragans ; les archevêques électeurs et les métropolitains de Salzbourg et de Prague, le cardinal de Saxe, archevêque de Strigonie et primat de Hongrie, les archevêques de Raguse, de Zara et de Spalatro en Dalmatie, les deux métropolitains de Pologne, les inquisiteurs et les archevêques d'Espagne et de Portugal, et un grand nombre d'autres évêques donnèrent des attestations semblables. Les évêques des Pays-Bas où les erreurs du jansénisme trouvaient quelques partisans, s'étaient empressés dès l'année 1714 de donner des mandemens pour faire publier et recevoir la bulle. Les universités de Douai, de Louvain, de Cologne et une foule d'autres, avaient aussi manifesté leur soumission par des actes solennels. Tous ces témoignages furent publiés dans une lettre pastorale de M. Languet, évêque de Soissons ; mais les opposans, convaincus par l'évidence du fait, disputèrent sur les motifs de l'acceptation, comme si de pareilles chicanes n'avaient pas évidemment pour conséquence de ruiner l'autorité de toutes les décisions, et de légitimer toutes les sectes et toutes les hérésies.

La Sorbonne donnait tous les jours de nouveaux scandales. Ayant reçu au mois de janvier 1719 un acte d'appel de la faculté de Caen, dans lequel on disait nettement que l'opinion de l'infailibilité du pape est erronée, elle rendit elle-même un décret conforme et prononça l'exclusion du docteur Tamponnet, qui s'y était opposé. On a vu que la Sorbonne en 1663 et le clergé de France en

1682 avaient déclaré qu'ils n'admettaient point l'opinion de l'infailibilité du pape; mais on n'avait pas encore eu la témérité de qualifier d'erronée cette opinion, reçue dans la plus grande partie de l'Église. Peu de temps après la faculté rétablit dans ses droits le docteur Petitpiéd, exilé pour l'affaire du cas de conscience, et qui n'était revenu en France que pour donner dans le village d'Asnières près de Paris, l'exemple d'innovations scandaleuses dans les cérémonies de l'Église et même dans la célébration de la messe. Il prétendait suivre les usages de l'antiquité, et ce n'était encore qu'un faible essai des nouveautés que la secte se proposait d'établir sous le même prétexte. On découvrit par la déposition de plusieurs personnes séduites et par des écrits qui circulaient dans le parti, que les projets d'innovation s'étendaient pour ainsi dire à toute la discipline, et même à plusieurs dogmes, sur lesquels pourtant on s'exprimait avec plus de réserve. Du reste, nous devons ajouter pour être juste que ces projets téméraires, développés par quelques têtes ardentes, ne doivent pas être imputés à tout le parti. On saisit vers le même temps les papiers du docteur Dupin, un des plus fameux appelans, et on acquit une nouvelle preuve de la témérité de ses opinions dans une correspondance avec l'archevêque de Cantorbéry, touchant la réunion de l'Église anglicane avec l'Église romaine. Il y avançait que les principes de l'anglicanisme pouvaient se concilier avec la doctrine catholique; et qu'on peut sans altérer l'intégrité des dogmes, abolir la confession auriculaire, ne plus parler de la transsubstantiation, anéantir les vœux de religion, retrancher le jeûne et l'abstinence du Carême et permettre le mariage des prêtres. Le docteur Dupin mourut la même année, et cette affaire n'eut pas de suite. Quant au docteur Petitpiéd, ses incartades le firent exiler de nouveau. Comme on soutenait publiquement des thèses contre la bulle et en faveur de l'appel, le régent voulut arrêter les écarts de la faculté



par une nouvelle déclaration du 5 juin qui prescrivait le silence, et il envoya cette déclaration en Sorbonne, avec un ordre de suivre les anciens décrets sur la signature du formulaire que l'on n'exigeait plus, mais on n'y eut aucun égard. La faculté ne craignit même pas de confirmer le 1<sup>er</sup> juillet le rétablissement du docteur Petitpied, qui venait d'être puni par l'exil. Le régent, justement indigné, ordonna au doyen, au syndic et au secrétaire de se rendre chez le garde des sceaux avec le registre des délibérations, et là on fit rayer en leur présence les décisions sur l'infailibilité du pape, sur le docteur Tampionnet et sur Petitpied, puis on enregistra la déclaration du 5 juin et la lettre que la faculté avait refusé de recevoir. Le parlement de Paris continuait de protéger les appelans. Il soutint par des arrêts un vicaire interdit pour cette cause par le cardinal de Mailly, archevêque de Reims, et un recteur que ce prélat refusait d'instituer, et comme le cardinal écrivit au régent pour invoquer l'autorité royale en faveur de l'Église opprimée par les tribunaux, la lettre fut condamnée par un arrêt du parlement à être brûlée par la main du bourreau. On traita de la même manière une lettre de l'évêque de Soissons.

Le cardinal de Noailles venait de publier pour soutenir son appel une instruction pastorale qui ne permettait guère d'espérer sa soumission. On ne laissa pas d'entamer de nouvelles négociations, dont les principaux auteurs furent Dubois, depuis cardinal, et le célèbre Massillon, nommé récemment évêque de Clermont. Des conférences eurent lieu pendant tout l'hiver entre un grand nombre d'évêques présens à Paris, et l'on convint enfin le 13 mars 1720 d'un corps de doctrine, où l'on s'expliquait sur les points contestés. Vingt-huit évêques approuvèrent cet écrit par une lettre où ils reconnaissaient qu'il était conforme à l'instruction pastorale de l'assemblée de 1714. On y avait joint une acceptation de la bulle *Unigenitus* et une condamnation des Ré-

flexions morales et des cent une propositions, avec les qualifications contenues dans la bulle. Le cardinal de Noailles remit au régent une approbation de cet acte, mais à condition qu'elle lui serait rendue après qu'on l'aurait fait voir aux évêques; car il ne voulait la publier qu'autant que le corps de doctrine serait approuvé par les évêques qui ne se trouvaient point à Paris. On se hâta donc de leur envoyer cet écrit, et presque tous le signèrent; il n'y en eut qu'une dizaine qui refusèrent leur signature, dans la crainte de donner atteinte à l'acceptation faite précédemment, et douze autres qui persistaient à ne pas vouloir accepter la constitution. Le régent voulut donner force de loi à cet accommodement par une déclaration du roi en date du 4 août, qui défendait de parler contre la bulle, contre l'instruction pastorale de 1714, contre le corps de doctrine, et qui condamnait les appels. Le parlement, alors exilé à Pontoise, refusa d'enregistrer cette déclaration; mais le régent la fit enregistrer au grand conseil. Le refus du parlement servit d'abord de prétexte au cardinal pour ne point publier son mandement d'acceptation. Toutefois, vivement pressé par les instances du régent et du chancelier d'Aguesseau, il consentit enfin au mois de novembre à le publier; et quelques jours après le parlementregistra la déclaration. Plusieurs évêques appelans signèrent alors l'acceptation de la bulle avec le corps de doctrine. Mais les évêques de Senez, de Montpellier, de Boulogne et de Mirepoix renouvelèrent leur appel. La Sorbonne, l'université de Paris, plusieurs curés et d'autres ecclésiastiques suivirent cet exemple. L'acceptation du cardinal lui-même fut peu sincère, et il écrivit à ses curés une circulaire où il leur disait qu'en prenant le parti d'accepter la bulle il avait mis la vérité à couvert par de bonnes explications. Cependant la cour entreprit de réprimer les mouvemens et les cabales du parti. Un arrêt du conseil supprima les mandemens des quatre évêques

pour le renouvellement de l'appel. Le parlement supprima de son côté une liste des réappelans et un écrit pour exhorter à la souscrire. Quelques-uns des docteurs les plus turbulens , et entre autres Boursier, furent exclus de la faculté de théologie par un ordre du roi, qui y fit rentrer ceux qu'elle avait exclus pour leur opposition aux nouveautés. Le syndic fut aussi déposé, et la faculté, après avoir cherché vainement à intéresser le parlement dans sa cause, fut obligée de se soumettre.

Une peste affreuse désola cette même année 1720 plusieurs villes de Provence et particulièrement celle de Marseille, où elle fit périr près de cinquante mille âmes. Elle commença au mois de juillet, et ne cessa qu'au mois de juin de l'année suivante. On vit éclater à cette occasion des prodiges de dévouement et de charité. Les échevins de la ville travaillèrent sans relâche à préparer des hôpitaux, à procurer des vivres, et, ce qui était tout à la fois le plus urgent et le plus pénible, à enterrer cette foule de morts qui jonchaient les rues et dont les cadavres exhalaient une corruption qui aggravait la contagion. Plusieurs médecins remplirent aussi avec un admirable dévouement les devoirs de leur état. Le clergé surtout se montra digne de son auguste ministère. Les prêtres des paroisses et les religieux, rivaillant de zèle, entouraient sans cesse les lits des malades, et portaient à tous les consolations et les secours de la religion. Il y eut plus de deux cent cinquante qui moururent victimes de leur héroïque charité. L'évêque de Marseille, M. de Belzunce, loin d'écouter des conseils timides, voulut rester au milieu de son troupeau, et ne cessa de visiter les malades, de secourir les pauvres et de remplir avec un courageuse persévérance les fonctions de pasteur et de père. Il fit le jour de la Toussaint une procession solennelle pour fléchir la colère du ciel, marcha la corde au cou, les pieds nus, célébra les saints mystères sur un autel dressé en plein air, et là, après une touchante ex-

hortation à son peuple, il consacra la ville au sacré cœur de Jésus. Les échevins avaient déjà fait vœu le 7 septembre, au nom de la ville et entre les mains de l'évêque, de doter un hôpital pour les orphelins, et plus tard ils s'engagèrent par une délibération à entendre tous les ans la messe le jour du Sacré-Cœur, et à se trouver le soir à une procession générale en actions de grâces de la cessation du fléau. Clément XI ayant appris l'invasion de la peste, envoya à Marseille un bateau chargé de blé pour être distribué aux pauvres.

Depuis longtemps plusieurs provinces de la Russie avaient été conquises par les rois de Pologne, et vers la fin du seizième siècle, la plupart des évêques grecs de ces provinces avaient pris le parti de se réunir au saint-siège. Ces évêques tinrent au mois d'août 1720 un concile convoqué par l'archevêque de Kief et présidé par le nonce de Pologne, dans lequel on fit plusieurs décrets concernant la foi et la discipline. On y condamna spécialement les erreurs des schismatiques; on accepta la bulle *Unigenitus*, et on régla entre autres choses que les différens monastères de l'ordre de Saint-Basile seraient soumis à un seul abbé et que les évêques devraient être choisis parmi les religieux. Les actes de ce concile furent souscrits par huit évêques et approuvés un peu plus tard par Benoît XIII. L'Eglise de Pologne avait eu beaucoup à souffrir des troubles qui avaient agité ce royaume au commencement du dix-huitième siècle. Frédéric-Auguste, vaincu par Charles XII, fut obligé de descendre du trône, et Stanislas Leczinski, élu en sa place, régna quelque temps sous la protection du roi de Suède. Mais la défaite de celui-ci par Pierre le Grand mena bientôt le rétablissement de Frédéric-Auguste, qui avait pour lui la majorité de la nation. Cependant quelques évêques, entre autres l'archevêque de Gnesne, vassal de Pologne, s'étaient déclarés contre ce prince; et Clément XI leur écrivit avec force pour les faire rentrer

dans la soumission et la fidélité. Il obligea même l'évêque de Posen à venir à Rome pour y rendre compte de sa conduite. Le primat se retira à Dantzick, où il mourut en 1705, et son successeur, confirmé par le pape, fut chassé de son siège par Charles XII, qui fit nommer de force un administrateur du diocèse. Les dissidences religieuses contribuaient à faire naître des troubles. Une rixe qui eut lieu à Thorn en 1724 entre quelques étudiants catholiques et de jeunes luthériens, dégénéra en émeute, et eut des suites sanglantes. La querelle commença pendant une procession, et quoique l'on ne convienne pas de quel côté vinrent les premiers torts, il est cependant vraisemblable qu'elle eut pour cause quelques manifestations insultantes des luthériens. Ceux-ci dominaient dans la ville, et les magistrats firent arrêter quelques étudiants catholiques. Leur élargissement fut réclamé vivement par leurs camarades. Le peuple prit part à la querelle, et se porta au collège des jésuites, où il commit de grands désordres et des profanations révoltantes. Le gouvernement punit ces excès avec une sévérité rigoureuse, qui devint pour les protestans un sujet de plaintes et de déclamations violentes. Plusieurs de ceux qui avaient pris part au soulèvement et même deux magistrats furent condamnés à mort et exécutés. Les diètes nationales avaient déjà restreint depuis quelques années les privilèges des luthériens et des Grecs schismatiques. Elles étendirent encore ces restrictions en 1733, et le mécontentement que ces mesures produisirent parmi les dissidens favorisa plus tard les projets de la Russie et des autres puissances qui se partagèrent la Pologne.

Il y eut aussi vers le même temps quelques troubles causés en Allemagne par le fanatisme des protestans. La populace de Hambourg à l'occasion d'une querelle entre un catholique et un luthérien s'attroupa, et courut à la chapelle des catholiques, où elle commit toutes sortes de profanations. Elle pilla ensuite l'hôtel du résident de



l'empereur, qui exigea une satisfaction dont la ville tenta vainement de se faire dispenser. La conversion de l'électeur de Saxe et surtout celle de son fils produisit une grande fermentation parmi ses sujets luthériens, et pour les apaiser il fut obligé de publier une déclaration où il promettait de ne point donner atteinte aux privilèges de la confession d'Ausbourg. Les clameurs ne laissèrent pas de se renouveler en 1719, à l'occasion du mariage du prince de Saxe avec une archiduchesse d'Autriche. Comme l'empereur demandait qu'il y eût une église pour les catholiques à Dresde, la nouvelle de cette proposition fit presque éclater un soulèvement. Quelques démarches de l'électeur palatin produisirent des réclamations plus violentes encore. Il avait demandé au consistoire d'Heidelberg la moitié de l'église principale de cette ville, qui était partagée entre les catholiques et les protestans par un mur de séparation, et n'ayant pu l'obtenir des ministres, quoiqu'il leur offrit en échange une église entière, il usa de son autorité pour faire abattre le mur et s'emparer de ce qu'un opiniâtre fanatisme lui refusait. Il défendit en outre la publication d'un catéchisme, où l'on venait d'insérer une addition portant que le culte de l'Église romaine était une idolâtrie. Le consistoire jeta les hauts cris, excita les murmures des protestans du Palatinat, et intéressa dans sa cause le roi de Prusse, le duc de Wurtemberg et les autres princes de sa communion. Plusieurs par représailles s'emparèrent des églises catholiques, et l'électeur palatin pour le bien de la paix se vit contraint de reculer. Une autre affaire produisit en Suisse une guerre civile. Les habitans du Toggenbourg, sujets des abbés princes de Saint-Gall, se plaignirent de quelques mesures qui tendaient à favoriser la religion catholique, et, sous prétexte de la violation de leurs privilèges, ils réclamèrent la protection des cantons de Berne et de Zurich. D'un autre côté cinq cantons catholiques soutinrent l'abbé de Saint-Gall. On nomma



en 1709 des arbitres qui ne purent s'accorder, et enfin trois ans plus tard on en vint aux armes. Les cantons protestans furent vainqueurs, et s'emparèrent de l'abbaye de Saint-Gall, où tout fut mis au pillage. Leur victoire détermina les cinq cantons catholiques à conclure une paix entièrement favorable aux protestans. L'abbé de Saint-Gall refusa d'accéder à ce traité, et se retira en Souabe avec ses religieux. Son successeur crut devoir faire en 1718 quelques concessions exigées par les cantons de Berne et de Zurich ; mais de nouveaux différends s'élevèrent encore depuis, et ne furent définitivement terminés qu'en 1756. Un assez grand nombre de hussites et de vaudois s'étaient maintenus dans les montagnes de la Bohême. On en avait successivement banni plusieurs, et l'archevêque de Salzbourg prit des mesures, comme prince et comme prélat, pour ramener à la foi catholique ceux qui restaient dans son diocèse. Il ordonna surtout de leur enlever les livres qui les entretenaient dans l'erreur. Mais les sectaires se soulevèrent, et l'empereur Charles VI, après avoir publié une ordonnance au mois d'août 1731 pour leur défendre de se faire justice eux-mêmes par des voies de fait, fut obligé d'envoyer des troupes pour les contenir. Enfin, le 31 octobre, l'archevêque prit le parti de bannir ces turbulens sectaires. Il y en eut, dit-on, environ vingt mille qui s'expatrièrent, et les protestans ne manquèrent pas de crier, selon l'usage, à l'intolérance.

Cependant ils continuaient en Angleterre leur système de persécution contre les catholiques. Ils avaient fait sanctionner en 1700, par le roi Guillaume, une loi portant que tout prêtre convaincu d'avoir exercé les fonctions de son ministère serait condamné à une prison perpétuelle, et que nul catholique ne pourrait hériter de titres ou de domaines seigneuriaux à moins d'avoir prêté le serment du test. La reine Anne fut obligée aussi de se prêter à plusieurs mesures de persécution, et de mettre

à prix la tête de son frère Jacques III , que la haine du catholicisme avait fait exclure du trône. Les évêques anglicans ne cessaient de déclamer dans la chambre des lords contre les progrès du papisme , et leurs plaintes firent porter plusieurs lois qui restreignaient les droits des catholiques. L'électeur de Hanovre, qui devint roi d'Angleterre en 1714, sous le nom de Georges I<sup>er</sup>, ne manqua pas de seconder le fanatisme du parti protestant, auquel il était redevable de la couronne. Le prétendant Jacques III fit en 1716 une descente en Écosse, où il comptait un grand nombre de partisans, même parmi les protestans ; mais il fut obligé presque aussitôt de se rembarquer, et cette tentative donna lieu à de nouvelles rigueurs contre les catholiques. Un grand nombre furent mis en prison comme suspects ; on publia en 1717 une loi qui les obligeait à donner une déclaration circonstanciée de leurs biens, et quatre ou cinq ans après, on imposa sur leurs terres une taxe annuelle de cent mille livres sterling. Mais c'était surtout en Irlande que le parlement protestant signalait sa haine contre les catholiques par une foule de lois odieuses qui les dépouillaient successivement de leurs droits de citoyens. On restreignit notamment la permission de rester dans l'île à un petit nombre de curés, que l'on assujettissait à des formalités vexatoires, et l'on interdit, sous les peines les plus rigoureuses, à tout autre prêtre de venir en Irlande et à toute personne de les recevoir et de les assister. Enfin, après la tentative du prétendant tous les prêtres furent mis en prison, et tous les catholiques déclarés suspects et responsables de tout ce que les protestans auraient à souffrir en cas d'invasion. Le ministère anglais parut quelques années plus tard prêter les mains à un projet d'adoucir les rigueurs envers les catholiques , à condition qu'ils prêteraient serment de fidélité à Georges I<sup>er</sup> ; mais la plupart des catholiques se délièrent de la sincérité de ses promesses, et le projet n'eut pas de suite.

Pendant que l'anglicanisme poursuivait ainsi la religion catholique, on voyait sortir chaque jour du sein de la réforme des erreurs nouvelles que l'autorité impuissante du parlement et de l'Église anglicane cherchait vainement à réprimer. La chambre des communes chassa de son sein en 1703 un fanatique nommé Asgill, auteur d'un livre bizarre intitulé, *Argument prouvant qu'un homme peut être transféré d'ici-bas à la vie éternelle sans passer par la mort*. L'année suivante, elle condamna au feu deux écrits du docteur Guillaume Coward, contre la spiritualité et l'immortalité de l'âme. Toland craignant aussi des poursuites pour ses écrits contre la révélation, crut devoir vers le même temps se réfugier en Irlande, et s'y voyant également menacé, il revint en Angleterre, où il continua d'attaquer par ses ouvrages impies les dogmes et les fondemens du christianisme. Collins attaqua, en 1707, la certitude de la révélation par un écrit intitulé *Essai sur l'usage de la raison*, et peu de temps après par son discours sur la liberté de penser. Le soulèvement qu'excita la témérité de ce dernier ouvrage força l'auteur à se retirer en Hollande, où il était déjà lié avec Jean Leclerc et autres littérateurs ou théologiens accusés de socinisme. Tindal, Jean Trenchard, Thomas Gordon, Shaftesbury, et quelques années plus tard lord Bolingbroke, se signalèrent aussi par la hardiesse de leurs écrits et par leurs violentes attaques contre la révélation. Les tribunaux sévirent quelquefois contre les auteurs ou les livres impies, et l'an 1729 un déiste fameux, Woolston, fut condamné à une amende si forte, que n'ayant pu la payer, il mourut en prison. Mais ces mesures n'arrêtèrent pas les progrès de l'incrédulité. Du reste, la religion trouva dans le clergé anglican d'habiles et savans défenseurs, parmi lesquels on doit citer surtout Waterland, Skerlock, Lardner et Leland. D'autres écrivains attaquaient le mystère de la Trinité et renouvelaient l'arianisme. Les deux plus fameux étaient Clarke et Whiston,

dont les écrits attirèrent contre eux les poursuites du clergé anglican. Le premier donna quelques explications pour se tirer d'affaire ; mais le second vit ses écrits condamnés en 1711, et fut menacé lui-même par des procédures que ses amis ne parvinrent qu'avec peine à faire cesser.

On voyait aussi en France depuis la mort de Louis XIV l'incrédulité se montrer à découvert. Montesquieu publia en 1721 ses *Lettres persanes*, également condamnables par des détails licencieux et par des traits satiriques contre les dogmes de la religion. Voltaire commençait à faire paraître dans ses écrits et dans ses discours une impiété déclarée, et les transports d'une haine violente contre le christianisme ; mais ce ne fut qu'assez longtemps après, et quand sa renommée lui donna plus d'influence, qu'il entreprit contre la religion cette guerre acharnée dont les effets ont été si déplorables. Le changement de règne avait paru aux calvinistes une occasion favorable pour recouvrer leur ancien état. Il y eut en 1716 des mouvemens séditieux en divers endroits, et il fallut employer des troupes pour les contenir. On prétend que le régent fut sur le point de révoquer les édits de Louis XIV ; ce qui est certain, c'est qu'il ne les fit pas exécuter rigoureusement, et qu'il laissa aux protestans une liberté dont ils abusèrent quelquefois pour insulter les prêtres ou les cérémonies catholiques. Louis XV, après la mort du régent, publia en 1724 une déclaration pour renouveler les anciens édits et en prescrire l'exécution. Mais il paraît que l'intention du gouvernement était bien moins de revenir aux mesures de rigueur, que de réprimer la licence des protestans. En effet, il ne tint pas la main à faire observer cette déclaration, et l'on vit bientôt les protestans tenir des assemblées religieuses, établir des écoles et des consistoires, et reprendre l'exercice de leur culte. Ils tinrent même en 1744 un synode national, où se rendirent des députés de toutes les provinces. On leur laissait une si grande liberté qu'ils relevèrent peu à peu un

assez grand nombre de temples, et qu'ils établirent même une école pour former des ministres.

Il y eut vers ce temps quelques négociations pour réunir l'Église russe au saint-siège. Le czar Pierre le Grand ayant fait un voyage à Paris en 1717, quelques docteurs de Sorbonne lui présentèrent un mémoire à ce sujet, où ils établissaient la primauté du saint-siège et les autres points contestés par l'Église grecque, dont les Russes suivent la doctrine ; mais ces démarches n'eurent aucun résultat. Elles trouvaient un obstacle insurmontable dans les vues despotiques de Pierre le Grand, qui songeait à se rendre maître absolu de l'Église dans son empire. Il témoigna cependant aux docteurs quelques dispositions favorables, et remit leur mémoire à quelques évêques russes, qui se contentèrent de répondre qu'ils ne pouvaient rien faire sans consulter les patriarches d'Orient ; mais en 1721, le czar abolit la dignité de patriarche, dont l'évêque de Moscou jouissait depuis la fin du seizième siècle, se déclara chef souverain de l'Église russe, et établit pour la gouverner un synode ou conseil composé de sept archevêques ou évêques, avec un procureur impérial qui en est comme le chef réel et qui en dirige toutes les opérations. Benoît XIV, au commencement de son pontificat, fit aussi quelques tentatives pour la réunion de l'Église russe, et écrivit pour cet effet à l'impératrice Elisabeth une lettre qui ne produisit aucun effet. Le schisme s'étendit même plus tard aux provinces conquises par la Pologne, et réunies vers la fin du seizième siècle à l'Église romaine. En effet, ces provinces étant rentrées sous la domination de la Russie, Catherine II vint à bout de gagner une partie des évêques et du clergé, et de les détacher du saint-siège, et les mesures despotiques du gouvernement actuel ont achevé depuis quelques années d'entraîner dans le schisme ceux qui étaient demeurés jusqu'alors soumis à l'autorité du souverain pontife. Toutefois une assez grande partie du peuple,



résistant à la séduction, a conservé la foi catholique.

Le pape Clément XI envoya l'an 1720 un nouveau légat en Chine, et choisit pour cette mission importante M. de Mezza Barba, à qui il donna le titre de patriarche d'Alexandrie. Ce prélat, arrivé au mois de septembre à Macao, partit aussitôt pour Pékin, où il reçut le 31 décembre une audience de l'empereur, à qui il remit un bref du pape pour obtenir qu'il fût permis aux chrétiens d'observer ce qui avait été prescrit à Rome sur les cérémonies chinoises; mais cette démarche n'eut aucun succès. On arrêta même sous les yeux du légat plusieurs missionnaires, et l'empereur témoigna l'intention de chasser tous les chrétiens. Le légat revint à Macao, où il donna un mandement en 1721, pour exhorter les missionnaires à observer les décisions du saint-siège. Il permettait cependant provisoirement en l'honneur de Confucius et envers les morts quelques cérémonies sur lesquelles on n'avait pas encore prononcé, mais il recommandait de n'user de ces permissions qu'avec la plus grande réserve, et défendait surtout expressément de traduire ce mandement et de le faire connaître aux nouveaux chrétiens. Cette défense ne fut pas observée par l'évêque de Pékin, qui donna quelques années plus tard deux lettres pastorales pour obliger les missionnaires à instruire les chrétiens des permissions données par le légat. Le pape Clément XII condamna en 1735 ces deux lettres pastorales, et fit examiner par la congrégation du saint-office les permissions dont il s'agit; car elles étaient devenues le sujet de nouvelles discussions, et servaient de prétexte pour violer la bulle de Clément XI. Enfin après un long examen où l'on entendit un grand nombre de missionnaires et plusieurs chrétiens chinois qui étaient venus à Rome pour s'instruire, Benoît XIV révoqua ces permissions par une bulle de l'an 1742, qui confirmait toutes les décisions rendues contre les cérémonies chinoises, et prescrivait une nouvelle formule de serment que les missionnaires



devraient souscrire pour promettre de s'y conformer; mais il paraît que cette nouvelle mesure ne fit pas cesser encore toutes les résistances.

Cependant les persécutions avaient recommencé en Chine, et l'empereur Kang-hi, malgré ses dispositions bienveillantes, avait publié en 1717, par suite de quelques jugements du tribunal des rites, une défense générale d'embrasser le christianisme. Toutefois ses sentiments connus ne permettaient guère aux gouverneurs de recourir à la violence; mais ce prince étant mort en 1722, son fils Yong-tching ne fut pas plus tôt sur le trône, qu'il laissa voir des dispositions toutes contraires, et les mandarins se livrèrent sans retenue aux inspirations de leur haine contre la religion chrétienne. La persécution commença dans la province de Fo-kien, où les églises furent démolies, et les missionnaires obligés de se tenir soigneusement cachés. Deux requêtes furent adressées l'année suivante à l'empereur pour demander la destruction du christianisme, et après qu'elles eurent été soumises au tribunal des rites, Yong-tching les approuva par un édit du mois de janvier 1724. Les jésuites qui résidaient à Pékin en qualité de savans s'efforcèrent en vain de détourner ce coup. On s'empara presque partout des églises, qui furent détruites ou employées à des usages profanes. Trente missionnaires qu'on avait arrêtés furent conduits à Canton, puis transférés en 1732 à Macao, et bientôt on les fit embarquer pour les renvoyer en Europe. On arrêta également un grand nombre de chrétiens qui furent condamnés à la bastonnade, à la prison, à l'exil ou à d'autres peines. Un lettré chrétien fut même condamné à mort et exécuté; mais la persécution s'exerça surtout contre une branche de la famille impériale composée presque en entier de chrétiens. L'empereur, irrité de voir des princes de son sang professer une religion qu'il voulait proscrire, les dépouilla de leurs dignités, les envoya en exil, et enfin les fit enfermer dans des ca-

chots, où la plupart périrent, sans qu'aucun de ces fervens chrétiens eût cherché à conserver la vie par une apostasie. Kieng-long, qui succéda en 1735 à Yong-tching, continua pendant quelque temps de poursuivre les chrétiens avec la même rigueur. Un grand nombre furent soumis à différentes tortures, qu'ils endurèrent presque tous avec une généreuse constance. Il y eut cependant quelques apostats; mais peu après la persécution se ralentit, et la plupart s'empressèrent de réparer leur faute.

Les chrétiens n'avaient pas moins à souffrir dans le royaume de Tong-king, où l'on en comptait, dit-on, plus de deux cent mille. La foi y avait été prêchée dès 1627, et avait éprouvé déjà de nombreuses et violentes contradictions, lorsque en 1696, puis en 1712, deux édits de proscription en arrêtèrent un peu les progrès et forcèrent les missionnaires à se tenir cachés. La persécution recommença en 1721 avec plus de violence. Deux jésuites, les pères Mesari et Bucharelli furent arrêtés. Le premier mourut dans sa prison, et le second eut la tête tranchée le 11 octobre, avec neuf chrétiens du pays qui lui servaient de catéchistes. Plus de cent cinquante autres chrétiens furent condamnés à une espèce d'esclavage. Cependant le péril n'empêcha pas six jésuites de passer au Tong-king en 1736; mais quatre furent arrêtés l'année suivante et mis à mort. C'étaient les pères Baltazar Alvarez, Emmanuel de Abren, Vincent d'Acunha et Jean Gaspard Cratz. La persécution dura longtemps et n'ébranla pas le courage des fidèles. Plusieurs missionnaires jésuites furent aussi victimes de leur zèle vers ce même temps dans l'Amérique méridionale; le père Luc Cavalero fut mis à mort en 1711 par la peuplade des Puyzocas, avec plusieurs Indiens qui s'étaient convertis. Le père Albert Romero et douze Indiens furent massacrés en 1718 par les Zamucos. Les pères Blaise de Sylva et Joseph Maco furent massacrés avec trente néophytes. Le père Barthélemy de Blende et quelques au-

tres scellèrent également de leur sang la prédication de l'Évangile parmi les tribus sauvages de ces contrées. Nous citerons aussi quatre missionnaires franciscains qui furent lapidés en 1716 en Éthiopie, où ils avaient été envoyés en 1704 par Clément XI. Ils furent assez bien accueillis par le prince qui régnait alors et firent quelques conversions ; mais son successeur les mit en prison, et sur leur refus d'embrasser la doctrine des Éthiopiens, ils furent condamnés à mort. Leurs noms étaient Liberato, Weis, Pie de Zerbe et Samuel de Bienne. Enfin des persécutions furent excitées en Turquie par le fanatisme des musulmans ou des schismatiques grecs. Le patriarche de Syrie et l'archevêque de Béroé furent battus de verges et jetés dans un cachot, où ce dernier mourut d'épuisement. L'archevêque de Philippes fut traité avec la même rigueur ; le primat catholique d'Arménie fut condamné aux galères, et un prêtre de la même nation mis à mort en 1707, à Constantinople, avec deux autres chrétiens qui refusèrent comme lui d'abjurer leur foi. Le pape eut recours à la médiation des princes catholiques, et principalement de Louis XIV, en faveur des chrétiens d'Orient. Il leur fit passer des secours d'argent, et envoya un visiteur apostolique à Constantinople pour y fortifier le courage des fidèles.

Clément XI mourut le 19 mars 1721, dans les sentiments de résignation et de piété qu'il avait montrés constamment. Il fit soixante-neuf cardinaux, parmi lesquels nous citerons le pieux et savant Thomasi, que ses vertus ont fait mettre au nombre des saints ; le cardinal Corradini, auteur de plusieurs ouvrages sur les antiquités ecclésiastiques ; les cardinaux français de Rohan, de Polignac, de Bissy, de Gesvres et de Mailly ; le cardinal Belluga de Moncade, évêque de Carthagène, fondateur de la congrégation de l'Oratoire en Espagne, et auteur de plusieurs savants traités sur des matières de théologie et de discipline ; le cardinal Cienfuegos, dont on a aussi quel-

ques ouvrages; le cardinal de Bossu d'Alsace, archevêque de Malines, qui gouverna longtemps ce grand diocèse avec beaucoup de zèle; enfin le cardinal Alberoni, ministre d'Espagne, qui dut sa nomination aux vives instances de Philippe V. Toutefois ce prélat intrigant ne put obtenir des bulles pour l'archevêché de Séville, auquel il s'était fait nommer. Le successeur de Clément XI fut le cardinal Conti, qui fut élu le 8 mai et prit le nom d'Innocent XIII. Sept évêques français écrivirent une lettre au nouveau pape pour le supplier de retirer la bulle *Unigenitus*, qu'ils représentaient comme subreptice, contraire à la saine doctrine, et propre à troubler l'Église. Cette lettre fut condamnée par un décret de l'inquisition et par un arrêt du conseil. On devine bien que le pape ne jugea pas à propos d'y répondre. Il s'éleva fortement contre ces prélats dans deux brefs qu'il adressa le 24 mars 1721 au roi et au régent. Il y disait que son prédécesseur avait blâmé l'accommodement de 1720, et se plaignait qu'on n'eût pas obligé les opposans à révoquer leur appel. Le roi adressa la même année 1722 un ordre aux évêques et aux universités de faire signer le formulaire conformément aux anciennes ordonnances; mais la faculté de Montpellier, ayant l'évêque à sa tête, arrêta qu'il serait signé avec distinction, et prétendit s'autoriser à cet effet de la paix de Clément IX. Ce décret fut cassé par un arrêt du conseil, et l'évêque puni par la saisie de son temporel. Le parlement voulut entreprendre l'année suivante de condamner une instruction pastorale du cardinal de Bissy, évêque de Meaux, en faveur de la bulle *Unigenitus*; mais le roi lui fit défense d'en prendre connaissance, et le parlement fit à ce sujet des remontrances qui faisaient prévoir les entreprises qu'on verra plus tard.

Les jansénistes de Hollande persistaient dans leur rébellion schismatique. Sept prêtres qui portaient le titre de chanoines d'Utrecht, refusant de reconnaître l'auto-

rité des vicaires apostoliques nommés par le saint-siège, entreprirent de se donner un archevêque en titre, et consultèrent sur ce dessein quelques docteurs de Sorbonne, qui leur donnèrent une décision portant que la longue vacance n'avait pas dépouillé le siège d'Utrecht de son titre et de ses droits; que l'usage d'y envoyer des vicaires apostoliques était une usurpation de la cour de Rome; que le chapitre d'Utrecht pouvait user du droit qui lui avait toujours appartenu d'élire un évêque; et enfin que si le pape refusait de le confirmer sans raison légitime, on pouvait passer outre. Il n'est pas besoin de dire que ces docteurs étaient tous des appelans. Van Espen et quelques autres docteurs de Louvain souscrivirent à cette décision. En conséquence les chanoines d'Utrecht élurent pour archevêque en 1723, Corneille Stenoven, l'un d'eux, qui exerçait depuis longtemps les fonctions de grand vicaire. Ils annoncèrent cette élection au pape en le priant de la confirmer, et n'ayant reçu aucune réponse, ils crurent pouvoir se passer de l'autorité du saint-siège. Comme les évêques voisins refusèrent de prêter leur ministère à la consécration de cet archevêque élu par des prêtres schismatiques qui n'avaient aucun droit, le prétendu chapitre d'Utrecht eut recours à Dominique Varlet, évêque de Babylone, qui venait de se réfugier en Hollande; c'était un prêtre des Missions étrangères de Paris, qui avait été nommé en 1718 coadjuteur de Babylone, mais que des preuves d'attachement au jansénisme avaient fait suspendre bientôt après de ses fonctions. Il appela en 1723 de la bulle *Unigenitus* et des censures portées contre lui, et crut pouvoir après cet appel n'en pas tenir compte. Il sacra au mois d'octobre 1724 l'archevêque schismatique d'Utrecht, sans être assisté d'aucun autre évêque consécrateur. Benoît XIII ayant par un bref du mois de février suivant déclaré l'élection nulle, et Stenoven suspens de toutes fonctions, celui-ci ne manqua pas d'appeler au futur concile, de ce qu'il appelait les



vexations de la cour de Rome. Il mourut au mois d'avril 1725, et on lui donna pour successeur Barchman Witefs, qui fut encore sacré par Varlet. Les catholiques qui refusaient de prendre part au schisme et qui formaient le plus grand nombre, s'adressèrent alors aux états généraux pour en obtenir la permission d'avoir comme par le passé un vicaire apostolique; mais les schismatiques agirent si efficacement auprès des états, qu'ils firent rejeter cette demande. La Hollande devint un asile pour les jansénistes, et l'on vit cette même année vingt-six chartreux de Paris sortir déguisés de leur cloître et se retirer à Utrecht pour ne pas obéir à un ordre de leur chapitre général qui prescrivait la soumission à la bulle *Unigenitus*. Quinze religieux de l'abbaye d'Orval prirent le même parti. L'archevêque d'Utrecht, pour donner ensuite du relief à son église, voulut avoir un suffragant, et fit revivre en 1739 le siège de Harlem, où il nomma un évêque qui ne put s'y faire recevoir par le clergé et qui prit le parti de résider à Amsterdam.

Le pape Innocent XIII mourut au mois de mars 1724. Ses grandes vertus et la sagesse de son gouvernement le firent généralement regretter. Il ne fit que trois cardinaux, dont l'un fut le fameux Dubois, archevêque de Cambrai. On a reproché ce choix à Innocent XIII, mais le blâme en doit moins retomber sur ce pape que sur la cour de France, qui avait présenté Dubois pour le chapeau à sa nomination. Il faut ajouter que celui-ci était loin d'être connu à Rome comme il l'était en France, et qu'il y a peut-être aussi beaucoup d'exagération dans tout ce qu'on rapporte de lui. Innocent XIII avait donné en 1723 la bulle *Apostolici ministerii*, où il réglait beaucoup d'objets relatifs à la discipline des églises d'Espagne. La guerre de la succession avait eu de funestes effets pour la religion dans ce royaume, où le clergé s'était partagé comme le peuple entre les deux prétendants. On vit surtout dans la Catalogne des ecclésiastiques et



des religieux animer leurs compatriotes contre Philippe V, et ce prince, après la réduction de Barcelone, en bannit cinquante-cinq qui s'étaient le plus signalés par leur ardeur et leur opiniâtreté. Il y avait cependant en Espagne à cette époque un grand nombre de prélats et d'ecclésiastiques également distingués par leurs vertus et leurs lumières : nous citerons seulement Martin de Ascargorta, archevêque de Grenade, mort en 1719 en odeur de sainteté; Juan de Montalvan, évêque de Cadix, qui fut un modèle des vertus épiscopales, et le père Pozadas, dominicain, auteur de plusieurs ouvrages, et mort à Cordoue l'an 1720 en si grande réputation de sainteté, que l'on commença par ordre du saint-siège des informations pour sa béatification.

Le successeur d'Innocent XIII fut le cardinal Orsini, qui fut élu le 29 mai, et qui prit le nom de Benoît XIII. Il avait été successivement évêque de Césène, et archevêque de Bénévent, où il s'était fait admirer par sa piété et par son zèle pastoral. Le nouveau pape tint au mois d'avril 1725 un concile à Rome où il avait convoqué les évêques relevant immédiatement du saint-siège, les archevêques sans suffragans, et les abbés exempts de la juridiction épiscopale. On y fit divers réglemens sur les devoirs des évêques et des autres pasteurs, sur la résidence, sur la tenue des synodes, sur l'instruction des peuples, sur la sanctification des fêtes et sur d'autres matières de discipline. On mit à la tête de ces réglemens deux décrets principaux dont le premier ordonne à tous les bénéficiers et aux prédicateurs et confesseurs de souscrire la profession de foi prescrite par Pie IV, et le second ordonne aux évêques de faire observer soigneusement la constitution *Unigenitus*, reconnue expressément par le concile comme règle de foi ; de rechercher les livres contenant des erreurs contraires à cette bulle, de procéder selon toutes les voies de droit contre ceux qui ne s'y montreraient pas soumis, et de les dé-

ner, s'il le fallait, au siège apostolique. Il se tint huit sessions depuis le 15 avril jusqu'au 29 mai, et les actes du concile furent souscrits par le pape, par trente-deux cardinaux, par cinq archevêques et trente-huit évêques, presque tous d'Italie, par les députés de quatre cardinaux et de vingt-six évêques absents, et par quelques abbés. L'archevêque d'Avignon tint aussi la même année par ordre du pape un concile provincial où l'on fit des règlements à peu près semblables, pour le maintien de la discipline et la réforme des abus.

Le clergé de France sollicitait de son côté la permission de tenir des conciles provinciaux pour remédier aux désordres produits par la licence des appelants. Il avait fait cette demande dans l'assemblée de 1723, et renouvela encore dans l'assemblée de 1725. Il demanda en outre, que la bulle *Unigenitus* fût déclarée de l'état, et qu'il fût interdit aux parlemens de recevoir les appels comme d'abus des réfractaires. On sollicita spécialement la permission de tenir les conciles de Bourges et de Rouen pour juger les évêques de Montauban et de Bayeux, qui faisaient éclater chaque jour davantage leur opposition à la bulle. Enfin on résolut de poursuivre plusieurs libelles contenant les erreurs protestantes. Mais comme on s'en occupait, le ministère, mécontent de l'assemblée, qui avait protesté contre une imposition établie sur les biens ecclésiastiques, lui fit donner par le roi le 27 octobre de terminer ses séances. Elle écrivit au roi avant de se séparer, pour lui faire des représentations, et déclara dans sa lettre qu'elle reconnaissait la bulle *Unigenitus* pour une loi irréfragable de l'Eglise et de l'état. Ces représentations déplurent au ministère, qui ouvrit le lendemain les archives du clergé, et ratatura le procès-verbal de la séance. Le parlement intervint dans cette affaire, et supprima la lettre de l'assemblée par un arrêt du 10 janvier 1726, rendu sur un réquisitoire de l'avocat-général Gilbert de Voisins, où se

trouvaient des principes peu orthodoxes sur le pouvoir des évêques, et sur l'autorité de la bulle. Ce réquisitoire excita de nombreuses réclamations. Le clergé en réfuta les maximes dans un Mémoire adressé au roi, qui eut égard à ses plaintes, et le parlement se montra disposé lui-même à quelque satisfaction. L'avocat-général déféra le 15 avril, quelques écrits contre la bulle *Unigenitus* par un réquisitoire, où il reconnaissait expressément l'autorité de cette constitution, et le droit qu'ont les évêques de juger en matière de doctrine, et de s'assurer de l'orthodoxie de ceux qu'ils appellent au ministère. Les écrits déferés par ce magistrat étaient deux lettres pastorales de M. Colbert, évêque de Montpellier, et deux libelles en faveur des chartreux réfugiés en Hollande. Le parlement, sur les conclusions de l'avocat-général, rendit un arrêt pour en ordonner la suppression, et quelques mois après il condamna au feu un libelle fanatique intitulé *Parallèle de la doctrine des païens avec celle des jésuites* et de la constitution *Unigenitus*. Le roi, de son côté, après avoir changé son ministère, supprima les taxes imposées sur les biens du clergé, promit formellement de maintenir ses privilèges, et convoqua en 1726 une nouvelle assemblée. Elle écrivit au roi, le 18 novembre, une lettre où après l'avoir remercié de sa protection, elle se plaignait des attaques sans cesse renouvelées dans une foule de libelles contre la bulle *Unigenitus*, et contre le formulaire, du mépris de l'autorité épiscopale, de la fréquence des appels devant les tribunaux séculiers contre les censures, et sollicitait de nouveau la répression de ces excès, et la permission de tenir les conciles provinciaux. Ces vœux du clergé ne furent remplis qu'en partie.

L'évêque de Senez, M. Soanen, venait de publier, le 21 août, une instruction pastorale où il déclamait fortement contre la bulle *Unigenitus*, contre les papes et les évêques, contre la signature du formulaire, et finissait par exhorter ses diocésains à persévérer constamment

ans les sentimens qu'il leur avait inspirés. Ce prélat, un des quatre premiers appelans, avait renouvelé son appel en 1720, et approuvé l'élection schismatique des archevêques d'Utrecht. L'audacieuse témérité de sa lettre pastorale attira enfin contre lui une sentence qui aurait dû servir d'exemple. M. de Tencin, archevêque d'Embrun, son métropolitain, demanda au roi la permission de tenir un concile provincial pour le juger, et l'ayant obtenue, en fit la convocation pour le 16 août 1727. Dès que la nouvelle en fut répandue, le docteur Boursier, qui était l'âme du parti, rédigea en faveur du prélat menacé un mémoire qu'il fit signer par vingt avocats de Paris. L'ouverture du concile se fit au jour indiqué, et le 18, un grand vicaire d'Embrun dénonça, en qualité de promoteur, l'instruction pastorale de M. Soanen, et requit que le prélat eût à la désavouer. Mais celui-ci répondit qu'il la reconnaissait comme son œuvre, et qu'il en maintenait ses principes. Il lut ensuite une protestation par écrit contre tout ce que le concile pourrait faire contre lui, prétendant que son appel suffisait pour rendre cette assemblée incompétente ; puis, comme cette protestation fut déclarée nulle et sans fondement, il récusait, sous différens prétextes, tous les évêques de la province. Il accusa particulièrement l'archevêque d'être simoniaque ; mais il fut condamné vainement de fournir la preuve de cette imputation, et sortit sans vouloir entendre la lecture des pièces que M. de Tencin produisit pour la détruire. Cependant le concile, pour donner plus de solennité à son jugement, convoqua les évêques des provinces voisines, savoir de Vienne, d'Aix, d'Arles, de Lyon et de Besançon. On signifia cette convocation à l'évêque de Senes, et on fit auprès de lui toutes les démarches imaginables pour l'engager à prévenir par la soumission le jugement du concile. Mais elles furent sans effet. Les évêques convoqués se trouvèrent réunis le 8 septembre, et on cita les leurs suivans M. Soanen à comparaître pour répondre

aux interrogatoires. Il se présenta le 11, et lut un mémoire signé de lui et de l'évêque de Montpellier, où se trouvaient reproduites toutes les objections du parti contre les bulles et contre le formulaire, après quoi il se retira sans vouloir répondre. Il signifia, le lendemain, un nouvel acte de récusation ; mais on ne crut pas devoir en tenir compte. Enfin, après lui avoir fait les monitions canoniques, on condamna, le 20 septembre, son instruction pastorale comme téméraire, scandaleuse, schismatique, fomentant l'hérésie. On prononça contre lui une suspension de toute juridiction et de toutes les fonctions de l'ordre épiscopal et sacerdotal, et on nomma un vicaire général pour administrer le diocèse de Senes. La sentence fut signée par les seize évêques du concile, et signifiée à M. Soanen, puis confirmée, le 17 décembre, par Benoît XIII.

M. Soanen fut exilé à l'abbaye de la Chaise-Dieu, en Auvergne, et tenta quelque temps d'exercer son autorité par le moyen d'un vicaire-général ; mais celui-ci, après s'être tenu d'abord caché à Castellane, fut enfin arrêté et le calme se rétablit peu à peu dans le diocèse. Le chapitre de la cathédrale révoqua son appel, les religieuses de la visitation de Castellane, après avoir fait retentir le royaume de leurs plaintes, furent dispersées en différentes communautés, et prirent alors presque toutes le parti de se soumettre. On publia contre le concile une foule de libelles où les juges, et particulièrement M. de Tencin, étaient insultés, outragés, calomniés de la manière la plus odieuse. On répandit surtout avec profusion une consultation signée le 30 octobre par cinquante des plus célèbres avocats de Paris, dans laquelle on attaquait tout à la fois la forme et le fond du jugement par des objections contre les procédures et la compétence du concile, et contre l'autorité des bulles pontificales. M. Soanen adressa lui-même une circulaire aux évêques où il faisait des plaintes amères de ses juges. Douze évêques opposans, à la tête desquels était le cardinal de



baillies, écrivirent en sa faveur deux lettres au roi, qui n'eut aucun égard. Cependant, comme la consultation faisait beaucoup de bruit, le roi chargea les évêques qui se trouvaient à Paris de l'examiner, et d'en dire leur avis. Ils se réunirent au nombre de trente et un, sous la présidence du cardinal de Rohan, et après un mois de conférences, ils dressèrent une lettre au roi en date du 15 mai 1728, où ils montraient que ce mémoire anéantissait l'autorité de l'Église hors des conciles, et qu'il était plein d'erreurs et de faussetés sur le formulaire, sur la paix de Clément IX, sur l'acceptation de la bulle *unigenitus*, et sur d'autres points de fait ou de doctrine. Le roi fit rendre en conséquence un arrêt du conseil pour supprimer cette consultation, et publia une déclaration portant des peines contre les auteurs des libelles où l'on attaquerait l'autorité des bulles reçues dans le royaume. Le mémoire des avocats fut aussi condamné par un bref du pape et par un grand nombre d'évêques. Les pères du concile d'Embrun y répondirent par une lettre le 4 avril où ils réfutaient particulièrement les plaintes portées contre eux.

Ce concile, terminé le 28 septembre précédent, s'était aussi occupé d'une autre affaire qui fit beaucoup de bruit. Le père François le Courrayer, chanoine régulier et bibliothécaire de Sainte-Geneviève, avait publié, en 1723, une dissertation pour établir la validité des ordinations anglicanes; et cet ouvrage ayant été combattu fortement par l'abbé Gervaise, par les pères Hardouin et le Quien, on fit paraître une défense trois ans plus tard en quatre volumes, où il soutenait les mêmes sentimens et se rapprochait sur beaucoup d'autres points des opinions de l'anglicanisme. Il s'expliquait fort librement sur les cérémonies de l'Église, sur les sacremens, sur la juridiction du souverain pontife, et sur le sacrifice de la messe, tant il semblait ne faire qu'un sacrifice purement représentatif ou commémoratif. Ce livre produisit un nouveau



scandale, et le roi chargea, en conséquence, les évêques qui se trouvaient à Paris d'examiner les deux écrits du père le Courrayer. Ils se rassemblèrent au nombre de vingt chez le cardinal de Bissy, évêque de Meaux, et condamnèrent trente-sept propositions extraites de la dissertation et de la défense comme téméraires, scandaleuses, ou hérétiques; cette censure est du 22 août 1722. Plusieurs autres évêques s'élevèrent contre les deux écrits. Le concile d'Embrun les condamna, et le pape Benoît XIII les flétrit par un bref du 5 juin de l'année suivante. Le cardinal de Noailles, après avoir longtemps ménagé le Courrayer, qui était un des appelans les plus zélés, publia, au mois de septembre 1727, une condamnation des deux ouvrages, et ensuite une instruction pastorale plus étendue, où il représentait l'auteur comme sincèrement soumis. On avait obtenu de lui, en effet, un acte par lequel il se disait fâché du scandale qu'avaient causé ses livres, et se soumettait à la décision du cardinal. Mais au mois de janvier suivant, attiré par les invitations de l'archevêque de Cantorbéry, il partit pour l'Angleterre, et laissa une lettre adressée au cardinal où il rétractait sa soumission. Les évêques anglicans l'accueillirent avec enthousiasme; la cour lui fit une pension; l'université d'Oxford venait de lui envoyer un diplôme de docteur, et il ne manqua pas de joindre ce titre à celui de chanoine de Sainte-Geneviève. Cette flatteuse réception était à ses yeux un ample dédommagement de la flétrissure imprimée à ses ouvrages, et de l'excommunication prononcée contre lui par son supérieur. Il paraît en 1729 une relation apologétique où il se répandait en injures contre ceux qui avaient réfuté et condamné ses écrits. Il publia, en 1736, une traduction de l'Histoire du Concile de Trente, de Fra Paolo, avec des notes qui enchérissaient encore sur la malignité de l'auteur. Il mourut à Londres dans un âge très-avancé, l'on voit par son testament, daté du mois de février 1777

qu'il rejetait comme des superstitions plusieurs articles de la foi catholique, et par une déclaration composée en 1667, que ces articles étaient entre autres l'infaillibilité de l'Église, la nécessité du baptême, le péché originel, la présence réelle dans l'eucharistie, et même la divinité de Jésus-Christ. C'est ainsi qu'il devint successivement janséniste, anglican et socinien (1).

Le cardinal de Noailles éprouvait depuis longtemps des remords sur son opposition au jugement de l'Église. On voit par le journal de l'abbé Dorsanne que dès le mois de janvier 1727 il avait fait un mandement pour accepter la bulle; mais quelques-uns de ses curés et d'autres membres de son conseil, Dorsanne et la Borde, furent à bout par leurs intrigues et leur influence d'en empêcher la publication et d'engager même le cardinal à signer les lettres contre le concile d'Embrun. Enfin, le 1<sup>er</sup> juillet 1728, il écrivit au pape pour lui annoncer, averti par son âge, il se conformait aux décisions du saint-siège, et le 11 octobre il publia un mandement portant qu'il acceptait la bulle *Unigenitus* avec une soumission sincère, et qu'il condamnait le livre des Réflexions morales et les cent et une propositions avec les

(1) L'auteur des Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique pendant le dix-huitième siècle rapporte quelques passages de cette déclaration, contenant les erreurs de le Courrayer, et après avoir dit ces paroles, « que de toutes les manières d'exposer le dogme de la divinité, il n'y en a point de plus contraire à la véritable doctrine du christianisme que celle qui suppose dans la Divinité l'existence de plusieurs natures ou substances distinctes, » il ajoute : C'est là, dans son opinion, rétablir le polythéisme. Ces mots, *dans son opinion*, sont employés évidemment pour faire entendre qu'il n'en est pas ainsi dans la réalité ni dans l'opinion commune, c'est-à-dire qu'on semble reprocher à le Courrayer comme une erreur de n'être pas trithéiste. C'est étonnant qu'une pareille méprise ait pu passer sans contradiction. Ce qu'il aurait fallu remarquer, et ce qui fait l'erreur de le Courrayer, c'est qu'il suppose qu'on ne peut reconnaître trois personnes sans admettre trois substances.

mêmes qualifications que le pape. En conséquence, défendait de lire ou de garder ce livre et les autres publiés pour le défendre, et révoquait son instruction pastorale de 1719 et tout ce qui avait été publié sous son nom de contraire à la présente acceptation. Les réfractaires, consternés de cette démarche, publièrent pour rendre suspecte des écrits supposés où l'on faisait dire par le cardinal qu'il s'en tenait à son appel. Mais il désavoua ces pièces apocryphes dans une circulaire aux évêques de France et dans une lettre qu'il écrivit au pape en lui envoyant son mandement. Le cardinal Noailles mourut l'année suivante, âgé de soixante-dix-huit ans. Sa piété et ses autres vertus auraient rendu son mémoire recommandable, s'il n'avait eu le malheur de donner sa confiance à des hommes qui en étaient indignes, et qui abusèrent de sa faiblesse pour l'entraîner à une coupable résistance, dont les suites furent si déplorables. Quelques évêques attachés à son parti suivirent son exemple, et révoquèrent leur appel; d'autres s'étaient déjà soumis; l'évêque de Rodez, qui n'avait pas appelé, mais qui s'était déclaré en faveur des appelans par plusieurs démarches, donna au mois de septembre 1729 une instruction pastorale pour en témoigner son regret et se soumettre à la bulle. Il écrivit même à M. Soanen pour l'exhorter à la même conduite. Quelques autres prélats qui persistaient dans leur opposition s'abstenaient du moins de tout éclat. Il n'y avait plus guère que quatre évêques ouvertement déclarés pour le parti, savoir, l'évêque suspens de Senez, et MM. Colbe de Caylus et Bossuet, évêques de Montpellier, d'Auxerre et de Troyes.

L'office de Grégoire VII offrit alors un prétexte à nombreuses et violentes déclamations contre la cour de Rome. Un décret de la congrégation des rites du 25 septembre 1728 avait fixé la fête de ce pontife au 25 mai et l'on commença l'année suivante à en faire l'office.

n répandit quelques exemplaires à Paris; mais comme semblait y approuver les entreprises ultramontaines et le temporel des rois, la cour en ordonna la suppression. L'affaire n'aurait pas eu d'autre suite, si les appes n'avaient cru y trouver une occasion favorable pour hauffer les esprits. Le nouvel office fut attaqué avec portement et l'introduction de cette fête représentée comme un attentat de la cour de Rome, qui voulait par établir et consacrer ses prétentions. Le parlement de is rendit un arrêt le 22 juillet pour enjoindre de supprimer dans le Bréviaire la feuille contenant l'office de goire VII et défendre de célébrer sa fête. D'autres lemens suivirent cet exemple. L'évêque d'Auxerre lia de son côté le 24 juillet un mandement contre ice, et fut imité par les évêques de Montpellier, de yes, de Metz, de Castres et de Verdun. Benoît XIII ava naturellement fort étranges ces arrêts et ces mandemens contre la fête d'un saint reconnu par l'Église, et lia des brefs pour les annuler. Mais ces brefs furent primés par un arrêt du parlement.

M. de Vintimille, précédemment archevêque d'Aix, nt succédé à M. de Noailles sur le siège de Paris, lia au mois de septembre 1729 une instruction pas-le pour ordonner l'acceptation de la bulle *Unigenitus*, prémunir les fidèles contre les principes hérétiques es libelles séditeux d'une secte rebelle à l'autorité Église. Mais la licence était devenue si grande, que lonnance, affichée selon l'usage, fut enlevée aussitôt que partout et en plusieurs endroits couverte de e. Vingt-huit curés de Paris adressèrent au prélat une e insolente, où ils se plaignaient de sa conduite et on administration. Cependant quelques particuliers quelques communautés revinrent à la soumission. Le itre de la cathédrale avait adhéré au mandement eptation de M. de Noailles. La faculté de théologie arda pas à suivre cet exemple. Un grand nombre de

ses membres désiraient depuis longtemps la fin d'une révolte scandaleuse, et le roi pour y mettre un terme fit exclure des assemblées ceux qui avaient appelé depuis la déclaration de 1720, ou qui avaient signé le formulaire avec distinction, ou adhéré à la cause de M. Soanen. Le syndic, ayant reçu à cet égard les ordres du roi, convoqua pour le 8 novembre 1729 une assemblée de la faculté, où l'on nomma des commissaires pour faire un rapport sur les mesures à prendre. Quarante-huit docteurs exclus firent une protestation, et interjetèrent avec quelques autres un appel au parlement ; mais leur requête ne fut pas admise. Enfin, le 15 décembre, sur le rapport des commissaires, à la tête desquels était le docteur Tournely, la faculté reconnut, comme ayant été fait librement, et ratifia le décret d'acceptation du 5 mars 1714, déclara qu'elle recevait de nouveau la constitution comme un jugement dogmatique de l'Église, révoqua l'appel et les actes contraires à cette décision, et arrêta qu'elle ne recevrait plus que ceux qui auraient donné des marques certaines de leur soumission. Ce décret fut souscrit par la très-grande majorité des docteurs, et ceux qui se trouvaient dans les provinces y donnèrent presque tous leur adhésion. La faculté se montra depuis constamment attachée à la saine doctrine.

Les réfractaires montraient chaque jour une nouvelle audace ; ils publièrent en 1730 des remontrances à l'archevêque de Paris, où la désobéissance était prêchée avec un emportement si scandaleux, que le parlement crut devoir condamner ce libelle au feu. Il avait déjà proscrit l'année précédente une dénonciation contre les jésuites adressée aux plénipotentiaires du congrès de Soissons. Mais d'autres libelles demeuraient impunis, et l'archevêque de Paris se vit obligé de porter des plaintes au roi contre cette licence toujours croissante. Le roi publia en conséquence une déclaration, en date du 24 mars 1730, portant que tous les ecclésiastiques seraient



astreints à signer le formulaire purement et simplement, sous peine d'être privés de leurs bénéfices ; que la constitution *Unigenitus* serait regardée comme une loi de l'état et observée comme telle ; que le silence prescrit continuerait d'être observé sans qu'on pût sous ce prétexte empêcher les évêques d'instruire leurs peuples sur l'obligation de se soumettre à la bulle ; enfin, qu'ils seraient maintenus dans le droit de refuser les ordres ou les bénéfices à ceux qui auraient renouvelé leur appel depuis 1720, qui auraient écrit contre la bulle ou tenu des discours injurieux à l'église ou à l'épiscopat, et que ces causes de refus ne pourraient donner lieu à des appels comme d'abus. Comme le parlement se montrait fort opposé à cette déclaration, le roi tint le 4 avril un lit de justice pour la faire enregistrer. Mais quand il se fut retiré, le parlement déclara par une délibération qu'il n'avait point consenti à cet enregistrement, et bientôt après il rendit plusieurs arrêts entièrement contraires à la déclaration. Il accueillit notamment les appels comme d'abus d'un curé de Paris interdit par l'archevêque et de trois prêtres du diocèse d'Orléans, dépouillés de leurs bénéfices par l'évêque, aux termes de cette loi, pour leur refus de signer le formulaire. L'évêque en porta des plaintes au roi, qui évoqua l'affaire à son conseil, où l'arrêt du parlement fut cassé, avec défense aux trois prêtres d'exercer leurs fonctions et de troubler ceux qui avaient été mis à leur place. L'assemblée du clergé fit elle-même des remontrances au roi, par une lettre du 11 septembre, au sujet des entreprises du parlement, et obtint la cassation de l'arrêt rendu en faveur du curé interdit par l'archevêque de Paris. Elle crut devoir aussi manifester son mécontentement contre deux prélats qui ne cherchaient qu'à souffler la discorde. L'évêque d'Auxerre lui ayant écrit au sujet de l'office de Grégoire VII une lettre où il s'élevait contre la bulle *Unigenitus*, elle chargea son président de témoigner à



ce prélat l'indignation qu'elle avait ressentie de cette opposition scandaleuse à un jugement dogmatique de l'Église universelle. L'assemblée fit plus à l'égard de l'évêque de Montpellier, qui publiait chaque jour des écrits violens contre la bulle, et qui venait d'adresser au roi une lettre remplie d'invectives contre le saint-siège et contre les évêques. Elle s'en plaignit avec force, et demanda instamment au roi la permission de tenir le concile provincial de Narbonne pour juger ce prélat ; mais elle ne put l'obtenir.

Le procès des prêtres d'Orléans avait donné lieu à une consultation signée par quarante avocats de Paris, et qui ne portait pas moins atteinte à l'autorité royale qu'à la juridiction ecclésiastique. On y établissait d'une part des principes qui anéantissaient l'autorité et les droits des évêques, on soutenait que les arrêts rendus sur l'appel comme d'abus annulaient les censures ; et d'autre part, on prétendait que les parlemens avaient reçu de la nation le droit de rendre la justice, et que personne n'était au-dessus de leurs arrêts, c'est-à-dire que le conseil du roi ne pouvait ni casser leurs jugemens, ni évoquer les affaires dont ils étaient saisis. Enfin, on insinuait que le roi tient lui-même ses pouvoirs de la nation, et ne peut traiter que d'égal à égal avec ses sujets. La hardiesse et la nouveauté de ces maximes politiques causèrent un grand scandale. Le roi supprima cette consultation comme séditieuse et injurieuse à son autorité, et interdit les signataires de leurs fonctions s'ils ne se rétractaient dans un mois. Ceux-ci demandèrent à interpréter ce qu'ils avaient dit, et donnèrent des explications qui ne laissaient rien à désirer touchant l'autorité royale ; mais ils ajoutèrent encore à leurs erreurs concernant la juridiction ecclésiastique. M. de Vintimille, archevêque de Paris, publia contre cette consultation une instruction pastorale, en date du 10 janvier 1731, dans laquelle il s'attachait à prouver que l'Église possède une véritable juridiction

extérieure et indépendante, qui lui donne le droit de faire des lois et de prononcer des censures, qu'elle a un pouvoir coactif qui s'exerce par des peines spirituelles, et que la distinction établie dans le mémoire des avocats entre le fond et l'exercice de ce pouvoir, était une maxime inventée par les protestans et renouvelée par Richer. Il finissait par condamner la consultation comme renfermant ou favorisant des principes pernicioeux, erronés et même hérétiques. L'archevêque d'Embrun donna aussi un mandement contre cette consultation. Mais sur la dénonciation de l'abbé Pucelle, conseiller ardent et plein de zèle pour la cause des réfractaires, le parlement supprima ce mandement avec un autre du même prélat contre un écrit de l'évêque de Montpellier. Il reçut aussi l'appel comme d'abus interjeté par le procureur général contre l'instruction pastorale de l'archevêque de Paris. Les évêques se récrièrent contre cette incroyable prétention de juger abusive une décision en matière de foi, et le roi, ayant égard à leurs plaintes, défendit par un arrêt du conseil en date du 10 mars, de contester à l'Église le pouvoir qu'elle a reçu de Jésus-Christ pour décider les questions de doctrine, pour faire des lois de discipline, enfin pour établir ou destituer ses ministres et se faire obéir par des censures. Il déclarait en outre vouloir que l'Église continuât de jouir paisiblement des privilèges qui lui avaient été accordés par ses prédécesseurs, et qui lui donnaient le droit d'ajouter des peines temporelles aux peines spirituelles. Il adressa aux évêques une circulaire conçue dans le même sens, et une autre où après leur avoir promis son appui pour faire rendre à la constitution *Unigenitus* la soumission qui est due à une décision solennelle de l'Église, il les engageait à ne pas employer pour cette bulle la dénomination de règle de foi, comme donnant lieu à des disputes, mais à se contenter de celle de jugement dogmatique de l'Église universelle. Enfin le 30 juillet, il fit annuler par un arrêt

du conseil l'appel comme d'abus contre l'instruction pastorale de l'archevêque de Paris ; les avocats signataires de la consultation, choqués de cette mesure , fermèrent leur cabinet pour intéresser le public dans leur cause, et ils déterminèrent la majorité de leurs confrères à prendre le même parti. On en exila dix des plus ardens ; mais ce châtimement n'ayant pas ramené les autres , on voulut bien négocier avec eux. On rappela les dix exilés, et un arrêt du conseil annonça qu'ils étaient bien éloignés de vouloir soutenir les faux principes censurés par l'archevêque.

Le parlement continuait cependant de prononcer sur des matières ecclésiastiques et d'entreprendre sur les droits de l'épiscopat. Il enjoignit par un arrêt du mois d'avril 1731, à l'évêque d'Orléans, d'administrer les sacremens à une femme qui s'était plainte du refus qu'on lui en avait fait. Le roi fit casser cet arrêt par le conseil d'état ; mais le parlement présenta jusqu'à trois fois des remontrances contre cette décision, et n'ayant pu la faire révoquer, il rendit au mois de septembre un arrêt, où il établissait l'indépendance des rois, comme si on l'eût contestée, après quoi, il ajoutait quelques articles ayant pour objet de régler l'exercice de l'autorité ecclésiastique et d'en restreindre les droits. Le roi, justement irrité d'un tel arrêt, rendu le lendemain même du jour où il avait interdit pour la troisième fois toute délibération à ce sujet, le fit casser aussitôt par un arrêt du conseil d'état, et ordonna que la minute en fût rayée sur les registres, et la décision qui l'annulait transcrite à la marge. Toutefois, deux ans plus tard, le parlement rendit encore un arrêt pour ordonner d'informer contre le curé de Saint-Médard, à l'occasion d'un refus de sacremens, et contre les auteurs de deux écrits en faveur de la bulle *Unigenitus*. On supprimait en outre ces deux écrits comme tendant à troubler la tranquillité, parce qu'ils représentaient la bulle comme une règle de foi.

Le roi fit également casser cet arrêt, par ce motif qu'on y statuait sur des matières qui n'étaient pas de la compétence du parlement, et celui-ci, après des remontrances demeurées sans effet, rendit un arrêt le 19 mai 1733, portant que la compagnie persistait dans ses arrêtés et qu'elle ne cesserait de représenter au roi, en toute occasion, combien il importait au maintien de la tranquillité qu'on ne pût révoquer en doute sa compétence à l'effet d'empêcher qu'on ne donnât à la bulle le caractère de règle de foi. C'est ainsi que le parlement prétendait s'ériger en juge des décisions de l'Église. Du reste, il faut remarquer qu'une partie de ses membres n'approuvaient pas ces entreprises scandaleuses.

Depuis quelques années se répandait clandestinement un journal janséniste sous le titre de *Nouvelles ecclésiastiques*, où la cause du parti était soutenue avec tout l'emportement d'un fanatisme ridicule et extravagant. Ce journal, qui paraissait toutes les semaines, avait commencé en 1728, et était rédigé par un prêtre nommé Fontaine de la Roche, qui avait, dit-on, établi ses presses dans un bateau sur la Seine. On le répandait non-seulement à Paris, mais encore dans les provinces, où il avait un grand nombre d'abonnés. La distribution s'en faisait avec tant de hardiesse, qu'on ne manquait pas, lorsque quelqu'un était maltraité dans une feuille, de la lui faire parvenir. Tous ceux qui n'étaient pas favorables au parti, tous les écrits et tous les actes qui avaient pour but de le combattre ou de le réprimer, devenaient l'objet des outrages, des calomnies et des diatribes injurieuses du nouvelliste, qui prodiguait les éloges aux appelans, aux convulsionnaires, aux jansénistes les plus obscurs et aux plus méprisables libelles. Il est étonnant que ce journal clandestin ait pu subsister pendant soixante ans sans que l'autorité ait mis la main sur ceux qui étaient employés à le distribuer. On n'arrêta qu'une fois, en 1731, une femme qui en portait plus de huit cents exemplaires. Le

parlement condamna cette femme à cinq ans de bannissement et les feuilles du libelle à être lacérées et brûlées par le bourreau. Plusieurs évêques s'empressèrent de condamner ce journal et d'en défendre la lecture. L'archevêque de Paris, entre autres, donna au mois d'avril 1732 un mandement à cet effet; mais vingt-deux curés refusèrent de le publier, et sur une nouvelle injonction qui leur fut faite, ils se pourvurent au parlement, où malgré l'arrêt précédemment rendu contre le journal, on ne laissa pas d'en rendre un autre contre le mandement de l'archevêque, apparemment parce qu'il condamnait, avec les Nouvelles ecclésiastiques, deux vies du fameux diacre Paris, dont les prétendus miracles commençaient alors à faire beaucoup de bruit.

François de Paris, diacre appelant, appartenait à une famille parlementaire et avait toujours vécu dans la retraite et l'obscurité, dans la pratique des bonnes œuvres, et même, dit-on, dans les austérités de la pénitence. On prétend néanmoins qu'il passa une fois jusqu'à deux ans sans communier et même sans faire ses Pâques; mais cette omission d'un devoir prescrit par l'Église n'était aux yeux du parti qu'un acte d'humilité, et l'on voyait un autre effet de cette vertu dans la résolution qu'avait prise François Paris de rester diacre, comme se croyant indigne d'aspirer au sacerdoce. On imagina d'en faire un saint et de lui attribuer des miracles, pour appuyer ainsi par l'autorité des prodiges une cause à laquelle il s'était montré extrêmement attaché; car on ne voyait plus guère que ce moyen de soutenir l'appel si solennellement condamné par l'Église. François Paris mourut le 1<sup>er</sup> mai 1727 et fut enterré dans le cimetière de Saint-Médard, où son tombeau ne tarda pas à devenir célèbre. On y vit accourir une foule nombreuse, que l'ignorance ou l'enthousiasme, l'amour du merveilleux, l'autorité de l'exemple ou des vues intéressées, disposaient à croire sur les plus légères apparences tout ce qu'on voulait lui persua-

der. La séduction se propagea rapidement, et les miracles devinrent si fréquens et si multipliés que le ciel semblait les prodiguer, et qu'en peu d'années il s'en opéra plus de deux cents. Un des premiers fut la guérison d'une fille nommée Lefranc, réduite à un état déplorable : oppression continuelle, enflure générale, crachemens de sang, fièvre dévorante, affaissement total, insomnie, privation de la vue, telle était sa situation, lorsqu'elle fut subitement guérie sur le tombeau du diacre. On s'empressa d'en publier une relation où plus de cent témoins avaient prêté leur signature pour certifier ce miracle. Il semblait donc que rien ne pouvait être plus authentique. Cependant l'archevêque ordonna une enquête où l'on entendit quarante des témoins, entre autres la mère, le frère et la sœur d'Anne Lefranc et les chirurgiens qui l'avaient traitée. Leurs dépositions prouvèrent que la relation blessait également la vérité sur les circonstances de la maladie et sur la guérison, que, parmi les certificats imprimés, les uns avaient été surpris ou extorqués, les autres falsifiés, et plusieurs témoins rapportèrent les importunités et les artifices dont on s'était servi pour obtenir leur signature ou altérer leur témoignage. D'autres déclarèrent qu'ils avaient vu cette fille depuis sa guérison prétendue, et qu'ils l'avaient toujours trouvée dans le même état. Enfin la famille Lefranc désavoua le miracle et démentit les faits. En conséquence, M. de Vintimille publia, au mois de juillet 1731, un mandement où il déclarait le miracle faux et supposé, et défendait d'en publier d'autres et de rendre un culte religieux au diacre Paris.

Ce mandement n'arrêta pas les progrès de la séduction et du fanatisme. On suggéra à la fille Lefranc d'en appeler comme d'abus au parlement, et sa requête fut appuyée par une consultation de quatre avocats. On n'oublia pas surtout, pour confondre le mandement, de publier de nouveaux prodiges. Vingt-trois curés de Paris présentè-



rent le 13 août une requête à l'archevêque, pour l'engager à reconnaître cinq miracles dont on avait commencé l'examen sous le cardinal de Noailles, et tellement avérés, disaient-ils, qu'il ne manquait plus que le sceau de l'autorité épiscopale pour les proposer à la vénération des fidèles; puis au mois d'octobre, ils présentèrent une seconde requête avec les relations de treize autres miracles, dont ils s'offraient de fournir les preuves. Bientôt les prodiges se succédèrent avec une rapidité incroyable, et l'on en donnait de pompeuses relations que l'on répandait avec profusion à Paris et dans les provinces, et qui servaient à remplir le journal janséniste. Presque tous étaient opérés sur des gens du peuple, sur des ouvriers, des pauvres et des mendiants, qui trouvaient fort commode pour obtenir des secours et se tirer de l'indigence, de n'avoir qu'à se dire guéris d'une maladie supposée, ou qu'à dissimuler qu'ils en souffraient encore. Quelquefois on engageait les malades à employer les remèdes de la médecine et à cacher aux yeux du public les progrès de la guérison, pour l'attribuer ensuite au bienheureux diacre. Plusieurs médecins certifièrent avoir ainsi traité et guéri des gens qui se gardaient bien de dire qu'ils avaient eu recours à leur ministère. Quelques-uns de ces miracles furent démentis par ceux-là même sur qui on prétendait qu'ils s'étaient opérés. D'autres furent démentis d'une manière plus éclatante par les faits. Nous citerons entre autres, un sourd et muet que l'on assurait avoir recouvré l'ouïe et la parole, et qui amené devant l'archevêque ne put rien répondre aux questions qu'on lui adressa, et une fille qui ne tarda pas à mourir d'une maladie dont elle se prétendait guérie. Du reste, on peut juger de ces miracles par deux de ceux qui firent le plus de bruit. Une femme s'étant rendue le 4 août 1731 au cimetière de Saint-Médard, se coucha toute en sueur sur le tombeau du diacre Paris, et fut frappée de paralysie. Comme c'était peu après le man-

dement de l'archevêque, on imagina de dire qu'elle était venue là pour se moquer du saint diacre, et que la paralysie était une punition divine. Cette femme, transportée à l'Hôtel-Dieu, déclara qu'elle avait eu des pressentimens de son mal avant de se rendre à Saint-Médard, et qu'elle n'y était point allée par dérision. Cependant à force de sollicitations et de promesses, on parvint à en obtenir une déclaration contraire; mais transférée ensuite dans une maison religieuse, elle rétracta devant un grand vicaire de Paris cette déclaration extorquée, et revint à sa première déposition. On eut quelques années plus tard un autre exemple d'une punition plus réelle. Un vitrier qui travaillait à l'église de Saint-Médard, voyant quelques dévots faire des prières sur la tombe du diacre, se permit quelques railleries sur les miracles du prétendu saint. On les entendit, et on lui annonça que le saint pourrait bien le faire repentir de sa témérité. En effet, dès le soir même, une main invisible lança des pierres, des morceaux de tuiles contre les vitres de l'ouvrier, qui toutes volèrent en éclats. Le bruit de cette merveille attira une foule de curieux. Les jansénistes accouraient, dit leur journal, pour s'instruire religieusement du fait, et ce rassemblement, comme on le pense bien, ne servit pas à découvrir d'où partaient les coups. Tout était fini quand la police s'en mêla. On n'arrêta qu'une petite fille qui fut trouvée innocente, de sorte qu'on n'hésita pas à regarder cet événement comme un prodige.

Les convulsions étaient un autre genre de miracles, et presque toujours elles accompagnaient les guérisons. Ce fut au mois de juillet 1731, presque aussitôt après le mandement de l'archevêque, qu'on vit commencer le spectacle de ces scènes extravagantes. Comme on voulait opposer au mandement un miracle éclatant, on engagea un nommé Bescherand, qui était boiteux, à faire une neuvaine sur le tombeau du diacre pour obtenir sa guérison. Il en fit deux, et sa jambe ne se redressait point. Mais

alors la fatigue et la contention d'esprit, ou peut-être le désir de fixer l'attention sur lui, produisirent un autre effet; il éprouva des convulsions réelles ou feintes, des secousses violentes, des mouvemens désordonnés qui le faisaient sauter et s'agiter comme un furieux. On ne balança pas à décider que ces agitations étaient miraculeuses. La foule accourut pour les admirer, et pendant longtemps Bescherand continua d'amuser les curieux et de venir tous les jours sur le tombeau recommencer pour la gloire du parti ses sauts et ses gambades. Il est vrai que son infirmité ne guérissait point; mais on avait soin d'instruire exactement le public de tous les effets merveilleux qu'il éprouvait. Sa célébrité fit naître à d'autres le désir d'avoir des convulsions, et l'on vit bientôt près de cent personnes, de tout âge et de tout sexe, s'agiter, se tordre, sauter, crier et faire mille extravagances. On voyait surtout des femmes se coucher sur la tombe et se livrer à des mouvemens si violens, qu'il fallait être à leurs côtés pour prévenir des indécences, et d'autres éprouver des mouvemens semblables, tantôt assises sur les genoux des hommes, tantôt debout entre leurs bras; car on n'osait les laisser à elles-mêmes, et il fallait les tenir pour empêcher ces agitations convulsives de leur devenir funestes. Le spectacle de ces folies attira un concours prodigieux. Enfin le 27 janvier 1732, le roi ordonna de fermer la porte du cimetière et fit mettre des gardes à l'entour. Il est incroyable combien cette mesure excita de clameurs et de plaintes contre la témérité d'un roi de la terre qui voulait, disait-on, imposer silence à Dieu et mettre des bornes à sa puissance. Les convulsionnaires donnèrent leurs représentations dans des maisons particulières, et ces extravagances qui déshonoraient le parti trouvèrent des admirateurs dans toutes les classes, même dans le parlement, et se perpétuèrent avec plus ou moins de vogue jusque vers la fin du dernier siècle.

On ne se contenta pas de confondre par de nouveaux

miracles le mandement de l'archevêque contre le culte du bienheureux diacre; on voulut opposer à la décision du prélat l'autorité du parlement, où le nouveau saint comptait de nombreux partisans. Un arrêt avait déjà été rendu vers la fin de l'an 1731, pour supprimer un décret du pape contre une vie du diacre Paris et contre ses miracles, lorsque le mandement de l'archevêque fut dénoncé le 28 mars 1732, par le conseiller Paris, frère du diacre; mais le roi, par un arrêt du conseil en date du 3 mai, fit défense au parlement de prendre connaissance de cette affaire ou de toute autre concernant les prétendus miracles, et renouvela les arrêts précédemment rendus pour interdire les libelles contre la constitution *Unigenitus*. Toutefois cette défense n'arrêta pas les entreprises du parlement, qui voulut statuer peu de jours après sur la requête des curés au sujet du mandement contre les Nouvelles ecclésiastiques. Le roi lui fit signifier par le chancelier d'Aguesseau un nouvel ordre de s'abstenir de toutes les affaires relatives à la bulle, et le chancelier en expliqua les motifs dans un discours plein de sagesse. Mais on vit éclater à ce sujet une opposition violente que le premier président s'efforça vainement d'apaiser. Le roi fit venir alors quelques députés du parlement, leur réitéra ses ordres, et crut devoir punir par l'emprisonnement les conseillers Pucelle et Titor, qui s'étaient le plus signalés par la véhémence de leurs discours. Tous les magistrats prennent fait et cause pour leurs collègues, se retirent chez eux, et refusent de rendre la justice. Des lettres patentes leur sont adressées le 25 mai pour leur ordonner de reprendre leurs fonctions. Le parlement les enregistre, et arrête aussitôt après, que le mandement de l'archevêque contre les Nouvelles ecclésiastiques sera remis aux gens du roi pour être examiné, puis le 13 juin, il rend un arrêt qui reçoit l'appel comme d'abus du procureur général contre le mandement. Le roi fit arrêter quatre conseillers, et casser l'arrêt du parlement par un

arrêt du conseil d'état, avec défense aux magistrats de rien proposer qui fût contraire à cette décision, sous peine de privation de leurs charges. Aussitôt plus de cent cinquante conseillers donnent leur démission. Il n'y eut dans les chambres des requêtes et des enquêtes que cinq membres qui ne prirent point ce parti. La grand'chambre voulut continuer ses fonctions, mais les avocats refusèrent de plaider. Enfin on eut recours à la voie des négociations; le roi accorda quelques jours aux chambres démissionnaires pour réfléchir sur leur démarche, et les conseillers convinrent de retirer leurs démissions.

Comme les convulsionnaires continuaient de se donner en spectacle dans les maisons particulières, le roi publia, le 16 février 1733, une ordonnance pour défendre, sous peine de prison, de tenir ces assemblées et d'y assister. Le nombre de ces fanatiques se multipliait chaque jour, et leurs représentations en changeant de théâtre étaient devenues plus extravagantes. Des gens réduits à l'indigence s'empressaient d'adopter un métier qui leur procurait sans travail des secours assurés et les rendait l'objet des soins, des caresses et de la vénération du parti. Il est à remarquer en effet que presque tous les convulsionnaires étaient des pauvres sans piété, des femmes d'une réputation suspecte, des hommes sans mœurs, des personnes enfin de la classe la plus méprisable, et qui ne pouvaient que gagner à ce métier. On ne saurait se faire une idée de toutes les folies qu'une telle espèce de saltimbanques offrait à l'admiration des dévots. L'œuvre des convulsions, car c'est ainsi qu'on l'appelait, devint un mélange d'inepties, d'impiétés et de scènes cruelles, indécentes ou séditieuses. On voyait des femmes perchées sur la tête des hommes, dogmatiser contre la bulle, d'autres accroupies se faire la barbe pour imiter le diacre Paris, et presque toutes faire exercer sur elles-mêmes des violences ou des cruautés qui servaient, disait-on, à les soulager. Celle-ci se faisait tirer

par les quatre membres; celle-là se faisait frapper sur le dos par deux hommes qu'on relevait lorsqu'ils étaient fatigués, car cet exercice durait quelquefois plusieurs heures, et l'on assure qu'il y eut des filles dont les convulsions se renouvelant pendant des mois entiers, exigèrent trente à quarante mille coups de bûche sur le corps. Une d'elles recevait quelquefois, dit-on, sur la tête jusqu'à cent coups d'un chenet de vingt-cinq livres pesant. Tels étaient les secours qu'il fallait donner aux convulsionnaires; mais pour la plupart de ces filles, les secours n'étaient qu'un prétexte pour couvrir de honteux penchans. Elles voulaient toujours en effet, dans leurs convulsions, se faire aider par des hommes qu'on appelait frères servans, et dont elles exigeaient les services les plus indécens. La plupart des convulsionnaires dans les commencemens prétendaient avoir le don de prophétie et d'autres lumières surnaturelles; plusieurs firent des prédictions qui furent, comme on le présume bien, démenties par l'événement; mais cette preuve de fausseté ne fit pas cesser l'illusion. Quelques-uns prétendaient communiquer le Saint-Esprit par une parodie du baptême ou de l'imposition des mains. Enfin on vit une fille porter l'impiété jusqu'à célébrer la messe et des prêtres du parti assister à cette profanation. Il est facile de deviner après toutes ces preuves de fanatisme quel pouvait être le caractère des discours tenus par les convulsionnaires. On en fit paraître en 1734 un recueil rempli d'extravagances, de traits blasphématoires, et surtout des plus violentes invectives contre le pape, contre les évêques et contre le roi. Ce recueil et d'autres excès des convulsionnaires donnèrent lieu à des poursuites. Un fanatique nommé Vaillant, qui prétendait être Élie, fut enfermé à la Bastille. Un autre appelé Augustin Coz se disait le second Jean Baptiste, le précurseur d'Élie, l'homme sans péché, et couvrait sous un voile d'hypocrisie les plus effroyables dérèglemens. Il eut des sectateurs qui formèrent une branche particulière sous



le nom d'augustinistes , et dont les assemblées offraient des scènes révoltantes de sacrilèges et de turpitudes. Ce fanatique, sur un réquisitoire de l'avocat général Gilbert des Voisins, fut décrété de prise de corps avec quatre ou cinq autres convulsionnaires. Trois filles furent enfermées, et l'on vit aussitôt le parti se remuer en leur faveur. On présenta en leur nom au parlement trois requêtes que l'on ne craignit pas de faire imprimer et qui étaient une apologie des convulsions. Douze avocats appuyèrent ces requêtes par une consultation, et plusieurs conseillers se prononcèrent eux-mêmes ouvertement en faveur de ces filles et de leurs œuvres miraculeuses ; mais le parlement ne laissa pas de rejeter les requêtes.

Cependant les impiétés et les infamies des convulsionnaires finirent bientôt par révolter une partie des appelans, qui jugèrent nécessaire de prévenir ou de réprover ces écarts du fanatisme. Il y eut en 1732 et 1733 plusieurs conférences où l'on voulut établir des règles contre la licence et le scandale. Mais les convulsionnaires refusèrent de s'y soumettre et continuèrent leurs scènes extravagantes. Il en résulta des divisions dans le parti. Car un grand nombre des plus célèbres appelans se déclarèrent ouvertement contre les convulsions ; d'autres, sans les rejeter toutes, voulaient qu'on en fit un discernement, pour ne pas confondre l'œuvre de Dieu avec celle du démon, et comme ils n'avaient pour ce discernement que des règles arbitraires, on conçoit bien qu'ils se divisèrent encore dans leur jugement sur les faits particuliers ; enfin d'autres continuèrent d'admettre sans distinction toutes ces folies scandaleuses. Le célèbre Duguet, qui mourut en 1733, fut un des premiers qui s'élevèrent dans le parti contre les convulsions, et deux ans plus tard trente docteurs, parmi lesquels on remarque Delan, Débonnaire, d'Asfeld, Petitpied, Fouillou et Besoigne, signèrent et publièrent une consultation, où ils prononçaient que les convulsions n'étaient point l'œuvre de Dieu,

et que ces scènes de folie , de fanatisme et de scandale devaient être livrées à tout le mépris qu'elles méritaient. Quant aux miracles , les docteurs s'abstenaient d'en parler ; mais ils posaient des principes qui tendaient à les rendre fort douteux. Leur décision fut vivement attaquée. On leur reprocha de rejeter une œuvre divine qu'ils avaient d'abord reconnue comme telle , d'anéantir une des preuves les plus glorieuses en faveur de l'appel , de se séparer des évêques appelans et de rompre avec les colonnes de l'Église. En effet, les évêques de Montpellier et de Senez , et l'évêque de Babylone , étaient avec les docteurs Boursier et d'Etemare à la tête du parti qui voulait admettre les convulsions avec discernement. Ceux-ci se virent en butte aux attaques des deux autres partis , et ces disputes donnèrent lieu à une foule d'écrits pour ou contre les convulsions. Jamais controverse ne fut plus animée ; les apologies, les attaques, les défenses et les récriminations se succédaient sans fin , et les disputes se compliquaient chaque jour davantage par le fractionnement des convulsionnaires en différentes branches. Il y eut des augustinistes, des vaillantistes, des ottinistes, des mongeronistes et beaucoup d'autres bandes particulières qui prenaient le nom de leurs chefs , et qui presque toutes s'attaquaient réciproquement.

Un conseiller du parlement, Basile de Mongeron , se signala par l'ardeur et l'extravagance de son fanatisme. Il raconte lui-même qu'il menait une vie fort déréglée , lorsqu'en 1731 il alla au cimetière de Saint-Médard , où le spectacle dont il fut témoin opéra en lui un changement subit ; et pour rendre témoignage à l'œuvre divine , il publia en 1737 un livre intitulé , Vérité des miracles opérés par l'intercession de M. Paris et autres appelans , car on en attribuait aussi à Quesnel , à l'évêque de Senez et à plusieurs autres saints du parti. Mongeron alla lui-même à Versailles présenter ce livre au roi , et il en remit également des exemplaires au duc d'Orléans , au premier

président et à divers personnages. Ce trait de fanatisme le fit aussitôt renfermer à la Bastille. On le trouva entouré d'une foule d'enthousiastes qu'il logeait chez lui et qui entretenaient ses rêveries par leurs éloges. Le parlement voulut bien présenter des remontrances en sa faveur, mais elles n'eurent aucun effet. Mongeron publia depuis deux autres volumes où il faisait l'apologie des convulsions, les attribuait indistinctement à la puissance divine, et prenait même la défense des secours violens et de toutes les autres folies pratiquées par les convulsionnaires. Quelques-uns des appelans, entre autres l'évêque d'Auxerre et Poncet Desessarts, qui était lui-même partisan des convulsions, écrivirent pour le réfuter; mais on leur opposa dans une brochure les suffrages d'une soixantaine d'enthousiastes qui regardaient le livre de Mongeron comme inspiré de Dieu. Nous citerons encore parmi d'autres fanatiques qui se distinguèrent par leur enthousiasme, ou qui jouèrent un rôle dans les convulsions, la marquise de Vieuxpont, chez qui se tenaient des assemblées pour les opérations du prodige; une fille convulsionnaire, nommée Gabrielle Moler, qui était en grande réputation dans le parti pour ses merveilles, un prêtre nommé du Tronchet, qui se rendit également fameux sous le nom de frère Victor; enfin un frère Ottin, dont les sectateurs publièrent qu'il avait eu deux apparitions du prophète Élie. Ce convulsionnaire fut arrêté en 1741 à Saint-Médard, et enfermé à Bicêtre.

D'autres divisions éclatèrent parmi les appelans à l'occasion du figurisme. C'était un système qui consistait à tourner l'Écriture sainte en allégories, pour y trouver par des interprétations arbitraires la prédiction et la figure de ce qui devait arriver à l'Église. On croit qu'il eut pour auteur l'abbé d'Étemare, fameux appelant qui voulut chercher au moyen de ces allégories des motifs d'espérance et de consolation pour son parti. Il voyait partout dans l'Ancien Testament une figure de ce qui se passait

de son temps, et à force de commentaires et de rêveries sur les prophéties et sur l'Apocalypse, il crut avoir trouvé que l'acceptation de la bulle *Unigenitus* était l'apostasie prédite, et que le prophète Élie devait bientôt arriver et les Juifs se convertir pour réparer les pertes de l'Église. On ne pouvait plus espérer en effet après l'acceptation de la bulle le triomphe de la saine doctrine par les voies ordinaires. On s'imagina donc que Dieu viendrait au secours de son Église par quelque moyen extraordinaire et éclatant qui servirait à opérer un renouvellement général. On voulut opposer l'autorité des miracles à celle des pasteurs, et le figurisme avait pour objet d'appuyer cette prétention et d'en trouver les fondemens dans l'Écriture sainte. Ce système fut adopté par Boursier, par Poncet Desessarts, par le rédacteur des Nouvelles ecclésiastiques, et par la plus grande partie des appelans. On parvint à le faire approuver par les évêques de Montpellier, de Senes et de Babylone, qui publièrent des écrits pour le soutenir. Mais il fut vivement combattu par quelques docteurs appelans que l'on nomma antilfiguristes, et dont les principaux étaient Débonnaire, Mignot et Latour. Enfin il y eut un troisième parti qui prétendait garder un juste milieu, et qui en réprochant les convulsions ménageait le figurisme; il avait pour chefs les docteurs Delan, d'Asfeld, Besoigne, Fouillou et Petitpiéd. Cette controverse, comme celle des convulsions, donna lieu à une multitude d'écrits où les différens partis ne se ménageaient pas. Les figuristes accusèrent leurs adversaires de témérité et de socinisme, tandis que ceux-ci reprochaient avec plus de raison aux figuristes d'anéantir la perpétuité de l'Église et de n'appeler que pour la forme à un concile dont ils n'étaient pas disposés à reconnaître l'autorité. Nous ne parlerons pas de quelques autres discussions moins importantes qui s'élevèrent dans le parti sur la crainte et la confiance et sur la distinction des vertus théologales. Les écrits qu'elles firent naître

sont depuis longtemps oubliés, et leur objet même ne peut offrir aucun intérêt.

L'archevêque de Paris voyant le fanatisme et l'illusion se propager, fit examiner en 1735 les procès-verbaux que lui avaient envoyés quelques-uns de ses curés à l'appui des miracles du diacre Paris; le promoteur de l'officialité discuta particulièrement les cinq guérisons alléguées dans la première requête des curés, et démontra qu'elles étaient ou fausses, ou naturelles; après quoi l'archevêque publia le 8 novembre une ordonnance, où il déclarait ces prétendus miracles indignes de créance, renouvelait la défense d'en publier aucun autre, et s'élevait avec force contre l'ignominie et l'extravagance des convulsions. D'autres prélats, et notamment M. Languet, archevêque de Sens, donnèrent aussi des instructions pastorales, où ils combattaient en détail les miracles publiés dans les écrits du parti et en faisaient voir le ridicule, l'illusion et la fausseté. Dom la Taste, bénédictin, depuis évêque de Bethléhem, composa dans le même but plusieurs lettres dont quelques-unes surtout sont curieuses par les détails qu'elles contiennent sur les disputes du parti. Une dame appelante, nièce de l'abbé Duguet, publia de son côté un journal des convulsions, dont l'exposé suffisait bien pour les vouer au mépris. Mais cette folie survécut au ridicule et donna bientôt de nouvelles scènes plus monstrueuses. Le père Patouillet, jésuite, en fit connaître quelques détails en 1753, dans une brochure intitulée les Progrès du jansénisme, par frère Lacroix. Quelques années plus tard, la Condamine, membre de l'Académie des sciences, et Dudoyer de Gastel, donnèrent des relations de trois assemblées où ils étaient venus à bout de se faire introduire. Il s'agissait d'un spectacle extraordinaire dont on avait déjà fait l'essai en 1733, et que sa barbarie avait fait alors généralement repousser, mais que l'on crut devoir donner quelquefois dans la suite, pour réveiller l'admiration. C'était le cru-

cissement de quelques convulsionnaires. Deux de ces assemblées se tinrent en 1759, et furent présidées par le père Cottu, de l'Oratoire. Dans la première, tenue le vendredi saint, on crucifia la sœur Françoise, à qui le père Cottu cloua lui-même les pieds et les mains, et qui resta trois heures sur la croix. Elle avait déjà été crucifiée deux fois l'année précédente, et quand on la décloua, elle parut souffrir beaucoup, mais sans se plaindre. Une jeune convulsionnaire nommée Marie se montra moins endurcie au métier; il fallut la déclouer au bout de trois quarts d'heure, car elle semblait expirante. La sœur Françoise avait annoncé que dans une seconde séance, tenue la même année, elle ferait brûler sa robe sur son corps, sans ressentir les atteintes du feu. Elle se fit donner d'abord les secours vulgaires, les coups de poing, les coups de bâton, et se fit pointer avec des épées. Mais on la pressa vainement d'exécuter le prodige annoncé; elle eut peur d'être brûlée avec sa robe. La troisième assemblée se tint en 1760, chez un avocat nommé Delabarre, où deux filles convulsionnaires restèrent une heure en croix. Il était en train d'administrer les secours à une autre sœur, de lui marcher sur le corps, de lui donner des coups de bûche, quand la police vint troubler le spectacle. Delabarre fut condamné à neuf ans de bannissement, et quatre filles convulsionnaires à trois ans de prison. Des scènes semblables eurent lieu en 1785, et les années suivantes, à Fareins, près de Tresvoux; elles étaient présidées par un nommé Bonjour, curé du lieu, qui fut arrêté en 1787 et renfermé dans un monastère; mais la révolution vint lui rendre la liberté et les moyens de recommencer ses folies. Divers écrits furent publiés vers le même temps sur les convulsions, entre autres un livre intitulé *Notion sur l'œuvre des convulsions et des secours*, où l'on expose les prodiges de quelques sœurs convulsionnaires et les prophéties d'un père Pinel, oratorien, qui jouait un rôle dans ces farces ridicules. Il consigna lui-même ses rêve-



ries dans un écrit intitulé *Horoscope des temps, ou Conjectures sur l'avenir*. Un père Michel, dominicain, publia aussi vers ce temps quelques écrits en faveur des convulsions, et l'an 1806, le père Lambert, également dominicain, fit encore l'apologie de ces extravagances et renouvela les rêveries du figurisme, dans un écrit intitulé *Exposition des prédictions et des promesses faites à l'Église pour les derniers temps de la gentilité*. Enfin, la même année, la police arrêta Bonjour, auteur des scènes de Fareins, qui continuait de tenir des assemblées avec un enfant que l'on présentait sous le nom d'Élie, comme l'auteur futur du renouvellement de l'Église. C'est le dernier symptôme connu de cette folie, dont nous avons présenté ici toute l'histoire, pour n'avoir plus à revenir sur ces scènes honteuses et révoltantes.

Le pape Benoît XIII était mort le 21 février 1730, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Son zèle, sa piété, et ses aumônes abondantes, auraient fait chérir sa mémoire, s'il n'eût malheureusement donné sa confiance à des ministres qui en abusèrent. Il avait nommé vingt-neuf cardinaux, parmi lesquels on remarque le cardinal de Fleury, ancien précepteur de Louis XV, et qui fut longtemps premier ministre; les cardinaux Quirini, évêque de Brescia, auteur de plusieurs ouvrages de critique et d'érudition; Vincent-Louis Gotti, dominicain, célèbre par ses ouvrages de controverse, Laurent Cozza, dont on a plusieurs traités de théologie, et Prosper Lambertini, qui devint pape sous le nom de Benoît XIV. Le conclave pour l'élection du nouveau pape dura plus de quatre mois, et les suffrages se portèrent d'abord en grand nombre sur le cardinal Corradini, également distingué par sa science et sa piété; mais son élection échoua par l'opposition de l'empereur et du roi d'Espagne. Enfin le 12 juillet, on élut le cardinal Corsini, évêque de Frascati, né à Florence, qui prit le nom de Clément XII. Il était âgé de soixante-dix-huit ans, mais il ne laissa pas d'occuper dix ans le trône

pontifical. Il eut à s'occuper sur-le-champ des plaintes générales contre les malversations du cardinal Coscia, qui s'était rendu si odieux, qu'aussitôt après la mort de Benoît XIII, un soulèvement populaire l'obligea de quitter son palais, qui fut pillé, et même de sortir de Rome, où il ne put rentrer que de nuit pour assister au conclave. Clément XII lui fit donner sa démission de l'archevêché de Bénévent, et nomma une congrégation de cardinaux pour examiner sa conduite. Le cardinal Coscia, après s'être enfui secrètement, sollicita la protection de l'empereur, qui refusa de s'intéresser à son affaire. Il fut donc obligé de revenir à Rome, et fut mis en jugement. Son procès dura plus d'un an, et au mois de mai 1733, il fut condamné à dix ans de prison, à une amende de cent mille ducats, et à restituer les sommes qu'il avait prises ou reçues injustement. Le cardinal Fini fut aussi l'objet de quelques poursuites. Il eut à subir plusieurs interrogatoires, et le pape lui fit défense de paraître aux consistoires et autres cérémonies publiques. Mais il paraît qu'il se justifia; il fut du moins rétabli en 1732 dans tous les droits et privilèges de sa dignité. On lui reprochait surtout d'avoir coopéré au concordat passé entre Benoît XIII et Victor-Amédée, roi de Sardaigne, pour terminer les différends qui existaient depuis longtemps entre les deux cours au sujet des immunités ecclésiastiques et de la collation des bénéfices. Comme plusieurs églises demeuraient vacantes par suite de ces discussions, Benoît XIII avait jugé à propos de consentir à un traité qui laissait au roi la présentation des évêques, et l'abandonner en outre quelques droits temporels, dont la perte occasionna des mécontentemens à Rome; ce qui déterminâ Clément XII à casser le concordat. Toutefois quelque temps après, par un nouvel accommodement, le roi de Sardaigne obtint la présentation aux évêchés de ses états, et un chapeau de cardinal à sa nomination, comme les autres monarques. Une affaire particulière et

peu importante avait occasionné une rupture entre la cour de Portugal et celle de Rome. Le roi de Portugal avait demandé un chapeau de cardinal pour le prélat Bichi, nonce à Lisbonne, et ne l'ayant pas obtenu, il refusa d'abord de recevoir un autre nonce qui fut nommé à la place de ce prélat; puis il défendit, au mois de juillet 1728, tout commerce avec la cour de Rome. Cette affaire fut accommodée par Clément XII, qui en 1731 éleva Bichi au cardinalat. Ce pape étendit particulièrement sa sollicitude aux besoins des missions. Il donna plusieurs brefs pour ordonner l'exécution des décrets concernant les cérémonies chinoises et les rites malabares. Il envoya chez les Maronites de Syrie, en qualité de légat, le prélat Joseph-Simon Assemani, qui était de ce même pays et qui s'est rendu célèbre par ses savans ouvrages sur l'histoire et la discipline des Églises orientales. Ce légat devait engager les évêques à se réunir en concile pour la réforme de quelques abus; ils s'assemblèrent en effet le 30 septembre 1736, et firent divers réglemens, qui furent envoyés à Rome et confirmés cinq ans plus tard par Benoît XIV. Il y eut à ce concile, présidé par le patriarche, quatorze évêques maronites, deux syriens et deux arméniens, avec plusieurs abbés et un grand nombre de curés ou d'autres prêtres du pays. L'année suivante, Clément XII envoya François de la Baume, évêque d'Halicarnasse, comme visiteur apostolique, avec quelques autres missionnaires en Cochinchine, où la religion chrétienne jouissait alors d'une assez grande liberté. Mais il s'y était élevé des divisions, comme dans les contrées voisines, au sujet de quelques pratiques superstitieuses, et le légat était chargé de reconnaître par lui-même l'état des choses et de réformer les abus. Il publia en 1740 une ordonnance, où il statuait sur différentes pratiques usitées dans le pays et sur un conflit de juridiction entre quelques missionnaires. Cette ordonnance ne termina pas les différends, et quatre

ans plus tard, Benoît XIV fit à ce sujet divers réglemens pour les églises de la Cochinchine, et chargea M. Costa, vicaire apostolique au Tong-king, de les faire exécuter.

L'incrédulité continuait de faire des progrès en France et d'attaquer la religion dans des libelles plus ou moins audacieux. Le parlement de Paris condamna au feu en 1734 un écrit intitulé les Princesses malabares ou le célibat philosophique, dont l'auteur était, dit-on, un nommé Pierre de Longue, qui se déclarait ouvertement ennemi de toute religion, et les Lettres philosophiques de Voltaire, dont la haine contre le christianisme devenait chaque jour plus violente. Cet écrivain, également célèbre par ses talens et par l'abus qu'il en a fait, était né en 1694, et était fils d'un ancien notaire nommé Arouet. Mais il renonça bientôt à ce nom bourgeois pour se faire appeler M. de Voltaire; car il est remarquable que ce prétendu champion de la philosophie montra constamment toutes les prétentions de la vanité aristocratique et le plus profond mépris pour le peuple, dont il devint l'idole. On voit partout des preuves de ce mépris dans ses ouvrages et particulièrement dans sa correspondance. Il fut introduit fort jeune encore par l'abbé de Châteauneuf chez la fameuse Ninon de l'Enclos et dans la société du Temple, où il puisa ces principes d'irréligion, de scepticisme, de matérialisme et d'immoralité, qui ont souillé sa vie et ses écrits. Ayant achevé ses études, il essaya diverses carrières, et travailla quelque temps chez un procureur, où il se lia avec un autre clerc nommé Thiriot, qui fut dans la suite un de ses principaux correspondans. Mais une inclination irrésistible, fortifiée par l'amour de l'indépendance et de la célébrité, entraînait le jeune Arouet vers la littérature. Son esprit vif et brillant, la verve et l'éclat de ses poésies lui firent bientôt une grande réputation; et ses premiers écrits révélèrent un ennemi déclaré du christianisme et de toutes les croyances religieuses. La tragédie d'OEdipe,

qu'il fit représenter en 1718, annonçait déjà par deux vers devenus fameux l'intention de faire servir la scène à propager les maximes de l'incrédulité. Il attaqua ouvertement le christianisme dans un autre ouvrage qu'il n'osa pas publier alors, et qui ne parut que plusieurs années après sous le titre d'Épître à Uranie. La Henriade qu'il commença vers le même temps, contient aussi de nombreuses attaques plus ou moins directes contre la religion, des maximes contraires à ses dogmes, des insinuations odieuses ou des satires violentes contre ses ministres, et des déclamations qui tendent à la flétrir sous le nom de fanatisme et à répandre l'indifférence. La tendance irréligieuse de ce poëme est si manifeste, que le gouvernement refusa un privilège pour l'imprimer, et qu'un des panégyristes de l'auteur en a regardé la publication comme le service le plus important rendu à la philosophie. Voltaire s'attira en 1725 par les saillies amères de sa vanité une vengeance cruelle et humiliante de la part d'un grand seigneur, et l'ayant provoqué en duel, il se vit menacé par une lettre de cachet, qui l'obligea de prendre la fuite. Il se retira en Angleterre, où il demeura plusieurs années. Les liaisons qu'il y contracta avec quelques déistes, et notamment avec lord Bolingbroke, ne contribuèrent pas peu à fortifier sa haine contre le christianisme ou du moins à la rendre plus audacieuse. Il était à peine de retour en France que la hardiesse de ses écrits attira contre lui la sévérité du gouvernement. Une comédienne nommée Lecouvreur venait de mourir, et on refusa de l'inhumer en terre sainte. Il fit en 1730 des vers sur sa mort, et déclama à cette occasion contre l'ingratitude et la superstition de ses compatriotes, il loua l'Angleterre, seul pays où l'on ose penser et d'où l'on a chassé à la fois les préjugés et les tyrans. La témérité de cet écrit l'obligea de nouveau à se cacher. Il ne laissa pas de publier peu de temps après des Lettres philosophiques sur les Anglais, pleine

de satires et de railleries contre le clergé et contre la religion. Il y insinuait la doctrine révoltante du matérialisme, professait ouvertement le scepticisme et l'indifférence, et sapait les fondemens du christianisme par des sophismes sur les prophéties et sur les miracles. Le parlement de Paris en condamnant l'ouvrage ordonna d'informer contre l'auteur, qui fut exilé par une lettre de cachet. Mais Voltaire, par cette dissimulation effrontée dont on verra tant d'autres exemples, désavoua les lettres, et échappa ainsi au châtiment. Il publia ensuite son *Épître à Uranie*, sous le nom de l'abbé de Chaulieu. Il faisait jouer en même temps des pièces de théâtre, où il ne manquait pas d'étaler ses maximes d'indifférence religieuse. Un écrit intitulé *le Mondain*, publié en 1736, où il faisait l'apologie du luxe et préconisait toutes les jouissances du matérialisme, lui attira, dit Condorcet, les reproches non-seulement des dévots; mais de plusieurs philosophes austères et respectables. Il avait contracté avec la marquise du Châtelet une liaison scandaleuse qui dura longtemps. C'était une femme mariée, qui joignait à l'amour du luxe et du plaisir un goût passionné pour les sciences, pour la philosophie et la métaphysique. Ils se retirèrent ensemble au château de Cyrey, appartenant à la marquise, près de Vassy en Champagne, et ce fut là que Voltaire pendant un séjour de plus de dix ans composa ses *Élémens de la philosophie de Newton*, son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, ses *Discours sur l'homme*, quelques-unes de ses plus belles tragédies, et le poème infâme de la *Pucelle*. Mais la plupart de ces ouvrages ne furent publiés que longtemps après; car Voltaire, qui désirait entrer à l'Académie française, avait compris que de nouvelles productions irréligieuses lui en fermeraient les portes. Il était depuis longtemps en correspondance avec Frédéric, roi de Prusse, lorsque le duc de Richelieu, qui le protégeait, parvint à le faire charger d'une mission secrète auprès



de ce prince, que le gouvernement français désirait engager dans une ligue contre Marie-Thérèse, fille de l'empereur Charles VI. Le succès de cette mission et quelques poésies fort médiocres à l'occasion du mariage du dauphin et sur la bataille de Fontenoi gagnèrent à Voltaire les faveurs de la cour. Il fut nommé par le crédit de madame de Pompadour gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, et le premier usage qu'il fit de son titre de courtisan fut d'obtenir une lettre de cachet pour faire mettre à la Bastille un nommé Tavenol, qui avait écrit contre lui. Cependant malgré l'éclat de ses talens, il se voyait toujours repoussé de l'Académie française. Il voulut détruire l'impression défavorable produite par ses libelles contre la religion, et répandit successivement deux lettres hypocrites, l'une adressée à un académicien, l'autre au père Latour, jésuite, où il se déclarait adorateur d'une religion dont la morale fait du genre humain une seule famille, et protestait que si l'on avait jamais imprimé sous son nom une ligne qui pût scandaliser, il était prêt à la déchirer. Il faisait en outre dans cette dernière lettre l'apologie des jésuites contre les Provinciales de Pascal. Ces protestations de parade eurent leur effet ; il fut admis en 1746 à l'Académie, et peu de temps après il publia un roman intitulé *Zadig*, plein d'impiétés si révoltantes qu'il n'osa pas s'en avouer l'auteur. Il se rendit en 1750 à Berlin, où il était appelé depuis plusieurs années par Frédéric, dont l'âme froide et égoïste avait secoué le joug de toute doctrine religieuse et embrassé le funeste système d'une philosophie sceptique et matérialiste. Ce fut là que Voltaire composa le poème de la *Loi naturelle*, l'*Histoire du siècle de Louis XIV* et une partie du *Dictionnaire philosophique*. La cour de Berlin était devenue l'asile de beaucoup d'autres incrédules, que Frédéric admettait dans son intimité et qui rivalisaient de fanatisme et de haine contre la religion. « Jamais, dit Voltaire dans ses *Mémoires*, on ne parla dans

aucun lieu du monde avec tant de liberté de toutes les superstitions des hommes, et jamais elles ne furent traitées avec plus de plaisanteries et de mépris. » Il ne fut pas longtemps sans se brouiller avec le monarque, et après beaucoup de discussions, de querelles et de raccommodemens peu sincères, il s'échappa de Berlin comme d'une prison. Arrêté à Francfort par ordre du roi, il y subit le traitement le plus désagréable et le plus mortifiant. Comme il apprit qu'il pourrait être inquiété à Paris, il erra quelque temps en Alsace et en Lorraine; puis en 1758 il se fixa près de Genève à Ferney, où il passa le reste de sa vie, et ce fut surtout dès ce moment qu'on le vit multiplier avec un incroyable redoublement de haine et d'activité ses attaques contre la religion.

Les progrès de l'incrédulité avaient amené l'établissement de la société des francs-maçons, qui ne servit pas peu à la propager dans toutes les classes. Il serait difficile de marquer l'origine précise de cette société, dont on voit déjà le modèle et peut-être le germe dès les premiers siècles du christianisme. On sait en effet que les manichéens formaient une société secrète qui au milieu d'une foule d'absurdités proclamait le principe de l'incrédulité moderne, qu'on ne doit croire que ce que la raison peut comprendre, et qui poursuivait en même temps le double but des prétendus philosophes du dix-huitième siècle, c'est-à-dire la ruine de la religion et celle des gouvernemens. Une des maximes de la secte était de dissimuler sa doctrine, de jurer et de se parjurer au besoin plutôt que de trahir le secret. C'est par ce moyen qu'elle se perpétua malgré les lois qui la proscrirent, et l'on a vu qu'au moyen âge elle était devenue assez nombreuse pour ne plus craindre de se montrer. Les croisades contre les Albigeois et les poursuites de l'inquisition servirent à l'affaiblir et à la faire rentrer dans l'ombre, mais ne la détruisirent pas. Tout porte à croire qu'une partie des templiers en adopta les principes et les

pratiques mystérieuses. Il est également probable que la secte continua plus tard de se perpétuer en modifiant sa doctrine, et ce fut peut-être par la tradition de son exemple comme par l'héritage de son système d'incrédulité que se formèrent les sociétés secrètes des temps postérieurs. Quoi qu'il en soit, les sociétés des francs-maçons ne commencèrent à être connues que dans les premières années du dernier siècle. Ce fut, dit-on, vers l'an 1725 que lord Dewent-water et quelques autres Anglais établirent à Paris une loge que l'on regarde comme la première de France, et on assure qu'en peu de temps elle se trouva composée de cinq ou six cents frères. Il s'en établit bientôt plusieurs autres, dont les réunions attirèrent enfin l'attention du gouvernement. On fit fermer en 1738 une loge à la Rapée, et on arrêta même quelques francs-maçons qui s'assemblaient malgré les défenses. Ces mesures ne ralentirent pas les progrès de la société maçonnique. Elle choisit la même année pour grand maître le duc d'Antin, et trois ans après, pour se couvrir d'une protection plus puissante, elle conféra cette dignité au comte de Clermont, prince du sang. Plusieurs princes défendirent vers cette époque les réunions de francs-maçons. Le pape Clément XII les condamna par une bulle du 28 avril 1738, et cette condamnation fut confirmée en 1751 par Benoît XIV. Elle était fondée principalement sur le secret mystérieux de ces associations, sur le serment qu'elles exigeaient, et sur les soupçons légitimes qu'autorisaient naturellement la ténébreuse obscurité dont elles s'enveloppaient. Quelques écrivains ont publié des recherches sur le but et les desseins de la franc-maçonnerie. L'abbé Barruel, entre autres, a rassemblé dans ses Mémoires sur le jacobinisme un grand nombre de faits, de documens et de circonstances qui tendent à montrer dans ces sociétés secrètes un complot contre la religion. On a contesté quelques-unes de ses découvertes et des inductions qu'il

en tire ; mais quand les indices qu'il donne ne seraient pas tous exacts, ni tous concluans, il resterait toujours assez de faits incontestables pour autoriser sa conclusion et rendre la franc-maçonnerie légitimement suspecte. Car si elle n'avait qu'un but louable, si elle n'était, comme on le prétend, qu'une association de philanthropie, pourquoi ce grand mystère et ces sermens de ne point en révéler le secret ? pourquoi ce langage énigmatique, ces épreuves multipliées et ces cérémonies bizarres, qui semblaient évidemment destinées à envelopper un secret condamnable, dont le voile ne devait se lever pour les initiés eux-mêmes qu'autant qu'ils parviendraient aux grades plus avancés.

Le parlement de Paris poursuivait ses entreprises sur l'autorité de l'Église. Il supprima, par un arrêt du 18 février 1735, une instruction pastorale de l'archevêque de Cambrai, avec une thèse soutenue en Sorbonne, parce qu'on y citait les bulles contre Baius, et qu'on les déclarait obligatoires pour tous les fidèles ; ce que l'arrêt jugeait contraire aux maximes du royaume, sous prétexte que ces bulles n'avaient pas été revêtues de lettres patentes enregistrées au parlement, et qu'elles n'avaient point acquis par une décision de l'Église, et ne pouvaient avoir par leur nature le caractère de règles de foi. Ainsi le parlement s'établissait juge des décisions dogmatiques du saint-siège ; il prétendait prononcer sur leur autorité et la faire dépendre des formalités de l'enregistrement ou la subordonner à d'autres conditions arbitraires, comme si l'acceptation de l'Église n'était pas suffisante, et que la puissance séculière pût avoir le droit d'intervenir dans des questions de doctrine. La faculté de théologie et plusieurs évêques portèrent des plaintes au roi contre cet arrêt, qui fut cassé le 10 mai par un arrêt du conseil, ce qui n'empêcha pas le parlement de supprimer encore quelques jours après une lettre de l'archevêque de Cambrai et même un bref du pape, parce qu'on y pre-

nait la défense de l'instruction et de la thèse attaquées. Enfin le 4 janvier 1738, il supprima la bulle de canonisation de saint Vincent de Paul. Rien n'était moins de sa compétence qu'une bulle de cette nature. Mais comme il y était question des erreurs du jansénisme et du zèle de saint Vincent à les combattre, quelques curés de Paris crurent pouvoir s'opposer à la publication de cette bulle, et leur requête fut appuyée d'une consultation de quelques avocats. Le roi fit casser cet arrêt par le conseil d'état, aussi bien qu'un autre où le parlement défendait de citer comme œcuméniques le concile de Florence et le cinquième concile de Latran. L'année suivante, la faculté des arts révoqua son appel de la bulle *Unigenitus*. Quelques opposans signèrent une protestation et présentèrent une requête au parlement contre cette décision. Mais le roi fit défense de donner suite à cette affaire, et ordonna que les réfractaires seraient exclus du droit de voter aux assemblées, ce qui fut toujours observé depuis.

Nous devons mentionner ici une affaire qui avait été jugée en 1731 au parlement d'Aix, et qui fit beaucoup de bruit et de scandale. Une jeune personne nommée Cadière, fille d'un négociant de Marseille, se confessait au père Girard, jésuite, et soit par l'effet d'une imagination exaltée, soit pour se faire une réputation, elle prétendit avoir des visions et des extases. Son confesseur, après quelques avertissemens dont elle ne tint pas compte, crut devoir s'en débarrasser. La jeune fille voulut s'en venger; elle l'accusa d'avoir abusé d'elle, puis de l'avoir portée à se défaire de son fruit, et comme elle aurait eu à répondre aussi de cet infanticide, elle prétendit que le père Girard avait usé envers elle de magie et de sortilège. Cette accusation absurde et dénuée de preuves donna lieu à une multitude d'écrits. Enfin le père Girard fut renvoyé absous, et la Cadière condamnée aux dépens.

Le pape Clément XII mourut le 6 février 1740, dans sa quatre-vingt-huitième année. Il avait fait trente-cinq

cardinaux, parmi lesquels nous citerons seulement le savant cardinal Passionei, les cardinaux français de Tencin et de la Tour d'Auvergne, et Louis de Bourbon, infant d'Espagne, qui avait été nommé fort jeune encore administrateur des archevêchés de Tolède et de Séville, et qui renonça plus tard à l'état ecclésiastique. L'empereur Charles VI mourut la même année, et laissa ses états d'Autriche et de Hongrie à sa fille Marie-Thérèse. Elle avait épousé François, duc de Lorraine, grand duc de Toscane, qui fut élu empereur en 1745, et qui devint la tige de la maison actuelle d'Autriche.

Nous citerons ici quelques auteurs célèbres morts vers cette époque ou depuis quelques années, savoir : en 1723, Fleury, si connu par son Histoire ecclésiastique et par d'autres ouvrages ; en 1725, Denis de Sainte-Marthe, bénédictin, à qui on doit une grande partie de l'ouvrage intitulé *Gallia christiana* ; en 1727, Abbadie, auteur d'un excellent traité de la Vérité de la religion chrétienne ; enfin, en 1742, Massillon, évêque de Clermont, si fameux par son éloquence.

---



---

## LIVRE QUARANTE-SEPTIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU PONTIFICAT DE BENOÎT XIV  
JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

DE 1740 A 1789.

Le conclave qui suivit la mort de Clément XII ne dura pas moins de six mois. Les cardinaux Aldovrandi, Porzia, Rezzonico et quelques autres, réunirent successivement un grand nombre de suffrages ; le premier surtout fut longtemps sur le point d'être élu, car il ne lui manquait qu'une voix. Mais aucun des deux partis qui divisaient le conclave ne put faire prévaloir les candidatures de son choix. Enfin ils s'accordèrent à choisir un cardinal étranger à l'un et à l'autre, et réunirent leurs suffrages en faveur du cardinal Prosper Lambertini, qui prit le nom de Benoît XIV. Il était né à Bologne en 1675, et avait rempli à Rome plusieurs fonctions importantes, notamment celle de promoteur de la foi. Chargé en cette qualité de suivre toutes les procédures relatives aux canonisations, il avait acquis sur cette matière des connaissances très-étendues qu'il a développées dans son grand ouvrage de la Béatification et de la Canonisation des saints. Il fut nommé en 1726 évêque d'Ancône, puis cardinal en 1728, et deux ans après archevêque de Bologne. Ce fut pendant son épiscopat qu'il publia son excellent traité *De synodo diœcesana*, où l'on admire une science si profonde de la théologie et du droit canonique. Son élévation sur la chaire de saint Pierre le mit à portée de rendre ses talents plus utiles encore à l'Église. Il fut souvent consulté et donna un grand nombre de décisions lumineuses sur des matières de morale et de discipline ; ce qui fait re-

garder à juste titre son Bullaire comme une des sources les plus précieuses de la science ecclésiastique. Il montra d'ailleurs dans le gouvernement de l'Église un esprit de sagesse et de modération, qui ne contribua pas moins que ses talens à lui concilier l'estime et l'affection des peuples et des souverains.

Un des premiers soins de Benoît XIV fut de prendre des mesures pour mettre un terme aux divisions qui se perpétuaient dans les missions de la Chine et des contrées voisines. Il publia au mois de juillet 1742 la bulle *Ex quo singulari*, où il confirmait toutes les décisions précédentes du saint-siège touchant les cérémonies chinoises, et déclarait qu'on ne devait point regarder ces décisions comme une loi de discipline dont la nécessité peut dispenser, mais comme un jugement doctrinal sur des matières religieuses. Cette bulle contient un résumé historique de toute l'affaire, avec les décrets de Clément XI et de Clément XII, et une nouvelle formule de serment qui devait être signée par chaque missionnaire. On ne saurait s'étonner assez que des écrivains qui ont montré tant de zèle contre les novateurs rebelles aux décisions du saint-siège sur le jansénisme, aient osé justifier une résistance opiniâtre à d'autres décisions de même nature. Car, s'il faut reconnaître, sous peine de rendre illusoire l'autorité de l'Église, qu'elle ne peut se tromper en décidant que tel livre contient une doctrine opposée à la révélation, il n'est pas moins incontestable qu'elle ne peut se tromper en prononçant que telles pratiques sont superstitieuses ou contraires aux lois de l'Évangile. Deux ans plus tard, Benoît XIV confirma également par la bulle *Omnium sollicitudinum*, la condamnation des rites malabares. Nous avons fait connaître le mandement du cardinal de Tournon contre ces pratiques superstitieuses, et les prétextes qu'alléguèrent les jésuites pour ne point s'y soumettre. Le père Visdelou, évêque de Claudiopolis et vicaire apostolique, qui fut chargé de le faire exécuter,

eut à ce sujet toutes sortes de contradictions à essuyer de la part de ses confrères. Ce mandement fut confirmé plusieurs fois par le saint-siège, notamment par un bref de Benoît XIII de l'an 1727, puis en 1734, par Clément XII, qui prescrivit ensuite une formule de serment par laquelle les missionnaires promettaient d'exécuter son décret. Mais ces diverses mesures ne firent pas cesser les désobéissances, et ce fut pour y mettre fin que Benoît XIV publia sa bulle, où il rappelait tout ce qui s'était passé à cet égard; expliquait tous les doutes et détruisait tous les prétextes. Il fit aussi quelques réglemens analogues pour les églises de la Cochinchine.

La religion chrétienne jouissait d'une assez grande liberté dans ce royaume, où elle avait fait de grands progrès. Mais en 1750, le roi, entraîné par l'exemple de la Chine et par les suggestions d'un favori, donna successivement deux édits, dont l'un bannissait les missionnaires et proscrivait le christianisme, et l'autre ordonnait d'abattre les églises, et confisquait tout ce qui appartenait aux missionnaires. Ces édits furent exécutés rigoureusement. On rasa près de deux cents églises, on arrêta tous les missionnaires avec deux évêques qui gouvernaient cette mission, et on les embarqua tous pour Macao. Quelques-uns rentrèrent plus tard en Cochinchine, mais en 1767 plusieurs furent mis en prison, et un grand nombre de chrétiens condamnés à différentes peines. La persécution était plus violente en Chine. On a vu que l'empereur Kien-long avait ordonné en 1735 des poursuites contre les chrétiens, dont un grand nombre furent traduits devant les tribunaux et souffrirent la torture. Les jésuites restés à Pékin, comme savans et comme artistes, essayèrent de fléchir l'empereur. Un d'entre eux, qui était peintre, profita d'un moment où le prince venait regarder ses tableaux pour lui présenter une requête qui fut assez bien accueillie. La réponse de l'empereur, sans condamner les rigueurs exercées, fit espérer au moins quelque

adoucissement, et bientôt en effet les poursuites se ralentirent. Mais en 1746 elles devinrent plus violentes et plus rigoureuses que jamais. La persécution recommença par la province de Fo-kien, dont le vice-roi, animé d'un zèle fanatique, fit rechercher les missionnaires et les chrétiens avec une ardeur qui ne s'était pas encore vue. On arrêta entre autres M. Pierre Martyr Sanz, évêque de Mauricastre, vicaire apostolique, et quatre religieux dominicains, les pères Royo, Alcober, Serrano et Diaz. On les conduisit chargés de chaînes à la capitale de la province, où ils furent interrogés, mis à la torture, et après avoir été absous par un tribunal, ils furent renvoyés devant un autre par le vice-roi, et enfin condamnés à mort. Leur sentence ayant été confirmée par l'empereur, M. Sanz fut décapité le 26 mai 1747; les quatre religieux subirent le même supplice le 28 octobre suivant, et un catéchiste chinois pris avec eux fut étranglé. Ces rigueurs s'étendirent bientôt à d'autres provinces. Les missionnaires furent obligés de s'enfuir à Macao ou de se cacher dans des solitudes. Plusieurs furent pris et traduits devant les tribunaux. Deux jésuites, les pères Tristan de Attemis et Antoine Henriquez, l'un Italien et l'autre Portugais, après avoir été tenus neuf mois en prison, furent étranglés le 12 septembre 1748. Un grand nombre de chrétiens chinois souffrirent courageusement les tortures, la bastonnade, la cangue et l'exil. Cependant la crainte des supplices en fit apostasier plusieurs; mais quand l'orage fut passé, la plupart témoignèrent la douleur de leur faute et se soumirent à la pénitence qu'on leur imposa. Le ralentissement de la persécution permit plus tard aux missionnaires de reprendre leurs fonctions; mais ils continuèrent d'être exposés à de fréquentes alarmes qui les réduisaient à se tenir cachés. Il y avait néanmoins des provinces où la foi se professait en toute liberté. Plusieurs mandarins la favorisaient, et quelques-uns même étaient chrétiens. La persécution continuait aussi au Tong-king,

et deux missionnaires dominicains , les pères Giles de Frédéric et Matthieu Alphonse Leziniana, ayant été pris, eurent la tête tranchée le 12 janvier 1745. Toutefois, quelques années plus tard, le roi de ce pays montra des sentimens plus favorables au christianisme.

Les jésuites poursuivaient au milieu de continuels dangers leurs travaux apostoliques parmi les tribus sauvages du Paraguay. Le père Julien de Lizardi avait été massacré le 17 mai 1735 par la peuplade des Chiriguanes. Il fut percé de flèches avec un catéchiste indien qui l'accompagnait. Le père Castanarez fut mis à mort le 15 septembre 1744 par un cacique qui l'avait invité à venir dans son pays pour l'instruire de la religion chrétienne. On le cite comme un des plus courageux prédicateurs de la foi dans ces contrées. Un pieux Espagnol nommé François Atoca, qui avait voulu l'accompagner, périt avec lui. Cependant l'établissement des réductions ou bourgades indiennes et leur prospérité toujours croissante servirent de prétexte aux ennemis des jésuites pour accuser ces religieux d'ambition et de cupidité. On essaya de les rendre suspects au gouvernement espagnol, et on porta contre eux des plaintes nombreuses. Mais Philippe V, après avoir envoyé un commissaire sur les lieux et pris toutes les informations nécessaires, donna le 28 décembre 1743 un décret où il ordonnait que les choses fussent laissées sur le même pied qu'auparavant et les jésuites maintenus dans la possession de régir ces établissemens qu'ils avaient fondés. Ce prince mourut trois ans plus tard le 3 juillet 1746, laissant la couronne d'Espagne à son fils Ferdinand VI. Il avait placé le second de ses fils sur le trône de Naples, et procuré le duché de Parme à un troisième.

Le pape Benoît XIV canonisa la même année 1746 les bienheureux Camille de Lelli, mort à Rome en 1614, fondateur de l'ordre des clercs réguliers pour le service des malades; Pierre Regalada, religieux franciscain, mort

en 1456 après avoir établi en Espagne la réforme de l'observance régulière; Joseph de Léonissa, de l'ordre des capucins, né dans le royaume de Naples et mort en 1612 à Rieti; Fidèle Rojo, né à Sigmaringen au diocèse de Constance, et qui après s'être fait capucin travailla comme missionnaire chez les Grisons, où il fut massacré le 24 avril 1622 par les hérétiques; enfin Catherine Ricci, religieuse, née à Florence, célèbre par le nombre des miracles et morte en 1589. La canonisation de ces bienheureux se fit avec la plus grande pompe, au milieu d'un concours immense, et Benoît XIV prononça lui-même une homélie en leur honneur. Ce pape publia aussi une nouvelle édition du Martyrologe romain, où il inséra les noms de plusieurs bienheureux déjà honorés dans quelques églises particulières, notamment celui du pape Grégoire X. Il crut devoir en retrancher le nom de Clément d'Alexandrie, et rendit compte de ces additions et de ce retranchement par une bulle qui est un monument d'érudition et de saine critique.

Les abus qui s'étaient introduits en quelques endroits dans le jugement des causes matrimoniales et la facilité avec laquelle on cassait des mariages sans en avoir constaté la nullité par des informations suffisantes, déterminèrent Benoît XIV à publier le 3 novembre 1741 la bulle *dei miseratione*, où il ordonna de nommer dans chaque diocèse un défenseur des mariages, pour veiller au maintien de leur indissolubilité, et assister aux procédures sur ce sujet. Les abus dont il s'agit avaient lieu surtout en Pologne, où il arrivait même souvent que pour se ménager un moyen de rompre les mariages malgré la prohibition du divorce, on omettait exprès quelque formalité plus ou moins importante, dont le défaut servait ensuite de prétexte à une sentence de nullité. Une autre bulle du 16 novembre 1747 touchant le mariage mérite d'être remarquée, parce qu'elle se rapporte à une question qui fut vivement débattue dans ces temps-là. Le pape y dé-



claire qu'un juif converti peut dans certains cas contracter un autre mariage, suivant ce que dit saint Paul dans le chapitre septième de la première épître aux Corinthiens. Il règle ensuite la manière dont le converti doit procéder en cette occasion, et les conditions nécessaires pour la dissolution du premier mariage. Cette décision n'empêcha pas de juger tout le contraire en France quelques années après sur une affaire de ce genre, qui fit beaucoup de bruit. Un juif nommé Borach-Levi fut abandonné par sa femme parce qu'il s'était fait chrétien. Il la somma de revenir, et sur son refus il présenta requête à l'officialité de Soissons pour être autorisé à se remarier. Mais sa demande fut rejetée. Il en appela au parlement de Paris, qui, n'hésitant pas à prononcer sur cette question théologique, rendit le 2 janvier 1758 un arrêt portant défense à Borach-Levi de se marier du vivant de sa femme. On publia dans le temps plusieurs écrits en faveur de cet arrêt, entre autres une traduction du traité de saint Augustin sur les mariages adultérins, dans laquelle on prétendait réfuter Gratien, Innocent III et l'opinion générale des canonistes et des théologiens, qui ont cru que le passage de saint Paul dont nous avons parlé autorisait la dissolution du mariage d'un infidèle qui se convertit, si l'autre époux l'abandonne, comme dans le cas du juif Borach-Levi. Cet ouvrage fut mis à l'index à Rome. Benoît XIV, dans un bref du 9 février 1749, adressé au cardinal duc d'York, ordonne de remarier un juif qui allait se convertir et qui avait épousé une hérétique prête à faire aussi son abjuration. L'auteur des Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique du dix-huitième siècle cite ce bref comme traitant le même sujet que la bulle précédente et renfermant la même décision. Mais il s'agit de deux cas tout différens. Car le bref prononce la nullité d'un mariage entre un infidèle et une chrétienne par suite de l'empêchement dirimant de la disparité du culte et ordonne en conséquence de le réhabiliter, tandis qu'il

s'agit dans le premier cas de la dissolution d'un mariage primitivement valide. On trouve dans le Bullaire de Benoît XIV plusieurs autres décisions importantes sur la question du mariage. Nous citerons entre autres une bulle de l'an 1741 adressée aux églises de la Hollande, et dans laquelle ce pape déclare que les mariages des protestans, quoique contractés avec des empêchemens canoniques établis par le concile de Trente, ne laissent pas d'être valides même dans les pays où ce concile a été publié.

Le nombre toujours croissant des ouvrages irréligieux excita particulièrement le zèle de Benoît XIV. Il condamna par un décret du 28 juillet les Lettres juives, les Lettres chinoises et les Lettres cabalistiques du marquis d'Argens, et des Lettres sur la religion essentielle à l'homme, par une demoiselle Huber, Genevoise et protestante, qui a aussi publié quelques autres écrits tous lourds et diffus, entre autres un ouvrage intitulé Système des anciens et des modernes sur l'état des âmes séparées des corps. Elle se bornait dans ses lettres sur la religion au pur déisme, et regardait toutes les différentes religions comme des formes accessoires entre lesquelles on peut choisir indifféremment ou dont on peut se passer. C'est le même système qui a été reproduit par Rousseau et par d'autres écrivains sous des formes plus séduisantes. Le marquis d'Argens, qui eut quelque célébrité dans la secte philosophique du dernier siècle, mais dont les écrits sont tombés dans l'oubli, débuta par les Lettres juives, où il semble avoir pris pour modèle les Lettres persanes de Montesquieu. C'est une correspondance supposée entre un juif voyageant en Europe et ses amis, dans laquelle on trouve une foule de declamations, de railleries, de traits satiriques contre la religion et d'anecdotes licencieuses ou bizarres destinées à tourner en ridicule les prêtres et les choses saintes. Du reste, tout y est sans goût, sans ordre, sans profondeur, et l'imagination ar-

dente et vagabonde de l'auteur ne recueille guère que des pensées communes ou fausses noyées dans la proximité d'un style lâche et emphatique. Ses Lettres chinoises et ses Lettres cabalistiques sont dans le même goût que les Lettres juives. On a encore de cet écrivain fécond la Philosophie du bon sens, où la religion n'est pas plus ménagée. Il fut lié de bonne heure avec Voltaire, qui lui écrivait des lettres pleines d'éloges outrés. « Vous avez, lui disait-il, l'esprit de Bayle et le style de Montaigne ; » mais on voit par d'autres lettres qu'il y avait dans ces complimens plus de politique que de sincérité. Le marquis d'Argens, déshérité par son père à cause de ses dérèglements, se retira d'abord en Hollande, puis auprès du roi Frédéric, qui lui fit une pension. Il passa les trente dernières années de sa vie à la cour de ce prince. Il revint à la fin aux principes de la religion qu'il avait si longtemps combattue.

Le pape condamna, par un décret du mois de mai 1745, un autre ouvrage irréligieux, intitulé la Fable des Abeilles, qui avait pour auteur un médecin, nommé Bernard de Mandeville. Cet ouvrage, écrit d'abord en anglais et publié en 1714, avait pour but d'établir que l'utilité publique est la seule règle de la morale, que la société ne saurait prospérer sans le secours des grandes passions et des grands vices, et que par cela même qu'ils servent au bien général, c'est une folie de les condamner et de prêcher la vertu. L'auteur sapait en outre les fondemens de la religion, dénaturait la morale évangélique pour la combattre, et représentait les martyrs et les vrais chrétiens comme des enthousiastes et des fanatiques. Il donna, en 1723, une seconde édition de son livre avec quelques changements pour atténuer ou déguiser l'absurdité révoltante de son système, ce qui n'empêcha pas de déférer ce livre à la cour du banc du roi, avec quelques autres productions irréligieuses. On en donna une traduction française en 1740, et c'est cette traduction qui fut

condamnée à Rome. Plusieurs autres écrivains continuaient de répandre en Angleterre les erreurs de l'incrédulité. Un médecin nommé Morgan se rendit fameux par un livre publié en 1737 sous le titre de *Philosophe moral*, où il avait rassemblé un grand nombre d'objections et de critiques contre l'Ancien Testament, contre l'Évangile, et contre la doctrine chrétienne. Chubb, d'abord arien, puis déiste, combattit successivement la révélation, l'inspiration des livres saints, l'éternité des peines, et publia depuis 1730 plusieurs écrits où il montra moins de talent que de hardiesse. Lord Bolingbroke, ministre d'état et écrivain distingué, mort en 1751, avait composé divers ouvrages où il attaquait tout à la fois les fondemens et les dogmes de la loi naturelle et ceux de la révélation. C'était un de ces hommes corrompus et sans principes, qui font trophée de leur dépravation, et ses écrits, qui furent publiés après sa mort, ne tendent qu'à propager un funeste scepticisme. Il rejette la Providence, ou du moins n'admet pas qu'elle s'étende aux individus, et qu'elle s'occupe des actions humaines ; il nie la spiritualité de l'âme, et regarde comme une fiction puisée chez les Égyptiens la doctrine des peines et des récompenses de la vie future ; il avance que la pudeur et la chasteté n'ont aucun fondement dans la nature, et ne sont que des inventions de la vanité. Enfin il accumule les objections contre l'Ancien Testament, contre les dogmes du christianisme, et prodigue les injures les plus grossières aux auteurs des livres saints. Le recueil de ses œuvres contient entre autres écrits des *Lettres sur l'étude de l'histoire*, et des *Lettres à Pope sur la religion et sur la philosophie*. Ses erreurs et ses objections furent réfutées par le docteur Leland, par Robert Clayton, et par le célèbre Warburton, évêque de Gloucester. Un autre déiste anglais, Pierre Annet, publia en 1744 un écrit anonyme pour combattre le miracle de la résurrection de Jésus-Christ, et fit paraître successivement deux autres écrits

ayant le même but. La hardiesse de ces pamphlets irréligieux et ses attaques violentes contre l'Écriture sainte le firent traduire en 1762 à la cour du banc du roi, où il fut condamné à un an de prison et à l'exposition au pilori. Middleton et Dodwel publièrent aussi, vers le milieu du dernier siècle, quelques écrits qui doivent les faire ranger parmi les ennemis de la religion. Mais elle trouva de nombreux et savans apologistes dans le clergé anglican, et tous les sophismes de ces divers incrédules furent solidement réfutés dans les écrits de Leland, de Chandler et de quelques auteurs moins connus.

Le parlement de Paris rendit vers le même temps plusieurs arrêts contre des ouvrages irréligieux. On voyait se multiplier chaque jour davantage les écrits de ce genre et l'incrédulité produire avec audace les systèmes les plus révoltans. Elle s'arrogeait avec orgueil le nom de philosophie, et sous le masque de ce titre ambitieux les ennemis de la religion frondaient toutes les croyances et commençaient à former un corps qui ne tarda pas à devenir nombreux et puissant. La vanité et les passions y firent entrer une foule d'hommes corrompus que révoltait la sévérité de la morale évangélique, ou d'esprits médiocres qui prétendaient s'élever au-dessus des préjugés en adoptant ceux des incrédules, et regardaient comme un titre de supériorité de ne pas penser comme la multitude. Un arrêt du 7 juillet 1746 condamna au feu les *Pensées philosophiques* de Diderot, et l'*Histoire naturelle de l'âme* par la Métrie. Ce dernier ouvrage contenait un matérialisme grossier, et tendait à prouver que l'âme n'est pas distincte des organes, et qu'elle périt avec le corps. L'arrêt du parlement obligea l'auteur à prendre la fuite. Il se retira d'abord en Hollande, puis à Berlin, où il publia une édition complète de ses ouvrages. Il dit expressément dans le discours préliminaire que l'âme est matérielle, que la religion et la morale sont l'ouvrage de la politique, les remords des préjugés de l'édu-

ation, et que l'intérêt de la société décide seul du bien et du mal moral. Ce recueil contient entre autres écrits, le *Système d'Épicure*, l'*Homme machine*, l'*Homme plante*, dont les titres seuls font connaître assez l'extravagance. La *Métrie* soutient que tout s'est fait sans cause intelligente, par le seul effet du mouvement de la matière. Il écrivait très-sérieusement que les hommes dans l'origine avaient poussé comme des champignons, et que la terre n'en produit plus par la même raison qu'une vieille poule ne pond plus d'œufs. Diderot, qui s'est fait un nom plus célèbre dans les annales de la secte philosophique, dut sa réputation bien plus à son fanatisme qu'à ses talents. Presque tous ses écrits sont pleins de mauvais goût, de pensées fausses, de déclamations emphatiques, et d'une phraséologie prétentieuse et obscure, où l'on voit une imagination désordonnée se livrer à tous les écarts de style, et couvrir par le luxe et le pathos des expressions, la stérilité ou l'extravagance des idées. Il était né à Langres, d'un père coutelier, et s'étant rendu à Paris sans autre ressource que ses talents, il chercha dans la nouveauté des paradoxes un moyen de célébrité et de fortune. Il débuta par un *Essai sur le mérite et la vertu*, imité de Shaftesbury, où l'on voit déjà une tendance prononcée vers le déisme. Ses *Pensées philosophiques* sont encore plus hardies. Il y fait des objections contre le christianisme, regarde toutes les religions comme fondées sur des préjugés, et dit formellement qu'il serait à souhaiter qu'un doute universel se répandît sur la face de la terre et que tous les peuples voulussent mettre en question la vérité de leur religion. Il publia en 1749 une *Lettre sur les aveugles* qui le fit enfermer à Vincennes pendant quelques mois. Il s'associa vers le même temps avec d'Alembert pour entreprendre et diriger l'*Encyclopédie*, qui devint un dépôt de toutes les opinions irréligieuses du parti philosophique. Diderot finit, plus tard, par professer l'athéisme, et devint ainsi le chef



d'une école particulière qui l'a loué avec enthousiasme.

Le parlement condamna au feu, par un arrêt du 6 mai 1748, un livre intitulé les Mœurs, dont l'auteur était un avocat de Paris, nommé Toussaint, à qui cet ouvrage irréligieux procura dans le temps quelque célébrité. Ce écrivain prétendait tracer un plan de morale naturelle indépendant de toute croyance religieuse. Il attaquait la révélation, les miracles, les dogmes et les pratiques du christianisme, et présentait tous les cultes comme indifférens. On trouvait d'ailleurs dans son livre une foule de détails licencieux qui faisaient voir assez ce que peut être la morale philosophique. Toussaint se retira comme la Métrie et d'Argens à Berlin, où il publia quelques années plus tard des éclaircissemens sur son livre, pour répondre aux critiques qu'on en avait faites, et rétracter une partie de ses erreurs. Mais on trouve encore dans ce dernier ouvrage bien des choses dignes de censure. Du reste, au moment de sa mort, Toussaint témoigna son repentir, demanda pardon à ses enfans des exemples qu'il leur avait donnés, et les conjura de rester attachés à la religion. Un autre ouvrage qui parut en 1748, sous le titre de Telliamed, ou Entretiens d'un philosophe indien avec un missionnaire sur la formation de la terre et sur l'origine de l'homme, par de Maillet, fit quelque bruit par une apparence de science et par la singularité des opinions qu'il contient. L'auteur, qui avait étudié la géologie et l'histoire naturelle, s'efforçait de prouver par quelques faits particuliers que la terre est sortie du sein des eaux par la diminution de la mer qui se retire successivement, et qu'un jour le globe sera entièrement découvert et cessera d'être habitable par l'épuisement des eaux. Il prétendait en outre, que la matière est éternelle, que le mouvement est une de ses propriétés nécessaires; qu'elle renferme une multitude de molécules vivantes et impérissables qui sont le germe et la semence de tout ce qui peut avoir vie; que les oiseaux, les quadrupèdes

sont primitivement sortis du fond de la mer, et n'étaient dans l'origine que des poissons, dont l'organisation s'est transformée, enfin que l'homme lui-même n'a pas une autre origine. Ces rêveries absurdes ont été reproduites plus tard par quelques naturalistes.

Le célèbre Buffon, qui n'avait pas besoin de recourir aux paradoxes pour exciter la curiosité, ne laissa pas toutefois de bâtir des systèmes dans son Histoire naturelle, et d'expliquer par des hypothèses arbitraires la formation de la terre et des autres planètes. La théorie qu'il avait exposée à cet égard dans le premier volume de cet ouvrage, publié en 1749, et quelques propositions contenues dans le même volume et dans le quatrième, sur des questions de philosophie et de morale, attirèrent l'attention de la Sorbonne, qui nomma des commissaires au mois d'août 1750 pour examiner cet ouvrage. Mais Buffon envoya le 12 mars suivant un écrit, où il déclarait qu'il n'avait eu aucune intention de contredire le texte de l'Écriture sainte; qu'il croyait fermement tout ce qui est rapporté dans la Genèse sur la création; qu'il n'avait présenté sa théorie sur la formation des planètes que comme une pure supposition philosophique, et qu'il abandonnait tout ce qui dans son livre pourrait être contraire à la narration de Moïse. Il expliquait aussi ou rétractait les autres propositions. Il promit en outre que si on le désirait il publierait cette déclaration dans un des volumes suivans de son ouvrage. Il la publia en effet dans le septième volume, et la faculté abandonna son projet de censure. Elle avait aussi nommé dans le même temps des commissaires pour examiner l'Esprit des lois de Montesquieu; cet écrivain s'était déjà fait connaître sous la régence par un ouvrage irréligieux, dont nous avons parlé; il montra plus de réserve dans l'Esprit des lois, où il rend plus d'une fois hommage à la sainteté du christianisme; mais on y trouve aussi sur le clergé, sur l'état monastique, sur le mariage, sur la polygamie, sur

la tolérance et sur d'autres points, des opinions téméraires et des traits de malignité et de satire plus ou moins déguisés. Il apprécie par la différence des climats, non seulement les lois, mais la morale et la religion, et prétend que le christianisme n'est pas propre pour l'Asie où il s'est montré cependant si florissant pendant plusieurs siècles. Du reste, il lui arrive souvent dans ses jugemens sur la religion de prendre l'effet pour la cause et c'est ainsi, par exemple, qu'il veut expliquer la polygamie dans certains pays par cette raison que le nombre des femmes y excède le nombre des hommes, tandis que ce fait, s'il est vrai, doit être regardé, par des raisons physiologiques, comme le résultat même de la polygamie. Cet ouvrage fut l'objet d'un grand nombre de critiques. Le journal de Trévoux, rédigé par des jésuites, en releva les erreurs avec beaucoup de modération ; l'auteur de *Nouvelles ecclésiastiques* en fit une critique plus sévère et qui n'était pas toujours juste. Aussi Montesquieu ne manqua pas d'y répondre par une défense très-spirituelle, où il rappelait ce qu'il avait dit en faveur de la religion, et s'efforçait de justifier ou d'expliquer les passages qu'on lui reprochait. Ce furent peut-être ces explications qui déterminèrent la Sorbonne à ne point publier la censure qu'elle avait, dit-on, préparée.

Les progrès de l'incrédulité excitèrent vivement le zèle et la sollicitude du clergé de France. Les assemblées de 1745 et de 1747 firent à ce sujet des représentations au roi, et se plaignirent de la licence et de l'impunité avec lesquelles on répandait à Paris et dans les provinces des pamphlets irréligieux et des libelles outrageans. Ces représentations furent réitérées par l'assemblée de 1750 où l'évêque d'Autun, M. de Montazet, prononça un discours remarquable sur les causes et les effets de l'incrédulité. M. de Brancas, archevêque d'Aix, publia la même année un mandement pour combattre les deïstes et développer les preuves de la religion chrétienne. M. Le

franc de Pompignan, évêque du Puy, fit paraître vers le même temps ses Questions sur l'incrédulité, où il examine en particulier si les incrédules méritent le titre d'esprits forts, et fait voir les dangers que présente l'irrégion pour la morale et pour la société. L'abbé de Pontbriand publia un ouvrage sous ce titre : L'Incrédule détrompé et le chrétien affermi. L'abbé Lefrançois donna les Preuves de la religion contre les spinosistes et les déistes, et composa successivement plusieurs autres ouvrages solides en faveur de la religion. Le journal de Trévoux réfutait de son côté par des critiques pleines de talent les principes et les écrits les plus dangereux de la philosophie. Les immunités ecclésiastiques étaient devenues alors un objet de contestations fâcheuses, et servaient de prétexte aux plus violentes attaques contre le clergé. Un édit avait été rendu au mois d'août 1749 touchant les établissemens de main-morte, pour leur défendre d'acquérir ou de recevoir aucun immeuble sans une autorisation royale. Les philosophes ne manquèrent pas d'applaudir à cette mesure, qui cependant tombait principalement sur les hôpitaux, sur les séminaires, sur les écoles de charité et autres établissemens non moins utiles à l'état qu'à l'Église. La cour avait aussi voulu assujettir les biens ecclésiastiques à un édit portant création d'un nouvel impôt. On sait que depuis un temps immémorial l'usage et les lois avaient exempté ces biens de toutes contributions. Nous avons fait connaître les mesures prises par les papes et les conciles pour maintenir à cet égard les immunités de l'Église et réprimer les entreprises des princes contre ce privilège. Il suffit de rappeler ici les bulles de Boniface VIII, les décrets de Clément V au concile de Vienne, et les défenses contenues dans la bulle *In cœnâ Domini*. Cependant les princes sollicitèrent et obtinrent souvent du saint-siège la permission de lever des décimes pour les besoins de l'état sur les biens ecclésiastiques, et d'autres fois ils s'adressèrent au clergé

pour les réclamer à titre de dons gratuits et volontaires. Enfin, vers le milieu du seizième siècle, le clergé de France s'obligea à payer annuellement certaines dettes de l'état. Les guerres de religion, qui survinrent bientôt après, donnèrent lieu à des demandes si fréquentes, que l'octroi de ces contributions gratuites passa en usage ordinaire, et les assemblées du clergé, qui commencèrent à cette époque, avaient principalement pour objet de statuer sur ces contributions volontaires et d'en régler la répartition. Mais à l'époque où nous sommes parvenus, la cour manifesta des prétentions nouvelles. Le clergé, convoqué six fois depuis dix ans, avait donné dans cet intervalle soixante millions, lorsque dans l'assemblée de 1750 les commissaires du roi, venant le 17 août demander le don gratuit ordinaire, insinuèrent plusieurs fois qu'ils le réclamaient comme une dette, et le même jour le roi publia une déclaration pour ordonner un impôt de plusieurs millions sur le clergé, et obliger tous les bénéficiers à donner l'état de leurs revenus. L'assemblée arrêta des remontrances, où elle représentait que les immunités ecclésiastiques étaient fondées sur les lois de l'état comme sur celles de l'Église, qu'elles étaient aussi anciennes que la monarchie, et qu'on devait craindre en introduisant des nouveautés à cet égard d'encourager les efforts de l'impiété et de préparer les voies à d'autres innovations plus funestes pour l'état et pour la religion. Ces remontrances ne firent d'abord que peu d'impression ; mais l'année suivante un arrêt du conseil ordonna de surseoir à l'exécution de la déclaration de 1750. On avait publié au sujet des immunités du clergé plusieurs libelles pleins de déclamations, entre autres des lettres avec cette épigraphe : *Ne repugnate vestro bono*, qui furent répandues avec profusion dans toute la France. On y soutenait que les ecclésiastiques étaient le corps le moins utile à la société, que les dons faits aux églises étaient le résultat d'une piété séduite ou mal en-

tendue, et que la société avait le droit de les revendiquer. On y représentait le célibat des prêtres comme nuisible aux états, et l'on y attaquait sur une foule d'autres points la doctrine ou la discipline de l'Eglise. L'assemblée de 1750, sur le rapport de M. Languet, archevêque de Sens, condamna cet ouvrage le 14 septembre, comme renfermant des propositions fausses, téméraires, erronées et impies. Elle envoya ensuite cette censure aux évêques pour la faire publier dans tous les diocèses, avec une lettre qui en exposait les motifs.

Des écrits d'un autre genre attirèrent aussi les censures du clergé. L'assemblée de 1745 condamna un livre intitulé, Des pouvoirs légitimes du premier et du second ordre du clergé, où l'on renversait les fondemens de la hiérarchie et l'autorité de l'épiscopat. On y établissait une parfaite égalité entre les évêques et les prêtres, et on attaquait surtout la doctrine du concile de Trente sur la nécessité de l'approbation des confesseurs. L'auteur de ce livre était un appelant nommé Travers, qui avait déjà publié dix ans auparavant une Consultation sur la juridiction et l'approbation nécessaire pour confesser, où il soutenait que tout prêtre, même non approuvé, peut toujours absoudre valablement, et souvent même licitement, tout pénitent qui s'adresse à lui. Cette consultation avait été condamnée par la Sorbonne et par les archevêques de Sens et d'Embrun. Un jésuite nommé Pichon publia, la même année 1745, un livre qui fit beaucoup de bruit et qui fut flétri par de nombreuses condamnations. Ce livre, intitulé l'Esprit de Jésus-Christ et de l'Eglise sur la fréquente communion, reproduisait les maximes relâchées qu'on avait reprochées depuis longtemps à quelques casuistes sur cette matière. L'auteur prétendait que pour communier tous les jours, il suffit d'être exempt de péché mortel, et que c'est la seule épreuve exigée par saint Paul et par la coutume de l'Eglise; que la fréquente communion est le meilleur moyen de conversion et de



sanctification ; que c'est aussi la pénitence la plus salutaire comme la plus facile pour les gens du monde ; que l'on doit distinguer deux sortes de sainteté , l'une commandée qui consiste dans l'exemption du péché mortel , l'autre plus parfaite qui est seulement conseillée et qui est donnée par la communion même. Il allait jusqu'à dire qu'il en est de l'Eucharistie comme du baptême , qui agit sur les enfans et donne la grâce sans aucune autre disposition. Enfin il parlait peu convenablement de la pénitence publique , usitée autrefois dans l'Église , et l'appelait une pénitence de cérémonie. M. Languet , archevêque de Sens , publia au mois de juin 1747 des Remarques , où il combattait la doctrine de ce livre. M. de Brancas , archevêque d'Aix , donna vers le même temps un mandement pour le condamner. M. de Rastignac , archevêque de Tours ; M. de Caylus , évêque d'Auxerre ; M. de Besons , évêque de Carcassonne ; M. de Fitz-James , évêque de Soissons ; M. de Souillac , évêque de Lodève , et M. de Ségur , ancien évêque de Saint-Papoul , qui s'était démis de son siège après avoir publié en 1735 un mandement pour rétracter son acceptation de la bulle *Unigenitus* , s'élevèrent avec chaleur non-seulement contre le livre et contre l'auteur , mais encore contre la société des jésuites. Le père Pichon , instruit du soulèvement qu'occasionnait sa doctrine , écrivit le 24 janvier 1748 une lettre à M. de Beaumont , archevêque de Paris , pour la condamner et la rétracter. L'archevêque envoya cette lettre à ses collègues. Mais elle n'empêcha pas une quinzaine d'autres évêques de publier des mandemens contre l'ouvrage ; ils s'abstinrent seulement d'en flétrir l'auteur.

Les erreurs de deux autres jésuites , les pères Hardouin et Berruyer , donnèrent lieu vers le même temps à des critiques qui s'étendirent aussi à toute la société. Le premier , qui était mort depuis environ vingt ans , est également connu par son érudition et par la singularité ou plutôt par l'extravagance de ses opinions. Il s'était mis

en tête que tous les ouvrages des Pères, et la plupart de ceux des auteurs profanes, avaient été fabriqués par des moines dans les siècles d'ignorance. Il avait publié ce système vers la fin du dix-septième siècle dans sa *Chronologie réformée*, et quoiqu'on l'eût obligé d'en donner une rétractation, il n'y demeura pas moins attaché. Il se laissa encore aller à son amour pour les paradoxes dans d'autres écrits, et notamment dans son *Commentaire sur le Nouveau Testament*; cet ouvrage, qui ne fut imprimé qu'en 1741, causa un grand scandale. On accusa l'auteur de favoriser par ses interprétations les erreurs des ariens, des pélagiens et des sociniens. Le père Berruyer avait publié en 1728 son *Histoire du peuple de Dieu*, où la noble simplicité des livres saints se trouvait altérée et corrompue par la fadeur et le clinquant d'un style romanesque, par des pensées fausses, triviales ou bizarres, et par des réflexions ou des interprétations téméraires, dangereuses et quelquefois même erronées. Cet ouvrage fut condamné à Rome en 1734. Une seconde partie qui contenait l'histoire du Nouveau Testament, et qui parut en 1753, excita des plaintes beaucoup plus vives encore. Vingt-deux évêques qui se trouvaient à Paris, s'assemblèrent au mois de décembre de la même année chez l'archevêque pour examiner cet ouvrage, et approuvèrent d'une voix unanime un mandement qui fut publié par M. de Beaumont pour le condamner. D'autres évêques donnèrent aussi des mandemens contre ce livre, qui fut également condamné à Rome en 1755, et l'année suivante le parlement de Paris rendit de son côté un arrêt, portant qu'il serait lacéré et brûlé par la main du bourreau, et que le père Berruyer serait mandé à la barre de la cour pour avoir à s'expliquer. Celui-ci donna en conséquence une déclaration par laquelle il désavouait ce qu'il pourrait y avoir dans son livre, contre son intention, de contraire aux maximes du royaume sur l'indépendance des souverains et sur l'autorité de l'Église, et tout ce qui

avait paru sur d'autres points s'éloigner des sentimens communs. Mais il ne laissa pas de publier en 1758 une troisième partie beaucoup plus condamnable encore que les deux premières. C'est une paraphrase des Epîtres des Apôtres, dans laquelle on trouve une foule de paradoxes et d'erreurs empruntées aux commentaires du père Hardouin. Le pape Clément XIII la proscrivit avec le reste de l'ouvrage, par un décret du mois de décembre 1758, où il dit qu'elle a comblé la mesure du scandale. L'année suivante, M. de Fitz-James, évêque de Soissons, donna une instruction pastorale en plusieurs volumes, où il attaquait vivement les deux jésuites. Elle fut, dit-on, rédigée par un théologien appelant, nommé Gourlin, qui était peu disposé à les ménager. Enfin l'Histoire du peuple de Dieu fut condamnée par l'assemblée du clergé de 1760, et deux ans plus tard par la Sorbonne, qui en censura plus de trois cents propositions.

Quelques jésuites avaient publié depuis longtemps, sous le titre de Bibliothèque janséniste, un livre où ils présentaient comme infectés ou suspects des erreurs de Janse-nius, de Baïus ou de Quesnel, plusieurs ouvrages irréprochables ou qui n'avaient d'autre défaut que de combattre le système de Molina. Ils y avaient compris entre autres les ouvrages du savant cardinal Noris, qu'on avait essayé plusieurs fois inutilement de faire censurer par le saint-siège. La congrégation du saint-office, par un décret du 20 septembre 1749, condamna cette Bibliothèque comme contenant plusieurs choses respectivement fausses, téméraires, injurieuses aux écoles et aux écrivains catholiques. Les ouvrages du cardinal Noris avaient été aussi mis à l'*index* par l'inquisition d'Espagne ; mais Benoît XIV écrivit en 1747 au grand inquisiteur pour les en faire ôter comme étant exempts de tout reproche. On vit dans le même temps une ancienne opinion scholastique combattue et dénoncée comme janséniste par un zèle plus ardent qu'éclairé. Deux théologiens italiens qui se sont fait une

assez grande réputation, les pères Berti et Belelli, avaient adopté et soutenu, comme le cardinal Noris, le système des augustiniens sur la grâce efficace par elle-même. Ils furent accusés de jansénisme, et comme on enseignait leurs ouvrages dans quelques séminaires de France, M. Languet, archevêque de Sens et M. de Saléon, archevêque de Vienne, tous deux fort zélés contre les nouvelles erreurs, crurent devoir écrire à Benoît XIV pour lui dénoncer la doctrine de ces ouvrages, où ils croyaient voir l'hérésie des cinq propositions. Mais leur dénonciation n'eut pas de suite.

Une tentative faite en 1745 par le prince Charles Édouard Stuart, fils de Jacques III, pour recouvrer le trône d'Angleterre, servit de prétexte à de nouvelles rigueurs contre les catholiques de ce royaume. Il aborda au mois de juin en Écosse, où il se vit bientôt à la tête d'une petite armée, avec laquelle il remporta le 2 octobre une victoire sur les troupes du gouvernement, et pénétra ensuite en Angleterre. Mais il y trouva peu de partisans, et fut bientôt repoussé en Écosse et totalement défait au mois d'avril 1746 à la bataille de Culloden. Il erra quelque temps dans les bois et les montagnes, toujours poursuivi, mais protégé par la fidélité des montagnards, dont aucun ne se laissa tenter par l'appât d'une récompense énorme promise à celui qui le livrerait. Enfin après avoir couru pendant cinq mois les plus grands dangers, il réussit à s'embarquer pour la France et alla rejoindre son père à Rome. Ce fut la dernière tentative des Stuarts. Les tristes suites qu'elle eut pour l'Écosse et la sévérité que déploya le gouvernement anglais contribuèrent à éteindre le parti jacobite. Plusieurs lords et un grand nombre d'officiers et de paysans furent mis à mort. Les catholiques surtout furent pendant plusieurs années l'objet des poursuites et des mesures les plus rigoureuses. On abattit leurs églises, on détruisit un séminaire qu'ils avaient établi à Scalan, on chercha avec ardeur les

prêtres et les missionnaires, et on promit des récompenses à ceux qui en découvriraient. L'Écosse était divisée depuis 1726 en deux vicariats apostoliques, celui des montagnes et celui du midi ou de la plaine. M. Macdonald, évêque de Dia, vicaire apostolique des montagnes, où l'on comptait le plus grand nombre de catholiques, fut obligé de passer en France, et étant retourné dans son vicariat quelques années plus tard, il fut dénoncé et mis en prison. Alexandre Smith, vicaire apostolique du midi, se tint caché à Édimbourg. Plusieurs missionnaires finirent leurs jours dans les prisons. M. Colin Campbell mourut des suites des mauvais traitemens qu'il avait reçus. D'autres après avoir languì longtemps dans les cachots furent bannis à perpétuité. Il y eut aussi des poursuites en Angleterre, où le clergé protestant redoubla ses déclamations violentes contre l'Église romaine. Les presbytériens, qui avaient établi depuis peu à Londres un cours de sermons contre ce qu'ils appelaient les progrès du papisme, firent surtout éclater en cette occasion leur zèle fanatique. Le gouvernement arrêta quelques prêtres, et pendant plus d'un an Laurent York, évêque de Niba, coadjuteur du vicaire apostolique de l'ouest, fut réduit à se tenir caché. Mais les poursuites furent beaucoup moins rigoureuses et moins longues qu'en Écosse. Le gouvernement s'était enfin habitué à la tolérance envers les catholiques. Ceux d'Irlande même commençaient à jouir d'une plus grande liberté.

Benoît XIV donna vers ce temps plusieurs décrets pour obliger les religieux à prendre les pouvoirs des vicaires apostoliques. On a vu qu'Innocent XII en 1695 avait déjà porté un décret semblable; mais les religieux, particulièrement les jésuites et les bénédictins, avaient continué de se prévaloir de l'ancien usage qui ne les astreignait qu'à prendre des pouvoirs de leurs supérieurs, et le décret était demeuré à peu près sans exécution. Jean Talbot Stonor, docteur de Sorbonne, évêque de Tespie,



et vicaire apostolique du district du milieu, envoya un agent à Rome pour représenter la nécessité de mettre fin à cet état de choses. Un premier bref de Benoît XIV, du 2 septembre 1745, ordonna donc aux religieux de se soumettre à la juridiction des vicaires apostoliques. Ils firent des réclamations, et furent appuyés par le vicaire apostolique de l'ouest, qui s'abstint de publier le bref. Ce vicariat, confié d'abord sous Jacques II à Michel Ellis, bénédictin, fut depuis constamment affecté à des religieux. Il était alors occupé par un religieux récollet, nommé Matthieu Pritchard, évêque de Myra, successeur de M. Ellis, et qui avait pour coadjuteur depuis 1741 Laurent York, bénédictin; celui-ci eut à son tour pour coadjuteur en 1756 le pieux et savant Walmesley, qui était aussi de la congrégation des bénédictins anglais. Cette congrégation avait une maison nombreuse à Paris, où elle formait des missionnaires. Les vicariats du sud, du milieu et du nord, furent réservés à des prêtres séculiers. Toutefois celui du nord fut rempli pendant quelques années par un dominicain, Thomas Williams, évêque de Tiberiopolis, et après sa mort, arrivée en 1740, les religieux firent beaucoup d'instances pour que son successeur fût pris dans leur sein; mais ils ne purent l'obtenir. Les vicaires apostoliques de ces trois districts publièrent en 1748 le bref de Benoît XIV, et pour mettre fin à toutes les contestations, ce pape confirma son décret par un nouveau bref du 30 mai 1753, qui fut publié dans les quatre districts. Il est à remarquer que le vicaire apostolique de Londres l'adressa à son clergé par une lettre pastorale imprimée et signée de lui et de son coadjuteur, M. Challoner, évêque de Debra, célèbre par ses talens et par ses écrits. C'était peut-être la première fois qu'on voyait des évêques catholiques ne pas craindre de se montrer en Angleterre avec cette liberté. Quelque temps après, pour régulariser de plus en plus l'autorité des vicaires apostoliques, le pape leur ordonna de choisir



chacun un vicaire général pour gouverner leur district après leur mort ; mais cette précaution devint rarement nécessaire, parce qu'on avait soin de donner à chaque vicaire apostolique un coadjuteur qui lui succédait de droit.

Le patriarcat d'Aquilée était depuis longtemps un sujet de contestations entre la république de Venise et les princes de la maison d'Autriche. Il avait été convenu entre les deux puissances qu'elles jouiraient alternativement du droit de nommer le patriarche ; mais les Vénitiens avaient toujours eu soin d'éluder cette convention, et les patriarches ne manquaient pas de se faire donner successivement des coadjuteurs qui perpétuaient cette dignité dans leur nation. Enfin la maison d'Autriche, après plusieurs plaintes inutiles, ne voulut plus leur permettre d'exercer aucune juridiction dans ses états. Benoît XIV, pour remédier aux inconvéniens d'un tel état de choses, résolut en 1749 d'ériger en vicariat apostolique la partie autrichienne du patriarcat, et nomma l'année suivante à cette place un évêque *in partibus*, qui devait résider à Goritz. Cette démarche du pape blessa vivement les Vénitiens ; mais peu de temps après les rois de France et de Sardaigne interposèrent leur médiation entre la république et l'impératrice Marie-Thérèse, et firent conclure un accommodement qui terminait tous les différends. Il fut convenu par ce traité que le patriarcat serait supprimé et remplacé par deux nouveaux sièges. Benoît XIV s'empressa d'approuver cet accommodement, et donna en conséquence le 6 juillet 1751 une bulle par laquelle il supprimait le patriarcat d'Aquilée, et érigeait à sa place les deux archevêchés d'Udine et de Goritz, le premier pour le territoire vénitien, et le second pour les états d'Autriche. Le pape termina deux ans plus tard par un concordat quelques différends qui existaient entre la cour d'Espagne et celle de Rome, au sujet de la nomination aux bénéfices. Le roi d'Espagne nommait depuis

deux siècles aux évêchés de ses états, et de plus à tous les autres bénéfices dans le royaume de Grenade et dans les Indes, c'est-à-dire dans les pays conquis sur les infidèles depuis le règne de Ferdinand le Catholique ; mais dans le reste de ses états les prébendes et autres bénéfices dont les fondateurs ne s'étaient pas réservé le patronage étaient pendant huit mois à la nomination du pape et pendant quatre mois à la nomination des évêques et des chapitres. Les papes percevaient en outre les dépouilles des évêques décédés et les revenus des évêchés vacans. Benoît XIV renonça à cet usage, et céda au roi le droit de nommer pendant les huit mois aux bénéfices, à l'exception de cinquante-deux, ainsi que les dépouilles des évêques et les revenus des sièges vacans, sous la condition qu'ils seraient appliqués aux usages marqués par les canons. Ce concordat, signé au mois de janvier 1753, fut confirmé le 9 juin suivant par une bulle.

Les entreprises des parlemens sur la juridiction ecclésiastique devenaient chaque jour plus fréquentes. On a vu le parlement de Paris rendre des arrêts en 1731 et 1733 pour condamner des refus de sacremens. Le parlement de Bordeaux avait rendu vers le même temps un arrêt du même genre, et cet exemple fut suivi bientôt après par d'autres tribunaux inférieurs, notamment à Reims, à Angers, à Tours et à Troyes. Le roi avait fait casser tous ces arrêts par le conseil d'état. Mais après quelques années de tranquillité, le parlement de Paris revint à ses habitudes d'empiétemens sur les droits de l'Eglise. Il condamna en 1747 un mandement publié le 19 décembre précédent par M. de la Mothe, évêque d'Amiens, pour ordonner à ses curés de refuser les sacremens à ceux qui n'étaient pas soumis à la bulle *Unigenitus*. Deux ans plus tard, un conseiller dénonça plusieurs refus de sacremens envers des personnes qui refusaient de produire des billets de confession, et le parlement ordonna d'informer sur les faits dénoncés. Mais le

roi fit défendre toute poursuite à cet égard, et supprima les consultations données sur ces refus par quelques avocats. Cependant au mois de décembre 1750 le curé de Saint-Médard fut mandé à comparaître pour avoir refusé les sacremens à Charles Coffin, principal d'un collège et célèbre par des hymnes insérées dans le Bréviaire de Paris. Comme il passait pour fort opposé à la bulle *Unigenitus*, le curé lui demanda un billet de confession pour l'administrer, et le malade persistant à ne pas vouloir en donner, mourut sans les secours de la religion. Le curé, mandé pour ce refus et interrogé sur les motifs de sa conduite, répondit qu'il en avait rendu compte à l'archevêque et qu'il suivrait ses ordres. Cette réponse réitérée le fait mettre en prison, et les gens du roi sont députés vers M. de Beaumont pour l'engager à faire administrer le malade. Mais le prélat répond qu'il a trouvé l'usage des billets de confession établi dans son diocèse, et qu'il ne peut s'en départir. En effet, cet usage était déjà fort ancien, et le cardinal de Noailles lui-même en avait ordonné de nouveau l'observation. On devait le regarder surtout comme indispensable à Paris, au milieu d'une immense population, parmi tant de gens suspects ou inconnus, et principalement depuis que plusieurs appelans prétendaient que tout prêtre, quoique non approuvé, avait le droit de confesser et d'absoudre partout. Cependant le curé fut bientôt relâché; mais le parlement rendit un arrêt qui le condamnait à une aumône avec défense de récidiver. Il arrêta en outre des remontrances au roi, où il s'élevait fortement contre les billets de confession, et qualifiait de scandale le refus des sacremens.

D'autres affaires du même genre donnèrent lieu en 1752 à de nouvelles entreprises plus téméraires. Les sacremens avaient été refusés, le 21 mars, à un prêtre appelant. Il fit des sommations réitérées, et le parlement, saisi de l'affaire, manda le curé, le condamna à une aumône,

et ordonna de plus à l'archevêque de Paris de faire administrer le malade dans les vingt-quatre heures. Le roi fit casser cet arrêt; mais deux jours après le malade étant mort sans avoir reçu les sacremens, le curé fut décrété de prise de corps, et ce décret ayant encore été cassé, le parlement présenta au roi le 15 avril des remontrances, où il prenait plus ouvertement que jamais le parti des appelans. Le roi répondit qu'il avait pris des mesures relativement à trois curés dont on se plaignait, qu'il ne voulait pas ôter au parlement toute connaissance des refus de sacremens, mais qu'il exigeait qu'on lui en rendit compte; enfin qu'il s'attendait que le parlement connaissant ses intentions, cesserait toute procédure sur cette matière. Mais loin d'obéir, le parlement rendit le surlendemain un arrêt de règlement qui défendait à tout ecclésiastique de faire aucun acte tendant au schisme, notamment de faire aucun refus public de sacremens, sous prétexte du défaut de billet de confession ou de déclaration du nom du confesseur, ou d'acceptation de la bulle *Unigenitus*. C'est ce fameux arrêt qui servit depuis de fondement à toutes les entreprises des tribunaux; il fut répandu avec profusion, et combla de joie tout le parti. On y joignit une estampe allégorique, où la magistrature, sous l'emblème de la justice, foulait aux pieds une torche près d'un autel. On répandit ensuite une autre gravure représentant le parlement avec des langues de feu qui tombaient sur chacun de ses membres, tandis que dans un coin l'archevêque de Paris était entouré de diables. Les libelles, les caricatures se multipliaient de plus en plus, et servaient à entretenir la fermentation. Le roi, de son côté, rendit le 19 avril en son conseil, un arrêt de règlement où il déclarait que la constitution *Unigenitus* était une loi de l'Eglise et de l'état; il ordonnait en outre qu'avant de statuer sur les refus de sacremens on lui en rendit compte, et annulait tout arrêt contraire. Mais le parlement n'en persista pas moins dans

ses entreprises. Tous les jours les chambres étaient assemblées pour recevoir des dénonciations contre des prêtres et des évêques, et protéger les appelans par des arrêts qu'une foule nombreuse couvrait de ses applaudissemens.

Cependant le roi nomma le 30 mai, pour examiner les objets de contestation, une commission composée des cardinaux de la Rochefoucauld et de Soubise, de l'archevêque de Rouen, de l'évêque de Laon et de quatre magistrats; ce moyen de conciliation ne produisit aucun effet. Comme le parlement continuait son système d'empiétement, vingt et un prélats qui se trouvaient à Paris adressèrent, le 11 juin, une lettre au roi, sous le titre de Représentations, où ils se plaignaient vivement de la témérité toujours croissante des magistrats, de leurs usurpations sur les droits de l'autorité spirituelle, surtout de l'arrêt de règlement, et suppliaient le monarque de réprimer ces attentats, et de protéger, à l'exemple de ses ancêtres, la liberté de l'Église. Ils signèrent le même jour une autre lettre pour la défense de l'archevêque de Sens, contre un arrêt du 5 mai, où l'on n'avait pas craint de flétrir comme schismatique sa conduite envers les jansénistes. Ces deux lettres furent remises au roi et envoyées à tous les évêques du royaume, dont plus de quatre-vingts approuvèrent de si justes représentations. Quelques-uns, entre autres M. Languet, réclamèrent par des mandemens contre les atteintes portées à l'autorité spirituelle; mais la plupart de ces écrits, où l'incompétence et l'usurpation des magistrats étaient mises en évidence, furent condamnés par des arrêts. Bientôt les poursuites se multiplièrent et devinrent plus violentes. Un conseiller dénonça au parlement le 12 décembre deux refus de sacremens faits à deux religieuses par le curé et les vicaires de Saint-Médard. On manda les auteurs du refus; on députa un conseiller à l'archevêque pour l'inviter à faire administrer la malade, et comme il répondit qu'il

n'était comptable qu'à Dieu du pouvoir qui lui était confié, et que le curé de Saint-Médard suivrait les lumières de sa conscience et les ordres qui lui avaient été donnés, le parlement rendit le 13 un arrêt qui enjoignait au prélat d'administrer la malade sous peine de saisie de son temporel, et convoquait les pairs au 18 décembre pour le juger. Le roi cassa cet arrêt avec quelques autres semblables, dont un notamment condamnait l'évêque d'Orléans à six mille livres d'amende, puis le 22 février 1753, pour mettre un terme aux écarts des tribunaux, il publia des lettres patentes qui ordonnaient de surseoir jusqu'à nouvel ordre à toutes poursuites et procédures pour refus de sacremens. Le parlement refusa de les enregistrer, et dressa des remontrances aussi peu mesurées pour la forme que vicieuses pour le fond. On y attaquait sans ménagement le pape, les évêques, la bulle *Unigenitus* et l'autorité de l'Église. Le roi n'y eut aucun égard, et ordonna le 5 mai, par des lettres de jussion, l'enregistrement des lettres patentes, sous peine de désobéissance et d'encourir son indignation. Mais le parlement déclara qu'il ne pouvait obtempérer, et que les chambres demeureraient assemblées, tout autre service cessant, jusqu'à ce que les remontrances aient été reçues. Cette résistance opiniâtre provoqua enfin des mesures de sévérité. Tous les conseillers des requêtes et des enquêtes furent exilés le 9 mai en différentes villes, et quatre d'entre eux qu'on regardait comme les plus ardens furent enfermés dans des prisons d'état. La grand'chambre fut seulement transférée à Pontoise, où elle déclara persister dans les arrêtés précédens. Le roi nomma des chambres particulières pour rendre la justice; mais on parvint bientôt à force de clameurs, de libelles et de chansons, à jeter le ridicule et le mépris sur cette nouvelle magistrature. Enfin la cour se vit obligée de céder, et le roi consentit au mois d'août 1754 à rappeler le parlement. Il donna ensuite le 2 septembre une



déclaration devenue fameuse, par laquelle il imposait le silence sur les affaires concernant la bulle *Unigenitus*, annulait toutes les poursuites antérieures, et enjoignait aux parlemens de tenir la main à ce que d'aucune part il ne fût rien fait ou tenté de contraire au silence et à la paix.

Cette déclaration, bien loin de prévenir les troubles, ne servit qu'à les augmenter. Le parlement ne l'enregistra qu'avec cette clause, qu'elle serait exécutée conformément aux arrêts et réglemens de la cour, et l'on vit recommencer avec plus de violence que jamais les poursuites et les rigueurs contre les évêques et les prêtres qui se montraient fidèles à leurs devoirs. La prison, les amendes, la perte de leurs places, le bannissement à perpétuité, étaient la récompense de leur zèle. On n'entendait plus parler que de sommations, de dénonciations et d'arrêts pour refus de sacremens. Une simple question faite à un malade pour s'assurer de sa foi, la demande d'un billet de confession, le refus de faire un service pour un appelant et autres faits du même genre, devenaient une occasion de procédure et un motif de condamnation. Les ennemis de la bulle goûtaient toutes les douceurs de la victoire. Ils inondaient le public de libelles, où sous prétexte de défendre la loi du silence ils la violaient impunément. On laissait distribuer publiquement dans Paris et dans les provinces leur gazette remplie d'invective contre la bulle et contre ses défenseurs, tandis qu'on ne manquait pas de livrer aux flammes par des arrêts scandaleux les mandemens des évêques qui ordonnaient la soumission au jugement de l'Église. Il suffisait qu'un janséniste en voulût à son pasteur pour que celui-ci eût à redouter ou à subir des condamnations rigoureuses, et l'on eut plus d'un exemple de prêtres appelés pour porter les derniers sacremens à des gens pleins de santé et qui ne feignaient d'être malades que pour satisfaire leur haine contre ces ecclésiastiques et les faire bannir o

emprisonner. Sûrs de la protection des tribunaux, les ecclésiastiques livraient à l'envi les choses saintes à la discrétion des séculiers, et triomphaient quand, à force de procédures et de terreur, ils avaient trouvé un prêtre qui en vertu d'un arrêt leur apportait, escorté d'huissiers, les saints mystères dont la dispensation est confiée à l'Église. Le parlement était à peine sorti des vacances, qui avaient commencé aussitôt après la déclaration du 2 septembre, qu'il se mit à poursuivre le clergé. Un refus de sacremens venait de se faire à Paris. Trois ecclésiastiques sont aussitôt décrétés de prise de corps. M. de Beaumont, invité à faire administrer le malade, répond qu'il persiste dans sa déclaration faite à ce sujet en 1752, que les prêtres inculpés ont agi suivant leurs lumières et suivant ses ordres, et qu'il n'y peut rien changer. Le parlement le dénonce au roi, et le 2 décembre l'archevêque est exilé à Conflans. Un nouveau refus de sacremens attira bientôt après contre lui de nouvelles dénominations. On voulut même le rendre responsable de la suite d'un grand nombre de prêtres que les rigueurs des magistrats avaient contraints de s'éloigner ou de se tenir cachés. Il fut relégué le 2 février 1755 à Lagny, où ses ennemis ne le laissèrent pas tranquille. Comme il avait convoqué ses curés chez lui pour leur tracer les règles qu'ils devaient suivre dans l'administration des malades, le parlement les fit comparaître, voulut savoir le sujet et le résultat de cette conférence, et provoqua de nouvelles rigueurs contre le prélat. Mais le roi, se refusant cette fois à l'acharnement des magistrats, leur répondit qu'il désapprouvait la forme aussi inusitée qu'irrégulière qu'on avait prise pour se faire rendre compte des conversations de l'archevêque avec ses curés, et que le parlement devait se rappeler l'esprit de modération et de prudence qui lui avait été recommandé. Mais les avertissemens de ce genre étaient depuis longtemps sans effet. Le curé de Sainte-Marguerite pour refus de sacremens fut condamné

le 8 mars à un bannissement perpétuel. Un autre arrêt condamna à être brûlée par la main du bourreau une lettre écrite au roi par l'archevêque d'Auch et ses suffragans, dans laquelle ils se plaignaient de la déclaration et surtout de la manière dont les tribunaux l'exécutaient. Le chapitre d'Orléans fut surtout l'objet des poursuites les plus acharnées. Un chanoine de cette ville, nommé Cougniou, appelant et réappelant, étant tombé malade le chapitre avant de l'administrer lui députa trois de ses confrères pour l'exhorter à se soumettre à l'Église et à réparer le scandale qu'il avait donné. Mais il ne leur répondit que par des invectives contre la bulle. L'évêque lui-même alla le voir, et ne réussit pas mieux. En conséquence, le chapitre prit une délibération portant que les sacremens seraient refusés à ce chanoine rebelle à l'Église. Le parlement s'empare de l'affaire, multiplie les arrêts pour enjoindre d'administrer le malade, et condamne le chapitre à douze mille livres d'amende.

La mort du chanoine ne mit pas fin aux débats. On rendit un arrêt le 18 mars 1755 par lequel on déclarait abusive la délibération du chapitre, et attendu les faits résultant de la cause, on recevait incidemment le procureur général appelant comme d'abus de l'exécution de la bulle *Unigenitus*, notamment en ce que certains ecclésiastiques prétendaient lui attribuer le caractère et les effets de règle de foi, puis faisant droit sur ledit appel, le parlement déclarait qu'il y avait abus, et ordonnait à tous ecclésiastiques de se renfermer dans le silence général et absolu prescrit par la déclaration du 2 septembre. Une foule nombreuse, qui s'était rendue à l'audience, accueillit cet arrêt avec d'incroyables applaudissemens. Mais le 4 avril, un arrêt du conseil cassa celui du parlement en ce qu'on y disait qu'il y avait abus dans l'exécution de la bulle *Unigenitus*, et en ce que, sous prétexte de faire observer la déclaration, le parlement en avait étendu et interprété les dispositions con-

re les intentions du roi. C'est ainsi que la cour, après les concessions imprudentes, se voyait obligée pour en arrêter les suites de recourir à des mesures qui ne servaient guère qu'à prouver son inconséquence. Car si la bulle *Unigenitus* était devenue loi de l'état, comme on l'a vu précédemment, et si elle devait être exécutée, comme on le déclarait par l'arrêt du conseil, la déclaration qui prescrivait le silence à cet égard était bien évidemment absurde. Aussi le parlement, autorisé par cette déclaration, poursuivait son système sans relâche. Il rendit le 1<sup>er</sup> mai un arrêt pour enjoindre à la Sorbonne d'être plus attentive à empêcher qu'il ne fût soutenu aucune thèse contraire aux maximes du royaume et au silence prescrit, et comme elle refusa de l'enregistrer, on manda le syndic et les professeurs au palais de la cour, et le premier président leur adressa une réprimande, fit enregistrer l'arrêt en leur présence, et leur défendit de s'assembler jusqu'à nouvel ordre. Enfin, par un arrêt du 29 août rendu sur l'affaire Cougnou, trois chanoines d'Orléans furent bannis à perpétuité, d'autres condamnés à de fortes amendes, et le chapitre condamné à fonder un service et à faire les frais d'un monument en l'honneur du chanoine appelant. L'assemblée du clergé, qui se tenait alors, présenta le 8 septembre un mémoire au roi contre cet arrêt scandaleux. Mais ses réclamations ne produisirent aucun effet. Le monument fut élevé dans une des églises d'Orléans, et l'évêque ayant interdit cette église, fut dénoncé au roi et exilé. Quelques autres parlemens et des tribunaux inférieurs ne montraient pas moins d'ardeur à poursuivre le clergé. M. de Brancas, archevêque d'Aix, fut exilé sur la dénonciation du parlement de Provence. Les évêques de Nantes et de Vannes eurent leur temporel saisi par arrêt du parlement de Bretagne, qui condamna aussi plusieurs prêtres à des amendes ou au bannissement. Le parlement de Toulouse condamna au feu un écrit de l'évêque de Saint-Pons, et

cassa les ordonnances de l'évêque de Montpellier, avec menace de saisir son temporel. L'évêque de Troyes fut condamné à une amende, ses meubles confisqués et son temporel saisi, et il fallut que le roi réprimât les excès des juges subalternes, qui pour imiter le parlement avaient rendu contre ce prélat sentences sur sentences.

L'assemblée du clergé, qui s'était ouverte le 25 mai 1755, ne pouvait rester indifférente à tant d'attaques contre la liberté de l'Église. Elle députa au roi pour demander le retour de M. de Beaumont, et réclamer en faveur des évêques d'Orléans et de Montpellier, dont le ministère était entravé par les tribunaux. Elle présenta ensuite le 5 octobre des remontrances où elle faisait voir l'incompétence des parlemens dans les affaires spirituelles, et suppliait le roi d'interpréter la déclaration de 1754 conformément à celle de 1730, de casser les arrêts contre la bulle, de rendre aux évêques et aux écoles de théologie la liberté de leur ministère et de leur enseignement ; de défendre aux magistrats toute injonction en matière de sacremens ; d'ordonner que les sentences et les ordonnances des évêques seront exécutées provisoirement nonobstant l'appel comme d'abus ; enfin d'annuler les arrêts rendus contre les ecclésiastiques dans les derniers troubles. Elle avait nommé une commission pour préparer un travail où l'on exposerait les principes et les règles à suivre sur ces matières. La commission présenta le résultat de son travail en dix articles qui furent adoptés par dix-sept évêques et vingt-deux députés du second ordre. Mais il y eut une partie de l'assemblée qui ne les trouva pas assez précis, et qui dressa huit autres articles où l'on s'exprimait avec plus de force sur la grièveté du péché des réfractaires, sur la légitimité des refus et sur l'injustice des recours aux juges séculiers. Ces huit articles furent souscrits par seize prélats et dix députés. On reconnaissait des deux côtés que la bulle *Unigenitus* était un jugement dogmatique auquel tout fidèle doit une sou-



mission sincère d'esprit et de cœur ; qu'il y avait des cas où l'on pouvait refuser, même publiquement, les sacrements aux réfractaires ; que la puissance ecclésiastique avait seule le droit de déterminer les dispositions nécessaires pour participer aux sacrements, et que c'était pécher que de recourir aux tribunaux pour forcer les prêtres à les administrer. Mais en convenant de ces principes, on n'était pas d'accord sur leur étendue et sur leur application. On pouvait élever, en effet, sur ces matières deux questions bien distinctes, l'une de droit et l'autre de fait. La première concernait l'autorité de la bulle et le droit qui appartient à l'Église seule de prononcer sur les choses spirituelles et par conséquent sur les causes qui rendent indignes des sacrements ; il ne pouvait y avoir sur ces points ni doute ni division parmi les prélats. L'autre question concernait simplement des faits personnels, et consistait à savoir comment on devait s'assurer que tel individu n'était pas soumis à la bulle, et se pouvait indigne des sacrements. Or, on pouvait demander à cet égard s'il fallait une notoriété de droit, c'est-à-dire, un jugement rendu après des monitions et sur des preuves juridiques, ou bien si la notoriété de fait pouvait être suffisante, et dans quelles circonstances on pouvait la regarder comme suffisamment établie, et comme à cet égard l'erreur était possible, à quelle autorité on devait recourir pour obtenir justice. Il est facile de comprendre qu'il pouvait y avoir des dissidences sur quelques-uns de ces points. Il y eut de nombreuses conférences pour tâcher de réunir les prélats au même avis ; mais chacun persista dans son opinion, et l'on convint enfin de part et d'autre d'envoyer les articles au pape, et d'attendre sa décision. Le parlement, sur un réquisitoire de l'avocat-général Joly de Fleury, venait de rendre un arrêt qui déclarait nulle et insuffisante la notoriété de fait, comme donnant lieu à l'arbitraire et pouvant devenir une source d'erreurs et d'abus. Il voulut empêcher le recours des



évêques au souverain pontife, et fit à ce sujet des représentations au roi, qui n'y eut aucun égard. Ce prince fit partir la lettre de l'assemblée du clergé pour le pape avec une autre qu'il écrivait lui-même à Benoît XIV.

L'année suivante le parlement rendit un arrêt pour déclarer nul et de nul effet le décret de la faculté de théologie du 15 décembre 1729 pour l'acceptation de la bulle *Unigenitus*, sous prétexte que ce décret, qui obligeait à signer un formulaire de soumission à la bulle pour être admis aux grades, était contraire au silence prescrit par la déclaration de 1754; mais cet arrêt fut cassé le 24 mai par un arrêt du conseil. L'archevêque de Paris interdit vers le même temps aux religieuses hospitalières de Saint-Marceau, pour cause de désobéissance l'élection d'une supérieure. Le parlement le somma de révoquer cette défense, et sur son refus, il cassa son ordonnance et fit procéder à l'élection. Cette nouvelle entreprise, jointe aux arrêts multipliés contre les prêtres détermina l'archevêque à défendre les droits de l'Église dans une instruction pastorale qu'il publia en chaire à Conflans, le 19 septembre 1756. Il y établissait l'autorité des premiers pasteurs, prouvait leur indépendance, tant pour l'enseignement de la foi que pour l'administration des sacremens, réfutait les vains prétextes des sectaires et des magistrats, et finissait par défendre aux juges séculiers, sous peine d'excommunication, de connaître des refus de sacremens et aux fidèles de lire les écrits tendant à combattre l'autorité de l'Église, et spécialement neuf arrêts ou extraits des registres du parlement. La chambre des vacations fit défense d'imprimer cette instruction pastorale, et le Châtelet la fit brûler ensuite le 4 novembre par la main du bourreau. Quelques évêques qui crurent devoir y adhérer par des mandemens furent dénoncés au roi et exilés. Cependant Benoît XIV répondit le 16 octobre 1756 à la lettre de l'assemblée du clergé, par un bref qui commence par les mots *Ex om-*

us, où il déclarait que tout fidèle doit à la bulle *Unigenitus* une soumission entière, dont on ne peut se dispenser qu'au péril du salut éternel, et que par conséquent devait refuser le viatique aux réfractaires, suivant règle générale qui défend d'admettre un pécheur public et notoire à l'Eucharistie ; après quoi, il avertisse que la notoriété requise n'existait pas, quand elle n'est fondée que sur des conjectures, des présomptions, des rumeurs vagues, et il traçait ensuite les règles qu'on devait suivre à cet égard. Les sectaires publièrent plusieurs écrits contre ce bref; le parlement rendit lui-même un arrêt pour le supprimer, et députa au roi pour empêcher la publication. Mais cette démarche fut sans effet. Le roi, après avoir envoyé le bref aux évêques, donna le 10 décembre une déclaration où il satisfaisait en partie aux plaintes du clergé. Il y ordonnait la soumission à la bulle *Unigenitus*, avec défense toutefois de prêter le nom, le caractère ou les effets de règle à ce bref; il déclarait que le silence prescrit par les déclarations précédentes ne devait point préjudicier au droit qu'ont les évêques d'enseigner leurs peuples, et leur recommandait néanmoins de ne pas troubler la paix. Il défendait aux juges séculiers d'ordonner en aucune manière que les sacremens fussent administrés. Il décidait que les prêtres ne pourraient être poursuivis pour refus de sacremens à ceux contre qui il y aurait des jugemens définitifs, ou qui auraient fait connaître d'eux-mêmes une désobéissance; mais il défendait les interrogations secrètes. Enfin il annulait toutes les sentences rendues à l'occasion des derniers troubles.

Cette déclaration fut enregistrée le 13 décembre dans le parlement de justice avec deux autres édits concernant la discipline du parlement. Mais la plupart des magistrats refusèrent de donner leur démission; il n'y eut que la majorité de la grand'chambre qui ne suivit point l'exemple général. Elle adressa cependant plusieurs fois

des remontrances qui furent appuyées par les parlements de Bordeaux, de Rennes et de Rouen. Le roi déclara qu'il exigeait l'exécution de sa déclaration sur les affaires de l'Église, et qu'il interpréterait ses autres édits. Le parlement reprit ses fonctions au mois de septembre de l'année suivante, et enregistra la déclaration pour être exécutée conformément aux lois, ordonnances, usages et maximes du royaume. Le roi rappela dans le même temps les évêques exilés, à l'exception de l'évêque de Saint-Pons. Mais l'archevêque de Paris éprouva bientôt une nouvelle disgrâce. On voulait qu'il révoquât les défenses faites en 1756 aux religieuses hospitalières de Saint-Macéau. Le prélat exigeait qu'elles fissent au moins quelque satisfaction, et la cour, mécontente, l'exila le 4 janvier 1758 dans le Périgord. Quelques mois après, M. de Montazet, évêque d'Autun, fut nommé archevêque de Lyon, à condition, dit-on, qu'il annulerait, comme primate, la défense portée par l'archevêque de Paris. Il rendit en effet le 8 avril une ordonnance telle qu'on la souhaitait : elle cassa celle de M. de Beaumont, et permit aux hospitalières de procéder à leurs élections. Cette conduite fut fortement blâmée de ses collègues. M. de Beaumont présenta des mémoires contre un jugement qui encourageait la désobéissance. Mais on n'eut point égard à ses réclamations. Il y eut la même année une assemblée extraordinaire du clergé pour une demande de secours. Elle présenta des remontrances où elle demandait le retour de l'archevêque de Paris et de l'évêque de Saint-Pons, le rappel des prêtres bannis, le rétablissement de la faculté de théologie dans tous ses droits, l'exécution du bref de Benoît XIV, et enfin que le gouvernement prît des mesures contre la licence des ouvrages irréligieux.

L'assemblée de 1755 avait déjà présenté au sujet de la propagation des mauvais livres un mémoire éloquent où elle représentait avec force l'audace toujours croissante des attaques contre les fondemens ou les dogmes de

religion, contre les principes de la morale et contre les droits de l'autorité souveraine. Elle se plaignait surtout de la tolérance accordée par le gouvernement sous prétexte d'un intérêt mercantile à des ouvrages, dont les funestes doctrines menaçaient également la religion et la société. En effet, le président de Malsherbes, placé depuis 1750 à 1768 à la tête de la librairie et engagé lui-même dans le parti philosophique, fermait les yeux sur la publication des livres les plus irréligieux, accordait à d'autres des permissions secrètes et les favorisait sous main. Voltaire et Rousseau n'ont pas laissé ignorer les complaisances qu'il eut pour eux, les facilités qu'il leur procura, et un de ses panégyristes lui fait même un mérite d'avoir limité le zèle des censeurs et indiqué aux gens de lettres les moyens d'éluder les lois. Une déclaration du 16 avril 1757 prononça la peine de mort contre les auteurs et les distributeurs d'ouvrages contraires à la religion. C'était une réminiscence des anciennes lois contre les hérétiques. Mais les temps n'étaient plus les mêmes. Cet excès de sévérité fit que l'édit ne fut pas exécuté, et c'est ce que l'on voulait. Le parlement dans ses arrêts qu'il prononça successivement contre plusieurs écrits ne manquait pas d'ordonner aussi des poursuites contre les auteurs. Mais ce n'était qu'une clause de style de forme qui demeurait sans effet. On vit une seule fois, en 1766, des poursuites sérieuses contre des jeunes gens d'Abbeville coupables d'impiété et de sacrilèges, et un officier nommé de la Barre fut condamné à mort. Les informations constatèrent qu'ils avaient été pervertis par la lecture du Dictionnaire philosophique de Voltaire. On crut devoir punir avec une rigueur peut-être excessive les victimes de la séduction, et l'auteur ne fut pas inquiété.

Une des tentatives les plus audacieuses de l'incrédulité fut une thèse soutenue en Sorbonne le 18 novembre 1751 par l'abbé de Prades, que cet acte de témérité

a rendu fameux. C'était un bachelier du diocèse de Montauban fort lié avec les nouveaux philosophes, et qui avait fourni à l'Encyclopédie un article sur la certitude, que Diderot couvrit d'éloges. On croit que ce fut celui-ci qui lui suggéra d'insérer dans sa thèse les propositions hardies et condamnables qu'elle renfermait, et quelques-uns même ont prétendu qu'elle avait été rédigée par Diderot. Mais de Prades réclama vivement contre cette imputation. La thèse était fort longue et imprimée en très-petits caractères. Le maître des études l'avait signée sans la lire; le président et le syndic l'avaient lue tous les deux, mais rapidement et sans y rien remarquer. Cependant elle ne tarda pas à faire du bruit, et le 15 décembre la faculté, sur la dénonciation qui en fut faite par un docteur, la déclara condamnable, et arrêta qu'on l'examinerait plus amplement, et qu'en attendant de Prades serait suspendu de tout acte de licence. Deux jours après les gens du roi déférèrent la thèse au parlement, où l'on manda le syndic, qui fut admonété. Les commissaires nommés par la Sorbonne firent leur rapport le 3 janvier, et conclurent à censurer dix propositions. Cet avis fut combattu par plusieurs docteurs, qui, sans approuver la thèse et tout en convenant que les propositions prises séparément pouvaient être censurables, croyaient qu'elles étaient rectifiées par le contexte, et qu'on pouvait juger par le reste de l'écrit que l'auteur n'avait pas eu de mauvaises intentions. Mais la majorité ne pensa pas ainsi. La hardiesse de quelques propositions, les liaisons de l'auteur avec les encyclopédistes et la joie maligne qu'ils firent éclater à cette occasion, persuadèrent que la thèse avait été rédigée à dessein par un parti qui avait trouvé plaisant de faire prêcher l'erreur en pleine Sorbonne. On crut donc que les circonstances voulaient un exemple. La thèse fut censurée et de Prades exclus de la licence. Il se retira à Berlin, où il fut accueilli par Frédéric, qui le nomma peu de temps



après à un canonicat de Breslaw. De Prades écrivit à l'évêque pour protester de sa foi, et souscrivit en 1754 au décret par lequel Benoît XIV avait condamné sa thèse. Cette démarche et les idées mêmes de l'article inséré par lui dans l'Encyclopédie donnent lieu de croire que s'il avait été égaré par les conseils des philosophes, il ne partageait pas leur doctrine.

L'Encyclopédie, commencée depuis peu, ne tarda pas à exciter des murmures et des plaintes. Elle avait été annoncée avec emphase comme un répertoire de toutes les connaissances humaines, comme un vaste dépôt où seraient rassemblés tous les principes et toutes les découvertes des sciences et des arts, et qui pourrait tenir lieu d'une foule d'autres livres. Tout ce que la France possédait de savans, de littérateurs et d'écrivains dans tous les genres, était appelé à y concourir. Le parti philosophique la regardait comme un moyen de propager adroitement ses doctrines, et la prônait comme un monument qui devait immortaliser le siècle. Elle était dirigée par Diderot et d'Alembert, tous deux ennemis déclarés de la religion. Nous avons déjà parlé du premier et de son exaltation fanatique. Le second, qui s'était fait une grande réputation comme géomètre, montrait plus de réserve dans ses écrits, et se contentait de lancer contre la religion et contre le clergé des épigrammes et des traits enveloppés dans des phrases artificieuses, qui ne servaient qu'à rendre leur effet plus sûr. Il était du reste le confident de Voltaire, et leur correspondance fait voir que sa haine contre la religion, pour être dissimulée, n'en était pas moins violente, et qu'en se montrant plus retenu il n'en parvenait que mieux à ses fins. Devenu quelque temps après secrétaire perpétuel de l'Académie française, il se servit de son influence pour y faire entrer les adeptes du parti philosophique. On comprend ce que devait être l'Encyclopédie sous la direction de deux hommes dont l'irréligion était si pro-



noncée. Des réflexions malignes, des sarcasmes mal déguisés, des sophismes, des paradoxes multipliés, des objections sans réponse, des doutes sans solution, enfin des artifices de tout genre, révélaient à tout moment l'intention d'ébranler les anciennes croyances et d'attaquer le christianisme. On s'abstenait ordinairement dans les articles concernant la religion de toute insinuation qui eût pu ressembler à une guerre ouverte; on ne croyait pas même pouvoir se dispenser dans l'occasion d'exposer les preuves qui servent à établir les dogmes de la foi; mais on avait soin de renvoyer à d'autres articles, où l'on trouvait des sophismes et des doutes propres à les ébranler, et ce qui montre la hardiesse des éditeurs, c'est que Diderot ne craignit pas dans l'article *Encyclopédie* de révéler cette marche artificieuse. Il n'avait encore paru que deux volumes de cet ouvrage, lorsqu'un arrêt du conseil du 7 février 1752 les supprima comme renfermant des maximes propres à détruire l'autorité royale, à établir l'esprit d'indépendance et de révolte, et à répandre la corruption des mœurs, l'irrégion et l'incrédulité. L'impression de l'*Encyclopédie* fut suspendue pendant dix-huit mois; mais les éditeurs à force de sollicitations et de promesses d'être plus circonspects parvinrent à obtenir la permission de continuer cette entreprise. Ils mirent en tête du troisième volume une préface où ils essayaient de répondre aux reproches qu'on leur avait faits, et loin de se corriger, ils semblèrent au contraire affecter moins de retenue et attaquer plus ouvertement la révélation, les dogmes du christianisme, les principes de la morale, et les droits de l'autorité souveraine. L'ouvrage fut déféré au parlement le 23 janvier 1759 par un réquisitoire de l'avocat général Joly de Fleury, et un arrêt du 6 février fit défense de vendre les sept volumes qui avaient paru. Enfin le 8 mars suivant un arrêt du conseil révoqua le privilège pour l'impression de ce dictionnaire; attendu que l'avantage qu'on pouvait retirer d'un livre de ce genre

ne pouvait balancer le tort irréparable qui en résultait pour les mœurs et pour la religion. Mais les encyclopédistes obtinrent une tolérance secrète qui les affranchit de toute entrave, et dès ce moment Diderot se livra de plus en plus à sa fougue irréligieuse. Le pape Clément XIII condamna de son côté l'Encyclopédie, par un bref du 3 septembre de la même année 1759. Plusieurs écrivains réfutèrent les pernicieuses doctrines répandues dans ce dictionnaire. Chaumeix publia en 1758 les Préjugés légitimes contre l'Encyclopédie, et donna successivement plusieurs volumes pour faire suite à cette réfutation, qui lui attira les sarcasmes et les injures du parti philosophique. L'abbé Saas publia sept lettres pour servir de supplément aux sept premiers volumes de l'Encyclopédie. Moreau tourna en ridicule la morgue prétentieuse des encyclopédistes et de leurs partisans dans ses Mémoires pour servir à l'histoire des Cacouacs. C'était le nom de guerre que prenaient les philosophes. L'abbé de Saint-Cyr dévoila les variations de leur doctrine et la turpitude de leur morale, dans le Catéchisme des Cacouacs, publié en 1758. Cependant Diderot, malgré bien des difficultés, vint à bout d'achever l'ouvrage; mais il fut obligé de prendre de toute main, et l'Encyclopédie, d'abord tant prônée, finit par attirer les critiques et le mépris de Voltaire et des éditeurs eux-mêmes. Aujourd'hui, elle est complètement oubliée. On entreprit quelques années plus tard, sous le titre d'Encyclopédie méthodique, un autre ouvrage plus étendu, où chaque science était traitée dans un dictionnaire particulier, et ce fut pour cette nouvelle entreprise que le célèbre Bergier composa son Dictionnaire de théologie.

Le parlement de Paris condamna au feu, par un arrêt du 6 avril 1756, trois ouvrages dénoncés par l'abbé Chauvelin, conseiller clerc. C'étaient l'Histoire du peuple de Dieu, par le père Berruyer, dont nous avons déjà parlé, la *Christiade* ou le *Paradis reconquis*, d'un abbé de la

Beaume, espèce de poème ridicule et emphatique où la vie de Jésus-Christ était travestie et défigurée par des fictions indécentes et romanesques, par des discours absurdes et par des fables empruntées aux poèmes du paganisme ; enfin l'Analyse de Bayle, par l'abbé de Marsy, qui n'avait pas craint d'offrir un résumé des erreurs, des obscénités, des satires odieuses, et des principes d'incrédulité, disséminés dans un volumineux dictionnaire, dont l'acquisition était difficile. Trois ans plus tard, par un arrêt du 6 février 1759, le parlement condamna au feu sept autres ouvrages irréligieux, savoir : la Philosophie du bon sens, par le marquis d'Argens ; le poème de la Loi naturelle, de Voltaire ; les Étrennes des esprits forts, qui étaient une seconde édition des Pensées philosophiques de Diderot, avec quelques additions ; le Pyrrhonisme du sage, attribué au protestant Beausobre, connu par son Histoire du Manichéisme ; une Lettre sur le matérialisme, et les Lettres semi-philosophiques, dont les auteurs sont inconnus, et le livre de l'Esprit, par Helvétius. Le même arrêt ordonnait d'informer contre les auteurs et les distributeurs de ces livres. On excepta Helvétius, parce qu'il avait remis une déclaration où il protestait détester les erreurs dont son livre était rempli, et vouloir toujours faire profession des vérités contraires. Cet écrivain, ambitieux de renommée, se fit tour à tour géomètre, poète, métaphysicien, et n'ayant pas réussi dans les deux premiers genres, il publia le livre de l'Esprit, qui ne lui procura pas la considération dont il s'était flatté. Car en cherchant à faire du bruit par la hardiesse des paradoxes, il ne débita que des idées sans profondeur, et des systèmes absurdes qui n'avaient pas même l'attrait de la nouveauté. Son livre, écrit d'un style souvent boursoufflé, et d'ailleurs rempli de déclamations étrangères au sujet, avait pour but d'établir un matérialisme grossier, de légitimer les passions et de substituer aux principes de la morale les calculs de l'intérêt per-

sonnel. Il réduit toutes nos facultés à la sensibilité physique, tous les actes intérieurs à des sensations, rejette la spiritualité et l'immortalité de l'âme, nie la liberté humaine, présente tous nos penchans comme insurmontables, et ne reconnaît d'autre mobile de nos actions que le plaisir ou la douleur, d'autre règle du devoir que l'intérêt particulier, ni d'autre bien que la volupté. Cette doctrine monstrueuse fut applaudie par le parti philosophique, et il se trouva même un censeur qui eut la sottise ou la hardiesse de donner son approbation au livre. Mais bientôt des réclamations s'élevèrent de toutes parts. Un arrêt du conseil supprima l'ouvrage; M. de Beaumont donna le 22 novembre 1758 un mandement pour le proscrire; la faculté de théologie en fit au mois d'avril de l'année suivante une censure détaillée et solide; plusieurs évêques s'élevèrent aussi contre les impiétés de ce livre, et le pape Clément XIII le condamna par un bref du 31 janvier 1759. Helvétius, effrayé par ce soulèvement, donna une rétractation pour éviter des poursuites; mais il n'en persista pas moins dans ses erreurs, et les reproduisit dans un ouvrage intitulé de l'Homme, qui fut publié après sa mort. Nous aurons bientôt à signaler d'autres productions plus funestes à la religion.

Benoît XIV mourut le 3 mai 1758, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il avait nommé, pendant les dix-huit ans de son pontificat, soixante-quatre cardinaux, parmi lesquels on remarque le prince Théodore de Bavière, frère de l'électeur; le prince Henri Stuart, duc d'York, qui fut depuis évêque de Frascati, et qui n'est mort qu'en 1807, et les cardinaux français de la Rochefoucauld, de Rohan, de Tavannes, de Luynes, et de Gesvres. Le conclave qui suivit la mort de ce pape dura près de deux mois. Un grand nombre de voix se portèrent d'abord sur le cardinal Archinto, puis sur le cardinal Cavalchini, tous deux distingués par leurs talens. Le second était sur le point d'être élu, lorsque la France lui fit donner l'exclusion,

parce qu'il était attaché aux jésuites et qu'il avait voté pour la béatification de Bellarmin, depuis longtemps sollicitée et toujours sans succès. Enfin le 6 juillet, on élut le cardinal Rezzonico, Vénitien, qui prit le nom de Clément XIII. Il était né en 1693 et avait été fait cardinal en 1737, puis en 1743 évêque de Padoue, où il se fit admirer par sa fervente piété, par son zèle, sa modestie, et surtout par une charité sans bornes envers les pauvres. Ce ne fut qu'après une longue résistance qu'il consentit à son exaltation ; Lalande dans son voyage d'Italie, et d'autres écrivains peu favorables au saint-siège, n'ont pu s'empêcher de rendre hommage aux vertus de ce pontife ; mais il eut des détracteurs qui lui reprochèrent des vues étroites, parce qu'il ne partageait pas leurs idées ou leurs préventions. Il condamna en 1761 l'Exposition de la doctrine chrétienne, par Mésangui, comme renfermant des propositions qui tendaient à renouveler ou à favoriser les erreurs de Jansenius et de Quesnel. On ne manqua pas d'attribuer cette condamnation aux intrigues des jésuites, et l'influence des sectaires empêcha la publication de ce bref, non-seulement en France, mais en divers endroits de l'Italie, où ils commençaient à compter un certain nombre de partisans. Le royaume de Naples surtout se remplissait de théologiens novateurs, qui s'élevaient contre l'autorité du saint-siège, et dont les doctrines tendaient à changer toute la discipline de l'Église. On vit bientôt le même esprit de réformes téméraires se répandre en Allemagne, en Portugal, et l'autorité séculière multiplier ses entreprises sur les droits de la juridiction ecclésiastique.

Un des premiers effets de cet esprit d'innovation et l'événement le plus remarquable de cette époque fut le concert des souverains pour expulser les jésuites de leurs états, et demander la suppression de la société. L'exemple fut donné par le Portugal, où l'on vit un ministre entreprenant, Carvalho, marquis de Pombal, porter ses



vues réformatrices dans l'église, asservir les évêques, se déclarer l'ennemi du saint-siège, favoriser les auteurs et les écrits qui prêchaient les nouveautés, et ouvrir enfin la porte aux dangereux systèmes des mauvaises doctrines. Quelques soulèvemens des Indiens du Paraguay contre des mesures du gouvernement devinrent une occasion de plaintes contre les jésuites, qu'on accusa de favoriser la révolte pour maintenir leur domination et conserver les richesses du pays. Il y aurait eu lieu plutôt d'accuser la cupidité des princes qui cherchaient à étendre leurs droits sur des conquêtes uniquement dues au zèle et aux fatigues des missionnaires. Cependant le roi d'Espagne, mécontent, renvoya en 1755 son confesseur et celui de la reine, tous deux jésuites, et le roi de Portugal bannit également les jésuites de sa cour; puis, deux ans plus tard, le marquis de Pombal fit solliciter et obtint de Benoît XIV un bref pour la réforme des abus introduits dans la société. Le cardinal Saldanha, nommé par ce bref visiteur et réformateur des jésuites, fit saisir leurs magasins et leurs livres de commerce, leur interdit, de concert avec le patriarche de Lisbonne, la prédication et la confession, et fit fermer leurs collèges. Sur ces entrefaites, une tentative d'assassinat qui eut lieu en 1758 contre le roi de Portugal, fournit un prétexte à de nouvelles rigueurs contre les jésuites. Trois d'entre eux furent accusés d'en être complices, et l'un d'eux, Malagrida, fut condamné à mort. On envoya à tous les évêques, au nom du roi, un manifeste contre la société, où l'on faisait un long récit des crimes et des erreurs imputées à tous ses membres. Enfin le 3 septembre 1759, les jésuites furent bannis du royaume par un édit, et on les embarqua tous, au nombre d'environ six cents, pour les conduire en Italie. Cependant Pombal n'avait osé faire exécuter Malagrida en vertu de la sentence d'un tribunal séculier, et Clément XIII avait refusé l'autorisation demandée, ne croyant pas pouvoir consentir à l'exécution d'une sentence qu'il regardait



comme souverainement inique pour le fond , aussi bien que pour la forme. Il en résulta une longue altercation entre les deux cours. Le roi, toujours poussé par son ministre, renvoya de Lisbonne le nonce du pape, et donna ordre à son ambassadeur à Rome de quitter cette ville. Pombal imagina enfin de livrer Malagrida à l'inquisition comme faux prophète. Il composa le tribunal de juges qui lui étaient dévoués, fit instruire le procès sur deux écrits attribués au prisonnier, et le malheureux jésuite fut condamné au feu comme faux prophète, et brûlé à l'âge de soixante-quinze ans. Cette affaire, où l'excès du ridicule et de l'absurdité se joignait, dit Voltaire, à l'excès de l'horreur, devint le sujet d'une foule de libelles publiés en Portugal et en France, et pleins d'invectives et d'accusations odieuses contre les jésuites. Le journal janséniste ne cessait de déclamer contre eux avec une violence inconcevable, et tous les écrivains du parti, Clémencet, Coudrette, Barral, Gourlin, Guidi, avaient sans cesse la plume à la main pour les dénigrer, et exhorter tous les gouvernemens à suivre l'exemple du Portugal. Le livre du père Pichon, les erreurs des pères Hardouin et Berruyer, et surtout la publication de la troisième partie de l'Histoire du peuple de Dieu, après la promesse que les jésuites, dit-on, avaient faite de la supprimer, enfin la réimpression que l'on fit vers ce temps de la Théologie morale de Busembaum, où se trouvaient des principes relâchés et plusieurs fois condamnés, devenaient un texte perpétuel d'accusations contre toute la société. On avait senti que c'était le moment de frapper à coups redoublés; car on était sûr des dispositions du parlement, et l'on pouvait compter sur la faiblesse de la cour, et sur l'appui du duc de Choiseul, premier ministre, qui passait pour être attaché au parti philosophique.

Le parlement de Paris rendit au mois d'avril 1760 un arrêt contre les congrégations et les confréries. C'était une première attaque contre les jésuites, qui avaient éta-

bli depuis longtemps chez eux des associations de ce genre, qu'on ne s'était pas encore avisé de regarder comme suspectes ou dangereuses. Un procès qu'ils soutinrent vers le même temps fut l'occasion du soulèvement qui amena leur expulsion. Le père Lavalette, résidant à la Martinique, se mêlait de commerce, et avait tiré pour le remboursement d'une somme considérable qui lui avait été confiée, une lettre de change sur le père de Sacy, son confrère, demeurant à Paris. Cet effet fut protesté; et les jésuites après avoir été condamnés au paiement par une sentence des syndics du commerce, en appelèrent au parlement, où l'affaire fut plaidée avec une extrême chaleur. Ils furent condamnés, par un arrêt du 8 mai 1761, à acquitter la lettre de change et à payer en outre une somme de cinquante mille livres pour dommages et intérêts. Cet arrêt fut reçu avec des applaudissemens et des acclamations bruyantes. Les avocats de la partie adverse, pour établir que la société devait répondre des engagemens du père Lavalette, avaient discuté les constitutions des jésuites, et ne se bornant pas à ce qui pouvait concerner la cause, ils se déchaînèrent avec violence contre divers articles de cette règle, et prétendirent y trouver le germe de tous les désordres. Les applaudissemens qu'on leur prodigua excitèrent le zèle et l'émulation de l'abbé Chauvelin, conseiller clerc, qui s'était déjà signalé par son ardeur à l'occasion des refus de sacremens, et dans les querelles avec la cour. Il dénonça au parlement, le 17 avril 1761, les constitutions des jésuites, comme renfermant plusieurs choses contraires au bon ordre, à la discipline de l'Église et aux maximes du royaume. Le parlement arrêta aussitôt de les examiner, et son exemple fut suivi par la plupart des parlemens de provinces. Ce fut l'origine de ces fameux comptes rendus des constitutions des jésuites. Ceux qui firent le plus de bruit et qui eurent le plus de vogue, parce qu'on y attaquait la société avec le plus de violence,

furent ceux de la Chalotais, procureur général au parlement de Rennes. Chauvelin fit le 8 juillet un autre discours pour dénoncer les opinions pernicieuses de plusieurs théologiens jésuites anciens et modernes, comme étant l'enseignement constant et non interrompu de la société, et le parlement ordonna encore des informations à ce sujet. Le roi rendit le 2 août une déclaration qui prescrivait au parlement de surseoir pendant un an à statuer sur l'institut et les constitutions des jésuites. Mais quatre jours après, le procureur général fut reçu appelant comme d'abus de toutes les bulles et brefs concernant la société, et l'on rendit un arrêt qui condamnait au feu vingt-quatre ouvrages de divers jésuites, comme séditieux, destructifs de la morale chrétienne et enseignant une doctrine meurtrière. On déclara que tel était l'enseignement constant de la société, et que tous désaveux et rétractations à cet égard étaient illusoires. Enfin on défendit aux jésuites de tenir des collèges, et à tous sujets du roi d'y étudier ou d'embrasser l'institut. Le roi donna encore des lettres patentes pour faire surseoir à l'exécution de cet arrêt.

Cependant il avait chargé le conseil d'examiner de son côté les constitutions des jésuites, et sur le rapport des commissaires, il convoqua une assemblée d'évêques pour avoir leur avis sur les quatre points suivants : 1° quelle était l'utilité des jésuites en France pour les différentes fonctions qui leur étaient confiées; 2° quel était leur enseignement et leur manière d'agir par rapport aux quatre articles de la déclaration de 1682, et spécialement en ce qui concerne l'indépendance et la sûreté des souverains; 3° quelle était leur conduite en ce qui regarde la subordination due aux évêques, et s'ils n'entreprenaient point sur les droits de la juridiction des pasteurs; 4° enfin quelle restriction pourrait être mise à l'autorité que le général des jésuites exerçait en France. Les évêques s'assemblèrent le 30 novembre 1761 chez le

cardinal de Luynes, et nommèrent des commissaires qui firent le 30 décembre un rapport entièrement favorable aux jésuites. L'assemblée se composait de cinquante et un évêques. Il y en eut quarante-cinq qui adoptèrent le rapport des commissaires, et donnèrent sur les quatre questions des réponses où ils repoussaient les accusations dirigées contre les jésuites. Cinq autres prélats, à la tête desquels se trouvait le cardinal de Choiseul, archevêque de Besançon, furent d'avis de soumettre les jésuites à l'autorité des ordinaires, et de modifier sur quelques autres points leurs constitutions. M. de Fitz-James, évêque de Soissons, fut le seul qui se prononça pour la suppression des jésuites. Mais il ne laissa pas toutefois, dans la lettre qu'il adressa au roi, de rendre hommage à la régularité de leurs mœurs. Le roi rendit au mois de mars 1762 un édit dont les dispositions étaient à peu près conformes à l'avis des cinq prélats. Mais le parlement refusa de l'enregistrer, et d'un autre côté, le général des jésuites, consulté sur ce projet de réforme, repoussa tout changement, et fit cette réponse devenue fameuse : « *Sint ut sunt aut non sint.* » Le roi retira son édit, et lâcha ainsi la bride aux magistrats. Un arrêt du 1<sup>er</sup> avril fit fermer tous les collèges des jésuites. On fit aussi imprimer dans le même temps un gros recueil des assertions ou propositions condamnables, attribuées aux écrivains de la société, et le parlement s'empressa de l'adopter et de l'envoyer à tous les évêques du ressort. Les jésuites ou leurs partisans publièrent différens écrits pour répondre aux imputations dont on les chargeait ; mais le parlement condamna au feu tous les ouvrages en leur faveur, et fit informer avec sévérité contre ceux qu'on soupçonnait de les composer ou de les répandre. Une assemblée du clergé, qui s'était ouverte le 1<sup>er</sup> mai, présenta au roi, le 16 juin, des remontrances pour solliciter des mesures efficaces de répression contre les entreprises continuelles des tribunaux et contre la licence toujours croissante des

ouvrages irréligieux ; puis, six jours après, elle présenta un mémoire pour demander la conservation des jésuites. Elle y rappelait les services rendus par eux à l'Église et à l'état, leurs travaux pour la défense de la foi, leur zèle et leurs talens pour l'éducation de la jeunesse, les lois et les déclarations rendues en leur faveur, les éloges qu'ils avaient obtenus des souverains pontifes et des personnages les plus illustres par leurs lumières comme par leurs vertus, et surtout l'approbation donnée à leur institut par le concile de Trente ; elle se plaignait de l'inconcevable précipitation avec laquelle on les condamnait sans les entendre et sans autre motif que des imputations surannées ; enfin elle représentait que leur société, autorisée par des lettres patentes, ne pouvait être abolie par des arrêts, et qu'en ordonnant de fermer leurs collèges, le parlement violait les droits des évêques sur l'éducation. Le lendemain l'assemblée adressa encore des remontrances sur l'incroyable témérité de plusieurs arrêts, par lesquels des parlemens avaient prétendu annuler les vœux des jésuites. Mais ces démarches demeurèrent sans effet.

Le parlement de Paris rendit le 6 août 1762 un arrêt qui supprimait la société des jésuites, et déclarait leur institut abusif, contraire au droit naturel et aux maximes du royaume, et attentatoire à l'autorité spirituelle et temporelle, et les vœux nuls et non valablement émis. On enjoignait à tous les jésuites de sortir de leurs maisons ; on leur défendait de suivre l'institut et ses règles, d'en porter l'habit, de vivre en commun et d'entretenir des correspondances avec les supérieurs ou les membres de la société ; enfin on ordonnait qu'aucun d'eux ne pourrait remplir une place quelconque sans prêter serment de se conformer à cet arrêt. La plupart des parlemens de province suivirent l'exemple de la capitale ; quelques-uns même n'avaient pas attendu jusque-là pour proscrire l'institut, et le parlement de Rouen n'avait pas



craint de le qualifier d'impie. Il n'y eut que les parlemens de Besançon et de Douai, et le conseil souverain d'Alsace, qui s'abstinrent de rendre des arrêts de proscription. Mais il est à remarquer que dans plusieurs autres les arrêts furent vivement combattus, et ne passèrent qu'à une majorité de très-peu de voix. Du reste, on mit tant d'acharnement et de fanatisme dans cette affaire, qu'un jésuite fut pendu à Brest, et un prêtre à Paris, pour quelques propos contre les parlemens, et spécialement contre l'abbé Chauvelin. Le pape fit vainement toutes les tentatives possibles en faveur des jésuites; il écrivit au roi les lettres les plus pressantes, puis le 3 septembre il adressa un bref aux cardinaux français pour les informer que le même jour, dans un consistoire secret, il avait déclaré nuls et de nul effet les arrêts des parlemens. Enfin, dans l'espoir qu'une constitution solennelle serait plus efficace, il publia le 7 janvier 1765 la bulle *Apostolicum*, par laquelle il confirmait de nouveau l'institut. Mais les parlemens rendirent des arrêts pour la supprimer, et Pombal défendit aussi de la publier en Portugal. Le clergé de France seconda de son côté les efforts du souverain pontife. M. de Beaumont, archevêque de Paris, donna le 28 octobre 1763 une instruction pastorale, où il prenait la défense des jésuites, réfutait l'arrêt rendu contre eux, et faisait voir l'incompétence du parlement. Les archevêques d'Aix et d'Auch, les évêques de Langres, d'Amiens, de Castres, de Vannes, de Pamiers, de Grenoble, du Puy et plusieurs autres, adhérèrent à cette instruction pastorale, ou donnèrent de semblables. L'archevêque de Tours et dix de ses suffragans réclamèrent ensemble contre la proscription des jésuites, et surtout contre un arrêt par lequel on avait défendu de laisser prêcher ceux qui n'auraient pas fait le serment prescrit. Mais le parlement condamna au feu ou supprima tous ces écrits des évêques. Il rendit notamment, le 21 janvier 1764, un arrêt



contre l'instruction pastorale de M. de Beaumont, et ordonna une convocation des pairs pour le juger ; car non content d'avoir condamné le mandement, il voulait sévir aussi contre l'auteur. Mais le roi fit dire qu'il avait exilé l'archevêque à la Trappe, et qu'il comptait que le parlement n'irait pas plus loin. Les magistrats firent à cette occasion des remontrances où ils prodiguaient à l'archevêque les épithètes de factieux, de fanatique, d'agitateur, de tyran de ses subalternes, et le représentaient comme le chef et l'organe d'un parti redoutable à l'état et comme un coupable qui, par une révolte ouverte et soutenue, méritait l'animadversion de la plus sévère justice. C'est ainsi que la passion et la haine dépeignaient un prélat recommandable par ses vertus, par sa charité et par d'abondantes aumônes, et que des magistrats souvent ligüés contre les ordres et les lois du monarque traitaient de révolte les réclamations contre leurs entreprises. Un autre arrêt du parlement rendu le 22 février enjoignit à tous les jésuites de prêter, dans huit jours, le serment de renoncer à leur institut, et de tenir pour impie la doctrine des assertions. Il n'y en eut guère que vingt-cinq qui prêtèrent ce serment, et le 9 mars, on rendit un arrêt portant que les autres ne seraient plus admis à le prêter, et qu'ils devraient, dans un mois, sortir du royaume. Cet arrêt de bannissement fut exécuté. Cependant, comme plusieurs parlemens n'avaient pas poussé aussi loin la rigueur, et que d'autres s'étaient abstenus de toutes mesures contre les jésuites, cette diversité servit de prétexte au duc de Choiseul pour conseiller au roi de rendre une loi générale sur cet objet. Le roi publia donc au mois de novembre 1764, un édit qui supprimait la société dans le royaume, mais qui permettait aux jésuites d'y vivre comme simples particuliers sous l'autorité spirituelle des ordinaires. L'édit fut enregistré au parlement le 1<sup>er</sup> décembre avec cette clause que les jésuites ne pourraient approcher de Paris

de plus près que dix lieues, et qu'ils devraient se présenter tous les six mois aux magistrats. Ce fut dans ce même temps que d'Alembert publia sous le nom d'un auteur impartial sa brochure de la Destruction des jésuites, où il accumule toutes les inventions de la malignité pour les rendre odieux, et verse le ridicule sur l'état monastique, sur le clergé et sur tout ce qui tient à la religion. Trois ans plus tard, le parlement rendit un nouvel arrêt de bannissement contre les jésuites. On y déclarait la société et tous ses membres ennemis de l'autorité et de la personne des souverains, et de la tranquillité des états, et l'on enjoignait à tous ceux qui n'avaient pas prêté les sermens prescrits, de sortir du royaume dans quinze jours. Les parlemens d'Aix, de Toulouse et quelques autres, rendirent des arrêts à peu près semblables, qui furent rigoureusement exécutés.

Les jésuites furent aussi bannis, la même année, des royaumes d'Espagne et de Naples. On les impliqua dans une révolte qui eut lieu à Madrid, et qui avait pour cause la haine du peuple contre un ministre étranger. Il fut remplacé par le comte d'Aranda, qui passait pour être lié avec les philosophes français. Le nouveau ministre profita des circonstances pour accuser les jésuites, et ce fut par ses conseils que Charles III, roi d'Espagne, rendit une pragmatique sanction, en date du 2 avril 1767, par laquelle il bannissait les jésuites à perpétuité de ses états, et confisquait leurs biens. Ils furent tous arrêtés inopinément pendant une nuit et embarqués pour l'Italie. Le pape Clément XIII écrivit au roi pour lui représenter les suites funestes de cette mesure, et la joie qu'en témoignaient les ennemis de l'Église. Mais cette démarche ne lui attira qu'une réponse fort dure. Charles III fit exécuter son édit dans tous les pays de sa domination, et les jésuites furent chassés des établissemens qu'ils avaient formés dans le Paraguay. L'exemple du roi d'Espagne fut bientôt suivi dans sa famille. Le roi de Naples, son fils,

publia, le 3 novembre, un édit de bannissement contre les jésuites, qui furent tous arrêtés au même jour et conduits hors du royaume. Le duc de Parme et le grand-maître de Malte prirent l'année suivante des mesures semblables.

Les progrès de l'incrédulité augmentaient chaque jour d'une manière effrayante. Le marquis de Pompignan, frère de l'évêque du Puy, ayant été reçu à l'Académie française, voulut protester d'une manière solennelle contre les doctrines funestes et les déclamations trompeuses de la secte philosophique. Il prit pour sujet de son discours de réception, prononcé le 10 mars 1760, cette proposition, que le philosophe vertueux et chrétien mérite seul le nom de philosophe. Ce discours excita contre lui le plus violent orage. La secte attaquée fit pleuvoir sur lui une grêle de plaisanteries, de satires, de pamphlets sous toutes les formes, et le nouvel académicien, immolé à la risée publique, se vit forcé de quitter Paris et de se retirer dans sa province. Voltaire surtout l'accabla d'épigrammes et de railleries. Sa haine contre la religion était devenue, avec l'âge, une sorte de fureur, et c'est à peu près vers ce temps qu'on le voit, dans sa correspondance, prendre le ton et l'audace d'un chef de parti, amener ses disciples par des provocations incessantes, et recourir à cette odieuse formule : Écrasez l'infâme. Elle se trouve répétée à tout moment depuis 1760 dans ses lettres à d'Alembert, à Thiriot, à Damilaville, au comte d'Argental, et à d'autres membres de la secte philosophique. Il avait publié, en 1756, son *Essai sur les mœurs des nations*, où il altère et dénature presque tous les faits qui concernent la religion. Le poème sur le désastre de Lisbonne, qu'il publia peu de temps après, tend comme le roman intitulé : *Candide ou l'Optimisme*, à calomnier la Providence. Il fit paraître successivement les années suivantes une foule de brochures et de pamphlets où il attaquait la religion, les livres saints et les dogmes de

christianisme, tantôt par des sophismes, tantôt par les armes du ridicule et de la plaisanterie. L'Ecclésiaste et le Cantique des cantiques furent travestis par des parodies indécentes. Il accumula les objections et les invectives les plus grossières contre l'Ancien Testament et contre l'Évangile dans le Sermon des cinquante, dans le Sermon du rabbin Akib, et dans d'autres libelles publiés sous le titre d'Homélies. Le Testament du curé Meslier, qui parut en 1762, et qu'on attribue généralement à Voltaire, contient les plus révoltantes impiétés, et se termine par cet horrible souhait : Je voudrais que le dernier des rois fût étranglé avec les boyaux du dernier des prêtres. On retrouve cette gracieuse idée dans deux vers de Diderot. C'est ainsi que les philosophes entendaient la tolérance. Le Dictionnaire philosophique, le Catéchisme de l'honnête homme, la Philosophie de l'histoire, et d'autres écrits de Voltaire, se succédaient avec une étonnante rapidité, et reproduisaient sous toutes les formes les objections, les sophismes et les railleries contre la religion.

Ce fut aussi vers ce temps que Rousseau publia les ouvrages fameux qui l'ont fait classer parmi les ennemis les plus dangereux du christianisme. Il était né, en 1712, à Genève, d'un père horloger, et après avoir fait quelques études chez un ministre protestant, il avait quitté son pays, s'était fait catholique à l'âge de seize ans, puis avait été quelque temps domestique à Turin, où il se rendit coupable d'un vol, et ne craignit pas d'en accuser un autre. Il devint ensuite précepteur à Grenoble, puis secrétaire de l'ambassadeur français à Venise, et se rendit enfin à Paris, où sa conduite fut celle d'un philosophe qui méprise également les lois de la société et les devoirs de la nature. Il vécut avec une femme sans être marié, abandonna ses enfans et les mit à l'hôpital. Il commença à se faire connaître en 1749, par un discours qui fut couronné par l'Académie de Dijon, dans lequel il représentait les progrès des sciences et des arts comme

une source de corruption. Cette espèce de paradoxe et surtout l'éloquence du discours produisirent de l'éclat. On en fit plusieurs réfutations qui donnèrent lieu à Rousseau de montrer dans ses réponses la vigueur de son style, et en même temps la force, l'habileté et la souplesse de sa dialectique. Il composa quatre ans plus tard, pour la même académie, un discours sur l'origine de l'inégalité des conditions, où il représentait la société comme un état contre nature. L'article Genève, dans l'Encyclopédie, donna occasion en 1758 à la lettre sur les spectacles, dans laquelle Rousseau fait voir les effets dangereux de ces divertissemens, et repousse le reproche que d'Alembert faisait aux Genevois de ne point permettre l'établissement d'un théâtre. Enfin, bientôt après, Rousseau fit paraître ses trois ouvrages les plus fameux, la Nouvelle Héloïse, l'Émile, et le Contrat social. Ce dernier écrit a pour objet d'exposer les principes du gouvernement et du droit politique en prenant pour base la souveraineté du peuple, et on y trouve un chapitre sur la religion plein d'invectives contre le christianisme. L'auteur y taxe de cruauté toute religion qui impose des dogmes à croire, et par une de ces inconséquences dont il offre tant d'exemples, il permet au souverain de fixer des articles de foi et de bannir ou même de punir de mort ceux qui refuseront de les croire. La Nouvelle Héloïse est un roman également dangereux par la peinture des passions, et par le développement des plus faux principes en matière de religion et de morale. L'Émile est un traité d'éducation romanesque et bizarre, où l'on trouve, à côté de quelques sages conseils, une foule de paradoxes, de sophismes et de maximes impraticables ou pernicieuses. L'auteur affecte la prétention de suivre constamment un système analogue au développement de la nature, et s'égare à chaque instant dans des théories aussi funestes que chimériques. Il semble vouloir former son élève en état d'hostilité contre toutes les lois



et toutes les institutions sociales. Bornant presque ses soins à ce qui regarde le corps et l'éducation physique, il laisse vivre le jeune homme pendant plusieurs années dans une entière ignorance de ses devoirs, et croit même qu'il est encore trop tôt à dix-huit ans de lui apprendre qu'il a une âme, et de lui parler de Dieu ; puis lorsqu'il en vient là, c'est pour borner sa religion au déisme, et combattre par des sophismes la nécessité et les preuves de la révélation. Tel est l'objet de la fameuse profession de foi du vicaire savoyard, où il met en scène un prêtre catholique qui s'attachant uniquement aux dogmes de la religion naturelle, regarde toutes les formes du culte comme indifférentes. Ce n'était guère qu'un résumé des sophismes déjà tant de fois répétés par d'autres incrédules en France ou en Angleterre ; mais ils étaient rassemblés avec tant d'art et développés avec une si puissante magie de style, qu'ils séduisirent un grand nombre de lecteurs. M. de Malesherbes, directeur de la librairie, favorisa l'impression et le débit de l'ouvrage, et écrivit à Rousseau une longue lettre toute de sa main, où il ne craignait pas de dire que la profession de foi du vicaire savoyard était une pièce faite pour avoir partout l'approbation du genre humain.

Cependant si elle excita l'admiration des incrédules, elle ne tarda pas à faire éclater partout une vive indignation. Le parlement condamna le livre au feu par un arrêt du 9 juin 1762, et décréta l'auteur de prise de corps. L'archevêque de Paris donna le 20 août suivant un mandement pour réfuter et proscrire cet ouvrage, et le même jour la Sorbonne en condamna les fausses doctrines par une censure longue et motivée, qui fut depuis publiée. On fit paraître aussi un grand nombre de réfutations de l'Émile, parmi lesquelles on doit signaler surtout le Déisme réfuté par lui-même, où le célèbre Bergier fit ressortir les contradictions de l'auteur et de son système, et l'Anti-Émile, par le savant cardinal Ger-



dil. Le décret de prise de corps contre Rousseau l'obligea de prendre la fuite. Il comptait d'abord retourner dans sa patrie, mais ayant appris qu'on avait aussi rendu à Genève un décret contre lui, il se retira dans la principauté de Neuchâtel, sous la protection du roi de Prusse. Ce fut là qu'il écrivit la même année sa lettre à l'archevêque de Paris, en réponse au mandement de ce prélat. Il y portait la sotte fatuité de l'orgueil jusqu'à dire en propres termes : « S'il existait en Europe un seul gouvernement éclairé, il eût rendu des honneurs publics à l'auteur d'Émile, il lui eût élevé des statues. » Il publia peu de temps après au sujet de sa condamnation à Genève, les *Lettres de la montagne*, dont les premières ont pour objet la défense de son livre et contiennent de nouvelles objections contre la révélation et particulièrement contre les miracles. Il y relève avec force l'inconséquence des ministres protestans, qui après avoir secoué le joug de l'autorité de l'Église, prétendaient s'ériger en juges de la foi sans trop savoir ce qu'ils croyaient eux-mêmes ; car il ne manque pas de rappeler l'embarras et l'indécision de la déclaration vague qu'ils avaient faite quelques années auparavant au sujet de l'article Genève, dans lequel d'Alembert leur imputait d'être sociniens et de ne pas croire à la divinité de Jésus-Christ. Ces lettres causèrent un nouveau scandale, et Rousseau se vit bientôt forcé par les plaintes du consistoire de quitter son asile. Ayant sollicité vainement la permission de s'établir dans le canton de Berne, il se rendit en Angleterre, sur l'invitation de Hume, philosophe écossais, célèbre par divers écrits et surtout par des essais philosophiques où il s'efforce d'établir le scepticisme et de renverser les fondemens de la religion ; mais Rousseau ne tarda pas à se brouiller avec lui. Il obtint en 1767 par le crédit de ses amis et de ses partisans la permission de revenir en France à condition de ne plus rien écrire, et passa les dernières années de sa vie dans des accès de noire

vapeur qui ressembloient quelquefois à de la folie.

Les continuelles atteintes portées à la religion par les ouvrages des incrédules et par les entreprises des parlemens, excitèrent vivement la sollicitude et le zèle de l'assemblée du clergé, qui s'ouvrit le 25 mai 1765. Elle arrêta dès ses premières séances, de rédiger sur les droits de l'Église une instruction dogmatique qui fut adoptée le 22 août et qui était divisée en trois parties. Dans la première, après de solides réflexions sur les projets de la philosophie et sur le danger de ces doctrines funestes qui sapaient tout à la fois les fondemens de la religion, de la morale et de la société, l'assemblée condamnait les principaux ouvrages qui avaient paru depuis peu, savoir l'Analyse de Bayle, le livre d'Helvétius, l'Encyclopédie, l'Émile, le Contrat social et autres écrits irréligieux de Rousseau, l'Essai sur l'histoire générale ou sur les mœurs des nations, avec la Philosophie de l'histoire et le Dictionnaire philosophique de Voltaire, enfin le Despotisme oriental, par Boullanger, ouvrage indigeste et sans valeur, mais rempli des plus violentes invectives contre les rois et contre les prêtres. Dans la seconde partie de son instruction, l'assemblée exposait les droits de l'autorité spirituelle, et montrait que l'enseignement de la religion appartient essentiellement aux pasteurs de l'Église, et que la puissance séculière ne peut imposer silence à ceux que Dieu a choisis pour être les organes de sa parole, que l'Église seule peut porter des jugemens en matière de dogme, de morale et de discipline, qu'il n'appartient qu'à elle de statuer sur l'administration des sacremens, de juger des dispositions nécessaires pour les recevoir, et de décider si elles se rencontrent, de prononcer sur les vœux, de les déclarer nuls ou d'en dispenser, et que l'autorité civile ne peut rien statuer sur ces matières, enfin qu'il ne peut être permis de condamner comme impie et contraire au droit naturel, ce qu'elle a elle-même approuvé et déclaré pieux. La troisième partie

concernait la bulle *Unigenitus*, et déclarait les réfractaires indignes des sacremens. Cette déclaration de principes fut adoptée unanimement et souscrite par trente-deux archevêques ou évêques, et par trente-six députés du second ordre, puis envoyée à tous les évêques du royaume avec une circulaire pour les prier d'y adhérer. On vit bientôt une foule de libelles se déchaîner contre l'assemblée et contre ses actes. Le parlement les condamna par un arrêt du 4 septembre, et le lendemain un autre arrêt proscrivit comme fanatique et séditieuse la circulaire aux évêques. L'assemblée se rendit en corps à Versailles le 8 septembre, pour faire à ce sujet des remontrances au roi. Elle se plaignit vivement de l'audace toujours croissante du parlement et de la témérité de ses arrêts sur des matières de doctrine. Elle insista particulièrement sur les vexations ordonnées contre les ursulines de Saint-Cloud, dont la supérieure et plusieurs autres religieuses avaient été décrétées de prise de corps pour s'être conformées aux ordres de l'archevêque, après quoi on avait confié le gouvernement à une religieuse rebelle aux décisions de l'Église, et fait porter les sacremens à une autre par un prêtre sans pouvoir. Le roi eut égard à de si justes représentations, et cassa les arrêts du parlement. Dix-neuf évêques qui se trouvaient à Paris vinrent le 11 septembre à l'assemblée, et souscrivirent à ses actes; quatre-vingt-six autres envoyèrent de leurs provinces leur adhésion par des lettres. Un grand nombre donnèrent des mandemens pour communiquer à leur clergé la déclaration de l'assemblée, et l'on vit une foule d'ecclésiastiques du second ordre, des curés, des chanoines et des facultés de théologie, joindre leur adhésion à celle du corps épiscopal. Il n'y eut que quatre prélats, savoir, M. de Montazet, archevêque de Lyon, et MM. de Noé, de Bezons et de Beauteville, évêques de Lescar, de Carcassonne et d'Alais, qui ne jugèrent pas à propos d'adhérer à la déclaration. Le dernier avait publié l'année

précédente un mandement contre les assertions attribuées aux jésuites, dans lequel on trouvait sur la grâce et sur d'autres matières un langage et des principes qui semblaient empruntés au parti des appelans. Il avait essuyé à ce sujet de vifs reproches de la part des évêques de sa province, et l'assemblée demanda la convocation du concile de Narbonne pour le juger; mais la cour refusa d'y consentir. M. de Fitz-James, évêque de Soissons, et M. de Grasse, évêque d'Angers, avaient aussi publié contre les jésuites des mandemens qui excitèrent des plaintes. Le premier était mort depuis, et le second parut se rétracter en adhérant à la déclaration de l'assemblée. Celle-ci présenta différens mémoires au roi sur la licence impunie des mauvais livres, sur les remontrances du parlement contre M. de Beaumont, sur le bannissement de plusieurs ecclésiastiques depuis 1756 et sur les rigueurs incessantes contre les jésuites. Elle suspendit ses séances au mois d'octobre pour les reprendre au mois de mai suivant, et renouvela encore alors ses représentations sur les mêmes objets et sur les arrêts contre sa déclaration; car plusieurs parlemens de province avaient imité celui de Paris, et poursuivaient les ecclésiastiques qui adhéraient aux actes du clergé. Enfin l'assemblée condamna le 26 juin 1766 les actes d'un conciliabule tenu trois ans auparavant par les schismatiques de Hollande.

Meindartz, archevêque d'Utrecht, employait tous les moyens pour donner de l'importance et du relief à son église. Après avoir rétabli en 1739 le siège de Haarlem, il voulut encore en 1756 ressusciter celui de Deventer, et y nomma un évêque. Il convoqua en 1763, à l'occasion de quelques erreurs d'un diacre appelant nommé Lelerc, un conciliabule où se trouvèrent ses deux suffragans avec dix-sept chanoines ou curés hollandais et quelques-uns des fameux appelans français. On y fit quelques décrets sur la grâce, sur la discipline, sur les sacremens, et d'autres contre les jésuites Hardouin, Berruyer et Pichon,

contre la morale relâchée des casuistes modernes, contre les erreurs de Leclerc, qui attaquait l'autorité de l'Église dispersée, celle de la tradition, la primauté du pape et la supériorité des évêques sur les prêtres. Les actes de ce concile furent approuvés en France et en Italie, par quelques prêtres ou laïques appelans, et la faculté de droit de Paris arrêta d'écrire à l'archevêque d'Utrecht une lettre de félicitation. Mais le pape Clément XIII les condamna, par un décret du 30 avril 1764, comme contenant des propositions fausses, scandaleuses, calomnieuses, destructives de la hiérarchie et injurieuses au saint-siège. La censure du clergé de France contenait les mêmes qualifications. Le pape avait condamné par un décret du 11 mars de l'année précédente, un livre latin publié sous le nom de Febronius, sur l'épiscopat présent de l'Église, par Nicolas de Hontheim, évêque de Myriophyte *in partibus* et suffragant de l'électeur de Trèves. Ce prélat s'était laissé séduire par un système qu'on verra bientôt prévaloir en Allemagne, et qui commençait à s'introduire dans l'enseignement par l'influence de Stock, président de l'université de Vienne. Des esprits novateurs, sous prétexte de réformer les abus et de ramener l'ancienne discipline, attaquaient les usages, les lois de l'Église, et s'élevaient particulièrement contre les droits et l'autorité du saint-siège. On voulait enlever au pape sa primauté de juridiction et les prérogatives qui en dépendent, et assujettir les décisions et les jugements de l'Église au bon plaisir de l'autorité temporelle. On reproduisait, en un mot, avec plus d'extension les doctrines du richérisme, et c'est le développement de ces fausses doctrines qui est l'objet du livre de Febronius, où l'on trouve du reste une foule de contradictions; on dirait qu'il sent lui-même le vice de son système qu'il n'ose en tirer les conséquences. L'archevêque de Cologne et plusieurs autres évêques d'Allemagne ou des Pays-Bas se joignirent au pape pour condamner ce



écrit dangereux. Plusieurs théologiens en combattirent les principes par des ouvrages solides, entre lesquels on remarque surtout la savante réfutation publiée par Zaccharia. Ce livre fut condamné de nouveau en 1766 par Clément XIII, et en 1771 par Clément XIV. Tant de flétrissures déterminèrent enfin M. de Hontheim à donner, le 1<sup>er</sup> novembre 1778, une rétractation en dix-sept articles, où il reconnaissait que la primauté du pape est une primauté de juridiction, et qu'elle vient immédiatement de Jésus-Christ; que c'est à lui qu'il appartient principalement de prononcer sur les doutes qui s'élèvent dans l'Église; que le concile de Trente a fait sagement de lui réserver certaines dispenses; qu'on doit regarder comme illégitimes les évêques non reconnus par lui; qu'il a le droit de juger sur appel toutes les causes ecclésiastiques; qu'on a eu raison de lui réserver la canonisation des saints; que l'Église a le droit de juger le sens et la doctrine des propositions, enfin qu'elle prononce de plein droit sur tout ce qui concerne la foi, la morale, les sacrements et la discipline, sans dépendre aucunement à cet égard de la puissance séculière. On voit par là quelles étaient les erreurs de son livre,

On remarquait depuis plusieurs années en France un grand relâchement dans quelques monastères; l'esprit philosophique commençait à y pénétrer, et y portait insensiblement la dissipation, l'amour du monde et le dégoût des observances régulières. Vingt-huit bénédictins de l'abbaye de Saint-Germain des Prés de Paris ne craignirent pas d'adresser une requête au roi, le 15 juin 1765, pour demander de pouvoir changer leur habit, qui, disaient-ils, les rendait ridicules, et d'être affranchis de l'office de la nuit et de l'observance du maigre, sous prétexte que ces deux points de la règle les empêchaient de se livrer à des travaux utiles. Cette demande excita de nombreux et justes murmures. Le général et la plus grande partie de la congrégation s'élevèrent fortement



contre la requête. Le roi fit témoigner son mécontentement aux signataires; quelques-uns furent exilés, d'autres donnèrent une rétractation entre les mains de l'archevêque de Paris; mais la plupart persistèrent dans leurs sentimens, et protégés par les ennemis de l'état monastique, ils parvinrent bientôt à force d'intrigues à prévaloir dans la congrégation. Des divisions éclatèrent la même année entre les capucins de Paris. Les désordres qui s'étaient introduits dans plusieurs maisons faisaient sentir vivement la nécessité d'une réforme, et l'assemblée du clergé avait proposé de recourir à l'autorité du pape pour apporter au mal les remèdes convenables; mais ce vœu ne fut pas suivi. Le roi nomma pour cet objet en 1766 une commission d'évêques et de magistrats, dont fit partie le fameux Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, qui s'était fait une grande réputation comme administrateur. Ce prélat était lié avec les philosophes, particulièrement avec d'Alembert, et passait pour partager leurs sentimens. Il parut moins occupé de réformer que de miner peu à peu l'état monastique. On l'accusa de fomenter les divisions dans les monastères, de provoquer les plaintes des religieux et de les exciter à demander leur suppression. Quoiqu'il en soit, un des premiers soins de la commission fut de faire reculer les vœux de religion, qui furent fixés à vingt et un ans pour les hommes et dix-huit pour les femmes; elle provoqua aussi quelques autres mesures où l'on ne tenait pas compte des droits de l'Église, et fit rendre en 1768 un édit qui supprimait toutes les maisons où il n'y avait pas quinze religieux, et qui statuait que le même ordre ne pourrait avoir plus d'une maison dans chaque ville.

La république de Venise rendit la même année une ordonnance de réforme concernant les religieux. On y fixait à vingt et un ans l'âge requis pour la profession, on défendait jusqu'à nouvel ordre la réception des no-

vices dans les ordres mendiants, et on statuait que les religieux seraient soumis à la juridiction des ordinaires. Le pape réclama contre ces dispositions; mais les représentations réitérées qu'il adressa au sénat n'eurent aucun succès. Il ne réussit pas mieux dans ses efforts pour réprimer les entreprises du duc de Parme. Ce prince avait publié depuis quelques années plusieurs lois successives qui assujettissaient les biens de l'Église aux impôts, qui annulait les rescrits de Rome non revêtus de l'approbation du souverain, qui défendaient de recourir à des tribunaux étrangers, et contenaient sur d'autres points des dispositions tendant à resserrer l'autorité du saint-siège et les droits de la juridiction ecclésiastique. Clément XIII publia le 30 janvier 1768 un bref pour annuler ces édits; mais les princes de la maison de Bourbon prirent fait et cause pour le duc de Parme. Le parlement de Paris supprima le bref, qui fut traité de même par les tribunaux de Parme, de Naples, de Madrid et de Lisbonne. La cour de France s'empara d'Avignon, et Bénévent fut occupé par les troupes napolitaines. On voulait ainsi faire repentir le pape de la protection qu'il accordait aux jésuites, et de son refus d'acquiescer aux sollicitations réitérées qu'on lui avait faites pour obtenir leur suppression. Clément XIII écrivit à l'impératrice Marie-Thérèse pour l'engager à se rendre médiatrice entre lui et les souverains, mais elle déclina cette commission. Les lettres qu'il écrivit aux princes pour rétablir la paix ne produisirent aucun effet; elles lui attirèrent même une réponse fort aigre du roi de Portugal. Le ministre Pombal poursuivait dans ce royaume son plan d'asservissement de l'Église; il venait d'établir un nouveau tribunal pour la censure des livres, afin de s'affranchir des règles suivies jusqu'alors; et cette même année 1768, il fit renfermer dans une prison d'état l'évêque de Coïmbre pour avoir condamné par un mandement divers écrits contre les droits du saint-siège et de

la juridiction ecclésiastique. Ce prélat avait encouru sa haine en refusant de se prêter aux nouvelles réformes et de donner les dispenses que le ministre ne voulait plus qu'on demandât à Rome.

Les dissensions religieuses occasionnèrent vers ce temps en Pologne des troubles et des calamités déplorables. Les protestans et les Grecs schismatiques, non contents de la tolérance et des droits fort étendus dont ils jouissaient, réclamaient la participation à tous les droits politiques. L'impératrice de Russie, Catherine II, appuya leur demande avec un ton d'empire, et Poniatowski, qu'elle avait fait élire roi de Pologne, se montra disposé à seconder ses vues; mais les Polonais indignés résolurent de maintenir leurs anciennes lois et leur indépendance. La diète de 1766 accorda pourtant quelques avantages aux dissidens, qui ne s'en contentèrent pas. Ils se soulevèrent l'année suivante et formèrent une confédération que la Russie appuya par ses armes. Son ambassadeur à Varsovie gouvernait la Pologne comme un pays conquis. La majorité de la nation, fatiguée d'un tel esclavage, se disposa à secouer le joug. Plusieurs évêques, entre autres ceux de Cracovie, de Kiew et de Kaminiék, se prononcèrent avec énergie pour la cause nationale. L'ambassadeur russe s'irrite de cette résistance et leur fait en vain des menaces; le nonce du pape ouvre la diète par un discours contre les prétentions des dissidens, et remet un bref où le pape recommandait de ne porter aucune atteinte à la religion. Les évêques de Cracovie et de Kiew, en leur qualité de sénateurs, parlent dans le même sens. Le dernier lut en outre deux brefs adressés à la diète pour l'exhorter à ne consentir à aucune innovation. Cette opposition attira sur les deux prélats la vengeance de l'ambassadeur russe. Ils furent enlevés par ses ordres le 13 octobre 1767, et conduits en Sibérie. La diète, subjuguée par la terreur, adopta un décret dicté par l'ambassadeur russe et qui accordait à tous les dissidens le

libre exercice de leur culte, avec la permission de bâtir des temples, de tenir des écoles et des consistoires, et le droit de parvenir à toutes les fonctions, même à la dignité de sénateur. Cependant l'année suivante, une grande partie de la noblesse et du clergé forma une confédération à Barr dans la Podolie, pour la défense de la liberté et de l'indépendance nationale. Cette tentative fut regardée par Catherine comme une révolte. Elle envoya de nouvelles troupes dans la Pologne et ordonna de ravager les terres des confédérés. Ces troupes, composées en partie de barbares exercés à toutes sortes de cruautés, mirent tout à feu et à sang dans plusieurs provinces où elles égorgèrent, sans distinction d'âge ni de sexe, tout ce qui n'était pas de la religion grecque. On prétend qu'il périt dans ces affreux massacres environ deux cent mille âmes. Voltaire avait néanmoins l'impudence d'écrire dans ses *Mélanges historiques* que l'armée russe n'était là que pour protéger la tolérance, et d'applaudir dans sa correspondance à la sagesse et aux vues bienfaisantes de l'impératrice, qui faisait ainsi couler le sang dans l'infâme intérêt d'une politique ambitieuse. En effet, après avoir anéanti la confédération de Barr, Catherine annonça son dessein de partager le royaume. La Prusse et l'Autriche donnèrent la main à cette usurpation. Chacune des trois puissances prit sans hésiter ce qui était à sa convenance. Le partage eut lieu en 1772, et la Russie, satisfaite des avantages qu'elle venait d'obtenir, rétablit dans leurs diocèses les évêques exilés en Sibérie, et laissa la diète statuer librement sur les dissidens.

Le pape Clément XIII mourut le 2 février 1769, après dix ans de pontificat. Il avait nommé, en sept promotions différentes, cinquante-deux cardinaux, parmi lesquels nous citerons seulement les cardinaux français de Choiseul, de Bernis, de Rochechouart et de Rohan, et parmi les étrangers le savant cardinal Orsi, dominicain, auteur d'une *Histoire ecclésiastique des six premiers siècles*.

Nous ne devons pas omettre de signaler un décret du pape Clément XIII en date du 6 février 1765, pour approuver la dévotion au sacré-cœur, déjà autorisée par Benoît XIV. Les évêques de l'assemblée du clergé de France arrêterent la même année de faire célébrer cette fête dans leurs diocèses, et d'engager leurs collègues à suivre cet exemple, ce qui fut exécuté. Le conclave qui suivit la mort de Clément XIII dura plus de trois mois. Les cardinaux, au nombre de quarante-sept, étaient divisés en deux partis, celui des zélanti et celui des couronnes. Ce dernier faisait valoir la nécessité de rétablir la concorde avec les puissances, et parvint à faire élire le cardinal Ganganelli, ancien religieux franciscain, qui prit le nom de Clément XIV. Le nouveau pape montra beaucoup d'empressement à se réconcilier avec les souverains. Il envoya un nonce en Portugal, nomma une congrégation pour examiner l'affaire des jésuites, et crut devoir aussi supprimer la promulgation annuelle de la bulle *In cœna Domini*. Il reçut, peu après son exaltation, une lettre du patriarche des nestoriens d'Arménie, qui venait d'abjurer l'hérésie et de se réunir au saint-siège.

Le nombre et la licence des ouvrages irréguliers croissaient chaque jour davantage. Le parlement de Paris avait condamné au feu, par un arrêt du 19 mars 1765, les Lettres de la montagne, de Rousseau, et le Dictionnaire philosophique, de Voltaire. Celui-ci, selon sa méthode, n'avait pas mis son nom à cet ouvrage, et écrivait même à tous ses amis pour le désavouer. Mais tout le monde en connaissait l'auteur. On savait depuis longtemps ce que valaient ces désaveux donnés pour la forme, et il faisait lui-même en sorte que personne ne pût y être trompé. Sa réputation et ses talents lui avaient concilié la faveur et la protection de quelques grands seigneurs. Le duc de Richelieu, le duc de Choiseul et madame de Pompadour s'étaient déclarés pour lui. Aussi l'arrêt du parlement ne l'inquiéta que fort peu, et la même année



il publia sous des noms empruntés, les Questions sur les miracles, le Pyrrhonisme de l'histoire, et la Philosophie de l'histoire, où l'on trouve, comme à l'ordinaire, une foule de sarcasmes et de railleries contre la religion et contre les livres saints. Le succès prodigieux de Rousseau lui causait de la jalousie; il s'efforça de le surpasser par la hardiesse de ses écrits contre la religion, et ce fut surtout depuis cette époque qu'on le vit multiplier ses attaques avec un redoublement d'activité et faire paraître sans interruption une multitude de brochures et de pamphlets remplis des plus violentes invectives, d'injures grossières, de bouffonneries souvent triviales et de personnalités révoltantes. Car en même temps que sa haine croissait avec l'âge, ses écrits se ressentaient des glaces de la vieillesse. On y trouvait plus d'emportement et de plates railleries que d'élégance et de bon goût. Il prodiguait à ses adversaires les épithètes d'ignorans, de pédans, de fanatiques, de menteurs, et d'autres injures dignes des carrefours. Sa conduite répondait au système de dissimulation hypocrite et de dérision sacrilège qu'on remarque dans ses écrits. Il trouva plaisant de prêcher dans l'église un jour de Pâques, et fit par hypocrisie des communions scandaleuses, dont il se moquait dans sa correspondance avec ses amis. La première qu'on remarque eut lieu en 1754. Il était alors à Colmar, et désirait vivement obtenir la permission de venir à Paris. Ce fut par ce motif et pour détruire par un acte de religion sa réputation d'impiété, qu'il se décida à faire ses pâques. Mais cette hypocrisie fut en pure perte. On le voit encore recourir au même moyen en 1761, c'est-à-dire à l'époque où son irréligion prenait un nouveau caractère de violence et d'audace. Une troisième communion qu'il fit en 1768 excita le zèle de l'autorité ecclésiastique. M. Biord, évêque de Genève, dans le diocèse duquel était situé Ferney, ne crut pas pouvoir se taire sur un tel scandale. Il écrivit à Voltaire une lettre où il lui faisait avec poli-



tesse des remontrances et des exhortations. Celui-ci répondit avec le ton d'un seigneur parvenu, et se renferma dans des généralités insignifiantes. L'évêque répliqua par de nouvelles remontrances, et Voltaire, pour justifier sa conduite, lui envoya un certificat en sa faveur, qu'il avait fait signer par le syndic du village, et par deux ou trois autres habitans. L'année suivante, il renouvela encore le même scandale. Il eut vers le temps de Pâques quelques accès de fièvre, et demanda le viatique. Le curé de Ferney voulut qu'il rétractât ses écrits irréligieux. Voltaire fit le 31 mars, par-devant notaire, une déclaration vague où il traitait de calomnieux Nonnotte et Guyon qui avaient écrit contre ses erreurs, et ajoutait que si jamais il lui était échappé quelque indiscretion préjudiciable à la religion de l'état, il en demandait pardon à Dieu et à l'état. On lui apporta le lendemain le viatique, et il déclara de nouveau qu'il pardonnait à ses calomnieux. C'est ainsi qu'il se jouait de Dieu et des hommes. Il continua de publier, sous des noms empruntés, une foule de pamphlets où l'impiété se montrait de plus en plus révoltante. La Profession de foi des théistes, les Colimacons du R. P. Lescarbotier, l'Épître aux Romains, les Conseils raisonnables à M. Bergier, l'Examen important de Bolingbroke, les Questions de Zapata, les Lettres sur Rabelais, l'Homme aux quarante écus, le Diner du comte de Boulainvilliers, la Canonisation de saint Cueufin, les instructions à frère Pediculoso, les Adorateurs ou les Louanges de Dieu, le Tocsin des rois, la Bible commentée, un Chrétien contre six Juifs, l'Histoire de l'établissement du Christianisme, le Dialogue entre un Chrétien, un Samaritain et un Juif, le Discours de l'avocat Belleguier, tels furent les principaux écrits que Voltaire accumula en peu d'années contre la religion.

D'autres écrivains, sans avoir ses talens, imitaient son audace, et quelques-uns même poussaient encore plus loin, s'il est possible, le cynisme et l'impiété. Il fut lui-

même révolté du Système de la nature, qui parut vers ce temps, et qui était l'œuvre commune de Diderot et du baron d'Holbach. Ce livre où l'on prêchait ouvertement l'athéisme, et qui contenait des attaques directes contre l'autorité des souverains, fut aussi réfuté par Frédéric, et blâmé par d'Alembert. Mais il trouva des admirateurs, et le baron d'Holbach continua de publier avec le concours de Diderot, de Naigeon, et de quelques autres écrivains, une multitude d'ouvrages où il développait les mêmes idées. Nous citerons entre autres l'Examen critique des prophéties, le Bon sens, le Militaire philosophe, la Contagion sacrée, l'Enfer détruit, et une nouvelle édition refondue de l'Antiquité dévoilée, par Boullanger. Il y eut ainsi des divisions bien prononcées et plusieurs coteries distinctes dans le parti philosophique. On y comptait l'école déiste de Rousseau, l'école sceptique et matérialiste de Voltaire, et l'école athée de Diderot. Les doctrines politiques de la première et de la dernière se ressemblaient à quelques égards, et avaient pour but de substituer à l'autorité royale la souveraineté du peuple; mais Rousseau faisait profession de reconnaître des devoirs fondés sur la loi naturelle, tandis que l'école de Diderot par son système d'athéisme sapait jusqu'aux fondemens de la morale, et ne laissait à l'homme d'autre règle ni d'autre mobile que l'intérêt et la volupté. Quant aux doctrines politiques de Voltaire, ses liaisons avec Frédéric, ses flatteries envers l'impératrice de Russie, et plusieurs endroits de sa correspondance, feraient croire qu'elles tendaient plutôt à favoriser le despotisme qu'à renverser l'autorité royale. Il était surtout, comme nous l'avons déjà dit, le partisan déclaré de l'aristocratie, et s'il souhaitait des changemens et des réformes dans le gouvernement, ce n'était pas au profit du peuple.

Le pape Clément XIV condamna, au mois de mars 1770, les œuvres de la Métrie, et plusieurs brochures impies de Voltaire. Il proscrivit encore d'autres pamphlets

de ce dernier par d'autres décrets du 3 décembre de la même année, et du mois de novembre de l'année suivante. Le clergé de France, de son côté, ne montrait pas moins de zèle contre les funestes doctrines de l'incrédulité. La Sorbonne combattit, en 1767, par une censure fort développée, les principes d'indifférence religieuse que Marmontel avait exposés dans son roman de Bélisaire. M. de Beaumont condamna aussi le même ouvrage par un mandement du 24 janvier 1768 où il en réfutait les erreurs avec beaucoup de solidité. Voltaire prit la défense du livre condamné, accabla la faculté de ses sarcasmes, et chercha surtout à jeter le ridicule sur le syndic Riballier. L'assemblée du clergé de 1770 fit de nouvelles représentations au roi sur la circulation impunie des mauvais livres et sur les progrès et les dangers de l'incrédulité. Elle insista particulièrement sur les doctrines séditieuses du Système de la nature, où l'on invitait les peuples à secouer le joug du despotisme, à mettre des bornes au pouvoir des souverains, et à se rappeler que ceux-ci ne doivent être que leurs mandataires et les exécuteurs de leurs volontés, qu'ils n'ont d'autre autorité que celle qu'il plaît aux nations de leur confier, et qu'elles ont le droit de leur en demander compte et même de les en dépouiller si elles le jugent convenable. L'assemblée dénonçait en outre dans son mémoire huit autres des plus mauvais ouvrages qui circulaient alors, savoir, le Discours sur les miracles de Jésus-Christ, traduit de Woolston, l'Examen des prophéties, l'Enfer détruit, et la Contagion sacrée par le baron d'Holbach, le Christianisme dévoilé, qu'on attribue à Damilaville, l'Examen critique des apologistes de la religion, publié sous le nom de Fréret, et attribué par quelques-uns à Burigny, mais qui était l'ouvrage de l'abbé Morellet, un libelle intitulé Dieu et les hommes, qu'on croit être de Voltaire, et le Recueil nécessaire ou philosophique, publié par Naigeon, et comprenant quinze écrits détachés dont

la plupart sont attribués à d'Holbach et à Diderot. Enfin l'assemblée fit rédiger et adopta le 16 août un avertissement adressé aux fidèles sur les dangers de l'incrédulité. Elle y prouvait la nécessité de la religion, et faisait voir que les fausses doctrines de la philosophie tendaient à détruire tous les principes de la morale, à rompre tous les liens de la société, à la livrer en proie à toutes les passions, et à laisser l'homme sans règle, sans consolation et sans espérances. Cet avertissement fut envoyé à tous les évêques, qui le répandirent dans leurs diocèses en y joignant pour la plupart un mandement particulier. Le parlement condamna au feu, par un arrêt du 18 août de la même année, la plupart des ouvrages irréligieux dénoncés au roi par l'assemblée du clergé. Cet arrêt fut rendu sur un réquisitoire éloquent de l'avocat-général Séguier, qui s'éleva avec force contre les doctrines impies et séditieuses de la secte philosophique. D'autres écrits furent supprimés, deux ans plus tard, par des arrêts du conseil, notamment l'Histoire philosophique et politique des établissemens des Européens dans les Indes, par l'abbé Raynal. Mais ces mesures produisirent peu d'effet. On laissait circuler impunément d'autres ouvrages non moins dangereux, et quelquefois même ceux qu'on venait de proscrire se débitaient publiquement ou clandestinement avec l'approbation tacite de l'autorité. Les commis du ministère répandaient eux-mêmes les livres saisis, ou les rendaient aux éditeurs.

Le parlement favorisait les projets des philosophes par ses entreprises continuelles sur les droits de l'Eglise. Il rendit au mois de janvier 1767 un arrêt de règlement pour ordonner l'exécution de la loi du silence sur les matières de la bulle *Unigenitus*, et recommença ses poursuites contre les prêtres pour refus de sacremens. Comme il fut informé que les agens du clergé avaient convoqué à ce sujet une réunion des prélats qui se trouvaient à Paris, il leur fit signifier un arrêt qui défendait cette as-

semblée, avec injonction aux évêques de se retirer dans trois jours à leurs diocèses, sous peine de saisie de leur temporel et de la confiscation de leurs meubles. Cet arrêt fut cassé par le roi, et les évêques lui adressèrent de nouvelles plaintes contre les usurpations du parlement; mais elles n'eurent pas plus d'effet que toutes les précédentes. Le parlement peu de temps après condamna encore des prêtres au bannissement, et refusa d'enregistrer en 1770 une déclaration du roi en faveur des ecclésiastiques décrétés ou bannis depuis 1756. Ce ne fut que l'année suivante, et après l'exil du parlement, qu'une nouvelle déclaration semblable eut son effet. Des troubles avaient éclaté en Bretagne, à l'occasion de quelques mesures prises par le duc d'Aiguillon, gouverneur de cette province, et le parlement de Paris épousa la querelle du parlement de Rennes, qui s'était signalé par une opposition violente. Le roi après d'inutiles efforts pour terminer les contestations, tint au mois de septembre 1770 un lit de justice où il défendit au parlement de Paris de correspondre avec ceux des provinces, excepté dans les cas prévus par les ordonnances, de cesser le service et de rendre des arrêts pour retarder l'enregistrement des édits ou déclarations royales. Le parlement refusa d'obéir et cessa le service. On tenta vainement toutes les démarches pour l'amener au parti de la soumission. Enfin au commencement de l'an 1771, tous les membres du parlement furent exilés et remplacés par d'autres. Mais cette nouvelle magistrature tomba bientôt dans le mépris, et l'opinion publique se prononça partout en faveur du parlement exilé; on le combla d'éloges, on vanta sa résistance comme une défense courageuse des libertés publiques; on cria au despotisme. et la plus violente opposition se manifesta contre la cour. Plusieurs parlements de province, notamment ceux de Bordeaux et de Rouen, et le président de Malesherbes, au nom de la cour des aides, présentèrent des remontrances où ils demandaient la



convocation des états généraux comme une mesure réclamée par la justice et comme un droit imprescriptible de la nation. Louis XV persista néanmoins dans le système qu'il venait d'adopter, et maintint jusqu'à la fin de son règne l'exil du parlement; mais le succès de cet acte de vigueur avait été mal préparé par cinquante ans de faiblesse et d'irrésolution.

Depuis longtemps plusieurs princes faisaient les plus vives instances auprès du saint-siège pour obtenir la suppression des jésuites. La cour d'Espagne surtout poursuivait cette affaire avec une extrême chaleur, et avait obtenu le concours ou du moins l'assentiment de l'impératrice Marie-Thérèse, par le moyen de la reine de Naples, sa fille. Enfin, Clément XIV, persuadé que le bien de la paix demandait cette mesure, donna, le 21 juillet 1773, le bref *Dominus ac Redemptor*, portant suppression de la compagnie de Jésus, et le 13 août, il régla par un second bref la manière dont le premier serait mis à exécution. Ces deux brefs ne furent rendus publics que le 16 du même mois. Des commissaires nommés par le pape se rendirent ce jour-là dans toutes les maisons des jésuites à Rome, et leur notifièrent la suppression. Leur général Ricci et ses assistans furent arrêtés, interrogés, puis renfermés au château Saint-Ange avec quelques autres religieux de la société. Le bref fut ensuite publié et mis à exécution dans les différens diocèses où il y avait encore des jésuites. Ainsi fut dissoute une société fameuse, qui avait jeté tant d'éclat depuis deux cent trente ans, et qui comptait, dit-on, près de vingt mille religieux. Clément XIV survécut peu à cette mesure, qui a suffi aux yeux de quelques écrivains pour ternir sa mémoire. Il mourut le 22 septembre 1774. On prétendu qu'il avait été empoisonné; mais c'est un de ces soupçons absurdes et sans fondement que la sottise répand ou accueille si souvent et avec tant de facilité sur la mort des souverains. Caraccioli, qui a publié la vie et



de prétendues lettres de Clément XIV, a trouvé bon de répandre ce soupçon pour en faire retomber l'odieux sur les jésuites. Le conclave qui suivit la mort de ce pape dura plus de quatre mois. Enfin, le 15 février 1775, on élit le cardinal Braschi, qui prit le nom de Pie VI. Il était né à Césène en 1717, et avait été nommé chanoine de Saint-Pierre par Benoît XIV, puis trésorier de la chambre apostolique par Clément XIII, et n'était cardinal que depuis deux ans, lorsque ses talens et ses vertus le firent élever sur le trône pontifical. Une des premières affaires dont il s'occupa fut celle des jésuites. Ricci, leur dernier général, mourut en prison le 24 novembre 1775, laissant un mémoire où il protestait que la compagnie de Jésus n'avait nullement donné lieu à sa suppression, et qu'en son particulier, il ne croyait pas avoir mérité les rigueurs dont on avait usé à son égard. Pie VI fit sortir peu après du château Saint-Ange les autres jésuites. Frédéric désirait conserver ceux qui se trouvaient dans ses états. Il avait près de deux millions de sujets catholiques, et voulait leur ménager les ressources d'un corps enseignant qui avait fait ses preuves d'habileté. Il chargea donc son agent à Rome d'exposer sa demande. Pie VI voulut que les jésuites quittassent en Prusse l'habit de leur ordre; mais ils continuèrent de vivre en communauté et de diriger leurs collèges. L'impératrice de Russie manifesta les mêmes dispositions que Frédéric; elle ne laissa point publier le bref de suppression dans la partie de la Pologne qui venait d'être réunie à son empire, et les jésuites s'y maintinrent sur le pied où ils étaient. Ils obtinrent même en 1779, de l'évêque de Mallo, vicaire apostolique en Russie, la permission de recevoir des novices. Les plaintes vives et multipliées qui s'élevèrent à cette occasion déterminèrent le pape à déclarer que le vicaire apostolique avait excédé ses pouvoirs; mais sur les représentations de l'impératrice il laissa les choses dans le même état, et les jésuites s'assemblèrent en 1782.

par l'autorisation du vicaire apostolique, et élurent un supérieur général. Ils avaient six maisons renfermant cent soixante-douze individus. L'année suivante le pape érigea en métropole, sur la demande de l'impératrice, le siège de Mohilow, et y nomma l'évêque de Mallo.

Louis XV mourut le 10 mai 1774, après un règne de cinquante-huit ans, marqué par de grands scandales et par un mélange de faiblesse et d'imprévoyance dont les suites furent déplorables. Il eut pour successeur Louis XVI, son petit-fils, âgé de vingt ans, qui joignait à des mœurs pures l'amour de ses peuples et un ardent désir de faire le bien; mais les circonstances étaient devenues telles que le génie le plus ferme et le plus étendu aurait à peine suffi pour les maîtriser, et le nouveau roi n'avait pour cela ni les lumières ni la fermeté nécessaires. Un des premiers actes de son règne fut de rappeler le parlement. Il tint à cette occasion, le 12 novembre, un lit de justice, où il fit enregistrer différens édits, qui avaient pour objet de prévenir les entreprises et les résistances des magistrats; mais il était facile de prévoir que leur rappel servirait à les rendre plus hardis, et qu'après avoir ainsi triomphé de la cour, ils ne renonceraient pas aux prétentions qui avaient amené leur exil. Louis XVI changea en même temps le ministère et y fit entrer des hommes connus par leur attachement aux principes de la secte philosophique, entre autres Malesherbes et Turgot. Une tante du nouveau roi, fille de Louis XV, madame Louise de France, avait donné depuis peu un grand exemple d'édification. Elle entra le 11 avril 1770 comme postulante aux Carmélites de Saint-Denis, prit l'habit le 10 septembre suivant, fit profession le 22 septembre 1771, sous le nom de mère Thérèse de Saint-Augustin, et pratiqua toutes les austérités de la règle avec une ferveur qui ne se démentit jamais. On voyait avec étonnement la fille des rois obéir à la voix d'une religieuse, se condamner à toutes sortes de privations, se charger des ouvrages

les plus rudes, et ne se distinguer que par une piété plus courageuse et une humilité plus profonde. Elle ne se souvenait de sa naissance que pour se rendre utile à l'Église et dénoncer au roi les progrès de l'irrégion. Elle mourut au mois de décembre 1787, dans les plus grands sentimens de résignation et d'amour de Dieu.

L'assemblée du clergé de 1775, présenta, comme les précédentes, un mémoire contenant des remontrances sur les progrès toujours croissans de l'impieété. Elle condamna aussi en général tous les ouvrages contre la religion, et nommément quatorze des principaux, comme enseignant l'athéisme, la corruption des mœurs et la révolte. Elle fit rédiger et adopta le 14 novembre, un avertissement aux fidèles sur les avantages de la religion et sur les effets pernicioeux de l'incrédulité. Enfin elle donna des éloges et des encouragemens à plusieurs des écrivains qui avaient pris la défense de la religion, entre autres à Bergier, à Guénée, à Gérard et à Duvoisin. Le premier avait donné successivement le Déisme réfuté contre Rousseau, la Certitude des preuves du christianisme, l'Apologie de la religion chrétienne, la Réfutation du Système de la nature, et il résuma toutes les preuves de la foi dans son grand Traité de la religion. Les Lettres de quelques Juifs, par l'abbé Guénée, contiennent des réponses non moins spirituelles que solides aux attaques de Voltaire contre l'Écriture sainte. Duvoisin prouva dans deux ouvrages séparés, l'autorité des livres de Moïse et de celui du Nouveau Testament. L'abbé Gérard, dans le Comte de Valmont, présenta tout à la fois les égaremens de la philosophie et les preuves de la religion. Beaucoup d'autres ecclésiastiques signalaient leur zèle et leurs talens par des écrits contre les pernicioeux doctrines de l'incrédulité. Nous indiquerons en particulier Guyon, qui réfuta en 1759 les erreurs de Voltaire, par un livre intitulé l'Oracle des nouveaux philosophes; Nonnotte, qui remplit trois ans plus tard la même tâche avec plus d'é

tendue, le savant Bullet, dont les ouvrages sont assez connus; l'abbé Delamarre, auteur de l'ouvrage intitulé : La foi justifiée de tout reproche de contradiction avec la raison; et l'abbé Barruel, qui s'attacha dans ses Lettres helviennes à relever les contradictions des philosophes et les absurdités de leurs divers systèmes. Plusieurs prélats publièrent aussi vers ce temps des instructions pastorales fort solides ou d'autres écrits, pour prouver la divinité de la religion chrétienne et répondre aux difficultés des philosophes. Nous citerons seulement M. de Pompidan, évêque du Puy, M. de Montazet, archevêque de Lyon, le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, M. de Pressi, évêque de Boulogne, et M. de la Luzerne, évêque de Langres, dont les ouvrages ont conservé une réputation justement méritée.

Le nouveau règne et les tendances philosophiques du ministère parurent à Voltaire une occasion favorable pour se montrer à Paris, où il n'avait pas osé venir depuis vingt-huit ans. Il s'y rendit au mois de février 1778, et fut reçu comme en triomphe par la foule de ses admirateurs. L'académie lui prodigua les distinctions et les hommages. La foule se rassemblait sous les fenêtres de sa maison, les plus grands seigneurs lui rendaient visite, les journaux ne retentissaient que de ses éloges. Il fit représenter au théâtre une nouvelle pièce fort mauvaise, qui fut applaudie avec enthousiasme, et son buste fut couronné au bruit des acclamations universelles; mais il ne jouit pas longtemps de ce triomphe; il eut un crachement de sang qui donna de sérieuses inquiétudes. On fit venir un abbé Gauthier, chapelain des Invalides, et Voltaire signa le 2 mars un écrit où il déclarait s'être confessé à cet ecclésiastique et vouloir mourir dans la religion catholique, ajoutant que s'il avait scandalisé l'Eglise, il en demandait pardon à Dieu et à elle. Cette mince réparation de la part d'un homme qui s'était joué si ouvertement de la religion, était presque un nouveau scan-

dale. Il eut une rechute au mois d'avril, et le curé de Saint-Sulpice se présenta chez lui, mais il ne fut pas admis. Le malade était entouré d'amis qui faisaient la garde autour de lui et qui empêchaient qu'on ne l'approchât. Il mourut ainsi sans les secours de la religion, le 30 mai 1778. Quelques témoins de ses derniers momens ont attesté qu'il fut alors en proie aux plus effrayantes agitations du désespoir. On voulut obtenir pour lui les honneurs de la sépulture ecclésiastique. On les demanda au curé de Saint-Sulpice, qui les refusa. Enfin, l'abbé Mignot, neveu du défunt et conseiller au parlement, et qui était abbé de Scellières en Champagne, l'y fit conduire et le fit enterrer dans le caveau de l'abbaye. La mort de Rousseau suivit de près celle de Voltaire, et l'on a toutes les raisons de croire qu'il termina sa vie par le suicide. Il mourut le 2 juillet 1778 à Ermenonville, où son tombeau devint l'objet d'un pèlerinage philosophique.

Le parlement d'Angleterre abrogea la même année quelques-unes des anciennes lois contre les catholiques. Elles étaient depuis longtemps à peu près tombées en désuétude ou rarement exécutées; mais il dépendait du caprice des magistrats d'en appliquer les dispositions. Deux cents catholiques, dont dix étaient pairs, adressèrent au roi en 1778 une pétition pour demander que les adoucissemens établis par l'usage fussent confirmés par une loi. C'était au moment où les colonies d'Amérique se soulevaient contre l'Angleterre, et il importait au gouvernement de pouvoir compter sur l'appui des catholiques. Une loi fut donc proposée par un membre du parlement pour abroger le statut de 1689, et après avoir été adoptée par les deux chambres, elle fut sanctionnée le 23 mai par le roi. Cette loi portait que les évêques, les prêtres et les religieux pourraient exercer leurs fonctions et tenir des écoles, sans être inquiétés, que les catholiques pourraient acquérir des terres et obtenir des successions. Mais on les obligeait à prêter tous les six mois devant les

magistrats un serment par lequel ils déclareraient tenir pour impie cette proposition, qu'il est permis de ne pas garder la foi envers les hérétiques, comme aussi ne pas admettre qu'un souverain excommunié par le pape puisse être tué ou déposé, et enfin ne reconnaître au pape aucun pouvoir temporel ni direct ni indirect sur l'Angleterre. Deux membres illustres du parlement, Fox et Burke, firent peu de temps après une motion pour abréger la double taxe établie sous Georges I<sup>er</sup> sur les biens des catholiques; mais elle fut rejetée. La loi qu'on venait de rendre souleva même bientôt le fanatisme protestant. Un synode tenu à Glasgow, au mois d'octobre 1778, fit des motions violentes contre les catholiques, et résolut de s'opposer à tout bill qui étendrait les adoucissemens à ceux d'Écosse. Une société formée à Édimbourg pour la propagation de la foi chrétienne, publia de son côté des pamphlets non moins violens et remplis des déclarations ordinaires contre les progrès du papisme et de l'idolâtrie. La populace échauffée par ces clameurs du fanatisme, se porta à tous les excès. On vit au mois de février 1779, des émeutes éclater à Edimbourg, à Glasgow et en d'autres villes d'Ecosse, et des attroupemens séditieux se porter dans les maisons et dans les chapelles des catholiques, et y mettre le feu ou les livrer au pillage. Les mêmes désordres se produisirent l'année suivante en Angleterre avec plus de violence. Il s'était formé à Londres, sous prétexte de défendre la réforme contre le papisme, une association protestante qui avait pour président lord Gordon, et qui compta bientôt un grand nombre de membres. Elle rédigea une pétition au parlement pour demander la révocation de la loi de 1778, et le président déclara qu'il ne la présenterait point s'il n'était accompagné d'au moins vingt mille personnes. Il s'en trouva plus du double réuni le 2 juin 1780, dans une campagne aux portes de Londres. Cette troupe se mit en marche pour Westminster, portant solennellement la



pétition écrite sur une énorme bande de parchemin, couverte, dit on, de quarante mille signatures. On la remporta au parlement avec des vociférations, des menaces, des insultes, et aux cris répétés de Point de papisme. On voulait obliger le parlement à délibérer séance tenante ; mais pendant les débats, la foule entreprit de satisfaire elle-même son fanatisme, et se porta sur deux chapelles catholiques qui furent pillées et détruites : l'une était celle de l'ambassadeur de Sardaigne. Le 4 juin les attroupemens et les excès recommencèrent, devinrent plus effrayans et durèrent plusieurs jours. On démolit, on pillait, on brûla plusieurs autres chapelles. On traita de même les maisons des catholiques, et il y en eut soixante-douze qui devinrent la proie des flammes. Des émeutes semblables éclatèrent en quelques autres villes ; mais elles furent plus facilement réprimées.

L'incrédulité, l'esprit d'innovation et les entreprises schismatiques du pouvoir temporel concouraient alors en Allemagne pour porter à la religion des atteintes funestes et multipliées. Une nouvelle société secrète s'était formée depuis trois ou quatre ans, à l'instar de celle des francs-maçons, dans le double but de combattre le christianisme et de propager le principe de la souveraineté du peuple. C'était la société des illuminés, qui prit naissance dans l'université d'Ingolstadt en Bavière, et dont l'auteur fut un professeur de droit, nommé Weishaupt. Elle eut bientôt un assez grand nombre d'adeptes, parmi lesquels on comptait quelques ecclésiastiques, plusieurs seigneurs et même quelques princes souverains. Le gouvernement bavarois ne tarda pas à soupçonner l'existence de la nouvelle secte, et publia en 1784 une défense absolue de toute société secrète ou non autorisée par la loi. L'année suivante, sur de nouveaux indices, Weishaupt fut destitué de sa place et exilé avec quelques-uns de ses principaux disciples. Quelques papiers qu'on parvint à saisir firent connaître plus complètement le but et les

progrès de l'association. Weishaupt, qui s'était retiré à Ratibonne, ayant été obligé d'en sortir, trouva un asile chez le duc de Saxe-Gotha, et la secte des illuminés continua de s'étendre en Allemagne. Une nouvelle école de philosophie, qui avait pour chef le fameux Kant, ébranlait par le scepticisme les vérités fondamentales de la religion et de la morale, et substituait à l'autorité des doctrines chrétiennes, une religiosité vague qui n'avait ni règle, ni sanction. Quelques philosophes de cette école développèrent différens systèmes de panthéisme qui trouvèrent de nombreux partisans. Le rationalisme avait pénétré depuis plusieurs années dans les universités protestantes, et détruisait par une nouvelle méthode d'exégèse et d'interprétation biblique, l'autorité des livres saints et tous les caractères surnaturels du christianisme. L'indifférence sur les dogmes et sur les mystères était devenue le système presque général des hommes qui n'affichaient pas l'incrédulité. Les plus fameux théologiens protestans, Semler, Eberard, Ernesti et la plupart des ministres, jetaient des doutes sur les fondemens de la foi, sur l'inspiration de l'Écriture sainte, sur les mystères, sur les prophéties, sur les miracles, et ne voyaient dans le christianisme que des mythes, des symboles et des allégories que chacun expliquait à son gré.

L'impératrice Marie-Thérèse mourut au mois de novembre 1780. Son fils Joseph II, élu empereur depuis 1765, avait commencé presque aussitôt à faire l'essai des réformes et des innovations qui devaient signaler son règne. Il avait fait changer dans l'université de Vienne et en d'autres endroits les professeurs de théologie, pour les remplacer par d'autres dont les principes étaient peu favorables au saint siège. On était allé jusqu'à ôter aux évêques la direction de leurs séminaires et le choix des professeurs qui devaient y enseigner la théologie ; mais quand la mort de sa mère l'eut rendu seul maître du gouvernement, il donna un plus libre essor à son carac-

rière entreprenant. On vit se succéder avec rapidité les lois et les réglemens les plus étranges sur les matières ecclésiastiques. Il fut interdit aux religieux de reconnaître l'autorité de leurs supérieurs étrangers; plusieurs couvens furent supprimés, d'autres eurent défense de recevoir des novices. On enjoignit aux évêques de s'abstenir pendant quelque temps de faire des ordinations; il ne fut plus permis de recourir à Rome pour les dispenses de mariage. On prescrivit que toutes les bulles et rescrits du saint-siège seraient soumis à l'approbation impériale. Les réformes téméraires de l'empereur s'étendaient aux plus minces détails comme aux choses les plus importantes. Il supprimait des confréries, des processions, retranchait des fêtes, réglait les cérémonies et jusqu'à la quantité de cierges qu'on devait allumer aux offices. Il avait destitué en 1778 les supérieurs du séminaire de Brunn, pour les remplacer par des hommes de son choix, qui cherchèrent à répandre les livres et les doctrines des appelans français. Il y eut des plaintes contre les nouveaux professeurs, et plusieurs évêques les dénoncèrent. Joseph II s'étant emparé de l'affaire, prononça le 25 avril 1781 un jugement par lequel il déclarait les trois accusés absous, destituait leur accusateur de sa place d'archidiacre d'Olmütz, interdisait de la chaire partout et pour toujours les prédicateurs qui s'étaient élevés contre eux, et ordonnait que la bulle *Unigenitus* et la bulle *In cœna Domini* seraient ôtées de tous les livres liturgiques où elles se trouveraient; qu'il serait fait une sévère réprimande au cardinal Migazzi, archevêque de Vienne, que la direction de son séminaire serait confiée à un des accusés, et que tous les évêques auraient à rendre compte de l'état de leurs séminaires. Un nouveau décret du 4 mai ordonna un silence absolu sur la bulle *Unigenitus*, et défendit de la recevoir et même de prononcer les noms de jansénisme et de molinisme. L'empereur rendit quelques mois après un autre jugement où se

révélaît le même esprit. Un curé convaincu d'innovations dans les cérémonies et d'opposition à la bulle *Unigenitus*, avait été condamné par l'archevêque d'Olmutz à se retirer dans un couvent pour y passer quelque temps en retraite. Il en appela à l'empereur, qui rendit un jugement par lequel il confirmait la condamnation du curé pour ses innovations, et ordonnait cependant que l'archevêque serait réprimandé pour avoir des conseils passionnés. Ces jugemens et ces décrets excitèrent le mécontentement de plusieurs évêques. Le cardinal Migazzi fit plusieurs fois des représentations qui furent très-mal accueillies. Le cardinal de Frankenberg, archevêque de Salzbourg, l'archevêque de Trèves, le cardinal Bathiani, primat de Hongrie, et sept évêques de ce royaume, adressèrent à l'empereur des mémoires où ils réclamaient contre l'envahissement des droits de l'Église, et particulièrement contre le décret du 4 mai relatif à la bulle *Unigenitus*.

Le pape Pie VI écrivit lui-même plusieurs fois à Joseph II, et voyant qu'il ne gagnait rien par ses lettres, crut qu'une entrevue aurait plus d'effet, et se décida en conséquence à partir pour Vienne, où il arriva le 22 mars 1782. Il fut reçu avec tous les honneurs dus à sa dignité; mais ce voyage n'eut pas les résultats que le pontife espérait. Joseph II n'apporta que de légères restrictions à ses décrets, et le pape ne fut pas plus tôt de retour à Rome, où il rentra le 13 juin, que ce prince continua son système d'innovations et d'entreprises sur la juridiction ecclésiastique. Il fit des changemens dans la circonscription des diocèses, supprima même des évêchés, abolit les séminaires diocésains, pour les remplacer par d'autres établis seulement dans quatre ou cinq grandes villes, et s'arrogea par un édit le droit de nommer aux évêchés de Lombardie, qui depuis un temps immémorial étaient à la nomination du pape. Il ordonna aussi d'ôter les images des églises, supprima quelques empêchemens

dirimans, et permit le divorce en certains cas. Enfin il conférait les dignités de l'Église aux partisans de ses réformes, et protégeait l'université de Pavie, composée de théologiens qui professaient ouvertement les doctrines des appelans français. Le voyage de Pie VI devint l'occasion d'une brochure intitulée *Qu'est-ce que le pape ?* où l'on attaquait sans ménagement l'autorité du saint-siège, auquel on n'attribuait qu'une primauté d'honneur sans juridiction réelle. Le pape la condamna comme renfermant des propositions schismatiques et hérétiques, par un bref du mois de novembre 1786 ; mais Joseph II ordonna la suppression de ce décret, et comme on accusait le nonce de Bruxelles et l'archevêque de Malines d'avoir contribué à le faire connaître dans les Pays-Bas, il ordonna au premier de sortir de ses états, et au second de venir à Vienne rendre compte de sa conduite. L'auteur de cette brochure était un professeur de l'université de Vienne, nommé Eybel, qui publia aussi vers le même temps un écrit contre la confession auriculaire.

Les réformes de Joseph II étaient favorisées par les principaux métropolitains de l'Église d'Allemagne. L'archevêque électeur de Cologne était frère de ce prince et ne montrait pas moins d'ardeur à resserrer les droits du saint-siège. Il entretenait à Bonn une université nouvelle composée de théologiens partisans des réformes et avait engagé quelques autres prélats à réclamer comme lui contre la juridiction attribuée par l'usage aux nonces de Cologne, notamment pour les dispenses de mariage. Le prince Clément de Saxe, archevêque de Trèves, s'était déclaré contre les nouvelles doctrines soutenues dans le livre de Febronius ; mais il se laissa entraîner un moment, comme l'archevêque de Mayence, dans les errements de l'électeur de Cologne. L'archevêque de Salzbourg était Jérôme de Colloredo, qui avait donné en 1782 une instruction pastorale où il s'élevait contre le luxe des églises, contre les image

et contre d'autres pratiques de dévotion. Ces quatre archevêques se réunirent pour concerter un plan de réforme ecclésiastique, et nommèrent à cet effet des théologiens qui s'assemblèrent en 1786 à Ems, près de Coblenz, où ils convinrent d'un projet en vingt-trois articles, ayant la plupart pour objet d'étendre l'autorité des évêques aux dépens de celle du saint-siège. On leur attribuait notamment le droit d'accorder toutes les dispenses, on décidait l'abolition du serment qu'ils faisaient au pape; on soumettait tous les religieux à leur juridiction nonobstant toute exemption, et on déclarait que ceux-ci ne dépendraient plus de leurs supérieurs étrangers. Les vingt-trois articles furent adoptés par les quatre archevêques, qui en demandèrent la confirmation à l'empereur. Celui-ci répondit qu'il était nécessaire d'avoir l'avis des autres évêques d'Allemagne. On travailla en effet à les gagner; mais la plupart rejetèrent ce projet, qui resta ainsi sans exécution. Les archevêques de Trèves et de Mayence y renoncèrent eux-mêmes, et demandèrent au pape les indults ordinaires pour accorder les dispenses. Les deux autres archevêques essayèrent toutefois de soutenir leur système, et de le faire adopter en 1788 dans une diète tenue à Ratisbonne. Ils étaient appuyés par quelques prélats qui secondaient avec docilité les innovations de Joseph II. On doit signaler entre autres les évêques de Munster, de Laybach, de Brixen, et surtout l'évêque de Gurk, qui n'hésita pas à publier une ordonnance pour dispenser ses curés du bréviaire; mais les circonstances survenues depuis firent diversion à ces tentatives de désordre.

Joseph II étendit aux Pays-Bas ses décrets de réforme sur les ordres religieux, sur les mariages, sur les fêtes et sur les autres matières ecclésiastiques. Il défendit spécialement à la faculté de théologie de Louvain d'enseigner les opinions ultramontaines, et abolit la signature du formulaire et de la bulle *Unigenitus*. Il ordonna



ensuite par un décret du 16 octobre 1786 la suppression des séminaires diocésains et l'établissement d'un séminaire général, dont il confia la direction à des hommes connus par leur attachement aux nouveautés. Il destitua en même temps quatre professeurs de la faculté de théologie de Louvain, pour les remplacer par des partisans de ses réformes. Le séminaire général s'ouvrit le 1<sup>er</sup> décembre; mais au bout de quelques jours les nouvelles doctrines qu'on y enseignait excitèrent parmi les élèves un tumulte séditieux qui obligea les professeurs à prendre la fuite; cependant l'ordre se rétablit, et l'on continua le même enseignement. Les élèves prirent alors presque tous le parti de se retirer, en sorte que sur plus de trois cents, il n'en resta bientôt plus qu'une trentaine. D'autres circonstances amenèrent quelques mois plus tard la clôture du séminaire. Les états des Pays-Bas protestèrent avec énergie contre les innovations religieuses de Joseph II et contre d'autres mesures qui blessaient leurs droits et leurs privilèges; le gouverneur crut devoir céder à leurs remontrances, et conclut au mois de mai 1787 un accommodement qui rétablissait les anciennes formes constitutionnelles et suspendait l'exécution des réformes introduites dans le régime ecclésiastique; mais Joseph II refusa de ratifier cette dernière clause. Il voulut surtout maintenir son séminaire général, et en indiqua la réouverture pour le 15 janvier 1788. Les évêques firent des remontrances qui ne furent pas écoutées; la faculté de Louvain protesta de son côté contre la violation de ses privilèges. Elle voulut conserver les quatre professeurs précédemment destitués, et repoussa un nouveau recteur qu'on voulait lui imposer. Le gouvernement exila une vingtaine de docteurs et fit fermer partout les séminaires diocésains. Ces mesures n'eurent d'autre effet que d'exciter dans ces provinces une agitation menaçante. On voulut rassurer les évêques en leur déclarant qu'ils pourraient veiller par eux-mêmes sur l'enseignement, et

le cardinal archevêque de Malines se rendit à Louvain au mois de mars 1789 pour examiner la doctrine des professeurs. Il commença par leur demander s'ils reconnaissaient que les évêques ont essentiellement le droit d'enseigner la religion et la théologie, et que ce droit ne peut être restreint par la puissance laïque. Il leur fit ensuite différentes questions sur l'autorité de l'Eglise et de ses décisions, sur les droits du saint-siège, sur les empêchemens de mariage et sur d'autres points de dogme ou de discipline, et quelques mois après il publia un jugement par lequel il déclarait leur enseignement non orthodoxe. L'empereur, irrité de cette publication, fit arrêter le cardinal. Cependant comme des soulèvemens éclataient de toutes parts, il permit au mois d'août le rétablissement des séminaires diocésains; mais cette mesure n'arrêta pas l'insurrection. Joseph II fut déclaré déchu de ses droits pour avoir violé son serment, et toutes les provinces furent bientôt soustraites à son obéissance. Il eut recours aux négociations, il offrit vainement de révoquer ses édits, et se vit obligé de solliciter la médiation du pape, dont les exhortations ne calmèrent point les esprits. Telle était la situation des choses, lorsque Joseph II mourut au mois de février 1790; mais Léopold son frère et son successeur ne tarda pas à faire rentrer ces provinces dans la soumission.

Il avait suivi dans la Toscane, dont il était grand duc, les errements de Joseph II et le même système d'innovations et de réformes. On l'avait vu depuis dix ans publier une foule de réglemens sur des matières ecclésiastiques, abolir des confréries, supprimer des processions, diminuer la pompe des cérémonies et du culte divin, envoyer des catéchismes aux évêques, leur marquer les livres qu'ils devaient mettre entre les mains des fidèles, et entreprendre de changer toute la discipline de l'Eglise. Il avait donné toute sa confiance au fameux Scipion Ricci, qui fut nommé en 1780 évêque de Pistoie, et qui s'efforça d'in-

introduire en Toscane les doctrines de Richer et de Febrius sur l'autorité de l'Église, et celles des appelans français sur la grâce, sur la pénitence et sur d'autres matières. Ce prélat, soutenu par l'autorité du grand duc, réformait dans son diocèse l'enseignement et la discipline de l'Église, faisait traduire et imprimer les ouvrages de Quesnel et des plus fameux appelans, et publiait des écrits contre les indulgences, contre la dévotion au sacré cœur, contre les images et contre d'autres pratiques de piété. Il fit adopter ses réformes et ses nouvelles doctrines dans un synode tenu à Pistoie au mois de septembre 1786, où furent dressés de nombreux décrets sur la foi, sur l'autorité de l'Église, sur la grâce, sur les sacremens, et sur d'autres objets. Les réglemens de ce synode étaient conformes aux vues exposées dans une circulaire du grand duc, et ce prince, poussé par Ricci, convoqua l'année suivante une assemblée des évêques de la Toscane, pour préparer les matières d'un concile national, où l'on voulait faire adopter les doctrines du synode de Pistoie. Tous, à l'exception de deux ou trois, se prononcèrent si fortement contre les erreurs et les innovations proposées, que le grand duc prit le parti de dissoudre l'assemblée et de renoncer à son projet de concile national. Mais il n'abandonna pas ses vues. Il publia successivement plusieurs décrets pour abolir la juridiction des nonces dans son duché, pour défendre tout appel au saint-siège, interdire aux religieux toute relation avec leurs supérieurs étrangers, et défendre d'entrer dans les ordres ou dans l'état religieux sans la permission du gouvernement. Le pape fit vainement des représentations contre tant d'entreprises téméraires sur les droits de l'Église. Enfin Léopold ayant succédé à son frère, abandonna des réformes dont l'expérience révélait l'imprudence et la témérité. Ricci, détesté dans son diocèse, fut forcé de prendre la fuite et bientôt après de donner sa démission. Pie VI, par la bulle *Auctorem fidei*, en date du 28 août 1794,

condamna les actes du synode de Pistoie, et en particulier quatre-vingt-cinq propositions, dont sept furent flétries comme hérétiques. Cette bulle fut reçue sans réclamation dans toute l'Eglise.

La cour de Naples suivait depuis longtemps le même système d'innovations et d'empiétemens sur les droits du saint-siège. Un ministre brouillon, le marquis Tanucci, ancien professeur de droit à Pise, et nommé chef du conseil de régence pendant la minorité du roi Ferdinand, avait entraîné le gouvernement dans cette voie. Ce fut lui qui fit décréter l'expulsion des jésuites, et en 1768 l'occupation de Bénévent par les troupes napolitaines. L'année suivante, il diminua les droits de la chancellerie romaine, défendit aux monastères de faire de nouvelles acquisitions, enleva au nonce plusieurs de ses droits, et fit suspendre la présentation de la haquenée, que les rois de Naples étaient dans l'usage d'offrir au pape, comme une reconnaissance de sa suzeraineté. Il supprima en 1776 un grand nombre de couvents, réunit quelques évêchés et suscita des querelles pour la nomination aux bénéfices. Le pape nommait depuis un temps immémorial à la plupart des évêchés, des abbayes et des prébendes, et même à plusieurs cures. Le ministre engagea les évêques à nommer aux cures vacantes dans leurs diocèses, et le roi, à nommer un archevêque de Naples; puis, il suscita une nouvelle querelle pour obtenir en faveur de ce prélat le chapeau de cardinal. La retraite de Tanucci, qui sortit bientôt après du ministère, ne fit rien changer au plan qu'il avait adopté. On défendit aux évêques de recevoir des bulles de Rome, et de recourir au saint-siège pour les dispenses. On réduisit le nombre des religieux mendiants, on supprima le tribunal de l'inquisition en Sicile, on défendit toute donation en faveur des églises, et le roi insista plus que jamais sur la prétention de nommer à tous les évêchés. Il nomma au siège de Potenza un ecclésiastique nommé Serrao, qui passait pour

être attaché à la doctrine des appelans français, et qui dans un livre intitulé *De præclaris catechistis*, avait fait un grand éloge de l'exposition de la doctrine chrétienne, par Mesangui, condamnée par le saint-siège. Le pape défendit de le sacrer jusqu'à ce qu'il eût donné des explications sur sa doctrine, et après bien des contestations, Serrao se décida enfin à écrire une lettre où il protestait de sa soumission au jugement de l'Église. Le roi donna en 1784 un édit pour ordonner aux évêques d'accorder les dispenses; deux ans plus tard, un autre édit défendit aux religieux d'obéir à leurs généraux étrangers. On supprima en même temps un grand nombre de couvens, et on s'empara de leurs biens. Les différends relatifs à la nomination aux bénéfices étaient cause qu'un grand nombre d'évêchés demeuraient depuis longtemps vacans. Il fut question de convoquer un concile national et d'aviser aux moyens de donner l'institution canonique aux évêques sans le concours du pape. Plusieurs écrits furent publiés pour appuyer ce système; enfin, après bien des négociations souvent interrompues par la mauvaise volonté de la cour de Naples, les contestations se terminèrent en 1790, par un accommodement dont les principales conditions étaient que le roi ne serait plus regardé comme vassal du saint-siège, que le pape nommerait aux évêchés sur une liste de trois candidats présentés par le roi, qu'il continuerait de nommer aux autres bénéfices; mais qu'il ne pourrait les donner qu'à des sujets du roi; enfin que l'on continuerait de recourir au saint-siège pour les dispenses et pour le jugement des affaires matrimoniales.

Le clergé de France ne cessait de renouveler ses réclamations et ses remontrances sur la circulation impunie des mauvais livres. L'assemblée de 1780 remit à ce sujet plusieurs mémoires au roi qui ne produisirent pas plus d'effet que ceux des assemblées précédentes. Elle se plaignit des souscriptions ouvertes publiquement pour des



ouvrages où l'on attaquait tout à la fois les fondemens de la religion et de l'autorité royale. Elle s'éleva surtout contre le scandale qu'avait donné un prêtre, un ancien religieux, l'abbé Raynal, en mettant son nom à la tête d'un livre rempli des blasphèmes les plus révoltans. Elle fit des représentations sur la sévérité de la déclaration de 1757, qui demeurait par cette raison même sans exécution. Elle réclama la liberté de tenir des conciles provinciaux, présenta des observations sur les entreprises des protestans, et s'éleva contre les atteintes portées aux institutions monastiques par la commission nommée pour les réformer, et qui ne semblait travailler qu'à les détruire. On avait supprimé en effet un grand nombre de couvens, et aboli depuis peu d'années jusqu'à neuf congrégations, entre autres celle de Grammont, celles des servites, des célestins, de sainte Brigitte, de saint Ruf et de saint Antoine. On soutenait, on encourageait sourdement dans la congrégation de Saint-Maur, dans l'ordre de la Merci et dans quelques autres, les ennemis de l'observance régulière; on en faisait décréter l'abolition graduelle par les chapitres, et on excitait les couvens à demander leur sécularisation. La Sorbonne publia en 1781 une censure et une réfutation de l'Histoire philosophique des établissemens des Européens dans les Indes, par Raynal, dont une nouvelle édition venait de paraître avec des augmentations qui la rendaient de plus en plus condamnable. La divinité de la religion, les miracles, les prophéties, les dogmes du christianisme, les lois de la discipline, les vœux monastiques, le célibat y étaient l'objet des attaques les plus audacieuses et des plus violentes déclamations. On y renversait tous les principes de la morale, on y justifiait même l'adultère et le vol, et on ne laissait à l'homme d'autre règle que l'intérêt, les passions et la volupté. Le parlement, de son côté, condamna cet ouvrage au feu et l'auteur à la prison. Mais celui-ci fut averti à temps et se sauva en Prusse.



Une assemblée du clergé tenue extraordinairement en 1782, présenta encore deux mémoires au roi sur les progrès de l'incrédulité; l'un pour demander un règlement contre les mauvais livres, l'autre pour se plaindre en particulier d'une édition des œuvres de Voltaire; elle s'imprimait hors du royaume; mais on la laissait entrer et circuler librement. et les souscriptions étaient ouvertes chez tous les libraires. On y avait inséré tous les ouvrages auxquels Voltaire n'avait pas osé mettre son nom, jusqu'au poëme infâme de la Pucelle, et cette Correspondance, où il provoque sans cesse le parti philosophique à *écraser l'infâme*. On y avait joint une Vie de Voltaire, par Condorcet, où le fanatisme de l'irréligion se montrait avec une incroyable audace. Les remontrances du clergé furent sans effet. Cependant, trois ans plus tard, un arrêt du conseil supprima cette édition; on voulait prévenir de nouvelles plaintes de l'assemblée qui venait de s'ouvrir, et qui en effet adressa encore des réclamations au roi; mais cet arrêt ne fut que pour la forme. Le duc d'Orléans permit dans son palais la vente de l'ouvrage; et ce ne fut qu'au bout de quinze jours qu'on fit une visite chez l'éditeur Beaumarchais, à qui on avait laissé le temps de vider ses magasins. Le parti philosophique se remuait depuis plusieurs années en faveur des protestans. Ils exerçaient assez librement leur culte, et avaient un grand nombre de temples; mais ils demeuraient privés des droits civils, et leurs mariages mêmes n'étaient pas reconnus. Rabaut Saint-Étienne, ministre de Nîmes, vint à Paris pour plaider leur cause. Il fut secondé par Malesherbes, par Condorcet, par Rulhières, qui publièrent des écrits en leur faveur, et surtout par Necker, banquier genevois et protestant, que le parti philosophique parvint à porter au ministère. Louis XVI, sur la proposition de Brienne, archevêque de Toulouse, publia au mois de novembre 1787 un édit qui assurait aux protestans tous les droits civils et déterminait les formes à

observer pour la légitimité de leurs mariages. Une fermentation extraordinaire régnait alors dans les esprits et présageait une prochaine révolution. Des mesures imprudentes et des prodigalités ruineuses avaient accru prodigieusement les dettes de l'état. Le ministère voulut pourvoir au déficit par de nouveaux impôts. Les parlemens s'y opposèrent, firent des remontrances et refusèrent l'enregistrement des édits. Leur opposition fut encouragée par les applaudissemens publics, et des réclamations s'élevèrent de toutes parts contre les mesures arbitraires du ministère. On convoqua une assemblée des notables qui ne servit qu'à augmenter l'effervescence. Le roi fit enregistrer les édits dans un lit de justice; mais le parlement déclara que cet enregistrement ne pouvait priver la nation de ses droits, et réclama les états généraux. Cette demande, faite au mois de juillet 1787 et réitérée ensuite plusieurs fois, devint bientôt le cri de toute la France. L'assemblée du clergé qui se tint l'année suivante s'associa elle-même à ce vœu national, et demanda la convocation des états généraux. Une telle démarche a beaucoup scandalisé quelques écrivains qui avaient sans doute oublié ou qui peut-être ignoraient les fréquentes excommunications prononcées par les conciles et par les papes et promulguées dans la bulle *In cœna Domini*, contre les princes qui établiraient de nouveaux impôts. Enfin un arrêt du conseil en date du 15 juillet 1788 annonça la convocation des états généraux, et quelque temps après, un autre arrêt décida que le nombre des députés du tiers-état serait égal à celui de chacun des deux autres ordres. Ce fut le signal et le commencement de la révolution.

Vers ce temps mourut Alphonse de Liguori, que l'éminence de ses vertus et les miracles opérés à son tombeau ont fait mettre au nombre des saints. Il était né à Naples en 1696 et avait d'abord suivi le barreau. Mais à l'âge de vingt-six ans il embrassa l'état ecclésiastique, se dé-

voua aux missions, et institua en 1732 une congrégation de missionnaires, sous le titre du saint Rédempteur, qui fut approuvée par le saint-siège, et qui s'étendit promptement dans le royaume de Naples et dans les états de l'Église. Il fut nommé en 1762 par Clément XIII à l'évêché de Sainte-Agathe des Goths; mais il fallut un ordre exprès du souverain pontife pour vaincre sa modestie et lui faire accepter cette dignité. Il donna sa démission en 1775 à cause de sa vieillesse et de ses infirmités, et se retira au chef-lieu de sa congrégation, où il vécut encore près de douze ans. On a de lui un grand nombre d'ouvrages de théologie ou de piété. On vit éclater à la même époque des vertus éminentes dans un simple laïque, Benoît Joseph Labre, qui mourut à Rome en 1783. Il était né en France, dans le diocèse de Boulogne en 1748, et n'ayant pu se faire admettre chez les trappistes ni chez les chartreux à cause de la faiblesse de sa santé, il se retira à Rome, où il devint un modèle d'édification, par son humilité profonde, par ses austérités et par la ferveur de ses prières. Les miracles qui s'opérèrent sur son tombeau firent commencer bientôt des procédures pour sa béatification. Un ministre protestant des États-Unis, nommé Tayer, qui voyageait en Europe et qui fut témoin de ces prodiges, abjura l'hérésie, et se fit depuis missionnaire catholique.

---

---

## LIVRE QUARANTE-HUITIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE JUSQU'AU  
PONTIFICAT DE GRÉGOIRE XVI.

DE 1789 A 1831.

Les états généraux s'ouvrirent à Versailles, le 5 mai 1789. On y comptait deux cent quatre-vingt-dix députés de l'ordre du clergé, dont quarante-sept évêques; deux cent soixante-dix députés de la noblesse, et environ six cents du tiers-état. Les cahiers du clergé, remarquables par la sagesse et la modération, exprimaient cependant pour la plupart des vœux favorables aux libertés publiques. On y demandait des mesures pour la répression des mauvais livres, le rétablissement des conciles provinciaux; la réforme des communautés religieuses, l'établissement d'écoles gratuites dans les paroisses et de quelques séminaires pour les jeunes gens sans fortune; on demandait que le tiers-état fût admis à tous les emplois, et que les dignités ecclésiastiques ne fussent plus confiées exclusivement à des nobles; on proposait l'abolition des droits féodaux, l'égalité des impôts, la suppression de l'esclavage des nègres, l'établissement d'un tribunal de conciliation dans chaque bailliage, la publicité des procédures, l'adoucissement et l'égalité des peines; enfin on réclamait le retour périodique des états généraux, la responsabilité des agents du pouvoir, et pour les municipalités le droit de choisir leurs magistrats. La chambre du tiers-état montra tout d'abord ses dispositions révolutionnaires. Elle statua, contre l'usage ancien, que la vérification des pouvoirs se ferait en commun, invita les deux autres ordres à se réunir à elle, et pressa surtout le clergé au nom d'un Dieu de paix; formule usitée alors pour

amener le clergé à des sacrifices, et dont les ennemis de la religion se servaient pour mieux la détruire. Enfin, le 13 juin, trois curés du Poitou se réunirent au tiers-état; plusieurs imitèrent cet exemple les jours suivans, puis le 19, la majorité vota pour la réunion. Louis XVI fit annoncer le lendemain une séance royale et ordonna de suspendre les assemblées. Mais les députés du tiers-état trouvant leur salle fermée, se réunirent dans un jeu de paume où ils firent serment de ne point se séparer avant d'avoir donné à la France une constitution. La séance royale eut lieu le 23, et ne calma pas les esprits. Le roi, qui venait d'ordonner dans cette séance la séparation des trois ordres, voyant l'invincible résolution du tiers-état, écrivit quelques jours après aux membres de la noblesse et du clergé pour les inviter à la réunion. Il n'y eut plus dès lors qu'une Chambre unique, sous le titre d'Assemblée nationale. Ce triomphe du parti populaire encouragea les factieux. Une émeute éclata le 12 juillet à Paris et le 14 la Bastille fut prise, et le gouverneur massacré pour avoir voulu la défendre. Le prévôt des marchands et d'autres personnes eurent le même sort. Les désordres s'étendirent dans les provinces, et l'on vit de tous côtés des séditions, des meurtres, et surtout le pillage et l'incendie des châteaux. Un autre soulèvement eut lieu le 5 octobre. La populace se porta à Versailles, envahit le château, massacra les gardes du corps, et força le roi de revenir à Paris, où il fut suivi par l'assemblée. Celle-ci voyait tous ces désordres avec indifférence, et les favorisait par ses continuelles entreprises sur l'autorité royale.

Elle dirigea bientôt après ses attaques contre la religion. Un décret du 2 novembre prépara les voix à d'autres mesures par la spoliation du clergé. Il fallait aviser aux moyens de combler le déficit et d'éteindre la dette; les philosophes de l'assemblée n'imaginèrent rien de mieux que de s'emparer des biens ecclésiastiques. Talleyrand, évêque d'Autun, si fameux depuis, fit un rapport

en faveur de cette mesure, qui fut vainement combattue par l'abbé Maury, par Sieyès lui-même, et par d'autres orateurs. On proposa d'abord un décret portant que la propriété des biens du clergé appartenait à la nation. Il fut rejeté par une majorité nombreuse; mais Mirabeau proposa par amendement de décréter seulement que les biens du clergé seraient mis à la disposition de la nation, et cet amendement, qui contenait au fond la même chose, fut adopté sur-le-champ. Quelque temps après, on décréta la vente d'une partie de ces biens jusqu'à concurrence de quatre cents millions, et on les affecta comme hypothèque à un papier monnaie qui fut mis en circulation sous le nom d'assignat. Un autre décret, rendu le 13 février 1790, abolit les ordres religieux et supprima la plus grande partie des couvens. On y déclarait que la loi ne reconnaissait plus de vœux, que toutes les congrégations étaient supprimées, et que les individus qui en faisaient partie étaient libres de les quitter. On vit un grand nombre de moines profiter de cette permission; mais beaucoup d'autres demeurèrent fidèles à leur vocation et se réunirent dans quelques couvens qu'on laissa momentanément subsister. Les religieuses surtout montrèrent une persévérance qui donnait un éclatant démenti aux déclamations de quelques écrivains frivoles ou irréligieux contre l'état monastique.

L'assemblée, poursuivant ses projets de bouleversement, décréta au mois de juin 1790 la fameuse constitution civile du clergé. Cette loi, assimilant la division ecclésiastique à la division civile, formait de chaque département un diocèse, détruisait un grand nombre de sièges, en créait de nouveaux, érigeait des évêchés en métropole et en supprimait d'autres, défendait de reconnaître l'autorité d'aucun évêque et d'aucun métropolitain étranger, et bouleversait ainsi toute la juridiction ecclésiastique. Elle confiait le choix des évêques aux électeurs des départemens, sans exclure ni les protestans ni les



juifs, et portait que l'évêque élu demanderait l'institution canonique au métropolitain ou au plus ancien évêque de la province, et qu'il écrirait seulement au pape, comme au chef visible de l'Église, en témoignage de la communion qu'il devait entretenir avec lui. Elle confiait aux électeurs des districts le choix des curés, et donnait à ceux-ci le droit de choisir leurs vicaires parmi les prêtres ordonnés ou admis dans le diocèse. Elle supprimait les chapitres des églises cathédrales ou métropolitaines et les remplaçait par un certain nombre de vicaires épiscopaux qui devaient former le conseil habituel de l'évêque; elle supprimait également tous les chapitres des collégiales, les abbayes, les prieurés et autres bénéfices. Enfin elle attribuait pendant la vacance du siège le gouvernement du diocèse au premier vicaire épiscopal. Tels étaient les principaux articles de cette loi, non moins vicieuse par les atteintes portées à la discipline de l'Église et aux droits du saint-siège, que par l'incompétence manifeste de l'assemblée qui entreprenait de statuer sur ces matières ecclésiastiques. Le pape Pie VI s'empressa de réclamer contre ces téméraires innovations, par un bref du 10 juillet adressé à Louis XVI. Mais on prétend que M. de Pompignan, archevêque de Vienne, alors ministre, ne remit pas ce bref au roi. Quoi qu'il en soit, Louis XVI sanctionna le 24 août la constitution civile du clergé, et écrivit au pape pour le prier de la confirmer. Cependant les évêques de l'assemblée crurent devoir protester contre cette loi. Trente d'entre eux signèrent au mois d'octobre un écrit rédigé par M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, sous le titre d'Exposition des principes sur la constitution civile du clergé, dans lequel ils établissaient les droits de l'autorité spirituelle, l'incompétence du pouvoir temporel sur ces matières, et demandaient qu'on eût recours au pape pour légitimer les réformes qu'on pouvait juger opportunes. Cent dix autres évêques adhérèrent à cette exposition, qui devint ainsi le

jugement de toute l'Église gallicane. Mais l'assemblée n'y eut aucun égard, et décréta le 27 novembre que tous les évêques et les curés qui n'auraient pas prêté serment dans huit jours à la constitution civile du clergé, seraient censés avoir donné leur démission. On fixa ensuite au 4 janvier 1791 la prestation du serment des ecclésiastiques, membres de l'assemblée. Une centaine qui siégeaient au côté gauche, s'étaient déjà soumis au décret; tous les autres, malgré les murmures de la majorité et malgré les cris menaçans proférés dans les tribunes et au dehors, refusèrent le serment, et plus de vingt-cinq de ceux qui l'avaient prêté ne tardèrent pas à le rétracter. Il n'y eut dans l'épiscopat français que quatre évêques qui prêtèrent le serment; ce furent Brienne, devenu cardinal, le fameux Talleyrand, évêque d'Autun, Jarente, évêque d'Orléans, et Savines, évêque de Viviers, auxquels il faut ajouter quelques évêques *in partibus*. Brienne renvoya son chapeau de cardinal; Talleyrand abjura bientôt après son état et se maria; il fut imité par l'évêque d'Orléans, et celui de Viviers ne donna guère moins de scandale. Quant au clergé du second ordre, il n'y eut guère qu'un dixième des prêtres séculiers qui prêtèrent le serment; mais un assez grand nombre de religieux vinrent grossir le clergé constitutionnel.

On s'empressa de donner des successeurs aux évêques et aux prêtres qui avaient refusé le serment. Les deux premiers évêques constitutionnels, Expilly du Finistère, et Marolles de l'Aisne, furent sacrés le 25 janvier 1791 par Talleyrand, assisté de Gobel, évêque de Lydda, *in partibus*, et de Miroudot, évêque de Babylone. Ils donnèrent eux-mêmes à d'autres la consécration épiscopale; mais pour l'institution canonique, il fallut bien s'en passer, puisqu'il ne se trouvait personne dans la plupart des provinces pour la donner, et les nouveaux évêques furent réduits à prétendre qu'ils n'en avaient pas besoin. Le pape adressa le 10 mars un bref aux évêques de l'assem-

blée, dans lequel il montrait les vices nombreux de la constitution civile du clergé, et demandait l'avis des prélats sur les moyens de prévenir les maux dont l'Église de France était menacée ; puis le 13 avril suivant , il donna un second bref adressé à tous les évêques, au clergé et aux fidèles, par lequel il condamnait la constitution, ordonnait à tous les ecclésiastiques qui avaient prêté le serment de le rétracter dans quarante jours, sous peine de suspension, et déclarait illégitimes et nulles les élections des nouveaux évêques, et ceux-ci privés de toute juridiction et suspens de toutes fonctions épiscopales. Ce jugement du saint-siège déterminait quelquefois les ecclésiastiques à faire leur rétractation. Les évêques de l'assemblée répondirent le 30 mai au bref du pape, et pour qu'il pût suivre sans obstacle les voies qu'il jugerait les plus propres à ramener la paix, ils n'hésitèrent pas à lui remettre leurs démissions. Mais le pape ne crut pas devoir les accepter. Un grand nombre d'écrits furent publiés pour et contre la constitution. Plusieurs évêques surtout donnèrent des mandemens solides pour prévenir les fidèles contre la séduction. Nous citerons parmi les plus remarquables, les Instructions pastorales de M. de Luzerne, évêque de Langres, et de M. Asseline, évêque de Boulogne. D'un autre côté, une vingtaine de nouveaux évêques, membres de l'assemblée, publièrent un écrit intitulé *Accord des vrais principes de l'Église, de la morale et de la raison, sur la constitution civile du clergé*, où ils s'efforçaient de défendre leur cause et de répondre à l'exposition des trente prélats. Cependant comme une grande partie du peuple demeurait attaché aux pasteurs légitimes, on n'omit rien pour les éloigner, et des attroupemens séditieux, des menaces, des outrages et des persécutions continuelles, en forcèrent un grand nombre à s'expatrier. M. de Juigné, archevêque de Paris, avait déjà été obligé depuis plus d'un an de se soustraire par la fuite aux violences de la populace. D'autres prélats

furent traduits devant les tribunaux et mis en prison. L'effervescence révolutionnaire et l'esprit irréligieux préludaient par des attentats sacrilèges aux scènes de carnage qui devaient bientôt désoler la France. Une troupe de factieux brûla le 3 mai au Palais-Royal les derniers brefs avec l'effigie du pape. L'église de Sainte-Geneviève fut profanée le 11 juillet par la translation des cendres de Voltaire, et ce triomphe décerné par l'Assemblée nationale à un ennemi déclaré du christianisme ne tarda pas à être suivi d'un autre semblable en l'honneur de Rousseau. Le roi, tenu en esclavage et dépouillé successivement de toute son autorité, avait essayé de prendre la fuite; mais il fut arrêté à Varennes, et ramené à Paris, où il ne conserva plus qu'un titre sans pouvoir. Les révolutionnaires fomentaient des troubles dans le comtat d'Avignon; des émissaires y furent envoyés pour soulever le peuple contre l'autorité du pape; le vice-légat fut chassé, l'archevêque d'Avignon et les autres prélats se virent contraints de fuir ou de se cacher; des violences inouïes furent exercées contre une foule d'habitans, et l'assemblée nationale, sous prétexte de mettre fin à ces désordres qu'elle avait fait naître, décréta le 14 septembre la réunion du comtat à la France. Le pape réclama vainement contre cette usurpation. Elle fut maintenue, et l'on vit bientôt ce que les habitans du comtat devaient gagner. Les horribles massacres commis dans les glacières d'Avignon, par un homme connu sous un surnom effrayant, furent le premier bienfait qui signala ce changement de domination.

Cependant l'Assemblée nationale, dite constituante, termina ses séances le 30 septembre, et fut remplacée le lendemain par une assemblée législative. Celle-ci augmenta l'anarchie, travailla sans relâche au renversement du trône, encouragea les entreprises des factieux, et mit surtout un acharnement fanatique à poursuivre le clergé catholique. Un de ses membres fit un rapport sur l'agi-

tation causée par la constitution civile du clergé principalement dans l'ouest de la France, et déclara que les peuples pour rester tranquilles et s'attacher au nouvel ordre de choses ne demandaient qu'à pouvoir conserver leurs prêtres; mais loin de prendre ce vœu en considération, l'assemblée, comme si elle eût voulu de gaieté de cœur accroître les troubles, rendit au mois de novembre un décret pour ordonner à tous les prêtres qui n'avaient pas fait le serment, de le prêter sous peine d'être privés de toute pension, avec défense d'exercer aucunes fonctions dans leurs paroisses et même d'y rester. Elle leur enjoignait de se rendre dans les chefs-lieux de district pour y recevoir une destination ultérieure. Le roi refusa d'abord de sanctionner cette loi, mais les factieux parvinrent à l'y contraindre par des soulèvemens. On vit bientôt après à Paris et dans les provinces la persécution s'étendre à tous ceux qui refusaient d'adhérer au schisme. Les prêtres et les évêques étaient insultés, menacés, poursuivis par des émeutes populaires, ou arrêtés et détenus par les administrations locales. Plus de quatre cents furent emprisonnés à Laval, et des mesures semblables étaient prises en beaucoup d'autres endroits par les autorités des districts. On leur interdisait ailleurs l'exercice de leurs fonctions, ou bien la populace venait impunément les troubler. On chassait les religieux et les religieuses de leurs couvents; on poursuivait même les fidèles qui avaient recours au ministère de leurs anciens pasteurs. Le pape donna le 19 mars 1792 un nouveau bref où il exhortait les évêques et les prêtres constitutionnels à rétracter leur serment, et condamnait les écrits publiés en faveur de la constitution civile du clergé, notamment l'Accord des vrais principes; mais ce bref ne produisit pas plus d'effet que les précédens. L'Assemblée législative, sur la proposition de Torné, métropolitain du Cher, rendit au mois d'avril un décret pour prohiber tout costume ecclésiastique ou religieux, et quelques semaines



après elle ordonna de nouvelles rigueurs contre les prêtres qui avaient refusé le serment. Un décret fut rendu le 26 mai 1792, pour donner aux autorités locales le droit de les déporter sur la dénonciation de vingt citoyens et sans jugement. On pressa vainement Louis XVI de sanctionner cette loi tyrannique. Une insurrection éclata le 20 juin, et la populace des faubourgs envahit le château des Tuileries, pénétra jusque dans les appartemens du roi, et le menaça longtemps par des clameurs et des insultes qui n'ébranlèrent point sa fermeté. Il répondit avec courage aux orateurs des insurgés, que si l'on avait des demandes à lui faire, ce n'était ni le moment de les proposer ni celui de les accorder. La foule se retira sans avoir répandu de sang; mais le 10 août, une nouvelle insurrection dirigée par les chefs de l'assemblée et de la commune décida la chute du trône. Le roi, qui n'avait qu'un petit nombre de défenseurs contre des attroupe-mens formidables, voulut épargner l'effusion du sang, et se réfugia dans le sein de l'assemblée. Il y était à peine qu'un affreux combat s'engagea dans le château des Tuileries, où les Suisses et quelques gentilshommes qui s'étaient réunis autour du trône furent horriblement massacrés. L'assemblée déclara le roi suspendu de ses fonctions, l'envoya prisonnier au Temple, et convoqua une convention nationale, puis le 26 août elle rendit un nouveau décret pour condamner à la déportation les prêtres qui n'avaient pas prêté le serment à la constitution civile du clergé.

Quelques scélérats obscurs s'étaient emparés de l'administration communale de Paris. Ils ordonnèrent des visites domiciliaires, firent arrêter les prêtres, les nobles, les anciens serviteurs de la monarchie, et encombrèrent les prisons, les anciens couvents et d'autres édifices publics convertis en maisons de détention. Le sort de ces prisonniers fut bientôt décidé. On connaît les horribles massacres des 2 et 3 septembre 1792. Le carnage com-



mença par des prêtres qui obéissaient à la loi de déportation, et qui passaient dans trois voitures. On les arrêta, et après mille outrages on les conduisit à l'Abbaye, où ils furent assassinés. Les meurtriers, échauffés par ce premier exploit, égorgèrent tous les détenus de cette prison, parmi lesquels se trouvaient, avec beaucoup de laïques, environ quarante prêtres; de là ils se portèrent au couvent des Carmes, où se trouvaient cent quatre-vingt prêtres, et parmi eux M. Dulau, archevêque d'Arles, MM. de la Rochefoucauld frères, évêques de Beauvais et de Saintes, et plusieurs ecclésiastiques connus par leurs talens et par leurs écrits, entre autres Guérin du Rocher, auteur de l'Histoire véritable des temps fabuleux. L'archevêque, après avoir béni de l'autel ses compagnons d'infortune, présenta son corps aux bourreaux, et reçut leurs coups avec une fermeté digne de ce pieux et vénérable pontife. Les autres évêques et les prêtres imitèrent sa constance et sa résignation. Une quarantaine seulement furent épargnés. Quatre-vingt-dix autres prêtres détenus à Saint-Firmin y furent massacrés le lendemain par les bourreaux. D'autres encore eurent le même sort à la Force et ailleurs. Plusieurs milliers de personnes furent ainsi égorgées, sans que l'autorité prit aucune mesure pour réprimer ces atrocités. La commune soudoya même les assassins, et écrivit aux municipalités des départemens pour les engager à prendre les mêmes mesures. Des massacres semblables eurent lieu à Lyon, à Rennes, à Meaux et en quelques autres villes. C'était le temps où beaucoup de prêtres se déportaient conformément au décret du 26 août. Ils se virent en plusieurs endroits poursuivis, chargés d'outrages, frappés, assassinés. La populace, échauffée par la nouvelle des massacres de Paris, se ruait sur des hommes inoffensifs, égorgait les prêtres dans leurs maisons, dans les rues, dans les prisons, se plaisait quelquefois à prolonger leurs tortures, et se faisait un jeu d'insulter à leurs cadavres, et de

promener comme des trophées leurs restes sanglans.

Ce fut au milieu de ces horribles scènes que commença le règne sanglant de la Convention. Elle se trouva constituée le 22 septembre, et le même jour, sur la motion du fameux Grégoire, évêque de Loir-et-Cher, elle décréta l'abolition de la royauté. Louis XVI, dépouillé et captif, était toujours poursuivi d'une haine féroce et implacable. Les factieux avides de son sang l'attaquaient chaque jour avec fureur, et ne rougissaient pas de lui imputer les troubles qu'ils causaient eux-mêmes. La tribune, les journaux, les clubs retentissaient de cris de mort contre lui. La Convention arrêta le 3 décembre qu'il serait jugé par elle, et sept jours après, elle le fit comparaître à sa barre pour lui lire son acte d'accusation. Il y fut rappelé le 26 pour présenter sa défense; mais sa mort était résolue par les factieux qui s'étaient faits ses accusateurs et ses juges. Ils firent décréter avant l'appel nominal, que la majorité d'une seule voix suffirait pour la condamnation à mort. Elle fut prononcée le 17 janvier par une assez faible majorité. Cinq évêques constitutionnels, Lindet, de l'Eure, Massieu, de l'Oise, Gay-Vernon, de la Haute-Vienne, Huguet, de la Creuse, et Andrein, qui fut depuis évêque du Finistère, votèrent pour la mort. Leur exemple fut suivi par seize prêtres. Louis XVI reçut la nouvelle de sa condamnation avec une résignation chrétienne. Il demanda qu'il lui fût accordé trois jours de délai pour se disposer à paraître devant Dieu, et qu'il pût voir un prêtre de son choix et qui ne serait pas inquiété. On lui accorda sa demande, et l'abbé Edgeworth de Firmont vint lui administrer les secours de la religion et l'accompagner à l'échafaud. Ce prince, victime des complots de l'anarchie et de l'impiété, souffrit la mort le 21 janvier avec la courageuse fermeté d'un martyr. La reine fut transférée le 3 juillet suivant à la Con. iergerie, puis condamnée à mort par le tribunal révolutionnaire, et conduite à l'échafaud le 16 octobre,

dans une charrette. Sept mois plus tard, madame Élisabeth, sœur de Louis XVI, subit le même sort.

Il ne peut pas entrer dans notre plan d'exposer l'histoire des mesures atroces et des massacres effroyables qui signalèrent le règne tristement fameux de la Convention. Nous devons nous borner à ce qui regarde la religion. Le 21 avril 1793, la convention rendit un nouveau décret de déportation contre les prêtres qui avaient refusé le serment à la constitution civile du clergé, et qui n'avaient pas fait le serment de liberté et d'égalité. Ce décret prononçait en outre la peine de mort contre ceux qui après leur déportation rentreraient sur le territoire de la république. Une multitude de prêtres furent arrêtés partout, et trainés de ville en ville à Rochefort, à Brest, à Nantes, à Bordeaux, pour être conduits ensuite dans la Guyane ou au Sénégal ; mais la guerre empêcha de les y transporter. Ils demeurèrent donc enfermés dans des cachots infects, où ils eurent à souffrir tout ce que des géoliers barbares purent imaginer pour les tourmenter. Amoncelés dans des espaces étroits, privés d'air et manquant de tout, un grand nombre périrent de misère. Sur sept cents qu'on avait resserrés dans deux vaisseaux à Rochefort, près des deux tiers furent emportés en moins d'un an par des maladies contagieuses. On prit alors le parti de descendre le reste à terre ; mais ils furent aussitôt remplacés par d'autres qui n'eurent pas moins à souffrir. Il y avait dans chaque département des prisons où étaient rassemblés et exposés aux mêmes traitemens ceux qui n'avaient pu faire le voyage ou qu'on avait arrêtés trop tard. Enfin tous ceux que le zèle ramenait auprès de leurs troupeaux après la déportation, étaient trainés à l'échafaud. Il s'en était réfugié plus de trois mille en Angleterre, dès le mois de septembre 1792, et au milieu de l'année suivante il s'en trouva quatre mille de plus. Ce nombre s'accrut encore en 1794 et 1795, par suite de l'invasion des Pays-Bas et de la Hollande. Ils re-

turent l'hospitalité la plus généreuse. On en logea huit cents dans un château royal. Une souscription fut ouverte en leur faveur et produisit plus d'un million. Le gouvernement fit ensuite voter des secours annuels pour les prêtres et les émigrés de toutes les classes. L'Allemagne, l'Italie et l'Espagne accueillirent avec le même intérêt les prêtres qui s'y réfugièrent. On vit partout des princes, des cardinaux et des prélats s'empresser de leur donner un asile et de leur procurer des secours. Un évêque d'Espagne, le pieux et savant don Pedro de Quevedo, en reçut chez lui jusqu'à deux cents et pourvut avec zèle à tous leurs besoins. La Suisse et les Pays-Bas reçurent aussi un grand nombre de prêtres exilés, que les événemens de la guerre forcèrent plus tard à s'éloigner.

La Convention poursuivait ses attaques contre la religion. Elle décréta le 5 octobre l'adoption d'un nouveau calendrier, où les dimanches et les fêtes du christianisme étaient remplacés par des fêtes républicaines. L'année commençait au 22 septembre et les mois étaient divisés en trois décades, dont le dernier jour devait être consacré au repos. On connaît les saturnales qui suivirent bientôt cette misérable et ridicule innovation. Le culte de la raison fut proclamé comme le seul digne de la république ; la cathédrale de Paris devint le temple de la nouvelle déesse, et l'on vit une prostituée placée sur l'autel recevoir les hommages insensés de la populace. Des orgies semblables eurent lieu dans les départemens ; les églises furent livrées au pillage ; l'argenterie et les vases sacrés devinrent la proie des brigands ou furent confisqués par le gouvernement ; les croix furent renversées, les images et les statues des saints profanées, brisées, et les ornemens du sanctuaire employés à des bouffonneries sacrilèges. Les chefs de la commune de Paris, Hébert, Chaumette et d'autres scélérats ignobles, travaillaient à plonger le peuple dans l'abrutissement de l'immoralité et de l'athéisme. Des évêques et des prêtres

constitutionnels donnèrent le scandale d'une honteuse et lâche apostasie. Gobel, évêque constitutionnel de Paris, vint le 7 novembre avec treize de ses vicaires épiscopaux et accompagné par les membres de la commune, se présenter à la Convention pour remettre ses titres et déclarer qu'il renonçait à ses fonctions et ne reconnaissait d'autre culte que celui de la liberté et de l'égalité. Après cette déclaration, il déposa sur l'autel de la patrie sa croix et son anneau, et se couvrit du bonnet rouge. Lindet, évêque de l'Eure, et plusieurs prêtres membres de la Convention suivirent cet exemple. On lut ensuite des lettres par lesquelles Gay-Vernon, évêque de la Haute-Vienne, et Lalande, évêque de la Meurthe, déclaraient également renoncer pour toujours aux fonctions ecclésiastiques, et ne vouloir plus d'autre titre que ceux de citoyen et de républicain. Le lendemain, Seguin, évêque du Doubs, fit une déclaration semblable. Deux jours après, Massieu, évêque de l'Oise, écrivit qu'il renonçait à ses fonctions et qu'il allait se marier. Beaucoup d'autres évêques et un grand nombre de prêtres donnèrent le même scandale.

La plus effroyable tyrannie pesait sur la France et faisait couler partout des ruisseaux de sang. On inventa cette terrible loi des suspects, qui devint un arrêt de mort pour tous ceux qu'il plaisait aux brigands d'immoler. Paris voyait chaque jour un nombreux cortège de victimes pressées dans des charrettes, et conduites à l'échafaud. Des émissaires de la Convention, sous le nom de représentans du peuple, parcouraient les départemens et répandaient la terreur par d'horribles cruautés. On connaît les noms affreux des Carrier, des Lebon, des Collot d'Herbois. Le premier fit de Nantes un théâtre de carnage, et pour suppléer à la guillotine, il inventa des bateaux à soupapes que l'on remplissait de victimes et que l'on faisait ensuite couler au milieu de la Loire. Collot d'Herbois faisait mitrailler par centaines les malheureux



habitans de Lyon ; Lebon fatiguait à Arras l'instrument de mort par des exécutions multipliées. Tallien à Bordeaux, Fréron à Marseille, et d'autres scélérats en différentes villes, ne commettaient pas moins d'atrocités. Les ministres de la religion surtout continuaient d'être poursuivis avec un acharnement féroce. On décréta la peine de mort contre les prêtres non déportés, et contre quiconque leur donnerait asile. Ainsi d'une part on faisait périr par la misère dans les cachots ceux qu'on avait arrêtés, et d'autre part on envoyait à l'échafaud ceux qui avaient cherché à se soustraire à l'exil et à la prison. M. de Saint-Simon, évêque d'Agde, fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris ; M. de Breteuil, évêque de Montauban, périt dans les prisons de Rouen. Cinquante-huit prêtres qu'on avait envoyés de Nevers à Angers, et de là à Nantes pour la déportation, furent noyés dans un des bateaux à soupape de l'abominable Carrier. Il serait impossible de marquer en détail tous ceux qui périrent sur l'échafaud ; des religieuses furent enveloppées dans cette proscription ; dix-sept carmélites de Compiègne furent immolées à Paris en un même jour, et vingt-huit religieuses eurent le même sort à Orange. Cet horrible système de terreur et de massacres dura plus d'un an. Les révolutionnaires en devinrent eux-mêmes les victimes. Les girondins, quelques-uns des anarchistes de la commune et le fameux Danton, portèrent successivement leurs têtes sur l'échafaud. Robespierre, qui dominait dans le comité de salut public, après avoir sacrifié à son ambition les chefs des factions rivales, périt à son tour le 27 juillet 1794, avec ses principaux complices. Il avait fait rendre depuis peu par la Convention un décret portant que le peuple français reconnaissait un Être suprême et l'immortalité de l'âme.

La chute de Robespierre mit fin au régime de la terreur ; mais les lois de proscription contre les prêtres ne furent pas révoquées, et ils restèrent longtemps encore



dans leurs cachots; enfin, cédant aux vœux de l'opinion publique, la Convention rendit, le 21 février 1795, un décret pour autoriser la liberté des cultes, avec cette restriction toutefois, qu'il ne serait fait aucune cérémonie extérieure, et que le gouvernement ne serait obligé ni de payer les ministres ni de fournir aucun local. Un autre décret, du 30 mai suivant, autorisa les communes à céder pour l'exercice du culte les églises qui n'avaient pas été aliénées. Ce décret statuait en outre que les prêtres pour avoir le droit d'exercer leurs fonctions, seraient obligés de faire une promesse de soumission aux lois de la république. On fit sortir des prisons les évêques et les prêtres qui n'avaient pas succombé à la misère, et on permit à la plupart de retourner dans leurs diocèses. Un grand nombre de ceux qui avaient prêté le serment à la constitution civile du clergé s'empressèrent de le rétracter; mais ce calme dura peu. Un décret du 28 septembre prescrivit aux prêtres un serment de haine à la royauté, et prononça des peines rigoureuses contre ceux qui exerceraient leurs fonctions sans avoir fait ce serment; puis le 25 octobre, la Convention ordonna la réclusion ou la déportation des prêtres précédemment condamnés à ces peines. Ce fut un des derniers actes de cette assemblée. Le Directoire, investi du pouvoir exécutif par la nouvelle constitution, montra le même esprit d'intolérance, et exhorta par des circulaires les autorités départementales à tourmenter les prêtres par des poursuites incessantes, à désoler leur patience et à ne leur pas laisser un moment de relâche. Les persécutions recommencèrent donc en beaucoup d'endroits, et les prêtres furent encore obligés de se cacher. Ces rigueurs étaient surtout inspirées par le fanatisme d'un des directeurs, Laréveillère-Lepeaux, qui s'était mis en tête de fonder une nouvelle religion, et de substituer au christianisme la secte des théophilanthropes. Son crédit et l'attrait de la nouveauté donnèrent un moment de vogue aux réu-

nions de cette secte bizarre, dont le culte, fondé sur le déisme, se bornait à quelques froides cérémonies sans objet comme sans autorité. Les théophilanthropes s'établirent dans plusieurs églises de Paris et trouvèrent quelques adeptes dans les départemens; mais au bout de quatre ou cinq ans, cette œuvre ridicule tomba d'elle-même.

Cependant l'opinion publique se prononçait de plus en plus contre l'intolérance du Directoire, et le renouvellement du corps législatif amena enfin une majorité moins hostile à la religion. La plupart des nouveaux députés s'élevaient avec force contre les lois monstrueuses enfantées par un système d'anarchie et d'impiété; chaque jour des motions se succédaient pour en proposer l'abolition, et le 24 août 1797, un décret fut rendu pour le rappel des prêtres déportés; mais cette loi demeura sans exécution. Dix jours après, la majorité du Directoire, par le coup d'état du 18 fructidor, proscrivit soixante-dix membres du corps législatif avec deux directeurs, Carnot et Barthélemy, et quelques journalistes qui combattaient les principes révolutionnaires. La loi du 24 août fut révoquée, et celle du 28 septembre 1795 remise en vigueur. Les prêtres se virent de nouveau recherchés avec toute l'activité du fanatisme; on les déporta d'abord à la Guyane, où la misère, les privations et l'ardeur d'un climat dévorant ne tardèrent pas à en faire périr le plus grand nombre. Plus tard on se contenta de les déporter à l'île de Rhé, où il s'en trouva bientôt plus de douze cents, qui eurent à souffrir toutes sortes de vexations et de mauvais traitemens. La persécution s'étendit particulièrement aux Pays-Bas, réunis depuis peu à la France. Le cardinal de Frankenberg, archevêque de Malines, se vit obligé de fuir en Allemagne, et un grand nombre de prêtres, qui à son exemple n'avaient pas voulu prêter le serment de haine à la royauté, furent emprisonnés ou conduits à l'île de Rhé. Le Directoire travaillait sans relâche à détruire dans l'esprit des peuples les principes de la

religion. Il faisait publier des catéchismes de morale, où le nom de Dieu était supprimé; il encourageait des écrivains impies, et ce fut alors qu'on vit paraître, entre autres productions révoltantes, le Dictionnaire de philosophie, par Naigeon, le Dictionnaire des athées, par Sylvain Maréchal et par le fameux Lalande, l'Origine des cultes, par Dupuis, et la Guerre des dieux, poème infâme, où Parny se plut à étaler jusqu'au dégoût le cynisme de l'impiété et de la licence. Tel fut l'état de la France jusqu'à la fin de l'an 1799.

Les évêques constitutionnels, après la fin de la terreur, s'étaient efforcés de rendre un peu de consistance à leur église. Quatre d'entre eux, Grégoire, Desbois, Saurine et Royer, formèrent à Paris une sorte de comité, et adressèrent, le 15 mars 1795, une lettre encyclique à leurs collègues, où ils donnaient une déclaration de leur foi et traçaient quelques règles de conduite et de discipline. Ils recommandaient particulièrement la formation de presbytères, c'est-à-dire d'un conseil de prêtres pour seconder l'évêque dans l'administration de son diocèse et gouverner pendant la vacance du siège. Ils en adressèrent une autre le 13 décembre, qui contenait de nouveaux réglemens, avec une invitation de pourvoir aux sièges vacans. Ils indiquaient en outre un concile pour le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivante; mais cette convocation n'eut point d'effet. Cependant sur une nouvelle invitation un concile se réunit à Paris au mois d'août 1797. Il s'y trouva vingt-six évêques et environ cinquante prêtres, auxquels on accorda voix délibérative. On tint plusieurs sessions où l'on publia des décrets sur différens objets de discipline et notamment sur les élections épiscopales; car près de quarante sièges étaient devenus vacans par la mort ou par l'apostasie des évêques constitutionnels. Quelques-uns, entre autres Fauchet, du Calvados, et Gobel, de Paris, avaient été victimes des factions révolutionnaires. Grégoire fit un rapport sur les travaux du

comité et sur les espérances de l'église constitutionnelle. Ce comité envoyait partout ses encycliques et avait fondé un recueil périodique sous le titre d'Annales de la religion, pour défendre et propager la nouvelle secte. Le concile érigea des évêchés pour les colonies et pour les pays réunis à la France, et termina ses séances le 12 novembre. Il y eut bientôt après des élections pour quelques sièges vacans ; mais plus de vingt autres demeurèrent abandonnés, et rien ne pouvait plus ranimer cette église expirante. Quelques évêques firent leur rétractation et renoncèrent à leur titre pour se soumettre au saint-siège. On remarque entre autres, Charrier, de la Seine-Inférieure, et Montaut, de la Vienne, qui ensuite après le concordat, devinrent évêques de Versailles et d'Angers, et Panisset, qui après la réunion de la Savoie à la France avait été nommé évêque de ce pays, formant le département du Mont-Blanc.

Le Directoire étendit en Italie ses persécutions contre les prêtres, et exerça les plus odieuses violences contre le souverain pontife. Un secrétaire de légation à Naples, nommé Basseville, étant venu à Rome en 1793, avait excité l'indignation populaire par l'imprudencce de ses discours et de ses démarches, et avait été victime d'une sédition ; Pie VI rendit un décret pour faire condamner les coupables et défendre les attroupemens ; mais la calomnie ne continua pas moins à faire retomber sur lui l'odieux de cet événement, et lorsque l'Italie fut envahie en 1796 par l'armée française, sous le commandement de Bonaparte, une division des troupes républicaines entra dans le Bolonais. Le pape envoya au général français comme négociateur le chevalier d'Azara, ambassadeur d'Espagne à Rome. Celui-ci obtint un armistice à la condition que le pape céderait les deux légations de Bologne et de Ferrare, et payerait une somme de quinze millions. Pie VI accepta ces conditions rigoureuses ; mais le Directoire ne les trouva pas encore assez dures, et exigea,

entre autres articles, que le pape révoquât ses brefs contre la constitution civile du clergé, et qu'il abolit l'inquisition. Ces clauses furent signifiées le 9 septembre au prélat Galeppi, nonce à Florence, avec intimation de répondre dans six jours. Il partit sur-le-champ pour Rome, et le pape, d'après l'avis unanime du sacré collège, fit répondre, le 14, que la religion ne lui permettait pas d'accepter ces conditions. Bonaparte, au 1<sup>er</sup> février 1797, déclara l'armistice rompu, s'empara d'une grande partie des états de l'Église, et menaça la ville de Rome. Le pillage, les profanations et les vexations de toutes sortes accompagnèrent la marche de l'armée française. Pie VI, dans cette extrémité, fut réduit à signer, le 19 février, le traité de Tolentino, par lequel il abandonnait les légations de Bologne, de Ferrare et de Ravenne, et s'obligeait à payer une somme de trente millions, à fournir seize cents chevaux équipés, et à recevoir une garnison française dans Ancône. Mais ces sacrifices ne le sauvèrent pas ; Bonaparte avait organisé en république le nord de l'Italie, et faisait répandre des proclamations destinées à soulever les peuples contre le clergé et contre les souverains. Bientôt des manifestations révolutionnaires se produisirent à Rome et furent encouragées par l'ambassadeur français, Joseph Bonaparte. Enfin un mouvement séditionnel éclata le 28 décembre 1797 ; les factieux, poursuivis par les troupes pontificales, se retirèrent dans le palais de l'ambassadeur ; un combat s'engagea, et le général français Duphot fut tué en secondant les insurgés. Le Directoire, malgré toutes les satisfactions offertes par le souverain pontife, publia un manifeste outrageant contre la cour de Rome, et fit marcher des troupes contre cette ville, où elles entrèrent sans résistance. La république y fut aussitôt proclamée, et le gouvernement pontifical aboli. On donna des gardes à Pie VI, on pilla son palais, et quatre jours après, dans la nuit du 19 au 20 février 1798, le souverain pontife fut enlevé brutalement et conduit



en Toscane. La plupart des cardinaux et plusieurs évêques furent emprisonnés ou bannis, et leurs biens confisqués ou livrés au pillage. Le pape arriva le 25 février à Sienne, et quelques mois plus tard il fut transféré dans un couvent de chartreux près de Florence. Plusieurs princes et surtout le roi d'Espagne s'empressèrent de lui envoyer des secours; mais le Directoire ne le laissa pas longtemps tranquille. Le 27 mars 1799, ce pontife octogénaire fut mis de nouveau entre les mains d'une soldatesque brutale pour être conduit en France. Il passa d'abord quelques semaines à Briançon, puis le Directoire donna ordre de le transférer à Valence, où il arriva le 14 juillet. On ne peut se faire une idée de tout ce qu'il eut à souffrir durant ce voyage; mais il trouva du moins une consolation dans les hommages des peuples, qui se pressaient partout sur son passage pour recevoir la bénédiction du père commun des fidèles. Il mourut à Valence le 29 août 1799, après vingt-quatre ans et six mois de pontificat. Son zèle, ses vertus, la sagesse de son administration, le dessèchement des marais Pontins, et surtout le mélange de fermeté et de modération dont il fit preuve dans les circonstances les plus difficiles, doivent le faire considérer comme un des plus illustres pontifes qui aient porté la tiare.

Pie VI avait érigé en 1789 un siège épiscopal à Baltimore, pour les États-Unis d'Amérique, où la religion catholique faisait sans cesse de nouveaux progrès. Il y nomma pour premier évêque le docteur Jean Carroll, ancien jésuite, né dans le pays, et qui depuis longtemps y remplissait les fonctions de missionnaire. Ce prélat tint le 7 novembre 1791 un synode où se trouvèrent vingt et un prêtres et où l'on fit un grand nombre de statuts qui furent approuvés par le saint-siège. Plusieurs ecclésiastiques français ou anglais vinrent bientôt après augmenter le nombre des missionnaires aux États-Unis, et leur zèle produisit les plus heureux effets. De nouvelles con-



grégations de catholiques se formèrent en différens endroits ; les anciennes devinrent plus nombreuses, et dans plusieurs villes, notamment à Baltimore, à Philadelphie à New-York, on comptait cinq ou six églises. Cet accroissement de la population catholique fut encore augmenté par l'arrivée successive de familles européennes allant chaque année s'établir aux États-Unis. Pie VII, par une bulle du 8 avril 1808, érigea le siège de Baltimore en métropole, et lui donna pour suffragans quatre nouveaux évêchés créés à Philadelphie, à Boston, à New-York et à Beardstow. Ce dernier siège, établi dans le Kentucky, comprenait dans sa juridiction le pays des Natchez et ceux de plusieurs autres peuplades indiennes. Il eut pour premier évêque M. Flaget, prêtre français de la congrégation de Saint-Sulpice, qui fut sacré au mois de novembre 1810. M. de Cheverus, mort depuis cardinal et archevêque de Bordeaux, fut nommé au siège de Boston. Les deux autres sièges furent donnés à des religieux irlandais. Un autre évêché avait été établi par Pie VI à la Nouvelle-Orléans, pour la Louisiane, qui appartenait alors à l'Espagne. Ce siège fut mis plus tard sous la juridiction de l'archevêque de Baltimore, et eut pour évêque en 1815 un prêtre français, M. Dubourg, mort depuis quelques années archevêque de Besançon. D'autres évêchés furent établis en 1820 à Charlestown et à Cincinnati, et plus tard en d'autres endroits.

Les catholiques anglais avaient obtenu enfin une loi qui autorisait le libre exercice de leur culte. Ils avaient nommé en 1787 un comité chargé de poursuivre cette affaire, et qui présenta l'année suivante au ministère un mémoire contenant l'exposé de leurs demandes. Le ministère voulut avoir une preuve authentique des sentimens du clergé et des universités catholiques sur différens articles, et notamment sur les droits du pape. On consulta donc à ce sujet les universités de Paris, de Louvain, d'Alcala, de Salamanque et de Valladolid, qui

toutes donnèrent des réponses satisfaisantes; puis on dressa une déclaration dans laquelle les catholiques s'expliquaient sur ces questions. Elle fut signée par la plupart des vicaires apostoliques et des prêtres et par les principaux laïques. Le comité rédigea ensuite une formule de serment qui devait être prêté par les catholiques, et où l'on se permettait de qualifier d'hérétiques des opinions que l'Église n'a pas formellement condamnées. Les vicaires apostoliques condamnèrent cette formule par une encyclique du 21 octobre 1789; mais le comité voulut défendre son œuvre, et en il résulta des divisions qui firent alors beaucoup de bruit en Angleterre. Une nouvelle encyclique du 19 janvier 1791, où les vicaires apostoliques annonçaient que leur jugement avait été approuvé par les évêques d'Irlande et d'Écosse et confirmé par le saint-siège, ne termina pas les dissensions. Enfin le parlement eut la sagesse de retrancher du serment les clauses qui avaient motivé la condamnation prononcée par les vicaires apostoliques; il adopta au mois de juin 1791 une loi portant qu'on ne pourrait plus inquiéter les catholiques qui auraient prêté le nouveau serment; qu'ils pourraient tenir des écoles, ouvrir des chapelles et y exercer librement leur culte; mais qu'ils seraient tenus de déclarer devant le magistrat les chapelles qu'ils voudraient ériger et de les tenir ouvertes pendant les offices, et que les prêtres devraient également donner leurs noms. Ainsi les peines portées contre les catholiques étaient abolies, et il ne leur restait plus guère à réclamer que des droits politiques. Les catholiques d'Irlande obtinrent en 1793 le droit de voter dans les élections; mais ils ne pouvaient être élus pour le parlement, ni occuper les grandes charges. Toutefois les protestans s'irritèrent de cette concession; ils formèrent des associations sous le nom d'orangistes, et se portèrent à des excès de tout genre contre les catholiques. Ceux-ci de leur côté s'unirent pour se défendre, et commirent

aussi quelques violences. Plusieurs furent pris et condamnés. On se plaignit de la partialité du gouvernement en faveur des protestans, et ce fut un moyen d'attirer un certain nombre de catholiques dans une association qui s'était formée sous le nom d'Irlandais-unis, dans le but apparent d'obtenir l'émancipation des catholiques et la réforme parlementaire, mais dont le but réel était l'établissement de la démocratie. Plusieurs chefs de cette association étaient des protestans ou des hommes connus pour leurs principes révolutionnaires. Des émeutes éclatèrent successivement en différens endroits, et l'an 1798, les séditions tentèrent une insurrection générale et s'emparèrent de quelques villes. Les évêques catholiques et les principaux seigneurs publièrent alors une proclamation où ils s'élevaient fortement contre la révolte. Les insurgés furent vaincus, et le gouvernement ayant promis un armistice, ils ne tardèrent pas à se soumettre ou à se disperser. Il y eut aussi des mouvemens en Angleterre. Une société s'était formée à Londres pour propager le déisme et les principes révolutionnaires. Elle répandait avec profusion les écrits de Thomas Payne, de Gilbert Wakefield et quelques autres qui attaquaient avec une égale violence la religion et le gouvernement. On essaya aussi d'établir une sorte de culte fondé sur le déisme, et à peu près semblable à celui des théophilanthropes. D'un autre côté, plusieurs écrivains, entre autres Pringle, Wakefield, et surtout le docteur Priestley, cherchaient à établir un système de christianisme rationnel, combattaient tous les mystères, et reproduisaient avec exagération les doctrines sociniennes. Cette liberté illimitée de penser trouva même des partisans parmi les évêques anglicans, dont plusieurs professaient une complète indifférence pour le dogme, et favorisaient ainsi les progrès de l'incrédulité. La question de l'émancipation des catholiques fut soulevée quelques années plus tard et fréquemment débattue dans le parlement; mais elle rencontra long-

temps une forte opposition. Elle fit naître aussi quelques divisions parmi les catholiques ; car on mettait pour condition à cette mesure, que le choix des évêques serait soumis à l'agrément du roi. Les évêques d'Irlande, au nombre de vingt-cinq, protestèrent en 1808 contre cette condition, et leur opposition, renouvelée en 1810, fut appuyée par M. Milner, vicaire apostolique d'Angleterre. Les trois autres furent d'un avis différent. Les deux partis s'adressèrent en 1814 au souverain pontife, qui crut devoir deux ans plus tard se prononcer contre l'avis des évêques d'Irlande. On sait que depuis 1828 les catholiques ont enfin obtenu leur émancipation.

Les événemens qui suivirent la mort de Pie VI, et qui délivrèrent un moment l'Italie, permirent aux cardinaux de se réunir à Venise pour l'élection d'un nouveau pape. Le conclave s'ouvrit le 1<sup>er</sup> décembre 1799, et le 14 mars de l'année suivante, on élut le cardinal Chiaramonte, qui prit le nom de Pie VII. Il était né à Césène d'une famille noble alliée à celle de Pie VI, et avait été d'abord religieux bénédictin, puis évêque de Tivoli et ensuite d'Imola. Il partit le 6 juin pour Rome, où il entra le 3 juillet au bruit des acclamations universelles. Il autorisa, par un bref du 7 mars 1801, les jésuites de Russie à vivre en communauté selon les règles de leur institut, et trois ans plus tard, sur la demande du roi Ferdinand, il autorisa aussi le rétablissement de la société dans le royaume de Naples. Ce royaume, envahi un moment par les Français en 1799, avait été presque aussitôt après évacué, et Ferdinand, rentré dans ses états, avait institué une commission pour juger et punir les républicains. Elle condamna et fit exécuter une multitude de personnes, parmi lesquelles on remarquait des princes, des moines, des évêques même, à qui on n'avait à reprocher qu'un moment d'erreur ou de faiblesse. Pie VII, aussitôt après son élection, écrivit au roi avec énergie contre ces mesures sanguinaires, et excommunia quelques prélats qui avaient fait partie de la commission.

La chute du Directoire au mois de novembre 1799 avait amené des circonstances plus favorables à la religion. Bonaparte, devenu premier consul, avait mis fin à la déportation et à l'emprisonnement des prêtres, et l'année suivante, après la bataille de Marengo, il entama des négociations auprès du pape pour restaurer l'Église de France par un concordat. Mgr Spina, archevêque de Corinthe, se rendit à Paris pour cet objet au mois d'octobre 1800, et le pape, au mois de juin de l'année suivante, lui adjoignit le cardinal Consalvi. Pendant ces négociations, les évêques constitutionnels n'oublièrent pas les intérêts de leur Église. Ils tinrent des synodes, des conciles provinciaux, puis un concile national, qui s'ouvrit le 29 juin 1801. On y fit quelques rapports sur les travaux du comité et sur la situation de l'Église constitutionnelle; mais le 13 août, les évêques apprirent qu'une convention venait d'être conclue entre le gouvernement et le souverain pontife; ils reçurent en même temps l'ordre de se séparer, et trois jours après, ils terminèrent leurs séances; mais ce ne fut pas sans protester d'avance contre toute bulle qui ne reconnaîtrait pas la légitimité de l'Église constitutionnelle. Le concordat fut signé, le 15 juin 1801, par les négociateurs; c'était d'une part le cardinal Consalvi, Joseph Spina et le père Caselli, ex-général des servites, et d'autre part, Joseph Bonaparte, le conseiller d'état Cretet, et Bernier, curé de Saint-Laud d'Angers, qui avait joui d'une grande influence auprès des armées royalistes de la Vendée. Ce concordat fut ratifié le 15 août par le pape; mais la nécessité pour les consuls de le soumettre au corps législatif en retarda plus de huit mois la publication. On connaît les dispositions de ce concordat, dont les principales clauses étaient qu'il serait fait par le saint-siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses; que le pape demanderait la démission des anciens titulaires, et que leur refus n'empêcherait pas d'en nommer de nouveaux; que



les évêques seraient nommés par le premier consul, et l'institution canonique donnée par le pape suivant les formes anciennes; que les évêques feraient, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses; qu'ils nommeraient aux cures; mais que leur choix ne pourrait tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement, enfin que le pape ni ses successeurs ne troubleraient en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques, et que le gouvernement assurerait un traitement convenable aux évêques et aux curés. Le pape adressa, le 15 août, un bref aux évêques titulaires pour réclamer, dans l'intérêt de l'Église, la démission de leurs sièges. Il envoya quelques jours après en France le cardinal Caprara, avec le titre et les pouvoirs de légat, pour terminer les arrangemens relatifs aux affaires ecclésiastiques. Les évêques des pays conquis donnèrent tous leur démission. Quant aux anciens évêques de France, sur quatre-vingt-un qui vivaient encore, quarante-cinq s'empressèrent aussi de la donner; mais les trente-six autres ne crurent pas devoir suivre cet exemple. Ils exposèrent leurs motifs par des lettres individuelles ou collectives dont la plus remarquable est une lettre en date du 26 mars 1802, rédigée par le savant Bosseline, évêque de Boulogne, et à laquelle trente prélats donnèrent leur adhésion. Ils adressèrent ensuite au pape, en 1803, des réclamations respectueuses qui furent signées par trente-huit évêques.

Cependant le pape, par une bulle du 29 novembre 1801, tenant en considération les besoins de l'Église, et jugeant nécessaire dans l'intérêt de la religion de déroger aux formes ordinaires, avait supprimé, en vertu de son autorité apostolique, tous les anciens sièges de France avec leurs prérogatives et leurs privilèges, pour les remplacer par soixante nouveaux sièges partagés en dix métropoles. Sur ce nombre d'évêchés, cinquante seulement étaient pour l'ancien territoire; les dix autres pour les



pays conquis, c'est-à-dire la Savoie, les Pays-Bas et d'autres provinces jusqu'aux Alpes et au Rhin. Le concordat ayant été approuvé par le corps législatif, fut promulgué au mois d'avril 1802 avec deux bulles du pape, et le jour de Pâques le rétablissement du culte fut célébré dans l'église de Notre-Dame par une cérémonie solennelle où assistèrent les trois consuls avec toutes les autorités. Bonaparte s'occupa aussitôt de la nomination des évêques, parmi lesquels furent compris dix-huit des anciens évêques démissionnaires et douze évêques constitutionnels dont quelques-uns s'étaient déjà réconciliés avec le saint-siège. Le pape exigea des autres une rétractation, mais ils n'en persistèrent pas moins dans leurs erreurs, et on parvint à tromper la cour de Rome sur leurs dispositions. Bonaparte avait présenté au corps législatif avec le concordat, sous le nom d'articles organiques, une loi qui contenait des dispositions relatives à l'exercice du culte, et qui sur plusieurs points blessait la discipline et les droits de l'Église. Il était défendu, par exemple, aux évêques de conférer les ordres sans l'agrément du gouvernement. Il était dit que les vicaires généraux de l'évêque continueraient après sa mort de gouverner le diocèse. On ordonnait l'enseignement des quatre articles de la déclaration de 1682. On y déterminait les cas d'appels comme d'abus en termes si vagues, qu'ils semblaient autoriser toutes les poursuites arbitraires du pouvoir temporel. Le pape réclama contre ces articles organiques, et annonça dans une allocution du 24 mai qu'il avait demandé le changement ou la suppression de plusieurs points opposés à la discipline de l'Église. Mais ses réclamations n'eurent point d'effet. Cependant le gouvernement prit successivement plusieurs mesures favorables à la religion. Il assigna en 1803 et 1804 des traitemens aux vicaires généraux, aux chanoines, aux desservans des succursales, il rendit aux fabriques leurs biens non aliénés, et ordonna la dotation d'un séminaire

par chaque métropole. Bonaparte voulut étendre à l'Italie les formes d'administration ecclésiastique adoptées pour la France. Il demanda et obtint en 1803 une nouvelle circonscription des diocèses du Piémont, et conclut un concordat pour les affaires ecclésiastiques de la république italienne dont il était président. Le pape voulut aussi pourvoir au rétablissement de l'Église d'Allemagne, qui depuis plusieurs années se trouvait dans un état déplorable. Les princes s'étaient emparés non-seulement de la souveraineté temporelle des évêques, mais encore des biens des églises, et plusieurs diocèses n'avaient plus ni évêques ni chapitres. Le nonce du pape entama en 1804 des négociations pour un concordat; mais elles n'eurent aucun résultat, et les guerres qui survinrent bientôt après en Allemagne, la dissolution de l'empire germanique et l'indifférence des souverains, apportèrent de nouveaux obstacles à un arrangement.

Pie VII, déterminé par l'espoir d'obtenir quelques avantages pour la religion, consentit à venir en France pour sacrer Bonaparte. Il quitta Rome le 2 novembre 1804, et arriva le 28 à Paris, après avoir reçu partout sur sa route des témoignages éclatans de la vénération des peuples. Comme il était informé que plusieurs des évêques constitutionnels, nommés à des sièges après le concordat, n'avaient pas fait sincèrement leur rétractation, il voulut que chacun d'eux souscrivit une formule ainsi conçue : « Je déclare en présence de Dieu que je professe adhésion et soumission aux jugemens émanés du saint-siège et de l'Église catholique, apostolique et romaine sur les affaires ecclésiastiques de France. » Quelques-uns, entre autres Lecoz, archevêque de Besançon, firent des difficultés; mais l'empereur ordonna et fut obéi. Cependant ils persistèrent à soutenir plus tard qu'on n'avait point exigé d'eux et qu'ils n'avaient point fait cet acte de soumission. Pie VII après la cérémonie du sacre, qui eut lieu le 2 décembre, s'occupa des intérêts de la religion, solli-

cita le rétablissement de plusieurs institutions, et réclama une plus grande liberté pour l'Église et la suppression de plusieurs des articles organiques. Il tint le 1<sup>er</sup> février 1805 un consistoire où il donna le chapeau à deux cardinaux, Cambacérès et de Belloy. Il érigea le siège de Ratisbonne en métropole pour l'Allemagne, en remplacement des quatre archevêchés de Mayence, de Cologne, de Trèves et de Salzbourg, et transféra à ce nouveau siège M. de Dalberg, ancien archevêque de Mayence. Pie VII se mit en route le 4 avril pour retourner à Rome, où il arriva le 16 mai. Il rendit compte de son voyage le 26 juin dans une allocution aux cardinaux, et s'étendit sur l'attachement et le respect que lui avaient témoignés partout le clergé et les fidèles. Du reste, il ne recueillit pas de son voyage les fruits qu'il avait espérés. Tout ce qu'il obtint de Bonaparte pour la religion se réduisit à un supplément de fonds pour le clergé et au rétablissement des missions étrangères et des sœurs de la charité.

Il éprouva bientôt l'ingratitude et les violences du despote à qui il venait de rendre un si éclatant service. Il y avait à peine six mois qu'il avait quitté la France, lorsqu'au mois d'octobre 1805 les troupes françaises s'emparèrent à l'improviste du port et de la forteresse d'Ancône. Le pape écrivit de sa main le 13 novembre une lettre à l'empereur pour se plaindre de cet acte d'hostilité. Bonaparte fut quelque temps sans répondre, et après la victoire d'Austerlitz, prenant un ton de hauteur, il adressa au pape le 7 janvier 1806 une lettre arrogante, où il lui reprochait de suivre de mauvais conseils, notamment ceux du cardinal Consalvi, et ajoutait avec dérision qu'il n'avait fait occuper Ancône que comme protecteur du saint-siège. Il s'empara ensuite des principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, sous le prétexte également faux et absurde, qu'elles étaient un sujet de disputes entre la cour de Rome et celle de Naples. Il violait en outre le concordat conclu pour les provinces d'Italie, il

faisait vendre les biens ecclésiastiques, supprimait ou réunissait des monastères, et entreprenait sans cesse sur les droits de l'Église. Le pape ayant fait vainement des représentations à cet égard, prit le parti de refuser des bulles pour les évêchés de ces provinces. Bonaparte, toujours poussé par sa manie de réglementer les affaires ecclésiastiques, ordonna par un décret du mois d'avril 1806 l'adoption d'un même catéchisme dans toutes les églises de l'empire. Il prit cependant la même année et la suivante plusieurs mesures favorables à l'Église. Il ordonna de rendre aux nouvelles fabriques les biens des églises supprimées; il autorisa les legs et donations en faveur des hospices, des fabriques et autres établissemens religieux; il reconnut aux évêques le droit de faire des visites pastorales dans les maisons d'éducation; il créa des bourses pour les séminaires, il porta de vingt-quatre mille à trente mille le nombre des succursales payées par le trésor; enfin, il assigna des fonds pour des secours annuels aux congrégations religieuses vouées à l'enseignement ou au service des hôpitaux. On comptait déjà plus de soixante congrégations de ce genre autorisées par le gouvernement.

Bonaparte cherchait peut-être à se concilier par ces mesures le clergé et les catholiques, au moment où il se disposait à rompre avec le souverain pontife. Il ne cessait d'importuner Pie VII par des exigences et des prétentions despotiques. Il exigeait que le pape se joignît à la confédération du Rhin, qu'il fermât ses ports aux Anglais, et qu'il fit avec lui une ligue offensive et défensive. Ce fut en vain que Pie VII lui représenta les motifs qui devaient l'engager à rester neutre; Bonaparte, irrité de son refus, fit marcher des troupes sur Rome. On put d'abord qu'elles ne feraient qu'y passer pour se rendre à Naples; mais dès qu'elles furent arrivées à Rome, le 2 février 1808, elles s'emparèrent du château Saint-Georges, placèrent des canons contre le palais Quirinal, où

le pape faisait sa résidence, et le général français lui signifia que, sur son refus de satisfaire aux demandes de l'empereur, on allait occuper ses états. Six cardinaux, originaires du royaume de Naples, eurent ordre de s'y rendre sur-le-champ; et dans le mois de mars quatorze autres cardinaux italiens furent enlevés et conduits dans les lieux de leur naissance. Un décret, du 2 avril suivant, réunit au royaume d'Italie les provinces d'Urbain, d'Ancone, de Macerata et de Camerino; et un autre décret du même jour confisquait les biens des cardinaux et autres officiers de la cour de Rome qui ne se rendraient pas dans leur pays natal. Les troupes françaises entourèrent, le 7 avril, le palais pontifical, en forcèrent les portes, et désarmèrent la plus grande partie de la garde du souverain pontife; puis, le 11 juin, quelques officiers pénétrèrent dans l'appartement du cardinal Gabrielli, pro-secrétaire d'état, mirent les scellés sur ses papiers, et lui signifièrent l'ordre de se rendre à son évêché de Sinigaglia. Le pape protesta contre ces actes d'injustice et de violence, par une première allocution dans un consistoire du 16 mars, et ensuite, par une seconde dans un consistoire du 11 juillet. Mais ses plaintes ne servirent qu'à irriter ses persécuteurs. On le tenait étroitement enfermé, on empêchait les évêques et les autres ecclésiastiques de l'approcher, on violait sa correspondance, on exilait, on emprisonnait ses serviteurs et ses sujets les plus dévoués; un journal rédigé sous l'influence des autorités françaises s'efforçait de jeter le mépris et le ridicule sur son gouvernement et sur l'autorité du clergé, et il était défendu, sous peine de mort, à tout imprimeur de rien publier sans la permission du général français. Les plus odieuses violences étaient exercées dans les provinces enlevées au pape, contre tous ceux qui lui étaient dévoués, et particulièrement contre les évêques, les prêtres, et les religieux. On voulut y mettre en vigueur les articles organiques, et l'on ne craignit pas de



publier que le pape les avait approuvés. Il fit remettre, par le cardinal Pacca, une note aux ambassadeurs pour démentir cette assertion calomnieuse.

Enfin, le 17 mai 1809, Bonaparte rendit à Vienne un décret par lequel il réunissait à l'empire français tous les états du pape. Il y disait que Charlemagne, *son auguste prédécesseur*, n'avait fait don de diverses contrées aux évêques de Rome qu'à titre de fiefs, sans que Rome ait cessé pour cela d'être une partie de son empire; il ajoutait, que cette réunion d'un double pouvoir avait été la source continuelle de désordres, et que toutes ses propositions conciliatoires ayant été sans résultat, il avait jugé nécessaire d'opérer cette réunion. Ce même décret assignait au pape deux millions de revenus. Pie VII après avoir protesté contre cette odieuse spoliation, publia, le 3 juin, une bulle d'excommunication contre les auteurs, les complices et les exécuteurs des attentats et des violences exercées contre lui et contre les droits du saint-siège. Bonaparte voulut atténuer l'effet de cette mesure par une circulaire du 13 juillet adressée aux évêques, où s'efforçait de prendre le langage de la piété, et disait qu'il persévérerait dans le grand œuvre du rétablissement de la religion, et que ceux qui voudraient faire dépendre d'un temporel périssable l'intérêt éternel des consciences et des affaires spirituelles sont hors de la charité et de l'esprit de la religion de celui qui a dit : mon royaume n'est pas de ce monde. Mais outre que des spoliations évidemment injustes étaient une cause bien suffisante d'excommunication, les violences exercées contre le souverain pontife, l'arrestation et le bannissement des cardinaux, les vexations de tout genre contre le clergé, l'envahissement des monastères, les lois sur la discipline, et une foule d'entreprises sur la juridiction ecclésiastique, étaient bien incontestablement des atteintes à l'autorité spirituelle. Cependant, Bonaparte avait donné des ordres pour faire enlever le pape et le retenir en



captivité. On prit des mesures pour exécuter dans l'ombre ce nouvel attentat. Pie VII, qui en fut averti, adressa une proclamation à ses sujets pour protester contre les violences qu'il avait essuyées, et contre celle dont il était menacé. Le 6 juillet, à une heure du matin, des troupes entourèrent le palais Quirinal, escaladèrent les murs, brisèrent les portes des appartements, et pénétrèrent jusqu'à la pièce où était le souverain pontife, qui les attendait d'un air calme, ayant auprès de lui le cardinal Pacca et quelques autres prélats. Le général Radet, après quelques momens de silence, lui dit qu'il avait à remplir une mission désagréable et pénible, mais qu'ayant prêté serment de fidélité à l'empereur, il ne pouvait se dispenser de s'en acquitter; qu'il était chargé de lui signifier l'ordre de renoncer à la souveraineté temporelle de Rome, et que, dans le cas où Sa Sainteté refuserait de s'y conformer, il devait la conduire chez le commandant en chef, qui lui indiquerait sa destination ultérieure. Le pape, sans rien perdre de sa tranquillité, répondit qu'il était aussi engagé, par des sermens, à maintenir les droits du saint-siège, que le domaine temporel appartenait à l'Église romaine, qu'il n'en était que l'administrateur, et ne pouvait céder ce qui ne lui appartenait pas. On fit alors entrer le pape avec le cardinal Pacca dans une voiture qu'un gendarme ferma à clef; mais au lieu de se diriger vers la demeure du général en chef, on sortit de la ville et comme le pape reprocha doucement à Radet son artifice, et se plaignit qu'on l'eût fait partir sans suite et sans effets, on lui répondit que les personnes dont il désirait être accompagné le rejoindraient bientôt avec tout ce qui lui était nécessaire. Après dix-neuf heures d'une marche précipitée on arriva à Radicofani, où le pape déclara qu'il voulait attendre les personnes de sa suite. Bientôt arrivèrent deux voitures où étaient le prélat Doria, un neveu du cardinal Pacca, un chapelain, un chirurgien et deux domestiques. On se remit en route aussitôt.

t l'on voyagea toute la nuit. A Poggibonzi la voiture versa, et le pape calma l'effervescence du peuple, qui emportait contre les gendarmes. On lui permit de séjourner deux jours à Alexandrie, mais sans le laisser voir personne. Un violent accès de fièvre força de lui laisser quelques heures de repos dans un village près de Suze, après quoi on reprit la route du mont Cenis, où le pape passa deux jours à l'hospice. Il arriva enfin, le 21, à Grenoble, y resta onze jours, et fut conduit ensuite à Savone, désigné pour le lieu de son exil. On lui meubla un palais avec magnificence ; mais il fut gardé par une compagnie de gendarmes, et on ne pouvait lui parler sans permission et sans témoins. Le cardinal Pacca fut enfermé au fort de Fénestrelle, où il demeura trois ans et demi. On ne venait à Paris tous les autres cardinaux, à l'exception de quelques-uns à qui leur âge ou leurs infirmités rendaient le voyage impossible. Bonaparte fit prononcer bientôt après son divorce avec Joséphine par l'officialité de Paris. Comme l'usage avait réservé au pape le jugement de ces sortes d'affaires à l'égard des souverains, treize cardinaux refusèrent d'assister au mariage de l'empereur avec l'archiduchesse Marie-Louise. On leur retira les pensions qu'on leur avait accordées en dédommagement de leurs bénéfices, et on leur défendit de porter les marques de leur dignité ; ce qui donna lieu à la distinction des cardinaux noirs et des cardinaux rouges.

Cependant, Bonaparte continuait de nommer aux évêchés vacans, et comme le pape, privé de liberté, sans communication avec les cardinaux, et n'ayant pas même de secrétaire, ni aucun moyen de faire prendre les informations canoniques, refusait de donner des bulles d'investiture, l'empereur mit tout en œuvre pour faire cesser ce refus. Il fit écrire au pape, le 20 juillet, par le cardinal Prarona, et ensuite par le cardinal Maury, et par l'évêque de Casal. Il consentait que les bulles fussent accordées sans faire mention du droit de nomination que le

pape lui contestait à cause de la sentence d'excommunication; mais Pie VII répondit au cardinal Caprara, le 26 août, qu'il ne pouvait se prêter à cette demande, et qu'il ne donner des bulles sur la demande du conseil d'état ou du ministre des cultes, ce serait toujours au fond reconnaître le droit de l'empereur, puisque le ministre et le conseil d'état n'étaient que ses agents. Bonaparte nomma le 16 novembre 1809, une commission ecclésiastique pour chercher les moyens de pourvoir aux besoins de l'Église. Cette commission était composée des cardinaux Fesch et Maury, de l'archevêque de Tours, de quatre évêques, du père Fontana, général des barnabites, et de l'abbé Émery, supérieur général de Saint-Sulpice. On leur présenta trois séries de questions, la première concernant le gouvernement de l'Église en général; la seconde touchant le concordat; la troisième concernant les Églises d'Allemagne et la bulle d'excommunication. La commission termina son travail le 11 janvier 1810. Son rapport, fait avec beaucoup d'habileté, sans heurter trop ouvertement les principes, montrait néanmoins quelque complaisance pour un despote facile à irriter. Les évêques commençaient par de timides réclamations en faveur du pape, et répondant ensuite aux questions de la première série, ils établissaient, d'après la tradition, la forme du gouvernement ecclésiastique, et exprimaient l'avis que si les affaires temporelles n'ont par elles-mêmes aucun rapport nécessaire avec le spirituel, si elles n'empêchent pas le chef de l'Église de remplir librement et avec indépendance les fonctions du ministère apostolique, le pape ne peut pas, par le seul motif des affaires temporelles, refuser son intervention dans les affaires spirituelles. On voit par les conditions de cette réponse qu'ils ne voulaient pas qu'on pût l'appliquer aux affaires présentes. Ils ajoutaient, relativement à la proposition de tenir un concile, qu'ils n'en voyaient pas l'opportunité, parce qu'un concile national serait incompétent, et

qu'un concile général ne pourrait se tenir sans le chef de l'Église. Quant aux questions de la seconde série, les évêques répondaient, que l'empereur n'avait porté aucune atteinte au concordat, et que le pape était tenu de l'exécuter malgré l'invasion de ses états, qui était, disaient-ils, une affaire purement temporelle ; mais ils ne dissimulaient pas qu'il n'y avait rien à opposer au motif de refus, fondé sur le défaut de liberté. Du reste, ils s'efforçaient de justifier l'empereur sur les innovations religieuses qu'on lui reprochait, et même sur plusieurs des articles organiques dont le pape s'était plaint tant de fois. Ils demandaient néanmoins la suppression de deux ou trois articles trop visiblement opposés à la discipline ou aux droits de l'Église ; et Bonaparte satisfait à leurs plaintes par un décret du 28 février qui dispensait d'obtenir l'approbation du gouvernement pour les brefs de la pénitencerie concernant le for intérieur, et qui abrogeait les articles attribuant aux vicaires généraux de l'évêque l'administration des sièges vacans, au préjudice des chapitres, et portant défense de faire des ordinations sans la permission du gouvernement. La commission avait l'abord répondu sur le projet manifesté par l'empereur, de regarder le concordat comme abrogé si le pape ne l'exécutait pas, et de faire revivre la pragmatique sanction, qu'il faudrait pour cela une loi de l'Église, et qu'il convenait d'assembler un concile national dont l'empereur prendrait les avis. Celui-ci fut mécontent de cette réponse, qui n'énonçait pas assez formellement à son gré le droit du concile national. Il renvoya de nouveau la question à la commission, et cette fois elle émit l'avis que le concile national, vu l'urgence des circonstances, pourrait statuer que l'institution canonique serait donnée par le métropolitain ou par le plus ancien suffragant. C'était oublier bientôt ce qu'on avait dit dans les réponses à la première série sur l'incompétence d'un concile national. Enfin, quant aux questions de la troisième série, les évê-

ques proposaient pour les Églises d'Allemagne de la confédération du Rhin, dont Bonaparte était le chef, de conclure un concordat à peu près semblable à celui de France; et venant à la bulle d'excommunication, ils en discutaient les motifs, et n'hésitaient pas à la déclarer nulle et de nul effet. Le père Fontana s'était retiré dès les premières séances, et l'abbé Émery, qui n'approuvait pas toutes les réponses de la commission, refusa de les signer. Du reste, Bonaparte n'en publia qu'une partie.

Il décréta, au mois de février 1810, que la déclaration de 1682 était une loi pour tout l'empire, et il fit décréter par le sénat que le pape devrait prêter serment de ne rien faire contre les quatre articles. Tous les moyens furent employés pour engager Pie VII à y consentir; mais on devine assez que toutes les démarches à cet égard furent sans effet. On continuait aussi de le presser de donner des bulles pour les sièges vacans. Dix-neuf évêques qui se trouvaient à Paris lui écrivirent, le 25 mars 1810, une lettre commune pour demander des pouvoirs extraordinaires relativement aux dispenses, et jugèrent à propos d'y insérer quelques phrases où ils le conjuraient de ne pas réduire l'Église de France, par le refus de lui donner des évêques, à la triste nécessité de discuter les moyens de pourvoir à sa propre conservation. Le pape, sans avoir l'air de faire attention à cette espèce de menace, accorda aux évêques les pouvoirs qu'ils demandaient. Peu de temps après, Bonaparte, qui avait nommé le cardinal Fesch à l'archevêché de Paris, ne le trouvant pas assez souple à ses volontés, nomma au même siège le cardinal Maury, dont il connaissait l'obséquieuse servilité. Celui-ci s'empressa d'accepter et d'en informer le souverain pontife, et quoique déjà évêque d'un siège étranger, il prit aussitôt l'administration du diocèse de Paris, en vertu des pouvoirs conférés par le chapitre. Le pape lui répondit par un bref, du 5 novembre 1810, où il lui reprochait de violer son serment, de s'unir aux ennemis de



la religion, et d'abandonner son Église pour prendre l'administration d'une autre dont il ne pouvait être chargé canoniquement. Il lui ordonnait d'y renoncer, et le menaçait en cas de désobéissance de procéder contre lui conformément aux canons. On sait que le cardinal n'eut aucun égard à cette injonction du souverain pontife. Le bref fut cependant bientôt connu, et la police impériale se mit en mouvement pour découvrir ceux qui pouvaient l'avoir propagé. On arrêta M. d'Astros, vicaire général capitulaire de Paris, qui fut enfermé à Vincennes, et on fit révoquer ses pouvoirs par le chapitre, qui signa en même temps une adresse à Bonaparte, où il s'efforçait de prouver que les chapitres ont le droit de déférer aux évêques nommés tous les pouvoirs capitulaires pour l'administration du siège vacant, et que c'était un usage constamment observé dans l'Église de France, et notamment pendant les démêlés de Louis XIV avec Innocent XI. Cette adresse fut présentée avec beaucoup d'appareil, le 6 janvier 1811, puis envoyée par le gouvernement à tous les évêques de France et d'Italie, et pendant quelque temps les journaux retentirent des adhésions qu'on obtint d'un certain nombre d'évêques ou de chapitres. Plusieurs autres ecclésiastiques furent également emprisonnés sur le simple soupçon d'avoir contribué à faire connaître le bref, ou par suite de leur attachement au saint-siège. Les cardinaux Gabrielli, di Pietro et Oppizonni furent enfermés à Vincennes, avec le prélat Grégorio et le père Fontana. On prétend que ces rigueurs avaient surtout pour cause la découverte d'un second bref, en date du 18 novembre, également adressé à M. d'Astros, et intercepté par la police, dans lequel le pape déclarait nuls tous les actes d'administration que pourrait faire le cardinal Maury en vertu des pouvoirs du chapitre. Un autre bref adressé vers le même temps au chapitre de Florence, devint l'occasion de nouvelles violences. Bonaparte ayant nommé au siège de cette ville l'évêque de



Nancy, le pape déclara que cet évêque ne pouvait administrer le diocèse de Florence. Il s'appuyait sur l'autorité du second concile général de Lyon, qui défend à l'évêque élu de se charger de l'administration du diocèse avant d'avoir reçu l'institution canonique. Il défendait donc au chapitre de donner des pouvoirs à l'évêque de Nancy, et le chapitre obéit à cette défense. Plusieurs de ses membres furent exilés ou emprisonnés. Les mêmes rigueurs furent exercées, pour une cause semblable, contre plusieurs chanoines ou curés du diocèse d'Asti; le vicaire général du chapitre fut arrêté, et on le força de donner sa démission. Du reste, la plupart des chapitres donnèrent des pouvoirs aux évêques nommés; mais plusieurs de ceux-ci, pour calmer les scrupules et les réclamations du clergé, qui élevait des doutes sur la validité de leurs pouvoirs, prirent le parti dans les actes de juridiction spirituelle de faire joindre à leur signature celle d'un vicaire général capitulaire. La publication des brefs qu'on vient de voir attira sur le souverain pontife de nouvelles rigueurs. Le 17 janvier 1811, pendant sa promenade dans le jardin, on fit une perquisition dans son appartement; on ouvrit son secrétaire, et tous ses papiers furent envoyés à l'empereur. On y trouva, dit-on, un bref qui conférait des pouvoirs extraordinaires au cardinal di Pietro. Alors on retira au pape plumes, encre et papier. On lui enleva successivement son camérier, son confesseur, et tous ceux que l'on croyait avoir contribué à faciliter sa correspondance.

Bonaparte nomma, dans le même temps, au sujet des affaires de l'Église, une nouvelle commission composée des cardinaux Fesch, Maury et Caselli, de cinq archevêques et de l'abbé Émery. On lui proposa deux questions, l'une, concernant les dispenses qu'il n'était plus possible de demander au souverain pontife; l'autre, concernant l'institution canonique des évêques. La commission, dans son rapport, fit quelques représentations assez faibles sur

l'interruption de toute communication avec le souverain pontife, puis elle répondit sur le premier point, que, dans les circonstances où l'on se trouvait, les évêques pouvaient accorder les dispenses réclamées par les besoins des fidèles, et sur le second point, que le pape refusait les bulles sans alléguer aucune raison canonique; que le moyen le plus sage à prendre était de faire ajouter au concordat une clause portant que Sa Sainteté devrait donner l'institution dans un temps déterminé, faute de quoi le droit de la donner serait dévolu au concile de la province; que si le pape ne voulait pas y consentir, son refus justifierait aux yeux de toute l'Église l'abrogation du concordat et le recours à un autre moyen; que l'Église de France dans le cas de nécessité avait le droit de pourvoir à sa propre conservation; mais qu'il faudrait pour cela réunir un concile national. Ce rapport fut remis à l'empereur, au mois de mars 1811, par la commission. Il s'en montra, comme on le pense bien, très-satisfait; il convoqua au mois d'avril, pour le 9 juin, un concile national des évêques de France et d'Italie, et résolut d'envoyer en députation auprès du souverain pontife trois des membres de la commission, savoir l'archevêque de Tours, et les évêques de Trèves et de Nantes. Le cardinal Fesch leur remit une lettre pour le pape où il protestait des bonnes intentions de l'empereur, et laissait entrevoir les suites fâcheuses d'un refus. Une trentaine d'évêques français donnèrent aussi des lettres conçues à peu près dans le même sens. Les députés arrivèrent le 9 mai à Savone, et eurent dès le lendemain une première audience du saint-père. Les négociations durèrent jusqu'au 19 mai. Le pape promit alors, dit-on, de consentir à ce qu'il fût ajouté au concordat une clause portant qu'il donnerait des bulles d'institution dans un délai de six mois, et que dans le cas où il ne les donnerait pas, pour d'autres causes que l'indignité des sujets, il conférerait au métropolitain ou au plus ancien évêque de la province le droit de

donner l'institution canonique. Les députés assurent, dans leur rapport, qu'une note fut rédigée à ce sujet sous sa dictée, et ensuite approuvée par lui. Mais puisqu'il ne jugea pas à propos de la signer, on peut croire que cette promesse était subordonnée à quelques conditions. Du reste, il déclara qu'il ne ratifierait jamais l'usurpation de ses états, et qu'il ne prêterait jamais le serment porté dans le sénatus-consulte du mois de février 1810.

Le concile national convoqué par Bonaparte s'ouvrit le 17 juin 1811, dans l'église métropolitaine de Paris. Il s'y trouva quatre-vingt-quinze prélats, dont six cardinaux, neuf archevêques et quatre-vingts évêques, sans compter neuf ecclésiastiques nommés à des évêchés. On n'avait pas vu, depuis le concile de Trente, une réunion d'évêques aussi nombreuse. Il y avait dans ce nombre quarante-neuf évêques de France, trois d'Allemagne, dix du Piémont, et trente-trois des différentes provinces d'Italie. Il est à remarquer que sur cinquante-cinq évêques des états de l'Église il ne s'en trouva qu'un seul; les autres ne furent pas convoqués, et plusieurs étaient exilés ou emprisonnés. Il n'y en eut que quatre de l'état de Venise, qui comprenait plus de trente évêchés. Le cardinal Fesch, président du concile, après la messe et les cérémonies de l'ouverture, prêta le serment ordinaire d'attachement à la foi catholique, et d'obéissance au saint-siège, suivant la formule de profession de foi prescrite par Pie IV; puis il reçut le même serment de tous les prélats et des ecclésiastiques du second ordre. Ainsi se termina cette première et unique session, après laquelle il n'y eut plus que des congrégations générales ou particulières, qui se tinrent à l'archevêché. La première congrégation se tint le 20 juin, et le ministre des cultes s'y présenta pour donner lecture d'un décret de l'empereur portant qu'il agréait le cardinal Fesch pour président, et qu'il serait formé un bureau chargé de la police de l'assemblée et dont feraient partie les deux ministres des cultes pour la France

tretenir en particulier ; puis le 5 août ils se constituèrent de nouveau en concile et tinrent une congrégation générale où l'on adopta à une grande majorité le projet de décret qu'on vient de voir, mais avec la clause additionnelle proposée par la commission et portant qu'il serait soumis à l'approbation du pape, et qu'à cet effet l'empereur serait supplié de permettre qu'une députation se rendit auprès de Sa Sainteté pour le prier de confirmer les dispositions de ce décret. On prétend qu'il avait été convenu dans une réunion précédente, chez le ministre des cultes, que le concile était compétent pour statuer sur l'institution des évêques en cas de nécessité, et que si le pape refusait de confirmer le décret proposé, le concile déclarerait qu'il y avait nécessité et prendrait des mesures pour l'institution des évêques conformément aux règles suivies avant les concordats. Plus de quatre-vingts évêques, dit-on, adhérèrent à ces propositions. Quoiqu'il en soit, une députation de huit prélats fut envoyée à Savone. Ils y arrivèrent vers la fin d'août, et l'on prétend que le pape confirma le décret par un bref du 20 septembre ; mais les termes de ce bref déplurent à Bonaparte, qui, dit-on, fit rompre les négociations.

Pie VII était toujours à Savone dans une étroite captivité et sans communication avec aucune personne du dehors ; mais au mois de juin de l'année suivante, Bonaparte, pressé par les instances de la cour d'Autriche en faveur du vénérable captif, donna ordre de l'amener à Fontainebleau, où il fut traité pendant quelque temps avec moins de rigueur. On lui donna dans le château un appartement meublé avec magnificence ; on lui permit de recevoir la visite des cardinaux qui étaient à Paris, et de quelques prélats qui avaient été en mission auprès de lui. Ils furent chargés, après la désastreuse campagne de Russie, de renouer les négociations, et Bonaparte se rendit lui-même à Fontainebleau le 19 janvier 1813, pour presser le souverain pontife de conclure un nouveau

traité. Enfin Pie VII consentit le 25 à signer quelques articles conformes à ceux du décret de 1811, et qui devaient servir de base à un nouveau concordat. Dès ce moment les cardinaux prisonniers ou exilés purent revenir auprès de lui, et il fut permis de le voir et de lui parler. Cependant Bonaparte, malgré la promesse faite par ce traité, ne se pressa pas de délivrer les prélats et autres ecclésiastiques prisonniers, et quoique les articles dussent rester secrets jusqu'à l'arrangement définitif dont ils n'étaient que les préliminaires, il les fit communiquer le 13 février au sénat. Le pape voyant qu'on ne tenait point ce qu'on lui avait promis, prit bientôt après le parti de les révoquer; mais Bonaparte rendit un décret pour en ordonner l'exécution, et fit resserrer de nouveau la captivité du souverain pontife. On redoubla les poursuites et les rigueurs contre les ecclésiastiques des états romains qui refusaient de prêter le serment de fidélité, et un grand nombre furent emprisonnés ou déportés en Corse, où ils ne recevaient pour nourriture que du pain et de l'eau. On avait forcé après quatre mois de détention les évêques de Troyes, de Gand et de Tournay, à se démettre de leurs sièges, et bien que leurs démissions n'eussent pas été acceptées par le pape, l'empereur regardant les sièges comme vacans, y nomma des évêques et contraignit les chapitres à leur donner des pouvoirs. Ce fut une occasion de violences et de persécutions contre une partie des chanoines et contre d'autres ecclésiastiques qui refusèrent de reconnaître les pouvoirs des évêques nommés. M. de Broglie, exilé à Dijon, souscrivit un acte par lequel il renonçait de nouveau à l'administration de son diocèse. M. de Boulogne, évêque de Troyes, qui refusa de souscrire un acte semblable, fut de nouveau enfermé à Vincennes.

Cependant la puissance de Bonaparte touchait à son terme. La France et l'Italie étaient envahies par les armées étrangères, lorsque après avoir essayé encore inu-

et pour le royaume d'Italie. Cette mesure excita des réclamations; mais le cardinal Fesch se déclara pour le décret, et son avis entraîna la majorité de l'assemblée. Le ministre des cultes lut ensuite un message de l'empereur au concile. C'était une longue suite de déclamations contre le pape, et de plaintes amères sur ce que l'on appelait ses prétentions exagérées; après quoi Bonaparte déclarait que le concordat avait été violé par le pape, et n'existait plus; qu'il fallait par conséquent recourir à un autre mode pour les institutions canoniques, et que c'était au concile à indiquer celui qu'il jugerait le plus convenable. Le lendemain, on nomma une commission pour la rédaction de l'adresse en réponse au message de l'empereur, et le 26 juin, on en lut le projet, qui donna lieu à de longs débats. Les évêques italiens se plaignirent qu'on y eût suivi les principes de la déclaration de 1682, et plusieurs déposèrent sur le bureau une protestation contre cette partie de l'adresse. L'évêque de Chambéry proposa, au milieu de cette discussion, d'aller se jeter aux pieds du trône, pour réclamer la liberté du souverain pontife; mais on objecta qu'il y avait moins à espérer d'une démarche faite avec éclat, que des réclamations qui pourraient être adressées en secret dans un moment plus favorable. Ce fut l'avis du cardinal Fesch, et la proposition n'eut pas de suite. On renvoya le projet d'adresse à la commission pour y faire quelques changemens; mais il ne laissa pas d'essuyer encore, dans une congrégation tenue le 27 juin, de nombreuses contradictions. Duvoisin, évêque de Nantes, qui en était le rédacteur, la défendit avec chaleur, et comme il lui échappa de dire qu'elle avait eu l'approbation de l'empereur, cet aveu servile excita l'indignation de toute l'assemblée. Il y eut surtout de vifs débats sur l'article concernant l'excommunication; il fut supprimé; mais Bonaparte, mécontent de ce retranchement, fit déclarer qu'il ne recevrait pas l'adresse, et ordonna de s'occuper immédiatement de ce qui faisait l'objet de la convocation du concile.



Une commission composée de douze membres se réunit à cet effet le 28 et les jours suivans chez le cardinal Fesch. Elle discuta d'abord la question de savoir si, dans les circonstances où l'on se trouvait, le concile était compétent pour ordonner un autre mode d'institution canonique. L'archevêque de Tours et les évêques de Nantes et de Trèves votèrent pour l'affirmative ; huit autres membres furent d'un avis contraire et le cardinal Fesch s'abstint d'opiner. Enfin, le 5 juillet, la congrégation adopta l'avis qu'avant de prononcer sur les questions qui lui étaient soumises, le concile, pour se conformer aux règles canoniques, devait solliciter la permission d'envoyer au pape une députation pour lui exposer l'état déplorable des églises et conférer avec lui sur les moyens d'y remédier. Cette décision irrita vivement l'empereur. Quelques prélats concertèrent avec lui un projet de décret, portant que dans le délai de six mois après la nomination faite par l'empereur, le pape donnerait l'institution canonique, et qu'après ce délai le métropolitain serait investi du droit de la donner en vertu de la concession faite par le pape ; enfin que l'empereur serait supplié par le concile de permettre à une députation d'évêques de se rendre auprès du pape, pour le remercier d'avoir par ces concessions mis un terme aux maux de l'Église. La majorité de la commission décida le 8 juillet qu'avant d'avoir force de loi, ce décret devrait être soumis à l'approbation du souverain pontife. L'évêque de Tournai fut chargé de faire un rapport dans ce sens au concile. Ce rapport fut lu dans une congrégation générale le 10 juillet, et la délibération remise au lendemain ; mais l'empereur par un décret notifié le soir même du 10 juillet au cardinal Fesch, ordonna la dissolution du concile, et deux jours après, les évêques de Troyes, de Gand et de Tournai, membres de la commission, furent arrêtés et conduits au donjon de Vincennes. Cependant on résolut bientôt de faire revivre le concile. Le ministre des cultes manda successivement les évêques pour les en-

tilement quelques négociations avec le pape, il prit le parti de le mettre en liberté et de le renvoyer dans ses états. Pie VII partit de Fontainebleau le 23 janvier 1814, prit la route d'Orléans, fut accueilli partout sur son passage avec les plus éclatantes démonstrations d'affection et de respect, et après s'être arrêté quelques jours à Savone, il arriva le 23 mars à Fiorenzuola près de Plaisance, où il se trouva au milieu des troupes alliées, qui lui rendirent les plus grands honneurs. Il attendit à Césène, sa patrie, le retour des cardinaux, et rentra enfin à Rome le 24 mai, au milieu des acclamations et de l'enthousiasme d'un peuple qui ne pouvait assez faire éclater sa joie. Les premiers soins du saint-père furent de réparer les églises, de rétablir plusieurs couvents et de remédier aux désordres causés par la violence et le despotisme. Le 23 juillet, M. Cortois de Pressigny, ancien évêque de Saint-Malo, et depuis archevêque de Besançon, arriva à Rome comme ambassadeur de Louis XVIII pour continuer les négociations au sujet de l'Église de France. Le 6 août 1814, Pie VII donna la bulle *Sollicitudo omnium ecclesiarum*, qui rétablissait la compagnie de Jésus; il confirma peu de jours après les constitutions de Clément XII et de Benoît XIV contre les réunions des francs-maçons. Les événemens de 1815 vinrent encore troubler le repos de Pie VII. Murat, roi de Naples, chercha à soulever l'Italie, et demanda au saint-père le passage pour ses troupes par les états romains. Pie VII le refusa, mais les troupes napolitaines ne laissèrent pas de marcher vers Rome. Pie VII quitta cette ville le 22 mars et se retira à Gênes. Les victoires des Autrichiens lui permirent bientôt de revenir à Rome, où il rentra le 2 juin, et le congrès de Vienne lui restitua, outre les états romains, les trois légations de Bologne, Ravenne et Ferrare.

Pie VII continua de s'occuper avec un redoublement de sollicitude des besoins de l'Église, et particulièrement des moyens de réparer les ruines causées par les guerres

et les révolutions. Il adressa au mois de février 1816 un bref aux évêques d'Irlande, contre les délibérations qu'ils avaient prises pour repousser, malgré la décision récente du pape, toute intervention du roi dans le choix des évêques, et s'efforça de leur faire sentir que pour favoriser l'émancipation des catholiques, il n'avait pu refuser de consentir à laisser au roi le droit de *veto* dont jouissaient d'autres princes. Il répondit deux ans plus tard par un autre bref aux observations des catholiques irlandais. Un concordat conclu en 1817 avec la France devait rétablir quarante-deux évêchés et assurer au clergé une dotation en propriétés immobilières ou en rentes constituées sur l'état ; mais les chambres se montrèrent si peu disposées à l'adoption des bases de ce concordat, que le gouvernement crut devoir retirer la loi proposée. De nouvelles négociations furent alors entamées avec le souverain pontife, et prenant en considération les graves inconvéniens qui résultaient de la longue vacance d'un grand nombre de sièges, il consentit au mois d'août 1819 à un arrangement provisoire, en vertu duquel l'exécution du nouveau concordat devait être ajournée, sous la condition que trente des nouveaux évêchés seraient érigés sans retard, ce qui fut exécuté. De nouveaux sièges furent aussi créés ou rétablis en 1817 dans le Piémont. Un concordat conclu la même année avec la Bavière, détermina une nouvelle circonscription des sièges épiscopaux, assura une dotation immobilière aux évêchés et aux chapitres, régla différens points de discipline pour garantir la liberté de l'administration ecclésiastique, et concéda au roi, avec la nomination aux évêchés, le droit de nommer aux autres bénéfices pendant les six mois où ce droit appartenait précédemment au pape. L'année suivante un concordat fut conclu avec le roi de Naples sur des bases à peu près semblables ; mais il fut convenu que le pape conserverait pendant les six premiers mois de l'année le droit de nommer

aux prébendes et autres bénéfices simples, et en tout temps aux abbayes, et qu'il laissait aux évêques la nomination aux cures. Ces dispositions sur les réserves attribuées au pape étaient conformes à l'usage établi dans le royaume de Naples, et dans plusieurs autres, notamment en Allemagne. Elles furent maintenues dans le concordat conclu en 1821 avec la Prusse, et dont une clause rétablit l'ancienne et illustre métropole de Cologne. Il fut stipulé en outre qu'après la première nomination faite de concert entre le roi et le souverain pontife, il serait pourvu dans la suite aux sièges vacans, suivant les formes canoniques, par l'élection des chapitres. Des négociations avaient été aussi entamées avec les autres princes de la confédération germanique, mais elles demeurèrent assez longtemps sans résultat ; car ces princes voulurent imposer au pape des articles qu'ils avaient eux-mêmes rédigés et qui renfermaient des dispositions assez conformes aux innovations de Joseph II. Le pape rejeta ces articles, opposés à la discipline et aux droits de l'Église, et après bien des négociations et des démarches, une convention fut enfin conclue en 1822 sur des bases à peu près semblables à celle de Prusse ; mais de nouvelles difficultés vinrent encore en retarder l'exécution jusqu'en 1827. Il n'y eut pas moins de difficultés pour les affaires des Pays-Bas. Les évêques de Belgique réclamèrent contre plusieurs articles de la nouvelle constitution promulguée par le roi, comme blessant les droits de l'Église ou compromettant sa liberté, et après des remontrances demeurées sans effet, ils ne voulurent prêter qu'avec des restrictions le serment exigé. Leur conduite fut approuvée par le pape, mais elle ne laissa pas de leur attirer les persécutions du gouvernement. D'un autre côté, le roi voulut remplacer les séminaires diocésains par une sorte de séminaire général, sous le titre de collège philosophique, dont l'enseignement, donné en quelque sorte sous la direction de l'autorité, ne pouvait man-

quer de faire naître les soupçons et les craintes les plus légitimes. L'opposition que souleva cette mesure, comme beaucoup d'autres également contraires aux droits de l'Église, détermina enfin le roi des Pays-Bas à satisfaire les justes plaintes des catholiques, et à conclure en 1827 un concordat avec le saint-siège.

Pie VII mourut le 23 août 1823. Son successeur fut le cardinal della Genga, qui fut élu le 27 septembre, et qui prit le nom de Léon XII. Il avait été successivement nonce à Cologne et auprès de la diète de Ratisbonne, puis nommé cardinal en 1816. Il succéda quatre ans plus tard au cardinal Litta dans les fonctions de cardinal vicaire de Sa Sainteté. Devenu pape il édifia l'Église par son zèle et ses vertus. Il confirma en 1827, par la bulle *Ad dominici regis custodiam*, l'érection de l'archevêché de Fribourg dans le duché de Bade avec quatre évêchés suffragans, parmi lesquels on remarque celui de Mayence. Il régla les affaires ecclésiastiques de la Suisse par des bulles de 1824 et de 1827, et dans un consistoire du 21 mai 1827, il donna des bulles à six archevêques ou évêques pour les républiques de Colombie et du Pérou, dont les sièges restaient depuis longtemps vacans. Léon XII mourut le 10 février 1829. Son successeur fut le cardinal Castiglioni, évêque de Frascati, qui prit le nom de Pie VIII. Il mourut le 30 novembre de l'année suivante, et eut pour successeur le cardinal Mauro Cappellari, sous le nom de Grégoire XVI.

FIN DU TOME HUITIÈME ET DERNIER.











**GTU Library**

0-86793-6544

3 2400 00707 6544

DATE DUE

[illegible]

